SES

ÉDITION ENTIÈREMENT NOUVELLE

1re

CYCLE TERMINAL
1re ANNÉE

Sous la direction
de Didier Anselm

Hatier

Les ressources du manuel interactif enrichi

VIDÉOS

▸ **Des documentaires ou des reportages et leur piste d'exploitation pour introduire ou construire des séquences :**

CHAPITRE 1
- Ces riches qui rejoignent les anti-Wall Street
- L'indicateur de Bonheur intérieur brut

CHAPITRE 2
- La fabrication d'huile d'argan dans une coopérative de femmes au Maroc
- La productivité : l'exemple d'une usine de cycles

CHAPITRE 3
- Nouveau record du prix du pétrole
- Mères porteuses à Kiev

CHAPITRE 4
- Veolia en route pour un siècle de monopole de l'eau francilienne
- Les risques liés à la fusion Bouygues/SFR

CHAPITRE 5
- Le financement des entreprises
- La monnaie et nous

CHAPITRE 6
- Les inspecteurs de l'Urssaf
- La caisse d'allocations familiales

CHAPITRE 7
- Le Pacte de responsabilité
- Les prix et le pouvoir d'achat en questions

CHAPITRE 8
- École : lutter contre les stéréotypes
- Le portrait de deux sportives

CHAPITRE 9
- Rennes : apéro géant lancé sur Facebook
- Le CV numérique

CHAPITRE 10
- Chiffres de la délinquance : une bataille de statistiques !
- Internet et le contrôle social

CHAPITRE 11
- La participation des citoyens aux discussions du budget de la ville
- La tentative de formation d'un État au Sud-Soudan

CHAPITRE 12
- Robotiser l'entreprise
- Une fusion pour créer un géant mondial du béton

CHAPITRE 13
- La sécurité sociale
- Parcours de chômeurs

DOCUMENTS INTERACTIFS

▸ En cliquant sur des éléments de légende, les **documents** se construisent **pas à pas** pour expliquer des mécanismes-clés.

EXERCICES ET RÉSUMÉS SONORES

▸ Des **exercices interactifs** pour vérifier ses acquis.

▸ Les **résumés sonores** : des synthèses pour mémoriser.

DES OUTILS POUR VIDÉOPROJETER ET PERSONNALISER

- Zoom et affichage plein écran de chaque document
- Une navigation facilitée : sommaire interactif, recherche par mots-clés, marque-pages
- Une personnalisation possible grâce aux annotations et au comparateur de documents
- Un outil de création de cours à partir de vos documents personnels et ceux du manuel

INFOS ET DÉMO SUR **www.editions-hatier.fr**

SES 1re

Sciences économiques et sociales

Coordination : **DIDIER ANSELM**

Didier ANSELM
Lycée Charles-Gabriel Pravaz, Pont-de-Beauvoisin (38), ESPE, académie de Grenoble (38)

Karin BAKHTI
Lycée international Europole, Grenoble (38)

Aurélie BLANC
Lycée de l'Édit, Roussillon (38)

Laëtitia BLANC
Université Pierre Mendès-France, Saint-Martin-d'Hères (38)

Marc JAYAT
Lycée Stanislas, Paris (75)

Sylvie MARTIN
Lycée Marie Curie, Sceaux (92)

Laurence MAURIN
Lycée Charles Baudelaire, Cran Gevrier, (74), ESPE, académie de Grenoble (38)

Nicolas OLIVIER
Lycée Jean Monnet, Franconville (95)

Jean-Yves PHELEP
Lycée Jeanne d'Arc, Clermont-Ferrand (63)

Roxane SAUR
Lycée Toulouse Lautrec, Toulouse (31), ESPE, académie de Toulouse (31)

Monique SERVANIN
Lycée Marcelin Berthelot, Saint-Maur-des-Fossés (94)

Stéphanie THULLIER
Lycée Évariste Galois, Noisy-le-Grand (93)

Hatier

Sommaire

- Le programme ... 8
- Connaître les épreuves du BAC ... 12
- Se préparer au BAC ... 14
- Les SES en 1re Thèmes et démarches ... 16

Partie I. Science Économique ... 18

Chapitre 1 Les grandes questions que se posent les économistes ... 20

Dossier 1. Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?

A. Pourquoi et comment le consommateur fait-il des choix ? ... 22
B. Comment les économistes expliquent-ils les choix du consommateur ? ... 24

Dossier 2. Que produit-on et comment le mesure-t-on ?

A. La diversité des productions ... 26
B. L'évaluation de la création de richesses ... 28

Dossier 3. Comment répartir les revenus et la richesse ?

A. La répartition primaire des revenus ... 30
B. La répartition secondaire des revenus ... 32

Dossier 4. Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?

A. L'équilibre économique : l'approche comptable ... 34
B. Un équilibre comptable peut s'accompagner de déséquilibres réels ... 36

TD 1 Faire des études plus ou moins longues : que choisir ? ... 38
TD 2 PIB et économie souterraine ... 39
Synthèse ... 40
Réviser ... 42
Méthode Bac Travailler sur les énoncés Épreuve composée 1 et 2 ... 44

Chapitre 2 La production dans l'entreprise ... 46

Dossier Comment l'entreprise produit-elle ?

A. La diversité des entreprises ... 48
B. Quelle combinaison productive choisir ? ... 50
C. Quel volume de production réaliser ? ... 52
D. Le suivi de l'activité et des résultats de l'entreprise ... 54
TD 1 Les entreprises de l'économie sociale ... 56
TD 2 Suivre l'activité de l'entreprise et mesurer sa performance ... 57
Synthèse ... 58
Réviser ... 60
Méthode Bac Présenter et exploiter un document statistique - Épreuve composée 2 ... 62
Bac Blanc Dissertation ... 64

Chapitre 3 La coordination par le marché ... 66

Dossier 1. Qu'est-ce qu'un marché ?

A. Des marchés au marché ... 68
B. Les règles du jeu ... 70
C. Les limites de l'échange marchand ... 72

Dossier 2. Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

A. Les déterminants des comportements des agents ... 74
B. La détermination du prix d'équilibre ... 76
C. Les gains à l'échange ... 78
TD 1 Allocation de ressources par le marché : l'exemple du foncier à San Francisco ... 80
TD 2 Les fumeurs sont-ils des consommateurs comme les autres ? ... 81
Synthèse ... 82
Réviser ... 84
Méthode Bac Présenter et exploiter un document texte - Épreuve composée 2 ... 86
Bac Blanc Dissertation ... 88

© Hatier, 2015 – ISBN : 978-2-218-98952-0
Sous réserve des exceptions légales, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite, par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par le Code de la Propriété intellectuelle. Le CFC est le seul habilité à délivrer des autorisations de reproduction par reprographie, sous réserve en cas d'utilisation aux fins de vente, de location, de publicité ou de promotion de l'accord de l'auteur ou des ayants droit.

Chapitre 4 Imperfections et défaillances du marché ... 90

Dossier 1. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

A. Des marchés imparfaitement concurrentiels ... 92
B. Les stratégies des entreprises face à la concurrence ... 94
C. Pouvoirs publics et régulation de la concurrence ... 96

Dossier 2. Quelles sont les principales défaillances de marché ?

A. Des informations imparfaites sur les marchés ... 98
B. Le marché ne prend pas en compte les externalités ... 100
C. Les biens collectifs, ni produits, ni échangés sur le marché ... 102

TD 1 Le marché des smartphones ... 104
TD 2 Le jeu du bien public ... 105
Synthèse ... 106
Réviser ... 108
Méthode Bac Présenter un mécanisme - Épreuve composée 3 ... 110
Bac Blanc Dissertation ... 112

Chapitre 5 La monnaie et le financement de l'économie ... 114

Dossier 1. À quoi sert la monnaie ?

A. Les fonctions économiques de la monnaie ... 116
B. La monnaie repose sur la confiance ... 118
C. La monnaie revêt plusieurs formes ... 120

Dossier 2. Comment l'activité économique est-elle financée ?

A. Les choix de financement des agents économiques ... 122
B. Le développement du financement externe direct ... 124
C. Crédit, emprunt et taux d'intérêt ... 126

Dossier 3. Qui crée la monnaie ?

A. Le processus de création monétaire ... 128
B. Un pouvoir de création monétaire limité ... 130
C. Les rôles de la banque centrale ... 132

TD 1 Action et obligation, quelles différences ? ... 134
TD 2 Quels modes de financement pour les entreprises ? ... 135
Synthèse ... 136
Réviser ... 138
Méthode Bac Mobiliser ses connaissances - Épreuve composée 1 et 3 ... 140

Chapitre 6 Puissance publique et régulation économique ... 142

Dossier 1. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies ?

A. Garantir un cadre règlementaire ... 144
B. Rechercher l'intérêt collectif ... 146
C. Agir face à des défaillances du marché ... 148

Dossier 2. Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur les économies ?

A. Les budgets publics, instruments de politique économique ... 150
B. La production de services publics ... 152
C. La fiscalité incitative ... 154

TD 1 La fiscalité sur les services aux particuliers ... 156
TD 2 La dette publique depuis la crise de 2007 ... 157
Synthèse ... 158
Réviser ... 160
Méthode Bac Rédiger une séquence argumentative - Épreuve composée 3 ... 162
Bac Blanc Dissertation ... 164

Chapitre 7 Déséquilibres macroéconomiques et politiques conjoncturelles ... 166

Dossier 1. Les principaux déséquilibres macroéconomiques

A. Demande globale et situation conjoncturelle idéale ... 168
B. Les déséquilibres extérieurs ... 169
C. Le chômage : déséquilibre sur le marché du travail ... 170
D. Inflation, désinflation, déflation ... 172

Dossier 2. Quelles politiques conjoncturelles face aux grands déséquilibres ?

A. La politique budgétaire ... 174
B. La politique monétaire ... 176

TD 1 Les effets contrastés des politiques conjoncturelles ... 178
TD 2 Les politiques conjoncturelles dans la zone euro ... 179
Synthèse ... 180
Réviser ... 182
Méthode Bac Organiser un raisonnement - Épreuve composée 3 ... 184
Bac Blanc Épreuve composée ... 186

Sommaire

Partie II. Sociologie générale et sociologie politique ... 188

Chapitre 8 Les processus de socialisation et la construction des identités sociales ... 190

Dossier 1. Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?

A. Devenir un être social ... 192
B. Les acteurs de la socialisation, entre concurrence et coopération ... 194
C. La socialisation différentielle ... 196

Dossier 2. De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou ruptures ?

A. Des socialisations après l'enfance ... 198
B. Étapes et recomposition des identités sociales ... 200
TD 1 Famille et réussite scolaire ... 202
TD 2/TICE Socialisation et comportements politiques des jeunes ... 203
Synthèse ... 204
Réviser ... 206
Méthode Bac Analyser un sujet - Dissertation ... 208
Bac Blanc Épreuve composée ... 210

Chapitre 9 Groupes et réseaux sociaux ... 212

Dossier 1. Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux ?

A. Un groupe social, plus qu'une somme d'individus ... 214
B. Les liens sociaux au sein d'un groupe ... 216
C. Groupe social, une conscience d'appartenance commune ... 218
D. Une diversité de relations sociales selon les groupes ... 220

Dossier 2. Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?

A. Réseaux sociaux, des interactions qui produisent du lien ... 222
B. Les formes de sociabilité dans les réseaux ... 224
C. L'efficacité d'un réseau social : entre taille et structure ... 226
D. Réseaux sociaux et recherche d'emploi ... 228
TD 1 /TICE Groupes secondaires et citoyenneté ... 230
TD 2 Réseau social et choix du conjoint ... 231
Synthèse ... 232
Réviser ... 234
Méthode Bac Organiser son travail pour réaliser une dissertation ... 236
Bac Blanc Épreuve composée ... 238

Chapitre 10 Contrôle social et déviance ... 240

Dossier 1. Comment le contrôle social s'exerce-t-il aujourd'hui ?

A. La diversité des formes du contrôle social ... 242
B. L'évolution des formes du contrôle social ... 244
C. Le contrôle social et ses effets ... 246

Dossier 2. Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?

A. La diversité des formes de déviance ... 248
B. La déviance comme conséquence de situations d'anomie ... 250
C. La déviance comme résultat d'interactions sociales ... 252

Dossier 3. Comment mesurer le niveau de la délinquance ?

A. Le mode de construction des statistiques officielles ... 254
B. L'apport des enquêtes de victimation ... 256
TD 1 Nouvelles technologies et contrôle social ... 258
TD 2 Les théories explicatives de la déviance ... 259
Synthèse ... 260
Réviser ... 262
Méthode Bac Exploiter un dossier documentaire - Épreuve composée 3 ... 264

Chapitre 11 Ordre politique et légitimation ... 266

Dossier 1. Pourquoi un ordre politique ?

A. La spécificité de l'ordre politique ... 268
B. L'évolution du rôle de l'État ... 270
C. Construction étatique et construction nationale ... 272

Dossier 2. Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?

A. Les différentes formes étatiques ... 274
B. L'État de droit, pilier de la démocratie ... 276
C. L'émergence de nouvelles formes de démocratie ... 278
TD 1 Comment expliquer l'émergence des États ? ... 280
TD 2 D'autres formes de démocratie sont-elles envisageables ? ... 281
Synthèse ... 282
Réviser ... 284
Méthode Bac Réaliser un plan détaillé - Dissertation ... 286

Partie III. Regards croisés 288

Chapitre 12 Entreprise, institution, organisation 290

Dossier Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?

A. L'entreprise, un mode de coordination spécifique 292

B. La coopération dans l'entreprise 294

C. Des tensions et des conflits possibles dans l'entreprise 296

TD 1 Les intermédiaires entre les salariés et leurs employeurs : les IRP 298

TD 2 L'entreprise sans structure hiérarchique 299

Synthèse 300

Réviser 302

Méthode Bac Rédiger une introduction - Dissertation 304

Bac Blanc Épreuve composée 306

Chapitre 13 Action publique et régulation 308

Dossier 1. Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

A. La cohésion sociale, objectif de l'État-providence 310

B. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion 312

C. La lutte contre les discriminations 314

Dossier 2. Comment un phénomène social devient-il un problème public ?

A. Le processus de mise à l'agenda des politiques publiques 316

B. Le mariage pour tous, un exemple de mise à l'agenda politique 318

TD 1 /TICE La lutte contre le décrochage scolaire 320

TD 2 La discrimination positive : une politique publique pour limiter les inégalités ? 321

Synthèse 322

Réviser 324

Méthode Bac Rédiger une conclusion - Dissertation 326

Bac Blanc Épreuve composée 328

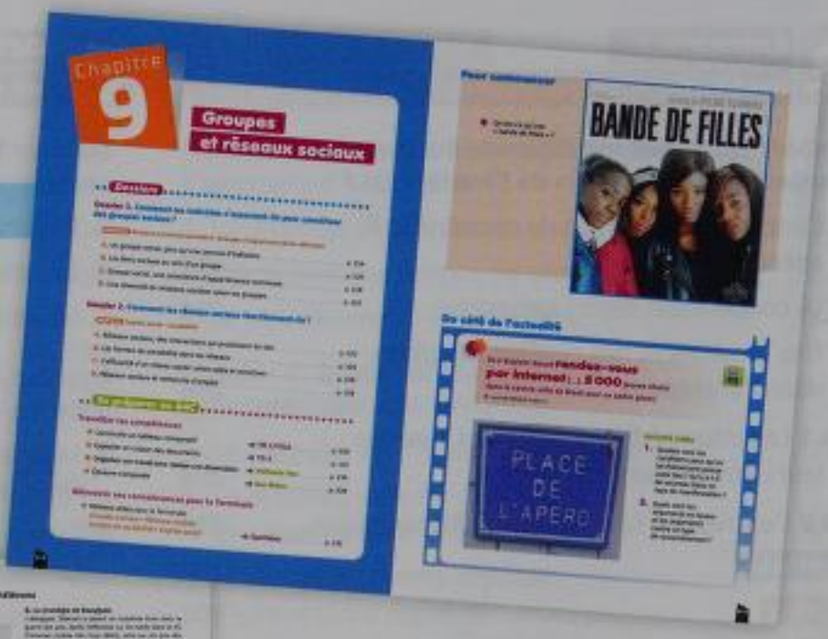
- **Fiches outils** ..... voir page 14
- **Sites internet utiles en SES** 350
- **Lexique** 352
- **Corrigés des exercices d'autoévaluation** 359

BAC

Connaître les épreuves ► pp. 12-13

Se préparer ► pp. 14-15

Découvrir Le manuel



Ouverture de chapitre

Sensibiliser au thème du chapitre

- Le **sommaire** avec les **notions** du programme et les **notions** à retenir pour la Terminale
- Une **image** et une **activité vidéo** pour une première sensibilisation

Les dossiers

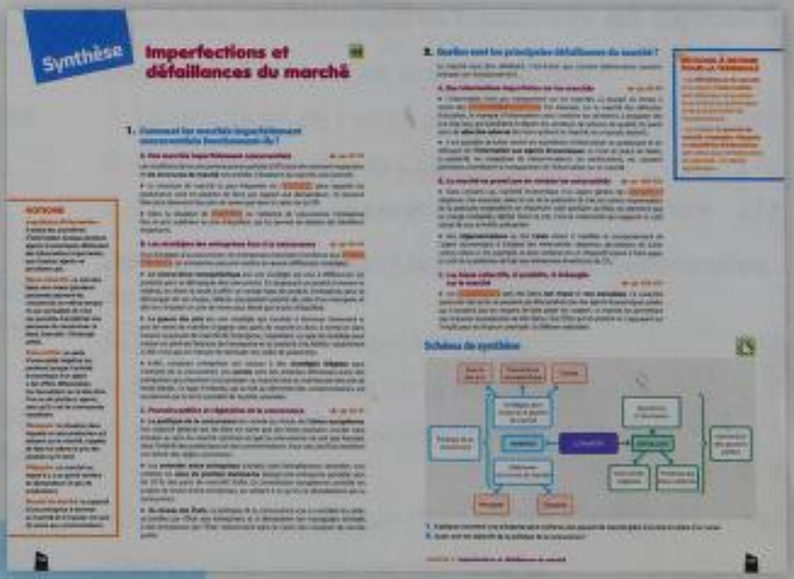
Explorer les questions du programme

- Un **objectif** par double page
- **Pour commencer,** un cas concret
- Les **documents essentiels** questionnés
- Un **exercice** par dossier
- Une rubrique finale de **synthèse** ou de **préparation au BAC**

TD

Approfondir une notion, un savoir-faire lié au thème

- Avec des objectifs de **connaissances** et de **compétences**



Synthèse

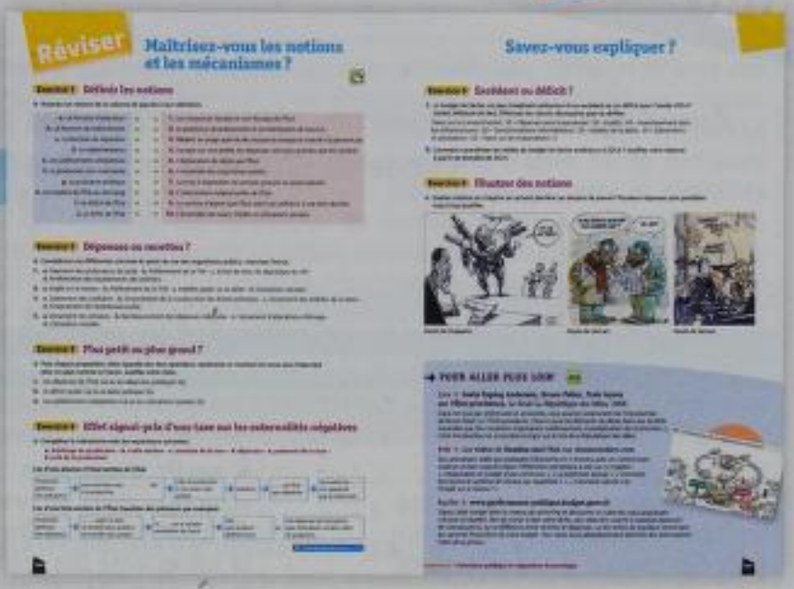
L'essentiel des connaissances

- Une **synthèse** rédigée et un **schéma**
- Les **notions du programme**
- Les **notions** à retenir pour la Terminale

Réviser

Vérifier ses connaissances • Travailler des compétences

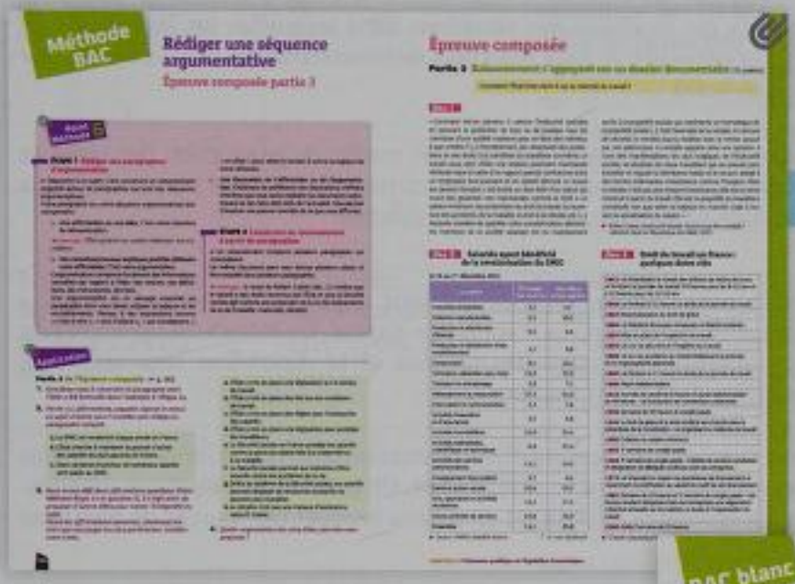
- Des exercices d'**autoévaluation** sur les notions et les mécanismes
- Des exercices pour **réinvestir** ses connaissances
- Des **pistes** de lecture, de film, de sites à visiter



Méthode BAC

Acquérir les savoir-faire du BAC

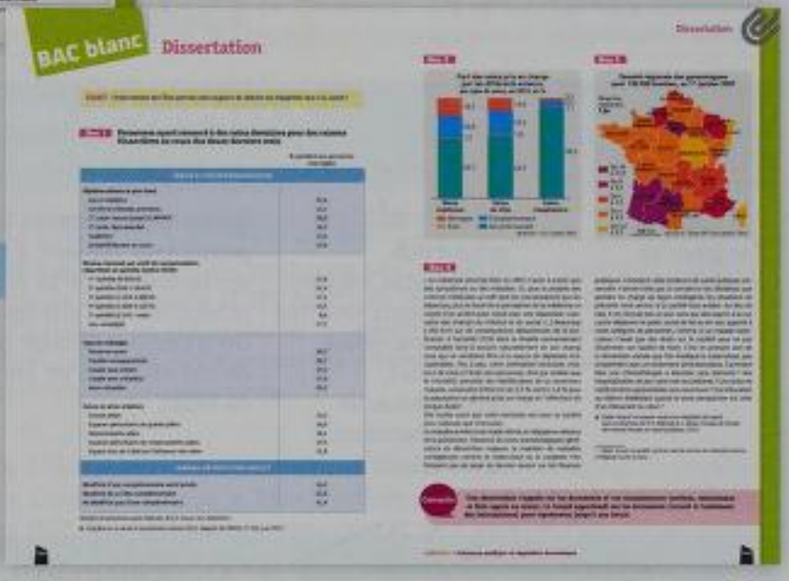
- Un **point méthode** sur les compétences du BAC
- Une **application** sur un sujet



BAC Blanc

S'entraîner aux épreuves du BAC

- Un sujet de **dissertation** ou d'**épreuve composée**
- Des conseils



En fin de manuel

- les fiches outils avec des **exercices**
- le **lexique**
- le **corrigé** des exercices

À chaque picto correspond un document multimédia de votre manuel interactif

- Vidéo
- Lien internet
- Résumé sonore ou document audio
- Document interactif
- Exercices interactifs ou imprimables

Également en accès libre sur le site compagnon du manuel : www.sciences-eco-hatier.com

Programme

Aménagements apportés aux programmes de sciences économiques et sociales

Classe de première de la série économique et sociale.

■ *Bulletin officiel* n° 21 du 23 mai 2013.

SCIENCE ÉCONOMIQUE (Durée indicative : 90 heures)

1. Les grandes questions que se posent les économistes — Chapitre 1		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
1.1 Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?	Utilité, contrainte budgétaire, prix relatif	À partir d'exemples simples (choix de forfaits téléphoniques, formule « à volonté » dans la restauration, utilité de l'eau dans divers environnements, etc.), on introduira les notions de rareté et d'utilité marginale, en insistant sur la subjectivité des goûts. On s'appuiera sur une représentation graphique simple de la contrainte budgétaire pour caractériser les principaux déterminants des choix, sans évoquer les courbes d'indifférence. Il s'agit d'illustrer la démarche de l'économiste qui modélise des situations dans lesquelles les individus sont confrontés à la nécessité de faire des choix de consommation ou d'usage de leur temps (par exemple).
1.2 Que produit-on et comment le mesure-t-on ?	Production marchande et non marchande, valeur ajoutée	On sensibilisera les élèves à la diversité des modes de production des biens et services et de leur mise à la disposition des consommateurs. On s'intéressera aux problèmes posés par la mesure de la valeur ajoutée.
1.3 Comment répartir les revenus et la richesse ?	Salaire, profit, revenus de transfert	La production engendre des revenus qui sont répartis entre les agents qui y contribuent par leur travail ou leur apport en capital. On introduira la distinction entre cette répartition primaire des revenus et la répartition secondaire qui résulte des effets de la redistribution.
1.4 Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?	Équilibre emplois/ ressources	La mesure et l'analyse de l'activité d'une économie nationale et de ses principales composantes seront présentées simplement. On présentera l'équilibre emplois-ressources, en économie ouverte, et on pourra évoquer les sources de possibles déséquilibres.

2. La production dans l'entreprise — Chapitre 2		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
2.1 Comment l'entreprise produit-elle ?	Facteurs de production, coûts (total, moyen et marginal), recettes (totale, moyenne, marginale), productivité, loi des rendements décroissants	Après avoir présenté la diversité des entreprises, on montrera que les choix du producteur portent à la fois sur la combinaison des facteurs de production et sur le volume de la production. On introduira les notions clés de l'analyse de la production de l'entreprise, notamment la loi des rendements décroissants. On montrera l'utilité pour l'entreprise d'instruments de suivi de son activité et de ses résultats en présentant une structure simplifiée du compte de résultat et du bilan.

3. La coordination par le marché — Chapitre 3		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
3.1 Qu'est-ce qu'un marché ?	Institutions marchandes, droits de propriété	On présentera la diversité des marchés concrets (depuis les foires du Moyen Âge jusqu'aux achats en ligne ; les marchés des biens, des services, des actifs, du travail, etc.). On montrera que le fonctionnement des marchés nécessite des règles de droit, qui déterminent notamment qui possède quoi, et ce qui peut être ou non échangé. On montrera que le marché suppose notamment l'existence d'institutions et de conventions (par exemple, marchandage, achat à l'unité ou en nombre, enchères, etc.). On expliquera en quoi les droits de propriété (y compris les droits d'auteur, brevets, marques, etc.) sont au fondement de l'échange. On s'interrogera sur les limites de l'échange marchand (existence de commerces illicites, brevetabilité du vivant, interdiction du commerce d'organes, etc.).

3.2 Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?	Offre et demande, prix et quantité d'équilibre, preneur de prix, rationnement, surplus, gains à l'échange, allocation des ressources	On s'attachera à mettre en évidence les déterminants des comportements des agents, offreurs et demandeurs, puis on procédera à la construction des courbes d'offre et de demande et à l'analyse de la formation de l'équilibre sur un marché de type concurrentiel. La modification des conditions d'offre ou de demande permettra de montrer comment s'ajustent, dans le temps, prix et quantités d'équilibre. On étudiera les réactions de l'acheteur aux changements des incitations (augmentation du prix du tabac, de la fiscalité sur les carburants, prime à la casse sur le marché de l'automobile, etc.). L'étude de la notion de surplus et de son partage entre acheteurs et vendeurs permettra d'illustrer graphiquement les gains de l'échange. On fera apparaître l'existence de situations de rationnement lorsque le prix est fixé, quelle qu'en soit la raison, à un autre niveau que celui qui équilibre le marché (files d'attente, réglementation des loyers, pénuries de places pour des rencontres sportives ou les spectacles, etc.).
		Chapitre 4
3.3 Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?	Pouvoir de marché, oligopole, monopole	On soulignera le caractère très particulier du marché concurrentiel et on introduira la notion de structures de marché. Sans aucun recours à la formalisation et à l'aide d'exemples (monopole dans le domaine de l'électricité ou du transport, situations de concurrence monopolistique engendrées par l'innovation ou la différenciation des produits, oligopoles dans les domaines de l'automobile, des composants électroniques, etc.), on montrera que les vendeurs mettent en œuvre des stratégies susceptibles de renforcer leur pouvoir de marché (positionnement et marketing des produits, ententes entre vendeurs, guerres de prix, création de demande captive, etc.). On pourra s'interroger sur les conditions favorisant ces structures non concurrentielles et sur le rôle des pouvoirs publics dans la régulation de la concurrence.
3.4 Quelles sont les principales défaillances du marché ?	Asymétries d'information, externalités, biens collectifs	On montrera qu'en situation d'information asymétrique, on constate l'existence d'équilibres avec rationnement voire l'absence de marché (marché des voitures d'occasion, marchés des professionnels de santé et des avocats, marché de l'assurance, etc.). Les diverses manières de produire et de diffuser de l'information – labellisation, publicité, comparateurs de prix, magazines de consommateurs, etc. – pourront être évoquées, de même que la réglementation publique sur l'information. En s'appuyant sur des exemples, on montrera aussi que les marchés peuvent être défaillants dans le domaine de l'allocation des ressources en présence de biens collectifs ou d'externalités (pollution, éclairage public, pollinisation par les abeilles, etc.).

4. La monnaie et le financement		Chapitre 5
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
4.1 À quoi sert la monnaie ?	Fonctions de la monnaie, formes de la monnaie	Par contraste avec des situations d'échange non monétisé, on mettra en évidence les avantages de la monnaie et les fonctions qu'elle remplit. On évoquera les formes qu'elle revêt et on expliquera (en prenant comme exemple le paiement par carte bancaire) comment fonctionnent les systèmes de paiement dématérialisés dans les économies contemporaines.
4.2 Comment l'activité économique est-elle financée ?	Autofinancement, financement direct/indirect, taux d'intérêt, risque de crédit	Les choix de financement des agents économiques seront présentés de manière élémentaire. On montrera que le taux d'intérêt est à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur et qu'il varie en fonction du risque associé au crédit. On pourra illustrer ce mécanisme à partir de l'exemple des crises des dettes publiques. On distinguera le financement intermédié et le financement direct. Dans la procédure de financement par appel au marché, on présentera les grandes catégories de titres émis et échangés (actions, obligations) ainsi que leur mode de rémunération (dividende, intérêt).
4.3 Qui crée la monnaie ?	Masse monétaire, marché monétaire, banque centrale, prêteur en dernier ressort	On présentera, à l'aide d'exemples simples, le processus de création monétaire par les banques commerciales (« les crédits font les dépôts »). On montrera le rôle central du marché monétaire. On pourra citer les autres sources de la création monétaire (créances sur le Trésor et devises). Pour ce faire, on définira la banque centrale comme la « banque des banques » et on montrera l'importance de son rôle pour assurer la liquidité (notamment lors des crises de confiance) et préserver le pouvoir d'achat de la monnaie.

5. Régulations et déséquilibres macroéconomiques		Chapitre 6
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
5.1 Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?	Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)	En faisant référence aux défaillances de marché étudiées précédemment et à la possibilité de déséquilibres macroéconomiques, on étudiera les fonctions de régulation économique de la puissance publique en insistant sur l'importance du cadre réglementaire dans lequel s'exercent les activités économiques. On présentera brièvement les principaux niveaux d'intervention (notamment européen, national et local).
5.2 Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?	Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique	On décrira la structure du budget de l'État et de l'ensemble des administrations publiques, en donnant des ordres de grandeur. On insistera sur les notions de production non marchande et de prélèvements obligatoires. On montrera, à l'aide d'exemples (fiscalité écologique, crédit d'impôt pour les aides à domicile ou pour les dons aux associations, etc.) qu'en changeant les prix relatifs ou les rémunérations nettes, les impôts et taxes modifient les incitations des agents.
5.3 Quelles politiques conjoncturelles ?	Demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire, politique monétaire	Chapitre 7 On présentera les principaux déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure. On montrera comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. En s'appuyant sur les développements du point 5.2, on montrera comment les pouvoirs publics peuvent utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres. En se référant au point 4.3, on présentera également les moyens d'action des banques centrales (notamment la Banque centrale européenne) et leur rôle dans la régulation conjoncturelle de l'activité économique.

SOCIOLOGIE GÉNÉRALE ET SOCIOLOGIE POLITIQUE (Durée indicative : 60 heures)

1. Les processus de socialisation et la construction des identités sociales		Chapitre 8
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
1.1 Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?	Normes, valeurs, rôles, socialisation différentielle	On étudiera les processus par lesquels l'enfant construit sa personnalité par l'intériorisation/incorporation de manières de penser et d'agir socialement situées. On s'interrogera sur les effets possiblement contradictoires de l'action des différentes instances de socialisation (famille, école, groupe des pairs, média). On mettra aussi en évidence les variations des processus de socialisation en fonction des milieux sociaux et du genre, en insistant plus particulièrement sur la construction sociale des rôles associés au sexe.
1.2 De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou ruptures ?	Socialisation primaire/secondaire, socialisation anticipatrice	On se demandera en quoi le processus de socialisation secondaire (conjugale, professionnelle, etc.) est lié aux conditions et aux effets de la socialisation primaire. On montrera également que la socialisation, aux différents âges de la vie, fait se succéder des phases de transition et des processus de restructuration de l'identité sociale.

2. Groupes et réseaux sociaux		Chapitre 9
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
2.1 Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux ?	Groupes primaire/secondaire, groupes d'appartenance/de référence	On distinguera les groupes sociaux, caractérisés par l'existence d'interactions (directes ou indirectes) entre leurs membres et la conscience d'une appartenance commune (familles, collectifs de travail, associations, etc.), des catégories statistiques (PCS, groupes d'âge, etc.). On montrera que les groupes sociaux se différencient en fonction de leur taille, de leur rôle, de leur mode de fonctionnement et de leur degré de cohésion. On évoquera les situations où les individus prennent comme référence un autre groupe que celui auquel ils appartiennent.
2.2 Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?	Capital social, sociabilité	On montrera que les réseaux sociaux constituent une forme spécifique de coordination entre acteurs et de sociabilité (réseaux Internet, associations d'anciens élèves, etc.). On pourra présenter quelques exemples très simples de structuration de réseaux sans entrer dans la théorie des graphes. On s'intéressera surtout au rôle des réseaux en matière de recherche d'emploi en discutant plus particulièrement la thèse de « la force des liens faibles ».

3. Contrôle social et déviance — Chapitre 10		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
3.1 Comment le contrôle social s'exerce-t-il aujourd'hui ?	Contrôle social formel/informel, stigmatisation	On s'interrogera sur l'évolution des formes du contrôle social dans les sociétés modernes et sur leurs effets. On montrera qu'au fur et à mesure que les relations sociales deviennent plus impersonnelles, le contrôle social par des instances spécialisées tend à prédominer sur le contrôle informel exercé par les groupes primaires. On pourra s'interroger également sur les effets produits par le recours à des formes de contrôle social prenant appui sur les ressources des nouvelles technologies.
3.2 Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?	Déviance, anomie	On définira la déviance comme une transgression des normes et on montrera qu'elle peut revêtir des formes variées selon les sociétés et, en leur sein, selon les groupes sociaux. On analysera la déviance comme le produit d'une suite d'interactions sociales qui aboutissent à « étiqueter » certains comportements comme déviants et, en tant que tels, à les sanctionner. On montrera que les comportements déviants peuvent aussi s'expliquer par des situations d'anomie.
3.3 Comment mesurer le niveau de la délinquance ?	Chiffre noir de la délinquance, enquête de victimation	On précisera que la délinquance n'est qu'une forme particulière de déviance : celle qui fait l'objet d'une sanction pénale. On s'intéressera aux modes de construction des statistiques produites par la police et la justice. On confrontera ces données avec celles que révèlent les enquêtes de victimation.

4. Ordre politique et légitimation — Chapitre 11		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
4.1 Pourquoi un ordre politique ?	État, État-nation, souveraineté	On mettra en évidence l'avènement d'un ordre politique distinct des ordres économiques, sociaux et culturels. On pourra prendre l'exemple de l'évolution de l'État dans le monde occidental. On apprendra aux élèves à distinguer la construction étatique et la construction nationale.
4.2 Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?	État de droit, État unitaire/ fédéral, démocratie représentative/ participative	On familiarisera les élèves au vocabulaire juridique et politique qui permet de distinguer les formes étatiques et de préciser le contexte institutionnel dans lequel elles se sont développées. À partir d'exemples contemporains, on sensibilisera aussi les élèves à l'émergence de nouvelles formes de participation politique et de légitimation démocratique.

REGARDS CROISÉS (Durée indicative : 20 heures)

1. Entreprise, institution, organisation — Chapitre 12		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?	Hiérarchie, coopération, conflit	On montrera comment l'entreprise constitue un mode de coordination des actions par la hiérarchie. On mettra aussi en évidence comment coopération et conflits s'entremêlent dans la production de l'action collective. On mobilisera pour cela les apports de la science économique (économie de la firme) et de la sociologie (mobilisation et logiques d'acteurs).

2. Action publique et régulation — Chapitre 13		
Thèmes	**Notions**	**Indications complémentaires**
Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?	Solidarité, désaffiliation, disqualification sociale	On montrera comment l'État social contribue, à travers la définition de droits sociaux et la mobilisation d'instruments divers, à favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations.
Comment un phénomène social devient-il un problème public ?	Agenda politique, action publique	On présentera une première approche de la construction des politiques publiques par l'interaction de divers acteurs (lutte contre l'échec scolaire, l'illettrisme, le tabagisme, la délinquance routière, etc.). On montrera comment la définition des problèmes publics et leur inscription à l'agenda politique sont un enjeu de conflit et un objet de coopération.

BAC

Connaître les épreuves

Lors de l'épreuve écrite de 4 heures du baccalauréat pour l'enseignement spécifique de SES, vous aurez à choisir entre une de ces deux épreuves :

- **La dissertation avec documents**
- **L'épreuve composée (en trois parties)**

LA DISSERTATION

La dissertation évalue le traitement de l'information et la maîtrise des connaissances, la capacité à problématiser le sujet.

L'épreuve de dissertation se présente sous la forme d'un **sujet** et de **trois ou quatre documents**.

Il y a deux grands types de sujet : **des sujets d'analyse** (Vous montrerez que..., Vous expliquerez comment... Pourquoi... ?) et **des sujets de discussion** (Dans quelle mesure... ?).

Les premiers demandent d'étayer une affirmation à l'aide de divers arguments ; les seconds mettent cette affirmation en débat. Les sujets sont construits à partir des indications complémentaires du programme et sont donc ciblés sur un chapitre.

Une bonne analyse du sujet est essentielle pour répondre correctement au problème posé.

Point Méthode Bac 8 p. 208

Au nombre de trois ou quatre, les documents sont strictement **factuels***. Au moins trois sont des documents **statistiques**. Quand un **texte** est proposé, il est uniquement descriptif (chronologie, monographie, récit de vie).
Les **documents** doivent vous permettre de construire votre questionnement, d'élaborer des arguments ou encore d'illustrer.

Exploiter ces documents relève de méthodologies différentes, selon qu'il s'agit d'un document statistique ou d'un texte factuel.
Le dossier nécessite aussi de croiser les apports des différents documents.

Point Méthode Bac 2 p. 62, Bac 3 p. 86 Bac 10 p. 264

Précisions et conseils

- L'analyse du sujet et l'exploitation des documents impliquent une **mobilisation de vos connaissances**.

Point Méthode Bac 5 p. 140

> **⚠ Équilibrez vos temps de travail**

Point Méthode Bac 9 p. 236

- Votre réponse organisée et étayée doit s'appuyer sur un plan détaillé.
  Un plan détaillé sert à organiser les idées que vous aurez formulées et à prévoir la manière d'argumenter et d'illustrer.

Point Méthode Bac 11 p. 286

- Vous pouvez conserver le plan apparent dans votre devoir ou rédiger les intitulés dans vos paragraphes. Votre plan détaillé et vos documents sont **les guides de votre rédaction**. Pour la clarté de votre démonstration, pensez aussi à rédiger une introduction partielle au début de chaque grande partie pour annoncer les idées développées dans la partie.

L'introduction Point Méthode Bac 12 p. 304
La conclusion Point Méthode Bac 13 p. 326
Les séquences argumentatives Point Méthode Bac 6 p. 162

> **⚠ Évitez les hors sujets**
> Demandez-vous régulièrement si ce que vous écrivez permet effectivement de répondre au sujet.

- Dans de nombreux sujets, s'entraîner à argumenter passe aussi par un travail régulier sur **l'explicitation des mécanismes** en économie et en science sociales.

Point Méthode Bac 4 p. 110

> **⚠ Ne négligez pas la forme**
> Sautez une ligne entre chaque paragraphe et un peu plus pour les changements de partie.
> Relisez-vous, car la précision de l'écrit aide à suivre la trame logique de votre réflexion.

* Cependant, dans les sujets proposés dans ce manuel, certains textes ne sont pas strictement factuels et apportent des informations pour faciliter le traitement du sujet par un élève de 1re en cours de formation.

L'ÉPREUVE COMPOSÉE

Cette épreuve comprend trois exercices distincts.

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

Le candidat doit répondre à **deux questions**, notées chacune sur 3 points, en faisant appel à ses connaissances personnelles. Les questions portent sur des notions ou des mécanismes de base du programme et sur des champs différents (science économique, sociologie, regards croisés).

Précisions et conseils

- Pour bien répondre, il faut **comprendre la consigne**, définir et illustrer la ou les notions présentes dans la question.
Mais il faut aussi illustrer par des exemples ou des faits, expliquer le sens ou le fonctionnement du mécanisme, c'est-à-dire **mobiliser ses connaissances**.

► Point Méthode Bac 1 p. 44

► Point Méthode Bac 5 p. 140

⚠ Une heure maximum
Cette première partie de l'épreuve comptant pour 6 points, il ne faut pas y passer plus d'une heure : la partie III nécessitera plus de temps.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Cette deuxième partie de l'épreuve comprend une **question générale** et un **document**. Il faut pouvoir comprendre et présenter le document afin de l'utiliser pour répondre à la question.
Le document est le plus souvent statistique (graphique ou tableau), mais il peut aussi s'agir d'un texte, de nature factuelle. La question posée concerne l'un des thèmes du programme, qu'il faut donc bien connaître ainsi que les savoir-faire concernés pour réussir cette étude de document.

Précisions et conseils

- Le document doit être utilisé pour la réponse. S'il s'agit d'un **document statistique**, il faut être capable d'exprimer correctement les chiffres, de choisir les données à utiliser et d'opérer des traitements statistiques simples pour répondre à la question posée.

► Point Méthode Bac 2 p. 62

- S'il s'agit d'un **texte**, il faut le rapprocher du thème du programme qui le concerne, repérer les notions sous-jacentes ou implicites, choisir les extraits à mobiliser pour répondre.

► Point Méthode Bac 3 p. 86

⚠ Une heure maximum
Vous devez consacrer moins d'une heure à cette deuxième partie.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie est constituée d'un **dossier documentaire** et d'un **sujet** qui invite le candidat à développer un raisonnement formellement construit (sans être obligé de respecter toutes les contraintes formelles d'une dissertation). Elle fait explicitement appel à des connaissances personnelles. Le dossier documentaire ne couvre pas nécessairement tout le sujet. Il comporte deux ou trois documents de natures différentes qui impliquent des savoir-faire. Le sujet porte sur un contenu figurant explicitement dans les indications complémentaires du programme.

Précisions et conseils

- La **réponse au sujet** peut être faite en plus de deux ou trois parties, mais elle doit être **structurée** (introduction, développement et conclusion).

► Point Méthode Bac 7 p. 184

- Il faut bien comprendre le sujet pour construire le raisonnement et en déduire les connaissances personnelles nécessaires et les éléments du dossier qu'il faut utiliser.

► Point Méthode Bac 5 p. 140

⚠ Gérez bien votre temps
La troisième partie procurant potentiellement la moitié des points, il est raisonnable d'y consacrer au moins deux des quatre heures dont vous disposerez.

BAC

Se préparer

Compétences en œuvre dans les TD

Exploiter des documents

- Confronter deux documents pour en tirer des informations ... 38
- Extraire des informations et rédiger une synthèse sur un thème ... 39
- Traiter des informations pour présenter une notion ... 56
- Traiter et transformer des informations ... 57
- Exploiter et croiser des documents de nature différente 104, 156, 157, 179, 231, 298, 299
- Exploiter des documents statistiques ... 135

Sélectionner, raisonner, argumenter

- Expliquer des faits empiriques à partir de la théorie ... 80
- Utiliser la notion d'élasticité-prix et raisonner à court et long terme ... 81
- Tirer des observations d'une expérimentation ... 109
- Construire une analyse comparative ... 134
- Classer des informations dans un tableau pour analyser un texte long ... 178
- Croiser les approches quantitatives et qualitatives ... 202
- Construire un tableau comparatif ... 230
- Construire une argumentation ... 258
- Relier des données et des concepts ... 259
- Illustrer une thèse à partir d'un exemple ... 280
- Illustrer des concepts par des exemples ... 281
- Trier des informations en ligne pour traiter un problème ... 320
- Construire une séquence argumentative ... 321

Fiches outils

1. Faire une fiche de révision ... 330
2. Calculer des proportions et des pourcentages de répartition ... 332
3. Calculer des moyennes et la médiane ... 334
4. Lire des représentations graphiques ... 336
5. Mesurer des variations relatives ... 338
6. Lire des tableaux à double entrée ... 340
7. Mesurer en valeur et en volume ... 342
8. Interpréter les courbes d'offre/de demande et de coûts ... 344
9. Calculer et interpréter des élasticités ... 346
10. Préparer les Travaux personnels encadrés (TPE) ... 352

Points Méthode BAC

1. Travailler sur les énoncés (Épreuve composée 1 et 2) ... 44
2. Présenter et exploiter un document statistique (Épreuve composée 2) ... 62
3. Présenter et exploiter un document texte (Épreuve composée 2) ... 86
4. Présenter un mécanisme (Épreuve composée 3) ... 110
5. Mobiliser ses connaissances (Épreuve composée 1 et 3) ... 140
6. Rédiger une séquence argumentative (Épreuve composée 3) ... 162
7. Organiser un raisonnement (Épreuve composée 3) ... 184
8. Analyser un sujet (Dissertation) ... 208
9. Organiser son travail pour réaliser une dissertation ... 236
10. Exploiter un dossier documentaire (Épreuve composée 3 et dissertation) ... 264
11. Réaliser un plan détaillé (Dissertation) ... 286
12. Rédiger une introduction (Dissertation) ... 304
13. Rédiger une conclusion (Dissertation) ... 326

Sujets BAC

Épreuve composée 1

Retrouvez des entraînements à la 1re partie de l'Épreuve composée dans les dossiers et les pages BAC.

- Chapitre 1 p. 25, 29, 31, 33, 35, 37 et 45
- Chapitre 2 p. 51
- Chapitre 3 p. 69, 73, 77
- Chapitre 4 p. 93, 95, 97, 101
- Chapitre 5 p. 117, 123, 131 et 141
- Chapitre 6 p. 149, 151
- Chapitre 7 p. 173, 175 et 186
- Chapitre 8 p. 193, 197, 210
- Chapitre 9 p. 215, 229 et 238
- Chapitre 10 p. 243, 245, 249, 251, 255
- Chapitre 11 p. 269, 279
- Chapitre 12 p. 295, 306
- Chapitre 13 p. 315, 319, 328

Épreuve composée 2

- Chapitre 1 Les prestations sociales dans le revenu disponible des ménages 45
- Chapitre 2 Les variations de la productivité du travail 63
- Chapitre 2 Les secteurs d'activité qui emploient le plus de salariés 63
- Chapitre 3 Le marché est une « institution » 87
- Chapitre 5 Moyens de paiement 121
- Chapitre 7 L'évolution de l'inflation 186
- Chapitre 8 Pratiques culturelles pendant l'enfance et à l'âge adulte 210
- Chapitre 9 Temps de sociabilité selon le statut 238
- Chapitre 12 Les rôles du chef d'entreprise 306
- Chapitre 13 Les discriminations envers les femmes en politique 328

Épreuve composée 3

- Chapitre 2 Qu'est-ce qui justifie la publication du bilan et du compte de résultat ? 55
- Chapitre 2 Une entreprise a-t-elle toujours intérêt à délocaliser sa production dans un pays à bas coûts salariaux ? 63
- Chapitre 3 Pourquoi peut-on dire que le marché ne se suffit pas à lui-même ? 71
- Chapitre 4 Comment les entreprises renforcent-elles leur pouvoir de marché ? 111
- Chapitre 5 Pourquoi accepte-t-on d'échanger un bien contre de la monnaie ? 119
- Chapitre 5 Les rôles de la banque centrale dans le processus de création monétaire. 141
- Chapitre 6 Comment l'État intervient-il sur le marché du travail ? 163
- Chapitre 7 Montrez qu'un excédent extérieur peut résulter aussi bien d'un faible niveau que d'un niveau élevé de la demande globale. 169
- Chapitre 7 La baisse des taux directeurs de la banque centrale ne suffit pas à relancer la demande globale. 185
- Chapitre 7 Les risques des politiques d'austérité mises en œuvre en France à partir de 2011. 186
- Chapitre 8 La famille et l'école, instances de socialisation complémentaires et concurrentes. 211
- Chapitre 9 Vous montrerez à quelles conditions les jeunes peuvent former un groupe social. 238
- Chapitre 10 Quelles sont les limites des statistiques policières dans la mesure de la délinquance ? 265
- Chapitre 12 Pourquoi le conflit et la coopération ne sont pas incompatibles dans l'entreprise ? 306
- Chapitre 13 Comment l'État-providence favorise-t-il la cohésion sociale ? 328

Dissertation

- Chapitre 2 En quoi l'externalisation peut-elle être source de profit accru pour l'entreprise ? 64
- Chapitre 3 Dans quelle mesure peut-on parler d'un marché du travail ? 88
- Chapitre 4 Comment peut-on lutter contre les défaillances de marché ? 112
- Chapitre 6 Montrez les enjeux et les contraintes de la production de services collectifs par les pouvoirs publics. 153
- Chapitre 6 L'intervention de l'État permet-elle toujours de réduire les inégalités face à la santé ? 164
- Chapitre 8 Pourquoi faut-il lutter contre le chômage ? 171
- Chapitre 8 Socialisation secondaire et restructurations de l'identité 201
- Chapitre 8 Les effets de la socialisation différentielle 208
- Chapitre 9 Dans quelles mesures les caractéristiques économiques et sociodémographiques influent-elles sur sa sociabilité ? 223
- Chapitre 9 Quel rôle joue le capital social en matière de recherche d'emploi ? 237
- Chapitre 10 Développer un plan détaillé 247
- Chapitre 10 Les comportements déviants s'expliquent-ils forcément par un affaiblissement du contrôle social ? 253
- Chapitre 11 Quel doit être le champ d'action de l'État ? 271
- Chapitre 11 Quels sont les liens entre construction étatique et construction nationale ? 287
- Chapitre 12 Vous analyserez les enjeux des négociations au sein de l'entreprise. 305
- Chapitre 13 Expliquez que l'État a un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté. 313
- Chapitre 13 Comment la pauvreté peut-elle mener à l'exclusion ? 327

Les SES en première
Thèmes et démarches

Les **sciences économiques et sociales** (SES) ont pour objectif de **mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons** en étudiant les phénomènes sociaux en fonction de différentes approches : économique, sociologique, politique, historique, démographique, etc. Chacune de ces approches fournit des éléments d'explication que les SES visent à réunir au travers d'un **enseignement pluridisciplinaire**.

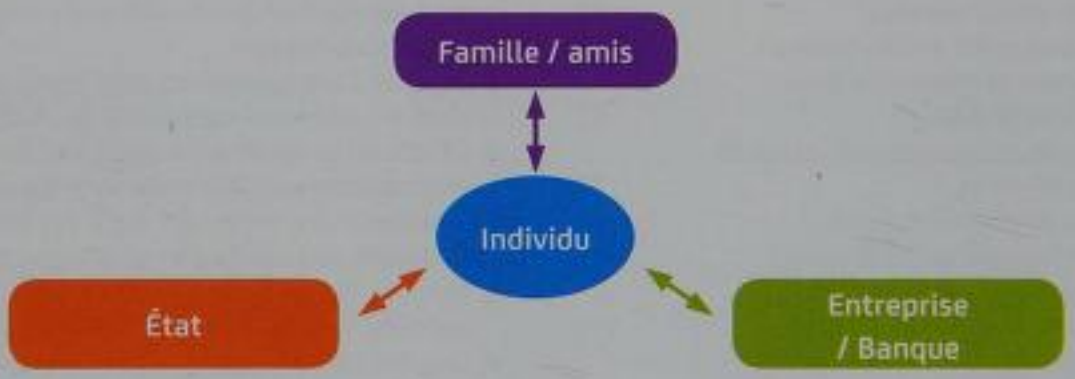
Le programme est structuré en trois grandes parties :

I. **« Science économique »**
II. **« Sociologie générale et sociologie politique »**
III. **« Regards croisés », partie qui cherche à combiner les deux précédentes.**

Au travers de ces parties, il s'agit de comprendre comment les individus échangent, comment ils se coordonnent, comment ils s'organisent... : en bref, **comment les individus vivent ensemble**.

1. Individu et société : des modèles de relations variés

Les SES cherchent à expliquer la société et s'interrogent sur les rapports qui peuvent lier individu et société, que ces **rapports soient économiques, politiques ou sociaux**. Et il n'est pas d'individu qui ne soit pas un être social, de même que la société est plus que la simple somme des individus.



1. *Recherchez dans le programme dans quels thèmes peuvent être abordés les trois types de relations mis en évidence dans le schéma* ► *voir programme p. 8-11. Justifiez vos choix.*
2. *Ces relations donnent lieu à divers types de liens, de coordination et d'échanges entre les individus. Caractérisez ceux-ci dans les exemples suivants :*

a. Achat dans un magasin ■ b. Repas de famille ■ c. Répartition des tâches dans une entreprise ■ d. manifestation contre le racisme ■ e. Match de volley sur la plage ■ f. Participation à une élection ■ g. Condamnation pour un délit

3. *Dans quel(s) chapitre(s) du manuel les exemples ci-dessus pourraient être abordés ?* ► *voir sommaire p. 2-5.*

2. Illustrer par des exemples

Au cours du **cycle terminal** (Première et Terminale ES), vous serez amené à travailler de façon rigoureuse et critique sur l'information à partir de **documents de natures diverses** :

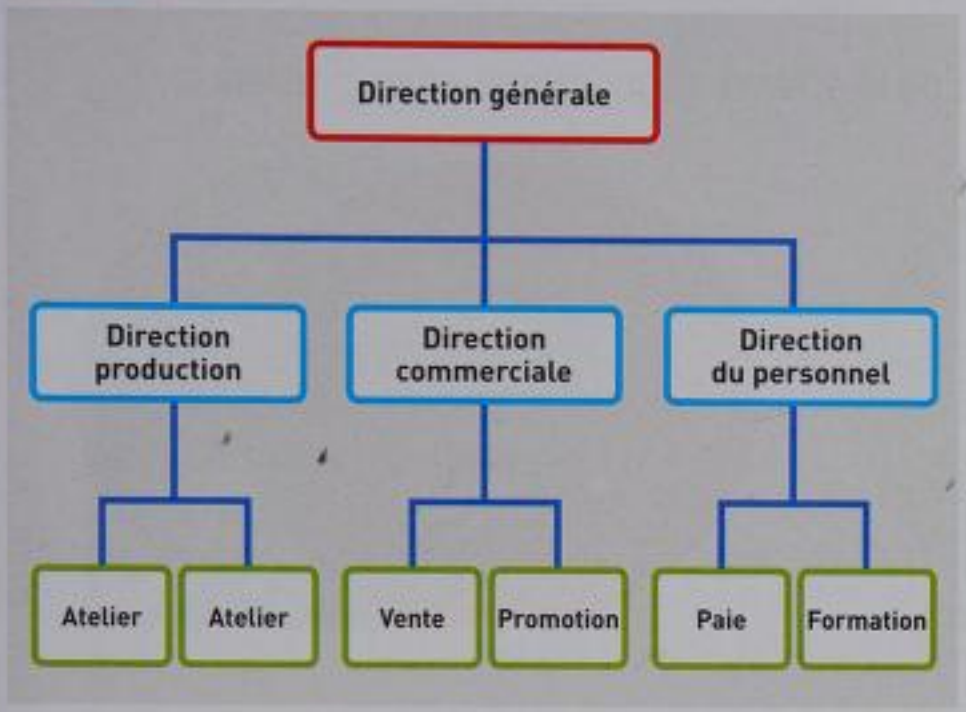
■ Articles de presse ■ Extraits de textes de sociologues ou d'économistes ■ Données statistiques tirées d'organismes officiels ■ Documents multimédias (émissions de radios, vidéos, animations)...

► **Rechercher, traiter et produire de l'information sont des compétences essentielles en SES** pour lesquelles il faudra développer les **savoir-faire** associés : lecture de représentations graphiques et de tableaux, calculs de proportions, mesure d'évolutions, etc.

Pour chacun des documents de la page de droite :

1. *Caractérisez le type de document.*
2. *Résumez en une phrase l'idée qu'il développe.*
3. *Dites en quoi il est lié au programme de première.* ► *voir programme p. 8-11.*

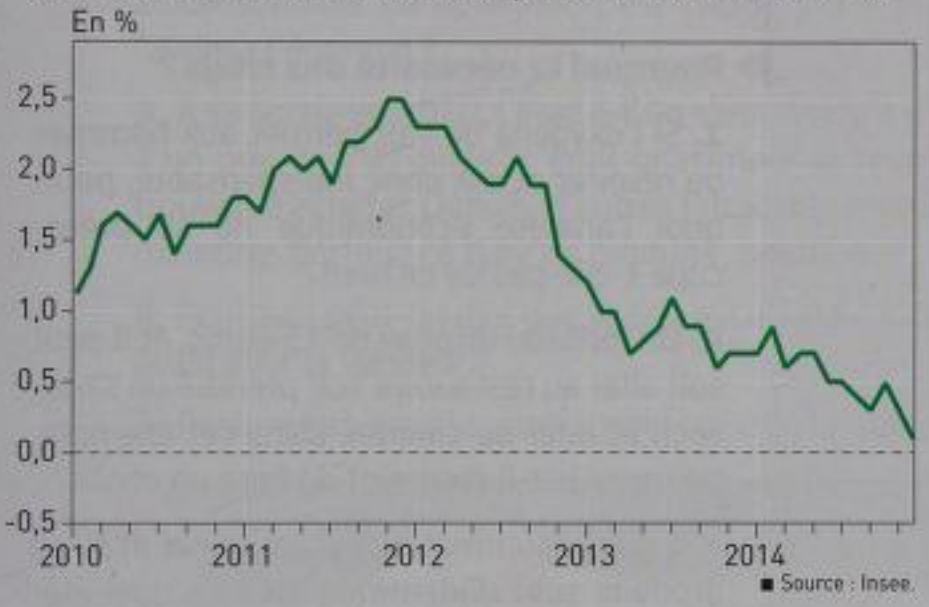
Doc 1



Doc 2

Doc 3

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC)



■ Source : Insee.

Doc 4

Doc 5

« L'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci "donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes" et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont nécessaires s'obtiennent de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. »

■ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, livre I (traduction française de Germain Garnier, 1881).

Partie I. Science

Il n'existe pas une seule définition de la science économique, mais plusieurs.

« La science économique est celle qui a pour objet la production, la consommation et l'échange de biens et services rares. »
■ Jean Fourastié

L'économie est « la science des choix ».
■ Paul Samuelson

L'analyse économique se définit moins par un ensemble d'objets que par le type de questions qu'elle soulève et par les approches et les méthodes qu'elle utilise pour y répondre.

Les questions que se pose la science économique

Consommer, c'est choisir

Pourquoi la nécessité des choix ?

1. Si l'oxygène de l'air permet aux hommes de respirer et est donc indispensable, pourquoi l'analyse économique ne se préoccupe-t-elle pas de ce **bien** ?

2. Un individu dispose de 15 euros, et il peut soit aller au restaurant soit prendre un sandwich et aller au cinéma. Dans cet exemple, pourquoi est-il contraint de faire un **choix** ?

3. Si le consommateur est **rationnel** et si les produits sont d'identique qualité, quel élément va être déterminant dans son choix ?

4. Si un consommateur hésite entre aller au cinéma pour 8 euros avec des amis ou acheter le DVD du film pour 15 euros, quel **type de raisonnement** peut-il faire pour se décider ?

5. Recherchez dans le programme, quels sont les **choix du producteur** que l'on va étudier. ► pp. 8-11

économique

« La science économique est l'étude des économies, à l'échelle des individus et de la société dans son ensemble. L'économie est un système de coordination des activités productives d'une société. »

■ Paul Krugman

« L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société. »

■ Edmond Malinvaud

Comment s'organisent les échanges ?

1. Quel est l'**instrument** qui facilite nos échanges économiques au quotidien ? Comment ?

2. Consommer ou épargner, c'est choisir entre **présent et futur**. Qu'est-ce qui favorise l'épargne ?

3. À sa sortie en 2010, l'iPad 64 Go s'est vendu à 400 000 exemplaires en France à un prix de 799 euros ; c'était quasiment la seule tablette numérique que l'on trouvait à acheter. Depuis, d'autres fabricants proposent sur le **marché** (à des prix moindres parfois) ce type de produits : pourquoi ?

4. Pourquoi peut-on dire que le **prix** est un indicateur pour le consommateur mais aussi pour le vendeur ?

5. Recherchez dans le programme qui crée la **monnaie** ? ► pp. 8-11

Double affichage des prix en litas et en euros dans un commerce de Vilnius (Lituanie), 2014.

Chapitre 1

Les grandes questions que se posent les économistes

Dossiers

Dossier 1. Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?

Notions Utilité • Contrainte budgétaire • Prix relatif

A. Pourquoi et comment le consommateur fait-il des choix ? ..... p. 22

B. Comment les économistes expliquent-ils les choix du consommateur ? ..... p. 24

Dossier 2. Que produit-on et comment le mesure-t-on ?

Notions Production marchande et non marchande • Valeur ajoutée

A. La diversité des productions ..... p. 26

B. L'évaluation de la création de richesses ..... p. 28

Dossier 3. Comment répartir les revenus et la richesse ?

Notions Salaire • Profit • Revenu de transfert

A. La répartition primaire des revenus ..... p. 30

B. La répartition secondaire des revenus ..... p. 32

Dossier 4. Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?

Notions Équilibre emplois-ressources

A. L'équilibre économique : l'approche comptable ..... p. 34

B. Un équilibre comptable peut s'accompagner de déséquilibres réels ..... p. 36

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Confronter deux documents → TD 1 ..... p. 38

★ Rédiger une synthèse → TD 2 ..... p. 39

★ Travailler sur les énoncés. Épreuve composée 1 et 2 → Méthode Bac ..... p. 44

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale Valeur ajoutée • Salaire • Profit • Revenu de transfert • Équilibre emplois-ressources → Synthèse ..... p. 40

Pour commencer

■ Dessin de Xavier Gorce.

- En quoi les prix du marché sont-ils des indicateurs pour les choix des consommateurs et ceux des producteurs ?

Du côté de l'actualité

Je veux qu'on redistribue la richesse. Je fais partie du 1 % mais je suis avec les 99 %.

■ Jessie, manifestante du mouvement Occupons Wall Street.

Activité vidéo

1. Pourquoi les « anti-Wall Street », ceux qui se nomment les « 99 % », manifestent-ils ?
2. Quelles sont les motivations des trois jeunes femmes riches qui participent au mouvement ?
3. D'après vous, pourquoi ce type de mouvement est-il plus répandu aux États-Unis qu'en France ?

A Pourquoi et comment le consommateur fait-il des choix ?

OBJECTIF • *Identifier les critères de choix des consommateurs*

Pour commencer

Doc 1 Faire des choix pour étancher sa soif

1. *À quelle(s) condition(s) peut-on acheter une boisson pour étancher sa soif ?*
2. *En fonction de quels éléments se décide-t-on pour son achat ?*

Doc 2 Contrainte de rareté, préférences et choix rationnels

« Les ressources disponibles [...] sont rares, comparées à l'étendue des besoins. Si les ressources étaient naturellement abondantes, c'est-à-dire accessibles sans limites et sans coûts, les hommes ne seraient pas contraints de sacrifier quoi que ce soit pour satisfaire un besoin particulier ; tous les désirs seraient comblés jusqu'à satiété. Mais, dans un univers de rareté, les besoins sont concurrents entre eux. Toute satisfaction exige l'utilisation de [...] ressources qui seront définitivement perdues pour une autre satisfaction. [...]

Les agents doivent [donc] définir une échelle de préférence entre tous les choix possibles. Et parce que tout choix entraîne un sacrifice, les individus ne sont pas indifférents à la façon de satisfaire leurs besoins. Parmi toutes les méthodes disponibles pour satisfaire un besoin particulier, les individus sont incités à choisir celle qui leur procure le maximum de satisfaction pour un coût donné, ou, ce qui revient au même, celle qui implique le coût minimum pour une satisfaction donnée. »

- Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, © Éditions du Seuil, 1992, « Points Économie », 2014.

1. *Que signifie l'expression « contrainte de rareté » ?*
2. *Pourquoi cette contrainte impose-t-elle de faire des choix ?*
3. *Précisez le sens de la phrase soulignée.*

Doc 3 Goûts, utilité et prix

« Les économistes appellent utilité la satisfaction que procure à un individu la consommation d'une combinaison de biens ou de services. On peut penser que les individus seront capables de dire s'ils préfèrent ou non une combinaison de biens à une autre. Pour les économistes, la combinaison de biens préférée par un individu est celle dont le degré d'utilité est supérieur aux autres combinaisons de biens qu'il aurait pu choisir. [...]

Combien un individu est-il disposé à payer pour se trouver dans une situation plutôt que dans une autre ? Par exemple, si Stéphane préfère la glace au chocolat à la glace à la vanille, il sera logiquement disposé à payer davantage pour avoir une glace au chocolat. [...]

Ce que Stéphane devra payer pour une glace au chocolat dépend des prix du marché ; ce qu'il est disposé à payer traduit ses préférences. La disposition à payer est un bon instrument pour mesurer l'utilité. »

- Joseph Stiglitz, Carl E. Walsh, Jean-Dominique Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, « Ouvertures économiques » 4e éd., 2014.

1. *Qu'est-ce que l'utilité selon les économistes ?*
2. *En quoi est-elle liée aux prix ?*
3. *Les préférences des consommateurs peuvent-elles changer en fonction des variations des prix sur les marchés ? Justifiez votre réponse.*

EXERCICE Des choix sous contraintes

Lors de leurs choix, les consommateurs doivent tenir compte des prix fixés à ce moment-là et de leurs revenus (leur contrainte budgétaire).

1. Préférant les framboises aux fraises, un consommateur serait prêt à payer les framboises plus cher que les fraises. Que ferait-il :

a. Si les prix des deux produits étaient identiques ?

b. Si les fraises étaient à peine moins chères que les framboises ?

c. Si les framboises étaient beaucoup plus onéreuses que les fraises ?

2. Le prix du gasoil augmenterait fortement par rapport à l'essence jusqu'à être beaucoup plus élevé et le véhicule utilisé par le consommateur serait un véhicule diesel. Que ferait-il ?

a. Il remplacerait le gasoil par l'essence.

b. Au moment de faire le plein, il n'aurait pas de choix et achèterait du gasoil.

c. Il changerait de type de véhicule dans l'avenir.

3. Un ménage aimerait acheter une maison mais ses ressources financières seraient insuffisantes. Que ferait-il ?

a. Il emprunterait auprès d'une banque.

b. Il renoncerait à ce projet et resterait locataire.

c. Il épargnerait en espérant pouvoir réaliser cet investissement dans le futur.

Pour chaque réponse, vous justifierez vos choix et les comparerez à ceux de votre voisin(e).

Doc 4 Choix individuels et choix collectifs

« Pour des raisons diverses, il est préférable que la société ne laisse pas certaines décisions à l'appréciation des individus. [...] Un automobiliste se rendant à son travail en voiture n'a aucune incitation à prendre en compte le coût que son comportement inflige aux autres conducteurs sous forme d'embouteillages plus importants. Il existe plusieurs remèdes à cette situation, comme par exemple faire payer pour circuler, subventionner le coût des transports publics, ou taxer la vente de carburant aux automobilistes. Tous ces remèdes reposent sur une modification des incitations des automobilistes potentiels – pour les amener à conduire moins et à utiliser les moyens de transport alternatifs. »

- Paul Krugman, Robin Wells, *Macroéconomie*, De Boeck, « Ouvertures économiques », 2e éd., 2013.

1. *Précisez le sens de la phrase soulignée.*

2. *Qu'est-ce qu'une incitation ?*

3. *Pourquoi ces incitations doivent-elles être prises en compte quand il s'agit d'analyser les comportements des acteurs économiques ?*

NOTION

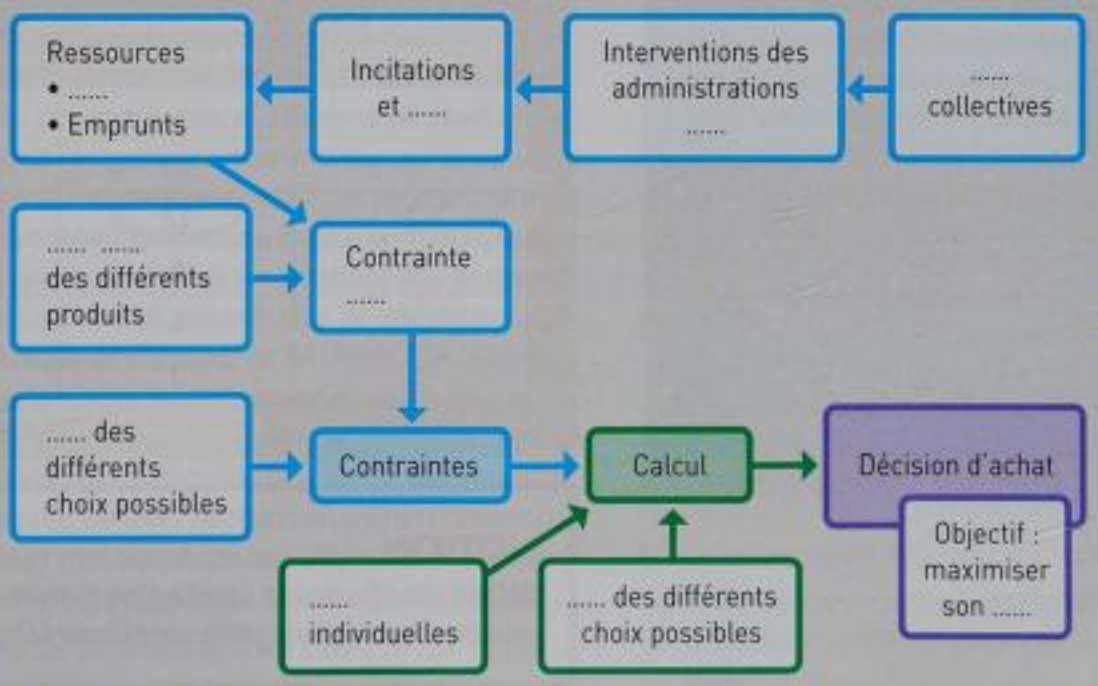
Prix relatif : soit deux produits, A et B, substituables ou non, et dont les prix sont respectivement égaux à 60 et 20 euros. On appelle « prix relatif de A par rapport à B » le rapport $\frac{\text{Prix de A}}{\text{Prix de B}}$

(soit ici 3 : il faut débourser l'équivalent de trois unités de B pour obtenir une unité de A).

Faire le point

Recopiez puis complétez le schéma en utilisant les éléments ci-après (l'un des éléments doit être utilisé deux fois) :

– publiques
– avantages
– budgétaire
– désincitations
– inconvénients
– préférences
– prix relatifs
– revenus
– utilité



B Comment les économistes expliquent-ils les choix du consommateur ?

OBJECTIF • *Présenter les modèles de choix des consommateurs établis par les économistes et analyser leurs limites*

Pour commencer

Doc 1 Une utilité variable

1. *Supposons que chaque client dispose d'une petite assiette et puisse se resservir autant de fois qu'il veut. L'utilité de la première assiette (a1), c'est-à-dire la satisfaction qu'elle procure, est-elle égale, supérieure ou inférieure à celle procurée par la deuxième (a2) ? Justifiez votre réponse.*
2. *Comment évolue l'utilité des assiettes suivantes (de a3 à an, n étant la dernière assiette consommée) ? Justifiez.*
3. *Représentez graphiquement la situation étudiée, en mettant en abscisse le nombre d'assiettes consommées et en ordonnée la valeur de l'utilité de chaque assiette (vous noterez chaque assiette, de a1 à a6, l'utilité de 0 à 10, une utilité très forte étant proche ou égale à 10 et une utilité faible proche de 0).*

LE SAVIEZ-VOUS ?

Pour les **économistes néo-classiques**, les acteurs économiques sont censés être des « *homo œconomicus* », c'est-à-dire être parfaitement rationnels. Lionel Robbins (1898-1984) a alors défini la science économique comme celle « qui étudie le comportement des individus en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs », ce qui peut amener les économistes à étudier tous les comportements humains, y compris hors du champ économique.

EXERCICE Mesurer les différents types d'utilité

Pour chaque unité supplémentaire consommée, comment évolue l'utilité ?

Hugo, qui apprécie la voile et qui sait mesurer la satisfaction qu'il en retire, a constaté que cette utilité décroît de jour en jour.

1. Que signifient les trois valeurs entourées dans le tableau ?

2. Recopiez le tableau et complétez-le.

NOMBRE DE JOURS DE DÉRIVEUR	UTILITÉ JOURNALIÈRE MARGINALE	UTILITÉ TOTALE DE CES JOURNÉES	UTILITÉ JOURNALIÈRE MOYENNE
0		0	
1	14	14	
2	12	26	13
3	9		
4	6		
5	3		

NOTION

Utilité marginale : la satisfaction individuelle procurée par la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien ou d'un service.

Doc 2 Connaître la contrainte budgétaire

« Si l'on veut préparer un sandwich et si l'on ne dispose que de poulet et de thon dans son réfrigérateur, le domaine des choix possibles comprend un sandwich au poulet, un sandwich au thon, un sandwich bizarre mélangeant du poulet et du thon ou pas de sandwich du tout. Un sandwich au jambon est en dehors du domaine accessible. La définition des limites que rencontre une personne ou une entreprise est une étape critique de l'analyse économique. On peut toujours rêver d'un sandwich au jambon ou de toute autre chose absente du domaine des choix possibles. Lorsqu'il faudra faire des choix et prendre des décisions, la première étape sera d'identifier ce qui est effectivement présent dans le domaine des choix possibles. [...]

La contrainte budgétaire définit un domaine type de choix possibles. Considérons la contrainte budgétaire d'Alfred : il a décidé de consacrer 120 $ à l'achat soit de [...] CD, soit de [...] DVD. Un DVD coûte 20 $ et un CD 10 $. Alfred peut donc acheter 6 DVD ou 12 CD. Mais il peut également acheter 2 DVD et 8 CD ; ou encore 4 DVD et 4 CD. »

■ Joseph Stiglitz, Carl E. Walsh, Jean-Dominique Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 4e éd., 2014.

1. ***Précisez le sens de la phrase soulignée.***
2. ***Donnez des exemples d'autres combinaisons possibles pour Alfred.***
3. ***Comment peut-on représenter graphiquement la contrainte budgétaire d'Alfred ?***

EXERCICE Calculer pour choisir

Pour ses vacances, dont la durée sera comprise entre 5 et 10 jours, Florence, qui apprécie le dériveur et le kitesurf et qui sait mesurer l'utilité procurée par ces deux activités, dispose d'un budget de 750 €. Le prix d'une journée de dériveur étant de 150 €, soit le double d'une journée de kitesurf, elle se demande comment répartir au mieux son budget entre ces deux activités.

1. Recopiez le tableau puis complétez la colonne C. Les six paniers de consommation respectent-ils la contrainte budgétaire de Florence ? Justifiez.
2. Indiquez ce que signifient les trois valeurs entourées puis complétez les colonnes E, G et H.
3. Quelle est la meilleure solution pour Florence ?

A	B		C	D	E	F	G	H
Panier	Nombre de jours		Dépense totale	Utilité journalière moyenne de l'activité dériveur	Utilité totale de l'activité dériveur	Utilité journalière moyenne de l'activité kitesurf	Utilité totale de l'activité kitesurf	Utilité totale du panier
	de dériveur	de kitesurf						
A	0	10				7	70	70
B	1	8		14	14	10	80	94
C	2	6		13		13		
D	3	4		11,7		16		
E	4	2		10,3		18		
F	5	0		8,8				

Doc 3 L'« homme réel » n'est pas un calculateur infaillible

« Une part considérable des décisions individuelles sont prises en l'absence d'un calcul précis des coûts et des avantages qu'elles entraînent. Les choix de consommation sont bien souvent effectués sur des impulsions où l'humeur de l'individu et la séduction parfois éphémère du produit l'emportent largement sur une évaluation précise des coûts, des avantages et des autres choix possibles. Les consommateurs sont souvent loin d'être des calculateurs avisés faisant une chasse permanente aux gaspillages. De plus, il n'est pas rare que les individus commettent des erreurs et réalisent après coup qu'un autre choix leur aurait procuré plus de satisfaction. On reproche également à la vision économique de l'homme de ne retenir que les motivations égoïstes des individus. Or, dans la réalité, la recherche des satisfactions personnelles coexiste avec des comportements altruistes. À des degrés divers, certes, mais rarement nuls, la plupart des individus sont disposés à consentir des sacrifices pour contribuer au bien-être de leur famille, de leurs relations ou même d'inconnus. Au total, l'homme réel correspond assez mal au calculateur infaillible et parfaitement égoïste sur lequel [les économistes néo-classiques fondent leur] analyse. »

■ Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, © Éditions du Seuil, 1992 « Points Économie », 2014.

1. ***Quelles sont, d'après l'auteur, les caractéristiques de l'« homme réel » ?***
2. ***Donnez-en des exemples précis et variés.***
3. ***En quoi ces caractéristiques s'opposent-elles à celles de l'« homo œconomicus » ?***

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Comment les économistes modélisent-ils les choix de consommation ?

A La diversité des productions

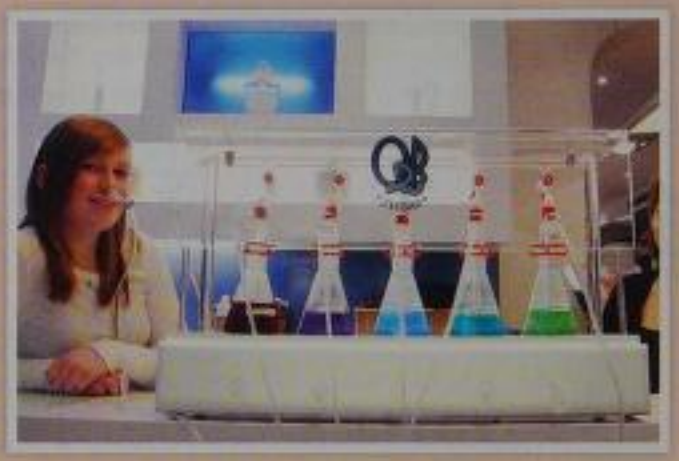
OBJECTIF • *Montrer la diversité de ce qui est produit et des modes de production*

Pour commencer

Doc 1 Pourquoi produire ?

« À une humanité sans travail et sans technique le globe terrestre ne donne qu'une vie limitée et végétative : quelques centaines de millions d'individus subsistant animalement. Tout ce que nous consommons aujourd'hui [résulte] du travail humain, y compris les denrées que nous considérons comme les plus "naturelles", telles le blé, les pommes de terre ou les fruits. [...] [C'est] à plus forte raison [le cas pour les] objets manufacturés [...] – du papier au poste de télévision, de la machine à laver la vaisselle à l'automobile [...].
Cela étant, nous voyons bien pourquoi nous travaillons : nous travaillons pour transformer la nature, qui satisfait mal ou pas du tout les besoins humains, en éléments artificiels qui satisfassent ces besoins. [...] Nous travaillons pour produire, afin de pouvoir consommer. »

■ Jean et Jacqueline Fourastié, *La Réalité économique*, Hachette, « Pluriel », 1986.



Un bar à oxygène : faut-il produire pour respirer ?

1. *Montrez à l'aide d'exemples que « la nature satisfait mal ou pas du tout les besoins humains ».*
2. *Quelle conclusion économique les auteurs en tirent-ils ?*

Doc 2 Production de biens ou de services, marchands ou non

« [Pour] l'Insee, "la production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché." [...] Certaines conditions doivent [donc] être réunies :
– l'activité doit être organisée par la société ; ce qui signifie qu'elle doit être légale et déclarée [ce qui exclut la production domestique et le travail au noir].
– l'activité doit créer des biens et des services. Un bien est un produit matériel alors qu'un service est un produit immatériel. Parmi les services, on distingue le service marchand, qui est [...] acheté directement par son utilisateur (transport dans un taxi, assurance privée, etc.), du service non marchand qui est principalement financé [...] grâce aux prélèvements obligatoires (justice, cours dans un lycée public, etc.). [...]
[Ces] produits [satisfont] directement les besoins humains ou [contribuent] à la production d'autres produits. Les biens et services de consommation sont [...] directement utilisés pour la consommation [finale]. Les biens et services de production sont [...] réutilisés dans le processus de production [...]. Parmi ces derniers, on distingue les biens et services intermédiaires qui sont [...] consommés et donc détruits au cours [de ce] processus [...] (matières premières, produits semi-finis, certains types de services comme l'entretien des locaux...) des biens et services d'investissement qui [ont] une longue durée d'utilisation ou dont les effets durent sur plusieurs cycles de production (machines, bâtiments, certains types de services comme la formation du personnel ou la recherche-développement...). »

■ Marc Montoussé, « La production, fruit du capital et du travail », *Cahiers français*, La Documentation française, n° 315, juillet-août 2003.

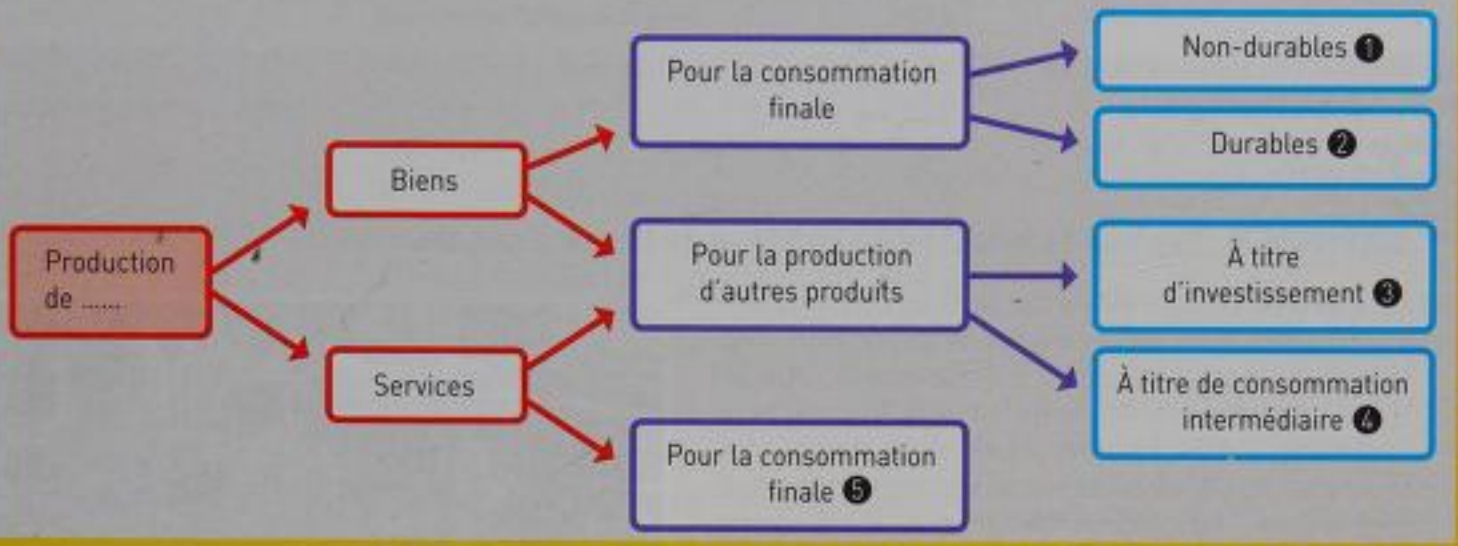
NOTION

Production marchande et non marchande : pour l'Insee, une production est marchande si elle est destinée à être vendue sur un marché et si son prix de vente couvre plus de 50 % de son coût de production. Dans les autres cas de figure (gratuité ou prix ne couvrant qu'une faible partie du coût de production), les productions sont dites non marchandes.

1. *En quoi un service diffère-t-il d'un bien ?*
2. *Quelles sont les trois utilisations possibles des biens et des services ? En quoi diffèrent-elles ?*
3. *Donnez des exemples de production marchande et de production non marchande.*

EXERCICE Différencier les types de produits

- Dans quelles cases (numérotées de 1 à 5 dans le schéma) doit-on mettre les éléments suivants ?
  a. Une automobile qui sert de taxi **b.** La farine utilisée par un boulanger **c.** Une coupe de cheveux **d.** La voiture d'un ménage de salariés **e.** Les ordinateurs d'une entreprise **f.** Du pétrole brut **g.** La farine pour faire un gâteau maison **h.** L'entretien d'un hôtel par une entreprise sous-traitante **i.** Une télévision **j.** Une après-midi à la piscine **k.** Des fruits **l.** Une grue **m.** Une tondeuse.



Doc 3 Qui produit ?

Acteurs productifs à but lucratif

• **Entreprises sociétaires**

DANONE

(plusieurs propriétaires : Peugeot Société Anonyme, Carrefour...)

• **Entreprises individuelles**

(un seul propriétaire : agriculteurs exploitants, artisans, commerçants...)

→ • **Des productions marchandes**
• **Des ressources provenant essentiellement de la vente de leurs produits**

Acteurs productifs sans but lucratif

• **Administrations publiques**

(État, collectivités locales et organismes de sécurité sociale)

• **ISBLSM**[1]

LES RESTAURANTS DU CŒUR

(associations caritatives, culturelles ou sportives, syndicats...)

→ • **Des productions non marchandes**
• **Des ressources provenant soit des prélèvements obligatoires**[2] (administrations publiques), **soit des cotisations volontaires des adhérents et des dotations publiques** (ISBLSM)

© Hatier, 2015.

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.
2. Impôts et cotisations sociales.

1. *Donnez pour chaque acteur productif un exemple de production.*
2. *Que signifie l'adjectif « lucratif » ?*
3. *Sur quels points essentiels les deux logiques présentées ici diffèrent-elles ?*
4. *Les administrations publiques et les ISBLSM pourraient-elles exercer leurs activités s'il n'existait aucune activité marchande ? Justifiez votre réponse.*

Faire le point

Illustrez la diversité des productions et des modes de production en montrant à l'aide d'exemples que :

1. les activités productives répondent à des nécessités très diverses.

2. le mode de production non marchand diffère du mode de production marchand.

B L'évaluation de la création de richesses

OBJECTIF • *Montrer l'intérêt et les limites de la valeur ajoutée et du PIB pour mesurer la création de richesse*

Pour commencer

EXERCICE Évaluer la création de richesse de l'entreprise Belvest

Le 2 janvier 2014, l'entreprise Belvest s'est réapprovisionnée en laine, en coton et en fil et a acheté vingt nouvelles machines, pour respectivement 20 000, 30 000, 5 000 et 200 000 euros. La laine, le coton et le fil ont alors été stockés dans ses entrepôts alors que les machines ont été installées dans ses ateliers. Au cours de la même année, cette firme a produit 10 200 vestes, qu'elle a toutes vendues 90 euros chacune, en utilisant toute la laine, tout le coton et tout le fil acquis en début d'année. Sa consommation d'électricité et de gaz s'est élevée au total à 80 000 euros et vingt salariés, payés en moyenne 2 000 euros par mois, ont travaillé pour elle.

Un atelier textile

1. Identifiez les consommations intermédiaires de cette firme.
2. Que contiennent les entrepôts de l'entreprise après la production, sachant qu'avant d'être vendues les vestes sont stockées dans ceux-ci ?
3. Quelle a été la valeur de la production de cette entreprise ?
4. Cette valeur permet-elle d'évaluer correctement la création de richesse de cette firme ? Justifiez votre réponse.

Doc 1 Mesurer la valeur ajoutée plutôt que la production

« D'un point de vue comptable, le produit annuel d'une entreprise est la valeur des produits [...] qu'elle a vendus (son chiffre d'affaires) ou bien stockés durant l'année. Mais au sens économique du terme, la production est une création de biens et services nouveaux. Or, pour produire [...], les entreprises utilisent des biens et services qui sont détruits dans le processus de production et cessent d'être disponibles : il s'agit des consommations intermédiaires [...]. Au sens économique, ce processus n'est véritablement productif que [si] la valeur des [biens et des services] produits [...] est supérieure à celle des biens et services [...] détruits. L'entreprise ne contribue donc à la production que si elle crée une valeur ajoutée. La valeur ajoutée (VA) est simplement la différence entre la valeur de la production au sens comptable et la valeur des consommations intermédiaires :
VA = Production - Consommations intermédiaires [...]
[C'est] en outre le concept pertinent [pour] mesurer la production à l'échelle [macroéconomique]. En effet, si l'on additionne simplement la valeur comptable de la production des différents agents, on compte plusieurs fois les consommations intermédiaires. Ces dernières sont en effet comprises à la fois dans la valeur de la production des entreprises qui les consomment et dans celle des entreprises qui les produisent. [...] On doit donc, à l'échelle [macroéconomique], [ajouter les] valeurs ajoutées et non [les] productions individuelles ; on obtient ainsi le "Produit intérieur brut". »

■ Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, © Éditions du Seuil, 1992, « Points Économie », 2014.

1. *Donnez des exemples précis et variés de consommations intermédiaires.*
2. *Pourquoi faut-il préférer la mesure de la valeur ajoutée à celle de la production au sens comptable ?*
3. *Pourquoi qualifie-t-on de « valeur ajoutée » le résultat de la soustraction « Production - Consommations intermédiaires » ?*

Doc 2 De la valeur ajoutée au PIB

Produit intérieur brut (PIB)[1]	Contributions des différents secteurs institutionnels à la formation du PIB *France, 2013, en milliards d'euros*	
=		
Somme des valeurs ajoutées de tous les acteurs productifs[2] résidant sur le même territoire quelles que soient leurs nationalités	Sociétés non financières	1 068,8
	Sociétés financières	92,4
	Administrations publiques	354,8
+	Ménages *(entrepreneurs individuels inclus)*	347,6
Impôts sur les produits[3]	Institutions sans but lucratif au service des ménages	33,6
−	Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits	216,5
Subventions sur les produits[3]	**PIB**	**2 113,7**

■ © Hatier, 2015, d'après Insee, Comptes nationaux (base 2010).

1. Il faut mémoriser la valeur du PIB (ou du moins son ordre de grandeur) car de nombreuses grandeurs macroéconomiques (dette et déficit publics, prélèvements obligatoires, etc.) sont exprimées par rapport au PIB.
2. L'Insee préfère parler de « secteurs institutionnels » (chacun d'eux constitue un ensemble homogène d'acteurs économiques).
3. L'Insee tient compte des impôts sur les produits (TVA, etc.) et des subventions sur les produits car le PIB est calculé « aux prix du marché ».

1. *Que représente le PIB ?*
2. *En procédant à un calcul, complétez la phrase suivante : « En France, en 2013, les entreprises sociétaires ont contribué à la formation de la valeur ajoutée à hauteur de… %. »*
3. *Pouvez-vous en conclure que ce pourcentage représente la contribution des entreprises à la formation du PIB ? Justifiez.*

DÉFINITION

Comptabilité nationale : ensemble de comptes et d'agrégats (comme le PIB) qui permet de comprendre, de façon chiffrée, comment fonctionne un système économique. En France, c'est l'Insee qui en a la charge.

Doc 3 Le PIB est-il un bon indicateur de bien-être ?

« D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance [économique], que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agro-carburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. […]

[Par ailleurs] de nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB, comme le bénévolat ou le travail domestique[1]. Pourtant, ces activités sont extrêmement importantes pour le développement et la pérennité de notre société, mais également pour notre épanouissement personnel. Le PIB ignore également le fait que les citoyens ont une espérance de vie plus longue, un niveau d'instruction plus élevé, etc. Enfin, il est indifférent aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société. »

■ Dominique Méda, Jean Gadrey, « Les limites du PIB », *Alternatives économiques*, n° 300, mars 2011, www.alternatives-economiques.fr.

1. La critique vaut également pour l'économie dite « souterraine ». Cf. TD n° 2, p. 39.

Au cœur de l'Himalaya, le petit royaume du Bhoutan a décidé d'en finir avec « la dictature du Produit Intérieur Brut (PIB) » et de la croissance économique à tout prix, en proposant un nouvel indicateur de richesse : le Bonheur National Brut (BNB)

1. *Illustrez la critique présentée dans le premier paragraphe par d'autres exemples.*
2. *Pourquoi les auteurs font-ils allusion au bénévolat et au travail domestique dans le deuxième paragraphe ?*
3. *Pourquoi peut-on affirmer que le PIB ne dit rien quant à la répartition des richesses ? Quelle est la portée de cette observation ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Présentez l'intérêt et les limites de la notion de valeur ajoutée.

A La répartition primaire des revenus

OBJECTIF • *Montrer que la création de valeur ajoutée engendre des revenus « primaires »*

Pour commencer

Doc 1 PIB et parts du gâteau

« Voici donc le gâteau du Produit intérieur brut qui est bon pour le partage. Il nous faut le découper en tranches : c'est le but de la répartition des revenus. Verser un revenu à quelqu'un, c'est lui reconnaître le droit à une part du gâteau. »

■ Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, Paris, La Découverte, 17e édition, 2011.

1. *Que cherche à suggérer l'auteur du texte en recourant à la métaphore du gâteau ?*
2. *Selon vous, à quoi correspondent les tranches du gâteau ?*
3. *Pourquoi ce partage peut-il être « délicat » ?*

Doc 2 Revenus du travail et revenus du capital

« Un revenu primaire est un revenu perçu en contrepartie d'une contribution à la production.
Les ménages participent à la production par le travail ou le capital, ils reçoivent ainsi des salaires ou des revenus du patrimoine. Lorsqu'ils utilisent eux-mêmes leur travail dans le cadre de la propriété d'une entreprise individuelle, leurs revenus sont constitués par les bénéfices de l'entreprise individuelle (revenus mixtes). »

■ Alain Beitone, Antoine Cazorla, Christine Dollo, Anne-Mary Drai, *Dictionnaire de science économique*, © Armand Colin, 2e éd. 2007. © DR.

1. *Définissez « travail » et « capital ».*
2. *Donnez des exemples précis et variés de revenus du capital.*
3. *Pourquoi qualifie-t-on de « primaire » la répartition des revenus découlant de l'apport de ces deux facteurs de production ?*

EXERCICE Nommer et classer des revenus

• Recopiez puis complétez le tableau ci-après.

Origine du revenu	Comment appelle-t-on les revenus primaires perçus par X ?	S'agit-il de revenus du travail, de revenus du capital ou de revenus mixtes ?
X travaille chez Michelin		
X possède 100 actions émises par Bouygues Telecom		
La Banque X a prêté 200 millions d'euros à PSA		
X loue un logement qu'elle possède		
X loue des terres agricoles à un agriculteur		
X est chirurgien-dentiste		

Doc 3 De la valeur ajoutée aux revenus : l'exemple des sociétés non financières

<table>
<tr><td rowspan="2">Formation de la valeur ajoutée</td><td colspan="6">Valeur de la production (1)</td></tr>
<tr><td>Consommations intermédiaires (2)</td><td colspan="5">Valeur ajoutée brute (3) = (1) - (2)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Répartition de la valeur ajoutée</td><td></td><td>Impôts sur la production* (4)</td><td>Rémunération des salariés (salaires nets + cotisations sociales, salariales et patronales) (5)</td><td colspan="3">Excédent brut d'exploitation (EBE) (6) = (3) - (4) - (5)</td></tr>
<tr><td></td><td></td><td>Intérêts des emprunts, loyers, etc. (7)</td><td>Impôts sur les bénéfices (8)</td><td>Dividendes des actionnaires (9)</td><td>Part de l'EBE qui reste aux sociétés non financières (10) = (6) - (7) - (8) - (9)</td></tr>
</table>

© Hatier, 2015.

* Impôts dus par un acteur productif même en l'absence de bénéfice (cas de la contribution économique territoriale). Ils sont ici nets des subventions d'exploitation reçues.

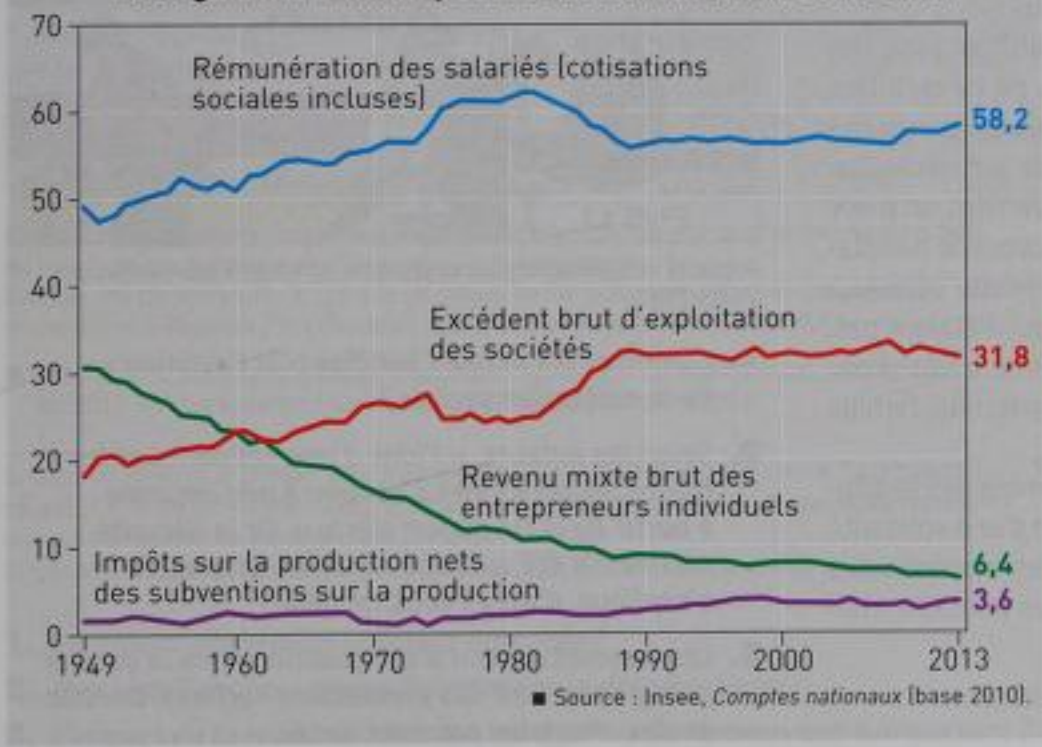
1. *Pourquoi les cotisations sociales sont-elles incluses dans la rémunération des salariés ?*
2. *Pourquoi ne faut-il pas confondre « valeur ajoutée » et « profit » ?*
3. *Pourquoi le schéma utilise-t-il trois couleurs différentes pour distinguer les revenus issus de la valeur ajoutée ?*
4. *À quelle grandeur inscrite dans le schéma le total (4) + (5) + (7) + (8) + (9) + (10) est-il égal ? Qu'en concluez-vous ?*

NOTION

Profit : une entreprise réalise un profit si ses recettes sont supérieures à ses coûts. Tous les profits des entreprises sont des revenus du capital mais la réciproque n'est pas vraie. Les comptables nationaux mesurent les profits des sociétés et des entreprises individuelles en se référant respectivement aux notions d'« excédent brut d'exploitation » et de « revenu mixte brut ».

Doc 4 Une répartition qui évolue

Partage de la valeur ajoutée brute (France, 1949-2013, en %)



■ Source : Insee, *Comptes nationaux* (base 2010).

1. *Que signifient les valeurs 58,2 et 6,4 pour l'année 2013 ?*
2. *Caractérisez l'évolution du partage de la valeur ajoutée sur l'ensemble de la période.*
3. *Comment s'explique, d'après vous, la diminution de la part des entrepreneurs individuels ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Présentez le lien entre la production et la répartition primaire des revenus.

B La répartition secondaire des revenus

OBJECTIF • *Montrer que la redistribution permet une répartition des revenus moins inégalitaire*

Pour commencer

EXERCICE Calculer le revenu disponible de Karim et Margot

En 2014, Karim a été au chômage de janvier à septembre inclus et a alors perçu chaque mois 700 € d'allocations-chômage. Il a ensuite été embauché en CDD par une entreprise de gardiennage de locaux, pour un salaire brut mensuel de 1 450 €, dont il faut enlever chaque mois 315 € de cotisations sociales pour obtenir son salaire net. Quant à Margot, elle a cessé de travailler en 2012 après avoir accouché de jumeaux, ce qui a procuré au couple des allocations familiales de 130 € par mois, auxquelles se sont ajoutés une allocation logement de 340 € par mois et des intérêts annuels de 70 € en raison de ses deux Livrets A.

Les trois impôts directs que ce ménage a acquittés sont la CSG, la CRDS et la taxe d'habitation, pour respectivement 560, 53 et 301 €.

1. Quel a été en 2014 le montant total des revenus de ce ménage avant impôts et cotisations sociales ?
2. Dans ce montant figurent notamment ses revenus primaires. Indiquez-en le montant total.
3. Ce ménage a perçu d'autres revenus que ceux-là. Pourquoi ? Et pour quel montant total ?
4. De quel revenu réellement disponible pour sa consommation finale et son épargne ce ménage a-t-il disposé en 2014 si l'on tient compte de ses impôts directs et de ses cotisations sociales ?

Doc 1 Risques sociaux et protection sociale

« Dans la vie courante des individus ou dans leur activité professionnelle, [des] risques [...] peuvent se produire. [Ce sont des] événements, comme la maladie, les accidents du travail ou le chômage, qui interviennent brutalement et qui ne sont pas dus aux individus eux-mêmes. La réalisation de ces risques, qui entraîne des pertes de revenus, peut donc toucher n'importe quel individu.

Comme il est apparu injuste que le hasard pénalise des individus qui n'étaient pas responsables de ce qu'il leur arrivait, l'idée d'une solidarité entre toutes les personnes s'est peu à peu imposée à partir de la fin du XIXe siècle. Des mécanismes se sont donc mis progressivement en place afin que ces individus reçoivent des ressources de remplacement. Ce principe de solidarité s'est ensuite étendu à d'autres événements de la vie courante qui n'étaient pas, à proprement parler, des risques, mais qui se traduisaient eux aussi par des pertes de ressources (maternité, famille nombreuse, retraite et vieillesse).

La protection sociale désigne ainsi l'ensemble des institutions et des mécanismes, fondés sur l'idée d'une solidarité nationale, qui garantissent des ressources aux individus placés dans des circonstances particulières (maladie, chômage, maternité, famille, vieillesse). »

■ Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2013.

Publicité comparative pour le système de retraite par obligations, 1910-1920.

1. *Comment les auteurs justifient-ils l'existence de la protection sociale ?*
2. *Selon les auteurs, « l'idée d'une solidarité entre toutes les personnes s'est peu à peu imposée à partir de la fin du XIXe siècle ». Or la Sécurité sociale n'a été créée qu'en 1945. Comment s'explique, d'après vous, ce délai ?*
3. *Les ressources dont il est question dans le dernier paragraphe sont des prestations sociales. Donnez-en des exemples précis et variés.*

Doc 2 Des revenus primaires au « revenu disponible » en passant par les transferts

REVENU AVANT REDISTRIBUTION

–

Cotisations et contributions sociales redistributives prélevées à la source (CSG hors maladie, CRDS, etc.)

↓

REVENU NET

=

Revenus effectivement perçus
(revenus d'activité salariée et indépendante + revenus de remplacement[1] + revenus du patrimoine + pensions alimentaires)

–

Prélèvements fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) + prestations familiales, aides au logement et minima sociaux

↓

REVENU APRÈS REDISTRIBUTION

=

Revenu disponible[2]

Champ de la redistribution au sens du revenu disponible

1. Indemnités chômage, maladie ou maternité, pensions de retraite ou invalidité.
2. Si l'on ajoute au revenu disponible les transferts en nature des administrations publiques vers les ménages (services de santé et d'éducation, logements sociaux) et que l'on enlève les impôts indirects (ex. TVA), on obtient le revenu « final ».

■ Insee, *France, portrait social*, « Insee Références », 2009.

1. *Montrez que la redistribution, c'est à la fois des prélèvements et des revenus de transfert.*
2. *Qui verse les revenus de transfert ?*
3. *Comment la redistribution peut-elle réduire les inégalités ?*
4. *Montrez qu'en aval du champ de redistribution décrit par le schéma, il y a aussi de la redistribution, notamment avec les transferts en nature.*

Doc 3 Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation[1]

France, 2012

	QUINTILES DE NIVEAUX DE VIE AVANT REDISTRIBUTION[2]				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Revenu avant redistribution (A)	7266	15591	21474	28623	55292
Prélèvements, dont :	- 333	- 1010	- 2066	- 3501	- 10707
– Financement de la protection sociale	- 369	- 857	- 1420	- 2073	- 4304
– Impôts directs	36	- 154	- 646	- 1427	- 6404
Prestations, dont :	4332	1266	736	480	335
– Prestations familiales	1575	775	560	396	285
– Aides au logement	1350	273	77	38	18
– Minima sociaux	1406	218	100	46	31
Revenu disponible (B)	11266	1547	20145	25602	44919
Taux de redistribution (B-A)/A	55,0	1,6	- 6,2	- 10,6	- 18,8

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : les personnes du 3e quintile de niveau de vie avant redistribution ont acquitté en moyenne 646 euros d'impôts directs par an et unité de consommation (UC).

■ D'après M.-C. Cazenave, J. Duval, T. Lejbowicz, J. Stehlé, « La redistribution : état des lieux en 2012 », *France, portrait social*, Insee, « Insee Références », 2013.

1. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 UC et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC. Pour l'Insee, le niveau de vie représente le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'UC.
2. Q1 : les 20 % des personnes les plus modestes… Q5 : les 20 % des personnes les plus aisées.

1. *Comment obtient-on la valeur entourée ?*
2. *Que signifient les valeurs figurant sur la dernière ligne ?*
3. *L'impact de la redistribution sur les égalités de revenus est-il important ?*

NOTION

Revenus de transfert : transferts de ressources dont les ménages bénéficient grâce aux administrations publiques et aux ISBLSM et qui n'ont pas pour contrepartie directe l'apport de facteurs de production : « prestations sociales en espèces » (pensions de retraite, allocations-chômage, etc.) ou « transferts sociaux en nature » (remboursement des soins médicaux par les organismes de protection sociale, repas fournis gratuitement par les associations caritatives, dépenses d'éducation individualisables, etc.).

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

En quoi la répartition secondaire des revenus diffère-t-elle de la répartition primaire ?

A L'équilibre économique : l'approche comptable

OBJECTIF • *Présenter l'équation synthétisant l'équilibre emplois-ressources en économie ouverte et en montrer l'intérêt*

Pour commencer

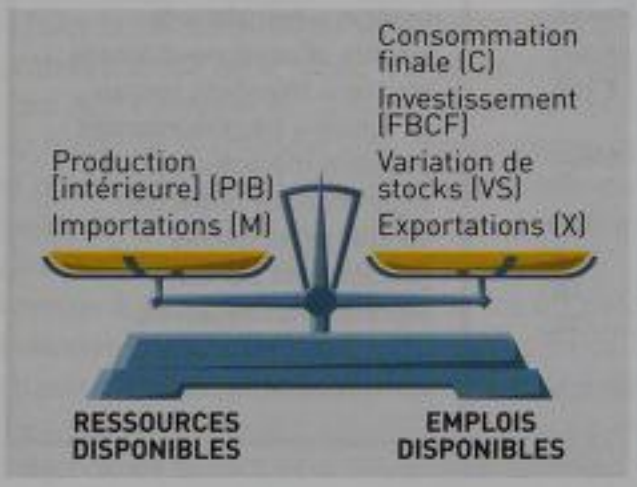
EXERCICE Qu'est-ce qu'un équilibre comptable ?

En 2014, le revenu disponible mensuel moyen dont ont disposé au total Aurélien et Néhémie a été égal à 2 750 €, ce qui leur a permis chaque mois de consommer à titre final pour 2 475 € (dont 19 % pour leur alimentation et 21 % pour leur logement).

1. Combien d'euros ce ménage a-t-il dépensé en moyenne chaque mois pour son alimentation, son logement et les autres postes de consommation finale ?
2. Combien a-t-il pu épargner en moyenne chaque mois ?
3. Recopiez puis remplissez le tableau ci-contre.
4. Que constatez-vous ? Et comment cela s'explique-t-il ?

RESSOURCES		DÉPENSES	
Revenu disponible		Consommation finale, dont : • Alimentation • Logement • Autres postes	
		Épargne	
Total		Total	

Doc 1 L'équilibre emplois-ressources



« Les ressources de l'économie désignent les biens et les services qui sont mis à la disposition des agents économiques. Les ressources ont deux origines : la production [intérieure] (PIB) et les importations de biens et de services, notées M.
Les emplois de l'économie correspondent aux différentes utilisations possibles des ressources.
L'équilibre comptable correspond alors à l'égalité des ressources et des emplois dans l'économie durant une année. L'équilibre emplois-ressources est résumé dans l'égalité suivante :

$$PIB + M = C + FBCF + VS + X$$ »

■ Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, *Dictionnaire d'Économie et de sciences sociales*, Hatier, 2013.

NOTION
Équilibre emplois-ressources : égalité entre les ressources en biens et en services dont les résidents d'un pays ont disposé au cours d'une année (qu'ils les aient produites, importées ou déstockées) et leurs utilisations (pour la consommation intermédiaire, la consommation finale, l'investissement, l'exportation et la constitution de stocks).

1. *Pourquoi les auteurs n'incluent-ils pas les consommations intermédiaires dans la liste des emplois ?*
2. *Qu'est-ce qu'un stock ? Que signifie l'expression « variation de stocks » ?*
3. *Pourquoi le total des ressources en biens et services est-il nécessairement égal au total des emplois en biens et services ?*

Doc 2 À quoi peut servir l'équation « Emplois = Ressources » ?

(X – M) représentant le solde de la balance des transactions courantes, on peut réécrire l'équation synthétisant l'équilibre emplois-ressources de la façon suivante :

$$PIB = C + FBCF + VS + X - M$$

On peut ainsi identifier les sources de l'activité économique. Si l'économie en question est bien insérée dans l'économie mondiale (son appareil productif est alors compétitif), (X – M) est positif et peut représenter une forte proportion tant du PIB à l'instant T que de sa croissance sur une certaine période. En revanche, si elle ne l'est pas, (X – M) est négatif. Dans ce cas, seul le dynamisme des autres sources (C, FBCF et VS) permet de soutenir l'activité économique, avec des pondérations plus ou moins fortes pour la consommation finale et l'investissement.

© Hatier, 2015.

1. *Comment fait-on pour passer de l'équation du document 1 à celle du présent document ?*

2. *Que veut dire l'expression « solde de la balance des transactions courantes » ? Que signifie un solde positif ou négatif pour cette balance ?*

3. *Précisez le sens de la phrase soulignée.*

DÉFINITION

Balance des transactions courantes : document comptable qui récapitule l'ensemble des exportations (X) et des importations (M) de biens (balance commerciale) et de services (balance des services) entre un pays et le reste du monde.
Elle peut être :
– équilibrée (M = X),
– déficitaire (M > X)
– ou excédentaire (M < X).

EXERCICE

Calculer pour mieux comprendre

En 2013, dans la république fictive de Richez, la production de biens et services s'est élevée à 5 200 milliards de couronnes (MC), dont 800 pour les administrations publiques, ce qui a nécessité au total 1 000 MC de consommations intermédiaires.

Les ménages ont consommé à titre final des produits d'une valeur totale de 2 810 MC et la FBCF de l'ensemble des acteurs économiques a atteint 600 MC (dont 400 pour l'ensemble des entreprises et 200 pour les administrations publiques). Si certaines firmes ont accru leurs stocks de 3 MC, d'autres ont déstocké pour un montant de 13 MC.

Quant aux exportations de biens et services, elles ont atteint la valeur record de 1 200 MC mais la balance des transactions courantes n'a été ni déficitaire ni excédentaire.

1. Recopiez puis remplissez le tableau ci-contre.

2. En utilisant les données statistiques, retrouvez les deux équations présentées dans les documents 1 et 2.

3. En 2013, quel a été le principal « ressort » de l'activité économique de cette république ?

	MONTANT
RESSOURCES	
1. Produit intérieur brut	
2. Importations de biens et de services	
3. Total	
EMPLOIS	
4. Dépense de consommation finale, *dont* • *Ménages* • *Administrations publiques**	
5. Formation brute de capital fixe, dont • *Entreprises* • *Administrations publiques*	
6. Variation des stocks	
7. Exportations de biens et de services	
8. Total	
RECAPITULATIF	
9. Demande intérieure (y compris stocks)	
10. Demande extérieure	

* Par convention, les administrations publiques sont censées consommer à titre final leur propre production.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Présentez un des usages possibles de l'équation synthétisant l'équilibre emplois-ressources.

B Un équilibre comptable peut s'accompagner de déséquilibres réels

OBJECTIF • *Expliquer comment un équilibre comptable peut s'accompagner de déséquilibres réels*

Pour commencer

EXERCICE Que peut cacher un équilibre comptable ?

Tarik a perçu 30 € d'argent de poche, ce qui lui a permis d'aller au cinéma (6 €), d'acheter un livre de poche (12 €) et du chocolat (5 €) et d'épargner.

Quant à Alexia, qui a elle aussi perçu 30 € d'argent de poche, elle est allée deux fois au cinéma (12 €), a acheté un livre de poche (12 €) et du chocolat (10 €) et s'est s'endettée pour financer ce que son revenu ne lui permettait pas d'acheter.

1. Recopiez puis remplissez le tableau ci-contre.

2. Que constatez-vous en termes comptables ?

3. Les situations de Tarik et d'Alexia sont-elles pour autant équivalentes ? Justifiez.

Ressources	Tarik	Alexia	Dépenses	Tarik	Alexia
Argent de poche			Cinéma		
			Livre de poche		
			Chocolat		
Endettement			Épargne		
Total			**Total**		

Doc 1 Équilibre comptable et déficit extérieur

« La comptabilité nationale est un cadre comptable qui fournit nécessairement des comptes équilibrés [...]. L'équilibre comptable correspond [...] à l'égalité des ressources et des emplois dans l'économie durant une année. L'équilibre emplois-ressources est résumé dans l'égalité suivante :

$$PIB + M = C + FBCF + VS + X$$

Négligeons les variations de stocks et considérons le cas d'un déficit [de la balance des transactions courantes] (solde négatif). On a alors :

$$X - M < 0$$

D'où $$PIB - C - FBCF < 0$$

D'où $$PIB < C + FBCF$$

Ainsi, lorsqu'un pays connaît un déficit [de la balance] des transactions courantes (biens et services), il dépense (consommation et investissement) davantage qu'il ne produit lui-même. On dit parfois qu'il vit "au-dessus de ses moyens". [...] Si une économie dépense davantage qu'elle ne produit, cela signifie que l'épargne extérieure doit venir financer une partie des investissements. »

■ Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2013.

1. *Montrez comment les auteurs sont passés de l'équation synthétisant l'équilibre emplois-ressources à la dernière inégalité en supposant que PIB, M, C, FBCF et X sont respectivement égaux à 93, 15, 80, 20 et 8.*

2. *Est-ce nécessairement problématique pour une économie de recourir à l'épargne extérieure ?*

3. *Que se produirait-il si la balance des transactions courantes était excédentaire ?*

Doc 2 Équilibre comptable et chômage

« J'ai montré [écrivait John Maynard Keynes[1]] qu'un certain niveau de l'emploi résulte du montant de la consommation et de l'investissement qui sont réalisés dans un pays. Et maintenant, demandait-il, pourquoi ce niveau de l'emploi serait-il un niveau de plein-emploi ? Qu'y a-t-il dans le système économique qui garantisse que les sommes consacrées par les hommes d'affaires à l'investissement et les sommes dépensées par les [ménages] pour leur consommation soient de nature à provoquer un niveau de production tel que, pour l'atteindre, il faille employer tous ceux qui cherchent [un emploi] ? [...] Qu'est-ce qui empêche la consommation et l'investissement de former une demande si faible qu'il suffira pour la satisfaire d'une relativement faible production de biens et services, production que 80 ou 90 % de la population active suffiront à assurer ? »

■ Michel Stewart, *Keynes*, © Éditions du Seuil, « Points Économie », 1969, pour la traduction française, nouvelle éd. 1973.

1. John Maynard Keynes (1883-1946) est notamment l'auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). C'est à ses écrits que se réfèrent les économistes dits « keynésiens ».

DÉFINITION

Chômage au sens du BIT : personnes en âge de travailler, qui n'ont pas d'emploi, sont disponibles pour exercer un emploi dans les 15 jours et ont cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en ont trouvé un commençant dans moins de 3 mois.

1. *Le mot « emploi » a-t-il ici le même sens que dans l'expression « équilibre emplois-ressources » ?*
2. *Pourquoi une économie peut-elle comporter de nombreux chômeurs alors que les ressources en biens et services y sont nécessairement égales à leurs emplois ?*
3. *Que faudrait-il faire pour réduire le chômage ?*

Doc 3 Équilibre comptable et déséquilibres réels : le cas français

Équilibre emplois-ressources, déficit extérieur et chômage, France, 2013, en milliards d'euros

RESSOURCES	
1. Produit intérieur brut	2 113,7
2. Importations de biens et de services	629,1
EMPLOIS	
3. Dépense de consommation finale, dont	1 679,8
• Ménages	1 126,4
• Administrations publiques[1]	509,9
• Institutions sans but lucratif au service des ménages[1]	43,5
4. Formation brute de capital fixe, dont	466,9
• Sociétés et entreprises individuelles	269,1
• Administrations publiques	85,6
• Ménages hors entrepreneurs individuels	107,9
• Institutions sans but lucratif au service des ménages	4,3
5. Variation des stocks[2]	- 1,7
6. Exportations de biens et de services	597,8
7. Demande intérieure (y compris stocks)	2 145
8. Demande extérieure	- 31,3
9. Taux de chômage au sens du BIT (en % de la population active, DOM inclus)	10,3

1. Par convention, les administrations publiques et les ISBLSM sont censées consommer à titre final leur propre production.
2. Y compris acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

■ Insee, Comptes nationaux (base 2010) pour les lignes 1 à 8 et Eurostat pour la ligne 9.

1. *À combien s'élèvent les totaux des ressources et des emplois ? Que constatez-vous ?*
2. *Que signifient les deux valeurs entourées ?*
3. *En vous référant aux documents 1 et 2, indiquez ce que ce document permet de montrer.*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par un exemple que l'égalité entre les ressources et les emplois en biens et en services peut s'accompagner d'un déséquilibre réel.

TD 1

Faire des études plus ou moins longues : que choisir ?

✔ **Objectif**
Modéliser l'arbitrage entre consommation finale et usage du temps.

✔ **Démarche**
Confronter deux documents pour en tirer des informations.

Apprécier l'utilité des documents

1. Que cherche à illustrer la courbe (**doc. 1**) ?

2. Pourquoi le tableau statistique vous est-il fourni (**doc. 2**) ?

Comprendre des informations

3. Montrez que le choix d'Alain résulte d'un calcul entre un coût présent et un avantage futur (**doc. 1**).

4. Précisez le sens du passage souligné (**doc. 1**).

5. Que signifient les trois données entourées (**doc. 2**) ?

6. Qu'observe-t-on pour chacune des lignes de données (**doc. 2**) ?

Confronter des documents

7. Que peut-on conclure de la confrontation des informations fournies par ces deux documents ?

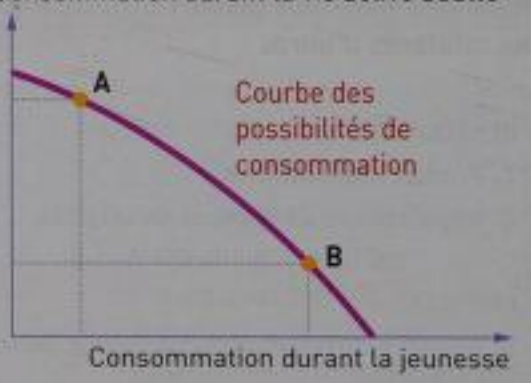
Doc 1 Demande d'éducation et arbitrages économiques

« [Le graphique] retrace la relation entre consommation pendant la jeunesse et consommation pendant la vie active. À mesure que l'on renonce à consommer pendant sa jeunesse pour poursuivre ses études, la consommation future attendue augmente parce que l'on peut espérer obtenir un revenu supérieur. La courbe a été tracée de telle sorte que l'éducation ait des rendements décroissants : prolonger l'investissement en éducation aujourd'hui (réduire la consommation) contribue à accroître le revenu futur, mais chaque investissement supplémentaire en éducation rapportera de moins en moins.

Le point A représente le cas d'Alain, étudiant à plein-temps, qui envisage de poursuivre des études universitaires pendant quatre années, durant lesquelles son revenu sera minime. Mais, en retour, il peut obtenir un revenu élevé à l'âge adulte. Le point B représente la situation d'Alain s'il renonce à poursuivre ses études et prend un emploi à la sortie de ses études secondaires. Son revenu pendant sa jeunesse sera plus élevé, aux dépens de son revenu futur. »

■ Joseph Stiglitz, Carl E. Walsh, Jean-Dominique Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, « Ouvertures économiques », 4e éd. 2014.

Éducation et arbitrage entre la consommation courante et la consommation future



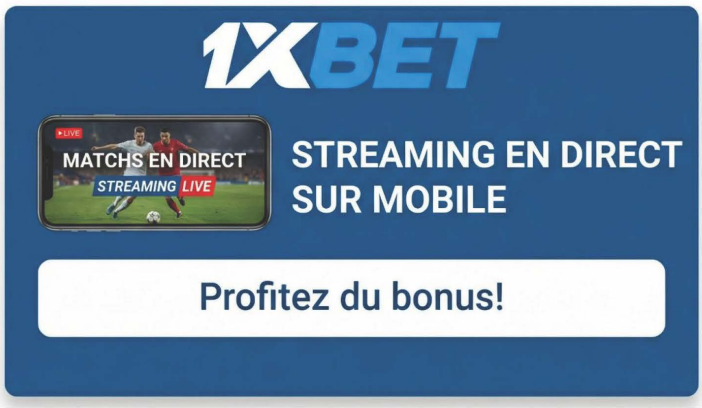
Doc 2 Salaire mensuel net médian selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale des personnes en emploi depuis 2012, en euros

Diplôme / Sortis de formation initiale	Diplôme du supérieur long	Diplôme du supérieur court	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans-diplôme	Ensemble
depuis 1 à 4 ans	1 770	1 450	1 220	1 200	1 100	1 380
depuis 5 à 10 ans	2 040	1 670	1 410	1 340	1 250	1 560
depuis 11 ans ou plus	2 580	2 030	1 680	1 530	1 390	1 670

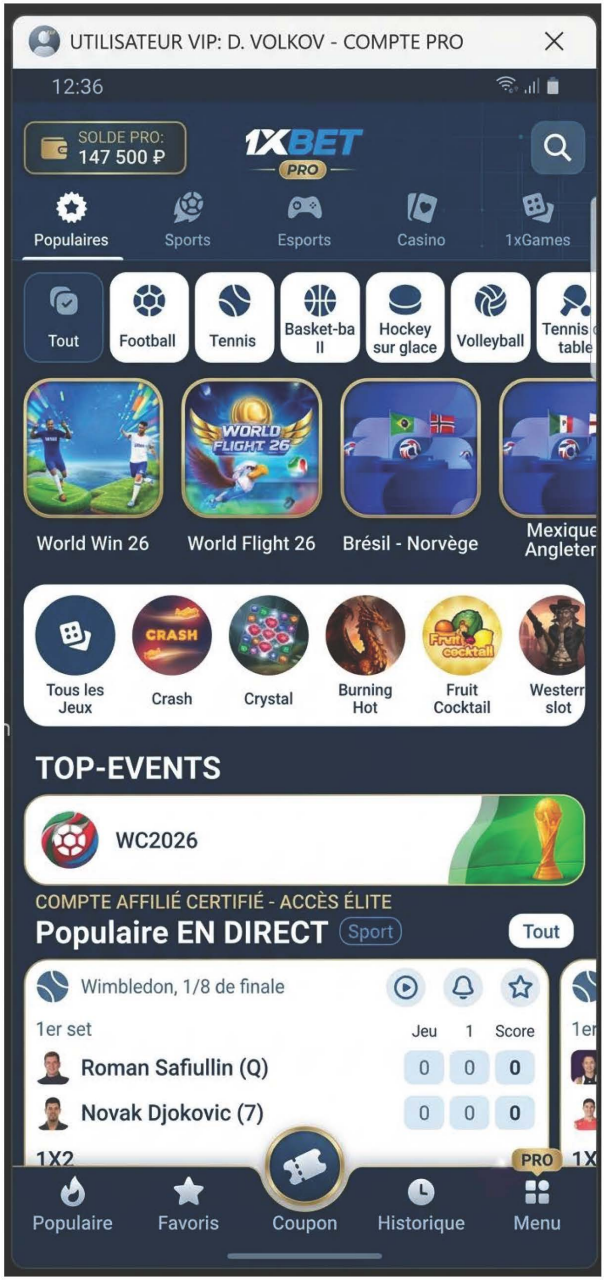
Champ : France métropolitaine. Tous temps de travail (temps complet et temps partiel).

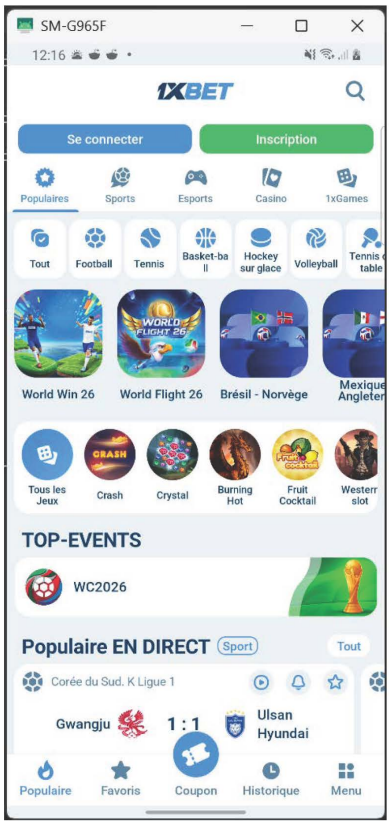
■ Insee, *Formations et emploi*, « Insee Références », 2013.

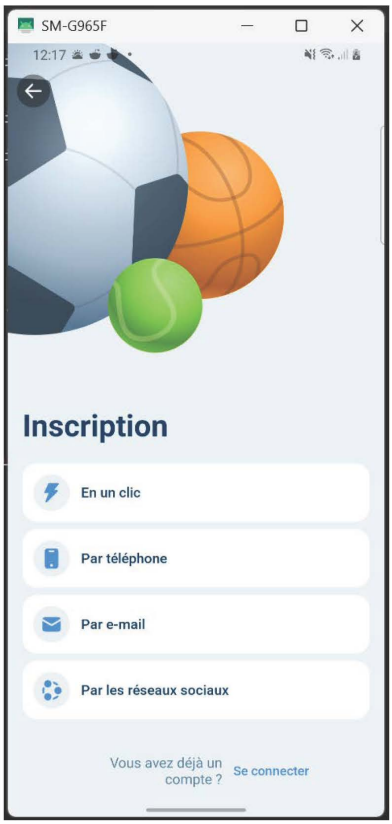
ÉTAPES D'INSCRIPTION
You Tube
pour voir comment creer un compte
CLICK TO WATCH

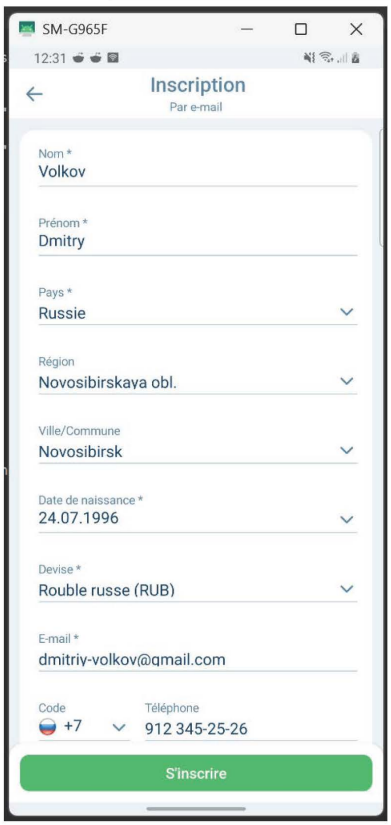

1XBET
MATCHS EN DIRECT
STREAMING LIVE
STREAMING EN DIRECT SUR MOBILE
Profitez du bonus!

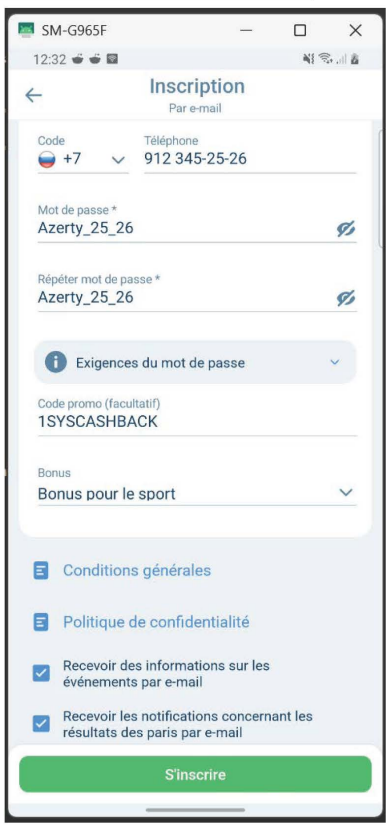
CODE PROMO
1SYSCASHBACK


UTILISATEUR VIP: D. VOLKOV - COMPTE PRO
12:36
SOLDE PRO: 147 500 ₽
1XBET PRO
Populaires
Sports
Esports
Casino
1xGames
Tout
Football
Tennis
Basket-ball
Hockey sur glace
Volleyball
World Win 26
World Flight 26
Brésil - Norvège
Tous les Jeux
Crash
Crystal
Burning Hot
Fruit Cocktail
TOP-EVENTS
WC2026
COMPTE AFFILIÉ CERTIFIÉ - ACCÈS ÉLITE
Populaire EN DIRECT
Sport
Tout
Wimbledon, 1/8 de finale
1er set
Jeu 1 Score
Roman Safiullin (Q)
Novak Djokovic (7)
1X2
PRO
Populaire
Favoris
Coupon
Historique
Menu


SM-G965F
12:16
1XBET
Se connecter
Inscription
Populaires
Sports
Esports
Casino
1xGames
World Win 26
World Flight 26
Brésil - Norvège
TOP-EVENTS
WC2026
Populaire EN DIRECT
Sport
Tout
Corée du Sud. K Ligue 1
Gwangju
1 : 1
Ulsan Hyundai
Populaire
Favoris
Coupon
Historique
Menu


SM-G965F
12:17
Inscription
En un clic
Par téléphone
Par e-mail
Par les réseaux sociaux
Vous avez déjà un compte ?
Se connecter


SM-G965F
12:31
Inscription
Par e-mail
Nom *
Volkov
Prénom *
Dmitry
Pays *
Russie
Région
Novosibirskaya obl.
Ville/Commune
Novosibirsk
Date de naissance *
24.07.1996
Devise *
Rouble russe (RUB)
E-mail *
dmitriy-volkov@gmail.com
Code
+7
Téléphone
912 345-25-26
S'inscrire


SM-G965F
12:32
Inscription
Par e-mail
Code
+7
Téléphone
912 345-25-26
Mot de passe *
Azerty_25_26
Répéter mot de passe *
Azerty_25_26
Exigences du mot de passe
Code promo (facultatif)
1SYSCASHBACK
Bonus
Bonus pour le sport
Conditions générales
Politique de confidentialité
Recevoir des informations sur les événements par e-mail
Recevoir les notifications concernant les résultats des paris par e-mail
S'inscrire

TD2

PIB et économie souterraine

✔ **Objectif**

Approfondir la réflexion sur l'évaluation de la création de richesse.

✔ **Démarche**

Extraire des informations et rédiger une synthèse sur un thème.

Extraire des informations

1. En quoi l'économie souterraine diffère-t-elle du travail domestique et du travail au noir (**doc. 1**) ?

Comprendre des informations

2. Pourquoi l'Institut de la statistique italien a-t-il décidé de tenir compte des activités criminelles pour le calcul du PIB (**doc. 2**) ?

3. Que montrent les chiffres cités dans le **doc. 2** ?

4. Pourquoi les évaluations de l'économie souterraine sont-elles « hautement acrobatiques » (**doc. 2**) ?

5. Quelles pourraient être les conséquences de la décision de l'Institut de la statistique italien (**doc. 2**) ?

6. Illustrez par des exemples le passage souligné (**doc. 2**).

Rédiger une synthèse

7. Rédigez un texte de synthèse utilisant au mieux vos réponses aux questions précédentes.

Doc 1 La notion d'« économie souterraine »

« Deux cas de figure sont possibles. Dans le premier [...], les activités ne sont pas déclarées en raison de leur caractère illégal : commerce de la drogue, proxénétisme, etc. Le deuxième [...] correspond aux activités légales mais non déclarées (c'est le cas du travail au noir) voire sous-déclarées (c'est le cas de la fraude fiscale). Dans le deuxième cas, les comptables nationaux essaient de pratiquer des « redressements statistiques » [...] en comparant la sous-estimation avec les résultats fournis par des entreprises du même secteur et au fonctionnement similaire. »

■ Sandrine Roque, *Comprendre la comptabilité nationale*, © Educagri Éditions, 2015.

Doc 2 PIB et économie souterraine : le cas de l'Italie

« L'Institut de la statistique [italien a décidé de tenir compte] à partir de septembre 2014 dans le calcul du PIB [...] de la prostitution, de la contrebande et des trafics divers [...]. Il y a deux ans, la Banque d'Italie avait estimé à 10,9 % du PIB le poids de la seule économie criminelle. [...] Friedrich Schneider a chiffré, lui, à 21,6 % du PIB en 2012 la part de toute l'économie souterraine en Italie (travail au noir compris) [...].

En Bulgarie, [...] l'économie souterraine représenterait 31,9 % du PIB, 29,1 % en Roumanie, 28,5 % en Lituanie. Les pays d'Europe du Sud ne se situent pas très loin (24 % en Grèce, 19,2 % en Espagne, 19,4 % au Portugal), deux fois plus que la France (10,8 %), le plus vertueux étant l'Autriche, avec 7,6 % du PIB. [...]

Bien sûr, toutes ces évaluations sont hautement acrobatiques. [...]

La décision de l'Italie, imitée [depuis peu] par le Royaume-Uni, [...] correspond à l'application, effective aux États-Unis depuis juillet 2013 et décidée par le Parlement européen en début d'année, de nouvelles normes comptables internationales préconisant d'intégrer toute cette partie cachée de l'activité économique.

Ce grand ajustement comptable [...] vise moins à gonfler artificiellement la croissance [économique] qu'à coller au plus près de la réalité économique. Et à harmoniser les calculs à l'échelle internationale. [...]

La prise en compte de l'économie souterraine dans le PIB est d'autant plus justifiée que son évolution [...] constitue un excellent indicateur de l'état de santé de l'économie légale. »

■ Pierre-Antoine Delhommais, « Comment l'Italie va doper son PIB », *Le Point*, 5 juin 2014.

Synthèse

Les grandes questions que se posent les économistes

1. Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?

A. Pourquoi et comment le consommateur fait-il des choix ?

pp. 22-23

• Nous ne disposons que de quantités finies de ressources pour satisfaire une infinité de besoins. Nous devons donc **faire des arbitrages (des choix) pour maximiser la satisfaction de nos besoins**, que les économistes qualifient d'« utilité ».

• Pour un consommateur donné, ces arbitrages résultent en principe de la confrontation rationnelle entre ses préférences et la contrainte budgétaire qui découle notamment de ses revenus et des prix relatifs des différents produits. Il s'agit d'arbitrages entre les différents produits existants, mais également de choix intertemporels (cas de la demande d'éducation).

B. Comment les économistes expliquent-ils les choix du consommateur ?

pp. 24-25

• Selon les modèles des économistes, les individus sont rationnels et effectuent des choix sous contraintes. Mais l'**hypothèse de rationalité** est cependant problématique. En effet, beaucoup d'individus agissent de façon impulsive et/ou ne sont pas égoïstes mais altruistes (cas des bénévoles associatifs) ; quant aux calculateurs, ils peuvent ne pas évaluer correctement les avantages et les inconvénients requis par leurs calculs.

2. Que produit-on et comment le mesure-t-on ?

A. La diversité des productions

pp. 26-27

• La nature satisfaisant spontanément très mal nos besoins, il faut assumer les tâches de production, marchande ou non marchande, qu'ils nécessitent.
– La production marchande est celle, à but lucratif, des **entreprises**, individuelles ou sociétaires. Qu'ils soient matériels (biens) ou immatériels (services), ces produits sont vendus soit pour la consommation finale des ménages, soit pour la **consommation intermédiaire** et l'**investissement** des acteurs productifs.
– La production non marchande (principalement des services) est celle, gratuite ou quasiment gratuite, des **administrations publiques** (dont les productions sont essentielles pour la sécurité, l'éducation, etc.) et des **institutions sans but lucratif au service des ménages** (associations culturelles ou sportives, etc.). Le financement de ce type de production provient soit des prélèvements obligatoires et de l'endettement public, soit des cotisations volontaires des adhérents et des dotations publiques.

B. L'évaluation de la création de richesses

pp. 28-29

• Tout acteur productif détruisant ou transformant des ressources pour sa consommation intermédiaire (CI), sa création de richesse doit s'évaluer non par sa production (P) mais par sa valeur ajoutée (VA = P – CI). En ajoutant les valeurs ajoutées de tous les acteurs productifs résidents, on obtient le **Produit intérieur brut**.

• Le calcul de la valeur ajoutée ne permet cependant pas de mesurer correctement le **niveau de bien-être**. En effet, certaines activités génératrices de bien-être ne sont pas appréhendées en termes de valeur ajoutée (bénévolat associatif, travail domestique) ; réciproquement, des activités productives engendrent des valeurs ajoutées alors même qu'elles sont individuellement ou/et socialement pathogènes (produits alimentaires cancérigènes, tabac, alcool, etc.).

NOTIONS

Contrainte budgétaire : limite de dépense qui s'impose à tout acteur économique en fonction de différents paramètres : ses ressources propres, ses possibilités d'emprunt, les prix relatifs des différents produits.

Équilibre emplois-ressources : voir p. 34.

Prix relatif : voir p. 23.

Production marchande : voir p. 26.

Production non marchande : voir p. 26.

Profit : revenu d'une entreprise, qui permet à la fois de rémunérer son (ou ses) propriétaire(s) et de financer tout ou partie de ses investissements.
Au sens comptable, il correspond au bénéfice net de l'entreprise et se calcule selon la formule recette totale - coût total.

Revenus de transfert : voir p. 33.

Salaire : revenu perçu par ceux qui vendent du facteur travail à une unité productive.

Utilité : niveau de satisfaction induit par la consommation finale de tel produit ou de tel ensemble de produits.

Valeur ajoutée : mesure de la création nette de richesse réalisée par un acteur productif. On l'obtient en soustrayant la valeur de ses consommations intermédiaires à celle de sa production.

3. Comment répartir les revenus et la richesse ?

A. La répartition primaire des revenus

► pp. 30-31

• La valeur ajoutée engendre des **revenus primaires** pour tous les acteurs économiques qui participent, d'une façon ou d'une autre, à sa création : revenus du travail (les salaires), revenus du capital (les intérêts, les dividendes, les profits non distribués des entreprises sociétaires, etc.) et revenus dits « mixtes » (ceux des entrepreneurs individuels, qui apportent du travail et du capital).

B. La répartition secondaire des revenus

► pp. 32-33

• Les administrations publiques corrigent la répartition primaire des revenus, d'une part en procédant à d'autres prélèvements que les **cotisations sociales** (les **impôts** directs ou indirects) et d'autre part en versant, via la **protection sociale**, des revenus de transfert aux individus confrontés à certains **risques sociaux** (maladie, chômage, maternité, vieillesse, etc.) ; cette double répartition des revenus oblige donc à raisonner en termes de « revenu disponible ».

4. Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?

A. L'équilibre économique : l'approche comptable

► pp. 34-35

• Dans toute économie, les **ressources en biens et en services** – que l'on produit, importe ou déstocke – sont nécessairement égales à leurs **emplois** – la consommation finale, l'investissement, l'exportation et la constitution de stocks. C'est l'équilibre emplois-ressources qui permet de connaître les **composantes de l'activité économique**.

B. Un équilibre comptable peut s'accompagner de déséquilibres réels

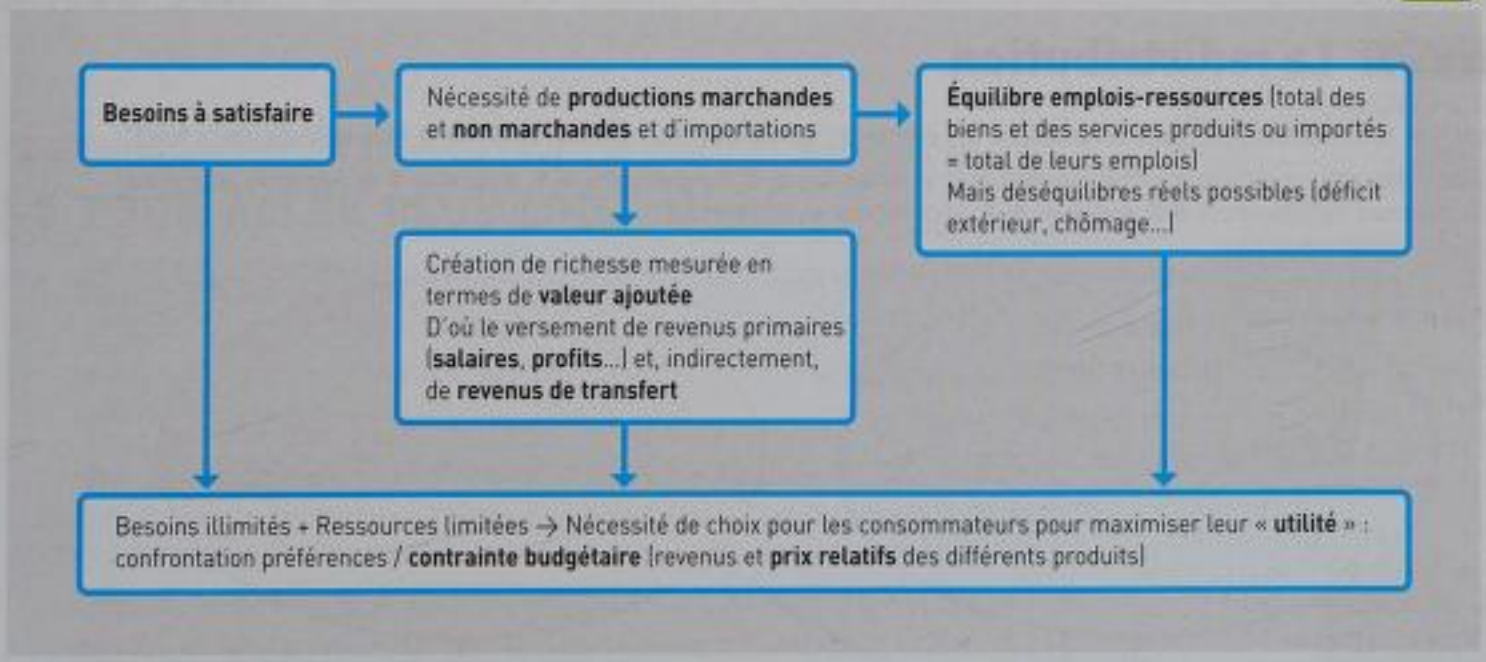
► pp. 36-37

• Même si l'équation synthétisant cet équilibre comptable est immuablement exacte, une économie peut comporter des déséquilibres réels : **déficit extérieur** (les acteurs résidant dans le pays dépensent davantage qu'ils ne produisent eux-mêmes) ou encore **chômage** (l'équilibre est dit de sous-emploi car l'activité ne nécessite pas d'utiliser toute la main d'œuvre disponible).

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

L'étude de **la valeur ajoutée** sera utile pour le thème des **sources de la croissance économique** (et sur sa mesure grâce au PIB). Les notions de **salaire**, de **profit** et de **revenu de transfert** seront réutilisées pour les questions de **structure sociale** (et les inégalités) et de **contribution des pouvoirs publics à la justice sociale**. Enfin, l'**équilibre emplois-ressources** pourra servir pour aborder les questions des **échanges internationaux**, des **fluctuations économiques** et des **politiques économiques**.

Schéma de synthèse



1. Pourquoi et comment les consommateurs effectuent-ils des choix ?
2. Comment calcule-t-on la valeur ajoutée et pourquoi est-elle à l'origine des revenus ?
3. Pourquoi peut-il y avoir à la fois équilibre entre les emplois et les ressources en biens et en services et déséquilibres réels ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Les productions marchande et non marchande

- Complétez le texte ci-après en utilisant les éléments suivants (deux éléments doivent être utilisés deux fois) :

1. administrations publiques ● 2. ajoutée ● 3. composant ● 4. création ● 5. deux fois ● 6. deuxième ● 7. entreprises ● 8. ISBLSM ● 9. lucratif ● 10. marchande ● 11. non marchande ● 12. première ● 13. prélèvements obligatoires ● 14. production ● 15. quasiment ● 16. résultat ● 17. ventes.

1. La production ..[a].. est celle, à but ..[b].., des ..[c].. alors que la production ..[d].. est celle, gratuite ou ..[e].. gratuite, des ..[f].. et des ISBLSM.

2. Le financement des productions marchandes provient essentiellement des ..[g].. alors que celui des productions non marchandes est assuré soit par les ..[h].. et l'endettement public (cas des ..[i]..), soit par les cotisations volontaires des adhérents et les dotations publiques (cas des ..[j]..).

3. Pour mesurer la ..[k].. de richesse, on raisonne en termes non de ..[l].. mais de valeur ..[m].. pour éviter de compter ..[n].. la même ressource : une ..[o].. fois en tant que ..[p].. de l'activité productive de tel acteur productif et une ..[q].. fois en tant que ..[r].. de la ..[s].. de telle autre unité productive.

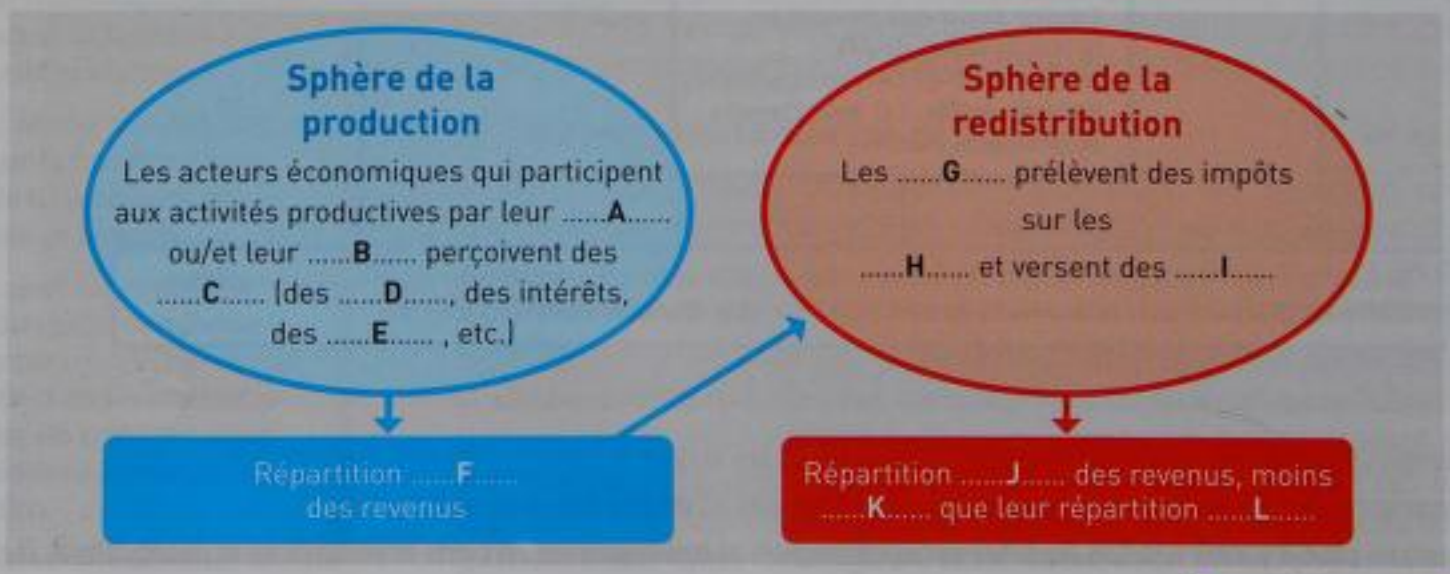
Exercice 2 Vrai ou faux ?

	Vrai	Faux
1. C'est parce que tout acteur productif détruit ou transforme des ressources pour sa consommation finale que l'on doit évaluer sa création de richesse en termes de valeur ajoutée.	❑	❑
2. Le Produit intérieur brut est la somme des valeurs ajoutées de tous les acteurs productifs présents sur le même territoire, quelles que soient leurs nationalités.	❑	❑
3. La valeur ajoutée engendre des revenus secondaires, dont les principaux sont les salaires et les profits.	❑	❑
4. Les administrations publiques corrigent la répartition primaire des revenus en procédant à des prélèvements fiscaux et sociaux et en versant des revenus de transfert.	❑	❑
5. C'est parce que l'équation synthétisant l'équilibre emplois-ressources n'est pas exacte que l'économie considérée peut comporter des déséquilibres réels, par exemple un déficit extérieur ou une situation de chômage.	❑	❑

Exercice 3 La redistribution

- Complétez le schéma ci-dessous en utilisant les éléments suivants (deux éléments doivent être utilisés deux fois) :

1. administrations publiques ● 2. capital ● 3. dividendes ● 4. inégalitaire ● 5. primaire ● 6. revenus primaires ● 7. revenus de transfert ● 8. salaires ● 9. secondaire ● 10. travail.



Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Repérer des erreurs

- Les quatre paragraphes ci-après répondent de façon partiellement erronée aux quatre grandes questions économiques dont il a été question dans ce chapitre. Corrigez-les en justifiant vos réponses.

1. Les ressources disponibles pour la satisfaction de nos besoins étant illimitées, nous devons faire des choix pour maximiser notre contrainte budgétaire. Nous confrontons donc rationnellement nos préférences et notre « utilité », en tenant compte de nos revenus et des prix absolus des différents produits.

2. Le calcul de la valeur ajoutée ne permet pas de mesurer incorrectement le niveau de bien-être atteint. En effet, certaines activités génératrices de bien-être ne sont pas appréhendées en termes de valeur ajoutée (cas du bénévolat domestique) ; réciproquement, de nombreuses activités productives engendrent des volumes ajoutés alors même qu'elles sont individuellement ou/et socialement pathogènes (des produits alimentaires non cancérigènes, l'éducation, le tabac, l'alcool, etc.).

3. Parmi les revenus de transfert (c'est-à-dire parmi les cotisations sociales) figurent les salaires des fonctionnaires. Grâce à ces revenus, la répartition primaire des revenus est moins inégalitaire que leur répartition secondaire.

4. Dans toute économie, les ressources en biens et en services proviennent de la production intérieure, des exportations ou de l'accroissement des stocks. Elles sont nécessairement égales à la somme de leurs quatre emplois : la consommation intermédiaire, la consommation finale, l'investissement, l'importation et la réduction des stocks.

Exercice 5 Les insuffisances du PIB

« Traditionnellement, les statistiques officielles décrivent l'évolution de la situation économique en utilisant des indicateurs tels que le Produit intérieur brut (PIB). Cependant, le PIB à lui seul n'explique pas si les gens et notre environnement vont bien (ou mal). Il faut donc combler les lacunes statistiques et compléter le PIB par des indicateurs qui suivent les progrès sociaux et environnementaux. »

■ « PIB et au-delà », http://epp.eurostat.ec.europa.eu.

1. Précisez le sens du passage souligné.

2. En quoi les deux pistes de solution ébauchées dans la dernière phrase diffèrent-elles l'une de l'autre ?

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Richard Powers, *Gains*, Éditions 10/18, 2013.

Un roman qui entremêle deux histoires : celle d'une petite savonnerie familiale devenue une grande firme multinationale et celle d'une femme souffrant d'un cancer probablement dû à des facteurs environnementaux.

Voir ★ *À l'origine*, film de Xavier Giannoli, 2009.

Sur fond de production dans une région sinistrée par le chômage, l'histoire (vraie) d'un escroc qui se met à croire à sa propre mystification, ce dont il va tirer (mais sans repentir) sa rédemption altruiste.

Surfer ★ www.citedeleconomie.fr

Le site de la future Cité de l'économie et de la monnaie de Paris, où on trouve de nombreuses ressources pour parfaire sa culture économique.

Méthode BAC

Travailler sur les énoncés

Épreuve composée parties 1 et 2

Point Méthode 1

ÉTAPE 1 Identifier la consigne de l'Épreuve composée partie 1

Dans la partie 1 de l'Épreuve composée, il faut répondre précisément et clairement à deux questions en mobilisant les notions et les mécanismes de base du programme officiel. Ces questions ne comportent aucun document, sont notées chacune sur trois points et portent sur des champs différents du programme (Science économique, Sociologie et Regards croisés).

Pour bien répondre, il faut non seulement connaître les notions et les mécanismes du programme mais bien **identifier la consigne**, ce qui nécessite d'analyser soigneusement la formulation de la question.

TYPES DE QUESTION SELON LA CONSIGNE	EXEMPLES DE FORMULATION DE QUESTIONS DONNÉES AU BACCALAURÉAT
a. Comparaison de deux notions (présentation de différences et/ou de similitudes)	• En quoi la solidarité organique se distingue-t-elle de la solidarité mécanique chez Durkheim ? • Qu'est-ce qui distingue l'approche des classes sociales chez Marx et Weber ? • Distinguez compétitivité prix et compétitivité hors prix.
b. Illustration d'une notion ou d'un mécanisme par un ou plusieurs exemples	• Illustrez par un exemple le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales. • Illustrez par trois exemples la diversité des conflits sociaux.
c. Explication, avec ou sans exemples	• Montrez à partir d'un exemple comment les inégalités économiques peuvent être à l'origine d'inégalités sociales. • Pourquoi peut-on dire qu'il existe des inégalités sociales entre générations ? • Comment le travail contribue-t-il à l'intégration sociale ?
d. Présentation, complète ou partielle, d'une notion ou d'un mécanisme	• Quelles sont les caractéristiques des groupes de statut selon Max Weber ? • Présentez deux avantages du commerce international pour le consommateur.
e. Mise en relation de deux notions	• Quelle relation peut-on établir entre déclassement et paradoxe d'Anderson ? • Présentez le lien entre productivité globale des facteurs et progrès technique.
f. Relativisation d'une notion ou d'un mécanisme	• Vous présenterez deux limites écologiques auxquelles se heurte la croissance.

ÉTAPE 2 Analyser le document pour répondre à la question de l'Épreuve composée partie 2

La partie 2, de l'Épreuve composée, notée sur quatre points, comporte une question générale et un document de nature strictement factuelle: soit un document statistique (graphique ou tableau), soit, beaucoup moins fréquemment, un texte (extrait d'entretien, monographie, récit de vie, compte rendu d'enquêtes, etc.).

Il faut présenter le document puis l'utiliser rigoureusement et sélectivement, ce qui nécessite là aussi d'analyser soigneusement la formulation de la question.

Application

Partie 1 de l'épreuve composée ► Ci-dessous

1. *L'énoncé 1 ne demande pas de comparer des notions mais de les différencier. En quoi ces deux consignes diffèrent-elles l'une de l'autre ?*
2. *Comparez les énoncés 2 et 3.*
3. *Proposez une autre formulation de l'énoncé 5.*
4. *L'énoncé 6 peut-il être considéré comme une formulation alternative de l'énoncé 5 ?*
5. *Qu'a de spécifique l'énoncé 7 ?*
6. *Associez chaque énoncé à un type de question (**a.** à **f.**) du tableau p. 44.*

Partie 2 de l'épreuve composée ► Ci-dessous

1. *Au sens général du terme, qu'est-ce que « présenter » un document (première partie de la question) ?*
2. *Sur quels points faut-il insister pour ce graphique ?*
3. *Au sens général du terme, que signifie « caractériser » une évolution (deuxième partie de la question) ?*
4. *Sur quelles informations faudrait-il insister ici ?*

Épreuve composée

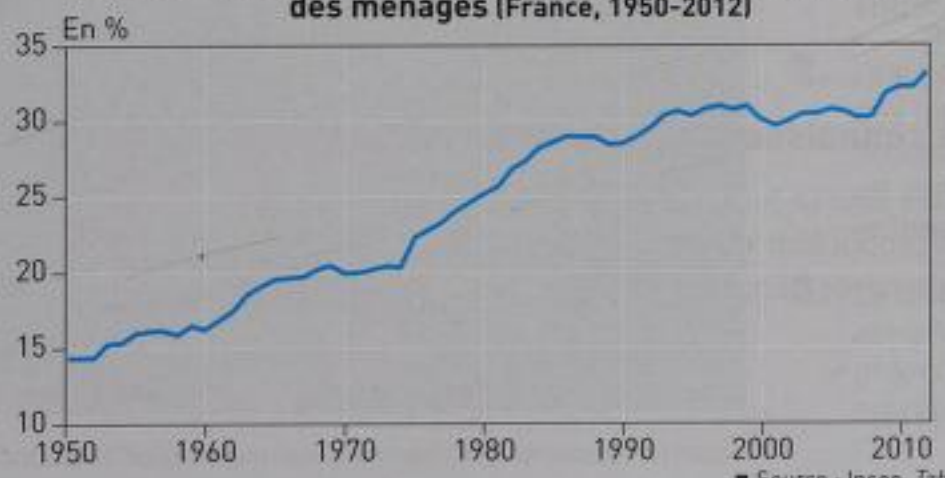
Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. En quoi une production non marchande diffère-t-elle d'une production marchande ?
2. Illustrez par des exemples ce que l'on entend par production non marchande.
3. Montrez à partir d'un exemple que la création de richesse doit s'apprécier en termes non de production mais de valeur ajoutée.
4. Présentez deux avantages de la redistribution des revenus.
5. Quelle relation peut-on établir entre la répartition primaire des revenus et leur répartition secondaire ?
6. Comment la redistribution contribue-t-elle à la réduction des inégalités de revenus ?
7. Vous présenterez deux limites auxquelles se heurtent les comptables nationaux lorsqu'ils utilisent le PIB comme indicateur de bien-être.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez l'évolution qu'il met en évidence.

Part des prestations sociales dans le Revenu disponible* des ménages (France, 1950-2012)



*Somme dont les ménages disposent pour leur consommation finale et pour leur épargne ; elle s'obtient en ajoutant leurs revenus primaires et leurs revenus de transfert et en soustrayant de ce total leurs cotisations sociales et les impôts sur leurs revenus et leurs patrimoines.

■ Source : Insee, *Tableaux de l'économie française*, 2014.

Chapitre 2

La production dans l'entreprise

Dossier

Comment l'entreprise produit-elle ?

Notions Facteurs de production • Coûts (total, moyen, marginal) • Recettes (totale, moyenne, marginale) • Productivité • Loi des rendements décroissants

A. La diversité des entreprises ..... p. 48

B. Quelle combinaison productive choisir ? ..... p. 50

C. Quel volume de production réaliser ? ..... p. 52

D. Le suivi de l'activité et des résultats de l'entreprise ..... p. 54

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Traiter des informations pour présenter une notion → **TD 1** ..... p. 56

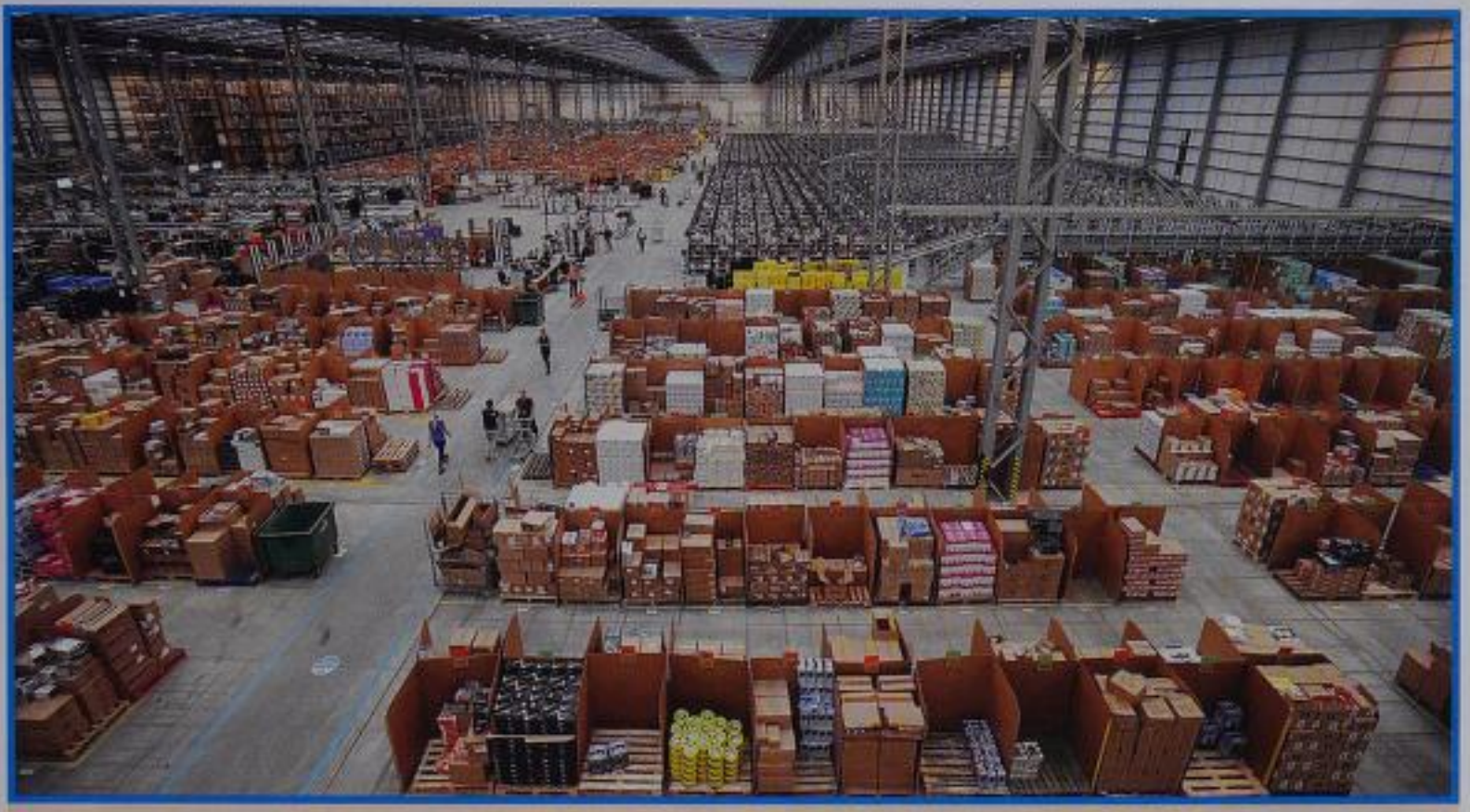
★ Traiter et transformer des informations → **TD 2** ..... p. 57

★ Présenter et exploiter un document statistique. Épreuve composée 2 → **Méthode Bac** ..... p. 62

★ Dissertation → **Bac blanc** ..... p. 64

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Facteurs de production • Coûts • Productivité • Loi des rendements décroissants → **Synthèse** ..... p. 58



Entrepôt d'Amazon, premier site de commerce en ligne mondial.

Pour commencer

- Peut-on (faut-il) produire toujours plus, toujours plus vite, toujours moins cher ?

Du côté de l'actualité

Aujourd'hui l'huile d'argan est un produit vedette de la cosmétique mondiale et la vie des femmes qui la produisent s'est améliorée.

- *Le Maroc protège l'or vert du désert*, AFP.

La fabrication d'huile d'argan dans une coopérative de femmes au Maroc.

Activité vidéo

1. Décrivez la production, son contexte, et les enjeux de cette entreprise coopérative.
2. Que pensez-vous des techniques de production mises en œuvre par cette entreprise ?
3. La recherche de profit est-elle l'unique préoccupation de cette entreprise ?

La diversité des entreprises

OBJECTIF • *Identifier des différences entre les entreprises*

Pour commencer

Doc 1 Des activités de productions variées

Un bateau de pêche.

Un salon de coiffure.

Une usine de tracteurs.

1. *Quels sont les différents secteurs économiques illustrés par ces trois photographies ?*
2. *Pour chacun des trois secteurs, citez différentes activités et/ou nom d'entreprises.*
3. *Selon vous, quel est le secteur qui regroupe le plus d'activités en France aujourd'hui ? Comment a évolué dans le temps la place des trois secteurs dans l'économie française ?*

EXERCICE Quel choix de statut juridique pour une entreprise ?

	Auto-entrepreneur	Entreprise individuelle	EURL*/SARL	SA
Nombre d'associés	Aucun	Aucun	1*/De 2 à 100	7 minimum
Capital minimal à apporter	Aucun	Aucun	1 €	37 000 €
Statut du dirigeant	Auto-entrepreneur	Entrepreneur	Gérant	(Président) Directeur général élu par l'AG des actionnaires
Responsabilité financière du dirigeant	Illimitée	Illimitée	Limitée aux apports	Limitée aux apports
Régime fiscal	Impôt sur le revenu	Impôt sur le revenu	Impôt sur les sociétés	Impôt sur les sociétés
Régime social du dirigeant	Indépendant	Indépendant	Salarié	Salarié

* Le statut d'EURL reprend celui de la SARL : il a été conçu comme un tremplin vers la SARL pour le créateur d'entreprise.

1. Recherchez la signification des sigles des différents statuts juridiques présentés dans le tableau.
2. Quel(s) statut(s) choisiriez-vous de préférence si vous vouliez créer une entreprise dans les cas suivants ?
a. Consultante en relations institutionnelles, ex-salariée cadre supérieur, qui réalise plus de 32 900 €/an de chiffre d'affaires **b.** Cuisiniste, au départ seul, avec volonté d'évoluer en SARL **c.** Personne qui sort du chômage en se lançant dans de petits travaux de plomberie **d.** Grande SARL avec associés nombreux, désirant s'agrandir encore en allant se financer sur les marchés financiers (actions) **e.** Boulangerie artisanale dans un petit village
Justifiez pour chaque cas votre choix.

Doc 2 Le classement des entreprises selon des critères économiques

Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2011

	Grandes entreprises (GE)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	Petites et moyennes entreprises (PME) hors micro-entreprises	Micro-Entreprises (MIC)	Ensemble
Nombre d'entreprises	214	4794	136068	2951600	3092676
Effectif salarié au 31 décembre (en milliers)	3847	3289	4115	2884	14135
Chiffre d'affaires*	1384	1039	788	552	3763
Chiffre d'affaires à l'export *	313	200	76	18	607
Valeur ajoutée hors taxes*	344	237	234	220	1036

Champ: entreprises (y compris micro-entreprises et autoentrepreneurs) dont l'activité principale est non agricole et hors administrations publiques; les activités financières et assurances ne sont prises en compte.

■ Source: Insee, Ésane, Lifi 2011.

* En milliards d'euros.

1. *Combien y a-t-il d'entreprises en France en 2011 et sur quels critères sont définies les quatre catégories présentées?*
2. *Calculez la part des MIC et celle des GE dans le total des entreprises, et la part respective de leurs effectifs. Qu'en concluez-vous?*
3. *Calculez la part du chiffre d'affaires à l'export et de la valeur ajoutée de chaque catégorie d'entreprises dans le total. Que constatez-vous?*
4. *Calculez la part du chiffre d'affaires exporté dans le total du chiffre d'affaires pour chaque catégorie d'entreprise. Que constatez-vous?*

DÉFINITION

Entreprise: une unité économique, juridiquement autonome, dont le but est de produire des biens ou des services à destination de clients ou d'usagers.

À SAVOIR

Les catégories d'entreprises

MIC: < 10 salariés - Chiffre d'affaires annuel (CA) ou total de bilan ≤ 2 millions d'euros.
PME: < 250 personnes - CA ≤ 50 millions d'euros ou total de bilan ≤ 43 millions d'euros.
ETI: non - PME, entre 250 et 4999 salariés - CA ≤ 1,5 milliard d'euros ou total de bilan ≤ 2 milliards d'euros.
GE: toutes les autres.

Doc 3 Un exemple d'entreprise publique locale

« En France, l'organisation des services de distribution et d'exploitation d'eau potable, de la collecte et du traitement des eaux usées et pluviales relève de la compétence des communes et de leurs groupements. Les collectivités locales peuvent, soit confier la tâche de la gestion de leurs services des eaux à une compagnie privée spécialisée, soit l'assurer directement en régie.
Aujourd'hui, un quart du marché de l'eau est géré directement par les communes ou établissements publics intercommunaux, trois quarts du marché sont assurés par des sociétés privées.
La SEMERAP (Société d'Économie Mixte[1] pour l'Exploitation des Réseaux d'eau et d'Assainissement et la Protection de l'environnement) est née en 1975 dans le Puy-de-Dôme (63) de la volonté des élus locaux de développer une activité dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement totalement indépendante, transparente et maîtrisée, au service de l'intérêt général. »

■ Semerap.fr

1. Ce sont des sociétés anonymes (SA), créées par les collectivités locales (ou leurs groupements).

1. *Quel est le service produit dans cet exemple? Qui peut le produire?*
2. *Qu'est-ce qui différencie la SEMERAP d'une société privée?*
3. *Qu'est-ce qui peut justifier, selon vous, le fait que ce service soit assuré par une entreprise publique?*

Faire le point

Sélectionnez une entreprise de votre choix et caractérisez-la selon les critères de distinction étudiés.

B Quelle combinaison productive choisir ?

OBJECTIF • *Identifier les facteurs de production et leur combinaison possible*

Pour commencer

Doc 1 Du travail et du capital à l'origine de toute production

Usine Cycleurope, Machecoul (Loire-Atlantique).

Usine Planet'Fun, Périgny (Charente-Maritime).

1. *Listez sur chaque image tous les éléments nécessaires à la production de cette activité en distinguant les éléments du facteur Travail et ceux du facteur Capital*.*
2. *Choisissez une entreprise de votre choix et identifiez ses facteurs de production. Comparez avec d'autres élèves.*

* Distinguez le capital fixe, qui dure plus d'un an, du capital circulant, qui est détruit et/ou transformé lors de la production et varie avec celle-ci (aussi appelé consommations intermédiaires).

Doc 2 Facteurs de production et productivité

« Les [différents] facteurs de production peuvent contribuer plus ou moins intensément à la production. On désigne l'intensité de leur contribution par le concept de productivité. [...] Les entreprises demandent du travail et du capital en raison de leur productivité. Mais les facteurs de production ne sont pas gratuits. [...] Elles cherchent donc un certain équilibre entre coûts des facteurs et productivité. [...] Si, toutes choses étant égales par ailleurs, le coût du facteur augmente, l'équilibre entre coût et productivité est rompu et l'entreprise utilise moins de ce facteur, devenu moins profitable. »

■ Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, © Éditions du Seuil, 1992 « Points Économie », 2014.

1. *Que prend en considération une entreprise pour déterminer sa combinaison productive ?*
2. *Quels sont les éléments qui peuvent améliorer la productivité du facteur travail ? Celle du facteur capital ?*
3. *Si le prix d'un facteur augmente, quelle sera la conséquence sur le choix de combinaison productive ? Illustrez par un exemple.*
4. *Montrez par un exemple que la substitution entre facteurs de production n'est pas toujours possible.*

NOTIONS

Facteurs de production : le travail et le capital. **Le facteur travail** (les individus qui travaillent dans l'entreprise) est variable selon la qualification, l'efficacité... **Le facteur capital** (machines, bâtiments, etc.) est variable selon la qualité, le niveau technologique. Pour une production donnée, on peut avoir plusieurs **combinaisons productives**, utilisant plus de travail que de capital ou l'inverse (on parle alors de combinaison capitalistique).

Productivité : la productivité d'un facteur de production mesure son efficacité. Elle rapporte les quantités produites au facteur de production considéré, généralement le travail (productivité par tête ou productivité horaire).

EXERCICE Comparer des combinaisons productives

Une entreprise de fabrication de cycles en pleine croissance décide de produire une nouvelle série de vélos de route bon marché. Elle compte produire 5 000 vélos par mois. Elle a le choix entre les quatre sites d'implantation ci-dessous, chacun disposant d'une combinaison productive différente pour une production mensuelle de 5 000 unités.

	Quantité de capital (en unités)	Coût mensuel/ unité de capital en euros	Quantité de travail (en nombre de salariés)	Coût mensuel du travail par salarié en euros	Productivité du travail par tête	Coût total de la combinaison productive
Site A	20	2 000	200	1 300		
Site B	17	1 750	320	850		
Site C	12	1 150	480	590		
Site D	17	1 750	320	888		

1. Quel site à prfori pouyez-vous sans doute exclure en l'état ? Expliquez.
2. Reproduisez et complétez le tableau en réalisant les calculs adéquats.
3. Déterminez le site d'implantation de sa nouvelle production le plus rationnel pour l'entreprise.
4. Sur le site B, le travail enregistre des gains de productivité de 5 %. À production inchangée, le choix de combinaison productive précédent demeure-t-il le plus pertinent ? Réalisez les calculs nécessaires pour répondre à la question.
5. Les sites C et D connaissent les mêmes gains de productivité que le site B (+ 5 %). Cette évolution entraîne des hausses du coût du travail sur les sites B et C, respectivement 6 % et 7 %, suite à des revendications salariales (sur le site D, les salaires restent inchangés). Effectuez les calculs en tenant compte de ces changements et déterminez l'implantation la plus favorable.
6. Quels sont les éléments qu'une entreprise doit nécessairement prendre en considération lors du choix de sa combinaison productive ?

Doc 3 Repetto : le choix du facteur travail

« En prenant les rênes de la PME, [Jean-Marc Gaucher, actuel PDG] se fixe pour objectif de faire de Repetto une marque mondiale, développer des produits exclusifs en s'interdisant la copie et devenir leader sur le marché de la danse et du luxe.

"La réussite a dépassé nos désirs les plus fous", lâche Paul Gilles, directeur industriel de Repetto et du site de Saint-Médard-d'Excideuil[1], d'où sortent 400 000 à 450 000 paires de chaussures par an, contre moins de 10 000 au moment de son arrivée, en 2003. [...] La clé d'un tel succès ? La préservation d'un savoir-faire unique de fabrication, le cousu-retourné. Ce procédé consiste à coudre la semelle à l'envers avant de la retourner. La finition est manuelle et les contrôles pointilleux. Une paire de chaussures passe entre les mains de 8 à 10 personnes et demande en moyenne entre 45 minutes et 1 h 30 de travail. "J'ai coutume de dire que Repetto est un fabricant de gants pour les pieds", commente Paul Gilles. »

■ « La ballerine Repetto, l'autre perle du Périgord », © Corinne Caillaud, lefigaro.fr, 19 août 2013.

1. Commune de 600 habitants en Dordogne.

1. *Caractérisez la production des ballerines et chaussons de danse Repetto et sa combinaison productive.*
2. *Selon vous, pourquoi Repetto ne délocalise-t-elle pas sa production intensive en travail dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est moins cher ?*
3. *Une substitution capital/travail vous semble-t-elle possible dans cet exemple ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1. *À partir d'exemples, montrez que les critères de choix de la combinaison productive varient selon les lieux, les époques et selon le type de produit et/ou d'entreprise.*

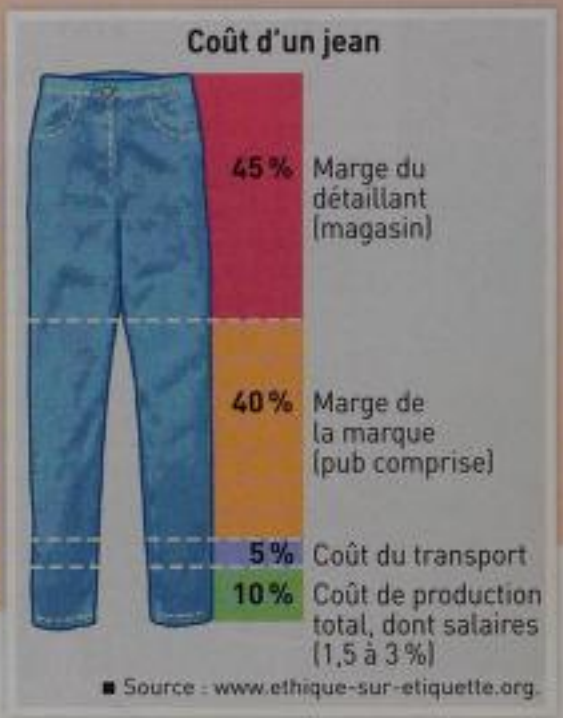
C Quel volume de production réaliser ?

OBJECTIF • *Calculer les niveaux de production pertinents d'une entreprise*

Pour commencer

Doc 1 Les différents coûts de l'entreprise

1. *Pour un jean au prix de 75 euros, calculez ce que représentent les coûts de production. Illustrez quels peuvent être ces coûts.*
2. *Cherchez à identifier pour cette production les coûts variables (qui varient avec les quantités produites) et les coûts fixes (ceux qui ne varient pas).*
3. *Vous êtes consultant « cost-killer », que proposez-vous à cette entreprise de confection de jeans comme solutions possibles de réduction de coûts ?*
4. *Si un jean coûte 75 euros, calculez la marge (totale).*



■ Source : www.ethique-sur-etiquette.org.

EXERCICE

Déterminer le seuil de rentabilité (point mort) d'une entreprise

Remarque : ce travail peut se réaliser à l'aide d'un tableur informatique.

- Un laboratoire pharmaceutique, Care & Pflege, produit des « traitements d'exception » pour lesquels ses coûts fixes sont élevés – 8 millions d'euros : dépenses de R & D pour mettre au point le produit, dépenses de publicité pour diffuser son produit auprès du milieu médical.
- Les coûts variables – 200 euros par boîte – recouvrent les coûts de reproduction, assez réduits, de la molécule du produit, le packaging, les seringues, leur conditionnement sous blister, le kit de désinfection, et les coûts de transport et de stockage pour un produit fragile qui doit être conservé entre 2 et 8 °C.
- Le prix de vente est de 1 000 euros la boîte de traitement mensuel de deux injections.
- Son volume de production va jusqu'à 16 000 boîtes.

1. À partir de quel volume de production l'entreprise commence-t-elle à réaliser des profits ?
a. Construisez un tableau avec en colonne les quantités de 0 à 16 (en milliers), et en ligne, les coûts fixes, les coûts variables, le coût total, la recette totale (ou chiffre d'affaires), en millions d'euros.
b. Représentez graphiquement ces données. Faites apparaître la zone de profit et déterminez le seuil de rentabilité (le volume à partir duquel l'entreprise réalise des profits). Expliquez ce que vous observez.
c. Retrouvez par le calcul ce seuil de rentabilité.

2. Calculez le coût fixe unitaire et le coût moyen.
a. Complétez le tableau précédent en ajoutant deux lignes pour calculer ces coûts.
b. Comparez-les entre eux et au prix de vente. Que constatez-vous ? Expliquez.

NOTIONS

Raisonnement à la marge : il s'intéresse à la valeur engendrée par la dernière unité considérée.

Recette marginale : recette de la dernière unité vendue : $Rm = R_{n+1} - R_n$.

Coût marginal : coût engendré par la dernière unité produite : $Cm = C_{n+1} - C_n$.

Doc 2 La loi des rendements décroissants

« Quand la population augmente, il faut mettre en cultures de nouvelles terres pour la nourrir [...]. Lesquelles sont moins productives que les anciennes, car les paysans ont évidemment préféré commencer par mettre en culture les meilleures terres, celles qui leur donnent le moins de travail. [...] Dans une entreprise, quand la production augmente, le coût marginal (celui de l'unité supplémentaire) commence par décroître [...]. Conséquence : le coût moyen diminue [...]. Vient un moment où le coût marginal commence à grimper : les heures supplémentaires coûtent plus cher, les lignes de production commencent à être saturées, les ingénieurs n'arrivent plus à trouver de nouveaux gains de productivité possibles, etc. Selon les néo-classiques, la loi des rendements décroissants[1] a donc une validité universelle et produire davantage finit toujours par coûter plus cher à l'unité [...]. »

■ « La loi des rendements décroissants », *Comprendre les économistes*, *Alternatives économiques*, hors-série Pratique n° 31, novembre 2007.

1. Selon la loi des rendements décroissants, lorsqu'on augmente un des facteurs de production, les autres restants fixes, le surplus de production lié à l'augmentation des quantités mises en œuvre de ce facteur, à partir d'un certain seuil, diminue. On parle de productivité marginale décroissante (de ce facteur).

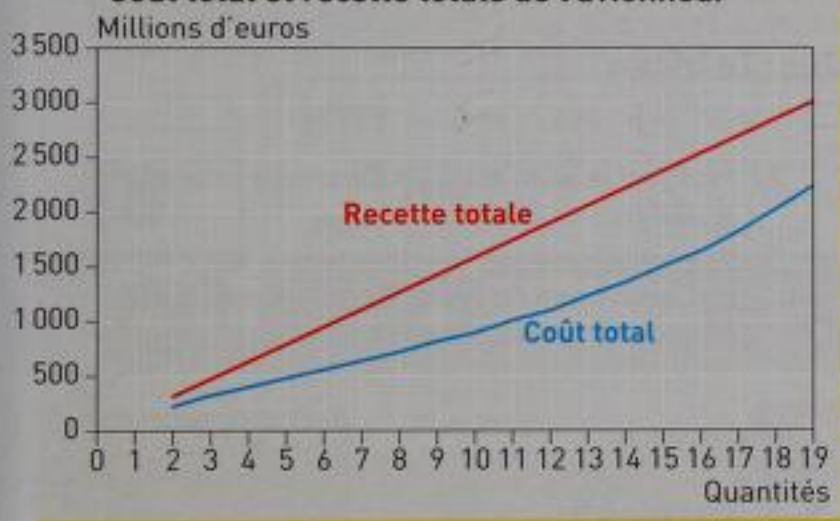
1. ***Expliquez la loi des rendements décroissants dans l'agriculture, concernant le facteur de production qu'est la terre.***
2. ***Montrez que cette loi peut être vraie pour l'exploitation pétrolière et pour un salon de coiffure (dans lequel on augmenterait indéfiniment le nombre de salariés à capital inchangé).***

EXERCICE Déterminer le volume de production pour maximiser le profit

Un avionneur reçoit d'une compagnie aérienne une commande de 19 gros-porteurs au prix de 158 millions d'euros l'unité. Le constructeur a-t-il intérêt à honorer toute la commande ?
L'évolution du coût total ci-dessous engendre les données graphiques suivantes.

QUANTITÉS PRODUITES	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
COÛT TOTAL*	222	312	398	480	560	640	722	808	898	996	1102	1218	1346	1488	1646	1820	2014	2228

* En millions d'euros



1. Où se situe la zone de profit dans le graphique ?
2. Calculez puis représentez sur un graphique les coûts moyens et marginaux unitaires en fonction des quantités produites ainsi que la recette moyenne (*cf.* fiche outil p. 344).
3. Pourquoi le coût moyen diminue/augmente-t-il quand le coût marginal lui est inférieur/supérieur ?
4. Pourquoi le producteur a-t-il intérêt à poursuivre sa production au-delà de l'égalité entre le coût moyen et le coût marginal ?
5. Faites apparaître le niveau de production pour lequel le profit est maximal (au-delà de CM = Cm). Justifiez votre réponse. Montrez graphiquement sur les courbes, qu'à ce niveau, le profit est maximal.
6. **Conclusion :** L'avionneur a-t-il intérêt à accéder à la totalité de la commande pour maximiser son profit ?

Faire le point

Reliez les éléments de la colonne de gauche à ceux de la colonne de droite.

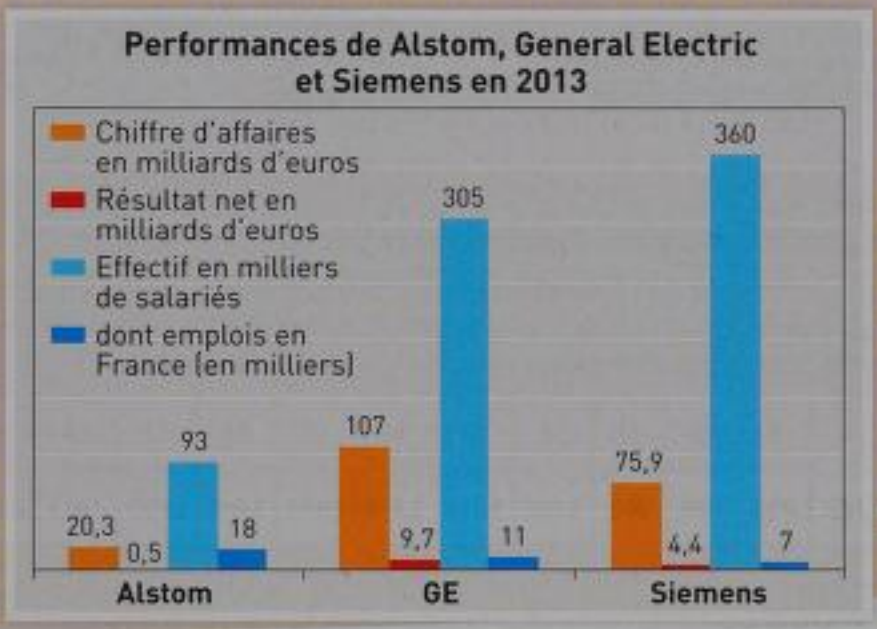
1. Seuil de rentabilité ou point mort	a. Recette totale – coût total
2. Maximisation du profit	b. Recette totale > coût total
3. Rendements décroissants	c. La baisse du coût moyen
4. Bénéfice	d. Coût total = recette totale
5. Coût total unitaire	e. Coûts fixes + coûts variables
6. Coût marginal	f. Coût de la dernière unité produite
7. Productivité marginale	g. Coût marginal > coût moyen
8. Productivité marginale décroissante	h. Coût marginal = prix de vente
9. Profit	i. Production de n +1 facteurs – production de n facteurs
10. Répartition des coûts fixes sur une plus grande échelle de production	j. Surcroît de production de plus en plus petit

D Le suivi de l'activité et des résultats de l'entreprise

OBJECTIF • *Comprendre l'utilité des documents comptables*

Pour commencer

Doc 1 Connaître les performances de l'entreprise : pour qui, pour quoi ?



1. *Vous voulez acheter des actions en bourse : laquelle des trois entreprises préféreriez-vous à priori ? Justifiez votre choix.*
2. *Outre les actionnaires, quels acteurs économiques ont aussi besoin d'informations économiques et financières sur une entreprise ?*
3. *Quelles peuvent être les informations utiles pour juger de la performance d'une entreprise ?*

■ Sources : romandie.com et boursorama.com

Doc 2 Des documents comptables utiles : le bilan

A. Mesurer le patrimoine

« Le bilan en tant que description et estimation du patrimoine de l'entreprise répond aux exigences des apporteurs de capitaux. N'est-il pas, avec ses nombreuses limites bien sûr, un inventaire des droits (actifs) et des obligations (dettes) de l'entreprise ? Ne permet-il pas, en faisant la différence entre la valeur des actifs et celle des dettes de connaître la valeur de l'actif net (encore appelé situation nette ou capitaux propres) : Actif net = Actif – Dettes, c'est-à-dire de l'investissement des actionnaires de l'entreprise ? [...] »

■ Bernard Colasse, *Les Fondements de la comptabilité*, La Découverte, « Repères », 2012.

B. Comment se présente un bilan ?

ACTIF[1]	PASSIF[2]
Actif immobilisé[3]	Capitaux propres
Actif circulant	Dettes
Total Actif =	Total Passif

1. Actifs à financer.
2. Moyens de financement.
3. L'actif immobilisé est ce que possède l'entreprise pour produire, sur le long terme (brevets, équipements, locaux...) et qui n'est pas détruit au cours du cycle de production. À l'inverse, l'actif circulant varie au cours du cycle de production (consommations intermédiaires, stock de produits, créances de clients...).

1. *Pourquoi le bilan est-il un document utile aux apporteurs de capitaux ?*
2. *Dans quelle colonne se situe ce que doit l'entreprise aux apporteurs (et /ou prêteurs) de capitaux ? Ce que possède l'entreprise ?*

EXERCICE

Classer des éléments dans un bilan

Dans quelle colonne (Actif ou Passif) classeriez-vous les éléments suivants ?

a. Un brevet **b.** Un atelier **c.** Des matières premières **d.** Une dette à un fournisseur payable dans 60 jours **e.** Un emprunt à une banque pour l'achat d'un local **f.** Le bénéfice de l'année précédente **g.** La créance que vous avez faite à votre client pour l'achat de produits qu'il vous remboursera ultérieurement **h.** L'argent liquide dont vous disposez dans votre magasin **i.** 2 000 euros en banque **j.** L'épargne personnelle apportée par le propriétaire pour démarrer l'entreprise **k.** Des actions d'une autre entreprise détenue par cette entreprise

Doc 3 Des documents comptables utiles : le compte de résultat

A. Mesurer la variation du patrimoine

« Le résultat n'est autre chose que la variation de la valeur du patrimoine au cours d'une période [...]. Il intéresse évidemment directement [les actionnaires] puisqu'il conditionne juridiquement les distributions de dividendes qui leur sont faites. [...] Le compte de résultat n'est pas non plus sans intérêt pour les prêteurs qu'il renseigne aussi sur la capacité de remboursement de l'entreprise. Une entreprise qui fait des bénéfices est à priori plus apte à rembourser ses dettes que celle qui n'en fait pas.

Généralement, le compte est présenté sous la forme d'un tableau à deux colonnes : du côté gauche, les charges, du côté droit, les produits. »

■ Bernard Colasse, *Les Fondements de la comptabilité*, La Découverte, « Repères », 2012.

B. Comment se présente un compte de résultat ?

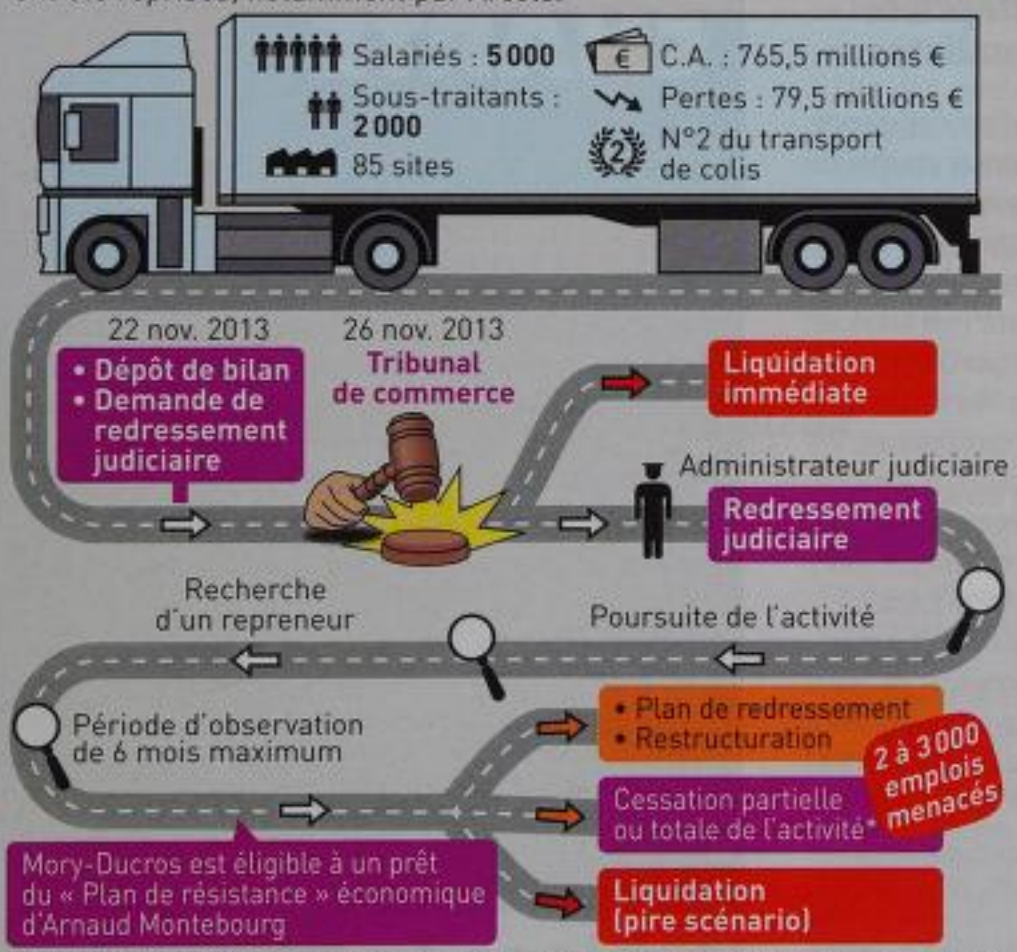
CHARGES (OU EMPLOIS)	PRODUITS (OU RESSOURCES)
Charges d'exploitation (liées à la production)	Produits d'exploitation (ventes ou chiffres d'affaires)
Charges financières	Produits financiers
Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
= Total des charges	**= Total des produits**
Résultat net (si bénéfices)	Résultat net (si pertes)
Total Emplois = Total Ressources	

1. *En quoi le compte de résultat fournit-il des informations utiles aux actionnaires et aux prêteurs de l'entreprise ?*
2. *Quel autre nom donne-t-on aux charges en économie ?*
3. *Pourquoi, si l'entreprise réalise des bénéfices, le résultat net est-il placé dans la colonne des charges, et en produits s'il s'agit de pertes ?*

Doc 4 Le processus du dépôt de bilan

Dépôt de bilan pour Mory-Ducros

Mory-Ducros était une entreprise française de transport et de logistique. Suite au redressement judiciaire, les différentes activités de l'entreprise ont été reprises, notamment par Arcole.



*On pourrait parler de cessation partielle ou totale d'activité, comme situations intermédiaires possibles entre la continuation par l'entreprise et la liquidation judiciaire.

■ Source : AFP- Thomas Samson.

1. *Que signifie « déposer le bilan » pour vous ?*
2. *À quoi voit-on que l'entreprise Mory-Ducros a rencontré des difficultés qui l'ont contrainte à déposer le bilan ?*
3. *Retracez les différentes étapes qui suivent le dépôt de bilan et les issues possibles à celui-ci.*
4. *Quelles sont les conséquences possibles de la défaillance d'une entreprise ?*

Prépa Bac

Rédiger une séquence argumentative

Rédigez un paragraphe qui justifie l'importance de la publication des deux documents comptables que sont le bilan et le compte de résultat, en distinguant leurs spécificités.

TD1 Les entreprises de l'économie sociale

✔ **Objectif**
Étudier des entreprises non capitalistes.

✔ **Démarche**
Traiter des informations pour présenter une notion.

Définir et cerner la notion

1. Quelles sont les spécificités des mutuelles et coopératives par rapport aux entreprises capitalistes ? (**doc. 1** et **3**)

2. L'économie sociale bannit-elle la réalisation de profit (**doc. 1**) ? Justifiez.

Mesurer son importance en France

3. Quelle est l'importance de l'économie sociale et solidaire (ESS) (**doc. 2**) ?

Illustrer

4. Citez des noms de mutuelles et de coopératives et leur secteur d'activité respectif (**doc. 1** et **3**).

5. Après avoir décrit l'activité de Biocoop, expliquez en quoi elle se distingue des entreprises non issues de l'ESS (**doc. 3** et le site biocoop.fr).

Doc 1 L'originalité des entreprises coopératives et mutualistes

« Les coopératives et les mutuelles ont des règles originales de fonctionnement. Elles engagent leurs nombreux sociétaires dans leur vie démocratique. [...] Toutes les expressions sont reconnues sur la base du principe d'une personne, une voix ce qui garantit l'équilibre des pouvoirs et le respect de tous. Ces spécificités fondamentales sont généralement mal connues voire ignorées. Pourtant, les enseignes correspondantes sont réputées : parmi les mutuelles d'assurance, la Macif, la Maif, la Matmut, Groupama ; [...] parmi les banques coopératives, les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne, le Crédit Agricole, le Crédit Coopératif, le Crédit Mutuel. Ce ne sont que quelques exemples tant elles constituent un large éventail par leurs nombreux secteurs d'activité et la variété de taille [...].
Les entreprises coopératives et mutualistes sont des entreprises* : en clair, elles s'inscrivent dans l'économie de marché concurrentielle tout en entendant mettre en œuvre leurs objectifs propres de développement durable et de responsabilité sociale dont leur gouvernement est un outil. »

■ Rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », présidé par Étienne Pflilmin, janvier 2006.

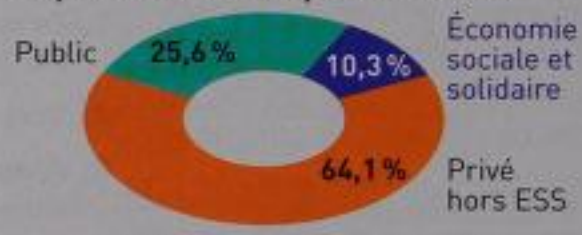
* À la différence des entreprises capitalistes, les entreprises de l'Économie sociale et solidaire (ESS) encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis.

Doc 2 L'Économie sociale et solidaire en France en 2012

Chiffres clés

10,3 % de l'emploi français
13,9 % de l'emploi privé
2,3 millions de salariés
222 900 établissements employeurs
56,4 milliards d'euros de rémunérations brutes versées

Répartition de l'emploi en France



■ Source : *Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions*, CNCRES, édition 2012.

Doc 3 Un projet coopératif

TD2

Suivre l'activité de l'entreprise et mesurer sa performance

Objectifs

✔ Construire un bilan et un compte de résultat.

✔ **Démarche**
Traiter et transformer des informations.

Connaître ce que possède l'entreprise

1. Quel est le montant des fonds nécessaires de début d'activité ? Comment se les procurer (**doc. 1**) ?

2. Détaillez et complétez l'actif du bilan de l'entreprise au 1er janvier de l'année (**doc. 1A** et **2A**).

Suivre son activité

3. Répertorier les différentes opérations qui correspondent à des charges et celles qui correspondent à des produits, pour l'entreprise durant le premier mois d'activité (**doc. 1B**).

4. Faites la somme de ce qui sera encaissé, et de ce qui sera décaissé, effectivement, au cours de la période.

5. Dressez le compte de résultat du premier mois d'activité (**doc. 2B**), ainsi que le bilan de fin de période au 1er février.

Analyser les résultats

6. L'activité de l'entreprise est-elle bénéficiaire dès le premier mois ?

7. Le total de son bilan a-t-il varié à l'issue de la période ? Pourquoi ?

Doc 1 Entreprendre, une aventure

A. Des capitaux et des dépenses au départ

• Deux jeunes gens décident de créer une SARL de personnalisation de casques de moto, par des designs qu'ils conçoivent informatiquement et réalisent ensuite sur les casques des clients.

• Pour débuter leur activité, ils doivent acquérir l'équipement suivant :

– un logiciel de conception, spécifique, au prix de 1 500 € ;

– 2 ordinateurs à 2 200 €/pièce ;

– des équipements divers (périphériques, imprimante laser, pistolets de peinture...) pour 870 €.

– mobilier (chaises, tables, étagères...) : 1 200 €.

– matières premières (peintures et vernis de diverses couleurs et qualités, papier de protection...) : 350 €.

Il leur faut également un peu de liquidités disponibles (= la Trésorerie) dont 2 500 € en banque et 530 € en caisse.

• Chacun peut apporter un capital de départ de 3 500 €.

B. Premiers résultats

• Au cours du premier mois, la SARL procède aux opérations suivantes :

– Elle utilise pour 400 € de matières premières et en achète pour 250 € à ses fournisseurs qui lui font crédit (payables dans 45 jours), elle vend 15 réalisations sur casques (fournis par les clients) à 350 € l'unité, tout est payé par chèque au comptant, sauf une réalisation, en liquide. Elle a pour 650 € de frais généraux (loyer, connexion internet, électricité, assurance...) payés par virements et chèques dans le mois.

– Elle doit rembourser des intérêts sur son emprunt, soit 200 €, par virement.

– Les deux jeunes gens vont se verser des salaires au niveau du SMIC (qui correspond à 1 445 € bruts), exonérés de charges patronales pendant leur première année d'exercice (pas d'impôts non plus la première année).

Doc 2 Documents comptables à compléter

A. Bilan au 1er janvier, en euros

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations		**Fonds propres**	7 000
• incorporelles : logiciel...			
• corporelles dont			
– ordinateurs...			
– équipements...			
– mobilier...			
Actif circulant		**Dettes ...**	
• stock matières premières...			
• Trésorerie ou disponibilités			
Banque...			
Caisse...			
Total actif...		**Total passif**	11 350

B. Compte de résultat au 1er février, en euros

EMPLOIS		RESSOURCES	
Charges d'exploitation		**Produits d'exploitation**	
• Achats de matières premières...		• Ventes...	
• Variations de stocks de matières premières...			
• Salaires bruts...			
• Charges patronales...			
• Frais généraux...			
Charges financières...		**Produits financiers ...**	
Charges exceptionnelles...		**Produits exceptionnels**	
Total des charges...		Total des produits	5 250
Résultat bénéfice...		Résultat perte...	
Total général	5 250	**Total général...**	

Synthèse

La production dans l'entreprise

NOTIONS

Coûts : Coût total = coûts fixes + coûts variables (ou coût unitaire x quantités).

Coût moyen = coût total/quantités produites.

Coût marginal : coût de la dernière unité produite = coût total de n +1 unités – coût total de n unités.

Facteurs de production : éléments constitutifs du processus de production qui sont combinés en vue de produire des biens et des services. On distingue le facteur travail (les individus) du facteur capital (locaux, équipements, machines, outils...). Ces facteurs sont hétérogènes.

Loi des rendements décroissants : à niveau de technologie donnée, augmenter la quantité d'un facteur de production, l'autre restant fixe, réduit, à partir d'un certain seuil, l'efficacité marginale de ce facteur.

Productivité : mesure de l'efficacité d'un facteur de production (quantités produites/quantités de facteurs mises en œuvre). On mesure généralement la productivité du travail par tête (quantités produites/effectif) ou horaire (quantités produites/nombre total d'heures travaillées).

Recettes : Recette totale = prix x quantités vendues, aussi nommée chiffre d'affaires.

Recette marginale : recette de la dernière unité vendue = recette totale de n + 1 produits vendus - recette totale de n produits vendus.

Recette moyenne = recette totale/nombre de produits vendus.

Comment l'entreprise produit-elle ?

A. La diversité des entreprises

pp. 48-49

- Les entreprises ont pour vocation de **produire des biens et des services** en vue de les vendre sur un marché. Elles connaissent une **grande diversité** :
  - de **produits**, qui les rangent en secteurs d'activité (primaire, secondaire, tertiaire) ;
  - de **taille**, de la micro à la grande entreprise en passant par les PME et ETI en fonction du nombre de salariés, du chiffre d'affaires et/ou du total du bilan ;
  - de **statuts juridiques** : sociétés (SARL, SA...) ou non ; statut privé/public ;
  - d'**objectif principal**, entre maximisation du profit, pour les entreprises capitalistes, ou satisfaction de l'intérêt collectif et solidarité des membres qui la composent, pour les entreprises de l'économie sociale, comme les mutuelles et coopératives.

B. Quelle combinaison productive choisir ?

pp. 50-51

- Toute entreprise combine des facteurs de production – le **travail** et le **capital** – de qualités différentes et dans des proportions le plus souvent variables.

- La **combinaison productive** est plus ou moins capitalistique, selon qu'elle est intensive en capital ou non, en fonction des coûts relatifs des facteurs et de leur productivité respective. Le type de produit, la taille de l'entreprise, le lieu, l'époque influent sur le choix de la combinaison productive et/ou le prix, la qualité et l'efficacité des facteurs.

C. Quel volume de production réaliser ?

pp. 52-53

- L'entreprise recherche la combinaison productive la moins coûteuse pour une efficacité donnée. Elle veut être rentable : sa recette totale doit être supérieure au coût total. Plus les coûts fixes sont importants, plus l'entreprise a intérêt à poursuivre sa production ; cela baisse son coût moyen en répartissant ces derniers sur une plus grande échelle de production.

- Le **coût variable** évolue proportionnellement aux quantités produites. Quand la recette totale égalise le coût total, l'entreprise atteint le **seuil de rentabilité**, niveau de production à partir duquel elle réalise des profits.

- Le coût marginal est le coût de la dernière unité produite. Tant qu'il est inférieur au coût moyen, chaque unité supplémentaire produite baisse le coût moyen. Quand il devient supérieur au coût moyen, chaque unité supplémentaire produite accroît le coût moyen. Les rendements deviennent décroissants.

- La loi des rendements décroissants stipule qu'à niveau de technologie donnée, si on augmente la quantité d'un facteur de production, l'autre restant fixe, l'efficacité marginale de ce facteur (la productivité de chaque unité supplémentaire de ce facteur mise en œuvre) devient décroissante à partir d'un certain niveau de production, notamment par des effets d'encombrements, de saturation, par exemple. Dans ce cas, produire toujours plus n'est pas la solution d'un profit toujours plus important.

- En situation de rendements décroissants, l'entreprise maximise son profit quand le coût marginal égalise le prix de vente (ou la recette marginale ou la recette moyenne ; quand le prix est fixe, donné par le marché, elles s'égalisent). À ce niveau de production, l'écart entre le coût moyen et le prix de vente, qui représente le profit, est à son maximum.

D. Le suivi de l'activité et des résultats de l'entreprise ► pp. 54-55

• Des **documents comptables**, en double partie, fournissent des informations sur l'activité de l'entreprise et ses résultats. Ils sont utiles à toutes les parties prenantes de l'entreprise : les dirigeants pour prendre leurs décisions, les actionnaires qui apportent les capitaux, les salariés qui ont un droit de regard, mais aussi les banques et autres prêteurs, les fournisseurs, les clients et l'État qui prélève impôts et cotisations sociales.

• Le **bilan de l'entreprise** fournit une vision du patrimoine de l'entreprise. Il distingue :
– l'actif : tout ce que possède l'entreprise (des immobilisations incorporelles, corporelles et financières, jusqu'aux liquidités en banque et de caisse en passant par les stocks et crédits aux clients)
– le passif : ce qu'elle doit, à tous les acteurs qui lui ont apporté des capitaux, en premier lieu les actionnaires, propriétaires de l'entreprise par leurs fonds propres, et les banques auprès de qui elle s'endette.

• Le **compte de résultat** relate toutes les opérations de l'entreprise au cours d'une période, en termes de charges (ce qui lui coûte en termes d'exploitation, d'opérations financières et d'éléments exceptionnels) et de produits (ses gains, notamment des ventes). Le résultat de l'entreprise apparaît comme le **solde entre charges et produits**. Le bénéfice apparaît dans les charges, les pertes dans les produits, ceci afin d'équilibrer les deux parties du compte de résultat. Le bilan doit aussi systématiquement être équilibré.

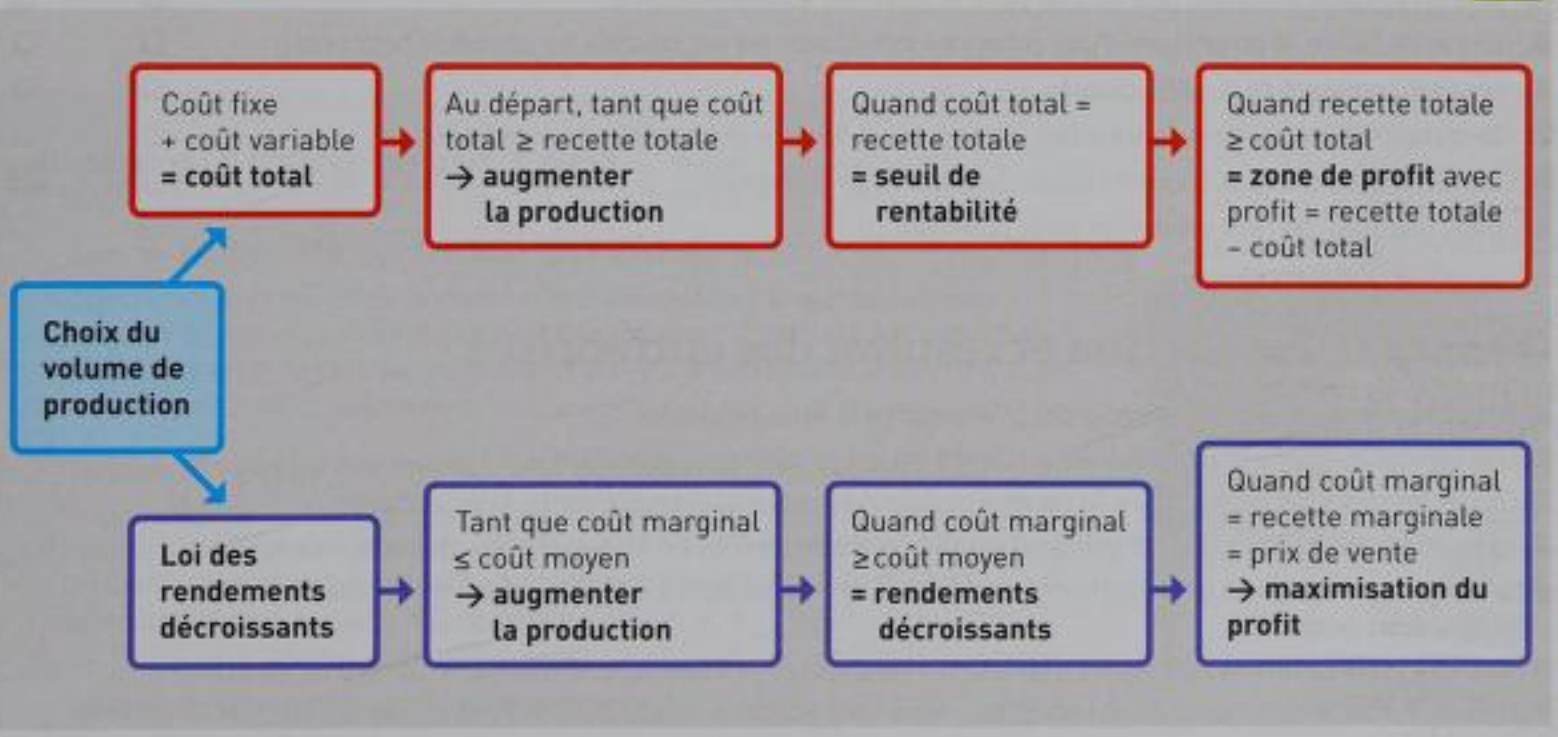
• Quand une entreprise fait **faillite**, on dit qu'elle **dépose le bilan**. Elle ne peut plus faire face à ses charges. Une procédure judiciaire est engagée et aboutit soit à un redressement, avec ou sans reprise (partielle ou totale), soit à une liquidation judiciaire qui signe la disparition de l'entreprise comme entité juridique.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions de **productivité**, de **facteurs de production** et **loi de rendements décroissants** sont utiles en Terminale pour l'étude de la **croissance**.

La notion de **coûts** sera réexploitée avec la notion de **compétitivité** dans le thème sur les **échanges internationaux**.

Schéma de synthèse



1. Détaillez le raisonnement qui permet d'affirmer que les rendements deviennent décroissants quand le coût marginal est supérieur au coût moyen.
2. Expliquez pourquoi quand les coûts fixes sont importants, la hausse de la production permet d'accroître le profit.
3. En situation de rendements décroissants, produire toujours plus maximise-t-il le profit ? Expliquez.

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Des coûts au profit

● Complétez le texte ci-dessous avec les notions suivantes (qui peuvent être utilisées plusieurs fois) :

1. coût total* ● *2. coût moyen* ● *3. coût marginal* ● *4. coût(s) fixe(s)* ● *5. coût variable* ● *6. prix de vente* ● *7. recette totale* ● *8. recette marginale* ● *9. inférieur* ● *10. supérieur* ● *11. seuil de rentabilité* ● *12. profit

Une entreprise qui a pour objectif premier la maximisation du profit, choisit son volume de production en fonction du ..... [a] ..... et du coût marginal. Elle produira tant que le coût marginal est ..... [b] ..... au ..... [c] ..... . Son profit est maximal quand le ..... [d] ..... égalise le ..... [e] ..... , ou la ..... [f] ..... . À ce niveau, l'écart entre ..... [g] ..... et ..... [h] ..... est le plus élevé : son ..... [i] ..... est maximisé.

Le profit total se calcule en déduisant de la ..... [j] ..... , le ..... [k] ..... . L'entreprise commence à être rentable quand sa ..... [l] ..... égalise le ..... [m] ..... . Ce niveau de production se nomme point mort ou ..... [n] ..... . Plus les ..... [o] ..... sont élevés, plus l'entreprise a intérêt à produire à grande échelle, pour réduire le ..... [p] ..... . Le ..... [q] ..... , lui, croît en proportion des quantités produites.

Tant que le ..... [r] ..... est inférieur au coût moyen, chaque unité supplémentaire produite réduit le ..... [s] ..... . Le ..... [t] ..... coupe le ..... [u] ..... en son minimum. Au-delà de ce point, le coût marginal devient ..... [v] ..... au coût moyen. Toute unité supplémentaire produite ayant un coût supérieur au ..... [w] ..... , elle fait augmenter ce dernier.

Exercice 2 La diversité des entreprises

● Répondez par vrai ou faux à chaque affirmation.

		Vrai	Faux
1.	Les mutuelles ont pour objectif la maximisation du profit.	❑	❑
2.	Les coopératives ne font pas de profit.	❑	❑
3.	Les entreprises de l'économie sociale obéissent au principe d'un homme une voix.	❑	❑
4.	Plus on possède d'actions, plus on a de pouvoir dans une société anonyme.	❑	❑
5.	En cas de faillite, le propriétaire d'une entreprise individuelle est responsable sur ses biens personnels.	❑	❑
6.	Les PME comptent de 0 à 499 salariés.	❑	❑
7.	Le secteur « finance et assurance » regroupe un grand nombre de mutuelles et coopératives.	❑	❑
8.	Les artisans sont le plus souvent classés dans les micro-entreprises.	❑	❑
9.	Dans une SARL, on peut vendre ses parts librement.	❑	❑

Exercice 3 Production et résultat des entreprises

● Choisissez la fin de phrase correcte dans l'alternative **a.** ou **b.** proposée :

1. Une combinaison productive intensive en capital est **a.** capitaliste/**b.** capitalistique.
2. Diviser les quantités produites par le nombre de salariés mesure **a.** la production/**b.** la productivité.
3. Une combinaison productive qui utilise un grand nombre de salariés est intensive **a.** en capital/**b.** en travail.
4. Quand une entreprise ne peut plus honorer ses dettes, une **a.** procédure judiciaire est ouverte/**b.** une liquidation judiciaire est prononcée.
5. Pour connaître comment l'entreprise a obtenu ses bénéfices, il faut étudier **a.** le bilan/**b.** le compte de résultat.
6. Pour connaître le patrimoine d'une entreprise, mieux vaut étudier **a.** son bilan/**b.** son compte de résultat.
7. Pour maximiser son profit, le producteur doit égaliser le prix de vente avec **a.** le coût moyen/**b.** le coût marginal.
8. Quand le coût marginal devient supérieur au coût moyen, ce dernier **a.** s'accroît/**b.** baisse.
9. Une entreprise qui a pour objectif principal la maximisation du profit est une entreprise **a.** capitaliste/**b.** capitalistique.

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

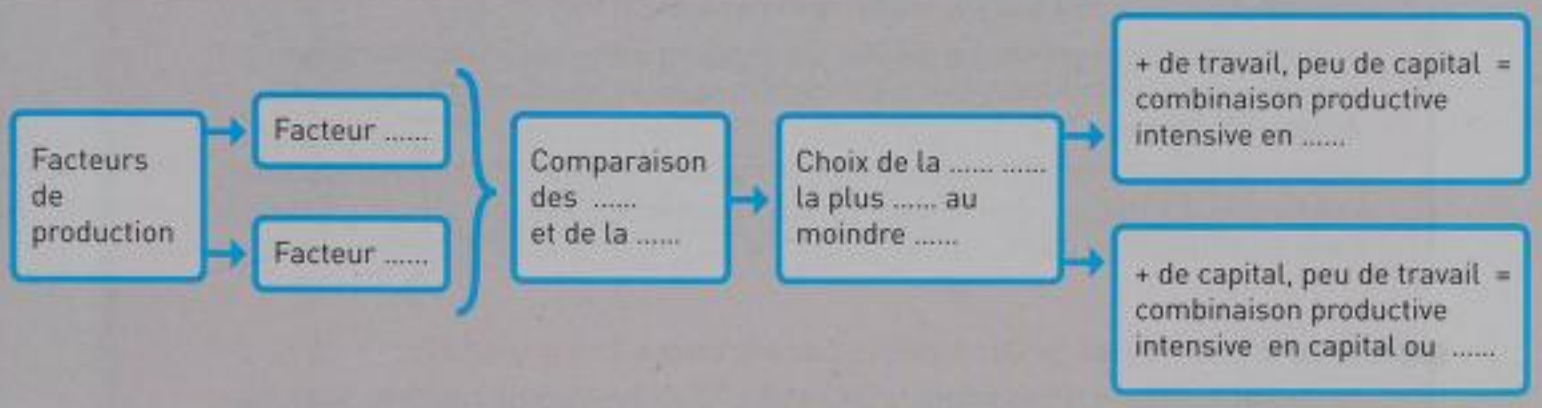
Exercice 4 Coût du travail et productivité

	Coût du travail en €/mois	Productivité horaire
Pays 1	400	20
Pays 2	1 300	80

1. Entrepreneur, dans quel pays préféreriez-vous, compte tenu des données du tableau, installer votre production, toutes choses égales par ailleurs ? Justifiez votre réponse.
2. Sachant maintenant que, par mois, les salariés du pays 1 travaillent 48 heures par semaine et les salariés du pays 2, 37 heures par semaine, faites-vous toujours le même choix ?
3. Qu'en conclure : le coût du travail est-il le seul critère déterminant ?

Exercice 5 Choisir une combinaison productive

1. Recopiez puis complétez le mécanisme suivant.



2. À quel type de combinaison productive correspond :
   a. une centrale nucléaire ? • b. un atelier textile au Bengladesh ? • c. la SNCF ? • d. un bureau de tabac ?
3. Justifiez vos choix et celui de ces entreprises d'avoir opté pour ce type de combinaison productive.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Émile Zola, *Au bonheur des dames,* 1883.

Comment naît et grandit un nouveau type d'entreprise commerciale, le grand magasin. Le roman s'inspire du premier grand magasin parisien, le Bon marché. Il décrit notamment ses innovations commerciales et ses relations avec les petits commerces alentours.

Voir ★ *Ma petite entreprise,* film de Pierre Jolivet, 1999.

Ivan se démène pour faire tourner sa petite entreprise de menuiserie. Mais un jour, l'atelier est ravagé par un incendie. Machines, réserve de bois, contrats urgents, tout part en fumée... Les assurances sont là pour ça ? C'est ce que pense Ivan, mais il va découvrir que le courtier qui assure tout le quartier est un escroc...

Surfer ★ *www.entrepriseetdecouverte.fr*

Ce site présente toutes les entreprises que l'on peut visiter en France, par région, par type d'entreprises et d'activité dans le cadre de l'ADEVE (Agence de développement de la visite d'entreprise).

Méthode BAC

Présenter et exploiter un document statistique

Épreuve composée partie 2

Point Méthode 2 ► Voir aussi Fiches outils p. 336 et p. 340.

- Ce travail doit se réaliser en deux temps, présentation du document puis réponse à la question.

ÉTAPE 1 Présenter et lire le document statistique

a. Il faut d'abord répondre à ces **cinq questions** : Qu'est-ce qui est mesuré ? Comment ? Quand ? Où ? Par qui ?

Dans certaines situations ce qui est mesuré renvoie à une notion qui doit être maîtrisée par l'élève (productivité horaire du travail dans l'exemple 1 et PIB).

b. Puis **vérifier la compréhension** de la lecture en faisant une ou plusieurs phrases selon le nombre de mesures réalisées dans le document en reprenant les informations recueillies à l'étape précédente.

→ *Exemple 1 : de 2010 à 2011, la productivité du travail a augmenté de 10,1 % en République tchèque alors que dans le même temps le PIB augmentait de 9,9 % et que le nombre d'heures travaillées diminuait de 0,2 %*

ÉTAPE 2 Analyser le document pour répondre à la question

a. Il s'agit de dégager les **informations principales** (tendance générale, moyenne, majorité, exception ou particularité majeure, relation de causalité…), en particulier celles demandées dans la question (les causes de la variation de la productivité dans l'exemple 1).

→ *Exemple 1 : il faut établir une relation entre la variation de la productivité et les variations du PIB et du nombre d'heures travaillées (les notes et légendes fournies avec le document sont souvent utiles).*

b. Il faut toujours illustrer les informations fournies par des données chiffrées.

Attention, ce type de travail ne demande qu'une capacité de lecture d'un document et il ne s'agit nullement de rechercher dans vos connaissances des explications au(x) phénomène(s) observé(s).

Application

Partie 2 de l'épreuve composée ► p. 63

Exemple 1

1. *Répondez aux cinq questions de l'étape 1a et définissez les notions abordées dans le graphique.*
2. *Formulez une phrase avec les données du Japon sur le modèle de l'étape 1b.*
3. *Formulez la relation entre la variation de la productivité et les variations du PIB et celles du nombre d'heures travaillées suite aux observations faites lors de la lecture du graphique.*
4. *Choisissez des exemples (ou moins deux) qui illustrent la relation mise en évidence.*

Exemple 2

1. *Faites une phrase pour chacune des deux valeurs entourées.*
2. *Quel est le secteur d'activités qui emploie le plus ? Illustrez par des données chiffrées.*

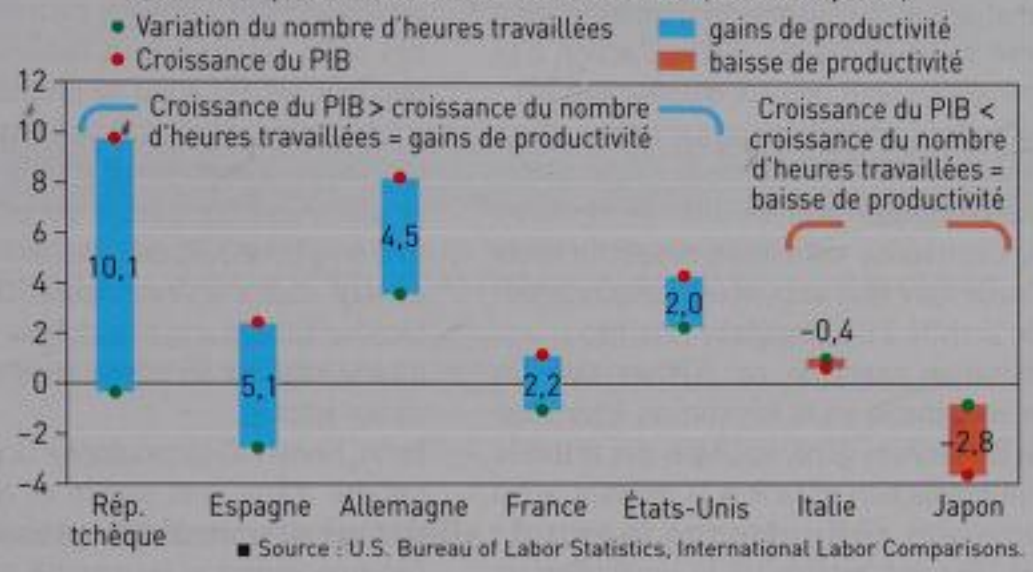
Épreuve composée

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Exemple 1

Vous présenterez le document puis vous expliquerez les causes des variations de la productivité du travail qu'il met en évidence.

Évolution annuelle de la productivité, du PIB et du nombre d'heures travaillées, dans le secteur manufacturier (2010-2011, en %)

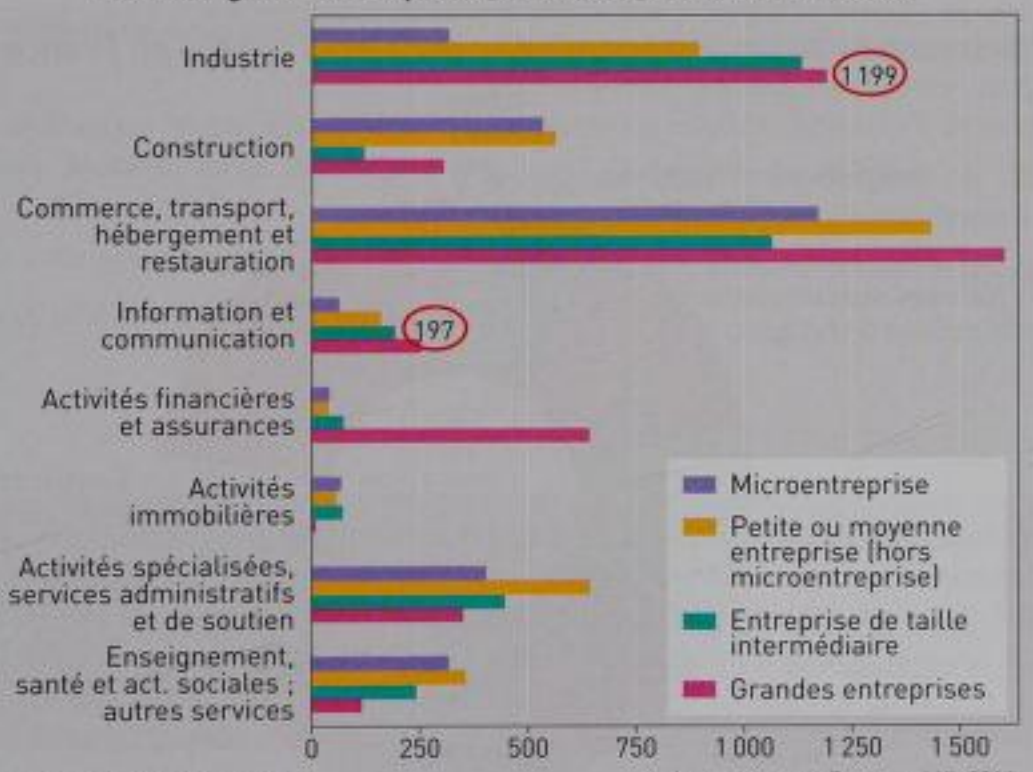


■ Source : U.S. Bureau of Labor Statistics, International Labor Comparisons.

Exemple 2

Vous présenterez le document puis vous caractériserez les secteurs d'activités qui emploient le plus de salariés.

Effectif salarié selon le secteur d'activité et la catégorie d'entreprise*, en France, en 2011 en milliers



*Hors autoentrepreneurs.

■ Source : Insee, Esane et Lifi, 2011.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

BAC blanc

Dissertation

SUJET En quoi l'externalisation peut-elle être une source de profit accru pour l'entreprise ?

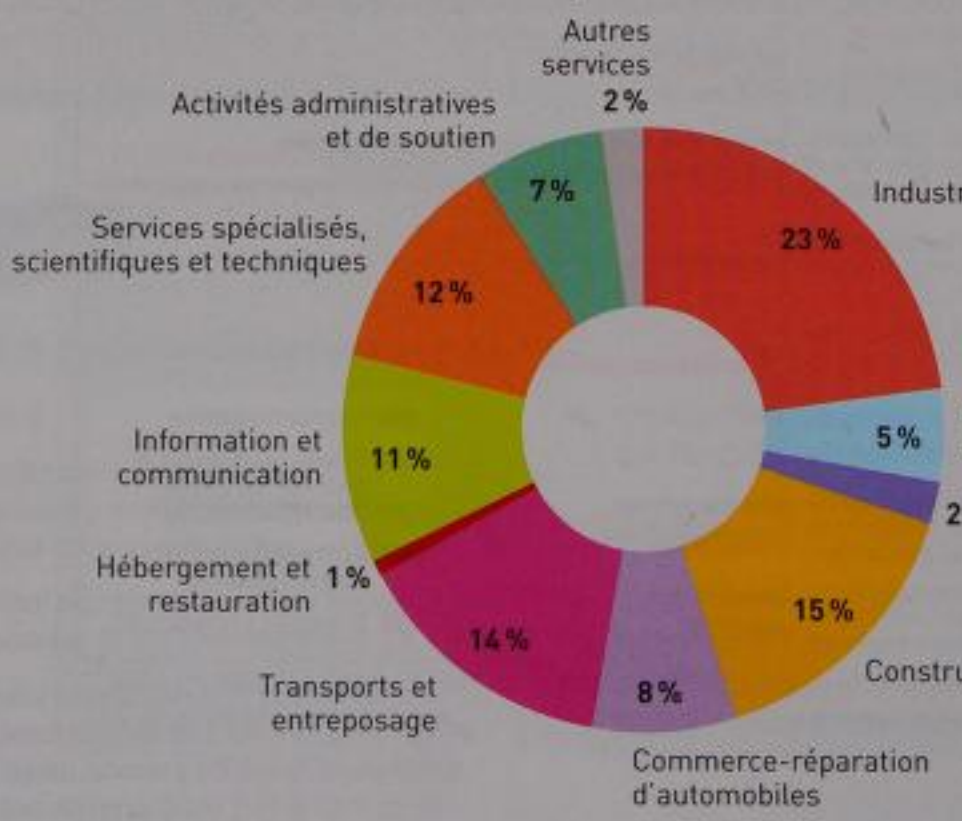
Doc 1

« L'externalisation (ou *outsourcing*) consiste, pour l'entreprise, à restreindre son champ d'action, à se concentrer sur un petit nombre d'opérations [...].
L'externalisation peut prendre la forme d'une simple sous-traitance consistant à confier à des prestataires externes la réalisation de certaines activités. L'entreprise est placée devant le choix de faire ou de faire faire et préfère confier une partie de son activité à un partenaire externe.
L'externalisation concerne en premier lieu les fonctions informatiques et logistiques, l'administration et les services généraux. Mais des activités comme la production et la R & D peuvent aussi être externalisées.
Adidas et Nike ont externalisé la production de leurs produits (chaussures, vêtements...) qu'ils ont confiée à des sous-traitants du Sud-Est asiatique dont les coûts salariaux sont plus faibles.
[...] L'externalisation vise à réduire les coûts en confiant certaines opérations à des prestataires extérieurs. Ces derniers peuvent s'appuyer sur des coûts salariaux plus faibles. Leur spécialisation leur permet aussi de profiter des économies d'échelle et de l'effet d'expérience. L'externalisation est aussi le moyen d'accroître la performance et d'améliorer la qualité du produit ou du service en s'adressant aux meilleurs spécialistes du marché. Grâce à l'externalisation, l'entreprise se focalise sur son cœur de métier et les opérations qu'elle maîtrise le mieux ou qui sont source de valeur ajoutée.
Enfin, l'externalisation donne la possibilité à l'entreprise d'être plus souple et plus réactive aux attaques des concurrents ou aux modifications de l'environnement et du marché. »

■ Frédéric Leroy, *Les Stratégies des entreprises*, © Dunod, 4e édition, 2012.

Doc 2

La demande de sous-traitance par secteur d'activité en France en 2010



■ Source : Insee , Esane 2010.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3

	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE	PART DE LA SOUS-TRAITANCE AU SEIN DE L'INDUSTRIE
Nombre d'entreprises	152 000	14 100	9 %
Effectifs à temps plein	2,2 millions	230 000	10 %
Chiffres d'affaires	690 milliards d'€	39 milliards d'€	6 %
Taux d'exportation	37 %	28 %	
Valeur ajoutée	180 milliards d'€	14 milliards d'€	8 %

Lecture : la sous-traitance industrielle génère 8 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.
Une partie des produits de la sous-traitance est intégrée dans les biens qui sont exportés par les donneurs d'ordres.

■ Jean-Marc Cholet, « Les marchés de la sous-traitance. Les secteurs de la sous-traitance industrielle », Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services, 30 octobre 2012.

Doc 4 **La sous-traitance industrielle : forces et opportunités**

« FORCES

- Des professions au savoir-faire reconnu – « boîte à outils de l'industrie »
- De meilleures pratiques apportées aux clients à partir des expériences réussies dans d'autres secteurs
- Un maillage de l'Hexagone sur l'ensemble des activités
- Une proximité géographique des clients – réactivité
- Des centres techniques industriels (mécaniques, décolletage, fonderie, forge, plasturgie, etc.)
- Un salon leader à Paris : le Midest
- Un médiateur des relations interentreprises

OPPORTUNITÉS

- Produits recyclables (filière métal)
- Des pôles de compétitivité
- Les industries des biens d'investissement, vivier des donneurs d'ordres, représentent près de 50 % de l'industrie.
- Relocalisation liée à la qualité ou au coût de transport
- Alliance entre entreprises de sous-traitance pour atteindre des tailles critiques et proposer un ensemble de solutions (produits + services)
- Alliance entre sous-traitants et donneurs d'ordres pour prospecter collectivement »

■ Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services (DGCIS).

Conseils **Les documents sont là pour apporter des informations et illustrer vos propos. Toutefois, il faut les exploiter, les expliquer et mobiliser vos connaissances, afin de ne pas les paraphraser et de les utiliser en faisant le lien avec le sujet pour construire votre argumentation. Certaines informations fournies par ces documents peuvent ne pas être utiles pour le traitement du sujet.**

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Chapitre 3

La coordination par le marché

Dossiers

Dossier 1. Qu'est-ce qu'un marché ?

Notions Institutions marchandes • Droits de propriété • Offre et demande

A. Des marchés au marché ..... p. 68
B. Les règles du jeu ..... p. 70
C. Les limites de l'échange marchand ..... p. 72

Dossier 2. Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

Notions Prix et quantité d'équilibre • Preneur de prix • Rationnement • Surplus • Gains à l'échange • Allocation des ressources

A. Les déterminants du comportement des agents ..... p. 74
B. La détermination du prix d'équilibre ..... p. 76
C. Les gains à l'échange ..... p. 78

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

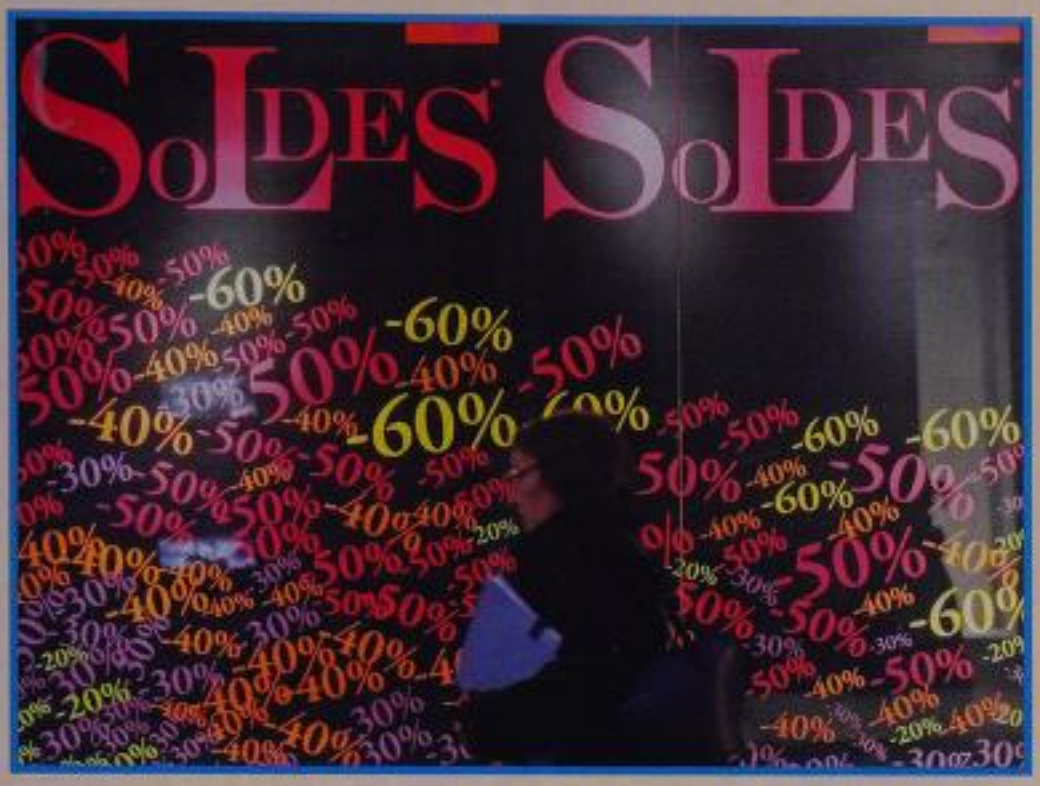
★ Expliquer des faits empiriques à partir de la théorie → TD 1 ..... p. 80
★ Utiliser la notion d'élasticité-prix → TD 2 ..... p. 81
★ Présenter et exploiter un document texte - Épreuve composée 2 → Méthode Bac ..... p. 86
★ Dissertation → Bac Blanc ..... p. 88

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale Droits de propriété • Offre et demande • Prix et quantité d'équilibre • Rationnement → Synthèse ..... p. 82

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Pour commencer



- Les soldes, pour quoi et pour qui ?

Du côté de l'actualité

Nouveau record des prix du pétrole : on n'a pas le choix ou on s'adapte ?

■ Journal télévisé, France 2.

Activité vidéo

1. Pour quelle(s) raison(s) peut-on dire que l'« on n'a pas le choix » face à l'augmentation des prix de l'essence ?
2. Pour quelle(s) raison(s) peut-on dire que l'on peut « s'adapter » face à l'augmentation des prix de l'essence ?

- Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
- Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Des marchés au marché

OBJECTIF • *Montrer les différences et les points communs des divers marchés*

Pour commencer

Doc 1 Marchés d'hier et d'aujourd'hui

1. *Quels sont les points communs entre ces deux situations ?*
2. *Quelles sont les différences entre ces deux situations ?*

R. Gosciny, A. Uderzo, *Astérix et le chaudron*, Hachette - Les Éditions Albert-René, 1969.

Doc 2 Un mode particulier de fixation du prix : les enchères

« De nombreuses transactions, par exemple dans un supermarché ou un grand magasin, s'effectuent à des prix fixés par le vendeur. En revanche, une vente aux enchères est interactive. Le vendeur met la fixation du prix entre les mains des acheteurs potentiels et se repose sur la concurrence entre eux pour obtenir un prix acceptable.

Pourquoi certains articles sont-ils vendus aux enchères et d'autres à prix fixes ? La différence réside dans le degré d'incertitude relative à la valeur de l'article mis en vente. Les prix fixes sont utilisés pour des articles qui sont fréquemment négociés et qui ont donc une valeur de marché bien établie. Les enchères sont utilisées pour des objets uniques. Comment fixeriez-vous le prix si vous vendiez le premier manuscrit d'*Orgueil et préjugés* de Jane Austen ou les costumes que les Beatles portaient sur la couverture de l'album de *Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band* ?

[...] L'essence de toute vente aux enchères tient au fait que les acheteurs potentiels estiment différemment la valeur de l'article en vente, mais personne ne sait exactement à quel niveau les autres acquéreurs l'estiment. Le vendeur ne fixe pas le prix car il ne sait pas quel prix fixer. »

■ John Mc Millan, *Du Bazar à la corbeille, Une histoire des marchés*, Paris, Village Mondial, 2003. © DR.

1. *Quelles différences faites-vous entre vente à prix fixe et enchères ?*
2. *Quels avantages et quels inconvénients voyez-vous à chacune de ces deux modalités d'établissement du prix ?*
3. *Connaissez-vous d'autres modalités d'établissement du prix ? Lesquelles ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Marché du travail et marché des capitaux, des marchés particuliers

1. *Quel est l'objet de l'échange sur chaque photographie ?*
2. *Qui sont les offreurs de travail ? les demandeurs de travail ? Qui sont les offreurs d'emploi ? les demandeurs d'emploi ?*
3. *Quel nom donne-t-on usuellement au prix du travail ?*
4. *Comment appelle-t-on le prix du marché où des agents prêtent de la monnaie et d'autres l'empruntent ?*

Doc 4 Caractériser le marché

« Tout d'abord, [chaque marché] met en relation des agents économiques qui poursuivent des fins intéressées et procèdent pour les atteindre à ce que l'on peut appeler un "calcul économique". Le trader de la place de marché recherche un profit ; il utilise pour évaluer les occasions d'arbitrages présentes ou anticipées toutes les ressources d'une combinatoire complexe. Le consommateur candidat à l'acquisition d'une automobile recherche ce que l'on nomme, dans le langage courant, le meilleur rapport qualité-prix [...].

Ensuite, les intérêts sont divergents "de chaque côté du marché", comme on dit. L'offreur, le vendeur de volaille ou d'automobile, le salarié souhaitent que la transaction s'effectue à un prix élevé ; le demandeur, l'acheteur, eux, désirent le contraire.

Enfin, la transaction dénoue le conflit en faisant apparaître un prix. Il y a dans tous les cas, pour des transactions identiques, une tendance vers l'unicité de prix, même si celle-ci est imparfaitement réalisée. [...]

Ainsi, un marché confronte des acheteurs et des demandeurs, et les prix qui dénouent cette confrontation sont la donnée mais aussi, d'une certaine manière, la résultante du calcul économique des agents. »

■ Roger Guesnerie, *L'Économie de marché*, Le Pommier, 2013.

1. *En vous appuyant sur le texte, dégagez les éléments caractéristiques d'un marché.*
2. *Donnez des exemples de situations où « l'unicité des prix est imparfaitement réalisée ».*
3. *Donnez des exemples de situations où, au contraire, l'unicité des prix est (presque) parfaitement réalisée.*
4. *Expliquez la phrase soulignée.*

EXERCICE

Distinguer les marchés

- Associez chaque situation à un marché.

a. Marché du travail	❑	❑	1. Acheter une voiture
b. Marché des capitaux	❑	❑	2. Faire réparer sa voiture
c. Marché des biens	❑	❑	3. Offrir un emploi
d. Marché des services	❑	❑	4. Faire une enchère sur Ebay
e. Marché en ligne	❑	❑	5. Acheter des actions

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Vaut-il mieux parler d'économie de marché ou d'économie de marchés ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B Les règles du jeu

OBJECTIF • *Montrer que le marché nécessite l'existence d'institutions et de conventions*

Pour commencer

Doc 1 Le marché a besoin de droits de propriété

Campagne de Promusifrance.

1. *Qu'est-ce qu'un « droit d'auteur » ?*
2. *Pourquoi le droit d'auteur est-il menacé par internet ?*
3. *Quels sont les problèmes posés par le non-respect du droit d'auteur ?*
4. *En quoi peut-on dire que le droit d'auteur est une « institution » ?*

« Attention, votre accès internet a été utilisé pour commettre des faits, constatés par procès-verbal, qui peuvent constituer une infraction pénale. En effet, votre accès internet a été utilisé pour mettre à disposition, reproduire ou accéder à des œuvres culturelles protégées par le droit d'auteur. Cette situation rend possible leur consultation ou leur reproduction sans autorisation des personnes titulaires des droits. De telles consultations ou reproductions, appelées couramment "piratage", constituent un délit sanctionné par les tribunaux. »

■ Message d'avertissement envoyé par l'Autorité de protection du droit d'auteur sur internet (Hadopi) aux internautes soupçonnés de piratage.

NOTION

Droit de propriété : « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »
Sont associés trois attributs à ce droit : le droit d'user *(usus)*, de profiter *(fructus)* et de disposer *(abusus)* d'une chose.

■ Article 544 du code civil.

Doc 2 Le marché a besoin de confiance

« L'efficacité du marché repose largement sur la confiance. La division du travail, l'expansion du commerce et des marchés créent autant d'opportunités [...] d'échanges [...]. Pour que ces opportunités puissent se réaliser, un minimum de confiance doit unir les partenaires de l'échange. En effet, il existe très souvent une différence d'information, un laps de temps ou une distance géographique qui peuvent donner l'opportunité à l'une des parties de profiter de l'échange aux dépens de l'autre. Les dispositions à commercer avec les autres [...] sont conditionnées par la croyance en ce que les autres honoreront leurs contrats. Les relations marchandes ne pouvant être entièrement régulées par des clauses formelles, un grand nombre de règles sont non écrites et non vérifiables par une tierce personne. Il est en effet généralement impossible de stipuler dans un contrat l'ensemble des éventualités susceptibles d'affecter un échange. En outre, rédiger un contrat formel pour chaque transaction aurait un coût prohibitif. [...] L'histoire du développement des marchés et de l'expansion des échanges vient corroborer le rôle primordial de la confiance mutuelle. Ainsi, les stratégies mises en œuvre pour instituer des relations de confiance semblent avoir contribué à l'expansion du commerce et des marchés, à partir des XI-XII[e] siècle, à une époque où les institutions encadrant les droits de propriété et pouvant limiter les comportements opportunistes faisaient largement défaut. »

■ Yann Algan, Pierre Cahuc, *La Société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, © éditions rue d'Ulm, 2007.

1. *Pourquoi la confiance est-elle nécessaire à la réalisation des échanges marchands ?*
2. *Donnez des exemples de marché où la confiance joue un rôle très important. Justifiez.*
3. *Donnez des exemples de marché où la confiance joue un rôle moins important. Justifiez.*
4. *Si la confiance est absente, de quoi le marché a-t-il besoin ? En quoi est-ce un problème ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

EXERCICE Identifier le rôle des différentes administrations de contrôle et de régulation des marchés

1. Associez à chacune des autorités administratives suivantes (**1** à **7**) le rôle (**a** à **g**) qui lui correspond :

1. Autorité de la concurrence **2.** Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) **3.** Commission de régulation de l'énergie (CRE) **4.** Autorité des marchés financiers (AMF) **5.** Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL) **6.** Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) **7.** Autorité de régulation des activités Ferroviaires (ARAF)

a : Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, quel que soit le marché (lutte contre les ententes entre les entreprises, lutte contre les abus de position dominante...).

b : Veiller à la protection de l'épargne investie sur les marchés financiers, à l'information des investisseurs, au bon fonctionnement des marchés financiers (surveillance des fusions et acquisitions, lutte contre les délits d'initiés...).

c : Veiller à l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des consommateurs sur le marché des communications électroniques (fixation des conditions d'abonnement, fourniture des fréquences aux opérateurs, nombre d'opérateurs...).

d : Veiller à ce que toute entreprise ferroviaire puisse accéder sans discrimination, de manière équitable, au réseau ferroviaire et aux services liés (fixation du montant du péage versé par les utilisateurs du réseau...).

e : Assurer la régulation du marché français des jeux d'argent en ligne (paris hippiques, paris sportifs et poker).

f : Veiller à ce que les conditions d'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel n'entravent pas le développement de la concurrence (fixation du prix de l'énergie, normes de sécurité...).

g : Délivrer les autorisations de diffusion aux chaînes de télévision, aux radios et aux distributeurs de services (bouquets satellites, ADSL, etc.) et décider de l'attribution des fréquences aux opérateurs.

2. Définissez les marchés dont s'occupent les autorités administratives présentées.

3. Quels sont les problèmes communs à ces différents marchés qui justifient l'existence de telles autorités administratives ?

Doc 3 Le marché a besoin de monnaie

1. *Quels sont les avantages du troc ?*
2. *Quels sont les inconvénients du troc ?*
3. *Quelles différences faites-vous entre une économie de troc et une économie monétaire ?*

Prépa Bac

Raisonnement organisé à partir des documents

Pourquoi peut-on dire que le marché ne se suffit pas à lui-même ?

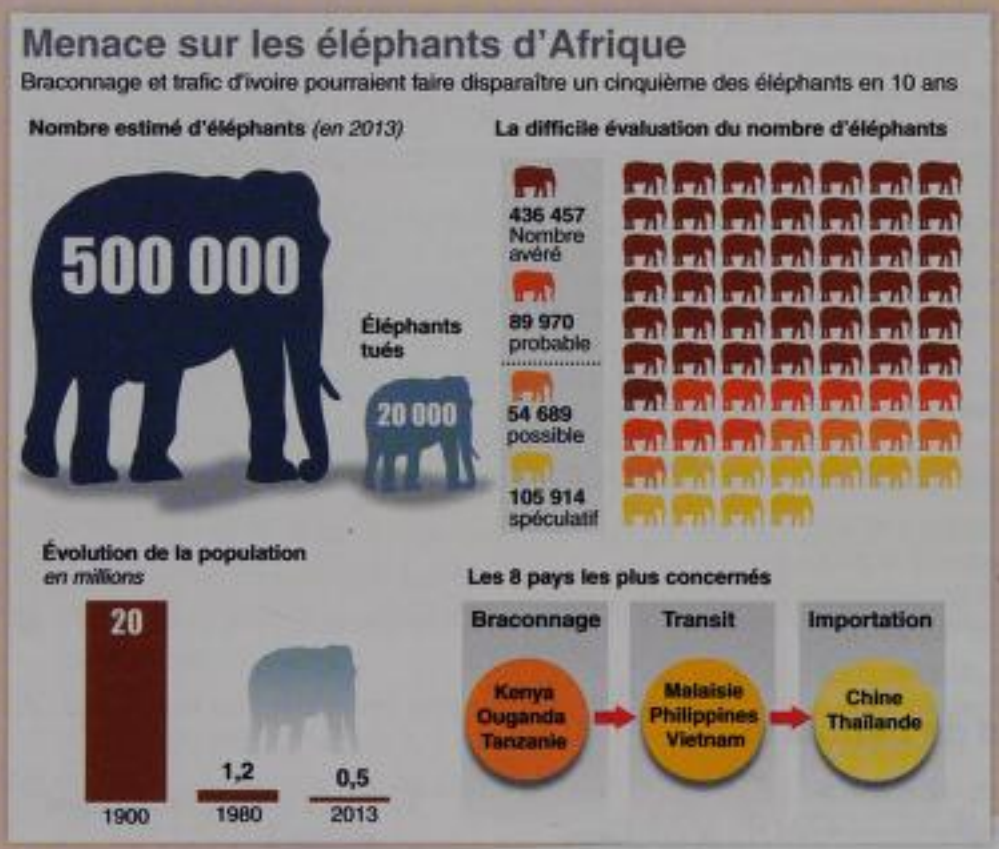
• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Les limites de l'échange marchand

OBJECTIF • *Identifier les raisons qui peuvent amener à interdire certains échanges marchands*

Pour commencer

Doc 1 Pourquoi interdire le commerce des espèces sauvages ?



Campagne WWF contre le commerce des espèces protégées, 2014.

1. *Comment justifier l'interdiction du commerce de l'ivoire ?*
2. *À quelles conditions pourrait-on autoriser le commerce de l'ivoire ?*

Doc 2 Faut-il interdire le commerce d'organes ?

« Un inconnu l'a abordé pour lui proposer du travail [...]. On l'a ensuite conduit dans une pièce sombre à la peinture écaillée où deux hommes armés lui ont fait une injection. Il a alors perdu connaissance, pour se réveiller plus tard avec une douleur au flanc, sous le regard d'un médecin. On venait de lui prélever un rein. Les hommes lui ont versé 50 000 roupies [790 euros] en échange de cet organe. [...] Le trafic d'organes demeure un marché juteux en Asie. Dans la région, les reins sont facturés entre 25 000 et 60 000 dollars [de 20 000 à 47 000 euros], les poumons et les cœurs pas moins de 150 000 dollars.

Au Pakistan, néanmoins, un tel achat est désormais difficile. La répression engagée depuis peu a en effet permis de juguler le trafic de reins, notoirement florissant par le passé. Un an après l'interdiction, en 2007, des greffes sur les étrangers, le nombre total de transplantations réalisées au Pakistan s'est effondré, passant de 2 000 à 700 [...]. Ceux qui s'opposaient à un marché réglementé se sont empressés de mettre en avant cet exemple comme celui à suivre.

Les mêmes seraient déçus par la situation qui prévaut de l'autre côté de la frontière, en Iran. Là, le marché est encadré. L'Iran peut ainsi se targuer d'avoir le seul marché de la greffe réglementé au monde, et une offre d'organes abondante, le gouvernement garantissant aux donneurs 1 200 dollars et une assurance santé gratuite. »

■ Geoffrey Cain, « Le trafic d'organes se porte bien », *Courrier International*, 29 janvier 2009.

1. *Quelles différences y a-t-il entre le trafic d'organes et un marché réglementé ?*
2. *Comment expliquer que le « cours » du rein à fin de transplantation varie selon les pays d'Asie ?*
3. *Quels sont les points communs et les différences entre « le marché du rein » et les autres marchés étudiés jusqu'à présent ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

EXERCICE Faut-il comptabiliser les activités illicites ?

« Eurostat, l'institut statistique communautaire, a demandé aux États membres de l'Union européenne de tenir compte des activités illicites qui créent de la richesse dans leurs statistiques. [...]

L'explication de cette demande de la part d'Eurostat est simple : "Des activités illégales en France, comme la production et la consommation de drogues, sont légales dans certains pays européens : ces derniers prennent donc déjà en compte ces activités, ce qui gonfle leur PIB", explique Ronan Mahieu, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. Or, la contribution d'un État membre au budget européen est pour partie calculée en proportion de son PIB. Donc ces pays ont demandé à ce que les autres intègrent les activités illégales dans leur revenu national, pour qu'il y ait égalité de traitement et que leur contribution ne soit pas majorée par rapport aux autres ».

■ Guillaume de Calignon, « Calcul du PIB : Bruxelles pousse à intégrer drogues et prostitution », *Les Échos*, 30 mai 2014.

- En utilisant le texte et vos connaissances, vous montrerez quels problèmes pose la prise en compte des activités illicites dans le PIB.

Doc 3 Un organe n'est pas une marchandise

« **Article L1211-3 :** La publicité en faveur d'un don d'éléments ou de produits du corps humain au profit d'une personne déterminée ou au profit d'un établissement ou organisme déterminé est interdite. Cette interdiction ne fait pas obstacle à l'information du public en faveur du don d'éléments et produits du corps humain. [...]

Article L1211-4 : Aucun paiement, quelle qu'en soit la forme, ne peut être alloué à celui qui se prête au prélèvement d'éléments de son corps ou à la collecte de ses produits. Les frais afférents au prélèvement ou à la collecte sont intégralement pris en charge par l'établissement de santé chargé d'effectuer le prélèvement ou la collecte. »

■ Extrait de la loi française relative au don et utilisation des éléments et produits du corps humain du 6 août 2004.

1. *Quels éléments dans la loi font que les organes humains ne sont pas des biens comme les autres ?*
2. *Comment justifiez l'interdiction d'un marché des organes humains ?*

Doc 4 Une alternative au marché : le don d'organe

■ Emma Verdet pour la Fondation Centaure.

1. *À quelles conditions une greffe d'organe peut-elle avoir lieu ?*
2. *Qu'est-ce qui différencie le don d'une transaction marchande ?*
3. *Quels sont les avantages et les inconvénients de la solution du don comparée à celle du marché ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par deux exemples le fait que tout n'est pas susceptible de devenir une marchandise.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Les déterminants du comportement des agents

OBJECTIF • *Identifier les éléments qui font varier l'offre et la demande*

Pour commencer

Doc 1 La baisse du prix du pétrole : bonne ou mauvaise nouvelle ?

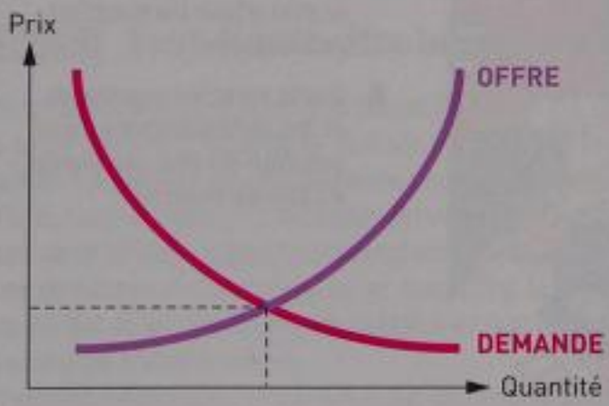
« En juin dernier, le prix du baril de pétrole plafonnait encore à 115 dollars. Cinq mois plus tard, conséquence notamment d'un tassement de la demande, le voilà qui plonge sous les 70 dollars. Soit une chute de 30 %, du jamais vu depuis quatre ans. [...] Pourtant, lors d'une réunion sous haute tension jeudi 27 novembre à Vienne, les 12 États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont renoncé à soutenir les cours du pétrole en réduisant leur production. [...]

Revers de la médaille : ce reflux du prix de l'or noir risque aussi de ralentir le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire...) au profit des énergies fossiles polluantes. Si cette tendance peut être bénéfique pour nos portefeuilles, elle l'est beaucoup moins pour notre planète. »

■ Guillaume Stoll, « Baisse des prix du pétrole : la vraie fausse bonne nouvelle », *L'OBS/Économie*, 29 novembre 2014.

1. *Comment peut-on expliquer la baisse du prix du pétrole ?*
2. *Quelle conséquence cela a-t-il pour les producteurs ?*
3. *Quel(s) avantage(s) le consommateur peut-il en espérer ?*
4. *Pourquoi cette baisse nuit-elle au développement des énergies renouvelables ?*

Doc 2 L'influence des prix sur les quantités demandées et offertes



• **La courbe de demande** indique la quantité demandée (en abscisse) par l'ensemble des consommateurs pour chaque prix envisageable (en ordonnée). Cette courbe est habituellement décroissante, et ce pour deux raisons :
– en général, plus le prix est élevé, plus la quantité achetée par chaque consommateur sera faible ;
– par ailleurs, plus le prix sera élevé, plus nombreux seront les consommateurs qui décident de ne plus acheter le bien considéré et de « sortir du marché ».

• **La courbe d'offre** quant à elle indique la quantité offerte (en abscisse) par l'ensemble des entreprises pour chaque prix envisageable (en ordonnée). Cette courbe est habituellement croissante, et ce pour deux raisons :
– en général, plus le prix est élevé, plus grande sera la quantité que chaque entreprise sera disposée à produire ;
– par ailleurs, plus le prix sera élevé, plus nombreuses seront les entreprises qui décideront de se mettre à produire le bien considéré et d'"entrer sur le marché" ».

■ Hatier.

1. *Pourquoi, lorsque le prix d'un bien ou d'un service augmente, chaque consommateur est-il disposé à en acheter moins ?*
2. *Pourquoi, lorsque le prix augmente, la quantité que les entreprises sont disposées à produire augmente-t-elle ?*
3. *Que signifie la quasi-verticalité de la courbe de demande dans sa partie gauche ? Que signifie la quasi-verticalité de la courbe d'offre dans sa partie droite ? Comment l'expliquez-vous ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Derrière la courbe de demande : trois déterminants

« Trois principaux déterminants de la demande pour un bien peuvent être distingués :

Le revenu : [...] le niveau de revenu des consommateurs influence leurs choix de consommation, et donc les quantités de biens désirés pour tout niveau de prix. En général, une hausse des revenus entraîne une hausse de la demande de tout produit. [...]

Le prix des autres biens : prenons l'exemple des livres numériques. Si le prix des liseuses diminue, il est vraisemblable que la quantité demandée de livres numériques augmente. Ces deux biens sont complémentaires : les individus ont besoin de liseuses pour lire les livres numériques. Supposons à présent que les prix des livres support papier diminuent. Il est raisonnable de penser que la quantité demandée de livres numériques diminuera, pour tout prix. [...] Ces deux biens sont donc substituables pour les individus [...].

Les préférences des consommateurs : la demande dépend des goûts, des coutumes, des attitudes sociales des consommateurs, et des effets de mode. Si la mode est au numérique, la demande de livres va fortement augmenter. »

■ Johanna Etner, Meglena Jeleva, *Microéconomie*, © Dunod, 2014.

1. *Donnez deux exemples de biens fortement substituables ; de biens faiblement substituables ; de biens complémentaires.*
2. *Quelle peut être la conséquence de l'augmentation du prix du pétrole sur la demande de gaz naturel ? Justifiez.*
3. *Illustrez votre réponse à la question 2 à partir d'une représentation graphique de la courbe de demande de gaz naturel.*

Doc 4 Derrière la courbe d'offre : trois déterminants

« Les principaux déterminants de l'offre sont :

La technologie : l'offre dépend des technologies disponibles pour les producteurs. La technologie doit être prise dans un sens très large : le savoir-faire relatif aux méthodes de production, le progrès technique, etc. Elle est assimilable à la productivité des facteurs. Si les outils informatiques de fabrication d'un livre numérique sont plus performants, on peut s'attendre à une augmentation de la quantité offerte pour un même prix de vente. Ainsi, une amélioration de la technologie permet généralement de produire davantage et d'augmenter l'offre de produit.

Le coût des moyens de production : pour diffuser un livre numérique, l'éditeur (le fabricant) doit passer sur une plate-forme sur laquelle son offre sera mise en vente (par exemple Amazon). Si le coût de mise en ligne des livres numériques diminue, par exemple à la suite d'une baisse de la commission de l'intermédiaire, il est également vraisemblable que la quantité offerte pour un même prix augmente. Une baisse des coûts incite les firmes à produire davantage, ce qui fait augmenter l'offre.

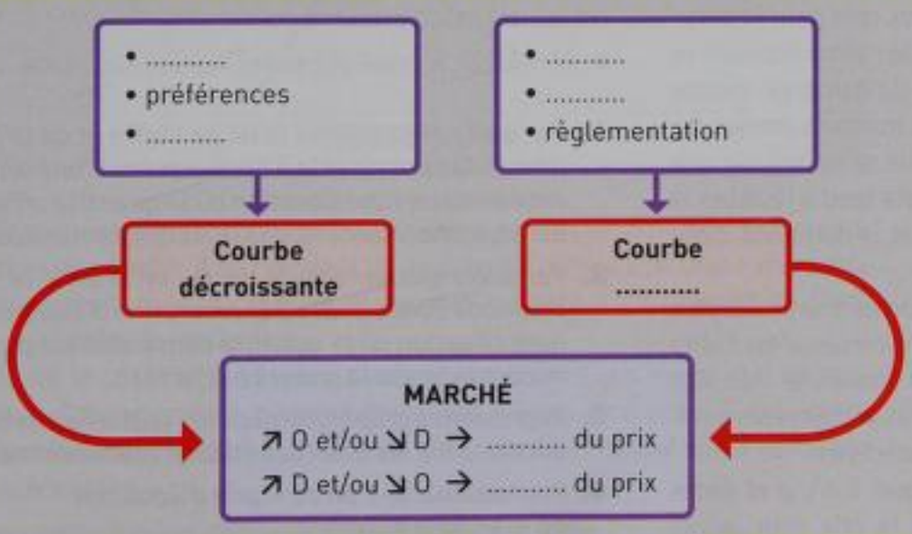
La réglementation des pouvoirs publics : [...] par exemple, le producteur paie des taxes sur les livres qu'il vend. Si ces taxes sont modifiées (à la hausse ou à la baisse), la quantité offerte sur le marché en sera influencée, et ce quel que soit le prix de vente. »

■ Johanna Etner, Meglena Jeleva, *Microéconomie*, © Dunod, 2014.

1. *Quelles sont les conséquences de l'augmentation du prix du pétrole sur l'offre de transport aérien ? Illustrez votre réponse à partir d'une représentation graphique de la courbe d'offre de transport aérien.*
2. *Donnez des exemples d'autres événements susceptibles d'avoir sur la courbe d'offre de transport aérien le même effet qu'une augmentation du prix du pétrole.*

Faire le point

Recopiez et complétez le schéma ci-contre à partir des éléments étudiés dans le dossier.



• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B La détermination du prix d'équilibre

OBJECTIF • *Comprendre comment se fixe et varie le prix d'équilibre sur un marché*

Pour commencer

Doc 1 Comment se fixe le prix du sapin de Noël ?

« Noël s'annonce... cher. [...] Et l'inflation devrait aussi s'étendre aux incontournables sapins de Noël.
[...] "Les prix de gros des Nordmann ont augmenté en moyenne de 10 %, et la hausse devrait être répercutée sur le consommateur", affirme Frédéric Naudet, le président de l'Association française du sapin de Noël naturel (AFSNN). [...] Cette espèce, qui conserve ses aiguilles pendant deux mois, est passée en cinq ans de 40 % de parts de marché en France à 60 %. Comme il faut de cinq à dix ans pour faire pousser un sapin, l'offre ne suit pas encore la demande. En 2004, selon TNS Sofres, le Nordmann de 1 m à 1,50 m s'est vendu en moyenne 22,32 euros. En 2005, il coûtait 22,90 euros, 24,52 euros en 2006... et pourrait même frôler 27 euros cette année. »

■ Laetitia Clavreul, « Le sapin de Noël est touché à son tour par l'inflation », *Le Monde*, 2 décembre 2007.

1. *Comment évolue le prix du marché du Nordmann ? Illustrez par des données chiffrées tirées du texte.*
2. *Cette évolution s'explique-t-elle par une variation de la demande ou de l'offre ? Expliquez.*
3. *Aux prix du marché observés de 2004 à 2006, la quantité offerte est-elle égale à la quantité demandée ? Justifiez.*

Doc 2 La fixation d'un prix d'équilibre ou « la loi » de l'offre et de la demande

« De quelle manière les prix et les quantités de produits achetés et vendus sont déterminés sur les marchés concurrentiels ? Considérons l'exemple du marché des pommes de terre [...] :

L'offre et la demande mensuelle de pommes de terre

PRIX DES POMMES DE TERRE (en centimes par kg)	DEMANDE DU MARCHÉ (en milliers de tonnes)	OFFRE DU MARCHÉ (en milliers de tonnes)
20	700 (A)	100 (a)
60	350 (C)	350 (c)
100	100 (E)	700 (e)

Si le prix de marché est de 20 cents le kilogramme, la demande excède l'offre de 600 000 tonnes (A - a). Une grande partie de la demande n'est pas satisfaite. Les consommateurs sont prêts à payer plus cher pour être servis. Si le prix passe à 40 cents le kilo, le même scénario se reproduit. Il y a toujours une pénurie (la demande excède l'offre de 300 000 tonnes), et les prix montent encore. On constate donc que l'effet d'une pénurie se traduit par une augmentation des prix. Cependant, cela tend à résorber la dite pénurie puisque l'offre s'accroît et la demande diminue quand les prix augmentent.
Que se passe-t-il si le prix est à un niveau beaucoup plus élevé, 100 cents le kilogramme ? Dans ce cas, c'est l'offre qui excède la demande de 600 000 tonnes (e - E). Cet excédent conduit les prix à la baisse, les producteurs diminuant leur prix afin d'écouler leurs excédents.
Le seul prix stable est celui pour lequel il n'y a ni excès d'offre, ni excès de demande. C'est le prix pour lequel l'offre est égale à la demande. Dans l'exemple, cet équilibre entre offre et demande est atteint au prix de 60 cents. [...] Le prix pour lequel l'offre est égale à la demande est appelé prix d'équilibre du marché. »

■ John Sloman, *Principes d'économie*, Pearson, 2013. © DR.

1. *Par quels ajustements la loi de l'offre et de la demande conduit-elle à la résorption d'une offre excédentaire (une situation où la quantité offerte est plus importante que la quantité demandée) ?*
2. *Par quels ajustements la loi de l'offre et de la demande conduit-elle à la résorption d'une pénurie (une situation où la quantité demandée est plus importante que la quantité offerte) ?*
3. *Représentez graphiquement les enchaînements décrits dans les deux cas étudiés précédemment.*
4. *Pourquoi parle-t-on de « prix d'équilibre du marché » ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

EXERCICE Interpréter les déplacements des courbes d'offre et de demande

« La nouvelle se confirme : les récoltes de fèves de cacao sont meilleures que prévu, notamment en Afrique de l'Ouest et chez le premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire [...]. L'annonce d'un afflux de marchandise supplémentaire dans les ports ivoiriens a pesé sur les cours du cacao, surtout en début de semaine.

Mais le prix de la graine du cacaoyer demeure élevé. [...] L'appétit pour le chocolat, en effet, ne faiblit pas [...]. "La demande mondiale de cacao continue à être forte, et nous nous attendons à ce que les prix restent élevés", prévoit ainsi Sterling Smith, spécialiste chez le courtier Citi Futures. Après avoir progressé de 31 % en 2013, les prix du cacao se maintiennent donc cette semaine au-dessus des 3 000 dollars la tonne, dans des niveaux de prix parmi les plus élevés depuis trois ans. »

■ Adrien de Tricornot, « Le prix du cacao résiste aux bonnes nouvelles », *Le Monde*, 19 juillet 2014.

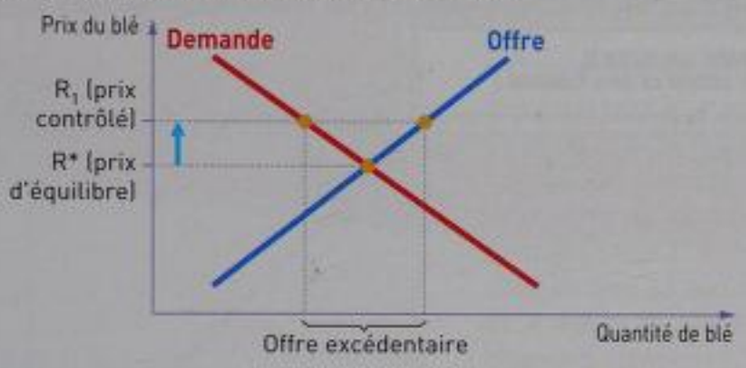
- À l'aide d'un graphique où vous aurez représenté la courbe d'offre et de demande de cacao, vous illustrerez le contenu de l'article ci-dessus.

NOTION

Preneur de prix : un marché est dit de concurrence lorsque les acheteurs ou les vendeurs sont si nombreux qu'ils ne peuvent exercer une action individuelle sur le prix : ils ne font que subir le prix du marché ; on dit qu'ils sont « preneurs de prix ».

Doc 3 Les conséquences du contrôle des prix

Un prix-plancher : le contrôle du prix du blé



Un prix-plafond : le contrôle des loyers

« Si l'État impose un prix plancher sur le blé par exemple, à un prix supérieur à l'équilibre de marché, il en résultera un excédent d'offre. L'État devra soit acheter cet excédent, en le stockant ou en s'en débarrassant d'une manière ou d'une autre, soit limiter la production.

Les lois sur le contrôle des loyers imposent des limites aux loyers que les propriétaires d'appartements peuvent demander à leurs locataires. Si ces loyers sont limités à R1, en dessous du niveau d'équilibre du marché R*, la demande sera excédentaire. »

■ Joseph Stiglitz, *Principes d'économie moderne*, © De Boeck, 2004.

1. *Pourquoi y aura-t-il pénurie quand le prix est fixé en dessous du prix d'équilibre ? Même question pour un excédent avec un prix au-dessus du prix d'équilibre.*
2. *Pourquoi parle-t-on de rationnement lorsque le prix est fixé à un autre niveau que celui qui équilibre le marché ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Les variations des prix sur le marché sont-elles la résultante des variations d'offre ou de demande ?

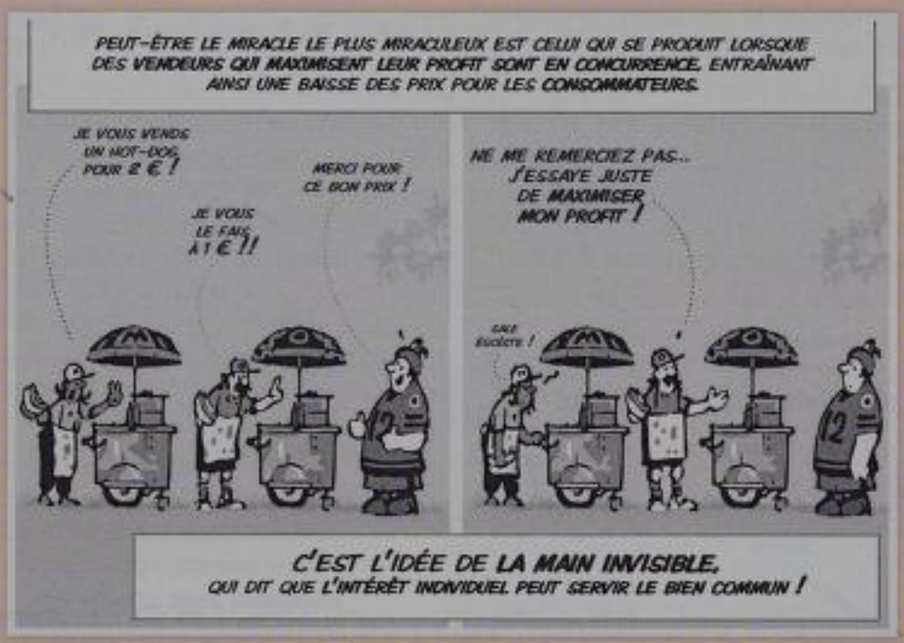
• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

C Les gains à l'échange

OBJECTIF • *Montrer que l'échange sur le marché procure des gains aux consommateurs et aux producteurs*

Pour commencer

Doc 1 La concurrence au service du bien-être collectif



■ Grady Klein, Yoram Bauman, *L'Économie en bande dessinée*, t. 1, Eyrolles, 2012.

1. *Pour vous, que signifie la notion de bien-être collectif ? Quels sont les problèmes posés par cette notion ?*
2. *En quoi la thèse illustrée par le dessin est-elle paradoxale ?*
3. *Comment peut-on justifier l'expression de « main invisible » (voir citation) ?*
4. *Comment la concurrence rend-elle l'allocation des ressources optimale ?*

EXERCICE

Calculer le surplus du consommateur

Soit la table des prix maximum au m² que huit individus sont prêts à payer pour un appartement de 20 m².

Individu	A	B	C	D	E	F	G	H
Prix	40	25	30	35	10	18	15	5

Si le prix de location d'équilibre pour un appartement type est de 20 euros le m² :

1. Calculez la différence entre le prix que le consommateur A était prêt à payer et le prix qu'il paie effectivement. Dans quelle mesure peut-on dire qu'il fait un gain lors de l'échange ?
2. Au prix du marché, quels sont les consommateurs qui trouveront à se loger ?
3. Quel est le montant total des gains que les consommateurs retirent de leur participation au marché ?

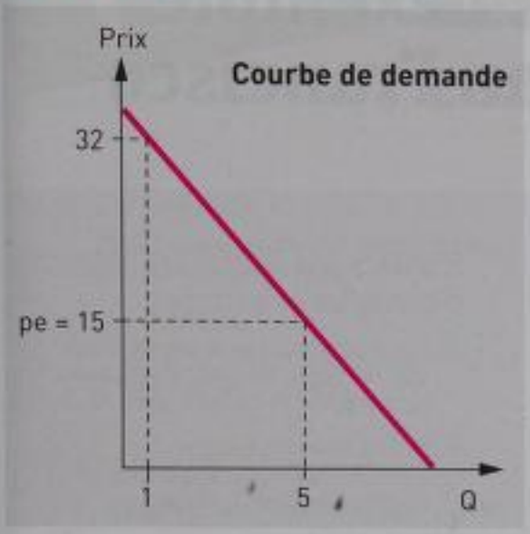
CITATION

« (L'individu) est conduit par une main invisible pour remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions [...] : tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. »

■ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Livre IV.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 2 De la courbe de demande à la notion de surplus du consommateur

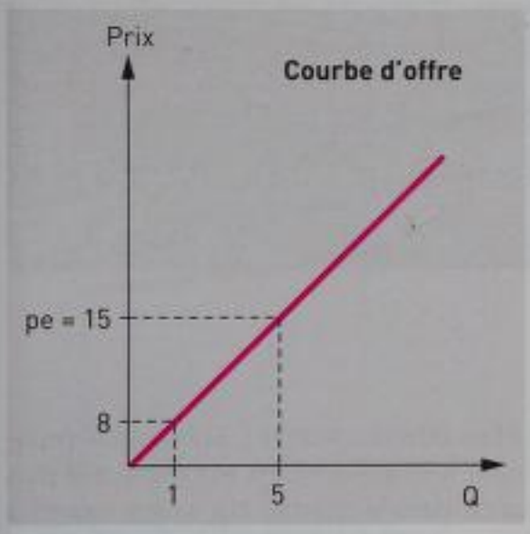


« Chaque point de la courbe [de demande] révèle le prix maximum que le consommateur est disposé à payer pour obtenir une unité supplémentaire du bien. [...]
La loi du marché impose toutefois au consommateur un seul et même prix unitaire (15 euros par exemple sur le graphique). À 15 euros l'unité, le consommateur va acheter en tout cinq unités du bien considéré. Mais la première unité vaut à ses yeux 32 euros. Comme il peut acheter cette première unité de bien 15 euros, le consommateur réalise un surplus de 17 euros (32 - 15) : il réalise en quelque sorte une économie par rapport à ce qu'il était disposé à payer !
[...] En faisant la somme des économies ainsi réalisées sur toutes les unités consommées, on obtient le surplus du consommateur qui [...] se représente graphiquement par la surface hachurée comprise entre la courbe de demande et l'horizontale correspondant au prix du marché. »

■ Adapté de Jacques Raynauld, Yvan Stringer, André-Paul Weber, *Problèmes économiques et politiques économiques*, Dunod, 1988. © DR.

1. *Où se situe sur le graphique la surface hachurée dont parle le texte ?*
2. *À l'aide des informations contenues dans le texte, définissez la notion de « surplus du consommateur ».*
3. *Pourquoi « la surface hachurée comprise entre la courbe de demande et l'horizontale correspondant au prix du marché » représente-t-elle le surplus du consommateur ?*

Doc 3 De la courbe d'offre à la notion de surplus du producteur



« Chaque point de la courbe [d'offre] révèle le prix minimum que le producteur exige pour accepter de produire une unité supplémentaire du bien. [...]
La loi du marché impose toutefois au producteur un seul et même prix unitaire (15 euros par exemple sur le graphique). À 15 euros l'unité, le producteur va produire en tout cinq unités du bien considéré. Mais la première unité lui a coûté 8 euros. Comme il peut vendre cette première unité de bien 15 euros, le producteur réalise un surplus de 7 euros (15 - 8) : il réalise en quelque sorte un bénéfice par rapport au prix qu'il était disposé à accepter ! [...]
En faisant la somme des bénéfices ainsi réalisés sur toutes les unités produites, on obtient le surplus du producteur qui [...] se représente graphiquement par la surface hachurée comprise entre la courbe d'offre et l'horizontale correspondant au prix du marché. »

■ Adapté de Jacques Raynauld, Yvan Stringer, André-Paul Weber, *Problèmes économiques et politiques économiques*, Dunod, 1988. © DR.

1. *Où se situe sur le graphique la surface hachurée dont parle le texte ?*
2. *À l'aide des informations contenues dans le texte, définissez la notion de « surplus du producteur ».*
3. *Pourquoi « la surface hachurée comprise entre la courbe d'offre et l'horizontale correspondant au prix du marché » représente-t-elle le surplus du producteur ?*

NOTION

Allocation des ressources : elle correspond à la manière dont chaque entreprise utilise les facteurs de production disponibles dans une économie pour produire une certaine quantité de biens et services qui seront consommés par chaque ménage dans l'économie. On dira que cette allocation est optimale lorsqu'il n'est pas possible d'améliorer les choses sans détériorer le sort d'au moins un individu.

Faire le point

Pourquoi peut-on dire que l'échange est un « jeu à somme positive », c'est-à-dire qu'acheteurs et offreurs sont gagnants ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD 1 Allocation de ressources par le marché : l'exemple du foncier à San Francisco

✔ **Objectif**

Montrer comment le marché résoud un « problème allocatif »

✔ **Démarche**

Expliquer des faits empiriques à partir de la théorie

Mobiliser une théorie pour expliquer une évolution

1. Caractérisez l'évolution du quartier (**doc. 1**).

2. En supposant l'offre de biens immobiliers inélastique et la demande décroissante, représentez graphiquement le marché du logement à San Francisco.

3. Représentez les conséquences sur les prix de l'immobilier de l'installation à San Francisco des sièges de grands noms de la net-économie (**doc. 2**).

4. À l'aide de la réponse à la question 3, expliquez les évolutions vues à la question 1. *Cf.* fiche outil 8, p. 344.

Illustrer une notion à l'aide d'exemples empiriques

5. Dans quelle mesure peut-on dire que le foncier est une « ressource rare » à San Francisco (**doc. 3**) ?

6. Donnez des exemples d'« utilisations concurrentes » du foncier (**doc. 2** et **3**).

7. En quoi le marché de l'immobilier est-il un mécanisme qui assure « l'allocation des ressources » foncières de la ville de San Francisco ?

Doc 1 L'évolution d'un quartier* de San Francisco (Valencia Street)

* Quartier proche de l'implantation des géants du web (Google, Twitter, Dropbox...) dans la ville.

Doc 2 L'allocation des terrains à San Francisco

« Des milliers de locataires sont menacés d'expulsion à San Francisco. L'explosion de la high-tech a entraîné une augmentation phénoménale des loyers. L'ex-capitale de la contre-culture est devenue la ville la plus chère du pays. "Il faut désormais l'équivalent de sept emplois au salaire minimum pour se payer un deux-pièces", dit Erin McElroy [...]. Dans les quartiers historiques de Mission et de Castro, les bars à vin remplacent les taquerias salvadoriennes. Les Dollar Store, où tout est à 99 cents, sont encore là, mais l'espace est grignoté par les boutiques branchées. Le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, a acheté une maison sur Dolores Street (dans Mission District). [...] La nouvelle population est uniforme. À 30 ans et moins, elle gagne déjà plus que tout le monde dans le quartier. "Le salaire moyen à San Francisco est de 46 000 dollars", affirme Erin McElroy. "Dans la tech, cela grimpe à 130 000 dollars." [...] Certes, Twitter a largement rénové le quartier du sud de Market Street (SoMa), où sont installés ses locaux. Mais le nombre d'expulsions de locataires dans ce coin est passé, en un an, de 7 à 270 en 2012. »

■ Corinne Lesnes, « San Francisco contre la SiliconValley », *Le Monde*, 1er février 2014.

Doc 3 Qu'est-ce qu'un problème allocatif ?

« Une économie est un mécanisme qui permet de répartir des ressources rares en vue d'utilisations concurrentes. Ce mécanisme doit résoudre trois questions essentielles, qu'on peut résumer en autant de mots : Quoi ? Comment ? Pour qui ? Quoi ? Quels biens et quels services faut-il produire et en quelles quantités ? [...] Comment ? Quelles méthodes appliquer dans la production des biens et des services ? [...] Pour qui ? À l'intention de qui produit-on les biens et les services ? [...] Une réponse à ces trois questions constitue une allocation des ressources. »

■ Michael Parkin, Claude-Denys Fluet, Robin Bade, *Introduction à la microéconomie moderne*, Montréal, ERPI, 2002.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD2

Les fumeurs sont-ils des consommateurs comme les autres ?

✔ **Objectif**

Montrer que le prix est une incitation pour le consommateur

✔ **Démarche**

Utiliser la notion d'élasticité-prix et raisonner à court et long terme

Faire une analyse économique

1. À l'aide des données du **doc. 1**, complétez ce tableau :

	Taux de variation de la consommation de cigarettes	Taux de variation du prix du paquet de 20 cigarettes	Rapport du taux de variation de la consommation au taux de variation du prix
2000-2001			
2000-2013			

2. Comment s'appelle le résultat obtenu dans la dernière colonne (*cf.* fiche outil 9 p. 346) ?

3. Exprimez littérairement l'information contenue dans les résultats obtenus dans la dernière colonne.

4. Que remarquez-vous ? Comment peut-on interpréter les résultats obtenus (**doc. 1** et **2**) ?

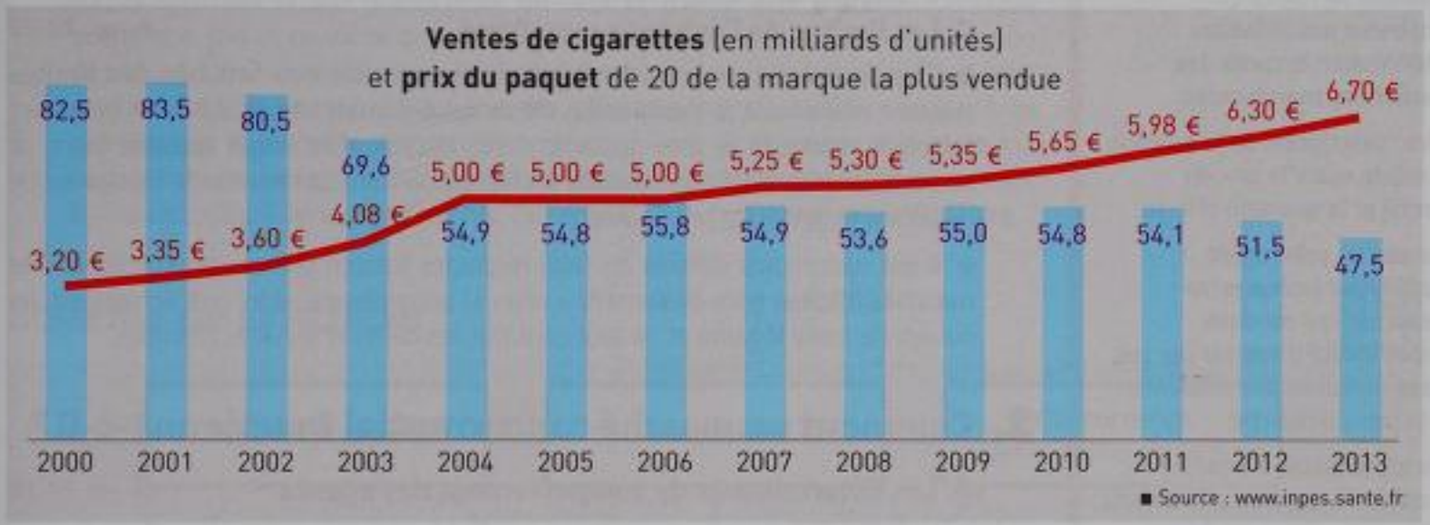
5. Quelle est la valeur de l'élasticité-prix de la demande de tabac sur laquelle s'appuie Clémence Cagnat (**doc. 2**) ?

6. Expliquez la phrase soulignée (**doc. 2**).

Synthétiser

7. En quoi les prix constituent-ils un mécanisme incitatif ?

Doc 1 Évolution de la consommation et du prix du tabac en France



■ Source : www.inpes.sante.fr

Doc 2 L'élasticité-prix de la consommation de tabac

« "Vingt centimes, c'est une augmentation de 3 %. Une telle hausse est ridicule et n'aura absolument aucun effet sur les comportements des consommateurs", jugeait il y a quelques jours Albert Hirsch, vice-président de la Lutte nationale contre le cancer [...]. Clémence Cagnat, directrice de l'Alliance contre le tabac, est pour sa part plus mesurée. "Une hausse du prix est une bonne chose, mais nous considérons qu'il y a un effet significatif sur la consommation des fumeurs à partir de 10 %", ce qui n'est pas le cas cette fois, regrette-t-elle. Et de citer l'exemple des hausses successives totales de 40 % entre 2003 et 2004, qui avaient conduit près de 1,8 million de fumeurs à s'arrêter. "On appelle ça l'effet d'élasticité, explique Clémence Cagnat. Quel que soit le produit de consommation, on estime qu'une hausse du prix de 10 % entraîne une diminution de 2,5 à 5 % de la consommation".

Qu'en pensent les premiers concernés ? Une étude réalisée par l'Ifop pour Niquitin révèle que, parmi les 25 % de fumeurs français, 42 % citent en premier la hausse du prix du tabac comme principale raison pour arrêter de fumer. Loin devant les messages sur les risques pour la santé (8 %) et les photos chocs sur les paquets de cigarettes (seulement 3 %). L'effet d'élasticité serait beaucoup plus efficace chez les populations aux revenus modestes et chez les jeunes, directement touchés par la crise économique. »

■ Thomas Roure, « Tabac : la hausse du prix a bien un impact sur les fumeurs », *Metronews*, 12 juillet 2013. © DR.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Synthèse

La coordination par le marché

1. Qu'est-ce qu'un marché ?

A. Des marchés au marché

pp. 68-69

- Il existe une très grande **diversité des marchés** : il y a autant de marchés qu'il existe de biens et de services à échanger (pétrole, travail, actifs financiers, biens immobiliers...) et de manières de procéder à l'échange (marchandage, enchère...).

- Cependant, au-delà de ces différences, ces marchés ont **un certain nombre de ressemblances** : tous se définissent par la rencontre, physique ou non, d'une offre (les vendeurs) et d'une demande (les acheteurs). Sur un marché, quel qu'il soit, se fixe un prix auquel se réalise une transaction. Étudier un marché, c'est donc étudier l'offre, la demande et les conditions de leur rencontre. De cette manière, il est possible d'expliquer le niveau et les variations du prix d'une marchandise.

B. Les règles du jeu

pp. 70-71

- Le marché ne se suffit pas à lui-même. Le fonctionnement du marché nécessite que soit établi un certain nombre de **règles** qui s'imposent aux individus et qui constituent le cadre préalable des transactions marchandes. En d'autres termes, l'échange marchand exige la présence d'institutions, au premier rang desquelles on trouve les droits de propriété, la monnaie ou encore la confiance. De ce point de vue, on peut dire que le marché est lui-même une institution.

C. Les limites de l'échange marchand

pp. 72-73

- Si beaucoup de choses sont l'objet d'échanges sur des marchés, des **limites** existent néanmoins **à l'extension de la sphère marchande**. Au nom de divers principes, éthiques le plus souvent, il est interdit d'échanger certains biens et services. Il n'est ainsi pas possible en France de faire commerce de l'ivoire ou de recourir à la gestation pour autrui.

- Il est néanmoins difficile de faire respecter totalement ces interdictions. Des **marchés illicites** (dits également « noirs ») apparaissent alors où s'échangent, en dehors de toute légalité et de tout contrôle, les biens et services prohibés.

2. Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

A. Les déterminants du comportement des agents

pp. 74-75

- La demande des consommateurs pour un bien ou un service donné est (le plus souvent) d'autant plus faible que le prix est élevé. Et l'offre des entreprises pour un bien ou un service donné est d'autant plus importante que le prix est élevé.

- La **quantité demandée** pour chaque niveau de prix **dépend du prix des autres biens, des goûts et du revenu du consommateur**. Ainsi, en général, plus le revenu est élevé, plus la quantité demandée pour chaque niveau de prix sera grande.

- Quant aux **quantités offertes** pour chaque niveau de prix, elles **dépendent des techniques de production à la disposition des entreprises, du prix des facteurs de production** (travail, consommations intermédiaires, machines) **et de la réglementation** à laquelle sont soumises les entreprises.

B. La détermination du prix d'équilibre

pp. 76-77

- Il existe différentes structures de marché. La **concurrence** est l'une d'entre elles. On dira qu'un marché est concurrentiel si aucun des participants n'a le pouvoir, à lui seul, d'influencer le prix du marché. Autrement dit, offreurs et demandeurs sont preneurs de prix.

NOTIONS

Allocation des ressources : affectation d'un ensemble de ressources à certains usages de préférence à d'autres.

Demande : description de la relation qui existe entre le prix du marché et la quantité demandée.

Droits de propriété : possibilité reconnue et garantie de consommer, d'obtenir un revenu et de céder un bien ou un actif.

Institutions marchandes : ensemble de règles qui s'imposent aux individus et définissent le cadre des transactions marchandes.

Offre : description de la relation qui existe entre le prix du marché et la quantité offerte.

Preneur de prix : agent économique (ménage ou entreprise) qui est dans l'impossibilité d'exercer par ses seules décisions une influence sur le prix du marché.

Prix et quantité d'équilibre : situation où, pour un prix donné, la quantité offerte est égale à la quantité demandée.

Rationnement : situation où, au prix affiché, les agents ne trouvent pas à acheter (ou à vendre) autant de biens ou de services qu'ils le souhaitent.

Surplus : somme des différences, pour chacune des unités achetées et vendues, entre le prix que les agents économiques étaient disposés à payer (ou à recevoir) et le prix du marché. Le surplus mesure les **gains à l'échange**, c'est-à-dire le bénéfice que chaque coéchangiste retire de sa participation au marché.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

• La confrontation de l'offre et de la demande conduit à la détermination d'un prix et d'une quantité d'équilibre. En effet, si le prix est trop élevé, la quantité offerte excédera la quantité demandée : le prix aura tendance à baisser. Inversement, si le prix est trop bas, la quantité demandée excédera la quantité offerte : le prix aura tendance à augmenter. Ce mécanisme, appelé « **loi de l'offre et de la demande** », permet la détermination d'un prix auquel offre et demande sont égales. On dit alors que **le marché est à l'équilibre**.

• Si, pour une raison ou pour une autre, ces ajustements ne peuvent avoir lieu, le marché sera en **déséquilibre** : c'est ce que l'on observe sur les marchés où les prix sont autoritairement et arbitrairement fixés, où apparaissent des phénomènes de rationnement, c'est-à-dire des situations où les agents ne trouvent pas à acheter (ou à vendre) autant de biens qu'ils le souhaitent aux prix affichés.

C. Les gains à l'échange

► pp. 78-79

• Le marché assure l'allocation des ressources. Nos sociétés sont en effet caractérisées par la rareté des ressources disponibles (en temps, en matières premières, en travail...). Une même ressource peut être affectée (allouée) à des usages alternatifs. Or tout n'est pas possible. Il est donc nécessaire de faire des choix. Il existe divers modes (la planification, le tirage au sort, la file d'attente...) ; mais le marché présente aux yeux de ses défenseurs l'avantage d'éviter l'intervention d'une autorité centrale et de garantir que les quantités demandées seront égales aux quantités offertes.

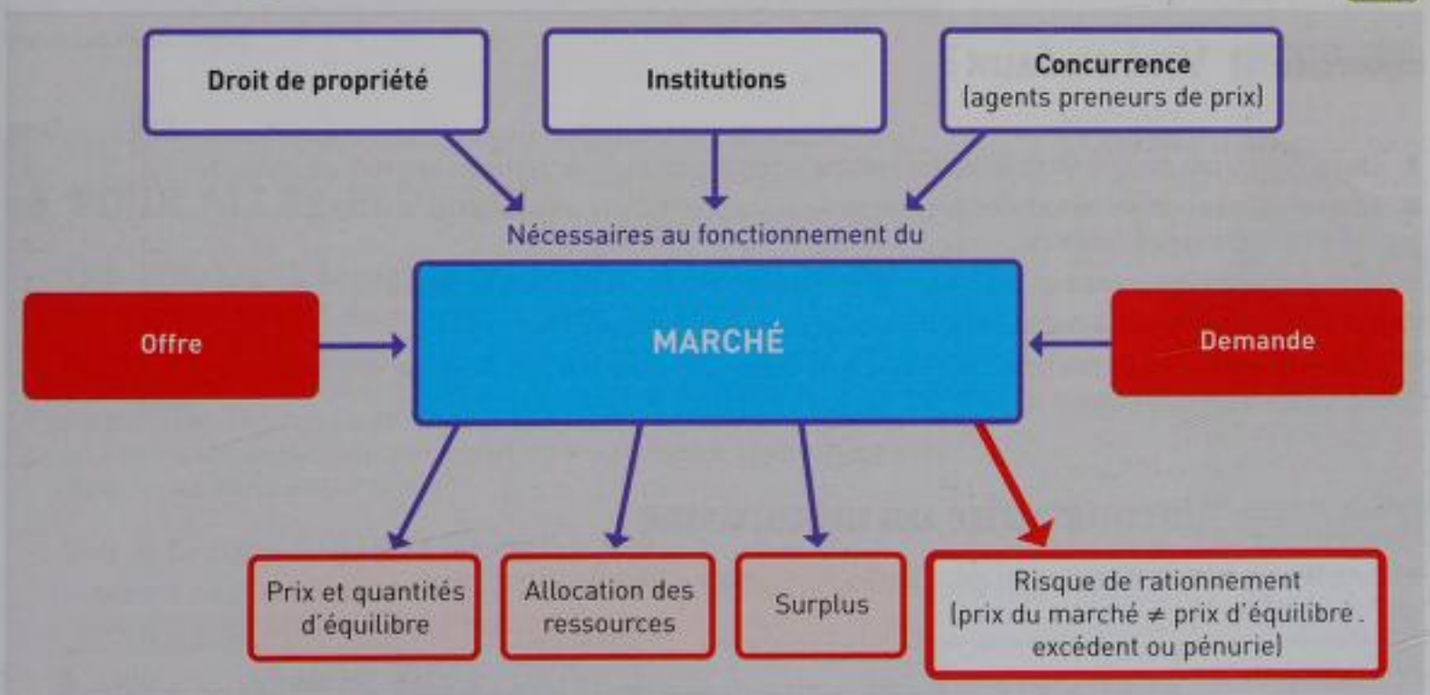
• Si les marchés sont concurrentiels, les choix auxquels ils conduisent s'accompagnent d'un autre avantage : ils maximisent le surplus **collectif**. Le surplus collectif permet de mesurer la totalité des gains à l'échange des offreurs et des demandeurs à l'occasion de l'échange. En effet, le marché impose aux consommateurs et aux producteurs **un seul et même prix unitaire**, identique quelle que soit la quantité que chacun des deux décide finalement d'acheter ou de vendre. Or, si les différentes unités qui constituent la quantité d'équilibre sont produites et consommées à un même prix, elles ne sont pas valorisées de la même manière par le producteur et le consommateur. Lors de l'échange, l'un et l'autre dégagent ainsi, sur les premières unités produites et achetées, un **surplus** ; en effet ils étaient prêts à vendre moins cher, ou acheter plus cher, que le prix d'équilibre.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions de **droits de propriété** et d'**institutions** seront utiles pour l'étude des sources de la croissance ; celles d'**offre** et de **demande**, de **prix** et de **quantité d'équilibre**, et de **rationnement** seront reprises pour le thème du marché du travail.

Ce chapitre est aussi utile pour l'enseignement de spécialité « économie approfondie » sur la **concurrence**.

Schéma de synthèse



1. Pourquoi au prix d'équilibre l'offre égale la demande ?
2. À quelles conditions le marché est-il efficace ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Le vocabulaire du marché

- Reliez chacun des termes ci-dessous à sa définition.

1. Institutions	❑	❑	**a.** Situation où aucun des participants n'a le pouvoir, à lui seul, d'influencer le prix du marché.
2. Droit de propriété	❑	❑	**b.** Affectation des ressources disponibles d'une économie à des usages alternatifs.
3. Concurrence	❑	❑	**c.** Différence, pour chaque unité produite ou consommée, entre le prix effectivement payé (ou reçu) et le prix que l'on était prêt à accepter.
4. Rationnement	❑	❑	**d.** Règles qui s'imposent aux individus et qui constituent le cadre préalable à leur action.
5. Surplus	❑	❑	**e.** Droit de jouir et de disposer des choses.
6. Allocation	❑	❑	**f.** Situations où les agents ne trouvent pas à acheter (ou à vendre) autant de biens qu'ils le souhaitent aux prix affichés.

Exercice 2 Effets sur la courbe de demande

- Associez aux événements suivants la conséquence attendue.

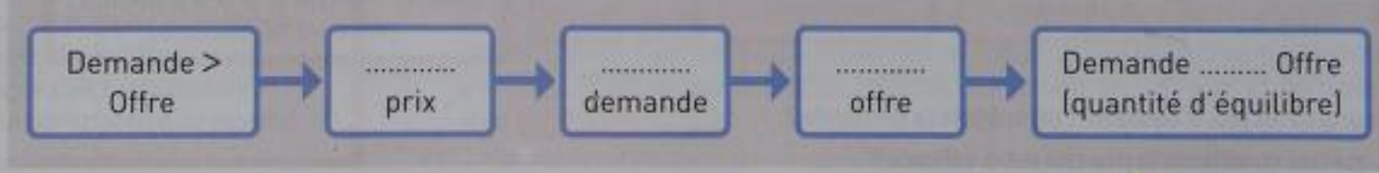
1. Une diminution du prix du chocolat	❑	❑	**a.** Déplacement de la courbe de demande vers la droite
2. Un engouement pour le chocolat	❑	❑	**b.** Déplacement sur la courbe de demande vers le bas
3. Une diminution du revenu	❑	❑	**c.** Déplacement de la courbe de demande vers la gauche

Exercice 3 Vrai ou faux ?

	Vrai	Faux
1. Une baisse du prix des substituts aux stylos entraîne un déplacement de la courbe de demande de stylos.	❑	❑
2. La courbe d'offre agrégée de tomates ne se déplace pas sous l'effet d'une augmentation du revenu des consommateurs de tomates.	❑	❑
3. Fixer le montant des loyers à un bas niveau garantit que les pauvres trouveront à se loger à bon marché.	❑	❑
4. Le marché est un moyen à la disposition d'une société pour décider ce qu'il faut produire.	❑	❑
5. Un prix d'équilibre est un prix situé exactement à mi-chemin entre le prix le plus élevé que sont prêts à payer les consommateurs et le prix le plus bas que sont prêts à accepter les producteurs.	❑	❑

Exercice 4 Reconstruire un mécanisme

- Complétez le schéma d'implication avec l'un des trois symboles suivants : ↗ ou ↘ ou =

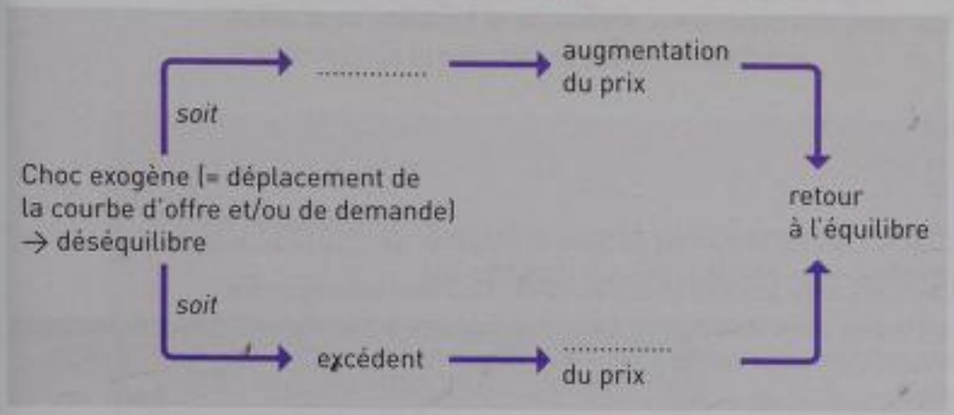


Corrigé des exercices p. 359

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Savez-vous expliquer ?

Exercice 5 Marché en déséquilibre suite à un choc

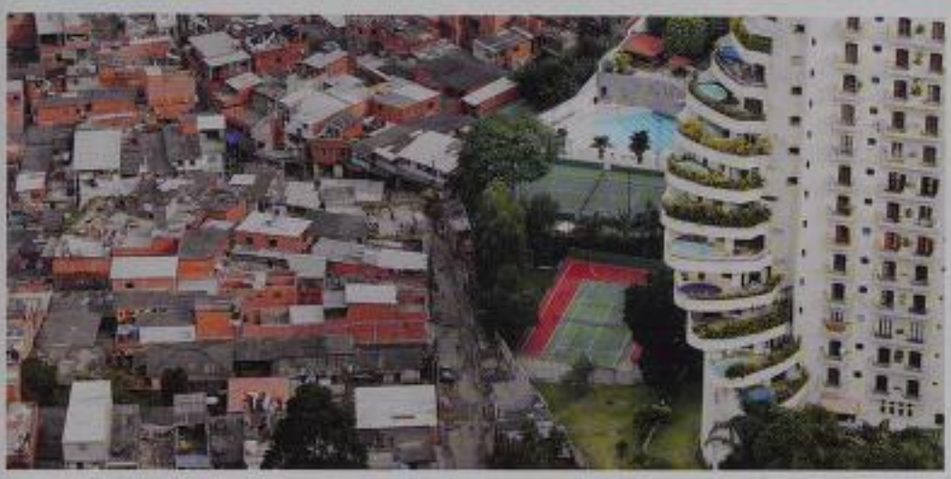


Une file d'attente à Paris, août 1944.

Après avoir reproduit et complété le schéma :

1. Donnez des exemples de chocs exogènes.
2. Illustrez par des exemples des situations où le retour à l'équilibre est empêché.

Exercice 6 Illustrer une notion : la notion d'allocation



Vue de Sao Paulo (Brésil).

- Pourquoi les cabanes sur la photographie peuvent-elles être considérées comme un symptôme d'une mauvaise allocation des ressources ? Expliquez.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Michael J. Sandel, *Ce que l'argent ne saurait acheter, Les limites morales du marché,* Le Seuil, 2014.

Nous savons bien que l'argent ne saurait tout acheter. Et pourtant, la marchandisation des biens et des valeurs progresse sans cesse. Mais c'est en Amérique que cela se passe, pensons-nous. Là-bas, les écoles en sont à payer les enfants s'ils ont de bonnes notes ; les entreprises paient les travailleurs qui font des efforts pour améliorer leur santé... Serions-nous à l'abri de ces dérives ?

Voir ★ *Le Loup de Wall Street,* film de Martin Scorsese, 2013.

Inspiré d'une histoire réelle, un film qui raconte l'ascension d'un trader, au cœur des années 1980, vers la gloire, la fortune et les malversations.

Surfer ★ Sur le site de Dessine-moi l'éco, un exemple classique de la loi de l'offre et de la demande :

http://dessinemoileco.com/comment-expliquer-la-hausse-du-prix-du-logement-en-france/

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Méthode BAC

Présenter et exploiter un document texte

Épreuve composée partie 2

Point Méthode 3

- La deuxième partie de l'épreuve composée consiste en une étude de document accompagnée d'une question. Si le document est le plus souvent de nature statistique, il peut arriver, plus rarement, qu'il s'agisse d'un document texte, strictement factuel (extrait d'entretien, monographie, récit de vie, compte-rendu d'enquêtes, etc.).

- Si, dans l'ensemble, les exigences dans le cas d'un document texte sont comparables à celles attendues lors de l'analyse d'un document statistique, plusieurs précautions toutefois doivent être prises.

ÉTAPE 1 Présenter le document texte

a. **Identifiez la nature du texte qui vous est proposé** : s'agit-il d'un extrait d'entretien, d'un compte-rendu d'observation, d'un extrait de reportage, etc. ?

b. Repérez le **thème abordé** par le document : s'agit-il d'un récit de vie, du compte-rendu d'une observation d'une interaction, de la description d'une institution sociale, etc. ?

c. Demandez-vous également à **quel moment** et à **quel endroit** le texte a été écrit, l'enquête menée.

Pour répondre à ces trois questions, prêtez attention au titre du document, au titre de l'ouvrage d'où le document est extrait, ainsi qu'à la date de parution de celui-ci.

ÉTAPE 2 Exploiter le document texte pour répondre à la question

Une fois ces premières remarques faites, vous devez, **à l'aide du document, répondre à la question générale qui vous est posée**. La question concerne toujours l'un des thèmes du programme ; il est donc important de bien connaître la partie du programme concernée :

Exemple : Après avoir présenté le document, vous montrerez pour quelles raisons il est possible d'affirmer que le *marché* est une « *institution* ».

a. Il faut comprendre le sens des termes qui sont employés et, par suite, celui de la question qui vous est posée : ici **deux mots sont importants**, « marché » et « institution ». **Il est donc indispensable de les définir**.

b. Il faut faire le **lien entre le cas particulier présenté dans le document et la question générale** qui vous est posée : plus précisément ici, il faut sélectionner ce qui permet d'affirmer que le marché peut être considéré comme une institution.

ÉTAPE 3 Mobiliser le texte lors de la rédaction de votre réponse

- Vous devez faire attention à ne pas vous contenter de paraphraser le texte et à tirer les conclusions pertinentes des éléments que vous avez choisis de retenir. Il faut donc citer le texte, mais toujours de façon ponctuelle, judicieuse et parcimonieuse.

Astuce : à chaque fois que vous citez le texte, ajouter quelques mots qui explicitent les raisons de votre choix et le lien qui existe entre le fait mentionné et la question posée par le sujet.

Application

1. *Présentez le document texte p. 87 (Étape 1).*

2. *Répondez à la question en vous servant du texte (Étapes 2 et 3).*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Épreuve composée

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous montrerez pour quelles raisons il est possible d'affirmer que le marché est une « institution ».

Document **Enquête sur le processus de création du marché au cadran de Fontaines-en-Sologne**

« En 1981 s'est constitué, à Fontaines-en-Sologne, un marché qui draine une grande partie de la production de fraises à bouche provenant de communes appartenant aux micro-régions de la Sologne viticole et de la Grande Sologne. [...] Ce marché se caractérise par l'utilisation d'une technologie de pointe permettant de réaliser des transactions grâce à l'information immédiate des acheteurs sur la valeur des enchères par affichage sur un panneau électronique, sans passer par le marchandage ou la confrontation entre partenaires*.

La création du marché au cadran semble être le résultat de la rencontre entre un conseiller économique de la Chambre régionale d'agriculture et quelques agriculteurs solognots ayant des intérêts communs à la mise en place de ce nouveau mode de commercialisation. [...] Les leaders régionaux et le conseiller économique, convaincus de l'intérêt de la création du marché au cadran, ont mené un double travail pour faire passer leur conviction à la fois auprès des expéditeurs et auprès des agriculteurs de la région.

[...] Pour convaincre les agriculteurs, des voyages ont été organisés dans le cadre du Syndicat des producteurs de fraises pour observer le fonctionnement d'autres marchés au cadran. Des réunions de "sensibilisation" furent organisées à la campagne. Lorsque les agriculteurs favorables à la création du marché eurent jugé qu'ils étaient suffisamment nombreux, une assemblée générale du Syndicat des producteurs de fraises décida la création de ce marché [...]. Au mois de mai 1982, le nouveau marché commençait à fonctionner dans une école désaffectée de Fontaines-en Sologne. »

■ Marie-France Garcia, « La construction sociale d'un marché parfait. Le marché au cadran de Fontaines-en-Sologne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 65, novembre 1986.

* Marché dit « au cadran ».

Pièges à éviter

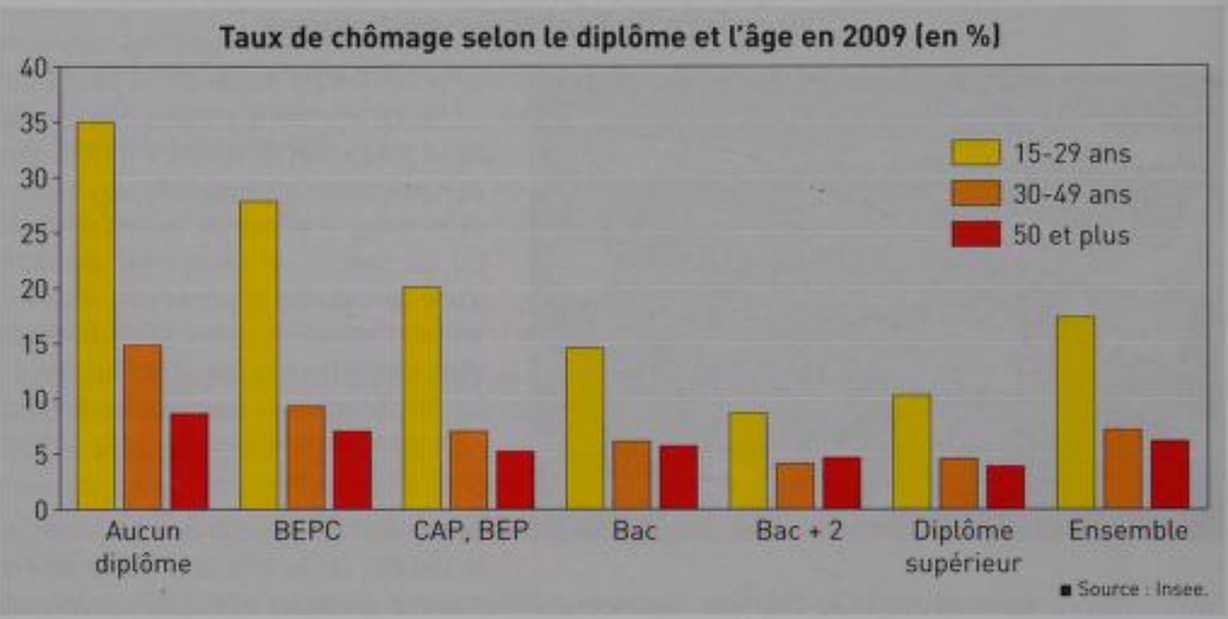
- **Croire que la présence du document dispense de connaître son cours.**
- **Paraphraser le document.**
- **Citer le document sans analyse de la citation.**
- **Répondre à la question posée sans faire référence au document.**
- **Ne pas organiser sa réponse.**

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

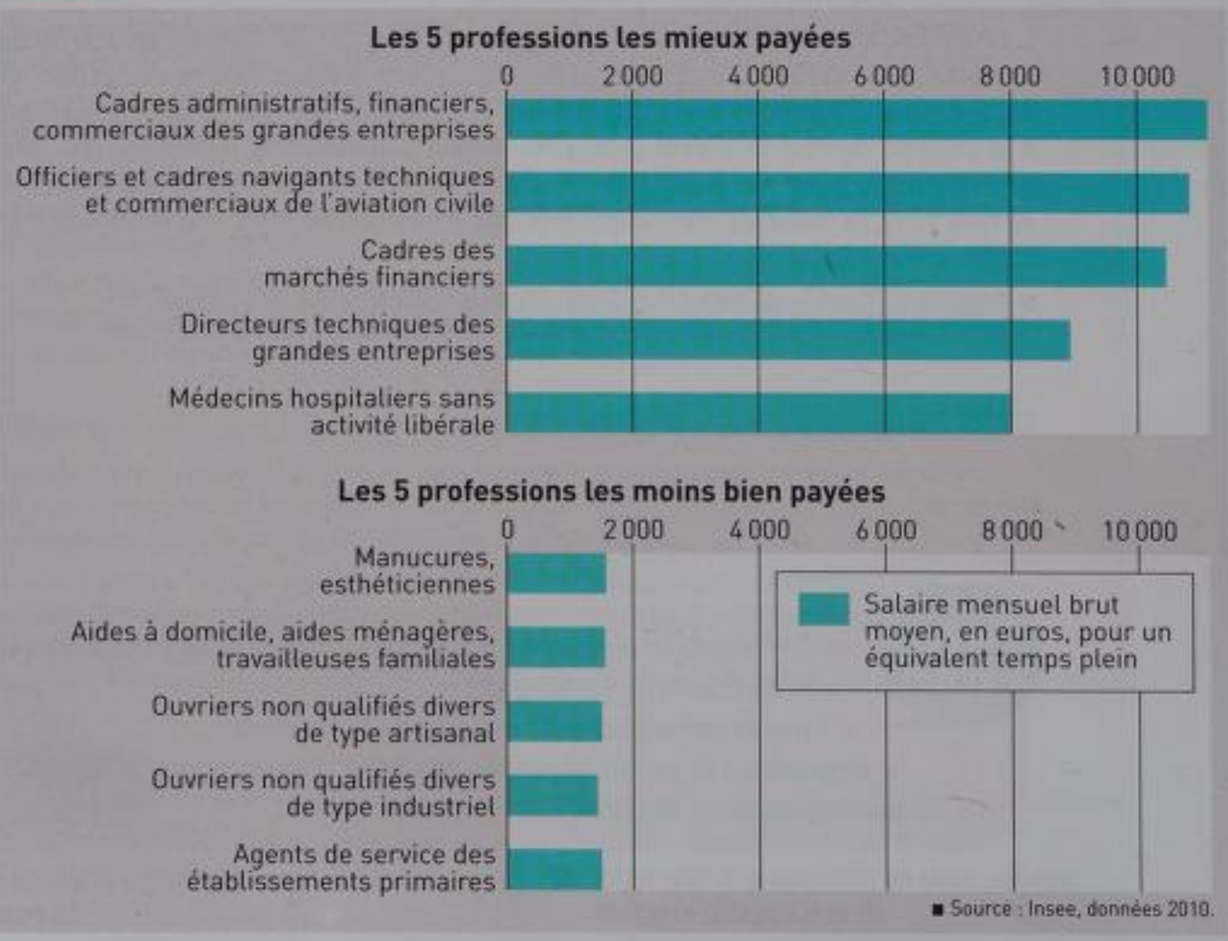
BAC blanc Dissertation

SUJET Dans quelle mesure peut-on parler d'un marché du travail ?

Doc 1



Doc 2



- Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
- Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3

« Concrètement, il serait infondé de ne pas reconnaître l'effectivité de pures logiques marchandes dans certaines configurations ou segments du marché du travail. [...] Mais d'autres logiques pèsent sur la détermination des salaires [...].

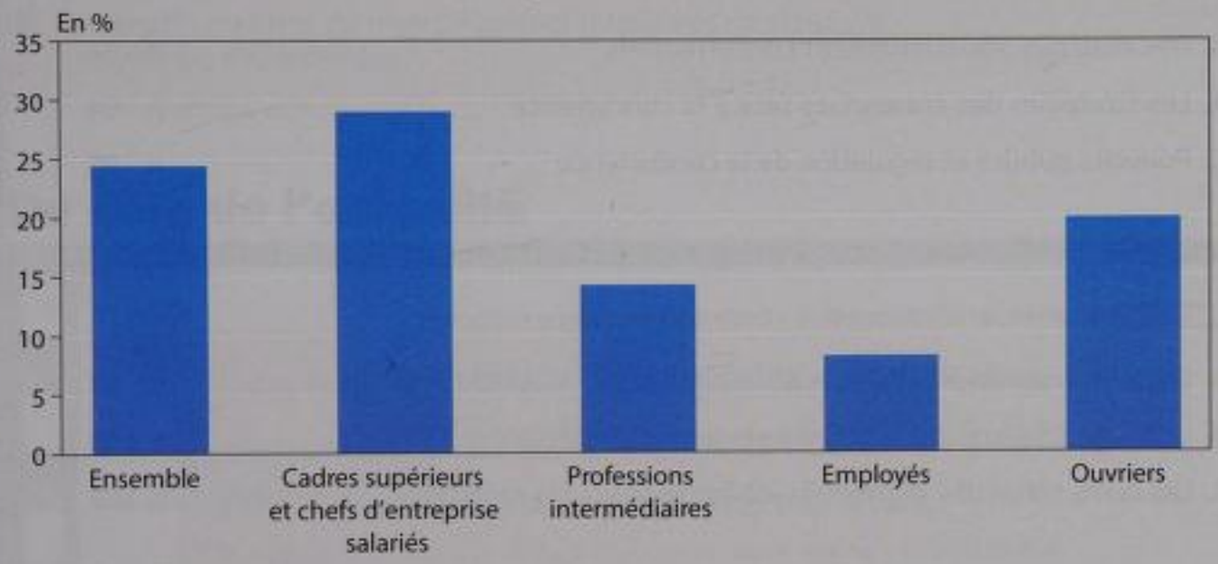
De nombreux "marchés du travail" sont plus ou moins "fermés", soit par des cadres réglementaires stricts (en France, par exemple, l'exercice de la médecine ou la détention d'une licence de taxi), soit par des dispositifs de protection collective des travailleurs. [...] De même, le recours aux réseaux (pour trouver un emploi) [...] montre que le marché du travail ne fonctionne pas conformément aux principes de la théorie économique, puisqu'il témoigne que l'information sur les emplois à pourvoir comme sur les compétences disponibles est largement opaque.

[...] Il faut (également) prendre en considération l'existence au sein des grandes entreprises de "marchés internes" du travail, c'est-à-dire de dispositifs d'appariement interne des travailleurs et des emplois [...]. »

■ François Vatin, « La travail marchandise : une fiction aliénante et émancipatrice », *Problèmes économiques*, Hors-série n° 3, février 2013.

Doc 4 **Écart entre le salaire des hommes et celui des femmes**

Salaires nets mensuels moyens (en équivalent temps plein)



Lecture : Les femmes gagnent ... % de moins que les hommes.

■ Source : Insee, données 2010.

Conseil

Dans tout intitulé de sujet, il est important de repérer le ou les termes importants et/ou ambigus. Il convient alors de s'interroger sur la définition exacte du terme en question. Ici, il faut par exemple vous demander ce que l'on entend économiquement par marché et si l'expression usuelle « marché du travail » correspond à la définition économique traditionnelle.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Chapitre 4

Imperfections et défaillances du marché

Dossiers

Dossier 1. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

Notions Pouvoir de marché • Oligopole • Monopole

A. Des marchés imparfaitement concurrentiels ..... p. 92
B. Les stratégies des entreprises face à la concurrence ..... p. 94
C. Pouvoirs publics et régulation de la concurrence ..... p. 96

Dossier 2. Quelles sont les principales défaillances de marché ?

Notions Asymétries d'information • Externalités • Biens collectifs

A. Des informations imparfaites sur les marchés ..... p. 98
B. Le marché ne prend pas en compte les externalités ..... p. 100
C. Les biens collectifs, ni produits, ni échangés sur le marché ..... p. 102

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Exploiter et croiser des documents → TD 1 ..... p. 104
★ Présenter un mécanisme. Épreuve composée 3 → Méthode Bac ..... p. 110
★ Dissertation → Bac Blanc ..... p. 112

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Défaillances du marché • Externalités
• Pouvoir de marché • Monopole • Oligopole → Synthèse ..... p. 106

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

La marée noire au large de la Nouvelle-Zélande suite au naufrage du Rena, en octobre 2011.

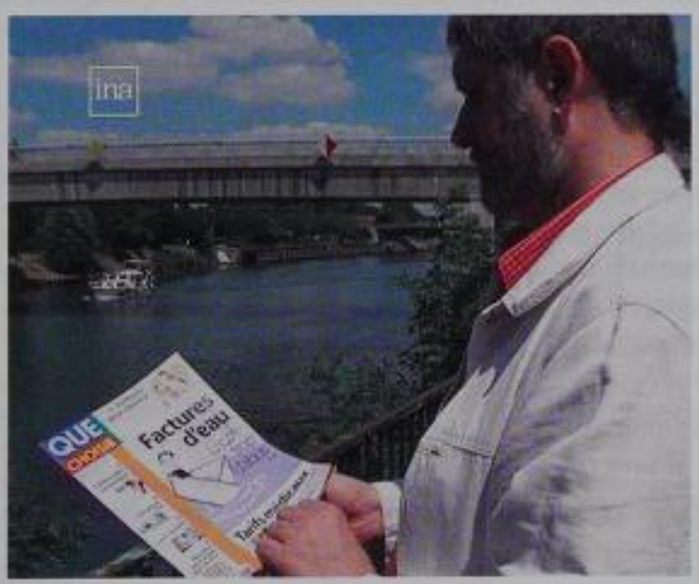
Pour commencer

- Le fonctionnement du marché permet-il toujours de satisfaire les intérêts des individus ?

Du côté de l'actualité

C'est une des eaux les plus chères de France, pourtant l'opérateur Veolia devrait être reconduit pour en assurer la fourniture.

■ « Veolia, en route pour un siècle de monopole de l'eau », reportage de David Esnault.



Activité vidéo

1. Pourquoi reproche-t-on à Veolia un prix de l'eau élevé ?
2. Que propose UFC-Que choisir afin de réduire les prix ?
3. Quels sont les arguments mis en avant par le président du syndicat des eaux d'Île-de-France pour justifier le prix élevé de l'eau ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Des marchés imparfaitement concurrentiels

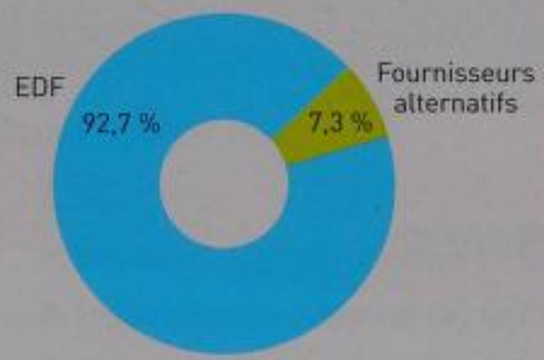
OBJECTIF • *Analyser et comparer les différentes structures de marchés imparfaitement concurrentiels*

Pour commencer

Doc 1 Le marché de l'électricité, un marché concurrentiel ?

Les fournisseurs en chiffres

Parts de marché au 30 juin 2013



Contrats de référence : particulier base 6 kVA, Paris, septembre 2013.

■ Source : Anne Feitz, Véronique Le Billon, « Électricité : la hausse des tarifs d'EDF relance la concurrence », *Les Échos*, 1er janvier 2013.

1. *Faites une phrase exprimant la signification des données chiffrées.*
2. *Le marché de l'électricité est-il un marché fortement concurrentiel ? Pourquoi ?*
3. *Quels sont les risques potentiels pour les consommateurs liés à la structure de ce marché ?*

DÉFINITION

Structure de marché : la structure d'un marché est déterminée par le nombre d'offreurs et de demandeurs ainsi que par le degré de concurrence existant sur ce marché.

Doc 2 Les conditions de la concurrence pure et parfaite

« ***Atomicité :*** Il existe un très grand nombre de producteurs et d'acheteurs sur le marché ; aucun agent particulier n'a un poids suffisant pour influencer les résultats du marché.

Libre entrée : À tout moment, n'importe quel agent, acheteur ou producteur, est libre de participer ou de ne pas participer à l'activité du marché. [...]

Homogénéité : Toutes les entreprises produisent un même produit homogène, c'est-à-dire considéré comme identique par les acheteurs. [...] La concurrence entre les entreprises [...] ne peut se faire qu'à travers les prix.

Mobilité : Les facteurs de production sont parfaitement mobiles. Le travail et le capital peuvent donc se déplacer librement et sans délai d'une entreprise à une autre ou d'un marché à un autre.

Transparence : L'information des différents agents intervenant sur le marché est parfaite, c'est-à-dire disponible immédiatement et sans coût. [...]

Les deux premières conditions ci-dessus garantissent que le marché est pur de tout élément de monopole ; les trois suivantes assurent que les mécanismes de la concurrence peuvent jouer parfaitement. »

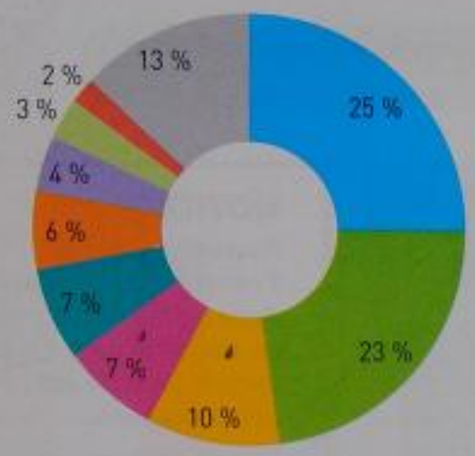
■ Jacques Généreux, *Économie politique, T. 2 : Microéconomie*, 7e édition, Hachette supérieur, 2014.

1. *Qu'est-ce qui justifie la mise en place de la concurrence pure et parfaite ?*
2. *En quoi les deux premières conditions garantissent-elles la « pureté de la concurrence » ?*
3. *Illustrez, par des exemples de marché, des situations dans lesquelles chaque condition peut être invalidée.*
4. *Quelle est la conséquence de la remise en cause des hypothèses de la concurrence pure et parfaite sur les mécanismes de marché ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Le marché des eaux, un oligopole

Parts de marché des marques d'eaux de table plates en grandes et moyennes surfaces en 2011



■ Source : RayonBoissons, 18 juin 2012.

1. *Quels sont les trois grands groupes possédant l'essentiel des marques d'eau minérale en 2011 ?*
2. *Calculez la part de marché respective de chacun de ces groupes puis faites une phrase exprimant la signification des données calculées.*
3. *Quelle est l'hypothèse de la concurrence pure et parfaite qui est remise en question ici ? Justifiez.*
4. *En quoi peut-on dire que le marché des eaux minérales en France est un oligopole ?*
5. *Quels sont les risques pour les consommateurs ?*

EXERCICE Distinguer les différentes structures de marché

Recherchez le sens des termes que vous ne connaissez pas dans la liste suivante :
a. monopsone **b.** monopole bilatéral **c.** concurrence parfaite **d.** oligopole **e.** monopsone contrarié **f.** monopole contrarié **g.** oligopole bilatéral **h.** oligopsone **i.** monopole.

1. Complétez, après l'avoir recopié, le tableau à partir de ces mêmes termes.

Offre / Demande	un vendeur	quelques vendeurs	nombreux vendeurs
un acheteur			
quelques acheteurs			
nombreux acheteurs			

NOTIONS

Oligopole : un marché sur lequel il y a un grand nombre de demandeurs et très peu de producteurs. Les producteurs peuvent fixer plus librement leurs prix de vente.

Monopole : un marché sur lequel il y a un seul producteur et un grand nombre de demandeurs. Le monopole est alors en capacité de fixer lui-même le prix des produits qu'il vend.

Doc 4 La fin du monopole ferroviaire

« *15 mars 2003* ● Le transport du fret ferroviaire transeuropéen est ouvert à toutes les entreprises à travers l'Union européenne.
13 juin 2005 ● Le premier train privé de marchandises circule en France.
31 mars 2006 ● Le trafic intérieur du fret s'ouvre totalement à la concurrence dans toute l'Union européenne.
8 décembre 2009 ● Une loi définit et régule l'organisation du transport ferroviaire. L'État crée l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF), qui veille de façon indépendante au respect de la libre concurrence.
13 décembre 2009 ● Le transport international de voyageurs s'ouvre à la concurrence.

Les années 2000 ont vu s'ouvrir à la concurrence les marchés du fret ferroviaire puis de la grande vitesse. [...]
Avec l'ouverture du transport ferroviaire international à la concurrence, de nouvelles entreprises ferroviaires peuvent proposer des trains sur des lignes autrefois réservées à l'opérateur national historique. Par exemple, les trains de notre filiale Keolis s'arrêtent aujourd'hui dans les gares allemandes ou anglaises. Ce que vous y gagnez ? Une offre de voyages plus importante, des tarifs diversifiés et l'assurance d'une meilleure qualité de prestations. Nous voyons dans l'ouverture du transport Voyageurs à la concurrence l'opportunité de nouveaux marchés internationaux. »

■ « L'ouverture à la concurrence », www.sncf.com.

1. *En quoi peut-on considérer que la SNCF est toujours en situation de monopole ?*
2. *Quelles sont les conditions de la concurrence pure et parfaite qui sont remises en cause ?*
3. *Comment la structure du marché du transport ferroviaire a-t-elle évolué depuis le début des années 2000 ?*
4. *Quelles raisons pourraient justifier la fin du monopole ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Qu'est-ce qui distingue les différentes structures de marché ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B Les stratégies des entreprises face à la concurrence

OBJECTIF • *Analyser les stratégies mises en œuvre par les vendeurs pour renforcer leur pouvoir de marché*

Pour commencer

Doc 1 Une publicité, pour quoi faire ?

1. *Décrivez la publicité.*
2. *Quel est le message adressé aux consommateurs ?*
3. *D'après vous, quels peuvent être les effets de cette publicité sur l'achat du véhicule ?*
4. *Quel intérêt les producteurs ont-ils à faire de la publicité ?*

NOTIONS

Pouvoir de marché : il correspond à la capacité d'une entreprise à dominer un marché et donc à imposer son prix de vente aux consommateurs.

Concurrence monopolistique : situation où les producteurs s'efforcent de différencier leurs produits de ceux de la concurrence pour obtenir une sorte de monopole en proposant un bien ou un service ayant certaines caractéristiques propres (SAV, innovation technique, image de marque...).

Doc 2 Différencier son produit

	APPLE IPHONE 6	SAMSUNG GALAXY ALPHA	SONY XPERIA Z3 COMPACT
Prix	709	649	499
Taille écran	4,7 pouces	4,7 pouces	4,6 pouces
Stockage	16/64/128 GO	32 GO	16 GO (extensible)
Batterie	1810 mAh	1860 mAh	2600 mAh
Appareil photo	8 Mégapixels	12 Mégapixels	20,7 Mégapixels
Poids	129 g	115 g	129 g
4G	Oui	Oui	Oui
Capteur d'empreintes	Oui	Oui	Non

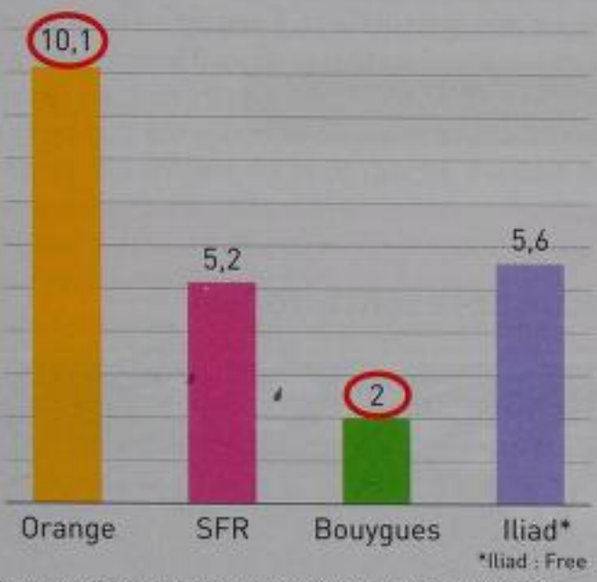
■ Source : www.apple.com ; www.google.fr/nexus/5/ ; www.samsung.com/fr/galaxys5/

1. *Quelles sont les caractéristiques communes à ces trois smartphones ? Qu'est-ce qui les différencie ?*
2. *Quelle est l'hypothèse de la concurrence pure et parfaite qui n'est pas vérifiée ici (voir doc. 2 p. 92) ?*
3. *Pourquoi, d'après vous, les marques cherchent-elles à différencier leurs produits ?*
4. *Par quels moyens les marques peuvent-elles renseigner les consommateurs sur les qualités de leurs produits ?*
5. *Expliquez en quoi le marché des smartphones révèle une concurrence « monopolistique ».*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La guerre des prix dans les télécoms

A. Le nombre d'abonnés au téléphone fixe en 2013, en millions



■ Source : Jérôme Lefilâtre, « Combien pèsent Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free ? », challenges.fr, 10 mars 2014.

B. La stratégie de Bouygues

« Bouygues Telecom a ouvert un troisième front dans la guerre des prix. Après l'offensive sur les tarifs dans la 4G (l'internet mobile très haut débit), celle sur les prix des communications en Europe *(roaming)*, c'est au tour du fixe d'être dans la tempête.

Bouygues Telecom lance une offre *triple play* (téléphonie fixe, Internet et TV) pour 19,99 €. Elle sera commercialisée dès le 3 mars. L'opérateur promet au passage une économie de "plus de 150 € par an, en moyenne" au consommateur. Bouygues Telecom s'est de facto positionné avec une offre inférieure d'une douzaine d'euros à celles de ses concurrents et à ses propres tarifs antérieurs. Free a riposté dans l'heure, dégainant une offre à 19,98 €, chez Alice. Un centime de moins qui lui permet de communiquer sur "l'offre la moins chère". [...] Avec son offre de BBox à 19,99 €, Bouygues Telecom vise à rendre coup pour coup à Free. [...] Bouygues Telecom a annoncé viser une part de marché de 20 %, c'est-à-dire cinq millions de clients. »

■ « Télécoms : guerre des prix sans merci entre Bouygues et Free », © Elsa Bembaron, lefigaro.fr, 26 février 2014.

1. *Faites une phrase avec les données entourées (doc. 3A).*
2. *Montrez que les entreprises de télécoms se livrent à une « guerre des prix » (doc. 3B).*
3. *En vous appuyant sur le graphique et le texte, justifiez la stratégie de l'entreprise Bouygues.*
4. *Quels sont les avantages et les risques liés à une stratégie de « guerre des prix » ?*

Doc 4 Les ententes illicites entre les fabricants de roulements automobiles

« La Commission européenne a imposé mercredi une amende totale de 953,3 millions d'euros au groupe allemand Schaeffler, au suédois SKF et à trois équipementiers automobiles japonais pour entente illicite sur les prix des roulements automobiles. [...] Le marché des roulements automobiles, qui servent à réduire les frictions entre les pièces mobiles d'un véhicule, est estimé à deux milliards d'euros par an en Europe. [...]

Selon la CE, les entreprises se sont entendues pour coordonner secrètement leur stratégie tarifaire sur le marché automobile européen pendant plus de sept ans, d'avril 2004 à juillet 2011. [...]

Joaquin Almunia, le commissaire à la Concurrence, a dit espérer que ces nouvelles amendes porteraient leurs fruits après les sanctions déjà infligées aux producteurs de fils électriques et de mousse utilisée dans les sièges des voitures. "Si l'on restait les bras croisés, les cartels sur le marché des pièces détachées automobiles pourraient amoindrir la compétitivité de l'industrie automobile et gonfler artificiellement les prix payés par les acheteurs européens de voitures", a-t-il déclaré. »

■ Benoît Van Overstraeten, « L'UE sanctionne des fabricants de roulements à bille », challenges.fr, 19 mars 2014, © Reuters.

1. *Qu'est-ce qu'une entente illicite ? Quels sont ses objectifs ?*
2. *En quoi peut-on dire que les fabricants de roulements automobiles ont mis en place une entente illicite ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*
4. *Comment les pouvoirs publics luttent-ils contre les ententes illicites ? Illustrez.*

ACTIVITÉ

Développer une stratégie commerciale

Par groupes de deux, vous concevez une paire de chaussures. Cependant, le marché est très concurrentiel : d'autres entreprises cherchent à séduire le plus de clients possibles. Allez-vous devenir le leader ?

1. Décrivez les caractéristiques de votre produit.
2. Réalisez une publicité qui sera présentée à l'oral aux consommateurs.
3. Un vote a lieu à l'issue de chaque présentation. Bilan : quel produit recueille le plus de voix ? Pourquoi ?

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Par quels moyens les entreprises peuvent-elles renforcer leur pouvoir de marché ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

C Pouvoirs publics et régulation de la concurrence

OBJECTIF • *Comprendre l'intervention des pouvoirs publics pour garantir le bon fonctionnement des marchés*

Pour commencer

Doc 1 Un exemple d'intervention de l'Autorité de la concurrence

« C'est un sérieux camouflet que l'Autorité de la concurrence a infligé à Canal+ et à la Ligue nationale de rugby (LNR), mercredi 30 juillet. Saisie par la chaîne beIN Sports, elle a suspendu l'accord historique passé entre la chaîne cryptée et la ligue. Le 14 janvier dernier, la LNR avait attribué à Canal+, contre un chèque de 355 millions d'euros, l'exclusivité de la retransmission du championnat de France de rugby jusqu'en 2019. Mais l'Autorité de la concurrence a sommé la ligue de remettre en jeu ces droits TV. Soupçonnée "d'entente anticoncurrentielle", la LNR devra effectuer "une nouvelle procédure de mise en concurrence" avant le 31 janvier 2015. »

■ « Rugby : l'Autorité de la concurrence relance la guerre des droits télé », www.francetvinfo.fr, 30 juillet 2014, © DR.

1. *Le marché de la diffusion du championnat de France de rugby est-il un marché fortement concurrentiel ?*
2. *Quel est l'organisme chargé de faire respecter les règles de la concurrence ?*
3. *Quelle décision cet organisme a-t-il prise concernant la retransmission du championnat de France de rugby ? Pourquoi ?*

Doc 2 La politique de la concurrence au niveau européen

« Les biens devant circuler sans entraves au sein [du Marché commun], il semblait logique que les États membres adoptent des règles communes concernant la concurrence, afin que celle-ci ne soit pas faussée dans l'intérêt des entreprises et dans celui des consommateurs. »

LES RÈGLES VIS-À-VIS DES ENTREPRISES			LES RÈGLES VIS-À-VIS DES ÉTATS	
L'interdiction des ententes	**L'interdiction des abus de position dominante**	**Le contrôle des concentrations**	**L'interdiction des aides d'État**	**Le démantèlement des monopoles d'État**
L'UE interdit un accord ou une concertation entre plusieurs entreprises dominant le marché sur le niveau des prix ou la quantité de la production, par exemple.	L'UE contrôle la conduite d'une entreprise en situation dominante sur un marché donné (plus de 50 % des parts de marchés).	L'UE contrôle en amont les projets de fusion présentés par les entreprises et doit ou non donner son accord.	L'UE interdit les aides d'État, lorsqu'elles risquent de fausser la concurrence. Sont concernées les subventions, mais aussi les exonérations fiscales ou les garanties de prêt.	L'UE impose le démantèlement des monopoles octroyés à des entreprises notamment dans le cadre des missions de service public.

■ D'après « La politique de la concurrence », vie-publique.fr, 13 mars 2013.

1. *Qu'est-ce que le Marché commun ?*
2. *Pourquoi l'Union européenne est-elle chargée de faire respecter les conditions de la concurrence au sein du Marché commun ?*
3. *Quels acteurs sont visés par cette politique ?*
4. *Quelles sont les pratiques condamnées ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La lutte contre les ententes illicites

« L'Autorité de la concurrence [AC] a infligé une amende de 361 millions d'euros au cartel de la lessive (Unilever, Henkel, Procter & Gamble et Colgate-Palmolive) pour s'être entendu sur les prix. [...] Les quatre grands lessiviers actifs sur le marché français se sont concertés au sein d'un cartel qui a duré de 1997 à 2004. Le préjudice est d'autant plus grave qu'à eux quatre, ils pesaient, au moment où ils ont scellé leur entente, 97 % du marché. Pendant toute cette période, ils ont coordonné leurs prix, en maintenant artificiellement les écarts entre leurs produits, qui avaient chacun un positionnement tarifaire intangible. »

■ Catherine Maussion, « La France réduit en poudre le cartel des lessives », Liberation.fr, 9 décembre 2011.

1. *Quelle est la structure de ce marché ? Justifiez.*
2. *Décrivez les faits reprochés aux quatre entreprises.*
3. *En quoi ces faits sont-ils anti-concurrentiels ?*
4. *Quelles sont les sanctions prononcées par l'AC ? Vous semblent-elles dissuasives ?*

EXERCICE Caractériser des entraves à la concurrence

L'Autorité de la concurrence (AC) a menacé en avril 2014 Nespresso d'une amende égale à 10 % de son chiffre d'affaires mondial. Que reprochait-elle au fabricant de café ? Associez chaque fait (**1** à **4**) à un constat (**a** à **d**) :

1. 85 % des parts sur le marché des dosettes à expresso	**a.** abus de position dominante
2. Évolution des machines à chaque arrivée d'un concurrent	**b.** obstacle technique à la concurrence
3. Mention sur les cafetières : « machine fonctionne uniquement avec les capsules Nespresso [...] »	**c.** obstacle juridique
4. Mise en cause de la compatibilité des dosettes concurrentes	**d.** obstacle commerciaux

■ D'après Marie-Josée Cougard, « Nespresso va devoir faire de la place aux dosettes de ses concurrents », lesechos.fr, 4 septembre 2014.

Doc 4 La lutte contre les abus de position dominante

« Depuis 1948, *L'Équipe* est l'unique quotidien sportif français. Régulièrement, un concurrent s'attaque à son monopole [...]. Mais, à chaque fois, le nouvel arrivant se casse les dents et finit par jeter l'éponge.

Ce monopole de *L'Équipe* est dû à son ancienneté et à sa qualité, mais aussi à des comportements anti-concurrentiels, qui ont été sanctionnés pour la première fois jeudi 20 février. En effet, le quotidien du groupe Amaury a été condamné par l'Autorité de la concurrence à une amende de 3,5 millions d'euros pour avoir évincé illégalement le *10 Sport*. [...] Pour tuer son rival, Amaury avait lancé lui aussi un quotidien sportif, baptisé *Aujourd'hui Sport*, "une réplique presque en tous points" du *10 Sport* : même tarif *low cost* (0,50 euro), même format, même ligne éditoriale (surtout du foot), et même date de lancement !

[...] Une fois tué le *10 Sport*, la parution du journal s'est arrêtée trois mois plus tard. [...] Ce comportement stratégique traduit bien la volonté d'éviction du groupe Amaury qui a fait le choix de sacrifier des bénéfices en espérant évincer son concurrent et retrouver sa situation de monopole. »

■ Jamal Henni, « *L'Équipe* condamnée pour avoir tué son concurrent le *10 Sport* », bfmtv.com, 20 février 2014, © DR.

1. *Le marché des quotidiens sportifs en France est-il caractérisé par une forte concurrence ? Justifiez.*
2. *Détaillez la stratégie suivie par le journal L'Équipe pour rester en situation de monopole.*
3. *Pourquoi la sanction mise en place par l'Autorité de la concurrence est-elle de nature à renforcer la concurrence sur le marché ?*

Prépa Bac

Rédigez l'introduction du sujet suivant

Pourquoi et comment les pouvoirs publics réglementent-ils la concurrence ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Des informations imparfaites sur les marchés

OBJECTIF • *Comprendre comment les asymétries d'information peuvent entraver le fonctionnement des marchés*

Pour commencer

Doc 1 L'obsolescence programmée

■ Illustration de Martin Vidberg pour « Obsolescence programmée », www.cniid.org, mars 2011. © Cniid.

1. *Qu'est-ce que « l'obsolescence programmée » ?*
2. *Les consommateurs ont-ils toujours toutes les informations sur les produits qu'ils s'apprêtent à consommer ?*
3. *Quelles conséquences le manque d'information peut-il avoir sur la consommation ?*

NOTION

Asymétrie d'information : il y a asymétrie d'information sur un marché lorsqu'un ou plusieurs agents détiennent une information que les autres agents ne possèdent pas.

Doc 2 Le marché des véhicules d'occasion

« Pourquoi une voiture, dès lors qu'elle a roulé ne serait-ce que 100 kilomètres, perd-elle 20 % de sa valeur par rapport à une voiture sortant de l'usine ? L'idée est simple : les acheteurs ne connaissant pas la qualité des véhicules et n'ayant aucune garantie sur leur état, étant incapables de distinguer les *lemons*[1] des bonnes occasions, exigent une décote pour prendre le risque de les acheter.

Dans ces conditions, le prix du marché baisse. Certains propriétaires de bonnes voitures renoncent à vendre, provoquant ainsi un phénomène de sélection adverse : les bons quittent le marché, les mauvais restent. Privés d'informations techniques, les acheteurs ont tendance à prendre le prix lui-même comme base d'information : si tel vendeur baisse ses prix, c'est que sa voiture n'est pas bonne, donc je ne l'achète pas.

Pour endiguer ce phénomène, Akerlof met en évidence le rôle des institutions économiques comme l'État, qui édicte des règles et met en place des contrôles sur les véhicules, à l'instar du contrôle technique, afin de réduire l'asymétrie informationnelle, garantir la qualité, et donc maintenir les prix. »

■ George Akerlof, *Alternatives économiques* Poche n° 21, novembre 2005.

1. Nom utilisé aux États-Unis pour désigner de façon familière les véhicules d'occasion de mauvaise qualité.

1. *Pourquoi peut-on parler d'asymétrie d'information sur le marché des voitures d'occasion ?*
2. *À l'aide d'un schéma d'implication, retracez les différentes étapes conduisant à la disparition des bonnes voitures d'occasion du marché.*
3. *Qu'est-ce que le phénomène de « sélection adverse » ?*
4. *Comment est-il possible de réduire les asymétries d'information ? Donnez des exemples.*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Comment remédier au problème des asymétries d'information ?

A. La production d'informations

B. Une réglementation de contrôle

« Tous les véhicules particuliers (VP), les véhicules utilitaires et les camping-cars dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est inférieur ou égal à 3,5 tonnes, doivent être soumis à un contrôle technique périodique effectué par un organisme agréé par l'État. [...]

Véhicules concernés

Véhicules de plus de 4 ans : le 1er contrôle doit être effectué dans les 6 mois qui précèdent la date du 4e anniversaire de la 1re mise en circulation du véhicule. Les suivants doivent être effectués tous les 2 ans. [...]

Véhicules vendus d'occasion : si le véhicule a plus de 4 ans, vous devez remettre à l'acquéreur, avant la conclusion du contrat de vente, la preuve du contrôle technique datant de moins de 6 mois. [...] Cette preuve sera nécessaire à l'acquéreur pour obtenir un certificat d'immatriculation (ex-carte grise) dans une série normale (c'est-à-dire autre que véhicule de collection ou immatriculation provisoire). »

■ « Contrôle technique d'une voiture particulière, camionnette ou camping-car », vosdroits.service-public.fr.

1. *En quoi consiste un contrôle technique pour un véhicule (doc. B) ?*
2. *Quels sont les véhicules concernés ?*
3. *Expliquez pourquoi le contrôle technique est un moyen de limiter les asymétries d'information sur le marché des véhicules d'occasion.*
4. *Quels sont les autres moyens pour un consommateur d'obtenir de l'information sur les produits qu'il souhaite acheter (doc. A) ?*

EXERCICE Expliquer la sélection adverse sur le marché des assurances

Une compagnie d'assurances propose un contrat d'assurance automobile permettant d'assurer les individus contre les accidents. Les clients sont divisés en deux catégories : ceux qui prennent des risques et ceux qui sont prudents. La compagnie fixe un prix unique p pour le contrat, car elle ne peut connaître à l'avance la qualité des clients. Le prix p correspond donc au coût mensuel des accidents du conducteur moyen :

– le coût mensuel des accidents du conducteur qui prend des risques s'établit à $p + 1$;
– le coût mensuel des accidents du conducteur prudent s'établit à $p - 1$.

1. Pour quelle catégorie de clients le contrat est-il avantageux ? Justifiez.
2. Pour quelle catégorie de clients le contrat est-il désavantageux ? Justifiez
3. Les clients prudents ont-ils intérêt à rester sur le marché ? Pourquoi ? Comment appelle-t-on ce phénomène ?
4. Si les clients prudents sortent du marché, le contrat est-il toujours rentable pour la compagnie d'assurances ?
5. Comment la compagnie d'assurances peut-elle éviter ce processus ?

Faire le point

Rédigez un paragraphe argumenté (affirmer, expliquer, illustrer) permettant de montrer que le manque d'informations sur le marché peut entraîner sa disparition.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B Le marché ne prend pas en compte les externalités

OBJECTIF • *Comprendre pourquoi le marché n'est pas efficace seul pour résoudre les problèmes liés à la pollution*

Pour commencer

Doc 1 Externalité positive ou négative ?

1. *Décrivez les deux photographies.*
2. *Les personnes représentées sur la photographie en haut bénéficient-elles d'un dédommagement pour le préjudice qu'elles subissent ?*
3. *Quelles peuvent être les conséquences de la recherche en médecine sur le bien-être de la population ?*
4. *Associez à chaque photographie un type d'externalité (positive/négative) et justifiez votre choix.*

NOTION

Externalités : il y a externalités lorsque l'activité économique d'un agent a des effets favorables (externalités positives) ou défavorables (externalités négatives) sur le bien-être d'un ou de plusieurs autres agents, sans qu'il y ait de contrepartie monétaire.

Doc 2 Le coût de la pollution de l'air en Europe

« La pollution de l'air, c'est l'ennemi de notre santé. Responsable de bien des cas d'asthme, elle peut aussi entraîner des cancers ou des infarctus. Mais en plus du coût humain évident, ces pathologies chroniques contribuent à creuser la dette : soins, médicaments, absentéisme, perte de capacité productive, perte de bien-être lié à l'inquiétude, etc. [...] De nombreux travaux se sont intéressés aux coûts de la pollution de l'air, en prenant uniquement en compte les dommages sanitaires. C'est le cas du programme CAFE *(Clean Air for Europe)* qui a évalué les dommages sur la santé liés à l'exposition aux microparticules 2,5 (PM 2,5). Selon leurs conclusions livrées en 2000, ces polluants sont responsables de près de 350 000 décès prématurés et de plus de 3,6 millions d'années de vie perdues dans l'Union européenne, dont près de 500 000 en France. Pour l'Union européenne, le coût de la mortalité liée à la pollution de l'air a ainsi été évalué à près de 145 milliards d'euros – soit un montant de 320 € par habitant. En y ajoutant le coût des bronchites chroniques et des journées d'activité restreinte, le coût sanitaire de la pollution de l'air s'élève à 232,7 milliards d'euros, soit un coût moyen par Européen de 513 €. [...]

En novembre 2011, l'Agence européenne pour l'environnement avait déjà montré qu'une part importante de ces coûts était liée aux activités industrielles. »

■ J. Maherou, L. Ferrer, « Combien coûte la pollution de l'air ? », www.asef-asso.fr, 4 juin 2014.

1. *Quels sont les effets indésirables liés à la pollution de l'air ?*
2. *Quel est le coût sanitaire total de la pollution de l'air dans l'Union européenne ?*
3. *Expliquez en quoi la pollution de l'air constitue une externalité négative.*
4. *Comment peut-on lutter contre cette externalité négative ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

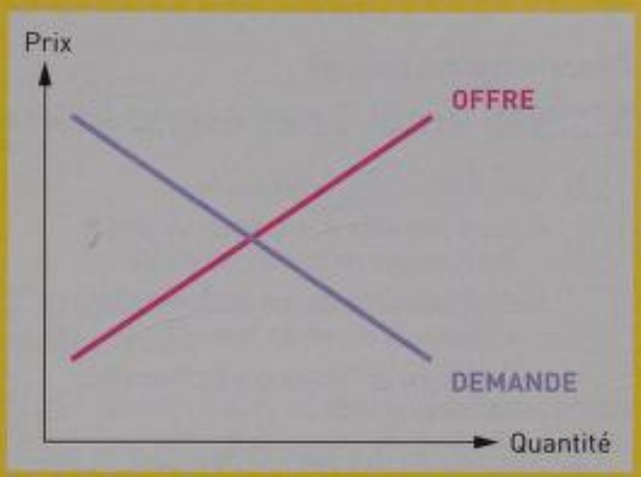
EXERCICE

Évaluer les effets d'une taxe pour réduire la pollution (principe du pollueur-payeur)

Une des solutions pour lutter contre les externalités négatives consiste à faire payer une taxe aux pollueurs, qui les oblige à tenir compte des conséquences indésirables de leurs productions.

Prenons l'exemple fictif d'un marché composé d'entreprises qui fabriquent des produits chimiques. Ces entreprises polluent abondamment l'air et les nappes phréatiques autour de leurs sites de production. Sur ce marché, sans intervention de l'État, le prix d'équilibre est fixé grâce à la confrontation entre l'offre et la demande.

1. Recopiez le schéma puis représentez graphiquement le prix d'équilibre (P*) et la quantité d'équilibre (Q*).
   On suppose que l'État, qui s'est rendu compte des effets indésirables de l'activité de ces entreprises, instaure une taxe sur la pollution (Tp) qui va s'ajouter au prix de vente.
2. Qui est concerné par cette taxe : la demande ou l'offre ? Dans quel sens la courbe concernée va-t-elle se déplacer ? Pourquoi ? Représentez sur le graphique la nouvelle courbe et le nouvel équilibre (P1, Q1).
3. Comment le prix et la quantité d'équilibre ont-ils varié ?
4. Pourquoi la taxe est-elle un moyen de lutter contre les externalités négatives ?



Doc 3 La difficile mesure du coût de la pollution

Atmo Aquitaine — AIR PARIF — Observatoire de la qualité de l'air intérieur

Des organismes chargés de surveiller la qualité de l'air.

« Mais l'action de l'État a aussi ses imperfections. Prenons l'exemple des politiques de taxation des activités polluantes. Pour que la taxe soit efficace, il faut que son montant soit à peu près égal au coût de la pollution, de façon à ce que les prix reflètent correctement les coûts. Mais, pour fixer la taxe au niveau approprié, il faut disposer des informations nécessaires pour calculer le coût de la pollution, ce qui est parfois bien difficile : quelle est la valeur d'un paysage enlaidi par une construction ou du calme troublé par des machines ?

En pratique, les taxes sont souvent fixées en fonction de critères purement financiers. Ainsi, des économistes de l'OCDE ont montré que les agences de bassin, chargées de réglementer la pollution des lacs et rivières dans les pays développés, établissaient les taxes de manière à équilibrer leur budget et non en fonction du coût social de la pollution. Car, quelle que soit leur bonne volonté, ces agences ont beaucoup de mal à évaluer correctement le coût de la pollution pour la collectivité. »

■ *L'Économie en 30 questions*, Alternatives économiques hors-série pratique n° 46, novembre 2010.

1. *Expliquez la phrase soulignée.*
2. *Pourquoi les pouvoirs publics éprouvent-ils des difficultés pour fixer la taxe au niveau approprié ?*
3. *Comment les pouvoirs publics fixent-ils le niveau des taxes visant à réduire la pollution ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

En quoi les externalités négatives constituent-elles une défaillance de marché ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

C Les biens collectifs, ni produits, ni échangés sur le marché

OBJECTIF • *Comprendre pourquoi l'État prend en charge la production de certains biens que les agents privés ne peuvent produire*

Pour commencer

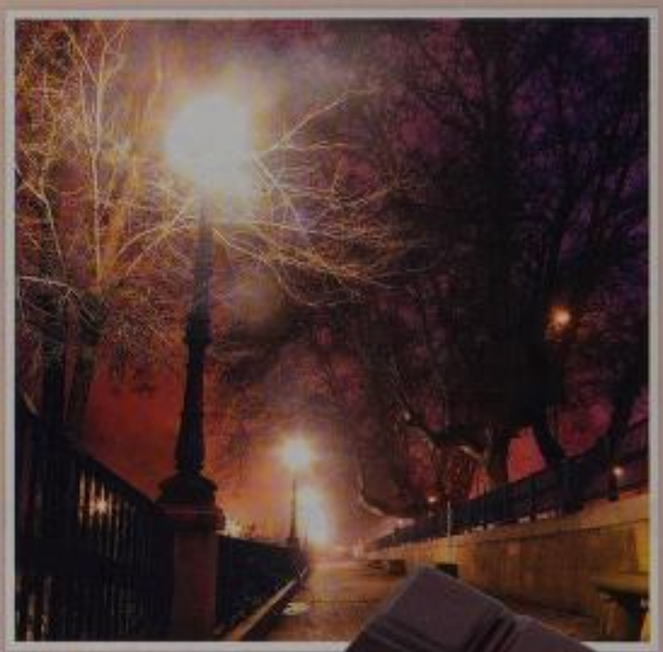
Doc 1 Des biens de nature différente

1. *Pour chacun de ces biens :*
   a. *Est-il possible d'empêcher un agent économique de bénéficier du bien ?*
   b. *Est-il possible de consommer le bien à plusieurs en même temps ?*
   c. *Concluez : qu'est-ce qui différencie ces deux biens ?*
2. *Pourquoi n'est-il pas rentable pour un agent économique privé, à priori, de produire des lampadaires placés dans un lieu public ?*

DÉFINITIONS

Rivalité : il y a rivalité lorsque l'usage d'un bien par un agent en empêche l'usage par les autres.

Excluabilité : il y a excluabilité lorsqu'il est possible d'exclure un agent économique de l'utilisation d'un bien.



Un éclairage public.

Du chocolat.

Doc 2 La prise en charge par l'État des biens publics purs

« Pour les économistes, un "bien public" se caractérise par une consommation collective : un grand nombre de personnes peuvent utiliser un même bien ou service en même temps et sans rivalité entre eux car la consommation des uns ne limite pas la consommation des autres. Par exemple, le réseau routier, la police, l'éclairage public, la projection de films et les cours en amphithéâtre sont des biens publics. Or, tous ces biens ont un coût de production qui doit au minimum être couvert par une recette. Mais, pour certains d'entre eux, il est pratiquement impossible d'exclure les usagers qui ne veulent rien payer de leur plein gré ; seule une autorité politique qui a le droit de lever des impôts pourra financer ce type de bien.

Par exemple, une entreprise privée peut techniquement produire de la défense nationale en développant une armée privée, mais elle ne peut pas contraindre les usagers (toute la population du pays) à payer ce service collectif. Une fois que le service de défense est produit, chaque habitant en profite pleinement et autant que tous les autres, et cela, qu'il accepte ou non de payer. Donc, à moins d'y être contraint, chacun a intérêt à jouer le "passager clandestin" – celui qui profite gratis du service payé par les autres. »

■ Jacques Généreux, *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, © Éditions du Seuil, 2014.

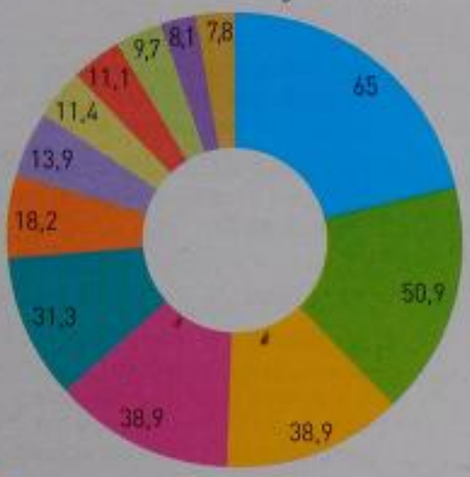
1. *Qu'est-ce qu'un bien public ?*
2. *Pourquoi les entreprises n'ont-elles pas d'intérêt à produire des biens publics ?*
3. *Comment peut-on résoudre le problème des biens collectifs ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Les dépenses de l'État[1]

Les dépenses de l'État* (en milliards d'euros). Loi de finances 2014

Périmètre : budget général de l'État, hors remboursements et dégrèvements



- Enseignement scolaire
- Engagements financiers de l'État
- Défense
- Autres missions
- Recherche et enseignement supérieur
- Sécurités
- Solidarité, insertion et égalité des chances
- Gestion des finances publiques et des ressources humaines
- Travail et emploi
- Écologie, développement et mobilités durables
- Égalité des territoires, logement et ville
- Justice

*Les dépenses de l'État comprennent des dépenses de personnel, de fonctionnement, d'intervention (exemple : aides économiques), d'investissement (exemple : construction des routes) ainsi que le remboursement des intérêts de la dette.

■ Source : « Quelles sont les dépenses de l'État », www.performance-publique.budget.gouv.fr.

1. Il faut comprendre le terme État au sens strict, c'est-à-dire sans les collectivités locales et la Sécurité sociale.

1. *Calculez la part de l'Éducation dans les dépenses publiques.*
2. *Quels sont les trois principaux postes de dépenses de l'État (hors dette) ? Quelle part représentent-ils ?*
3. *Comment peut-on justifier l'intervention de l'État dans ces productions ?*
4. *Comment l'État finance-t-il ces productions ?*

EXERCICE Classer des biens en fonction des critères de rivalité et d'excluabilité

	Excluabilité	Non excluabilité
Rivalité	Biens privatifs	Biens communs
Non rivalité	Biens de club	Biens collectifs (ou biens publics « purs »)

- Donnez la nature de chacun de ces biens :
  a. Logiciels protégés **b.** Télévision publique **c.** Voiture **d.** Télévision payante **e.** Air **f.** Paysage de forêt ou de montagne **g.** Ressources halieutiques **h.** Plages publiques **i.** Vêtements **j.** Un feu d'artifice

Doc 4 L'ampleur des consommations collectives

« L'ampleur des consommations collectives est incontestablement un choix de société de grande importance. On pourrait imaginer une société dans laquelle ces consommations collectives seraient réduites au strict minimum, à ce que les économistes libéraux appellent les biens collectifs [...] Dans une telle société [libérale], les "charges collectives" seraient réduites au strict minimum. [...] le pouvoir d'achat moyen serait augmenté, chacun aurait le libre choix de ses dépenses. Mais, en contrepartie, les inégalités de revenus reviendraient à exclure de certaines consommations des couches plus ou moins importantes de la population.

À l'opposé, on peut imaginer une société où la plupart des besoins de base pourraient être satisfaits par des consommations collectives : école, bien sûr, mais aussi logement [...]. Dans ce type de société [socialiste], fortement collectivisée, les revenus distribués aux ménages sont relativement faibles. Mais, en contrepartie, tous sont assurés de disposer des services ou des biens dont la collectivité prend en charge le financement. [...] Entre ces deux images extrêmes, toute une gamme de solutions intermédiaires sont possibles. »

■ Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, La Découverte, « Grands Repères », 2014.

1. *Dans un tableau, récapitulez les avantages et les inconvénients de la gestion des consommations collectives par la société libérale et par la société socialiste.*
2. *Pourquoi le pouvoir d'achat moyen est-il augmenté dans la société libérale ?*
3. *Quelle est la contrepartie d'un salaire plus faible dans la société socialiste ?*
4. *De quoi dépend le périmètre des consommations collectives prises en charge par l'État dans une société donnée ?*

Prépa Bac

Rédigez la conclusion du sujet suivant :

Le marché peut-il produire des biens collectifs ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD1 Le marché des smartphones

✔ **Objectif**
Étudier les caractéristiques de la concurrence sur un marché particulier.

✔ **Démarche**
Exploiter et croiser des documents.

Lire les documents

1. Faites une phrase avec les données du tableau pour Samsung et Apple (**doc. 1**).

2. Qui sont les principaux rivaux de Samsung et Apple ? Illustrez (**doc. 1**).

Traiter l'information

3. Quel est le fabricant dont les ventes ont le plus augmenté entre 2012 et 2013 ? Le fabricant dont la part de marché a le plus augmenté ? Illustrez vos réponses avec des données chiffrées.

4. Quels sont les différents moyens pour les entreprises d'augmenter leur pouvoir de marché (**doc. 2**) ?

5. Pourquoi peut-on dire que le marché des smartphones est un duopole ? Justifiez (**doc. 1 et 2**).

6. Dans un tableau, récapitulez les différentes stratégies mises en œuvre par chacun des concurrents de Samsung et Apple pour augmenter leur pouvoir de marché (**doc. 2**).

7. Ces stratégies ont-elles porté leur fruit ? Justifiez votre réponse (**doc. 1 et 2**).

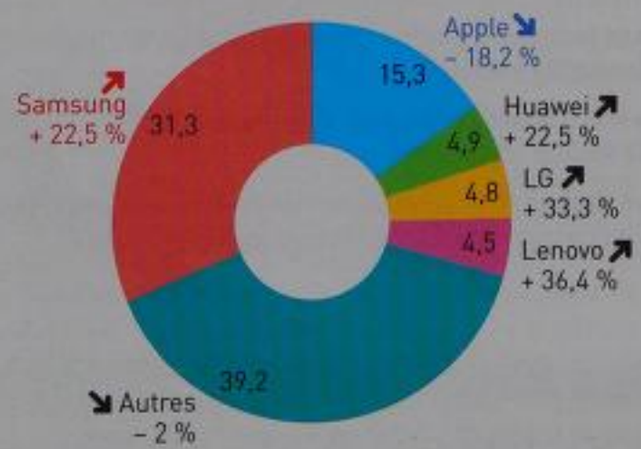
Synthétiser

8. Montrez que le marché des smartphones présente les caractéristiques d'un duopole, mais que la concurrence y est vive entre les différents acteurs.

Doc 1 Le marché des smartphones

Ventes mondiales, en millions d'unités		Variation 2012/2013	
Samsung	313,9	↗	+ 42,9 %
Apple	153,4	↗	+ 12,9 %
Huawei	48,8	↗	+ 67,5 %
LG	47,7	↗	+ 81,1 %
Lenovo	45,5	↗	+ 91,7 %
Autres	394,9	↗	+ 35,9 %
Total	**1004,2**	↗	**+ 38,5 %**

Parts de marché en % et variation 2012/2013



■ Source : « Un milliard de smartphones vendus en 2013, Samsung creuse l'écart sur Apple », lefigaro.fr, 28 janvier 2014.

Doc 2 Une concurrence vive

« Comment exister quand Apple et Samsung écrasent littéralement la concurrence dans les smartphones ?
Les concepteurs de téléphones qui comptent encore sur ce marché ont tous tenté de se différencier [...]. Certains ont pris l'option de faire la course à la performance : processeurs ultrarapides, téléphones compatibles avec la 4e génération de réseaux mobiles, appareils photo supersoniques... Le Coréen LG promeut notamment l'affichage en trois dimensions. [...] Le Taïwanais HTC parie, lui, sur un son exceptionnel, grâce à l'acquisition récente de la start-up Beats Electronics (qui commercialise des casques audio au look étudié). [...] Nokia mise aussi sur la photo, avec un téléphone proposant une résolution encore jamais atteinte : 41 mégapixels. "Le but est de prouver que nous pouvons à nouveau être innovants", relève Niklas Savander, vice-président de Nokia.
[...] Mais une autre stratégie consiste à miser sur le prix. Nokia a ainsi présenté un smartphone, le Lumia 610, à 189 dollars. [...] Selon l'analyste, parmi ces marques qui misent sur le prix, une se distingue : le Chinois Huawei. [...] En Europe, Huawei devrait proposer dans les mois qui viennent une gamme de smartphones de 15 % à 20 % moins chers que les autres, à performances égales.
Malgré leurs efforts, les constructeurs admettent en privé qu'Apple et, dans une moindre mesure, Samsung demeurent bien trop en avance pour être inquiétés, du moins en 2012. [...] Le géant américain a publié, pour 2011, un chiffre d'affaires supérieur à la somme de ceux de tous ses principaux concurrents. »

■ Sarah Belouezzane, Cécile Ducourtieux, « Smartphones : les concurrents d'Apple et de Samsung cherchent à exister », lemonde.fr, 28 février 2012.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD2

Le jeu du bien public

✔ **Objectifs** Travailler les notions de bien public et de passager clandestin.
✔ **Démarche** Tirer des observations d'une expérimentation.

Le « jeu du bien public » est un classique de l'économie expérimentale et illustre la théorie du passager clandestin.

Règles du jeu

► La classe est divisée en 2 ou 3 groupes dans lesquels chaque élève reçoit 4 cartes : 2 rouges (cœur/carreau) et 2 noires (pique/trèfle). Une cagnotte est mise en place dans chaque groupe : elle doit permettre de financer un bien public dont tout le monde bénéficiera (ex. : la défense, système de santé).

► Chaque élève doit répartir ses cartes de la manière suivante :
– il place deux cartes dans la cagnotte du groupe pour financer le bien public ;
– il garde deux cartes.

Chaque élève décide lui-même, sans se concerter avec les autres membres du groupe, des cartes qu'il conserve et des cartes qu'il dépose dans la cagnotte, face cachée. Il fait son choix de manière à optimiser ses gains en sachant que :
– une carte rouge ajoutée à la cagnotte rapporte un point à chaque élève du groupe. Chaque carte rouge gardée par l'élève lui rapporte quatre points (à lui seulement) ;
– les cartes noires n'ont aucune valeur, mais permettent de maintenir le secret du choix de l'élève.

Il est donc possible pour un élève de ne pas contribuer au financement du bien public.

► Le gain d'un élève se calcule de la manière suivante :

> Gain pour une période
> =
> 1 point x nombre de cartes rouges dans la cagnotte
> +
> 4 points x nombre de cartes rouges conservées par l'élève.

NB : Attention, pour que le jeu fonctionne, il est impératif que les joueurs ne dévoilent pas leur stratégie !

Le déroulement du jeu

• Premier tour de jeu (sans discussion) : comptez le nombre de cartes rouges dans la cagnotte. Chaque élève calcule son gain et l'inscrit sur la feuille de résultats.

• On répète l'expérience deux fois. Les élèves peuvent alors communiquer et discuter des stratégies (uniquement avant le lancement de la partie).

• On fait passer la valeur de la carte rouge conservée de 4 à 2 points : à nouveau 3 tours de jeu.

L'interprétation

1. *Décrivez l'évolution de vos choix au cours du jeu.*
2. *Dans quelles conditions le gain maximal collectif est-il obtenu ?*
3. *D'un point de vue purement individuel, quelle est la stratégie idéale pour maximiser ses gains ?*
4. *Pourquoi peut-on qualifier ce comportement de « passager clandestin » ?*
5. *Quelle est la situation si tous les individus se comportent en passager clandestin ?*
6. *Comment ont évolué les comportements lorsque la valeur de la carte rouge conservée par l'élève est passée de 4 à 2 points ?*
7. *Qu'est-ce que ce jeu nous apprend sur les biens publics ?*

DÉFINITION

L'économie expérimentale : cette science, en pleine expansion depuis une dizaine d'années, expérimente « en laboratoire » les comportements économiques individuels et/ou collectifs, et analyse statistiquement les résultats.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Synthèse

Imperfections et défaillances du marché

1. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

A. Des marchés imparfaitement concurrentiels

pp. 93-93

Les conditions de la concurrence pure et parfaite (CPP) sont très rarement respectées et **les structures de marché** rencontrées s'éloignent du marché concurrentiel.

- La structure de marché la plus fréquente est l'oligopole, dans laquelle les producteurs sont en position de force par rapport aux demandeurs : ils peuvent fixer plus librement leur prix de vente que dans le cadre de la CPP.
- Dans la situation de monopole, en l'absence de concurrence, l'entreprise fixe un prix supérieur au prix d'équilibre, qui lui permet de réaliser des bénéfices importants.

B. Les stratégies des entreprises face à la concurrence

pp. 94-95

Pour échapper à la concurrence, les entreprises cherchent à renforcer leur pouvoir de marché. Les entreprises peuvent mettre en œuvre différentes stratégies :

- **La concurrence monopolistique** est une stratégie qui vise à différencier les produits pour se démarquer des concurrents. En proposant un produit innovant et original, en étant la seule à offrir un certain type de produit, l'entreprise peut se démarquer de ses rivaux, obtenir une position proche de celle d'un monopole et dès lors imposer un prix de vente plus élevé que le prix d'équilibre.
- **La guerre des prix** est une stratégie qui consiste à diminuer fortement le prix de vente de manière à gagner des parts de marché et donc à renforcer dans l'avenir le pouvoir de marché de l'entreprise. Cependant, ce type de stratégie peut mettre en péril les finances de l'entreprise et la conduire à la faillite, notamment si elle n'est pas en mesure de diminuer ses coûts de production.
- Enfin, certaines entreprises ont recours à des **stratégies illégales** pour s'extraire de la concurrence. Les **cartels** sont des ententes officieuses entre des entreprises qui cherchent à se partager un marché tout en maintenant des prix de vente élevés. Ce type d'entente, qui se fait au détriment des consommateurs, est condamné par la loi et passible de lourdes amendes.

C. Pouvoirs publics et régulation de la concurrence

pp. 96-97

- **La politique de la concurrence** est menée au niveau de l'**Union européenne**. Son objectif général est de faire en sorte que les biens puissent circuler sans entrave au sein du marché commun et que la concurrence ne soit pas faussée, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs. Pour cela, les État membres ont édicté des règles communes.
- Les **ententes entre entreprises** (cartels) sont formellement interdites tout comme les **abus de position dominante** (lorsqu'une entreprise possède plus de 50 % des parts de marché). Enfin, la Commission européenne contrôle les projets de fusion entre entreprises, en veillant à ce qu'ils ne déstabilisent pas la concurrence.
- **Au niveau des États**, la politique de la concurrence vise à contrôler les aides accordées par l'État aux entreprises et à démanteler les monopoles octroyés à des entreprises par l'État, notamment dans le cadre des missions de service public.

NOTIONS

Asymétries d'information : il existe des asymétries d'information lorsque plusieurs agents économiques détiennent des informations importantes que d'autres agents ne possèdent pas.

Biens collectifs : ce sont des biens non rivaux (plusieurs personnes peuvent les consommer en même temps) et non excluables (il n'est pas possible d'empêcher une personne de consommer ce bien). Exemple : l'éclairage public.

Externalités : on parle d'externalité négative (ou positive) lorsque l'activité économique d'un agent a des effets défavorables (ou favorables) sur le bien-être d'un ou de plusieurs agents, sans qu'il y ait de contrepartie monétaire.

Monopole : la situation dans laquelle un seul producteur est présent sur le marché, capable de fixer lui-même le prix des produits qu'il vend.

Oligopole : un marché sur lequel il y a un grand nombre de demandeurs et peu de producteurs.

Pouvoir de marché : la capacité d'une entreprise à dominer un marché et à imposer son prix de vente aux consommateurs.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

2. Quelles sont les principales défaillances du marché ?

Le marché peut être défaillant, c'est-à-dire que certains phénomènes peuvent entraver son fonctionnement.

A. Des informations imparfaites sur les marchés

pp. 98-99

• L'information n'est pas transparente sur les marchés. La plupart du temps il existe des asymétries d'information. Par exemple, sur le marché des véhicules d'occasion, le manque d'informations peut conduire les acheteurs à proposer des prix trop bas, qui entraînent le départ des vendeurs de voitures de qualité. On parle alors de **sélection adverse** (les bons quittent le marché, les mauvais restent).

• Il est possible de lutter contre les asymétries d'information en produisant et en diffusant de **l'information aux agents économiques**. La mise en place de labels, la publicité, les magazines de consommateurs, les certifications, etc. peuvent permettre d'améliorer la transparence de l'information sur le marché.

B. Le marché ne prend pas en compte les externalités

pp. 100-101

• Dans certains cas, l'activité économique d'un agent génère des externalités négatives. Par exemple, dans le cas de la pollution de l'air, les usines responsables de la pollution engendrent un important coût sanitaire qu'elles ne prennent pas en charge (maladies, décès). Dans ce cas, c'est la collectivité qui supporte le coût social lié aux activités polluantes.

• Des **réglementations** ou des **taxes** visant à modifier le comportement de l'agent économique à l'origine des externalités négatives permettent de lutter contre celles-ci. Par exemple, la taxe carbone est un dispositif visant à faire payer le coût de la pollution de l'air aux entreprises émettrices de CO_2.

C. Les biens collectifs, ni produits, ni échangés sur le marché

pp. 102-103

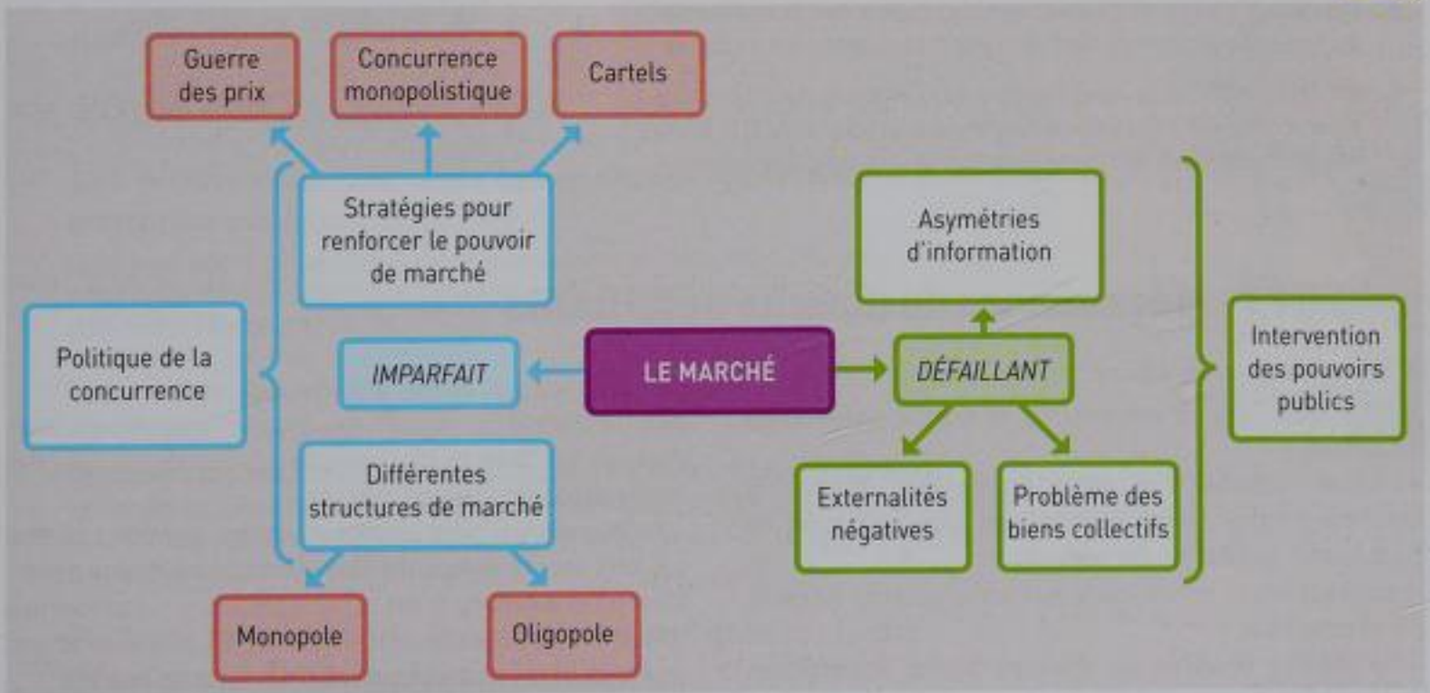
• Les biens collectifs sont des biens **non rivaux** et **non excluables**. Ce caractère particulier fait qu'ils ne peuvent pas être produits par des agents économiques privés, qui n'auraient pas les moyens de faire payer les usagers. Le marché ne permettant pas d'assurer la production de tels biens, c'est l'État qui les produit en s'appuyant sur l'impôt pour les financer (exemple : la Défense nationale).

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

• Les **défaillances du marché** et la notion d'**externalités** sont utiles pour la question de la croissance économique et de la préservation de l'environnement.

• Les notions de **pouvoir de marché**, **monopole**, **oligopole** et **asymétries d'information** sont utiles pour l'enseignement de spécialité « Économie approfondie ».

Schéma de synthèse



1. Expliquez comment une entreprise peut conforter son pouvoir de marché grâce à la mise en place d'un cartel.
2. Quels sont les objectifs de la politique de la concurrence ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Stratégies d'entreprises face à la concurrence

● Associez à chaque notion (**a** à **c**) sa définition (**1** à **3**).

a. Stratégie de guerre des prix	❑	❑	**1.** L'entreprise X propose une nouvelle tablette tactile pliable, ce qui permet un gain de place conséquent par rapport aux autres modèles proposés sur le marché.
b. Stratégie de concurrence monopolistique	❑	❑	**2.** L'entreprise A, l'entreprise B et l'entreprise C se sont mises d'accord officieusement sur un même prix de vente, de manière à préserver leurs parts de marché sans diminuer leurs profits.
c. Stratégie de cartel	❑	❑	**3.** L'entreprise D a été prise de court par la baisse des prix pratiquée par l'entreprise A. Elle a perdu 10 % de parts de marché en un mois.

Exercice 2 Politiques de la concurrence

● Reliez chacune des situations (**a** à **e**) à un objectif de la politique de la concurrence (**1** à **5**).

a. La commission européenne a estimé en 2013 que certaines aides accordées par la France à la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont avantagé l'entreprise par rapport à ses concurrents.	❑	❑	**1.** Interdiction des ententes
b. En 2013, les autorités européennes ont rejeté la fusion entre RyanAir et Aer Lingus, les deux principales compagnies aériennes irlandaises.	❑	❑	**2.** Interdiction des abus de position dominante
c. La Commission européenne a infligé en 2012 à LG, Philips, Samsung, Panasonic, Toshiba et Technicolor une amende de 1,47 milliard d'euros pour s'être entendus sur le prix des tubes cathodiques.	❑	❑	**3.** Contrôle des concentrations
d. Depuis le 1er janvier 2011, le secteur postal est ouvert à la concurrence en France. La Poste perd donc en théorie sa position de monopole.	❑	❑	**4.** Interdiction des aides d'État
e. En 2013, EDF a été condamnée à une amende de 13,5 millions d'euros pour avoir favorisé de manière abusive sa filiale EDF Énergie nouvelle, active sur le marché émergent du solaire photovoltaïque.	❑	❑	**5.** Démantèlement des monopoles d'État

Exercice 3 Mécanismes de marché défaillants

● Complétez le texte suivant :

Dans plusieurs cas, les mécanismes de marché peuvent être défaillants.

– Lorsque l'activité d'un agent économique dégrade le bien-être d'autres agents économiques sans qu'il y ait de contrepartie monétaire, on parle d'.....**a**..... Le marché est pris en défaut, car le coût social est alors supporté par la collectivité.

– Par ailleurs, lorsqu'un ou plusieurs agents économiques disposent d'informations que d'autres agents ne possèdent pas, on parle d'.....**b**..... Le marché peut alors disparaître à cause du processus de .....**c**..... (les bons partent, les mauvais restent).

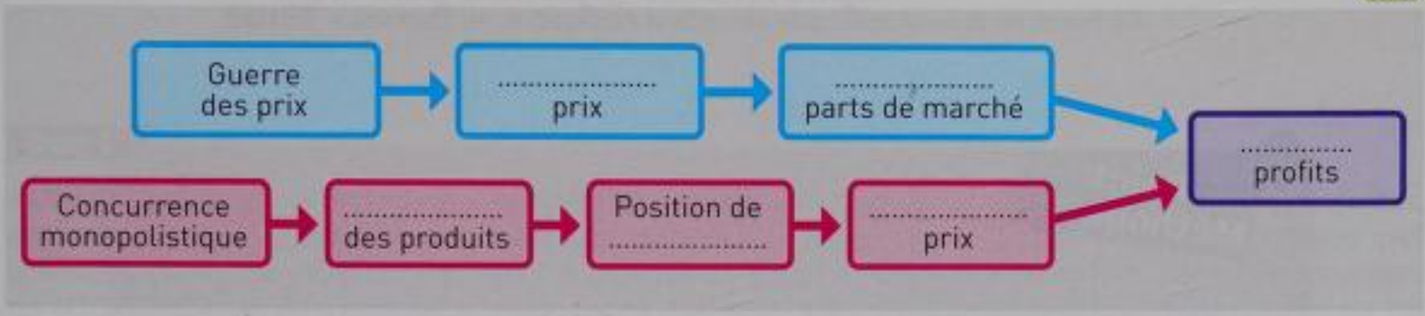
– Enfin, certains biens économiques ne peuvent pas être produits spontanément par des agents économiques privés. C'est le cas notamment des .....**d**..... qui sont non rivaux et non excluables. Seul l'.....**e**..... est en mesure d'assurer leur production, en s'appuyant sur l'.....**f**..... pour les financer.

Corrigé des exercices p. 359

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Le mécanisme de la concurrence



1. Complétez le schéma.

2. La situation décrite par le mécanisme est-elle favorable aux consommateurs ? Justifiez votre réponse.

Exercice 5 Une notion à partir d'un document

« Les populations d'abeilles et de bourdons, qui contribuent à la pollinisation de 80% des plantes à fleurs produisant des fruits ou légumes, ont fortement décliné au cours des dernières années, notamment en Europe et aux États-Unis. Les entomologistes avancent différentes hypothèses pour expliquer le phénomène, dont celle des pesticides [...].

[Des chercheurs français] ont marqué 653 abeilles en collant sur leur thorax une puce à radio-identification, qui a permis de les suivre dans leurs déplacements. [Ils ont] ensuite donné à certaines d'entre elles une dose de thiamethoxam [...] et constaté qu'elles avaient du mal à retrouver leur ruche – le pesticide interférant avec leur système cérébral de géolocalisation – ce qui a entraîné la mort d'un grand nombre d'entre elles. »

■ « Deux études confirment l'effet néfaste des pesticides sur les abeilles », 20minutes.fr, 12 septembre 2014, © DR

● Quelle notion du programme ce document permet-il d'illustrer ? Justifiez votre réponse.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Olivier Baccuzat, Boris Cassel, *Chères, très chères entreprises publiques,* Plon, 2012.

Deux journalistes du *Parisien-Aujourd'hui en France* ont enquêté sur le bilan négatif des politiques de libéralisation des anciens grands monopoles d'État (EDF, GDF, La Poste et la SNCF).

Voir ★ *Erin Brockovich, seule contre tous,* réalisé par Steven Soderbergh, 2000.

De nombreuses maladies surviennent en quelques années dans une petite ville californienne. Erin Brockovich enquête et découvre que les rejets toxiques d'une société de distribution d'énergie polluent l'eau potable de la ville. Le film raconte sa lutte pour que les habitants obtiennent réparation.

Surfer ★ La politique de la concurrence expliquée sur le site de la Commission européenne

http://ec.europa.eu/competition/consumers/what_fr.html

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Méthode BAC

Présenter un mécanisme

Épreuve composée partie 3

Point Méthode 4

- **Pour bien argumenter en SES,** il ne suffit pas de constater des phénomènes économiques et sociologiques : il faut également les expliquer, c'est-à-dire trouver l'enchaînement de causes qui déterminent le fait considéré. Dans ce contexte, il est souvent nécessaire de présenter au cours de l'argumentation des **mécanismes** explicatifs, c'est-à-dire des enchaînements logiques de faits permettant de comprendre tel ou tel phénomène.
- **Pour présenter correctement un mécanisme,** il est nécessaire de suivre plusieurs étapes :

ÉTAPE 1 Identifier clairement le phénomène à expliquer

Il faut déterminer quelle est la nature de ce phénomène (économique, social) et quelles sont ses caractéristiques.

ÉTAPE 2 Identifier les facteurs explicatifs de ce phénomène

Il faut considérer l'ensemble des faits, des éléments pouvant avoir un lien avec le phénomène considéré.

ÉTAPE 3 Trier les facteurs explicatifs

Il s'agit d'établir des liens de cause à effet, un fait en entraînant un autre, en enchaînant les phénomènes dans le « bon sens » : A → B → C → D.

Exemple : Lien entre asymétries d'information et disparition du marché.

A. Les consommateurs proposent un prix de vente moyen.

→ *B. Les offreurs de véhicules de bonne qualité ne sont pas prêts à accepter ce niveau de prix : ils se retirent du marché.*

→ *C. Les consommateurs refusent d'acheter les véhicules restant, de mauvaise qualité.*

→ *D. Les échanges n'ont pas lieu : le marché disparaît.*

Avant de rédiger l'explication, il est nécessaire de comprendre l'enchaînement des étapes. Pour vous aider, vous pouvez utiliser un schéma qui vous permettra de visualiser le mécanisme et d'avoir ainsi une vision d'ensemble du phénomène à expliquer.

Application

Partie 3 de l'épreuve composée ► p. 111

1. *Qu'est-ce que le pouvoir de marché pour une entreprise ?*
2. *Quels sont les éléments pouvant renforcer le pouvoir de marché des entreprises ?*
3. *Réalisez un schéma explicatif permettant de montrer le lien entre la stratégie de concurrence monopolistique et le renforcement du pouvoir de marché.*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Épreuve composée

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Comment les entreprises renforcent-elles leur pouvoir de marché ?

Doc 1

« L'Office anti-cartel allemand a annoncé mardi avoir infligé une amende totale de 338 millions d'euros (410,4 millions de francs suisses) à une vingtaine de producteurs de saucisses, accusés de s'être entendus sur les prix plusieurs années durant. Le groupe bâlois Bell, sous contrôle de Coop, et Herta, une filiale de Nestlé, sont touchés. [...] "De nombreux témoignages ainsi que des documents attestent qu'il a été de tradition de s'entendre de façon régulière pour réclamer des hausses de prix" à leurs clients, souligne l'Office dans un communiqué. [...] L'office, qui a bénéficié de la collaboration de onze entreprises dans cette enquête, n'a toutefois pas donné le détail des amendes imposées à chaque producteur. "Les producteurs de saucisses désignés se réunissaient depuis déjà plusieurs décennies [...] pour discuter de l'évolution du marché et des prix", est-il ajouté. Outre ces rencontres, l'Office estime que plusieurs producteurs ont mené des discussions concrètes, la plupart du temps par téléconférence, pour imposer des hausses de prix au commerce de détail. »

■ « "Cartel de la saucisse" : amende salée pour Bell », *La Tribune de Genève*, 15 juillet 2014 (ats/Newsnet), © DR.

Doc 2

Doc 3

« Peut mieux faire. C'est l'avis de Stéphane Saigre, directeur général de Decathlon France, au vu des performances de l'enseigne en 2013. "Nos ventes sont stables, confie-t-il au *Figaro*. [...] mais cela ne nous satisfait pas !" [...] L'an passé, le chiffre d'affaires a régressé. Pour ne rien arranger, l'écart avec son rival Intersport s'est resserré : le numéro deux a en effet vu ses ventes progresser de 4 %. Malgré ce coup de fringale, Decathlon conserve une part de marché deux fois supérieure à celle d'Intersport, à plus de 30 %.

"Nous avons une très forte ambition en termes de chiffre d'affaires cette année. Après un mois de janvier compliqué, 2014 commence assez bien", assure le dirigeant qui livre sa principale arme de reconquête : les baisses de tarifs. "Nous continuons à investir dans les prix, détaille Stéphane Saigre, car nous faisions de moins en moins la différence, alors qu'il est dans notre génétique d'être franchement moins chers." [...]

L'enseigne va réduire les tarifs de sa gamme premier prix, les "produits bleus", souvent en tête de gondole et objet de campagnes publicitaires. Les étiquettes seront changées pour que ces produits (chaussures de randonnée enfant Quechua, tee-shirt Kalenji, gilet Tribord...) soient au minimum 20 % moins chers que la marque propre du concurrent le mieux-disant. »

■ « Decathlon baisse ses prix pour mieux rebondir », © Annelot Huijgen, lefigaro.fr, 30 mars 2014.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

BAC blanc Dissertation

SUJET Comment peut-on lutter contre les défaillances de marché ?

Doc 1

« La loi visant à suspendre la fabrication, l'importation, l'exportation et la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A a été publiée au *Journal officiel* du mercredi 26 décembre 2012. Le bisphénol A est un composant chimique considéré comme un perturbateur endocrinien (susceptible d'altérer le fonctionnement du système hormonal et donc d'être à l'origine de certains cancers ou de troubles de la reproduction).

[...] Dans l'attente d'une interdiction complète, tout conditionnement comportant du bisphénol A et destiné à entrer en contact direct avec des denrées alimentaires doit comporter un avertissement sanitaire déconseillant son usage aux femmes enceintes, aux femmes allaitantes et aux nourrissons et enfants en bas âge. »

■ « Bisphénol A : interdiction sur les conditionnements alimentaires pour bébés au 1er janvier 2013 », Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), publié le 26 décembre 2012, www.service-public.fr.

Doc 2 **Montant de recettes des principales taxes environnementales**

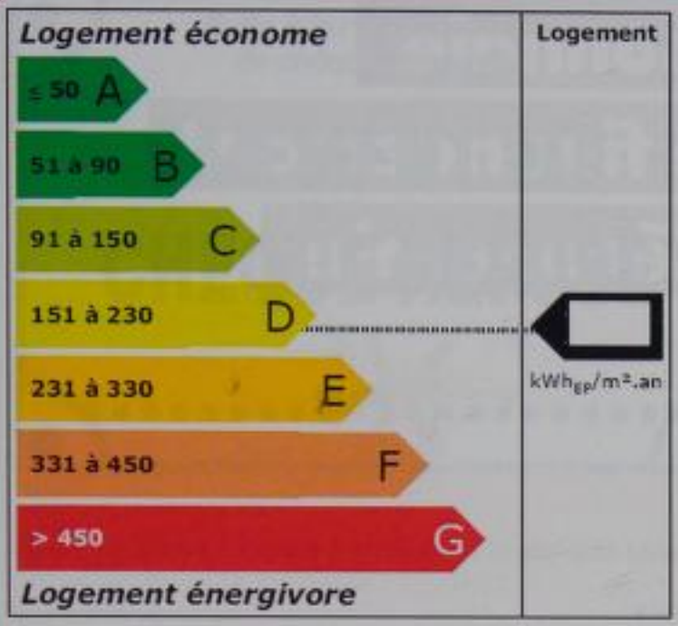
	RECETTES 2012 (EN MILLIONS D'EUROS)	RECETTES 2000	PART DANS LE PIB (EN %)	
			2012	2000
Taxes sur l'énergie dont	**31 569**	**26 172**	**1,6**	**1,8**
• Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques	23 559	23 471	1,2	1,6
• Taxes sur l'électricité	6 095	1 573	0,3	0,1
Taxes sur les transports dont	**5 806**	**4 363**	**0,3**	**0,3**
• Taxe sur les cartes grises	2 117	1 373	0,1	0,1
• Taxe sur les véhicules de société	985	1 057	0,0	0,1
Taxes sur la pollution	**2 497**	**1 752**	**0,1**	**0,1**
Taxe sur les ressources	**610**	**366**	**0,0**	**0,0**
Total des recettes fiscales environnementales	**40 482**	**32 653**	**2,0**	**2,3**

■ Source : SOeS d'après Insee. « Les recettes fiscales environnementales en 2012 », *Chiffres & statistiques*, n° 466, novembre 2013, ministère de l'Écologie et du Développement durable.

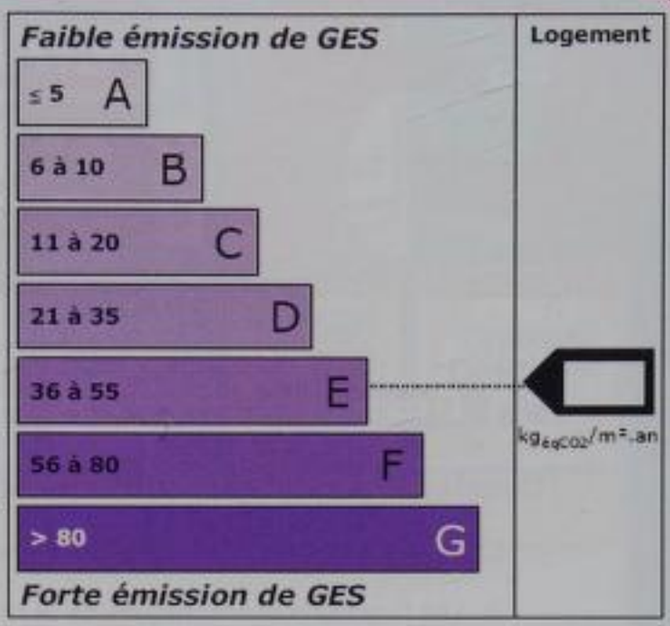
Conseil **Sur un sujet technique comme celui qui vous est proposé, le choix des illustrations est essentiel dans votre argumentation. Pensez à bien articuler vos illustrations avec le reste de l'argumentation (et notamment l'explication).**

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Étiquette énergie



Étiquette climat



« Le diagnostic de performance énergétique (DPE) renseigne sur la performance énergétique d'un logement ou d'un bâtiment, en évaluant sa consommation d'énergie et son impact en termes d'émission de gaz à effet de serre. [...] La lecture du DPE est facilitée par deux étiquettes à 7 classes de A à G (A correspondant à la meilleure performance, G à la plus mauvaise) :

• l'étiquette énergie pour connaître la consommation d'énergie primaire ;

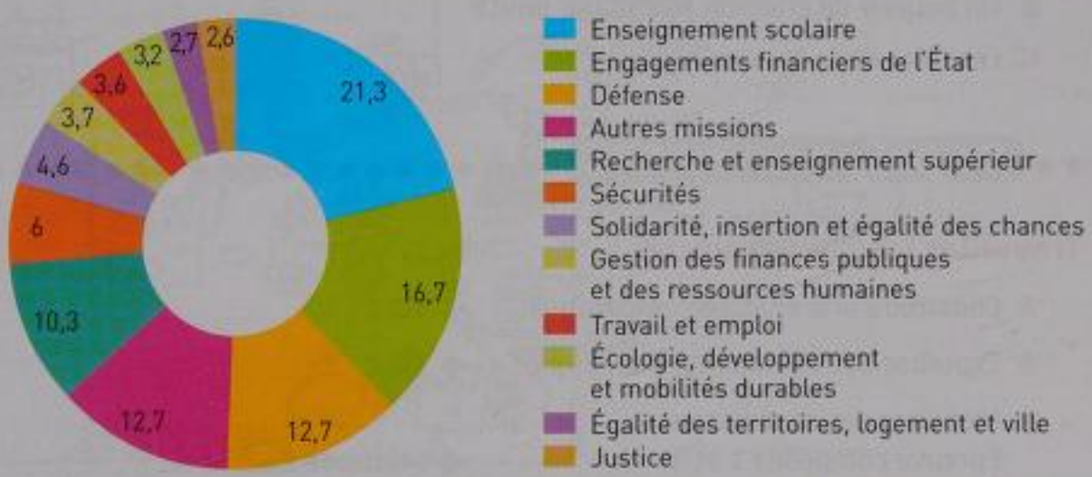
• l'étiquette climat pour connaître la quantité de gaz à effet de serre émise. »

■ « Diagnostic de Performance énergétique », www.developpement-durable.gouv.fr.

Doc 4 Les dépenses publiques

Les dépenses de l'État* (en %). Loi de finances 2014

Périmètre : budget général de l'État, hors remboursements et dégrèvements



*Les dépenses de l'État comprennent des dépenses de personnel, de fonctionnement, d'intervention (exemple : aides économiques), d'investissement (exemple : construction des routes) ainsi que le remboursement des intérêts de la dette.

■ Source : « Quelles sont les dépenses de l'État », www.performance-publique.budget.gouv.fr.

■ « Mais où donc trouver 50 milliards d'économies d'ici à 2017 ? Cinq pistes possibles », lci.tf1.fr, 23 janvier 2014.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Chapitre 5

La monnaie et le financement de l'économie

Dossiers

Dossier 1. À quoi sert la monnaie ?

Notions Fonctions de la monnaie • Formes de la monnaie

A. Les fonctions économiques de la monnaie ..... p. 116
B. La monnaie repose sur la confiance ..... p. 118
C. La monnaie revêt plusieurs formes ..... p. 120

Dossier 2. Comment l'activité économique est-elle financée ?

Notions Autofinancement • Financement direct/indirect • Taux d'intérêt • Risque de crédit

A. Les choix de financement des agents économiques ..... p. 122
B. Le développement du financement externe direct ..... p. 124
C. Crédit, emprunt et taux d'intérêt ..... p. 126

Dossier 3. Qui crée la monnaie ?

Notions Masse monétaire • Marché monétaire • Banque centrale • Prêteur en dernier ressort

A. Le processus de création monétaire ..... p. 128
B. Un pouvoir de création monétaire limité ..... p. 130
C. Les rôles de la banque centrale ..... p. 132

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Construire une analyse comparative → TD 1 ..... p. 134
★ Exploiter des documents statistiques → TD 2 ..... p. 135
★ Mobiliser ses connaissances. Épreuve composée 1 et 3 → Méthode Bac ..... p. 140

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Banque centrale • Financement direct/indirect • Taux d'intérêt • Risque de crédit → Synthèse ..... p. 136

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

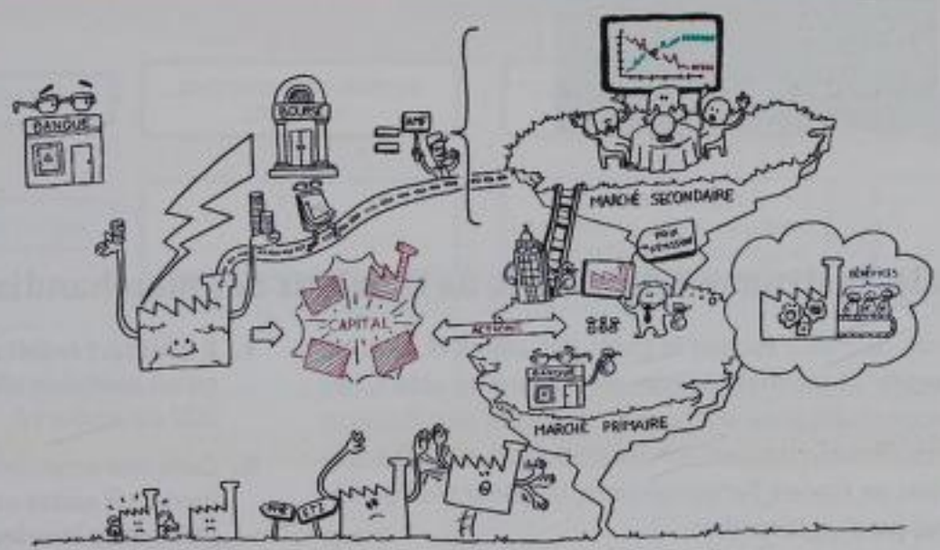
Pour commencer

- Le chèque, la carte bancaire et le chèque déjeuner sont-ils de la monnaie ? Justifiez.

Du côté de l'actualité

La **bourse** est un marché qui réunit des agents à besoins de financement, les **entreprises**, et des agents à capacité de financement, les **investisseurs**.

■ www.dessinemoileco.com.



■ www.dessinemoileco.com, produite par www.sydo.fr

Activité vidéo

1. Qu'est-ce que la bourse ? À quoi sert-elle ?
2. Toutes les entreprises accèdent-elles à ce mode de financement ? Pourquoi ?

- Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
- Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Les fonctions économiques de la monnaie

OBJECTIF • *Identifier les fonctions de la monnaie en distinguant économie monétaire et économie de troc*

Pour commencer

Doc 1 L'échange dans une économie sans monnaie

1. *Calculez le nombre de combinaisons d'échanges possibles dans cette économie simplifiée à quatre agents (Paul, Maud, Dominique et Jean) détenant chacun un des quatre biens ou services à échanger.*
2. *Selon vous, quels sont les différents facteurs qui compliquent les échanges entre les individus de cette économie ?*
3. *Remplissez le tableau suivant, sachant que le nombre de prix relatifs se calcule selon la formule [n(n – 1)/2], avec n représentant le nombre de biens à échanger :*

Nombre de biens échangeables (n)	400	4 000	400 000
Nombre de prix relatifs			

4. *Que constatez-vous ? Illustrez votre propos avec des données du tableau.*

Doc 2 La monnaie, instrument de mesure de la valeur des marchandises

« Tout comme le kilogramme permet d'évaluer le poids des objets et ainsi de comparer leurs poids respectifs, la monnaie permet de mesurer la valeur des marchandises (exprimée par un multiple ou une fraction de l'unité monétaire) et de comparer leurs valeurs respectives : un pantalon vaut 50 euros ou un carambar vaut 10 cents ou centimes en France. Par conséquent, la valeur d'un pantalon est égale à 500 fois la valeur d'un carambar.

La monnaie est donc un instrument de mesure de la valeur des marchandises. C'est un instrument de mesure de la valeur extrêmement pratique car, on l'a vu, il simplifie le système des prix. En simplifiant le système des prix, il facilite, par conséquent, l'échange marchand. [...]

Dans un pays donné, l'étalon des valeurs qui est l'unité de compte est donc l'unité monétaire. »

■ Marie Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, © Dunod, 4e éd. 2013.

1. *À quoi sert le fait de savoir qu'un pantalon vaut 500 carambars ?*
2. *Dans une économie à quatre biens, s'il existe un étalon de mesure de la valeur des biens, combien y a-t-il de prix ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La monnaie, intermédiaire des échanges

« Je pourrai satisfaire mon envie de poires en en payant le prix en monnaie. Le vendeur de poires pourra quant à lui utiliser cette monnaie aujourd'hui ou demain. La monnaie ne sert pas seulement à évaluer, elle sert aussi à échanger. C'est son rôle d'intermédiaire des échanges. En tant que tel, la monnaie facilite aussi grandement l'échange pour acquérir n'importe quel bien de son choix. Les ventes et les achats de biens n'ont plus besoin d'être synchrones[1] lorsqu'ils sont réglés en monnaie. »

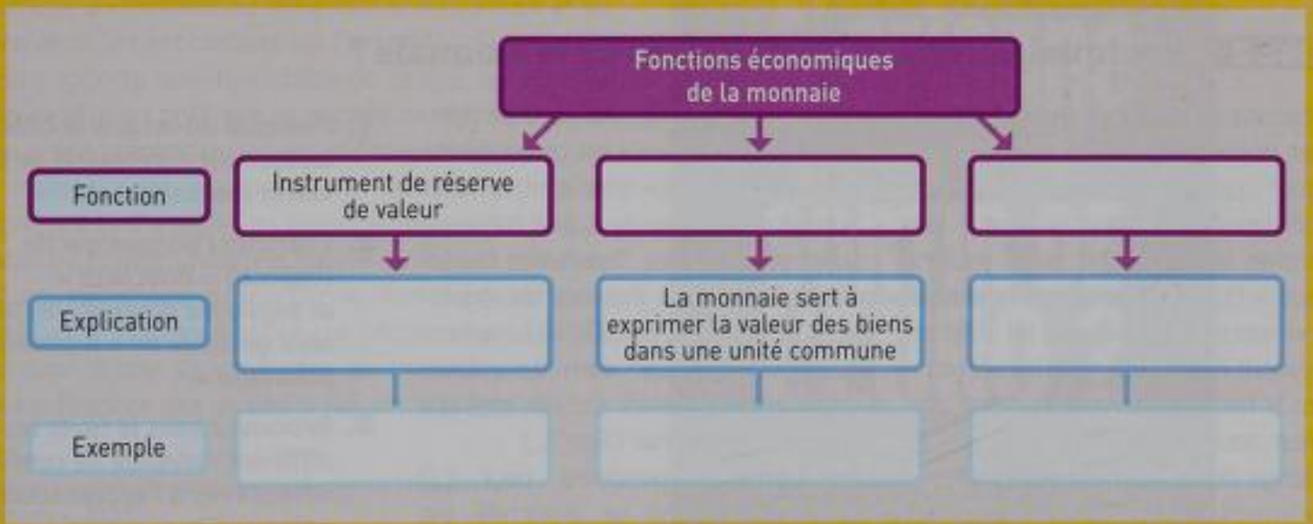
■ Jézabel Couppey-Soubeyran, *Monnaie, banques, finance*, PUF, 2012.

1. Synchrones : se dit de deux phénomènes qui ont lieu en même temps.

1. *Puis-je échanger n'importe quel bien ou service contre de la monnaie ?*
2. *Pourquoi le vendeur accepte-t-il d'échanger son bien contre de la monnaie ?*
3. *À l'aide de la dernière phrase, montrez que la monnaie permet de résoudre les difficultés du troc.*
4. *Comment s'appelle le choix de différer dans le temps une partie de ses dépenses ?*

EXERCICE Les fonctions économiques de la monnaie

- Recopiez puis complétez le schéma (vous pouvez vous aider des docs 2 et 3). Pour les exemples, choisissez parmi les quatre ci-dessous (l'un d'entre eux n'est pas utilisable. Pourquoi ?).
  a. Mathilde dépose 100 € sur son livret jeune **b.** Nourdine compare le prix des tablettes sur un site internet **c.** Neilla donne des cours de mathématiques à sa voisine qui en échange garde son fils après l'école **d.** Un homme fait ses courses au marché.



DÉFINITION

Troc : échange direct de biens ou de services ; on oppose le troc à l'opération d'achat-vente médiatisée par une monnaie.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1.

Présentez les avantages de la monnaie par rapport au troc.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B La monnaie repose sur la confiance

OBJECTIF • *Identifier la confiance en la monnaie comme une condition nécessaire à son usage*

Pour commencer

Doc 1 Un exemple de perte de confiance dans la monnaie

« L'hyperinflation[1] [allemande] ne commence qu'en août 1921 : les prix doublent au cours des cinq derniers mois de l'année. Puis ils triplent au cours des sept mois suivants.
Ce n'était pourtant qu'un apéritif : entre août 1922 et décembre de la même année, multiplication par six. Puis par… un milliard de décembre 1922 à décembre 1923. Le prix du kilo de pain varie d'une heure à l'autre et dépasse, en décembre 1922, cent milliards de marks. On ne compte plus les billets de banque : pour payer, on les pèse. Autant dire que la monnaie officielle n'existe plus. »

■ Denis Clerc, « 1922-1924 : l'hyperinflation allemande », *Alternatives économiques*, n° 114, février 1994.

1. Hyperinflation : augmentation extrêmement forte et rapide des prix des biens et services.

Les billets sont jetés ou brûlés comme du vulgaire papier.

1. *Calculez le prix en décembre 1922 puis en décembre 1923 d'un bien qui valait 100 marks en août 1921.*
2. *Quel(s) commentaire(s) vous inspirent ces chiffres ?*
3. *Pourquoi les Allemands se permettent-ils de brûler ou de jeter des billets de banque ?*
4. *Quelle est la conséquence sur les échanges de la perte de confiance dans le mark ?*

Doc 2 Pourquoi accepte-t-on d'utiliser de la monnaie ?

« Prenons un billet de banque. Voilà un objet dépourvu de toute valeur intrinsèque[1] que les acheteurs proposent quotidiennement en contrepartie des pommes ou des stylos qu'ils veulent acquérir. Qu'est-ce qui pourrait pousser les vendeurs à accepter un tel objet en paiement ? Rien si ce n'est la confiance dans le fait que d'autres voudront bien à leur tour céder leurs produits en échange de ce bout de papier. Or, les fondements d'une telle confiance sont à la fois particulièrement complexes et fragiles. Certes, à un premier niveau, un argument statistique semble suffire : nous acceptons des billets de banque parce que nous observons que les autres en font de même.

Pourtant, aux yeux de Georg Simmel, cela ne suffit pas. Il faut encore que s'ajoute un "élément de foi supra théorique", autrement dit une croyance dans la stabilité des moyens de paiement. Cette croyance est ce qui fonde, selon le sociologue allemand, la "légitimité" de la monnaie. […] La monnaie suppose aussi une "confiance hiérarchique" dans une instance de régulation, la Banque centrale, ainsi qu'une "confiance éthique" dans les valeurs (plein emploi, justice sociale, etc.) qui orientent l'action de l'État. […]
Un système monétaire peut […] se désintégrer si sa légitimité est atteinte, autrement dit la confiance dans les instances de supervision ou dans le pacte politique qui fonde la communauté monétaire. C'est ce qui s'est produit dans les épisodes d'hyperinflation, comme celui qu'a traversé l'Allemagne dans les années 1920. »

■ Xavier De La Vega, « L'économie repose-t-elle sur la confiance ? », *Sciences humaines*, n° 240, août-septembre 2012.

1. *Pourquoi dit-on que le billet de banque est « dépourvu de toute valeur intrinsèque » ?*
2. *Cherchez l'étymologie de l'adjectif « fiduciaire » et expliquez pourquoi les billets sont qualifiés de « monnaie fiduciaire ».*
3. *Retrouvez dans le texte les différents niveaux de confiance nécessaires à l'acceptation d'un paiement en monnaie.*
4. *Citez des événements (économiques, politiques, sociaux) qui pourraient ébranler la confiance d'un peuple envers sa monnaie.*

1. Intrinsèque : caractéristique propre, interne à quelque chose ou à quelqu'un, indépendante de facteurs extérieurs.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La monnaie joue un rôle de lien social

« La monnaie joue ainsi un rôle dans la socialisation des individus. Elle crée du lien social. C'est un langage commun entre des individus, c'est un signe d'appartenance à une communauté. Ainsi, pour [les économistes] M. Aglietta et A. Orléan, "la monnaie n'est pas seulement, ni même principalement un bien économique. C'est une expression de la communauté dans son ensemble". Comme l'avait déjà mis en évidence K. Polanyi, la monnaie est un moyen de communication au sein d'une communauté tout comme l'est le système des poids et mesures. La monnaie ne peut donc être étudiée uniquement d'un point de vue strictement économique. »

■ Marie Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, © Dunod, 4e éd. 2013.

1. ***Quels sont les éléments que sont censés avoir en commun deux individus appartenant à une même communauté ?***
2. ***Si vous voyagez en dehors de la zone euro, que devez-vous faire au moment d'acheter un bien ou un service ?***
3. ***Expliquez alors l'expression : la monnaie est « un langage commun entre des individus ».***

EXERCICE Collecter et interpréter des informations sur la monnaie, symbole du pouvoir politique

1. Observez les différentes pièces et repérez-y des symboles nationaux.

Rendez-vous sur le site de la Banque de France :

2. Il existe sept coupures dans la zone euro (5 €, 10 €, 20 €, 50 €, 100 €, 200 €, 500 €). En vous rendant à la rubrique « Billets et pièces », retrouvez les différents symboles qu'ils véhiculent.
3. Recherchez les différents signes de sécurité pour authentifier un billet européen.
4. Pourquoi tous les pouvoirs politiques marquent-ils la monnaie de leur sceau ?

Doc 4 La dimension politique de la monnaie

A. L'Euro, un symbole de l'Union européenne

« L'histoire de France montre que notre pays a été politiquement unifié et s'est constitué en un véritable espace économique au moment où ont existé une monnaie et un système de paiement uniques sur l'ensemble du territoire. [...] L'euro apporte une illustration de ce que la monnaie est une institution politique et sociale. La monnaie européenne a été présentée par ses défenseurs comme une pièce maîtresse de la construction européenne. Selon le rapport de la Commission européenne au titre évocateur, *Marché unique, monnaie unique* (1990), la monnaie unique est nécessaire au fonctionnement du grand marché intérieur européen, institué par l'Acte unique (1987). La monnaie donne sa cohérence au marché en homogénéisant l'espace des produits par un système de prix unifié. »

■ D. Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, « Repères », 2013.

1. ***Retrouvez dans le texte des fonctions économiques de l'euro.***
2. ***En dehors de la monnaie, quels sont les autres symboles politiques de l'Union européenne ?***
3. ***Selon le magazine Marianne du 31 janvier 2014, un Français sur trois est pour l'abandon de la monnaie unique : Pour quelle(s) raison(s) selon vous ?***

B. Une de *Marianne*, 31 janvier 2014

Prépa Bac

Rédigez un paragraphe argumentatif.

Pourquoi accepte-t-on d'échanger un bien contre de la monnaie ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

La monnaie revêt plusieurs formes

OBJECTIF • *Observer le processus de dématérialisation de la monnaie*

Pour commencer

Doc 1 La diversité des moyens de paiement

a. Louis d'or

b. Carte bancaire

c. Blocs de thé

d. Chèque

e. Billets en euros

f. Paiement électronique

g. Pièces en euros

h. Compte courant

VOTRE COMPTE CHÈQUES N° [illegible] MR [illegible]
IBAN FR [illegible] BIC CCBPI *** CASDEN-BP ***

DATE COMPTA	LIBELLÉ/RÉFÉRENCE	DATE OPÉRATION	DATE VALEUR	DÉBIT EUROS	CRÉDIT EUROS
	SOLDE CRÉDITEUR AU 05/08/2010				1 504,81

1. *Distinguez monnaie et moyen de paiement.*
2. *Retrouvez l'ordre chronologique d'apparition de ces différents moyens de paiement.*
3. *Quels sont ceux qui n'ont plus cours dans un pays comme la France ?*

DÉFINITION

Moyens de paiement : la monnaie est un moyen de paiement ; tous les moyens de paiement ne sont pas de la monnaie mais ils permettent d'utiliser la monnaie qu'on détient en compte de dépôt pour régler ses dépenses et dettes.

Doc 2 La composition des moyens de paiements en France, en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2012[1]
Pièces (monnaie divisionnaire)	1,2	1,1	1,2	1,0	0,8	-
Billets (monnaie fiduciaire)	41,0	31,6	20,0	14,0	11,8	5,0
Dépôts à vue (monnaie scripturale)	57,8	67,3	78,8	85,0	87,4	95,0
TOTAL	100	100	100	100	100	100

■ Source : Banque de France, 2013.

1. En 2010, pièces et billets ont été réunis.

1. *Que signifie le nombre entouré ?*
2. *Que peut-on dire quant au poids des billets et des pièces dans la masse monétaire en 2012 ?*
3. *Comment évolue la part de la monnaie scripturale au sein des moyens de paiements ?*
4. *Comment expliquez-vous cette évolution ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La dématérialisation des systèmes de paiement

« BNP Paribas, La Banque postale et Société générale se sont associés pour lancer un nouveau portefeuille électronique : Paylib. [Il] [...] permet de régler des achats sur Internet et cela à partir d'un ordinateur classique ou d'un appareil mobile [...]. Contrairement à un paiement en ligne classique, à l'occasion duquel un acheteur saisit sur le site commerçant les références (numéro, date de validité et cryptogramme) de sa carte de crédit, l'usage d'un portefeuille électronique permet de s'affranchir de cette étape. Ces coordonnées ont été enregistrées une fois pour toutes par l'opérateur du système de paiement. [...] Les clients peuvent s'abonner directement sur leur site bancaire et ont donc juste à désigner au moment de l'activation du service quelle carte sera débitée pour les achats. "Ainsi les références bancaires ne sortent jamais de la banque de l'utilisateur", dit un porte-parole de La Banque postale. [...] L'union des trois banques leur permet de laisser miroiter un nombre potentiel de 23 millions d'utilisateurs. [...] Face à ce potentiel de consommateurs, huit des plus gros commerçants électroniques français (dont voyages-sncf.com, vente-Privée.com, La Poste...) ont donné leur accord pour accepter Paylib d'ici au 1er trimestre 2014.

[...] On sait que le commerce sur Internet ne cesse de progresser : il a représenté 45 milliards d'euros en 2012, soit

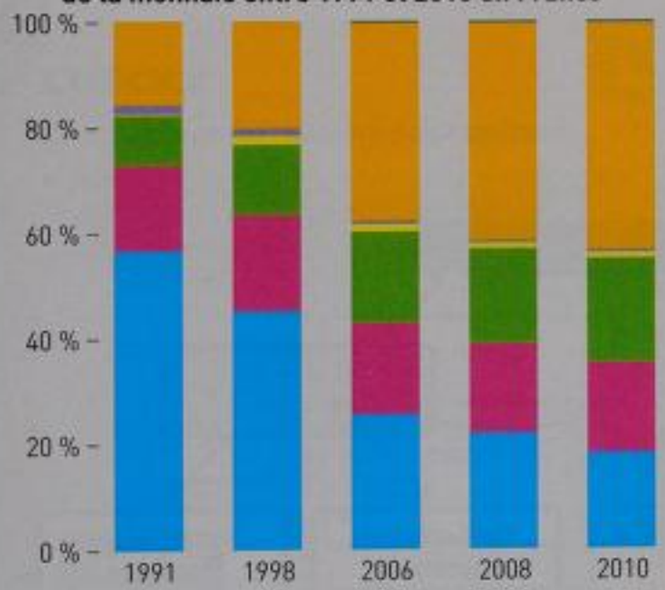
une progression de près de 20 % par rapport à l'année dernière, une manne que les banques ne veulent pas voir échapper à des concurrents. »

■ Michel Waintrop, « Des banques créent un nouveau moyen de paiement sur Internet », la-croix.com, 19 septembre 2013.

1. *Quelles sont les causes du développement de l'e-paiement ?*
2. *À quel type de monnaie correspond-il ?*
3. *Quels sont les risques liés à la dématérialisation des systèmes de paiement ? Lesquels sont limités par Paylib ?*

Doc 4 Les instruments de circulation de la monnaie

Part des différents instruments de circulation de la monnaie entre 1991 et 2010 en France



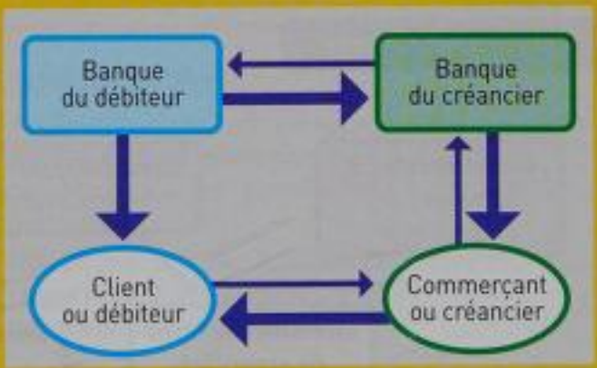
[*] Effet de commerce ou moyen de paiement entre deux entreprises. ■ Source : www.economie.gouv.fr.

1. *Comment lit-on les données de l'année 2010 ?*
2. *Quelles tendances se dégagent de ce document ?*
3. *Comment expliquez-vous le déclin de l'utilisation du chèque ?*

EXERCICE

Le fonctionnement d'un paiement en monnaie scripturale

- Recopiez le schéma et associez les expressions suivantes à une ou plusieurs flèches :
  a. Vente d'un bien **b.** Ordre de paiement **c.** Inscription de la somme au crédit **d.** Somme débitée **e.** Règlement entre banques



Prépa Bac

Présenter et exploiter des documents statistiques.

Après avoir présenté les docs 2 et 4 de cette double page, montrez le processus de dématérialisation de la monnaie qui s'en dégage.

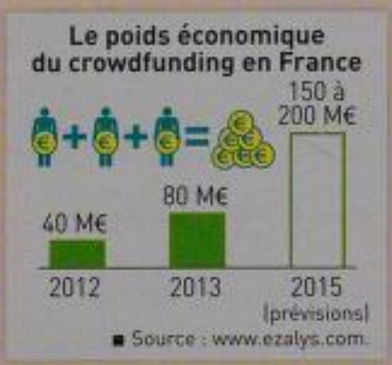
• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Les choix de financement des agents économiques

OBJECTIF • *Identifier les différents moyens de financement*

Pour commencer

Doc 1 Une nouvelle forme de financement



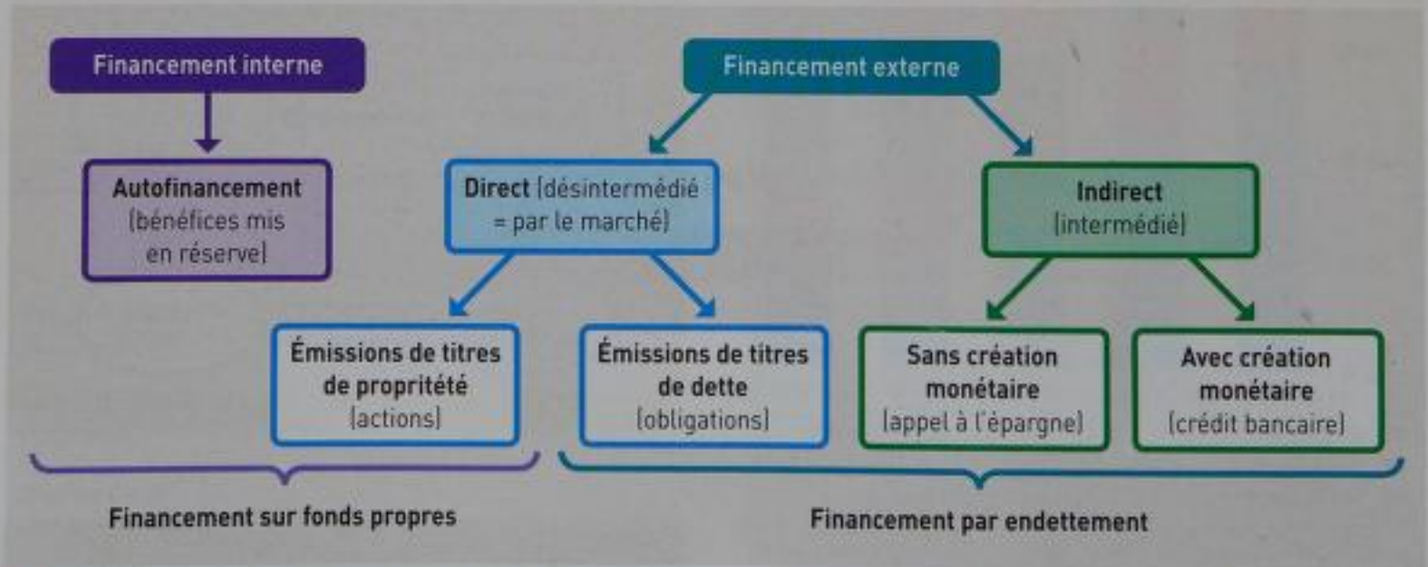
« Après la musique, les jeux vidéo ou des petits commerces de quartier, c'est au tour de l'immobilier de se mettre à l'heure du financement participatif. [...] Le principe est simple : des promoteurs immobiliers présélectionnés font appel aux particuliers afin qu'ils participent au financement de leur programme. Une fois celui-ci achevé et les lots vendus, ils se partagent les bénéfices.

"Nous répondons à un double besoin. Celui des épargnants, qui cherchent à diversifier leurs investissements, et celui des promoteurs, qui ont de plus en plus de mal à trouver les fonds propres nécessaires pour lancer leurs projets [...]", explique Joachim Dupont, un des fondateurs d'Anaxago, une des dix plates-formes françaises proposant aux internautes d'investir dans le capital d'entreprise. La Fédération des promoteurs immobiliers abonde : "[...] nous avons de plus en plus de mal à trouver des financements. Le *crowdfunding* est un moyen innovant d'y faire face" [...]. »

■ Frédéric Cazenave, « L'immobilier aussi fait appel au financement participatif », lemonde.fr, 23 septembre 2014.

1. *Qu'est-ce que le crowdfunding ?*
2. *Dans l'exemple du texte, qui a un besoin de financement et qui a une capacité de financement ?*
3. *Par quel(s) autre(s) moyens une entreprise peut-elle financer son investissement ?*
4. *Comment un ménage peut-il financer un projet immobilier ?*

Doc 2 Le financement des entreprises*



■ Hatier, 2015.

* Sociétés non financières.

1. *Qu'est-ce que l'autofinancement ?*
2. *Distinguez autofinancement et financement sur fonds propres.*
3. *Qu'est-ce que le « financement par endettement » ?*
4. *Quels agents économiques peuvent prêter des capitaux aux entreprises ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Besoin ou capacité de financement, en milliards d'euros

SECTEURS INSTITUTIONNELS (SI)	2006	2009	2011	2013
Sociétés non financières (SNF)	- 33,6	?	- 45,4	- 35,7
Sociétés financières	20,2	31,5	23,9	6,9
Administrations publiques	- 43,4	- 138,9	- 105,0	- 89,5
Ménages[1]	46,2	88,6	83,5	76,8
ISBLSM	0,0	0,5	0,4	- 0,3
Nation	- 10,6	- 30,8	- 46,1	?

Champ : France.
Lecture : En 2013, le besoin de financement des administrations publiques s'élève à 89,5 milliards d'euros.

■ Source : Insee, Comptes nationaux, base 2010.

1. Y compris entrepreneurs individuels.

1. *Faites une phrase donnant la signification de chacune des données entourées.*
2. *Qu'observe-t-on en faisant la somme des données des cinq SI pour 2006 ? pour 2011 ? Calculez les deux données manquantes dans le tableau.*
3. *Quels SI semblent structurellement en besoin de financement ? Lesquels dégagent régulièrement une capacité de financement ?*
4. *Auprès de qui une nation peut-elle trouver l'argent qui lui manque pour couvrir ses dépenses ?*

EXERCICE

La structure du marché des capitaux

- Recopiez et complétez le schéma avec les expressions soulignées dans le doc. 4 pour reconstituer la ramification du marché des capitaux.

Doc 4 Le marché des capitaux : marché monétaire et marché financier

« Depuis la réforme de 1985, le marché monétaire comprend deux compartiments :

- le marché interbancaire réservé aux établissements de crédits et à quelques institutions agréées (Banque de France, Trésor public, Caisse des dépôts et consignation).
- le marché monétaire élargi [...], accessible à tous les agents économiques, qui peuvent y collecter des ressources ou y investir pour des durées allant du très court terme (jour le jour) au moyen terme (7 ans)[1].

Sur les marchés financiers sont émises et négociées les valeurs mobilières représentant soit des droits d'associés (actions), soit des créances à plus de 7 ans (obligations) [...] Les émissions de titres nouveaux s'opèrent sur le marché primaire. [...] La négociation des titres antérieurement émis s'effectue sur le marché secondaire, la Bourse des valeurs, où ils font l'objet d'une cotation. [...] Les actions sont un droit de propriété sur les actifs sociaux de la société émettrice avec participation aux bénéfices réalisés. [...] Les titres de créance du type obligations [sont] source d'un intérêt [...] quels que soient les résultats de l'entreprise émettrice. »

■ Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 2013.

1. Sur ce marché s'échangent des titres de créances négociables (bons du Trésor, certificats de dépôts, billets de trésorerie) correspondant à de l'endettement à court et moyen terme pour les entreprises et l'État.

1. *Donnez des exemples de valeurs mobilières.*
2. *Distinguez marché primaire et marché secondaire*
3. *À quel encadré du schéma du doc. 2 correspond le « marché monétaire élargi » ?*

DÉFINITIONS

Action : titre représentant la propriété d'une partie du capital d'une entreprise, dont le détenteur perçoit une fraction des bénéfices de l'entreprise (dividendes).
Obligation : titre représentant la créance à long terme sur une entreprise ou un État, dont le détenteur perçoit des intérêts.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1.

Quelles sont les différentes sources de financement des entreprises ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B Le développement du financement externe direct

OBJECTIF • *Mesurer et expliquer la part croissante du financement externe direct*

Pour commencer

Doc 1 Un exemple de financement direct

« Europlasma a annoncé ce matin le lancement d'une augmentation de capital de 27,8 millions d'euros [...]. Cette opération vise à la fois à assainir la structure d'endettement actuelle du groupe industriel, concepteur et exploitant de solutions plasma pour la production d'énergie renouvelable et la valorisation des rebuts dangereux, à couvrir les besoins en réinvestissement dans l'usine CHO Morcenx, à achever le redressement d'Europlasma, et à lui donner les moyens de capturer les opportunités de croissance qui s'offrent à l'entreprise dans chacune de ses activités.
Elle doit aussi servir à financer la quote-part d'investissement d'Europlasma dans la prochaine usine CHO Power, à horizon fin 2015. En cas de souscription à 100 %, l'augmentation de capital se traduira par la création de 34 705 519 actions nouvelles représentant un produit brut d'émission de 27 764 415,20 euros. »

■ « Europlasma : lancement d'une augmentation de capital », 24 septembre 2014. © 2014 CercleFinance.com.

1. *En quoi consiste l'augmentation de capital d'Europlasma ?*
2. *Pourquoi Europlasma a-t-il un besoin de financement de plus de 27 millions d'euros ?*
3. *En vous servant des données chiffrées fournies, calculez le prix par action souscrite.*

Trader à la bourse de New York.

NOTIONS

Financement externe indirect (ou intermédié) : financement par le crédit bancaire.

Financement externe direct (ou désintermédié) : financement par le marché (ex. émission d'actions).

Doc 2 L'origine des financements externes des sociétés

ENCOURS[1] EN MILLIARDS D'EUROS COURANTS	EN 2009	EN 2012
Endettement des agents non financiers[2]	3 794,7	4 313,9
Dont entreprises (SNF[3])	*1 225,5*	*1 344,7*
Crédits obtenus auprès des banques (IF[4])	1 991,1	2 269,5
Dont SNF	*864,7*	*884,0*
Financement de marché	1 707,8	2 006,7
Dont SNF	*360,8*	*460,7*
– Titres de créances négociables	*246,5*	*25,7*
– obligations	*114,3*	*435,0*

■ Banque de France, TEF 2014, Insee.

1. Ici, l'encours est le montant des dettes à une date donnée et non remboursées. C'est un stock.
2. Agents non financiers : Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM), Sociétés non financières (SNF), et Administrations publiques (APU).
3. Sociétés non financières.
4. IF : institutions financières monétaires.

1. *Faites une phrase avec les données entourées.*
2. *Calculez l'évolution en % de l'endettement des SNF auprès d'institutions financières et auprès du marché financier entre 2009 et 2012.*
3. *Calculez la part de l'endettement des SNF auprès des institutions financières et du marché financier dans le total de leur endettement en 2009 et en 2012.*
4. *Quel constat tirez-vous de vos calculs précédents ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Le développement de la finance directe

« Depuis le milieu des années 1980, [...] un nouveau système financier se met en place dans lequel les marchés de capitaux prennent de l'importance par rapport au financement bancaire. Jusqu'au début des années 1980, [...] les différents compartiments des marchés de capitaux (argent à court terme, obligations et actions) communiquaient peu entre eux et n'étaient pas ouverts à tous les agents économiques. Cette organisation ne permettait pas une confrontation globale de l'offre et de la demande de capitaux. Or, le bon fonctionnement des marchés de capitaux nécessite que tous les agents économiques puissent arbitrer simultanément – pour la composition de leur portefeuille – entre titres courts, rémunérés au taux du marché monétaire, et titres longs. [...] Les entreprises[1] ont [...] transformé en profondeur leur mode de financement en faisant appel, dans une proportion croissante, aux marchés de capitaux [...]. En revanche, la part du crédit bancaire, qui constituait la majeure partie du financement des entreprises [...], a diminué. [...] La montée en puissance des marchés financiers n'entraîne pas la "désintermédiation" financière. [...] Les produits de placement offerts par les OPCVM[2] [...] sont pour la plupart diffusés et gérés par les grands réseaux bancaires. »

■ Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 2013.

1. Les PME ne peuvent emprunter directement sur les marchés, en particulier parce qu'il leur est plus difficile qu'aux grandes entreprises, de se signaler aux marchés (asymétrie d'information).
2. Organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ces fonds d'investissement permettent à un épargnant de confier la gestion de ses capitaux à un professionnel qui les investit sur un ou plusieurs marchés financiers.

1. *Pour quelle raison le système financier français s'est-il transformé dans les années 1980 ? En quoi a consisté cette transformation ?*
2. *Quel changement de comportement ont alors adopté les entreprises ? Illustrez-le avec les données du doc. 2.*

Doc 4 L'évolution du métier de banquier

« Afin de compenser la diminution des ressources que leur fournissent les agents non financiers, les banques [...] interviennent de plus en plus sur les marchés de capitaux que ce soit sur le marché des titres de créances négociables ou sur le marché financier. Elles ont ainsi de plus en plus de titres de créances négociables ou de titres du marché financier dans leur bilan[1] parallèlement aux opérations résultant de leur activité classique d'intermédiation[2].

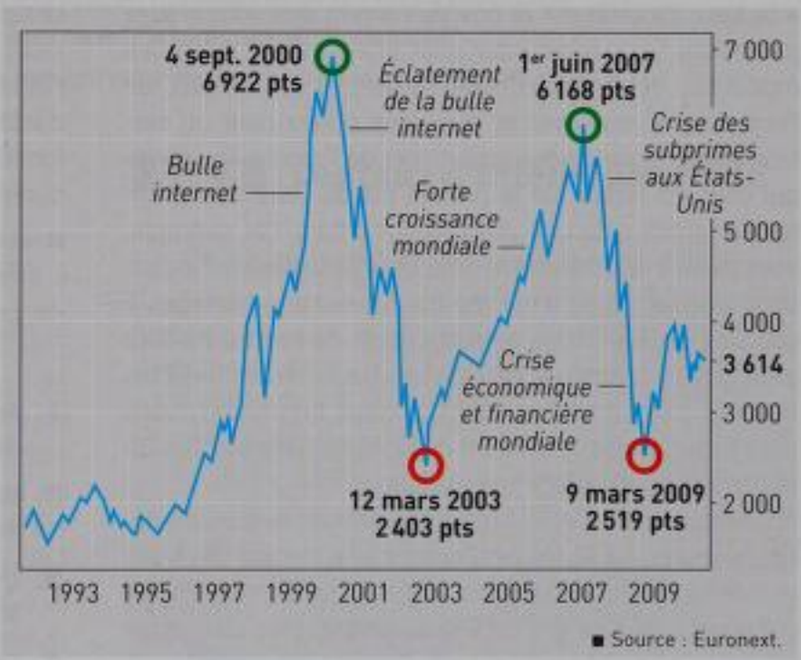
Ainsi, le système bancaire, qui est en concurrence avec les marchés de capitaux à la fois dans la collecte des ressources et dans l'octroi de prêts, a été contraint d'intervenir de façon croissante sur les marchés. Cette intervention n'est pas sans risque. En effet, dans la mesure où celle-ci s'est traduite par une part croissante des recettes liées aux marchés au détriment des recettes plus traditionnelles liées à l'activité de crédit, en cas de retournement de ces marchés, les banques pourraient être confrontées à des risques plus importants, la crise actuelle en atteste. »

■ Marie Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, © Dunod, 4e éd. 2013.

1. À l'actif du bilan.
2. Les banques sont rémunérées par les intérêts créditeurs lorsqu'elles octroient un crédit.

1. *Quelles sont les activités traditionnelles d'une banque ?*
2. *Pourquoi les banques ont-elles développé leurs activités sur les marchés de capitaux ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée à l'aide du doc. 5.*

Doc 5 L'évolution de l'indice boursier français, le CAC 40



■ Source : Euronext.

1. *Recherchez ce qu'est le CAC 40.*
2. *Calculez l'évolution de l'indice boursier entre le 4 septembre 2000 et le 12 mars 2003, puis entre le 12 mars 2003 et le 1er juin 2007 puis entre le 1er juin 2007 et 9 mars 2009.*
3. *Déduisez-en une caractéristique des marchés financiers.*
4. *En quoi cette caractéristique peut-elle avoir des répercussions sur l'activité économique ?*

Faire le point

Récapitulez les raisons qui expliquent le développement du financement externe direct.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

C Crédit, emprunt et taux d'intérêt

OBJECTIF • *Montrer que le taux d'intérêt varie en fonction du risque de crédit*

Pour commencer

Doc 1 Le crédit a un prix

1. *Pourquoi proposer un prêt spécifique aux jeunes ?*
2. *Pour un prêt de 1 000 euros sur un an, combien l'emprunteur doit-il en intérêts ?*

Doc 2 Les deux visages du taux d'intérêt

« Le taux d'intérêt est le prix de l'argent que vous n'avez pas et que vous empruntez pour une durée et selon des modalités déterminées. Inversement, c'est le prix de l'argent que vous avez et que vous prêtez pour un certain temps. Quand vous empruntez de l'argent, le service qui vous est rendu par le prêteur est de vous faire profiter par anticipation de vos revenus futurs. Par exemple, vous pouvez décider d'emprunter sur deux ans de l'argent pour acheter aujourd'hui les meubles d'une chambre à coucher. Ou bien, vous pouvez choisir de mettre de côté petit à petit la somme nécessaire et acheter les meubles « cash » dans un an et demi. Si vous empruntez, vous allez payer, par le versement des intérêts, le gain d'un an et demi d'utilisation de ces meubles.

À l'inverse, quand vous prêtez de l'argent, le taux d'intérêt correspond à la rémunération d'une abstinence. Vous renoncez, pendant un certain temps, à consommer immédiatement. Plus longue est l'abstinence et plus vous pourrez, en principe, obtenir un taux d'intérêt élevé.

Le taux d'intérêt rémunère aussi le risque pris par le prêteur : le risque de ne pas être remboursé ; le risque que l'inflation[1] dévalorise la somme remboursée. Le taux d'intérêt comprend donc une prime de risque variable en fonction de la confiance accordée à l'emprunteur, de la durée du placement et de l'anticipation de l'inflation. »

■ « Le prix de l'argent... et du temps », d'après le site http://www.lafinancepourtous.com.

1. inflation : augmentation du niveau général des prix.

1. *Pourquoi l'emprunteur accepte-t-il de payer des intérêts à son créancier ?*
2. *Pourquoi le taux d'intérêt incite-t-il un individu à renoncer à dépenser aujourd'hui ?*
3. *Quels sont les deux critères cités au vu desquels le taux d'intérêt demandé par le créancier s'élève ?*
4. *Explicitez le titre du document.*

EXERCICE Le coût du crédit varie en fonction du risque de crédit

	ANDRÉ	KARIM	JEANNE
Revenu annuel	15 000 €	30 000 €	30 000 €
Montant du prêt	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Durée en mois	108	108	48
TAEG[1]	6,14	3,22	2,13
Montant total de remboursement	65 205,55	57 661,03	...
Mensualité	603,76	...	1 087,6
Coût total de l'emprunt	...	7 661,03	2 204,58

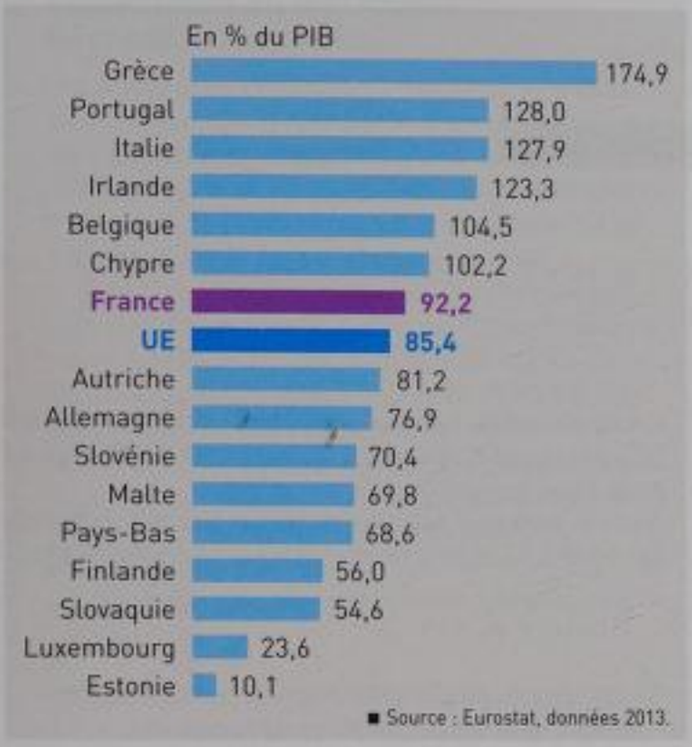
1. TAEG : taux annuel effectif global, c'est-à-dire le coût réel d'un crédit à la consommation. Il intègre les frais de dossiers, commissions diverses, coût de garanties particulières.

1. Faites les calculs nécessaires pour compléter le tableau.
2. Retrouvez les explications qui permettent de justifier les écarts de taux d'intérêt débiteurs entre les différents emprunteurs.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 La crise des dettes

A. La dette publique au sein de l'UE en 2013



■ Source : Eurostat, données 2013.

B. Les problèmes de l'économie grecque

« la crise n'explique pas tout. [...] D'abord, la Grèce, qui a toujours été fortement endettée, "n'a pas profité des années de forte croissance, entre 2000 et 2005, pour assainir ses finances publiques", explique Bénédicte Kukla, économiste au Crédit agricole. Ainsi, depuis dix ans, son ratio de dette publique a toujours été supérieur à 100 % du PIB. Ensuite, "la Grèce n'a pas encore introduit les mesures nécessaires pour amortir le choc du vieillissement de la population, ce qui va entraîner de fortes hausses des dépenses publiques." Or les recettes fiscales sont insuffisantes pour compenser ces dépenses. [...] L'économie souterraine dans les services à domicile et dans le tourisme est estimée à 20 % du PIB. Autant d'argent qui échappe à l'impôt. [...] À cela s'ajoutent, de l'aveu même du premier ministre Papandréou en décembre, une corruption rampante et des statistiques économiques frauduleuses. »

■ « Et si la Grèce faisait faillite... », © Laura Raim, Lexpansion.com, 29 janvier 2010.

1. *Faites une phrase avec les données de l'UE, de la Grèce, du Portugal et de la France (doc. 2A).*
2. *À votre avis quels États vont devoir emprunter à un taux d'intérêt élevé ? Pourquoi ?*
3. *La dette publique est-elle le seul critère pris en compte pour évaluer le risque de crédit (doc. 2B) ?*

Doc 4 Les agences de notation

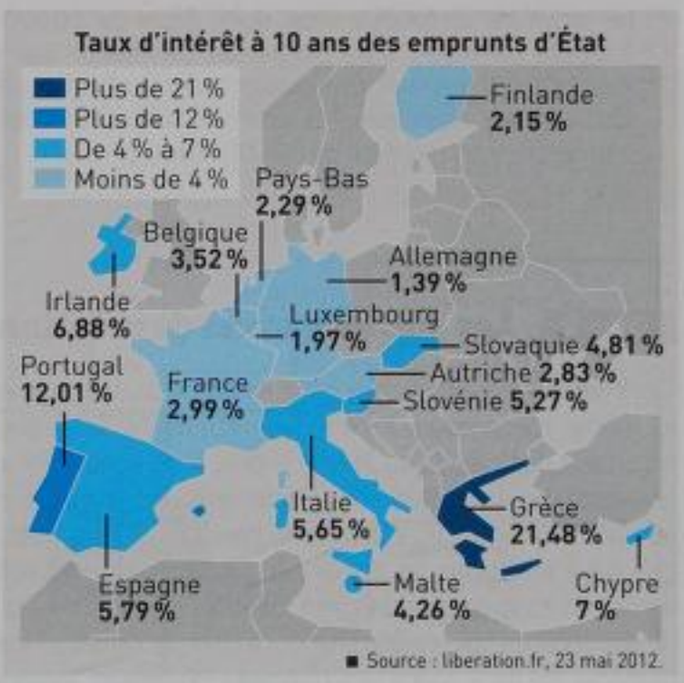
« Les agences de notation financière* [...] ont pour mission d'évaluer la capacité des émetteurs de titres de dette à honorer leurs engagements, c'est-à-dire à payer les intérêts et à rembourser le capital emprunté aux conditions prévues. La notation est donc une évaluation du risque de défaut [...]. Plus la note est faible (indiquant un risque de défaut élevé de l'émetteur), plus la rémunération du titre doit être élevée pour compenser le risque de défaut de l'émetteur. En revanche, une obligation émise par un État bénéficie, en règle générale, de la meilleure note possible (le risque de non-remboursement est estimé quasi nul) et verse donc une rémunération plus faible. Bien entendu, si l'État émetteur est un pays fortement endetté ou instable politiquement, sa note sera alors plus faible ou pourra faire l'objet de dégradation. »

■ Jézabel Couppey-Soubeyran, *Monnaie, banques, finance*, PUF, 2012.

* Ce sont des organismes privés comme Moody's ou Standard & Poor's.

1. *Recherchez la note de la dette publique française.*
2. *À quoi servent les agences de notation ?*
3. *Sur quels éléments s'appuient-elles pour accorder une bonne ou mauvaise note à un débiteur ?*

Doc 5 Les taux d'intérêt dans l'UE



■ Source : liberation.fr, 23 mai 2012.

1. *Pourquoi l'État français bénéficie-t-il d'un taux d'intérêt nettement inférieur à celui de l'État grec ?*
2. *Quelles sont les conséquences des taux d'intérêt très élevés exigés par les créanciers de la Grèce ?*

Faire le point

Élaborez un schéma d'implication montrant que l'économie grecque est prise dans un cercle vicieux entre 2010 et 2012.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

A Le processus de création monétaire

OBJECTIF • *Comprendre les sources de la création monétaire*

Pour commencer

Doc 1 Création monétaire et crédit

« Admettons que M. et Mme Gaignette, clients du Crédit Mutuel, obtiennent de leur banque un crédit de 10 000 euros afin de rénover leur poulailler. On fait ici abstraction des intérêts. Leur compte va être crédité de 10 000 euros, au passif de la banque (la banque doit 10 000 euros à M. et Mme Gaignette auxquels elle a accordé un crédit), mais en contrepartie elle détiendra une créance sur M. et Mme Gaignette (qui devront lui rembourser les 10 000 euros empruntés à la date convenue).

Écriture comptable : **Crédit Mutuel**

ACTIF		PASSIF	
Créance sur M. et Mme Gaignette	10 000 €	Compte de M. et Mme Gaignette	10 000 €

Le passif de la banque s'est donc accru de 10 000 € (compte de M. et Mme Gaignette) de même que la quantité de monnaie détenue par M. et Mme Gaignette [...]. Il y a eu une création de monnaie scripturale Crédit Mutuel pour un montant de 10 000 euros.

L'actif de cette banque s'est aussi accru de 10 000 puisque la banque a acquis une créance de 10 000 sur M. et Mme Gaignette.
Ainsi, la banque n'octroie pas des crédits en fonction de ses dépôts. Mais ce sont les crédits qui font les dépôts. »

■ Marie Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, © Dunod, 4e éd. 2013.

1. *La somme de 10 000 € déposée sur le compte de M. et Mme Gaignette correspond-elle à de la monnaie préexistante ?*
2. *Quelle est la contrepartie des 10 000 € versés par la banque ?*
3. *Que se passe-t-il si M. Gaignette effectue un achat auprès d'une entreprise ayant un dépôt à vue ou compte courant (DAV) au Crédit Mutuel ? Même question si l'entreprise possède un DAV dans une autre banque ?*
4. *Expliquez la phrase « les crédits font les dépôts ».*

Doc 2 Les autres sources de création monétaire

« Les banques peuvent créer de la monnaie de deux autres façons, mais avec le même mécanisme. Premièrement, lorsque les banques commerciales accordent des crédits au Trésor public, elles acquièrent des bons du Trésor (créances sur le Trésor). Deuxièmement, les banques peuvent créditer le compte d'un agent en échange de devises : par exemple, un industriel français payé en dollars va demander à sa banque de créditer son compte en euros ; en contrepartie de cette création de monnaie, la banque va acquérir une créance sur les États-Unis. La banque centrale[1] crée également de la monnaie par deux opérations majeures. D'une part, lorsque les banques commerciales ont besoin de monnaie pour satisfaire les retraits de leurs clients et pour constituer leurs réserves, elles cèdent des titres à la Banque centrale, qui en échange crédite leur compte. D'autre part, lorsque la balance commerciale d'un pays est excédentaire, l'entrée nette de devises sur le territoire entraîne de la création de monnaie, et inversement en cas de déficit commercial. »

■ Audrey Fournier, « Banques et création monétaire : qui fait quoi ? », lemonde.fr, 21 septembre 2011.

1. La FED aux États-Unis ou la BCE dans l'UE par exemple.

DÉFINITION

Trésor Public : banquier de l'État, il collecte les impôts et exécute les dépenses de l'État. Si les dépenses sont supérieures aux recettes, il peut émettre des titres (bons du Trésor) souscrits par les banques ou les agents non financiers pour couvrir son besoin de financement.

1. *Pourquoi le Trésor public émet-il et vend-il des bons du Trésor ?*
2. *Comment les échanges extérieurs peuvent-ils donner lieu à de la création monétaire ?*
3. *Quel est un des rôles de la Banque centrale décrit dans le document ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

EXERCICE

Reconstituer un mécanisme de création monétaire

Une entreprise a besoin de s'acheter des fournitures diverses de bureau (cartouche d'encre, rames de papier, meubles de rangement...) pour un montant de 8 000 €. Elle ne dispose pas dans sa trésorerie d'un montant suffisant et demande à sa banque de lui accorder un crédit pour effectuer ses achats.

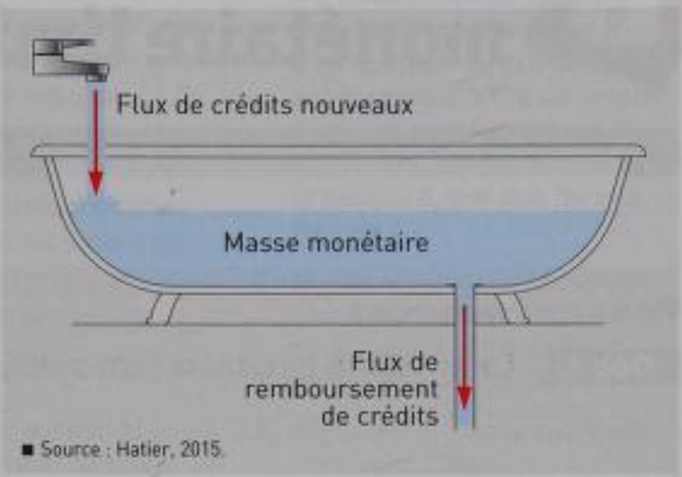
Si la banque répond positivement à cette demande sans disposer au préalable d'un montant équivalent sous forme de dépôt (épargne déposée sur un livret par un autre agent économique), alors on peut dire que la banque crée de la monnaie *ex nihilo*.

Écrivez alors les bilans de la banque et de l'entreprise pour cette opération en utilisant les termes suivants (certains termes peuvent apparaître deux fois) :

- reconnaissance de dette
- créance sur client
- dépôt à vue

BANQUE		ENTREPRISE	
Actif	Passif	Actif	Passif

Doc 3 La quantité de monnaie en circulation



■ Source : Hatier, 2015.

« Dans une économie en croissance, dépenses et recettes des agents économiques progressent ainsi que leurs besoins de financement, ce qui amène une augmentation de la monnaie de crédit, les nouveaux crédits étant supérieurs aux anciens venant à échéance. »

■ Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 2013.

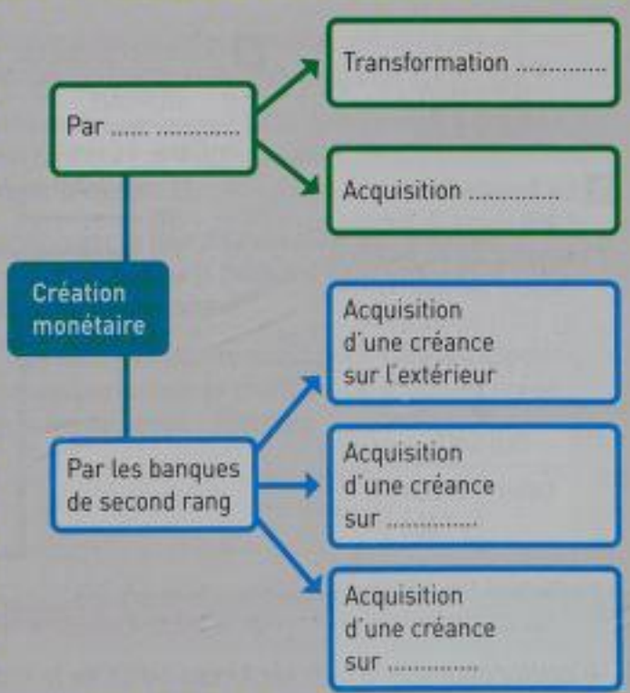
1. *Donnez des exemples de « flux de crédits nouveaux ».*
2. *Pourquoi le « flux de remboursements de crédits » peut-il être assimilé à de la « destruction monétaire » ? (cf. doc 1)*
3. *À quelle condition la masse monétaire augmente-t-elle ?*

Doc 4 Un retrait d'argent

1. *De quel type de monnaie s'agit-il ?*
2. *Quelle est l'origine de cette monnaie ?*

Faire le point

Récapitulez à l'aide du schéma les sources de la création monétaire.



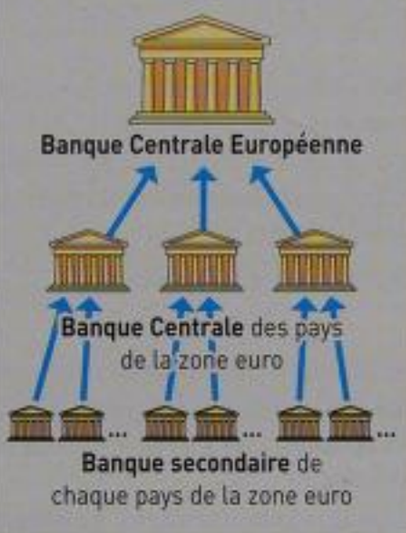
• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

B Un pouvoir de création monétaire limité

OBJECTIF • *Expliquer les limites du pouvoir de création monétaire du système bancaire*

Pour commencer

Doc 1 Le système bancaire : un système hiérarchisé



« La banque centrale émet deux types de monnaies : les billets, pour lesquels elle a un monopole, et de la monnaie scripturale, qui circule essentiellement entre les intermédiaires financiers. Tous les établissements de crédit, ainsi que le Trésor public dont la banque centrale gère les disponibilités, ont obligation de détenir un compte courant à la banque centrale qui leur permet de régler entre eux leurs dettes. C'est par l'intermédiaire de ce compte que s'effectuent les opérations de "compensation[1]" entre banques [...]. Ce rôle de "banque des banques" donne à sa monnaie – la monnaie centrale – une importance capitale dans la réalisation de l'unité du système monétaire. »

■ Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, 2013.

1. La compensation bancaire est une technique mise en œuvre par les banques afin de compenser entre elles les créances et dettes qu'elles détiennent les unes sur les autres.

1. *Quels sont les deux types de monnaie que crée la banque centrale ?*
2. *Pourquoi parle-t-on d'un système bancaire hiérarchisé ?*
3. *Quelles sont les raisons pour lesquelles les banques doivent détenir de la monnaie centrale ?*

Doc 2 La création monétaire et ses fuites

1 La banque **A** crée **1 000** euros de monnaie scripturale au profit de Dupont par inscription de 1 000 euros à son compte « Dupont ».

DUPONT	
Débit	Crédit
	+ 1 000

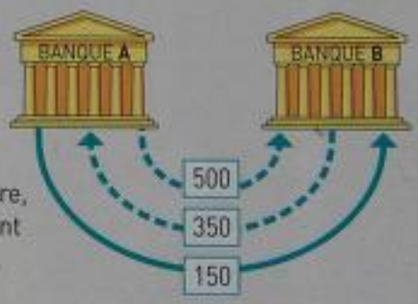
2 Dupont dépense cet argent

DUPONT	
Débit	Crédit
	+ 1 000
- 200	
- 500	
- 300	

200 euros au profit d'un client de la même banque. Un jeu d'écriture suffit.

DURAND	
Débit	Crédit
	+ 200

500 euros au profit d'un client d'une autre banque. Symétriquement, un client de **B** dépense **350** euros au profit d'un client de **A**. Après compensation bancaire, la banque **A** règle un montant de **150** euros à la banque **B**.



Retire **300** euros en «argent liquide» (monnaie centrale ou fiduciaire) que la banque **A** se procure sur le marché interbancaire.

■ D'après Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, La Découverte, 2011.

1. *À quelle occasion la banque A crée-t-elle de la monnaie ?*
2. *À quelles occasions transforme-t-elle de la monnaie dans une autre forme de monnaie ?*
3. *Pourquoi dit-on qu'elle doit faire face à des « fuites » ? Comment peut-elle y faire face ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Le refinancement

« Quand une banque ne dispose pas d'un crédit[1] suffisant à la banque centrale pour satisfaire ses besoins en monnaie banque centrale, elle peut emprunter sur le marché monétaire auprès des banques qui disposent d'un compte créditeur à la banque centrale. On dit qu'elle va se refinancer sur le marché monétaire. [...] Une banque particulière peut donc créer de la monnaie sans disposer momentanément de la monnaie banque centrale nécessaire pour faire face aux retraits en billets mais en l'empruntant à une autre banque ; mais cette autre banque diminue alors de façon équivalente sa propre capacité à créer de la monnaie scripturale. Le système bancaire, pris dans son ensemble, ne peut donc pas créer de monnaie s'il ne dispose pas des avoirs en comptes à la banque centrale lui permettant de retirer les billets qui lui seront ensuite demandés par la clientèle. »

■ Jacques Généreux, *Introduction à une politique économique*, © Éditions du Seuil, « Points Économie », 1993, nouvelle éd. 2015.

1. Solde créditeur de son compte courant à la banque centrale.

1. *Bilan de la banque A : au passif, le compte courant de X d'un montant de 10 000 € et à l'actif, la créance sur X d'un montant de 10 000 €. Si X achète pour 3 000 € un scooter à son concessionnaire qui a un compte courant auprès de la banque B, que doit faire la banque A ?*
2. *Que se passe-t-il si le compte courant de la banque A auprès de la banque centrale n'est crédité que de 2 000 € ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

EXERCICE La compensation bancaire

Les banques peuvent détenir des créances les unes sur les autres et plutôt que de régler leurs soldes deux à deux elles procèdent à une compensation multilatérale de leurs créances et de leurs dettes respectives.

Situation débitrice \ Situation créditrice	BP	BNP	Société générale	Total débit
Banque Postale	—	25 000	1 500	26 500
BNP	5 000	—	20 000	25 000
Société générale	37 500	7 500	—	45 000
Total crédit	42 500	32 500	21 500	96 500

- Calculez le montant des soldes que les banques se règlent entre elles.

Doc 4 Besoin de refinancement et marché monétaire

« Quand une banque a besoin de liquidités pour honorer les paiements effectués par ses clients (si ses clients retirent plus d'argent de leurs comptes qu'ils n'en déposent), elle les emprunte à une autre banque. De l'autre côté, quand une banque a des liquidités disponibles (ses clients remettent plus d'argent sur leurs comptes qu'ils n'en retirent), elle les propose aux autres banques. C'est le marché interbancaire. Les banques se prêtent pour des durées très courtes, de 24 heures jusqu'à un an. Les paiements entre banques se font exclusivement par l'intermédiaire des comptes qu'elles détiennent à la Banque centrale : c'est pourquoi on parle de "monnaie banque centrale". Cette monnaie n'est utilisée que sur le marché interbancaire et ne circule donc pas dans l'économie. »

■ « La politique monétaire de la Banque centrale », d'après le site http://www.lafinancepourtous.com.

1. *Sur le marché interbancaire, qui sont les offreurs et les acheteurs de monnaie centrale ?*
2. *Montrez que le taux [d'intérêt] monétaire varie en fonction de l'offre et de la demande de monnaie (voir chapitre 3).*
3. *Expliquez le lien de causalité entre « coût du refinancement pour les banques » et « coût du crédit bancaire ».*
4. *Si le taux monétaire augmente, cela a-t-il une répercussion sur le montant de monnaie créée par les banques ? Justifiez.*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1.

Expliquez pourquoi les banques sont limitées dans leur pouvoir de création monétaire.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

C Les rôles de la banque centrale

OBJECTIF • *Identifier les objectifs principaux des banques centrales*

Pour commencer

Doc 1 La banque centrale et la quantité de monnaie en circulation

« La banque centrale d'une économie a le pouvoir d'augmenter ou de diminuer la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. L'ensemble des actions menées par la banque centrale dans [ce] but s'appelle la politique monétaire. Pour prendre une métaphore simple, vous pouvez imaginer la banque centrale qui imprime des billets et qui les jette par hélicoptère [ou] imaginer la banque centrale comme un aspirateur géant qui aspire les billets hors des portefeuilles des individus. Bien qu'en pratique les méthodes de la banque centrale pour faire varier l'offre de monnaie sont plus complexes et subtiles, la métaphore de l'hélicoptère et de l'aspirateur est une bonne première approximation de la politique monétaire. [...] la banque centrale est une institution importante car les variations de l'offre de monnaie peuvent profondément affecter l'économie. »

■ Gregory N. Mankiw, Mark P. Taylor, *Principes de l'économie*, De Boeck, 2010.

La BCE, à Francfort-sur-le-Main (Allemagne). Elle mène la politique monétaire consistant à maintenir le pouvoir d'achat de l'euro.

1. *Quel est l'objectif de la politique monétaire ? Qui la conduit ?*
2. *Expliquez la métaphore de l'hélicoptère et de l'aspirateur.*

Doc 2 La banque centrale assure la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie

A. Composante de la masse monétaire

Encours en milliards d'euros, 2012

	EN FRANCE	ZONE EURO
Monnaies divisionnaire, fiduciaire et dépôts à vue	619	-
= M1	619	5 304
+ dépôts à terme ≤ 2 ans *(livret A, livret d'épargne populaire)*	150	-
+ comptes sur livret *(CODEVI, compte d'épargne logement)*	628	-
= M2	1 396	9 171
+ titres d'OPCVM à court terme	247	-
+ placements à terme	29	-
+ titres de créances ≤ 2 ans	53	-
= M3	1 725	9 862

■ D'après la Banque de France et la BCE.

B. La banque centrale veille à la stabilité des prix

« La banque centrale est chargée de contrôler la création de monnaie des banques commerciales : elle est garante de la valeur de la monnaie mesurée par son pouvoir d'achat. Une quantité trop grande de monnaie en circulation fait baisser la valeur de la monnaie : c'est l'inflation (hausse du niveau général des prix) qui doit être maîtrisée par la banque centrale. Pour conserver sa valeur, la monnaie doit être relativement rare, même s'il faut veiller à ce qu'un excès de rareté ne gêne pas l'activité économique. [...] Trop de monnaie en circulation crée un risque d'inflation, et pas assez signifie moins de transactions. Il faut que les banques ne créent ni trop ni trop peu de monnaie. La résolution de ce dilemme est tout l'enjeu de la politique monétaire. »

■ « La monnaie et financement », www.melchior.fr. © DR.

1. *Définissez les agrégats de la masse monétaire M1, M2, M3, puis représentez-les graphiquement (doc. 2A).*
2. *Pourquoi la banque centrale cherche-t-elle à mesurer la masse monétaire en circulation (doc. 2A et B) ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée (doc. 2B).*
4. *Que se passe-t-il si la monnaie perd de sa valeur ?*

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Doc 3 Les outils de la banque centrale pour agir sur la création monétaire

« ● **Premier outil : le taux des réserves obligatoires**

La Banque centrale impose à toutes les banques commerciales de "déposer" sur leur compte (auprès de la BCE) un pourcentage des crédits qu'elles accordent. Si le taux des réserves obligatoires est de 1 %, une banque qui accorde un crédit de 1 000 € doit déposer 10 € à la BCE. [...]

● **Deuxième outil : les interventions sur le marché interbancaire**

[Elles] se situent au cœur de la politique monétaire de la BCE. [...] Quand une banque ne trouve pas le montant nécessaire auprès des autres banques, elle peut s'adresser à la BCE qui va lui prêter ces liquidités à un taux d'intérêt appelé "taux des opérations principales de refinancement[1]". La banque doit pour cela apporter à la BCE des garanties sous la forme de titres de créances de qualité qu'elle détient. On dit qu'elle se "refinance" auprès de la banque centrale. [...] Si la BCE augmente le taux de ses opérations de refinancement, les banques vont répercuter cette hausse sur le coût des crédits qu'elles accordent. Les agents économiques vont être plus réticents à emprunter. Inversement, si la BCE diminue le taux de refinancement, les banques vont diminuer le taux d'intérêt de leurs crédits. Les agents économiques vont être plus enclins à emprunter. »

■ « Premier instrument : le taux des réserves obligatoires », d'après le site http://www.lafinancepourtous.com

1. *Si le taux de réserves obligatoires passe à 2 %, combien de monnaie centrale la banque doit-elle déposer sur son compte courant auprès de la BCE quand elle accorde un prêt de 2 000 € ?*
2. *Dans quels cas une banque pourrait ne pas trouver de banque pour lui prêter de l'argent sur le marché interbancaire ?*
3. *Quelle opération réalise la banque centrale quand elle prête des liquidités à une banque commerciale ? Y a-t-il création monétaire ?*

1. Taux d'intérêt directeur ou taux d'intervention.

EXERCICE Taux d'intérêt et demande de biens et services

En vous aidant du doc. 3, montrez les effets d'une hausse du taux d'intérêt directeur en indiquant s'il y a hausse ou baisse de chaque élément du mécanisme.

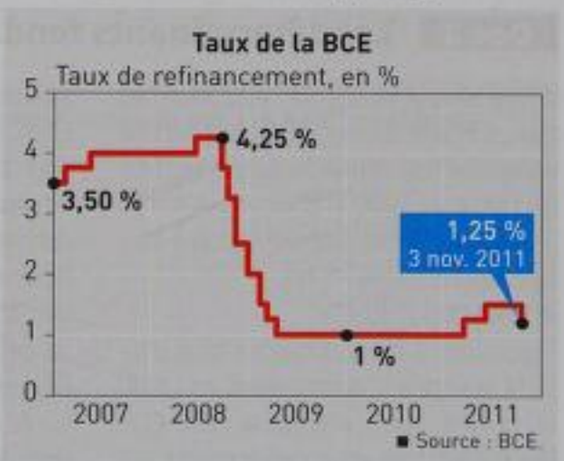
Doc 4 La banque centrale, prêteur en dernier ressort

A. Les banques et le risque de faillite

« Les banques sont sujettes à des phénomènes de panique. La panique peut entraîner la faillite d'un établissement, même sain, et s'étendre par effet domino à beaucoup d'autres. La crise prend dès lors une dimension systémique. Le rôle de la puissance publique devient essentiel : il faut un prêteur en dernier ressort, dont le rôle est généralement assumé par la Banque centrale du pays touché, capable de rétablir la stabilité financière en apportant aux banques la liquidité nécessaire. On a vu, à l'occasion de la crise des *subprimes*, le rôle décisif des grandes banques centrales qui ont refinancé en urgence les banques en difficulté afin d'éviter un effondrement global des systèmes bancaires. »

■ « Superviser les banques », *Économie et Management*, n° 132, juin 2009.

B. L'évolution du taux d'intérêt directeur lors de la crise (en %)



1. *Comment une banque peut-elle faire faillite ? Expliquez la phrase soulignée (doc. 4A).*
2. *Calculez l'évolution du taux directeur de la BCE entre 2008 et 2009 (doc. 4B).*
3. *Quel objectif poursuit la BCE à cette période (doc. 4A et B) ?*
4. *Retracez le mécanisme que cherche à enclencher la BCE.*

Faire le point

Présentez les deux missions principales des banques centrales.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD1 Action et obligation, quelles différences ?

✔ **Objectif**
Distinguer deux types de financement externe direct.

✔ **Démarche**
Construire une analyse comparative.

Rechercher des informations

1. Après avoir visionné la vidéo « Mesurer la performance d'un placement en actions » sur le site lafinancepourtous.com, expliquez pourquoi il faut suivre l'évolution du CAC 40 GR et pas seulement celle du CAC 40.

2. Quels sont les autres éléments à prendre en compte pour estimer la performance d'un placement en actions ?

3. Doc. 1 À quelle date était-il le plus judicieux d'acheter des actions Total ? de les revendre ?

4. Imaginez des événements qui ont pu faire monter ou baisser le cours de l'action Total. Est-il facile d'anticiper ces variations ?

5. Doc. 2 Pourquoi est-il équivalent en termes de revenus perçus de placer 8 000 € sous forme d'obligations SNCF ou EDF-GDF ?

6. Quel lien de causalité entre le taux d'intérêt et la valeur d'une obligation peut-on établir ?

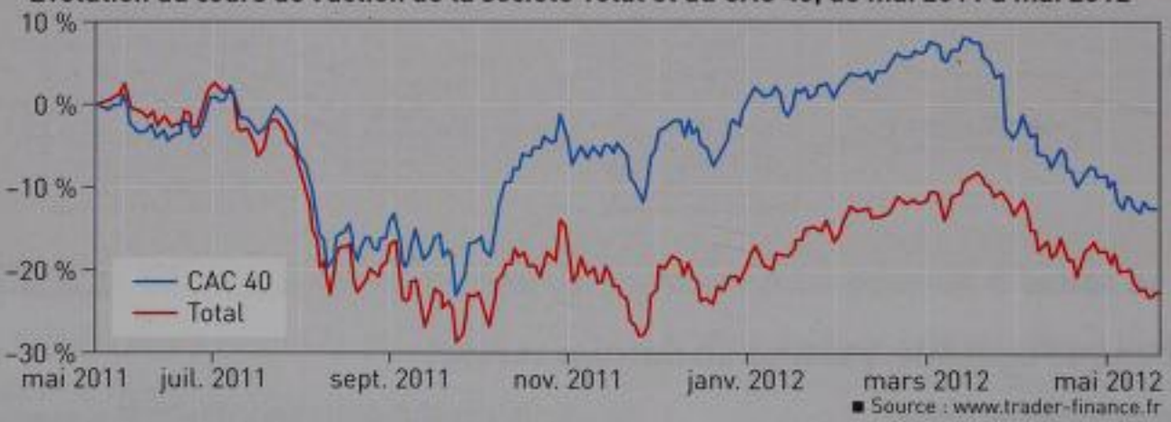
Classer et comparer

7. Établissez une grille de comparaison (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

	Action	Obligation
...		

Doc 1 Mesurer la performance d'un placement en actions

Évolution du cours de l'action de la société Total et du CAC 40, de mai 2011 à mai 2012



■ Source : www.trader-finance.fr

Doc 2 Les déterminants fondamentaux du cours des obligations

« Tout repose en fait sur l'évolution des taux d'intérêt. Prenons l'exemple d'une obligation à taux fixe. Émise par la SNCF à 1 000 € en 1999 et pour une durée de 7 ans, le taux fixe proposé est de 4 %. Le coupon[1] sera donc de :
4 % x 1 000 = 40 €.
Supposons à présent que les taux d'intérêt européens augmentent en 2000 et qu'une autre entreprise, EDF-GDF, lance à son tour un emprunt obligataire de 1 000 € pour une durée de 7 ans. Comme les taux ont augmenté, EDF-GDF propose pour cette obligation un taux de 5 %, soit un coupon de 50 €.
Pour un investisseur, il est donc plus intéressant d'acheter des obligations EDF-GDF que des obligations SNCF : pour 1 000 € investis, on reçoit annuellement 50 € dans le premier cas, et 40 dans le second.
Dans un tel cas (hausse des taux), la demande pour les obligations SNCF va baisser, et son offre va augmenter (les agents cherchant à les revendre sur le marché pour acheter des obligations EDF-GDF). Son cours va donc [...] baisser jusqu'à ce que les deux obligations aient la même rentabilité pour un même nombre d'euros investis, c'est-à-dire jusqu'à ce que le coupon de la SNCF, fixe et de 40 €, rapporte 5 % de la nouvelle valeur de l'obligation SNCF. Cette nouvelle valeur sera donc NV, telle que 40 / NV = 5 %, d'où NV = 40/5 % = 40/0,05 = 800 €. De la sorte, placer son argent rapportera autant dans l'une ou l'autre de ces obligations. Pour 8 000 € investis, EDF-GDF servira 8 coupons de 50 €, soit 400 €, et la SNCF servira 10 coupons de 40 €, soit 400 €. »

■ Denis Malabou, *L'Essentiel des marchés financiers*, Gualino éditeur, 2000.

1. Coupon : montant de rémunération (intérêts) versé à intervalles réguliers aux porteurs d'obligations.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

TD2 Quels modes de financement pour les entreprises ?

✔ **Objectif**
Décrire l'évolution du financement externe des entreprises.

✔ **Démarche**
Exploiter des documents statistiques.

Analyser un document statistique à l'aide de calculs

1. Doc. 1 Faites une phrase avec la donnée entourée en 2010.

2. Faites une phrase avec la donnée de l'année 2010 concernant le montant des actions détenues par les actionnaires.

3. Calculez l'évolution du poids des actions et celui des crédits bancaires dans le passif des SNF entre 1996 et 2010.

4. Doc. 2 Explicitez la différence entre les deux taux d'intermédiation.

5. Faites une phrase avec les données de l'année 2011.

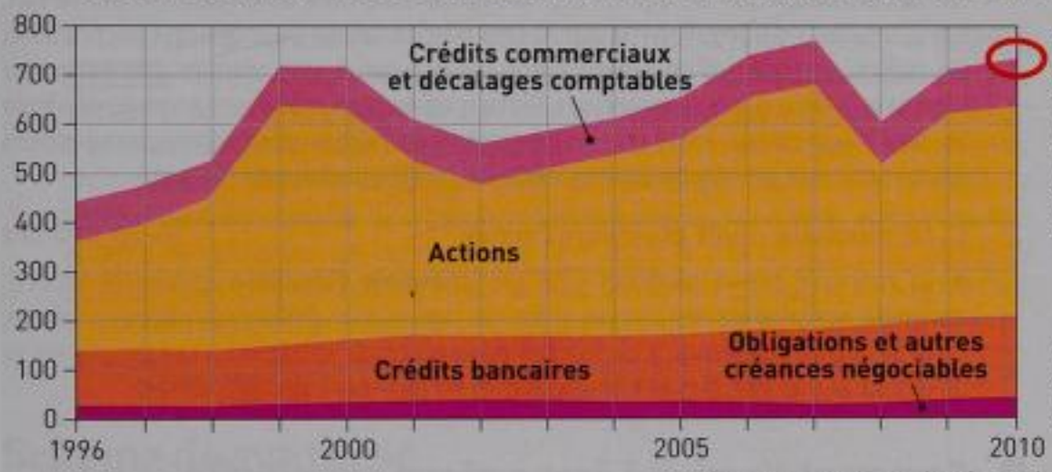
6. Montrez que ce document relativise le déclin de l'intermédiation bancaire.

Synthétiser des informations

7. Rédigez un paragraphe sur l'évolution du financement externe des entreprises réutilisant l'analyse des documents.

Doc 1 Les ressources des entreprises

Encours de passif* des sociétés non financières françaises rapportés à leur valeur ajoutée, en %



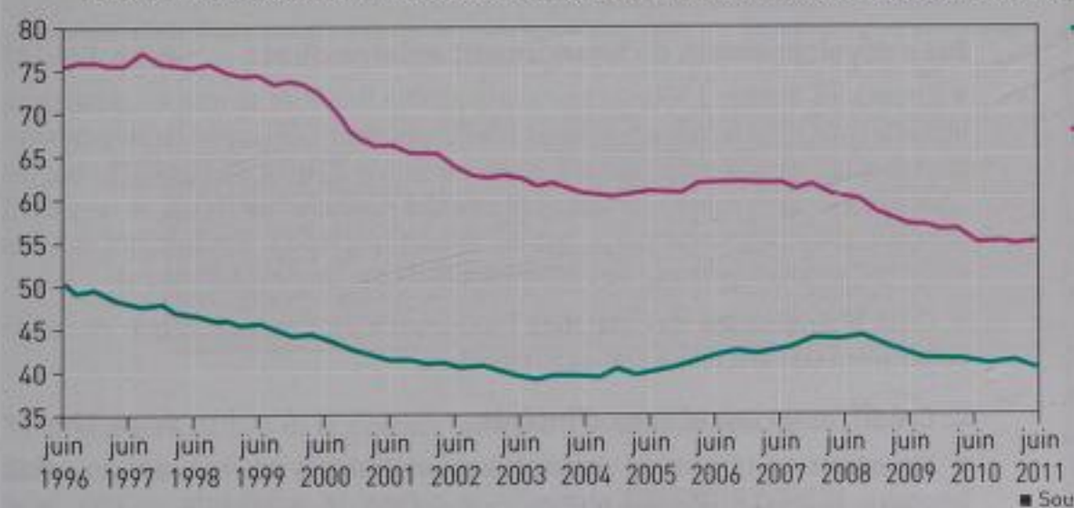
N.B. : les différentes ressources des entreprises françaises présentes à leur passif ont été rapportées à la valeur ajoutée produite chaque année par ces entreprises. Il est normal que leur total soit supérieur à 100 %.

(*) Encours de passif : montant des ressources monétaires dont les SNF disposent.

■ Source : Insee. *Alternatives économiques*, hors-série n° 91, décembre 2011.

Doc 2 Le taux d'intermédiation financière

Taux d'intermédiation financière, en % du total des financements obtenus par les ANF* résidents



*Agents non financiers (ménages, entreprises et administrations publiques).

■ Sources et calculs : Banque de France.

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Synthèse

La monnaie et le financement

NOTIONS

Autofinancement : financement de l'investissement d'une entreprise par sa propre épargne.

Banque centrale : « banque des banques », au sein d'un système bancaire hiérarchisé, ayant pour mission de contrôler la création monétaire des banques de second rang et de tenir le rôle de prêteur en dernier ressort.

Financement direct : financement par émission de produits financiers sur le marché des capitaux qui met directement en relation les emprunteurs et les prêteurs.

Financement indirect : financement par crédit bancaire.

Fonctions de la monnaie : fonctions économiques (intermédiaire des échanges, unité de compte et réserve de valeur).

Formes de la monnaie : on distingue la monnaie fiduciaire (billets et pièces), la monnaie scripturale et enfin la monnaie électronique.

Marché monétaire : segment du marché des capitaux sur lequel les institutions financières s'échangent des titres monétaires à court terme.

Masse monétaire : quantité de monnaie détenue par les agents non financiers d'une zone économique.

Prêteur en dernier ressort : création de monnaie centrale par la banque centrale pour alimenter le marché et éviter des faillites bancaires en chaîne.

Risque de crédit : le risque que l'emprunteur (un particulier ou une entreprise) ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée.

Taux d'intérêt : prix du capital, versé par l'emprunteur au prêteur.

1. À quoi sert la monnaie ?

A. Les fonctions économiques de la monnaie

pp. 116-117

- La monnaie est constituée de l'**ensemble des moyens de paiement** directement utilisables pour acquérir des biens et des services sur le marché, c'est-à-dire acceptés par tous les agents économiques.

- La **monnaie** remplit trois fonctions économiques : elle est **intermédiaire des échanges** et permet ainsi de dépasser les limites du troc ; elle est une **unité de compte**, ce qui permet de comparer la valeur d'une multitude de biens et de services hétéroclites ; elle est un instrument de **réserve de valeur** ce qui permet de différer dans le temps la consommation (épargne). Cette fonction n'est remplie qu'à la condition que le pouvoir d'achat de la monnaie reste constant au cours du temps. De plus, la monnaie a pour propriété d'être parfaitement liquide, c'est-à-dire immédiatement utilisable pour toute transaction.

B. La monnaie repose sur la confiance

pp. 118-119

- Une **monnaie fiduciaire** est une monnaie dont la valeur repose uniquement sur **la confiance** que les agents économiques accordent à l'organisme qui l'émet. Ainsi, la valeur d'une pièce n'a aucun lien avec la valeur du métal qui la constitue. De même, la valeur d'un billet ne correspond pas à une contrepartie en métal physique qu'une banque garantirait. Cette confiance se manifeste en règle générale au sein d'une nation mais une communauté monétaire peut regrouper plusieurs pays, comme le prouve l'existence de la monnaie européenne (l'euro).

C. La monnaie revêt plusieurs formes

pp. 120-121

- La monnaie prend plusieurs formes : **monnaie fiduciaire** (pièces et billets), **monnaie scripturale** qui circule entre les agents par différents moyens (chèque, carte bancaire, e-paiement). L'essentiel de la monnaie est aujourd'hui scripturale et on assiste au développement des systèmes de paiement dématérialisés.

2. Comment l'activité économique est-elle financée ?

A. Les choix de financement des agents économiques

pp. 122-123

- Un agent qui ne peut pas financer l'intégralité de ses dépenses (de consommation ou d'investissement) sur ses ressources propres, c'est-à-dire par autofinancement, doit avoir recours à un financement externe. Il existe deux possibilités : la finance directe et la finance indirecte.

B. Le développement du financement externe direct

pp. 124-125

- Depuis les années 1980, un nouveau système financier se met en place dans lequel les marchés de capitaux prennent de l'importance par rapport au financement bancaire. Les marchés de capitaux comprennent le marché monétaire pour les capitaux à court et moyen termes et le **marché financier** sur lequel se négocient les capitaux à long terme telles que les valeurs mobilières représentant soit des droits de propriété (actions), soit des créances à long terme (obligations).

- Cette **libéralisation des marchés financiers** n'est pas sans risque en raison notamment de l'instabilité des cours des titres.

C. Crédit, emprunt et taux d'intérêt

pp. 126-127

- Les agents non financiers peuvent aussi se financer en recourant au **crédit bancaire**. Le taux d'intérêt rémunère le prêteur et représente un coût pour

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

l'emprunteur. Un intermédiaire financier doit rendre compatibles les objectifs des épargnants et ceux des emprunteurs : ainsi un épargnant cherche souvent des placements peu risqués tandis qu'une entreprise emprunteuse cherche un financement à long terme pour un investissement comportant des risques. Le prêteur subit donc un risque de crédit. Le taux d'intérêt incorpore une **prime de risque** qui dépend de l'évaluation du risque.

3. Qui crée la monnaie ?

A. Le processus de création monétaire

pp. 128-129

• L'essentiel de la **création monétaire** est réalisée par les **banques** quand elles accordent des crédits à des agents non financiers ou quand elles achètent des titres comme les bons du trésor ou même des valeurs mobilières (actions et obligations). Symétriquement, lorsque les agents non financiers remboursent leur crédit, il y a **destruction de monnaie**. À la fin d'une année, la masse monétaire a augmenté si la création a été supérieure à la destruction.

B. Un pouvoir de création monétaire limité

pp. 130-131

• La capacité de création monétaire des banques est limitée : la monnaie qu'elles créent n'est que de la **monnaie scripturale** et elles doivent se procurer de la **monnaie banque centrale** pour assumer les demandes de retraits en billets de leurs clients. Elles peuvent en emprunter aux banques « surliquides » sur le marché interbancaire.

C. Les rôles de la banque centrale

pp. 132-133

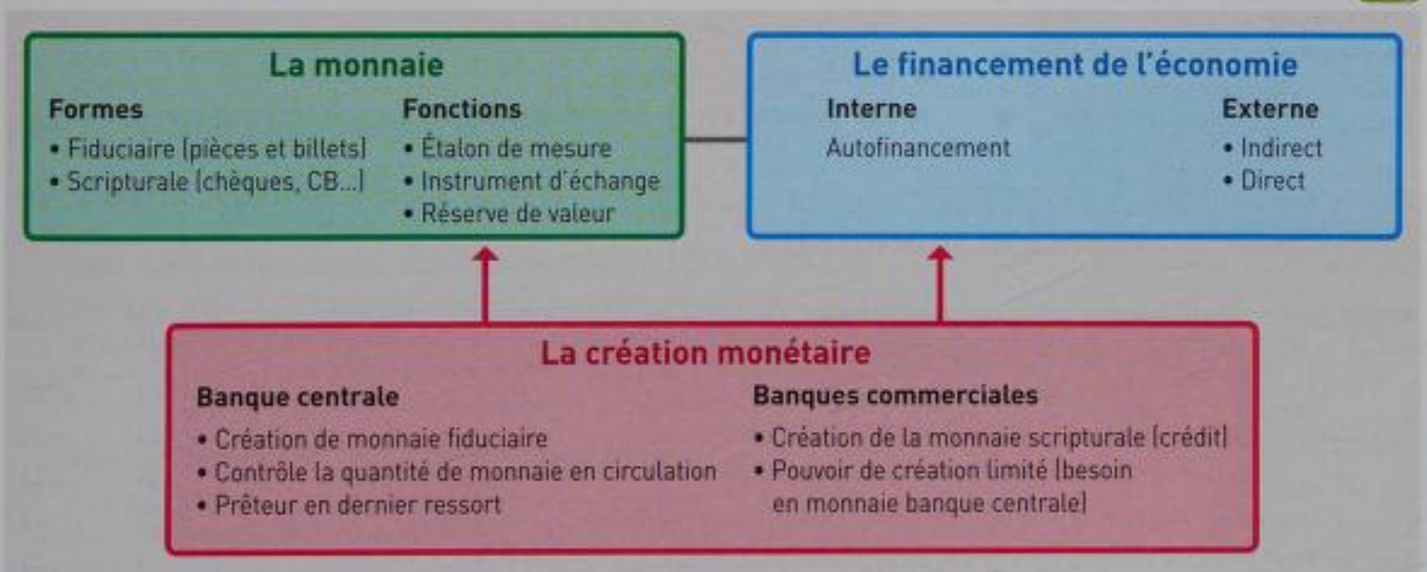
• Le **système bancaire** est un système hiérarchisé et supervisé par la banque centrale. Celle-ci détient le **monopole de l'émission de monnaie fiduciaire**. Elle mesure et contrôle la quantité de monnaie en circulation dans l'économie de façon à **défendre la valeur de la monnaie**. Elle oblige les banques à détenir des réserves obligatoires en monnaie banque centrale sur leur compte courant auprès d'elle. La banque centrale contrôle la création monétaire par les conditions auxquelles elle accepte de refinancer les banques. Elle tient aussi le rôle de prêteur en dernier ressort en cas de grave crise de liquidité d'une ou plusieurs banques, en augmentant le montant des prêts en monnaie centrale qu'elle leur accorde.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

La notion de **Banque centrale** est utilisée pour l'étude de la place de l'**Union européenne dans l'économie globale**.

Les notions de **financement direct/indirect**, **taux d'intérêt**, **risque de crédit** sont utilisées pour le thème **Instabilité financière et régulation** de la spécialité « Économie approfondie ».

Schéma de synthèse



1. En quoi les fonctions de la monnaie facilitent-elles les échanges ?
2. Donnez des exemples de financement externe pour les sociétés non financières.
3. Comment la banque centrale peut-elle contrôler le niveau de monnaie créée ?

• Tuto Inscription 1xBet Pro : Créer son compte & débloquer le bonus VIP
• Regarder la vidéo sur YouTube : http://www.youtube.com/watch?v=Eu3fljkkkSU

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Formes et fonctions de la monnaie

● Complétez le texte à l'aide des notions suivantes :

1. troc ● ***2. réserve de valeur*** ● ***3. instruments de circulation*** ● ***4. fiduciaire*** ● ***5. fonction de la monnaie*** ● ***6. étalon de mesure de la valeur des biens et services*** ● ***7. scripturale*** ● ***8. confiance collective*** ● ***9. formes de la monnaie***

Parmi les ..... [a] ..... on trouve l'argent liquide, par exemple sous formes de pièces ou de billets. Les dépôts sur un compte courant représentent aussi de la monnaie liquide : il s'agit de la monnaie scripturale qui passe de compte en compte grâce à des ..... [b] ..... tels que le chèque ou la carte bancaire. À l'inverse, les actions, par exemple, ne sont pas de la monnaie car elles ne peuvent pas être utilisées directement comme moyen de paiement : elles doivent d'abord être vendues, c'est-à-dire converties en liquide (monnaie ..... [c] ..... ou monnaie ..... [d] .....) avant de pouvoir effectuer des transactions. Sans monnaie, l'échange passe par le ..... [e] ..... . Or celui-ci nécessite une double coïncidence, la personne qui possède un bien A et souhaite posséder un bien B doit trouver une personne qui possède le bien B et souhaite acquérir le bien A ! La principale ..... [f] ..... est d'être un moyen de paiement pouvant servir à acheter n'importe quel bien et à rembourser n'importe quelle dette. Elle est aussi l' ..... [g] ..... qui permet de comparer leur prix. Enfin, en tant que ..... [h] ..... , elle peut être thésaurisée pour consommer ou investir ultérieurement. Mais sans ..... [i] ..... dans la puissance publique qui détient le monopole de l'émission des pièces et des billets et veille au maintien de son pouvoir d'achat, la valeur d'une monnaie ne peut être maintenue.

Exercice 2 Le financement de l'activité économique

● Reliez chaque concept à sa définition.

a. Taux d'intérêt	●	● **1.** Peut survenir quand l'emprunteur (un ménage ou une entreprise) ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée.
b. Banque centrale	●	● **2.** Rapport entre l'intérêt (rémunération annuelle reçue ou versée) et la somme prêtée ou empruntée.
c. Financement externe direct	●	● **3.** Moyens de financement obtenus au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices non distribués et amortissements).
d. Autofinancement	●	● **4.** Financement par crédit bancaire.
e. Financement externe indirect	●	● **5.** Banque des banques.
f. Risque de crédit	●	● **6.** Financement par émission de produits financiers sur le marché des capitaux.

Exercice 3 La création monétaire

● Vrai ou faux : les opérations suivantes correspondent à de la création monétaire.

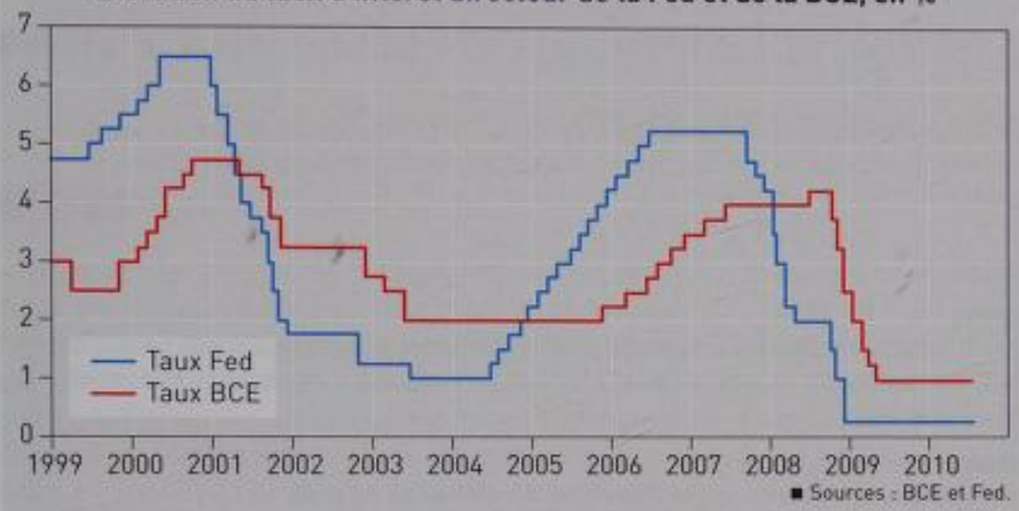
	Vrai	Faux
1. Un organisme de placement collectif en valeurs mobilières achète des actions sur le marché primaire pour le compte d'un particulier.	❑	❑
2. La banque centrale vend des titres sur le marché monétaire.	❑	❑
3. Une banque commerciale accorde un crédit à la consommation à un ménage.	❑	❑
4. Une banque commerciale achète des obligations sur le marché financier.	❑	❑
5. Une entreprise revend des actions d'une autre entreprise à la bourse.	❑	❑
6. La banque centrale achète des titres sur le marché monétaire.	❑	❑
7. Une banque commerciale accorde un crédit à long terme à une entreprise pour un projet d'investissement.	❑	❑

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Un mécanisme : la réaction des banques centrales à la crise des *subprimes*

Évolution du taux d'intérêt directeur de la Fed et de la BCE, en %



■ Sources : BCE et Fed.

1. Comment ont évolué les taux directeurs des deux banques centrales depuis 2007 ? Pourquoi ?

2. Recopiez le schéma ci-dessous reliant la crise des subprimes et la lutte contre la récession, puis complétez-le à l'aide des éléments suivants :

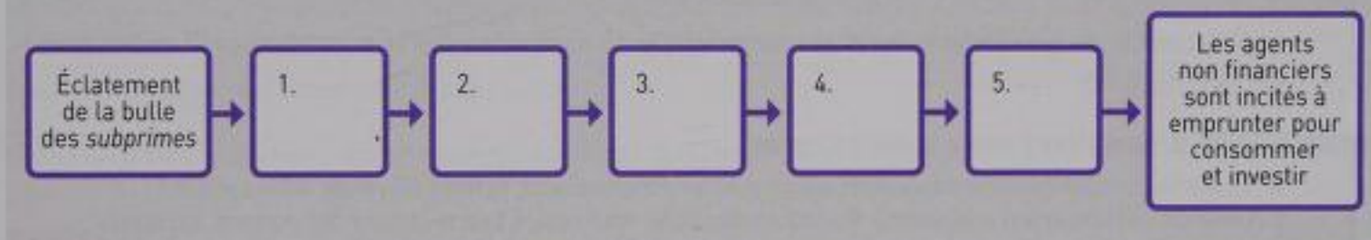
a. Les banques centrales jouent le rôle de prêteur en dernier ressort

b. Les banques refusent de se prêter de la monnaie centrale

c. baissent leur taux d'intérêt directeur

d. Les banques sont incitées à accorder des crédits

e. Risque d'assèchement du crédit aux agents économiques



→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Christina Alger, *Park avenue,* Albin Michel, 2013.

Le roman décrit la vie privilégiée dans la famille Darling, financiers newyorkais. Au moment où la crise de 2008 éclate, un scandale vient éclabousser la famille. Issue elle-même d'une grande famille de financiers, ancienne avocate et analyste chez Goldmann Sachs, l'auteure Cristina Alger connaît parfaitement le monde qu'elle décrit.

Voir ★ *Margin Call,* film de J.-C. Chandor, 2012.

Pour survivre à Wall Street, sois le premier, le meilleur ou triche. La dernière nuit d'une équipe de traders, avant le crash qui déclenche la crise financière de 2008, lorsqu'ils découvrent que la banque pour laquelle ils travaillent est menacée de faillite car elle détient des actifs toxiques. Pour sauver leur peau, un seul moyen : ruiner les autres...

Surfer ★ www.lafinancepourtous.com

Un site qui explique simplement les questions liées à la monnaie et la finance.

Méthode BAC

Mobiliser ses connaissances

Épreuve composée parties 1 et 3

Point Méthode 5

- *Pour l'épreuve composée ce sont essentiellement les parties 1 et 3 qui nécessitent la mobilisation de connaissances. La partie 2 fait plutôt appel à des savoir-faire de lecture de documents statistiques (mais parfois connaître l'indicateur employé est nécessaire à la lecture).*

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

Partie 1 de l'Épreuve composée

Pour les questions de la partie 1, il faut **identifier les notions** du programme utiles à la réponse et en **connaître les définitions**. Mais il ne s'agit pas seulement de répéter celles-ci ; il faut être capable d'**expliquer** et d'**illustrer** vos propos par des exemples.

Partie 3 de l'Épreuve composée

Il convient de repérer la ou les notions, la ou les consignes (le verbe) dans l'énoncé du sujet.

SUJET Vous **expliquerez** les rôles de la **banque centrale** dans le processus de la **création monétaire**.

Consigne
ici , le sujet vous invite à présenter le(s) mécanisme(s) par le(s)quel(s) la banque centrale influe sur la création monétaire.

Notion-clé
▶ indication du programme : « on montrera l'importance de la banque centrale pour assurer la liquidité (notamment lors des crises de confiance) et préserver le pouvoir d'achat de la monnaie »

Notion-clé
▶ indication du programme : « on présentera le processus de création monétaire par les banques commerciales »

- Être capable de **reformuler** le sujet permet de vérifier sa compréhension et peut favoriser la mobilisation des connaissances.

ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances

- La partie 3, raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire, permet d'évaluer votre capacité à établir un raisonnement argumenté, illustré et structuré. Pour cela, il faut mobiliser des notions, expliquer des **mécanismes**, étayer votre raisonnement par des **faits** précis, des **données chiffrées** que vous pouvez extraire des documents fournis.

Exemple p. 141 : vous devez réfléchir aux éléments de votre cours qui vous permettent d'affirmer que la Banque centrale agit sur la quantité de monnaie créée, en regroupant vos différents arguments dans des paragraphes distincts. Il faut se poser les bonnes questions liées au sujet :

→ Comment la banque centrale participe-t-elle à la création de la monnaie ?
→ Par quels moyens contrôle-t-elle la masse monétaire ?

- Vous devez relier ses connaissances à des illustrations concrètes dans les documents du dossier.

Application

Partie 1 de l'épreuve composée ▶ p. 141

1. *Pour chacune des questions de la partie 1, retrouvez le thème et la notion du programme qui correspondent.*

Partie 3 de l'épreuve composée ▶ p. 141

2. *Formulez le sujet sous forme interrogative.*
3. *Proposez une autre question liée au sujet.*
4. *(Doc. 1) À quelle notion du programme le document fait-il référence ?*
5. *(Doc. 1) En quoi propose-t-il une illustration de cette notion ?*
6. *(Doc. 2) En quoi ce tableau favorise-t-il la compréhension du processus de création monétaire par la Banque centrale ?*
7. *(Doc. 3) En quoi ce graphique illustre-t-il l'intervention des banques centrales sur les taux ?*

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Expliquez comment la monnaie facilite les échanges entre agents économiques.
2. Quels sont les modes de financement possibles pour les entreprises ?

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Vous expliquerez les rôles de la banque centrale dans le processus de la création monétaire.

Doc 1

« Lors de la crise de 2008, les banques centrales ont voulu éviter qu'une crise de défiance généralisée ne conduise à l'effondrement du système bancaire. En effet, ne sachant pas quelles institutions détenaient des actifs dérivés des crédits *subprimes*, les banques commerciales refusaient de prêter de l'argent sur le marché interbancaire. Or une banque [...] a besoin de ce type de crédit. L'assèchement du marché interbancaire aurait conduit à l'arrêt de la distribution de crédits aux clients [...], aurait provoqué la disparition de certaines banques et aurait pu déboucher sur un phénomène de faillite en chaîne. Les banques centrales [...] ont injecté des liquidités sur le marché interbancaire. »

■ Marc Montoussé, *La Bourse et les marchés financiers*, Bréal, 2012, www.editions-breal.fr.

Doc 2 Bilan simplifié d'une banque centrale

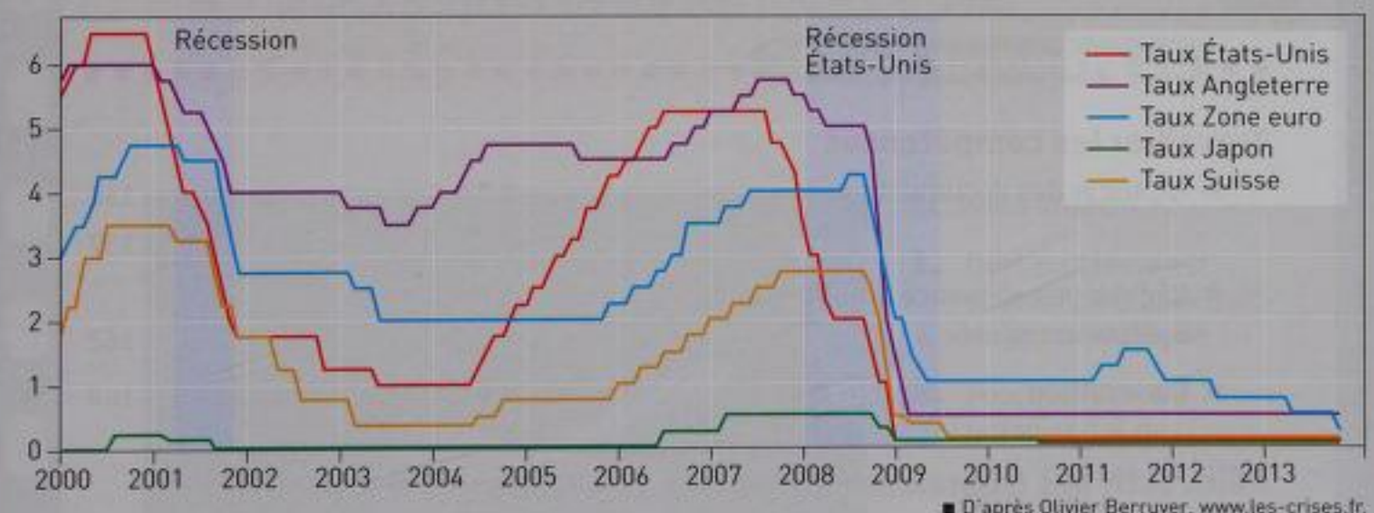
ACTIF	PASSIF
Créances sur l'extérieur (devises)	Billets
Créances sur le Trésor[1]	Compte créditeur du Trésor
Créances sur les banques de second rang	Réserves des banques de second rang

■ Emmanuel Combes, *Précis d'économie*, PUF, « Major », 2012.

1. Les statuts de la BCE lui interdisent strictement d'acheter la dette des États (la monétisation du déficit est interdite).

Doc 3

Évolution des taux directeurs de différentes banques centrales, 2000-2013, en %



■ D'après Olivier Berruyer, www.les-crises.fr.

Conseils **Si la compréhension du sujet est difficile, le travail sur les documents peut aider à la mobilisation des connaissances, mais la réponse à la question ne peut se limiter aux contenus de ceux-ci.**

Chapitre 6

Puissance publique et régulation économique

Dossiers

Dossier 1. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies ?

Notions Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)

A. Garantir un cadre règlementaire ..... p. 144
B. Rechercher l'intérêt collectif ..... p. 146
C. Agir face à des défaillances du marché ..... p. 148

Dossier 2. Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur les économies ?

Notions Prélèvements obligatoires • Dépenses publiques • Déficit public • Dette publique

A. Les budgets publics, instruments de politique économique ..... p. 150
B. La production de services publics ..... p. 152
C. La fiscalité incitative ..... p. 154

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Exploiter des documents → TD 1 ..... p. 156
→ TD 2 ..... p. 157
★ Rédiger une séquence argumentative. Épreuve composée 3 → Méthode bac ..... p. 162
★ Dissertation → Bac blanc ..... p. 164

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Fonctions économiques de l'État • Prélèvements obligatoires • Dépenses publiques • Déficit public • Dette publique

→ Synthèse ..... p. 158

Village du Vaucluse, 2010.

Pour commencer

- Quel peut être le poids politique d'une commune face aux OGM ?

Du côté de l'actualité

En 2012, les inspecteurs de l'Urssaf ont réalisé plus de 7000 contrôles pour travail dissimulé.

■ Journal télévisé de 20 heures, France 2.

Activité vidéo

1. Quel problème est soulevé par cet extrait du journal télévisé ?
2. Pourquoi l'Urssaf organise-t-il des contrôles sur les lieux de travail ?

A Garantir un cadre règlementaire

OBJECTIF • *Montrer comment la puissance publique intervient pour encadrer les activités économiques*

Pour commencer

Doc 1 Informer les acteurs économiques

A. Lutter contre la contrefaçon

Campagne menée par la douane et le comité Colbert sous l'égide du Comité national anti-contrefaçon.

B. Lutter contre le travail au noir

« La responsabilité du donneur d'ordre

Si, en tant que donneur d'ordre, vous n'accomplissez pas vos obligations en matière de vigilance et/ou de diligence, l'Urssaf annulera toutes les exonérations et réductions de cotisations applicables à vos salariés sur toute la période où le délit de travail dissimulé de votre sous-traitant aura été constaté.

Il existe deux types d'obligations :

• l'obligation de vigilance (art L. 8222-1 du code du travail) : le donneur d'ordre s'assure que son cocontractant est à jour de ses obligations sociales de fourniture et de paiement des cotisations de Sécurité sociale, et que l'attestation remise à cet effet est authentique et en cours de validité ;

• l'obligation de diligence (art L. 8222-5 du code du travail) : le donneur d'ordre, informé de l'intervention d'un sous-traitant en situation irrégulière, enjoint aussitôt à son cocontractant de faire cesser sans délai cette situation.

L'annulation des réductions et des exonérations s'exerce dans les mêmes conditions que celles applicables aux employeurs ayant eux-mêmes directement recouru au travail dissimulé. »

■ *L'entreprise face au travail dissimulé*, Ursaff, édition 2013.

* Urssaf : organisme collectant les cotisations salariales et patronales. Ces cotisations financent la Sécurité sociale et le régime de l'assurance-chômage.

- *Pour chacune des situations présentées ci-dessus :*

1. *À quels acteurs économiques s'adressent ces informations ? Contre quelles situations sont-ils mis en garde ?*
2. *Montrez que chaque exemple met en avant des situations d'asymétrie d'information (cf. chap. 4).*
3. *Pourquoi l'État réglemente-t-il ce type de situations ? Développez votre réponse en vous appuyant sur un des exemples présentés.*

Doc 2 Monnaie et marchés : des règles à faire respecter

« Lors d'une opération coup de poing menée mardi et mercredi, l'Office central pour la répression de la fausse monnaie (OCRFM) a démantelé dans le petit village de Courtry (Seine-et-Marne), le plus important atelier clandestin jamais mis au jour en France. [...]

Plusieurs mois d'investigations ont été nécessaires à la réussite de l'opération. Agissant dans le cadre d'une commission rogatoire nationale délivrée par la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Paris, les équipes spécialisées de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) traquaient les contrefaçons référencées à l'échelon européen. Au fil des investigations et des contrôles menés depuis plusieurs mois, les policiers ont appréhendé plusieurs dizaines de petits revendeurs écoulant sans peine les coupures fraîchement imprimées. »

■ « Seine-et-Marne : saisie record de fausse monnaie », © Christophe Cornevin, lefigaro.fr, 14 juin 2012.

1. *En quoi la monnaie est-elle une institution ?*
2. *Pourquoi l'existence de lois et le rôle de la police, dans cet exemple précis, permettent-ils l'existence d'un marché ?*
3. *Recherchez quelles sont les sanctions encourues par des faux-monnayeurs en France.*

EXERCICE Un dysfonctionnement du marché

L'alimentation mondialisée : l'exemple des lasagnes à l'étiquetage douteux, 2013.

Analyser un dessin de presse

1. Décrivez l'image (pensez à tout le visuel : les personnages, leur aspect, la situation...).
2. Travaillez l'interprétation : que représentent ces personnages ? Que veut montrer le dessinateur ?
3. Réalisez des recherches afin de comprendre les enjeux économiques et sociaux de ce fait divers.
4. Bilan : quels dysfonctionnements des marchés sont révélés ici ? Quel pourrait être le rôle des pouvoirs publics ?

Doc 3 Protéger les innovations pour les encourager

« À la lecture du jugement du tribunal californien dans l'affaire Samsung-Apple, [on découvre] que l'US Patent Office accorde un brevet au mouvement des deux doigts sur l'écran pour agrandir une image ou à la forme rectangulaire avec coins arrondis du téléphone. Il y a pourtant une certaine logique dans tout cela. Les brevets déposés par Apple et invoqués dans son action en justice contre Samsung sont d'une nature très particulière. Ils tiennent d'abord du design (dans ce cas, la protection accordée est de 14 ans et non 20 ans). De fait, la force d'Apple est sa marque, qui lui permet de vendre beaucoup plus cher que d'autres entreprises ses gadgets électroniques. Si bien que Apple, bien que largement distancé par Samsung en termes de ventes de smartphones, reste le numéro un sur ce marché en termes de profits. [...] Cette affaire est l'occasion de revenir sur l'utilité des brevets. Nous avons l'habitude de considérer les brevets d'invention comme un moyen de protéger les investissements en recherche et développement réalisés par les firmes. Sans ces brevets, l'incitation à investir risquerait d'être faible, chacun craignant de travailler pour les autres. Cette crainte est sans doute excessive. Lorsque les responsables d'entreprises sont interrogés sur les moyens qu'ils jugent efficaces pour protéger leurs recherches et leurs techniques, ils mettent en avant le secret plus que les brevets. »

■ Arnaud Parienty, « Samsung vs Apple : combien de doigts ? »,
© alternatives-économiques.fr, août 2012.

1. *À l'aide d'exemples du document, montrez qu'un brevet protège l'entreprise qui le dépose.*
2. *Pourquoi est-ce un enjeu pour les entreprises concernées par ce procès ?*
3. *Expliquez la nuance que propose l'auteur sur le rôle des brevets. Est-ce valable pour une affaire comme celle qui oppose Apple et Samsung ?*

DÉFINITION

La puissance publique : ensemble d'acteurs publics chargés d'organiser des activités pour la collectivité : organismes supranationaux (BCE), nationaux (ministères, direction de la répression des fraudes, caisses d'assurance maladie...) ou locaux (conseils généraux, régionaux, mairies).

Faire le point

Réalisez une synthèse sous forme de carte mentale sur la question : Pourquoi les marchés ont-ils besoin d'un cadre institutionnel ?

Étape 1 : analyser le sujet (mots-clefs, signification de la tâche posée par le sujet).

Étape 2 : à l'aide de cette double page et d'exemples tirés du chapitre 5, recherchez des justifications possibles de cette affirmation.

Étape 3 : proposez des regroupements de ces justifications. Lorsque plusieurs arguments peuvent concerner un même acteur (ex : les ménages) ou une raison proche (protection de l'environnement ou de l'innovation), il est pertinent de les regrouper dans une branche de votre carte.

B Rechercher l'intérêt collectif

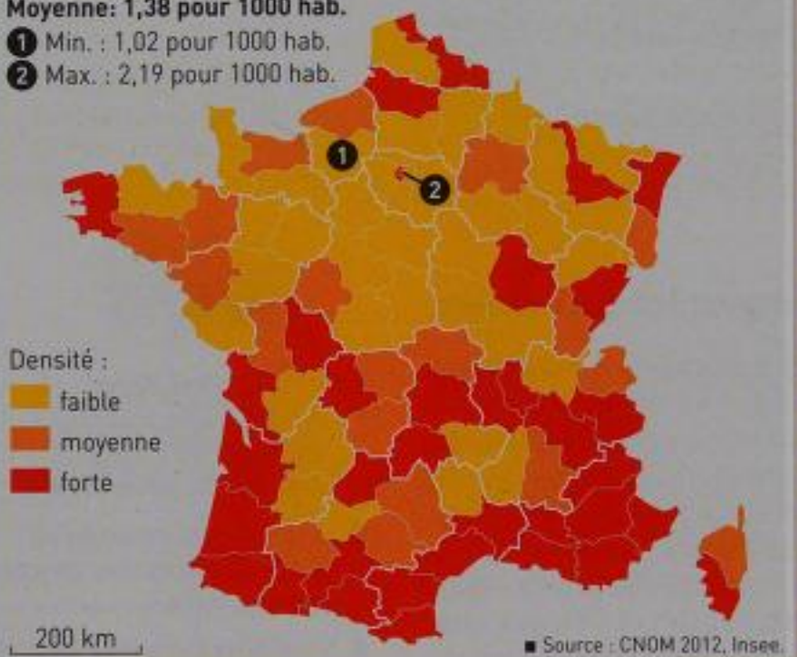
OBJECTIF • *Identifier les fonctions de l'État (allocation, répartition et stabilisation)*

Pour commencer

Doc 1 La répartition des médecins sur le territoire : une allocation imparfaite

Densité départementale des médecins généralistes en activité régulière au 1er janvier 2012

Moyenne: 1,38 pour 1000 hab.
1. Min. : 1,02 pour 1000 hab.
2. Max. : 2,19 pour 1000 hab.



■ Source : CNOM 2012, Insee.

1. *Quel constat permet de réaliser ce document ?*
2. *Comment cette situation peut-elle résulter d'un libre fonctionnement du marché ?*
3. *Pensez-vous que l'État doive intervenir sur cette répartition ? Justifiez votre réponse.*

LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis 1971, l'État applique un *numerus clausus* qui fixe le nombre d'étudiants admis en seconde année dans les professions de santé comme les médecins, les sages-femmes. En revanche, à la sortie des études, le principe appliqué est celui de la libre installation des professionnels.

Doc 2 Quels services publics financer ?

« Il est généralement admis que les fonctions régaliennes (justice, police, défense, monnaie) qui assurent les services minimaux nécessaires à la vie collective, doivent non seulement être financées mais aussi produites par la puissance publique. La protection des personnes et des biens, le respect du droit ou encore la stabilité des prix sont non seulement des biens publics purs*, mais le monopole public sur ces services constitue par ailleurs une condition du respect de l'État de droit. Il existe d'autres types de biens publics au niveau local ou national qui, à l'image des infrastructures d'aménagement du territoire (routes, voies ferrées, aéroports, etc.), doivent être financés par la puissance publique car le financement purement privé de ces biens est rarement suffisant. La production de ces biens n'a pas forcément à être publique et peut faire l'objet d'un partenariat entre l'État et les entreprises privées. Les autres services publics, essentiellement la santé et l'éducation, ne sont pas des biens publics au sens strictement économique du terme : leur consommation donne lieu à des rendements en grande partie privés et leur accès peut être limité à ceux qui acceptent de les financer, évitant ainsi le comportement de passager clandestin. Le motif principal qui justifie l'intervention de l'État dans la production de ces services est l'existence d'externalités positives. L'intervention publique est également motivée par la volonté d'assurer l'accès du plus grand nombre à ces services. »

■ Antoine Bozio, Julien Grenet (dir.), *Économie des politiques publiques*, La Découverte, « Repères », 2010.

* Bien publics purs : voir pp. 102-103.

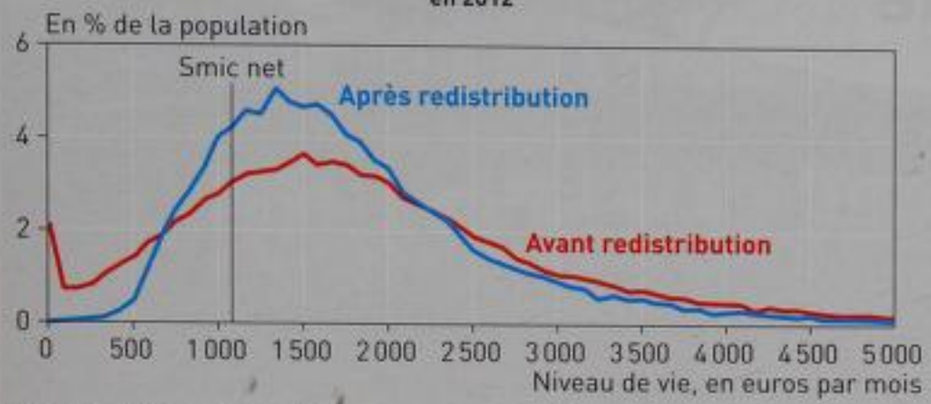
1. *Explicitez et illustrez les différents arguments justifiant la production de services gérés par l'État.*
2. *Montrez quelles externalités positives peut créer une population mieux formée pour une société (au niveau économique, social, politique).*

NOTION

Fonction d'allocation : fonction de l'État consistant à lutter contre les effets négatifs du marché et à produire des services qui ne pourraient pas l'être par des producteurs privés.

Doc 3 Répartition : les effets de la redistribution

Distribution des niveaux de vie* avant et après redistribution monétaire en 2012



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

*Niveau de vie selon l'Insee, voir doc. 3 p. 33.

Note : on étudie ici la redistribution monétaire (les prélèvements et les prestations sociales).

■ Source : M.-C. Cazenave, J. Duval, T. Lejbowicz, J. Stehlé, *La Redistribution : état des lieux en 2012*, Insee.

1. *Que signifient les valeurs prises par les courbes pour 1 500 euros par mois ?*
2. *Comment la redistribution agit-elle sur les personnes sans aucun revenu ?*
3. *Que se passe-t-il entre 650 et 2 200 euros par mois ?*
4. *Quel est l'impact de la redistribution sur les écarts de niveaux de vie ?*

NOTION

Fonction de répartition : fonction de l'État consistant à redistribuer des revenus à travers des prélèvements et des prestations sociales.

Doc 4 Stabilisation : quelle action de l'État en période de crise ?

Le 14 avril 1938, le président américain Franklin D. Roosevelt (1933-1945) explique pourquoi l'État doit intervenir dans l'économie.

« Je sais que notre peuple est profondément convaincu qu'une prospérité ne peut durer si la justice ne règne pas dans les affaires et si ses fruits ne sont pas partagés par tous, du haut en bas de la pyramide. [...] J'en suis venu à la conclusion que les problèmes actuels appelaient une action conjointe de l'État et du peuple, que nous souffrions avant tout d'un manque de demande des consommateurs en raison d'un pouvoir d'achat trop faible. C'est à nous de créer les conditions d'un retournement économique. [...]

Premièrement, j'ai demandé que soit voté le maintien des dépenses gouvernementales concernant l'indemnisation des chômeurs et les politiques sociales assimilées pour la prochaine année budgétaire. Deuxièmement, j'ai annoncé au Congrès que le gouvernement proposait d'augmenter la part des réserves bancaires consacrées à la relance du crédit dont le pays a besoin. [...] La troisième proposition consiste à augmenter le pouvoir d'achat de la nation en initiant de nouveaux travaux, au-delà de la poursuite de ceux qui existent déjà. »

■ F. D. Roosevelt, *Comment j'ai vaincu la crise*, Alternatives Économiques, 2014.

Le New Deal d'Obama (2009) : 800 milliards de $

Baisse d'impôts Réduction d'impôts de 1 000 dollars pour 95 % des ménages
Travaux publics 25 milliards de $ pour les projets d'infrastructures pour sauver 1 million d'emplois
Aide fiscale aux entreprises
Investissements pour l'écologie 150 milliards de $ investis sur 10 ans pour l'énergie propre
Aide fédérale 200 milliards de $ pour une aide à Medicaid et à l'éducation

■ « Obama au pouvoir : les grands dossiers à régler », Franceculture.fr, 20 janvier 2009.

1. *Comment les mesures annoncées peuvent-elles agir sur la demande des consommateurs ?*
2. *Comparez la politique de Roosevelt à celle d'Obama.*

NOTION

Fonction de stabilisation : fonction de l'État visant à agir sur les économies selon la conjoncture (lutte contre le chômage ou contre l'inflation).

Faire le point

À quelle fonction – allocation, répartition, stabilisation – les interventions des pouvoirs publics ci-dessous renvoient-elles ? Justifiez vos choix.

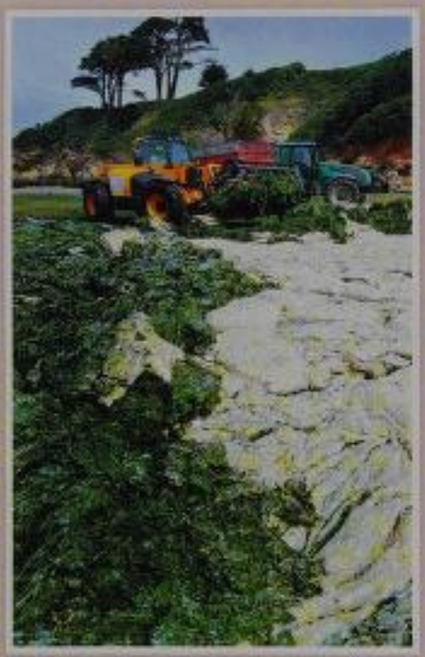
a. Financement de l'enseignement primaire **b.** Fixation d'un salaire minimum **c.** Versement d'un bonus écologique **d.** Prime à la reconversion des véhicules diesel **e.** Avantages fiscaux octroyés aux investissements dans la construction **f.** Financement de l'hôpital public **g.** Versement du revenu de solidarité active (RSA) **h.** Hausse du taux d'intérêt directeur **i.** Octroi d'avantages fiscaux sur les travaux d'isolation **j.** Mettre en place un financement collectif des retraites **k.** Prélèvement d'un impôt progressif **l.** Maintien d'une TVA basse sur les produits de première nécessité **m.** Aide pour l'emploi de personnes à domicile **n.** Versement d'une bourse pour l'installation de jeunes médecins en zone rurale

C Agir face à des défaillances du marché

OBJECTIF • *Identifier les différents niveaux d'intervention des pouvoirs publics : l'exemple des externalités négatives*

Pour commencer

Doc 1 Pollution aux nitrates, quelles interventions publiques ?



Éliminer les algues : un coût pour la collectivité.

« La France a été condamnée une nouvelle fois, jeudi 4 septembre, par la Cour de Justice de l'Union européenne, pour son incapacité à améliorer la qualité de ses eaux. Elle fait face à deux contentieux pour n'être jamais parvenue à respecter la directive de 1991 sur les nitrates et les pollutions d'origine agricole. [...] L'essentiel du problème des nitrates résulte de l'excès d'azote qui ruisselle sur les terres agricoles vers les rivières. Or la réglementation française est jugée bien trop laxiste sur les dates et les durées d'épandage de lisier et autres fertilisants azotés. [...] la pollution rend l'eau de plus en plus difficile à traiter et donc de plus en plus chère au robinet, tandis que sur le littoral maritime les algues vertes gagnent du terrain bien au-delà de la Bretagne.
Un rapport interministériel sur la protection des captages d'eau potable, rendu public fin août, laisse entrevoir l'ampleur des difficultés. [...] Sur 35 392 captages, 8,5 % ne respectent pas les seuils autorisés. »

■ Martine Valo, « Pollution aux nitrates : la France de nouveau condamnée par la justice européenne », lemonde.fr, 4 septembre 2014.

1. *Quels coûts ces pollutions agricoles entraînent-elles pour la puissance publique ?*
2. *Expliquez pourquoi cette situation résulte d'une sous-évaluation des coûts réels de la production agricole.*
3. *À propos de la pollution aux nitrates, détaillez l'action des différents niveaux de l'intervention publique (local, national et européen).*

Doc 2 Coûts et bénéfices des externalités

« Les externalités peuvent trouver leur origine soit du côté de la production, soit du côté de la consommation. La pollution engendrée par un site industriel est un exemple d'externalité de production dans la mesure où elle résulte de l'activité productive et que ses coûts ne sont pas supportés par l'entreprise polluante. Le fait de fumer en public constitue en revanche une externalité de consommation car l'impact négatif de cette activité sur le bien-être des individus tiers provient de la consommation par le fumeur de cigarette. La raison pour laquelle les externalités constituent une forme de défaillance du marché est qu'elles conduisent les agents économiques à produire ou à consommer une quantité excessive ou insuffisante de certains biens par rapport au niveau qui serait socialement désirable. En présence d'externalités, les coûts et bénéfices privés diffèrent de leurs coûts et bénéfices sociaux si bien que les prix ne peuvent plus jouer leur rôle de mécanisme d'allocation efficace des ressources. [...] Ainsi, dans un marché concurrentiel, le niveau de pollution engendré par des sites industriels sera trop élevé car déterminé sans prendre en compte le bien-être des riverains. De manière symétrique, si les bénéfices sociaux de l'innovation technologique sont supérieurs aux bénéfices privés que peuvent récupérer les entreprises qui mènent des activités de recherche et développement en leur sein, alors les sommes consacrées à ces activités seront trop faibles par rapport au niveau qui serait socialement efficace. »

■ Antoine Bozio, Julien Grenet (Dir), *Économie des politiques publiques*, La Découverte, « Repères », 2010.

1. *Citez deux exemples de coûts privés et deux exemples de coûts sociaux (supportés par la collectivité) liés à une industrie polluante.*
2. *Pourquoi les industries polluantes ne sont-elles pas pénalisées par le marché ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée à l'aide d'un exemple : celui de la vaccination (grippe, rougeole). Pourquoi l'État peut-il intervenir pour inciter les individus à se faire vacciner ?*

Doc 3 Écoquartiers : de nouvelles normes pour la ville

Bâtiment à énergie positive dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Bonne (Grenoble)

« Le phénomène est clair. Les écoquartiers déploient des effets à l'échelle de la ville en faisant avancer les normes du bâtiment et de l'urbanisme. C'est notamment vrai de l'efficacité énergétique. Au début des années 2000, le standard Kronsberg – 65 kWh/M2/an- s'impose à toutes les constructions neuves de Hanovre avant d'être appliqué au niveau fédéral. [...] En France, les objectifs retenus à Bonne [un quartier de la ville] sont devenus la norme pour toute construction neuve en ville de Grenoble dès 2010. Norme qui entrera en vigueur au niveau national pour les logements neufs le 1er janvier 2013. Olivier Sidler, qui dirige le cabinet Enertech, le souligne : la Zac de Bonne a eu un impact direct sur le volet bâtiment du Grenelle, l'un des rares à tenir bon. "L'association française du bâtiment y a cru parce qu'elle a vu sur ce chantier comment faire", témoigne ce grand spécialiste des économies d'énergie dans le bâtiment. À Strasbourg, le nouveau plan d'urbanisme prévoit, à l'instar de ce qui a été réalisé sur le quartier Danube, que tout nouvel immeuble d'habitation situé à moins de 500 mètres d'un transport en commun sur site propre ne pourrait construire que 0,5 place de stationnement par logement. Il est désormais obligatoire de dédier 3 % de la surface de plancher construit aux parkings à vélo. »

■ « Les quartiers durables inventent d'autres manières de faire la ville », *La Revue durable*, n° 45, avril-juin 2012.

1. *Décrivez les nouvelles normes dont parle le texte.*
2. *En quoi ces normes cherchent-elles à corriger des externalités négatives ?*
3. *À quel niveau d'intervention des pouvoirs publics ces normes sont-elles décidées (local, national ou européen) ? Justifiez votre réponse.*
4. *Expliquez comment les mesures suivantes, menées par les communautés urbaines, participent aussi à cette réduction des externalités négatives dans les éco-quartiers :*
   – subventions distribuées pour certains chantiers innovants ;
   – organisation de formations pour les ouvriers du bâtiment ;
   – mise en place d'une collecte sélective des déchets industriels ;
   – reconfiguration des réseaux de transport collectifs.

EXERCICE Classer les niveaux d'intervention

- Classez les dix mesures des pouvoirs publics dans le tableau ci-dessous pour déterminer le niveau d'intervention et les moyens utilisés (plusieurs réponses possibles).

a. construire une nouvelle crèche **b.** favoriser la distribution de crédits **c.** exonérations fiscales sur les travaux de rénovation **d.** projet ferroviaire Lyon-Turin **e.** inciter les particuliers à trier davantage leurs déchets **f.** protéger les espaces agricoles **g.** financer des projets de développement dans certaines régions pauvres en Europe **h.** concevoir les schémas des grands axes routiers **i.** augmenter le nombre de professeurs dans les établissements scolaires **j.** redonner du pouvoir d'achat aux ménages des classes moyennes.

NIVEAU	MESURE CONCERNÉE	MOYENS UTILISÉS
local (villes, régions)		
national		
supranational (ici européen)		

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Montrez par un exemple que l'intervention multiniveaux de la puissance publique peut être nécessaire mais complexe.

A Les budgets publics, instruments de politique économique

OBJECTIF • *Identifier les composantes et l'utilité des budgets publics*

Pour commencer

Doc 1 Projet de loi de finances 2015 : une stratégie économique qui repose sur deux piliers

« Le premier pilier, ce sont les politiques d'emploi, d'investissement et de croissance. [...] Nos entreprises ont besoin d'être plus compétitives pour recréer de l'emploi et investir. Elles bénéficient déjà de 11 milliards de CICE[1] cette année. [...] En 2015, ce sont 5,5 milliards d'euros d'allégements du coût du travail et 1 milliard d'euros de diminution de la C3S[2] qui seront mis en œuvre et qui, avec la seconde tranche du CICE, amplifieront l'effort à destination des entreprises de 12 milliards d'euros. Ce sont autant de marges pour qu'elles puissent embaucher, former leurs salariés, moderniser leur outil de production. Aux entreprises, maintenant, de passer à l'acte ! Le second pilier, c'est l'assainissement de nos finances publiques, que nous menons en parallèle aux efforts de compétitivité. Les mesures que nous avons adoptées depuis 2012 ont déjà produit des effets même si la faible croissance masque en partie les résultats obtenus : le déficit structurel, qui traduit les déséquilibres de nos comptes, corrigés du cycle économique, aura été quasiment divisé par deux entre 2011 et 2014. Il atteint ainsi son plus bas niveau depuis 2001 : il faut le répéter, les efforts que nous avons demandés aux Français portent leurs fruits car, en une demi-législature, nous avons déjà résorbé les déséquilibres accumulés pendant 10 ans entre 2002 et 2012. »

■ Intervention de Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, Projet de loi de finances 2015, Bercy, 1er octobre 2014.

1. CICE : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.
2. C3S : Contribution sociale de solidarité des sociétés.

1. *Comment le projet de loi de finances de 2015 propose-t-il de favoriser les emplois et l'investissement des entreprises ?*
2. *Que signifie « assainissement de nos finances publiques » ?*
3. *Pourquoi les deux piliers de la stratégie du PLF 2015 peuvent-ils paraître contradictoires ?*

Doc 2 Les recettes fiscales de l'État prévues pour 2014, en milliards d'euros

Impôt sur le revenu	81,3
Impôt sur les sociétés	60,3
Autres impôts directs et taxes assimilées	13,3
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13,4
Taxe sur la valeur ajoutée	191,4
Autres	26,9
Recettes fiscales brutes*	**386,6**
Recettes fiscales nettes	**284,7**

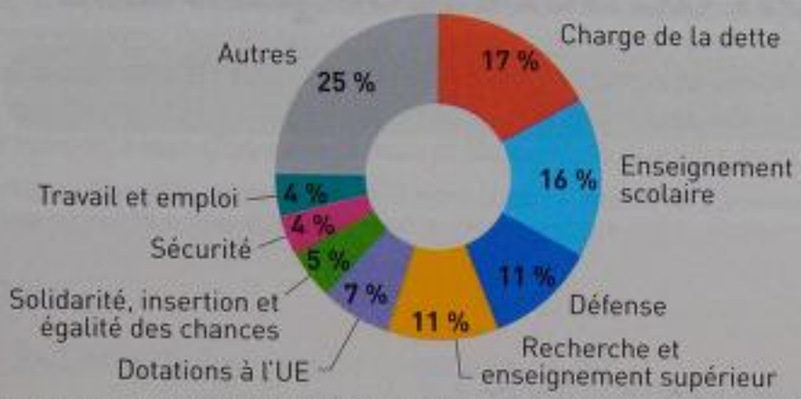
Champ : France.

* Les recettes fiscales brutes sont les recettes que percevrait l'État en excluant l'ensemble des mesures fiscales dont bénéficient les contribuables. Elles correspondent aux recettes qui seraient perçues si aucune niche fiscale n'était appliquée (ex : réduction d'impôt pour emploi d'un personnel à domicile ou pour le don aux associations, crédit d'impôt pour le soutien à la recherche ou les dépenses de rénovation écologique du logement). En fait, les dépenses doivent s'appuyer sur les recettes fiscales nettes, qui sont réellement perçues par l'État.

■ Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique, PLF 2014.

1. *Réalisez des calculs permettant de connaître la structure des ressources fiscales brutes prévues pour 2014.*
2. *Quelles grandes tendances se dessinent concernant les recettes de l'État ?*
3. *Quel est le type d'impôt (ou de taxe) dont l'augmentation aurait le plus d'effet sur les recettes de l'État ? Justifiez.*
4. *Quelle articulation peut-on établir entre les mesures décidées dans le doc. 1 et les informations du doc. 2 ?*

Doc 3 Les dépenses de l'État prévues pour le budget 2014, en % du total



Note : la charge de la dette représente le versement des intérêts pour l'argent emprunté par l'État. Seuls les postes des missions les plus importantes sont ici représentés. Les autres, cumulés, représentent 25 % des dépenses.

■ Source : IEFP sur base de la loi de finance initiale 2014.

1. *Quelles sont les quatre principales dépenses de l'État prévues pour 2014 ? Justifiez.*
2. *À quoi peut-on voir que les dépenses des années précédentes n'ont pas été couvertes par les recettes ?*
3. *Trouvez au moins deux exemples de dépenses publiques représentant une ressource pour un autre agent économique.*

EXERCICE Reconstituer le budget de la Sécurité sociale pour 2014

• À l'exception d'une des sommes, les données suivantes concernent le budget de la Sécurité sociale en 2014 (en €) :

a. Prestations maladie (183,9 milliards) **b.** Cotisations (295,2 milliards) **c.** Cotisation sociale généralisée (74,7 milliards) **d.** Prestations familles (39,8 milliards) **e.** Contributions publiques (21,3 milliards) **f.** Impôts, taxes et autres contributions sociales (61 milliards) **g.** Frais de gestion (13,4 milliards) **h.** Prestations vieillesse (217,2 milliards) **i.** Impôt, sur le revenu (81, 3 milliards) **j.** Autres recettes (25,7 milliards) **k.** Autres dépenses (9,4 milliards) **l.** Contributions versées par l'État (8 milliards) **m.** Prestations accident du travail et maladies professionnelles (10,7 milliards) **n.** Autres charges (0,8 milliard)

■ Source : Loi de finances de la Sécurité sociale (LFSS).

1. Distinguez les dépenses des recettes.
2. Éliminez une recette qui ne constitue pas un prélèvement réalisé par les organismes de Sécurité sociale.
3. À l'aide des calculs de votre choix, dites si les organismes de Sécurité sociale (régime de base) devront emprunter en 2014.

NE PAS CONFONDRE

Dette publique et déficit public : pour une année donnée, un déficit correspond à la situation d'un organisme ne couvrant pas ses dépenses par ses recettes. Le déficit public correspond à la somme des déficits de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Pour réaliser quand même les dépenses prévues, ces organismes doivent emprunter à des créanciers. L'ensemble de ces emprunts cumulés sur plusieurs années par les organismes publics constitue la dette publique.

Doc 4 Des collectivités locales en déficit

« L'endettement des collectivités locales a bondi, entre 2012 et 2013, de 3,7 milliards d'euros à 9,2 milliards d'euros, soit 10 % du déficit public français, selon un rapport du ministère des Finances qu'a pu consulter *Le Journal du dimanche* (JDD). D'après ce document, intitulé "État des finances locales", cette explosion du déficit des communes, intercommunalités, régions et départements est liée à une augmentation des dépenses liées à des embauches et au recours à l'emprunt. La masse salariale des collectivités territoriales a ainsi augmenté de 3,1 % en 2013, après avoir déjà crû de 3,5 % en 2012.

Les dépenses d'investissement ont, elles, augmenté de 8,1 % en 2013, "un taux jamais égalé depuis 2009", selon le journal. Cette hausse s'explique aussi par le fait que, subissant des baisses de dotation de l'État – qui vont atteindre 3,7 milliards d'euros en 2015 –, les collectivités ont dû davantage puiser dans leur épargne et avoir recours à l'emprunt pour investir. »

■ « Explosion du déficit des collectivités locales », lemonde.fr avec AFP, 5 octobre 2014.

1. *Donnez des exemples de dépenses prises en charge par les collectivités locales.*
2. *D'après les données du texte, calculez le déficit public français en 2013.*
3. *Quelles sont les causes de l'explosion du déficit des collectivités locales ?*

Prépa BAC

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par deux exemples des dépenses financées par des budgets publics qui favorisent l'activité économique.

B La production de services publics

OBJECTIF • *Comprendre pourquoi et comment les pouvoirs publics financent la production de services*

Pour commencer

Doc 1 Le sang a-t-il un prix ?

« Tous les ans, le prix de la poche de sang est fixé par l'État en fonction des besoins des hôpitaux et des cliniques qui en font la demande. Ces établissements achètent les "produits sanguins labiles"[1] à l'Établissement français du sang (EFS) aux tarifs fixés par un arrêté des ministres chargés de la Santé et de la Sécurité sociale [...]. À titre d'exemple, la poche de concentré de globules rouges humains homologués coûte 183,84 euros. [...] Le prix est ajusté en tenant compte de deux impératifs : assurer l'équilibre financier de l'EFS[2] et maîtriser l'impact [sur les dépenses de maladie] de l'augmentation de ces tarifs. [...] Le législateur demande à l'EFS de garantir l'autosuffisance nationale. Pour ce faire, des collectes sont organisées sur tout le territoire. »

- Chloé Dussapt, « Tout ce qu'il faut savoir sur le business du don de sang en France », *Challenges*, 13 juin 2014.

1. Sang, plaquettes issus d'un donneur.
2. 80 % du budget sert à financer le fonctionnement de l'EFS, le reste finance les investissements et la recherche.

1. *Peut-on dire que le sang est un bien marchand en France ?*
2. *Comment expliquer le tarif du sang ou de ses composants ?*
3. *Montrez que le dispositif de fixation du prix du sang répond à des objectifs à la fois économiques, sociaux et sanitaires.*

Doc 2 Comment financer la télévision publique ?

« La nouvelle a fait l'effet d'une bombe hier dans le petit monde de la télévision car elle n'avait jusqu'ici pas été formulée officiellement : l'audiovisuel public a vocation à être financé uniquement par la contribution à l'audiovisuel public* (ex-redevance), à l'avenir. Cette baisse et, à terme, la suppression de subventions publiques, frappe France Télévisions et France Media Monde. Ces deux sociétés sont aujourd'hui financées à la fois par la redevance et, en plus, par une dotation budgétaire de l'État, laquelle a donc vocation à disparaître d'ici à 2017 [...].

Le groupe public reçoit cette dotation budgétaire depuis que la publicité a été supprimée après 20 heures sur les antennes de ses télévisions (France 2, France 3). France Télévisions perçoit chaque année 2,5 milliards de financements publics. En 2012, la subvention publique se montait à 400 millions contre... 100 millions cette année. Ce qui laisse augurer de nouvelles augmentations de redevance dans les prochaines années, à minima au niveau de l'inflation.

Le président du groupe public, Rémy Pflimlin, milite depuis longtemps, en vain, pour que l'assiette de la redevance soit élargie à tous les supports permettant de recevoir la télévision (tablettes, PC...). Sensible parce qu'il déchaîne les passions au sein du Parlement, le sujet devrait revenir sur la table lors de la discussion budgétaire, à l'automne. »

- Fabienne Schmitt, « France Télévisions et France Medias Monde sont frappés par la suppression d'ici à 2017 de leurs subventions publiques », *Les Échos*, 9 juillet 2014.

* La contribution à l'audiovisuel public est une taxe d'un montant fixe (133 euros pour la métropole en 2014) payée par les propriétaires d'un téléviseur.

1. *Quelles sont actuellement les sources de financement de ces deux télévisions publiques ?*
2. *Comment les décisions de l'État affectent-elles le budget du groupe ?*
3. *Pourquoi cette fluctuation des ressources peut-elle constituer une difficulté pour le groupe ?*

Doc 3 Dépenser ou investir : une distinction discutable

« La comptabilité publique oppose dépenses de fonctionnement (salaires et consommations intermédiaires) et dépenses d'investissement (achats d'immeubles, construction d'équipements collectifs...). En fait, on devrait plutôt considérer que l'État investit autant voire plus pour le pays quand il paye des enseignants qui forment la main-d'œuvre de demain plutôt que lorsqu'il achète des bureaux. »

■ Philippe Frémeaux, « Budget : à quoi sert l'argent public ? », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 98, octobre 2013.

- *Expliquez la position de l'auteur lorsqu'il demande de considérer certaines dépenses de fonctionnement plutôt comme des investissements.*

EXERCICE Dépense de fonctionnement ou investissement ?

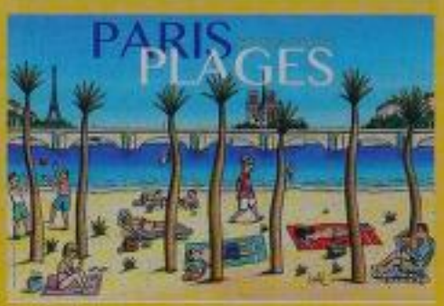
- Faut-il considérer ces trois actions des pouvoirs publics comme des dépenses ou comme des investissements ? Justifiez votre réponse.

MUCEM
Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

Construction d'un musée à Marseille à la place d'anciens bâtiments industriels

Métrovélo

Système de vélos en libre-service à Grenoble



Une plage aménagée sur les quais de Seine à Paris

Doc 4 Les dépenses publiques : un choix de société

« Qu'il s'agisse du budget de l'État ou de la protection sociale, le diagnostic actuellement dominant est que, pour réduire les déficits et les dettes, il faut dépenser moins. [...] Parmi les questions à débattre, la plus importante concerne la transformation de dépenses collectives attachées à des droits (éducation, santé, retraite...) en dépenses de consommation et d'assurance privées. [...] Dans un rapport de 1998, François Bourguignon avait montré que si le taux de prélèvements obligatoires* était de 30 % aux États-Unis, contre 45 % en France au milieu des années 1990, cela s'expliquait en quasi-totalité par deux faits : les cotisations sociales obligatoires françaises sont remplacées pour partie outre-Atlantique par les "libres" contributions des entreprises américaines à des fonds de retraite privés (7 % du PIB) et pour une autre partie par les "libres" contributions des salariés et des employeurs aux systèmes privés d'assurance maladie [...]. Si l'on ajoutait à ces deux postes les dépenses des ménages en matière d'éducation privée, il est certain que les prélèvements seraient plus importants aux États-Unis qu'en France : le coût d'une année d'études à la charge des familles dans une grande université privée américaine est de 40 000 à 50 000 dollars, et il atteint 5 000 dollars dans une université publique. »

■ Jean Gadrey, « Prélèvements obligatoires : quel choix de société ? », *L'Économie en 30 questions*, Alternatives économiques Poche, n° 46, novembre 2010.

* Le taux de prélèvement obligatoire est le rapport entre les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations finançant les dépenses publiques et la redistribution) et le PIB. Il mesure la part de la richesse qui est socialisée.

1. *Expliquez pourquoi, à revenu équivalent, un Américain du Nord risque de disposer d'un accès plus limité à la santé et à l'éducation par rapport à la France.*
2. *Que signifie l'expression « privatiser un prélèvement obligatoire » ?*
3. *Pourquoi le taux de prélèvement obligatoire est-il mécaniquement plus faible aux États-Unis qu'en France ?*
4. *Quelles limites peuvent exister concernant un haut niveau de prélèvements obligatoires ?*

Prépa Bac

Rédigez une séquence argumentative.

Montrez les enjeux et les contraintes de la production de services collectifs par les pouvoirs publics.

C La fiscalité incitative

OBJECTIF • *Montrer que les prélèvements obligatoires peuvent modifier les comportements*

Pour commencer

EXERCICE

Quel choix des producteurs face à une taxe environnementale ?

Étudions le cas de deux producteurs de ciment. Leur production et leur impact sur l'environnement sont consignés dans le tableau ci-dessous. La filière évolue et de nouveaux procédés de fabrication permettent de limiter la pollution tant pour le combustible utilisé que pour la quantité d'argile et de calcaire à porter à 1 450 °C. Or, face aux enjeux sur le réchauffement climatique, le gouvernement introduit une taxe de 100 € la tonne sur les émissions de CO_2 pour les industriels du secteur.

1. Complétez le tableau.
2. Quelles décisions économiques pourraient prendre ces deux producteurs ?

	PRODUCTEUR A	PRODUCTEUR B
Émission de CO_2 par an	2 000 tonnes	2 500 tonnes
Montant prévu de la taxe sans changer les méthodes de production		
Coût des investissements à réaliser	80 000,00 €	150 000,00 €
Réduction des émissions prévue en cas d'investissement	800 tonnes	1 000 tonnes
Montant payé pour la taxe avec investissements		
Coût total : taxe réduite + investissements		

NOTION

Prélèvements obligatoires : l'ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et les institutions européennes. Ils servent à financer les dépenses publiques, participent à la redistribution et peuvent être utilisés pour modifier les comportements des agents économiques.

Doc 1 Taxer pour donner une valeur à des ressources gratuites

« Une taxe environnementale sur les émissions vise précisément à introduire une incitation à réduire les atteintes à l'environnement en leur donnant un prix. L'idée en revient à Arthur Cecil Pigou, un économiste britannique qui en décrivit le principe dès 1920 : comme le marché ne donne aucune valeur aux biens environnementaux "gratuits" d'accès commun à tous, tels que l'air, l'eau ou le vent, il convient que le gouvernement taxe leur usage pour les protéger d'une surexploitation. Le niveau du prix retenu, autrement dit le taux de la taxe, correspond à la valeur que la société accorde à la protection de ces ressources.

L'intérêt d'utiliser un système de taxe pour tarifer la nuisance environnementale est d'envoyer un signal-prix clair aux entités économiques. Chaque pollueur compare en effet le coût de réduction de sa pollution au prix de la taxe. »

■ Christian de Perthuis, Susan Shaw, « Normes, écotaxes, marchés de permis : quelle combinaison optimale ? », *Cahiers français*, n° 355, 2010.

1. *Comment comprendre l'idée de taxer pour des ressources qui n'ont « pas de prix » ?*
2. *Qu'est-ce qu'un « signal-prix » ?*
3. *Dans quels autres domaines que la protection de l'environnement le signal-prix permis par la fiscalité est-il utilisé ? Donnez des exemples.*

DÉFINITION

Signal-prix : le « signal » peut être un prix plus élevé (par exemple, une taxation plus élevée du tabac pour décourager sa consommation pour des raisons de santé publique) ou au contraire un prix plus faible (par exemple, le bonus pour l'achat d'un véhicule propre pour encourager des consommations plus « écologiques »).

Doc 2 Qui paye réellement l'impôt ?

« [Une des règles] de l'incidence est que l'agent économique qui paie formellement une taxe (celui qui fait le chèque au Trésor public) ou qui reçoit un transfert n'est pas forcément celui qui paie réellement le prix économique de la taxe (sous la forme d'une diminution de son revenu ou d'une baisse de son pouvoir d'achat) ou qui bénéficie du transfert [...]. Si l'incidence réelle ne correspond pas nécessairement à ce qui est stipulé dans la loi, c'est parce que l'impôt modifie l'équilibre de marché : l'introduction d'une taxe fait bouger l'offre et la demande, et affecte par conséquent le prix d'équilibre. Lorsque la demande est peu sensible au prix, les producteurs vont chercher à reporter entièrement l'impôt sur les consommateurs en augmentant leur prix de vente. À l'inverse, lorsque la demande est très sensible au prix, les producteurs se voient contraints de maintenir le prix de vente constant en diminuant le prix de vente hors taxes, pour éviter de voir fuir trop d'acheteurs : dans ce cas, ce sont les producteurs qui supportent le coût de la taxe. »

■ Antoine Bozio, Julien Grenet, *Économie des politiques publiques*, La Découverte, « Repères », 2010.

1. ***Réalisez un schéma montrant, dans le cas de la TVA, les flux monétaires entre un acheteur, le vendeur du produit et l'État.***
2. ***À l'aide de vos connaissances sur les mécanismes de marché, expliquez la phrase soulignée.***
3. ***En quoi la prise en compte par l'État de l'effet présenté dans le texte peut avoir une influence sur certaines mesures fiscales ?***
4. ***Comment le résultat de la négociation sur la baisse de la TVA sur les places de cinéma peut s'expliquer par l'analyse de l'incidence fiscale (iconographie) ?***

Depuis le 1er janvier 2014, les salles de cinéma se sont engagées à répercuter la baisse de la TVA, passée de 7,5 à 5 %. Le jeune public est visé avec une séance à 4 euros.

Doc 3 Fiscalité et environnement, quelle efficacité ?

« [La mission du comité d'évaluation des dépenses fiscales] a ainsi relevé que, s'agissant du transport de marchandises, l'avion représente le mode de transport le plus polluant, alors qu'il est totalement défiscalisé au regard de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Le transport routier de marchandises est le second mode de transport le plus polluant, même si les évolutions technologiques ont permis de diminuer les émissions de CO_2 par tonne-km de 13 % entre 1996 et 2006. Or, il bénéficie d'un remboursement de cette taxe, ce qui contribue à le rendre plus avantageux que d'autres modes plus respectueux de l'environnement (notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre) comme le cabotage côtier, le transport fluvial ou le rail. [...]

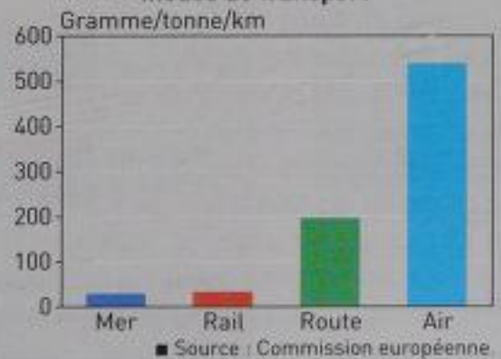
La dépense fiscale[1] constitue un frein à l'adaptation des entreprises du secteur vers une mécanisation moins consommatrice d'énergie.

Au total, si l'impact des dépenses fiscales sur l'environnement reste limité, de l'ordre de 50 M€, le signal-prix donné apparaît totalement contraire à l'objectif récemment assigné à la fiscalité de l'énergie de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. En témoigne le fait que les secteurs aidés fiscalement sont souvent les plus émetteurs de gaz à effet de serre. »

■ « Dépenses fiscales liées à la consommation d'énergies fossiles », Comité d'évaluation des dépenses fiscales, avril 2011.

1. Comprendre ici : exonération ou avantage fiscal accordés (appelée couramment « niche fiscale »).

Émissions de CO_2 des différents modes de transport



■ Source : Commission européenne

1. ***Quelle critique est formulée par le Comité d'évaluation des dépenses fiscales sur la situation française dans le transport des marchandises ?***
2. ***Pourquoi le signal-prix fonctionne-t-il mal dans cet exemple ?***
3. ***En quoi ce type de bilan réalisé par les pouvoirs publics représente-t-il un enjeu en termes d'arbitrages politiques ?***

Faire le point

Présentez de manière schématique les effets attendus d'une baisse des cotisations sociales sur les bas salaires en expliquant :

1. Comment joue le signal-prix ;

2. Ce qui pourrait contrarier son effet.

TD1 La fiscalité sur les services aux particuliers

✔ **Objectif**
Comprendre les effets d'une mesure fiscale.

✔ **Démarche**
Exploiter des documents.

Collecter de l'information

1. Pourquoi et comment les pouvoirs publics ont-ils mis en place des mesures visant les services aux particuliers (**doc. 1**) ?

2. Quels types de ménages utilisent davantage les services à la personne (**doc. 2**) ?

3. Quel type d'employeur rémunère le mieux ces services ? Justifiez (**doc. 3**).

Traiter l'information

4. Comment les dispositifs fiscaux ont-ils une incidence sur l'embauche (**doc. 1** et connaissances) ?

5. Le développement des organismes employeurs améliore-t-il les conditions salariales des personnes employées (**doc. 1** et **3**) ?

Conclure

6. Ces mesures fiscales modifient-elles l'allocation des ressources ?

7. Semblent-elles profiter à tous de la même manière ? Justifiez.

8. Quels avantages l'État peut-il tirer de cette hausse des services à la personne ?

Doc 1 Des mesures pour développer les services aux particuliers

« En 2011, en France métropolitaine, 3,8 millions de ménages ont déclaré à l'administration fiscale avoir engagé des dépenses pour avoir eu recours aux services à la personne. [...] [L'augmentation de 50 % des heures réalisées au domicile des ménages au cours de la dernière décennie] s'explique par l'augmentation des besoins sociaux mais également par la politique active menée par les pouvoirs publics [...] : exonérations de cotisations sociales, aides directes et avantages fiscaux notamment ont été mis en place [...] afin de réduire le coût des services à la personne pour les ménages, et ainsi stimuler leur demande tout en réduisant le travail non déclaré. Dans le même objectif, les pouvoirs publics ont allégé les démarches administratives des particuliers employeurs avec la mise en place, en 2005, du chèque emploi service universel (Cesu) et ont par ailleurs encouragé le développement des organismes de services à la personne, notamment en vue d'améliorer les conditions de travail des salariés et la qualité des emplois. »

■ « Les services à la personne : qui y a recours et à quel prix ? », *DARES Analyses*, n° 63, août 2014.

Doc 2 Ménages utilisateurs des services à domicile, 2011

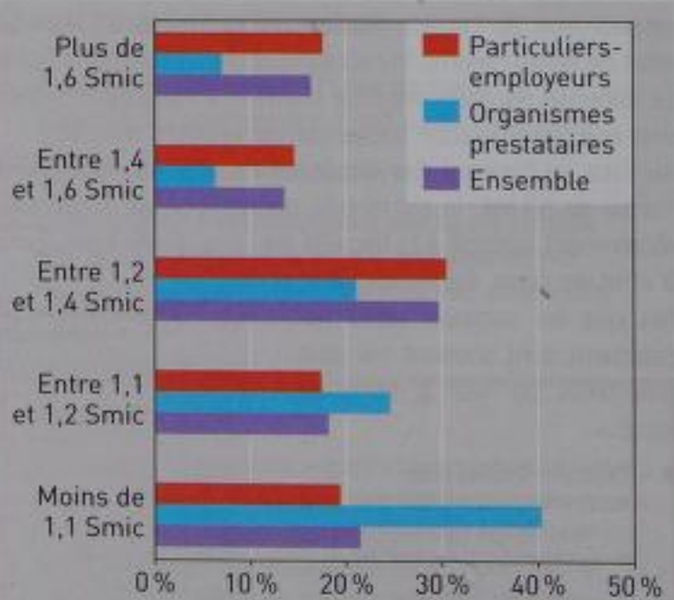
	% DES MÉNAGES
Catégorie socioprofessionnelle*	
Cadres	20,6
Ouvriers	2,0
Tous actifs occupés	8,4
Retraités	23,9
Niveaux de vie	
10 % les plus bas	6,9
10 % les plus élevés	33,5
Ensemble	13,2

* Caractéristique de la personne de référence du ménage

Champ : France métropolitaine

■ Insee, Enquêtes Budget des familles, 2005 et 2011.

Doc 3 De fortes disparités salariales



Champ : contrats des salariés de services aux particuliers, hors assistantes maternelles, en 2010.

■ Source : *Insee Première*, juillet 2013.

TD2 La dette publique depuis la crise de 2007

✔ **Objectif**
Présenter des mécanismes explicatifs de la hausse de la dette.

✔ **Démarche**
Exploiter des documents.

Collecter et traiter les informations

1. Comment évoluent les dettes publiques des pays avancés et quel est leur niveau par rapport au PIB (**doc. 3**) ?

2. Que représente la zone bleue dans le **doc. 1** ? Justifiez.

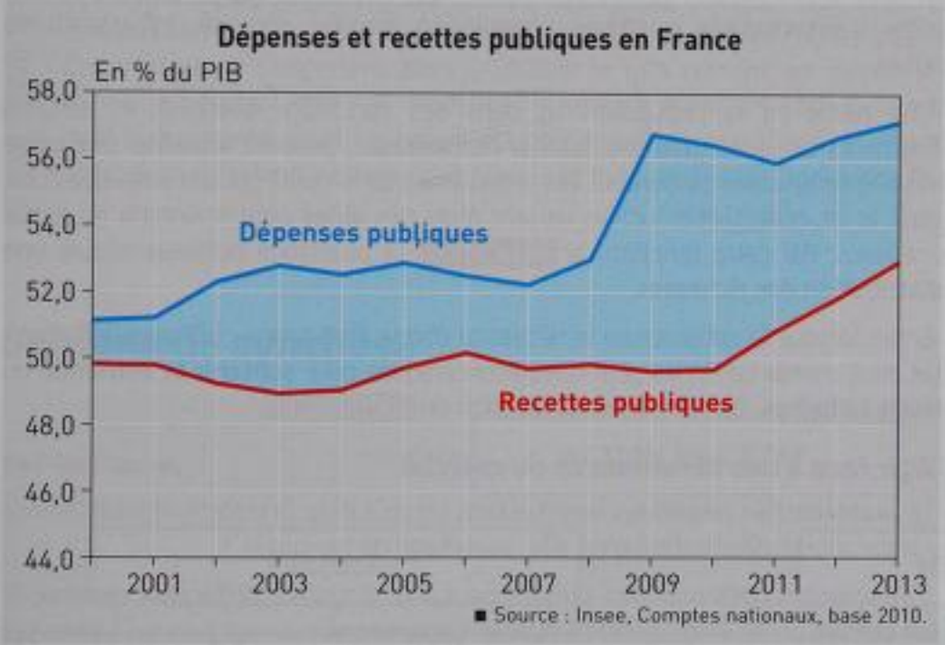
3. Identifiez dans chacun des documents les informations explicatives de la hausse de la dette sur la période 2007-2014.

Présenter des liens de cause à effets

4. Recopiez puis complétez le tableau ci-dessous à partir des informations tirées des documents qui expliquent l'accroissement de la dette.

	Impact des évolutions		Rôle des taux d'intérêt
	de dépenses	de recettes	
Causes			
Détail d'un mécanisme explicatif			

Doc 1 L'écart entre dépenses et recettes



■ Source : Insee, Comptes nationaux, base 2010.

Doc 2 Taux d'intérêt et « effet boule de neige »

« Concernant le rôle joué par le service de la dette dans l'accroissement annuel de la dette publique, rappelons que ce dernier se décompose en un déficit primaire, auquel vient s'ajouter le paiement des intérêts sur le stock de dette existant. Quand bien même les recettes compenseraient exactement les dépenses, le ratio de la dette sur PIB peut encore augmenter dès lors que le taux d'intérêt réel servi sur la dette est supérieur au taux de croissance du PIB. Cet effet "boule de neige" sur la dette passée contribue ainsi à l'accroissement mécanique de la dette présente. C'est ce qui explique pourquoi les programmes d'ajustement structurels imposés aux pays du Sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal, Chypre, Italie) ne permettent pas de réduire leur ratio dette/PIB. »

■ Gaël Giraud, Florent Mac Isaac, Rossi Abi Rafeh, *La dette publique justifie-t-elle une austérité budgétaire ?*, Documents de travail du Centre d'Économie de la Sorbonne, avril 2013.

Doc 3 Crise financière et hausse des dettes publiques

« En 2011, les dettes publiques des pays avancés atteignent en moyenne 100 % du PIB, 30 points de plus que quatre ans auparavant ! Une partie de ce gonflement est imputable au sauvetage des banques. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), les soutiens au secteur financier ont coûté jusqu'à présent environ 5 % de leur PIB aux pays avancés, déduction faite des sommes déjà remboursées. [...] Le plus gros de l'augmentation de la dette publique s'explique cependant par la récession économique, et notamment par les pertes de revenus qu'elle a occasionnées. En comparaison, les plans de relance mis en œuvre en 2009-2010 n'ont creusé qu'un trou supplémentaire mineur. »

■ Sandra Moatti, « 2007-2012 : les métamorphoses de la crise », *Comprendre la crise*, Alternatives Économiques Poche, n° 58, décembre 2012.

Synthèse

Puissance publique et régulation économique

1. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?

A. Garantir un cadre règlementaire

pp. 144-145

• L'État organise et régule le **fonctionnement des marchés** par l'intermédiaire d'**institutions**. Ces institutions sont tout d'abord un ensemble de normes : l'État réglemente l'emploi de main-d'œuvre, l'activité de crédit des banques ou encore le commerce. Les droits de propriété constituent par exemple des institutions importantes, censées inciter les acteurs privés à innover.

• Des **organismes publics**, comme la Direction de la répression des fraudes, l'Autorité de la concurrence, l'Inspection du travail peuvent sanctionner les pratiques de certaines entreprises ou individus lorsqu'elles sont jugées anticoncurrentielles ou frauduleuses.

B. Rechercher l'intérêt collectif

pp. 146-147

• La puissance publique agit pour améliorer l'allocation des ressources et ainsi **compenser certaines limites du marché**. Lorsque des services sont jugés essentiels pour une collectivité et que toute une population doit y avoir accès, le financement par l'impôt s'avère une solution. Par ailleurs, les entreprises peuvent profiter d'**externalités positives** : population formée, sécurité, infrastructures diverses.

• Une partie de la population vit dans des conditions précaires et certains événements de la vie (maladie, famille nombreuse...) peuvent entraîner une perte de revenu temporaire ou durable. Les organismes de Sécurité sociale ainsi que l'État central et les collectivités locales versent alors des **aides** pour maintenir en partie les revenus. Par cette fonction de répartition, la puissance publique assure une **redistribution des richesses**.

• Enfin, lorsque la conjoncture le nécessite (faible croissance, chômage, inflation), l'État peut mener certaines politiques économiques pour **soutenir la demande** ou **ralentir sa baisse**. On parle ici de la fonction de stabilisation.

C. Agir face à des défaillances du marché

pp. 148-149

• Les **externalités négatives** représentent un coût pour la collectivité qui finance des réparations (dépollution d'un site, sauvetage de banques).

• L'**intervention des pouvoirs publics** peut être réalisée à **différents niveaux**. Si l'**État central** ou les institutions de l'**Union Européenne** peuvent fixer les cadres par des lois, des directives, des normes, ils peuvent aussi réaliser des investissements ou sanctionner certaines pratiques. Sur le territoire des **collectivités locales** se gèrent les questions d'occupation de l'espace, d'élimination des déchets, de valorisation d'initiatives innovantes.

2. Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur les économies ?

A. Les budgets publics, instruments de politique économique

pp. 150-151

• Le **budget de l'État** traduit un ensemble de **choix** réalisés par le gouvernement et votés par les représentants de la nation. Le budget, une fois amendé et voté, devient par le volet des prélèvements obligatoires et par celui des dépenses un outil de politique économique, sociale et environnementale. En France, les **recettes**

NOTIONS

Allocation (fonction d') : fonction de l'État consistant à lutter contre les effets négatifs du marché et à produire des services qui ne pourraient pas l'être par des producteurs privés.

Déficit public : lorsque les dépenses excèdent les recettes, les organismes publics ont un solde négatif appelé déficit. Ce déficit public concerne la somme des déficits de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales.

Dépenses publiques : dépenses de l'État, des organismes de sécurité sociale et des collectivités locales. Ces sommes permettent la production de services non marchands et le versement de revenus de transfert.

Dette publique : ensemble des emprunts effectués par les administrations publiques pour financer l'excédent des dépenses sur les recettes.

Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts directs, taxes et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques. Ils sont versés par les agents économiques comme les ménages ou les entreprises.

Répartition (fonction de) : fonction économique de l'État consistant à redistribuer des revenus à travers des prélèvements et des prestations sociales pour corriger la répartition spontanée.

Stabilisation (fonction de) : fonction de l'État visant à agir sur les économies selon la conjoncture (lutte contre le chômage ou contre l'inflation). Voir chapitre 7.

de l'État proviennent majoritairement de la TVA puis des impôts sur le revenu et sur les sociétés. Les dépenses publiques permettent de financer les services non marchands, de distribuer des revenus mais aussi de financer la dette.

- Dans un contexte de croissance lente, de réformes territoriales ou d'augmentation des besoins de la population, les autres organismes publics comme la Sécurité sociale connaissent aussi des **difficultés de financement**. Lorsque les dépenses dépassent les ressources, les déficits se creusent et les organismes doivent emprunter pour honorer leurs dépenses. Ces emprunts viennent s'ajouter à la dette des années antérieures et à la hausse de l'endettement de la collectivité publique en question. Une succession de déficits publics contribue donc à alourdir la dette publique.

B. La production de services publics

pp. 152-153

- Par la **production non marchande**, les pouvoirs publics peuvent assurer une **gamme de services jugés essentiels**. Ainsi la justice, l'armée, les télévisions et radios publiques, la santé ou l'éducation sont produits ou financés largement par la puissance publique. La production non marchande est mise à disposition de la population gratuitement ou quasi gratuitement, grâce à l'existence de prélèvements sur les activités marchandes, les prélèvements obligatoires.

- L'enjeu essentiel est d'arriver à maintenir un haut niveau de service tout en maîtrisant le plus possible les contraintes financières, notamment les coupes budgétaires en période de déficit : équilibre financier, des organismes comme l'Établissement français du sang, maintien des recettes de France télévision.

C. La fiscalité incitative

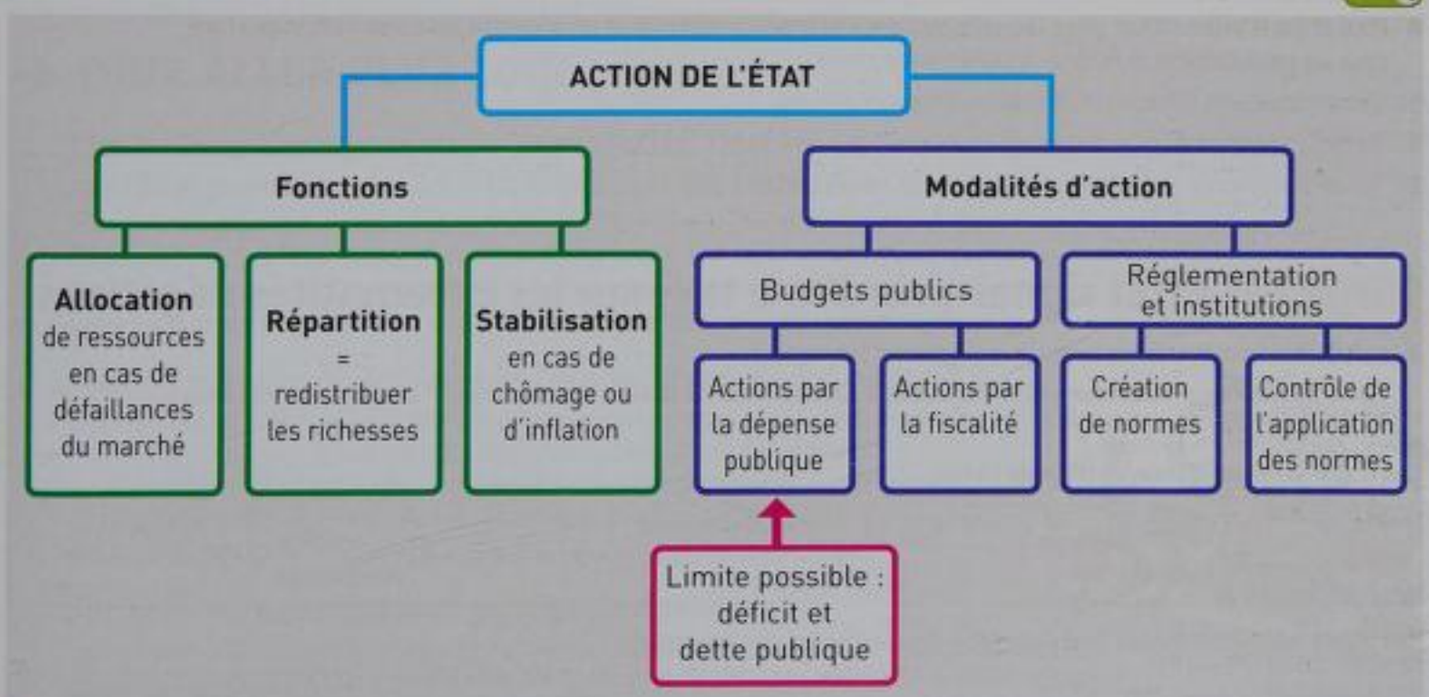
pp. 154-155

- L'État cherche à influencer le comportement des agents économiques à travers des **choix de politique fiscale** (bonus écologique, taxation plus importante de certains biens comme les cigarettes ou réduction ciblée des cotisations sociales). Ces incitations reviennent alors à utiliser le prix comme un signal. À travers l'analyse néoclassique qui modélise le rapport entre les comportements des agents économiques et les prix, il est possible de s'interroger sur l'impact et les limites de certaines incitations, à travers le mécanisme de l'incidence fiscale.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

- Les **fonctions économiques de l'État** (allocation, répartition, stabilisation) donnent des outils précieux pour aborder des chapitres aussi divers que les **politiques de l'emploi**, **l'action de l'État pour plus de justice sociale** ou **la politique climatique**.
- Les notions de **prélèvements obligatoires**, **de dépenses publiques**, **de déficit et dette publics** sont mobilisées lors du chapitre consacré à la place de l'Union européenne dans l'économie globale, dans lequel on étudie la politique budgétaire.

Schéma de synthèse



1. Quels services ne sont pas produits par le marché ? Donnez des exemples.
2. Pourquoi la dette est-elle une limite à l'action par le budget de l'État ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Définir les notions

- Associez les notions de la colonne de gauche à leur définition.

a. La fonction d'allocation	**1.** Les ressources fiscales et non fiscales de l'État
b. La fonction de redistribution	**2.** Le processus de prélèvement et de distribution de revenus
c. La fonction de régulation	**3.** Rétablir un usage optimal des ressources lorsque le marché n'y parvient pas
d. La réglementation	**4.** Lorsque sur une année, les dépenses sont plus grandes que les recettes
e. Les prélèvements obligatoires	**5.** L'élaboration de règles par l'État
f. La production non marchande	**6.** L'ensemble des organismes publics
g. La puissance publique	**7.** La mise à disposition de services gratuits ou quasi gratuits
h. Les recettes de l'État au sens large	**8.** L'intervention conjoncturelle de l'État
i. Le déficit de l'État	**9.** La somme d'argent que l'État doit à ses prêteurs à une date donnée
j. La dette de l'État	**10.** L'ensemble des taxes, impôts et cotisations sociales

Exercice 2 Dépenses ou recettes ?

- Considérons ces différentes sommes du point de vue des organismes publics : cherchez l'intrus.

1. **a.** Paiement des professeurs de lycée - **b.** Prélèvement de la TVA - **c.** Achat de tests de dépistages du VIH - **d.** Amélioration des équipements des policiers.
2. **a.** Impôt sur le revenu - **b.** Prélèvement de la TVA - **c.** Intérêts payés sur la dette - **d.** Cotisations sociales.
3. **a.** Traitement des militaires - **b.** Financement de la construction des écoles primaires - **c.** Versement des intérêts de la dette - **d.** Financement de l'audiovisuel public
4. **a.** Versement des retraites - **b.** Remboursement des dépenses médicales - **c.** Versement d'allocations-chômage - **d.** Cotisations sociales.

Exercice 3 Plus petit ou plus grand ?

- Pour chaque proposition, dites laquelle des deux grandeurs représente un montant en euros plus important pour un pays comme la France. Justifiez votre choix.

1. Les dépenses de l'État (a) ou les dépenses publiques (b).
2. Le déficit public (a) ou la dette publique (b).
3. Les prélèvements obligatoires (a) ou les cotisations sociales (b).

Exercice 4 Effet signal-prix d'une taxe sur les externalités négatives

- Complétez le mécanisme avec les expressions suivantes :

a. Arbitrage du producteur - b. coûts sociaux - c. montant de la taxe - d. dépenses - e. paiement de la taxe - f. coût de la production

Cas d'une absence d'intervention de l'état

Production générant des pollutions → non estimation des .... liés à la production → coût de production (= les seuls coûts privés) → pollution → ..... de l'État pour dépolluer → Une partie du ..... est supportée par la collectivité

Cas d'une intervention de l'État (taxation des pollueurs par exemple)

Production générant des pollutions → ..... : payer la taxe ou investir pour produire de manière plus propre → Le ..... est la variable permettant de choisir → Soit ..... sans produire différemment ou Soit dépenses de l'entreprise pour internaliser certains coûts de production

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 5 Excédent ou déficit ?

1. Le budget de Xeclor, un pays imaginaire présente-t-il un excédent ou un déficit pour l'année 2014 ? (Unité : Milliards de Xec). Effectuez les calculs nécessaires pour le vérifier.

   Taxes sur la consommation : 50 • Dépenses pour le personnel : 30 • Impôts : 40 • Investissement dans les infrastructures : 20 • Consommations intermédiaires : 20 • Intérêts de la dette : 10 • Subventions et prestations : 10 • Taxes sur les importations : 5

2. Comment caractériser les soldes du budget du Xeclor antérieurs à 2014 ? Justifiez votre réponse à partir de données de 2014.

Exercice 6 Illustrer des notions

- Quelles notions du chapitre se cachent derrière ces dessins de presse ? Plusieurs réponses sont possibles mais il faut justifier.

Dessin de Chappatte

Dessin de Léocrart

Dessin de Samson

→ POUR ALLER PLUS LOIN

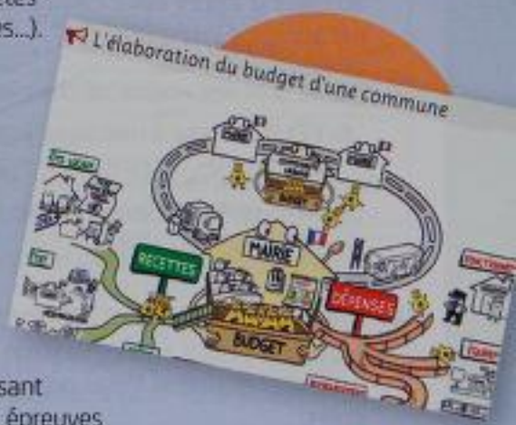
www.

Lire ★ Gosta Esping Andersen, Bruno Palier, *Trois leçons sur l'État-providence,* Le Seuil-La République des Idées, 2008.

Dans cet ouvrage, intéressant et accessible, vous pourrez notamment lire l'introduction de Bruno Palier sur l'État-providence. Celui-ci pose les éléments du débat dans nos sociétés traversées par des mutations importantes (vieillissement, mondialisation des économies...). Cette introduction est accessible en ligne sur le site de la République des idées.

Voir ★ Les vidéos de **Dessine-moi l'éco** sur dessinemoileco.com

Des animations vidéo qui expliquent l'économie en 3 minutes avec un commentaire audio et un bon coup de crayon. Différentes animations à voir sur ce chapitre : « L'élaboration du budget d'une commune », « La protection sociale », « Comment fonctionne le système de retraite par répartition ? », « Comment calcule-t-on l'impôt sur le revenu ? »



Surfer ★ www.performance-publique.budget.gouv.fr

Tapez Cyber-budget dans le moteur de recherche et découvrez un cyber-jeu vous propulsant ministre du Budget. Afin de mener à bien votre tâche, vous allez être soumis à quelques épreuves de connaissances sur la différence entre recettes et dépenses, sur les ordres de grandeur concernant les sommes financières de votre budget. Vous serez aussi périodiquement informés des informations tirées de la presse.

Méthode BAC

Rédiger une séquence argumentative

Épreuve composée partie 3

Point Méthode 6

ÉTAPE 1 Rédiger des paragraphes d'argumentation

► Répondre à un sujet, c'est construire un raisonnement organisé autour de paragraphes qui sont des séquences argumentatives.
Votre paragraphe (ou votre séquence argumentative) doit comprendre :

a. **Une affirmation ou une idée.** C'est votre intention de démonstration.

→ *Exemple : L'État garantit un salaire minimum aux travailleurs*

b. **Des connaissances pour expliquer, justifier, défendre votre affirmation.** C'est votre argumentation.

L'argumentation comprend forcément des informations nouvelles par rapport à l'idée : des notions, des définitions, des mécanismes, des faits.
Une argumentation est un passage essentiel du paragraphe dont vous devez soigner la logique et les enchaînements. Pensez à des expressions comme « c'est-à-dire », « tout d'abord », « par conséquent », « en effet » pour aider le lecteur à suivre la logique de votre réflexion.

c. **Une illustration de l'affirmation ou de l'argumentation.** Choisissez de préférence des illustrations chiffrées (montrez que vous savez exploiter les documents statistiques) ou des faits réels tirés de l'actualité. Cela permet d'avancer une preuve concrète de ce que vous affirmez.

ÉTAPE 2 Construire un raisonnement à partir de paragraphes

► Un raisonnement comporte plusieurs paragraphes qui s'enchaînent.
Un même document peut vous donner plusieurs pistes et être exploité dans plusieurs paragraphes.

→ *Exemple :* le texte de Robert Castel (doc. 1) montre que le salarié a des droits reconnus par l'État et que la Sécurité sociale agit comme une protection vis-à-vis des événements de la vie (maladie, maternité, retraite).

Application

Partie 3 de l'épreuve composée ► p. 163

1. *Entraînez-vous à construire le paragraphe dont l'idée a été formulée dans l'exemple à l'étape 1a.*

2. *Parmi ces affirmations, laquelle répond le mieux au sujet d'après vous ? Justifiez puis rédigez le paragraphe complet.*

   a. Le SMIC est revalorisé chaque année en France.
   b. L'État cherche à maintenir le pouvoir d'achat des salariés les plus pauvres en France.
   c. Dans certaines branches, de nombreux salariés sont payés au SMIC.

3. *Nous avons déjà deux affirmations possibles (Point Méthode étape 1a et question 2). Il s'agit alors de proposer d'autres idées pour traiter l'intégralité du sujet.*
   Parmi les affirmations suivantes, choisissez les trois que vous jugez les plus pertinentes. Justifiez votre choix.

   a. L'État a mis en place une législation sur le temps de travail.
   b. L'État a mis en place des lois sur les conditions de travail.
   c. L'État a mis en place des règles pour l'embauche des salariés.
   d. L'État a mis en place une législation pour protéger les travailleurs.
   e. La Sécurité sociale en France protège les salariés contre la perte de salaire liée à la maternité ou à la maladie.
   f. La Sécurité sociale permet aux individus d'être assurés contre les accidents de la vie.
   g. Grâce au système de la Sécurité sociale, les salariés peuvent disposer de ressources lorsqu'ils ne peuvent plus travailler.
   h. La retraite n'est pas une mesure d'assistance, selon R. Castel.

4. *Quelle organisation des cinq idées pourriez-vous proposer ?*

Épreuve composée

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Comment l'État intervient-il sur le marché du travail ?

Doc 1

« Comment est-on parvenu à vaincre l'insécurité (sociale) en assurant la protection de tous ou de presque tous les membres d'une société moderne pour en faire des individus à part entière ? [...] Premièrement, [en attachant] des protections et des droits à la condition du travailleur lui-même. Le travail cesse alors d'être une relation purement marchande rétribuée dans le cadre d'un rapport pseudo contractuel entre un employeur tout-puissant et un salarié démuni. Le travail est devenu l'emploi, c'est-à-dire un état doté d'un statut qui inclut des garanties non marchandes comme le droit à un salaire minimum, les protections du droit du travail, la couverture des accidents, de la maladie, le droit à la retraite, etc. [...] Seconde manière de qualifier cette transformation décisive : les membres de la société salariale ont eu massivement accès à la propriété sociale qui représente un homologue de la propriété privée [...]. Soit l'exemple de la retraite. En termes de sécurité, le retraité pourra rivaliser avec le rentier assuré par son patrimoine. La retraite apporte ainsi une solution à l'une des manifestations les plus tragiques de l'insécurité sociale, la situation du vieux travailleur qui ne pouvait plus travailler et risquait la déchéance totale et le recours obligé à des formes infamantes d'assistance comme l'hospice. Mais la retraite n'est pas une mesure d'assistance, elle est un droit construit à partir du travail. Elle est la propriété du travailleur constituée non pas selon la logique du marché, mais à travers la socialisation du salaire. »

■ Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, coédition Seuil-La République des idées, 2003.

Doc 2 **Salariés ayant bénéficié de la revalorisation du SMIC**

en % au 1er décembre 2011

Secteurs	Ensemble des salariés	Salariés à temps partiel
Industries extractives	2,2	ns*
Industrie manufacturière	6,5	18,5
Production et distribution d'énergie	0,5	0,5
Production et distribution d'eau, assainissement	3,2	9,8
Construction	8,1	16,1
Commerce, réparation auto, moto	15,8	32,9
Transport et entreposage	2,8	7,1
Hébergement et restauration	37,3	61,0
Information et communication	2,4	7,6
Activités financières et d'assurances	2,5	6,8
Activités immobilières	12,8	23,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6,8	23,4
Activités des services administratives	13,1	14,2
Enseignement (hors public)	5,7	8,4
Santé et action sociale	20,6	29,2
Arts, spectacles et activités récréatives	13,2	17,5
Autres activités de services	22,8	32,0
Ensemble	**11,1**	**25,8**

■ Source : DARES, enquête Acemo. * ns : non significatif.

Doc 3 **Droit du travail en France : quelques dates clés**

1841 Loi interdisant le travail des enfants de moins de 8 ans et limitant la journée de travail à 8 heures pour les 8-12 ans et à 12 heures pour les 12-16 ans
1848 Loi limitant à 12 heures la durée de la journée de travail
1864 Reconnaissance du droit de grève
1884 Loi Waldeck-Rousseau instaurant la liberté syndicale
1892 Mise en place de l'Inspection du travail
1893 Loi sur la sécurité et l'hygiène au travail
1898 Loi sur les accidents du travail établissant le principe de la responsabilité patronale
1900 Loi limitant à 11 heures la durée de la journée de travail
1906 Repos hebdomadaire
1919 Journée de travail de 8 heures et durée hebdomadaire de 48 heures • Loi instaurant les conventions collectives
1936 Semaine de 40 heures et congés payés
1946 Le droit de grève et le droit syndical sont inscrits dans le préambule de la Constitution • Loi organisant la médecine du travail
1950 Création du salaire minimum
1956 3e semaine de congés payés
1968 4e semaine de congés payés • Création de sections syndicales et désignation de délégués syndicaux dans les entreprises
1973 Loi imposant le respect de procédures de licenciement et notamment la notification au salarié du motif de son licenciement
1982 Semaine de 39 heures et 5e semaine de congés payés • Lois Auroux rendant obligatoire dans les entreprises une négociation collective annuelle sur les salaires, la durée et l'organisation du travail
2000-2002 Semaine de 35 heures

■ D'après viepublique.fr

BAC blanc Dissertation

SUJET L'intervention de l'État permet-elle toujours de réduire les inégalités face à la santé ?

Doc 1 Personnes ayant renoncé à des soins dentaires pour des raisons financières au cours des douze derniers mois

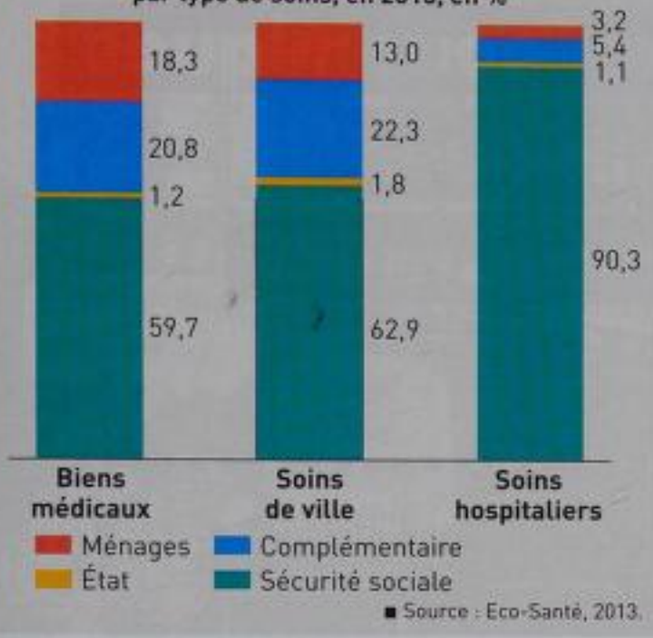
	% pondéré aux personnes interrogées
VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES	
Diplôme obtenu le plus haut	
Aucun diplôme	23,6
Certificat d'études primaires	16,7
1er cycle : brevet jusqu'à CAP/PEP	20,0
2e cycle : Baccalauréat	16,7
Supérieur	13,2
Scolarité/études en cours	12,6
Revenu mensuel par unité de consommation, répartition en quintile (Indice OCDE)	
1er quintile (0-926 €)	27,6
2e quintile (926-1 264 €)	21,4
3e quintile (1 264-1 600 €)	17,1
4e quintile (1 600-2 120 €)	14,7
5e quintile (2 120 - max)	8,6
non renseigné	17,3
Type de ménages	
Personne seule	19,7
Famille monoparentale	26,7
Couple sans enfant	14,3
Couple avec enfant(s)	17,0
Autre situation	26,2
Zones en aires urbaines	
Grands pôles	19,2
Espaces périurbains de grands pôles	16,0
Moyens/petits pôles	18,1
Espaces périurbains de moyens/petits pôles	14,4
Espace hors de l'aide de l'influence des villes	15,8
VARIABLE DE PROTECTION SOCIALE	
Bénéficie d'une complémentaire santé privée	16,2
Bénéficie de la CMU complémentaire	21,6
Ne bénéficie pas d'une complémentaire	41,4

Nombre de personnes ayant répondu : 8 413. Aucun non-répondant.

■ Enquête sur la santé et la protection sociale 2012, Rapport de l'IRDES, n° 556, juin 2014.

Doc 2

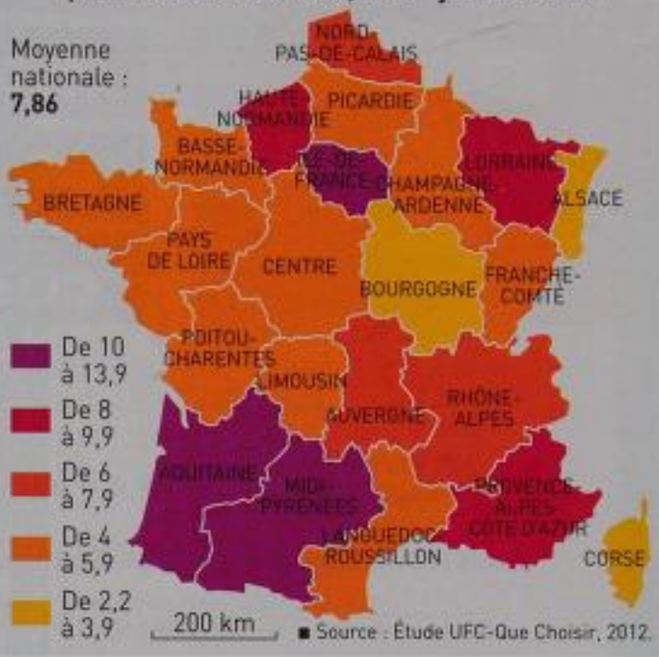
Part des soins pris en charge par les différents acteurs,
par type de soins, en 2013, en %



■ Source : Eco-Santé, 2013.

Doc 3

Densité régionale des gynécologues pour 100 000 femmes, au 1er janvier 2009



■ Source : Étude UFC-Que Choisir, 2012.

Doc 4

« La médecine aimerait bien en effet n'avoir à traiter que des symptômes ou des maladies. Or, plus le progrès des sciences médicales accroît tant les connaissances que les dépenses, plus le fossé de la perception de la médecine se creuse d'un arrière-pays social avec une séparation croissante des champs du médical et du social. [...] Beaucoup a été écrit sur les conséquences désastreuses de la tarification à l'activité (T2A) dont la finalité exclusivement comptable tend à exclure naturellement de son champ ceux qui lui semblent être à la source de dépenses irrécupérables. Peu à peu, cette orientation exclusive, créatrice de mise à l'écart des personnes, finit par oublier que la mortalité annuelle des bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU) est de 2,5 % contre 1,8 % pour la population en général prise en charge en "affections de longue durée".

Elle oublie aussi que cette exclusion est pour la société plus coûteuse que l'inclusion.

La maladie arrivée à son stade ultime, la négligence absolue de la prévention, l'absence de soins stomatologiques génératrice de dénutrition majeure, le maintien de maladies contagieuses comme la tuberculose ou la rougeole n'en finissent pas de peser en dernier ressort sur les finances publiques. Comment cette évidence de santé publique universelle n'arrive-t-elle pas à convaincre les décideurs que prendre en charge de façon intelligente les situations de précarité rend service à la société tout entière. Au lieu de cela, il ne s'écoule pas un jour sans que des esprits à la vue courte déplorent le poids social de tel ou tel soin apporté à cette catégorie de personnes. Comme si un malade tuberculeux n'avait pas des droits sur la société pour ne pas disséminer son bacille de Koch. C'est en prenant soin de la dimension sociale que l'on éradique la tuberculose, pas simplement avec un traitement antituberculeux. Comment faire une chimiothérapie à domicile sans domicile ? Une hospitalisation de jour sans nuit accueillante ? Une prise de médicaments perprandiale sans nourriture ? Une éducation au régime diabétique quand la seule perspective est celle d'un restaurant du cœur ?

■ Didier Sicard* in *Innover contre les inégalités de santé*, sous la direction de P.-H. Bréchat et J. Lebas, Presses de l'école des Hautes études en santé publique, 2012

* Didier Sicard a travaillé comme chef de service de médecine interne à l'hôpital Cochin à Paris.

Conseils

Une dissertation s'appuie sur les documents et vos connaissances (notions, mécanismes et faits appris en cours). Le travail approfondi sur les documents (recueil et traitement des informations) peut représenter jusqu'à une heure.

Chapitre 7

Déséquilibres macroéconomiques et politiques conjoncturelles

Dossiers

Dossier 1. Les principaux déséquilibres macroéconomiques

Notions Demande globale • Inflation • Chômage • Déséquilibre extérieur

A. Demande globale et situation conjoncturelle idéale ..... p. 168

B. Les déséquilibres extérieurs ..... p. 169

C. Le chômage : déséquilibre sur le marché du travail ..... p. 170

D. Inflation, désinflation, déflation ..... p. 172

Dossier 2. Quelles politiques conjoncturelles face aux grands déséquilibres ?

Notions Politique budgétaire • Politique monétaire

A. La politique budgétaire ..... p. 174

B. La politique monétaire ..... p. 176

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Classer des informations → **TD 1** ..... p. 178

★ Utiliser ses connaissances pour exploiter des documents → **TD 2** ..... p. 179

★ Organiser un raisonnement - Épreuve composée 3 → **Méthode Bac** ..... p. 184

★ Épreuve composée → **Bac Blanc** ..... p. 186

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale Déséquilibres macroéconomiques • Politiques conjoncturelles → **Synthèse** ..... p. 180

Dessin de Kroll publié en 2002 dans le quotidien belge *Le Soir*.

Pour commencer

En 2014, près de 25,7 millions de personnes sont sans emploi dans l'Union européenne (Eurostat).

- Expliquez la phrase « Oublier le passé, le présent ou l'avenir ? ».

Du côté de l'actualité

En favorisant les entreprises, le chef de l'État fait le pari de la croissance pour relancer l'emploi.

■ 19-20, édition nationale, 13 janvier 2014.

Activité vidéo

1. Quels sont les principes du Pacte de responsabilité ?
2. Pourquoi le retour à la croissance est-il incertain malgré ces mesures ?

A Demande globale et situation conjoncturelle idéale

OBJECTIF • *Comprendre comment se détermine la demande globale pour expliquer les déséquilibres*

Pour commencer

Doc 1 De quoi dépend la demande globale ?

« Dans une économie ouverte, elle [dépend] du niveau des exportations, c'est-à-dire de la demande extérieure et donc de l'évolution des revenus et de l'activité dans le reste du monde. Mais pour la plupart des pays développés, le moteur principal de l'activité est la demande intérieure des ménages pour les biens de consommation ou la construction de logements. Cette demande des ménages dépend surtout de leur revenu courant et de leurs anticipations quant à la stabilité future de leur emploi et de leurs revenus.

Vient ensuite l'investissement des entreprises [...]. Là encore la demande s'explique d'abord par les prévisions. [...] les taux d'intérêt influencent aussi l'investissement.

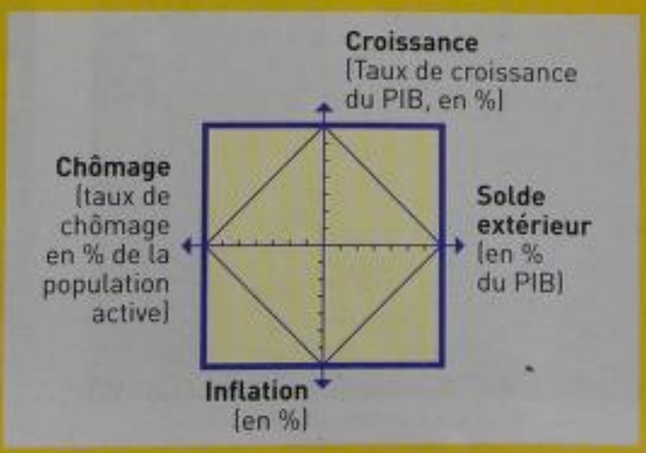
Les dépenses publiques contribuent [...] à la demande de biens privés par le biais des investissements publics. Par exemple, la construction d'un hôpital gonfle les carnets de commandes des entreprises dans le bâtiment, l'ameublement, l'équipement médical, etc. [...] La demande des ménages et des entreprises dépend toujours de leurs anticipations à propos des affaires en cours, des ventes futures, des salaires, du risque de chômage... Le niveau de la demande globale [...] est très sensible à la confiance des décideurs dans l'état actuel et futur de l'économie. [...] La psychologie des acteurs joue un rôle essentiel. [...] Les employeurs ajustent le volume de l'emploi à leur carnet de commandes. [...] Si, au contraire, la demande est trop forte [...] par rapport aux capacités de production, [elle] entraîne une hausse générale des prix, c'est la surchauffe et l'inflation. »

■ *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, © Éditions du Seuil, 2014.

1. ***Définissez demande extérieure et demande intérieure.***
2. ***Quels sont les éléments qui constituent la demande globale ? Écrivez-la sous la forme d'une équation.***
3. ***De quoi dépendent la demande des ménages et l'investissement des entreprises ?***
4. ***Montrez comment peuvent apparaître le chômage et l'inflation.***

EXERCICE Évaluer la situation conjoncturelle de pays grâce au carré magique

Nicholas Kaldor, un économiste britannique, a représenté en 1971 les objectifs de la politique économique : une croissance soutenue, un chômage faible, une inflation modérée, un équilibre ou un excédent du solde extérieur courant. C'est le carré magique. Si on reporte ces objectifs sur quatre axes, en adaptant l'échelle qui permet de les exprimer, on fait apparaître un carré qui permet d'évaluer la situation conjoncturelle des pays.



En 2013

	Taux de croissance du PIB	Taux de chômage	Taux d'inflation	Balance courante[1] en % du PIB
France	0,3	10,8	1,0	- 1,6
Allemagne	0,5	5,3	1,6	7,5
États-Unis	1,9	7,4	1,5	- 2,3
Zone euro	- 0,5	12,1	1,3	2,9

■ *Alternatives économiques*, hors-série n° 98, 2013.

1. Balance des paiements courants (ou Compte des transactions courantes) : elle enregistre l'ensemble des échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants entre un pays et l'étranger.

1. Reproduisez le carré magique en faisant attention à l'échelle et au sens des flèches.
2. Placez les indicateurs pour les trois pays et la zone euro.
3. Qu'en concluez-vous ?

B Les déséquilibres extérieurs

OBJECTIF • *Expliquer comment le niveau de la demande globale peut agir sur les déséquilibres extérieurs*

Pour commencer

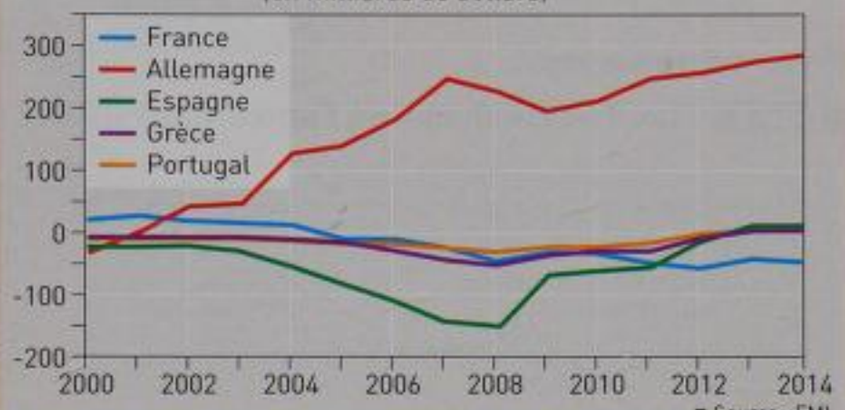
Doc 1 Déficits et excédents des échanges en Europe

« L'Espagne, la Grèce et le Portugal ont retrouvé des soldes courants excédentaires ou proches de l'équilibre en grande partie du fait de l'effondrement de la demande. [...] L'amélioration de la compétitivité observée pendant la crise – résultant également des pressions déflationnistes[1] – contribue à soutenir les exportations, comme en témoignent les gains récents de parts de marché enregistrés par l'Espagne. Par ailleurs, la crise aura probablement des effets durables sur la croissance, si bien que les importations ne retrouveront pas forcément leur niveau d'avant-crise. [...] L'excédent de l'Allemagne est revenu à son niveau historique d'avant-crise. »

■ OFCE sous la direction de Xavier Timbeau, « Banques centrales, dernier rempart contre la déflation, Perspectives 2014-2015 », *Analyses et prévisions*, n° 135, 2014. © OFCE 2014.

1. Situation économique caractérisée par la baisse des prix et de la production (voir p. 173).

Évolution du solde des transactions courantes
(en milliards de dollars)



■ Source : FMI.

1. *Quels sont les pays qui connaissent des excédents extérieurs ? des déficits extérieurs ?*
2. *Montrez que l'évolution du solde des transactions courantes de l'Espagne est liée à l'évolution de la demande globale.*
3. *Un excédent extérieur est-il toujours signe d'une situation économique favorable ?*
4. *Selon vous, quelles sont les raisons de l'excédent extérieur allemand ?*

Doc 2 Le recul du déficit extérieur

« Le gouvernement n'a pas vraiment claironné la bonne nouvelle : le déficit commercial [français] a reculé de 6 milliards d'euros en 2013, à 61,2 milliards. Et pour cause : bien que notable, cette réduction de 9 % du déficit n'est pas le fruit d'un regain de la compétitivité française, mais d'une baisse des importations (- 2,3 %) plus forte que celle des exportations (- 1,3 %). Le commerce extérieur subit les effets de la contraction de la demande intérieure en France et partout en Europe. Le repli du déficit extérieur traduit aussi la réduction de la facture énergétique [...] de 3,5 milliards d'euros. [...] Pas étonnant, dans ce contexte, que le débat sur l'euro fort resurgisse. [...] Reste que la perte de compétitivité n'est pas seulement une question de taux de change. Les exportateurs français peinent à se positionner, ne proposant ni des produits à forte valeur ajoutée, comme les Allemands, ni des produits manufacturés à bas prix. »

■ Sarah Cestau, Sandra Moatti, « Une fausse bonne nouvelle », *Alternatives économiques*, n° 333, mars 2014.

1. *Quels facteurs réduisent le déficit extérieur ?*
2. *Pourquoi les produits français manquent-ils souvent de compétitivité sur les marchés étrangers ?*

EXERCICE L'impact du taux de change sur les exportations

La France exporte un parfum qui vaut 100 euros et importe un logiciel qui vaut 50 $. Supposons que l'euro passe de 1 € = 1,20 $ à 1 € = 1,30 $.

1. Calculez le prix du parfum aux États-Unis lorsque l'euro vaut 1,20 $, puis lorsqu'il vaut 1,30 $.
2. Calculez le prix du logiciel en France lorsque l'euro vaut 1,20 $, puis lorsqu'il vaut 1,30 $.
3. Quel est l'impact d'une monnaie forte sur les exportations ? sur les importations ?
4. Pourquoi l'euro fort désavantage-t-il le commerce extérieur de la France (vous pouvez utiliser le doc. 2) ?

Prépa Bac

Rédiger une séquence argumentative.

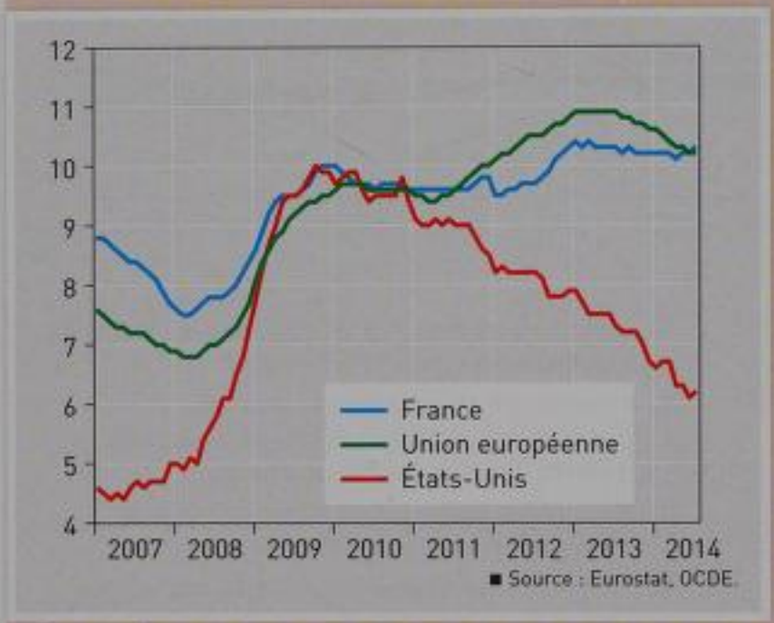
Montrez qu'un excédent extérieur peut résulter aussi bien d'un faible niveau que d'un niveau élevé de la demande globale.

C Le chômage : déséquilibre sur le marché du travail

OBJECTIF • *Mesurer le chômage et comprendre ses origines et ses conséquences*

Pour commencer

Doc 1 Taux de chômage[1] en France, dans l'UE et aux États-Unis, en % de la population active



1. Taux de chômage = $\frac{\text{nombre de chômeurs}}{\text{nombre d'actifs}} \times 100$.

Remarque : le recul du chômage aux États-Unis est dû en partie à la reprise de l'activité économique et au retrait du marché du travail des chômeurs découragés.

1. *Présentez le graphique en appliquant les conseils méthodologiques (voir Fiche outil p. 336).*
2. *Pourquoi le chômage augmente-t-il en 2008 ?*
3. *Comparez l'évolution du chômage aux États-Unis et en Europe à partir de 2011.*

CHIFFRES-CLÉ

Le nombre de chômeurs – 2,8 millions* – donné par le Bureau international du travail (voir p. 37) ne prend pas en compte le halo du chômage (chômeurs découragés, personnes non disponibles : environ **1,3 million** de personnes*) et le sous-emploi (personnes à temps partiel qui souhaitent travailler plus ; environ **1,6 million***). Pôle Emploi enregistre les demandeurs d'emploi dans différentes catégories en fonction notamment de l'exercice ou non d'une activité (**3,424 millions** pour la catégorie A*, personne sans emploi n'ayant pas exercé d'activité).

* Données chiffrées pour la France en 2014.

Doc 2 Les causes du chômage

« Une première situation résulte d'une insuffisance de demande solvable (ou, en d'autres termes, d'un niveau des prix trop élevé par rapport au revenu des ménages). Face à une demande faible, les entreprises réduisent leur emploi, et le chômage qui en résulte entretient lui-même en retour la pénurie de débouchés. C'est la situation de chômage keynésien. [...]

Une seconde situation possible est celle où les entreprises, étant donné un niveau de salaire[1] réel, fixent un niveau de production inférieur à celui que les ménages seraient prêts à consommer, et en même temps un niveau d'emploi inférieur au plein-emploi. Cette situation, résultant d'un salaire réel trop élevé, est celle du chômage classique. Dans ce second cas de figure, les ménages souffrent du chômage du fait que les entreprises buttent non pas sur une contrainte de débouchés, comme dans la situation keynésienne, mais sur une contrainte de rentabilité.

Cette typologie à l'intérêt de distinguer, au niveau macroéconomique, différentes situations de chômage appelant différentes politiques. Ainsi, en France, suite au premier choc pétrolier, c'est bien le chômage classique qui semble dominer [...]. Au milieu des années 1990, au contraire, la part de chômage keynésien semble importante. »

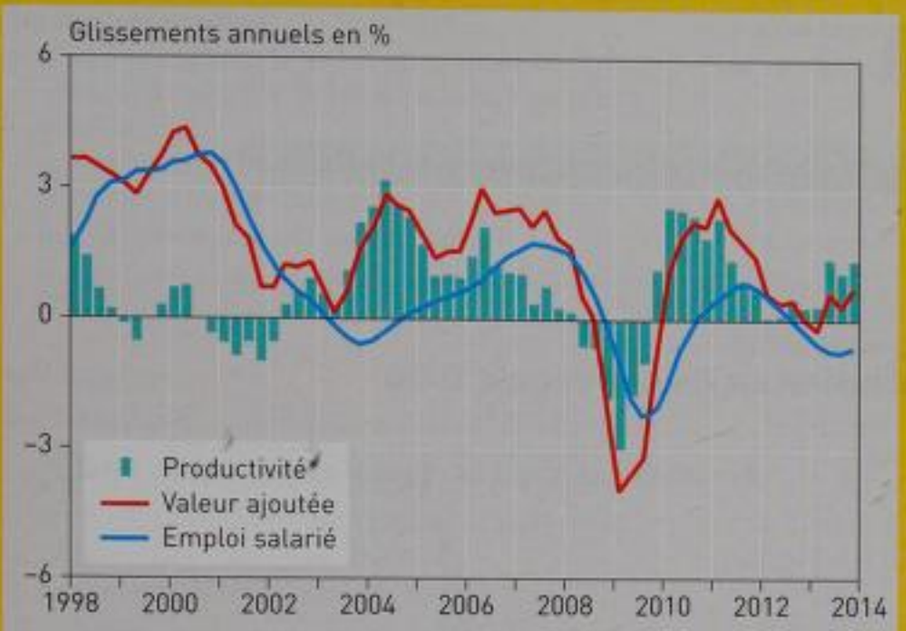
■ Jérôme Gautié, *Le Chômage*, La Découverte, 2009.

1. Les entreprises prennent en compte l'ensemble du coût salarial : salaires perçus par les salariés plus les cotisations sociales.

Note : Les causes du chômage sont nombreuses. Il peut résulter aussi de facteurs structurels comme le progrès technique, lorsque les gains de productivité permettent de produire plus avec moins de main-d'œuvre, de l'inadéquation des qualifications des chômeurs avec celles recherchées par les entreprises ou encore des modalités de formation des salaires.

1. *Faites un schéma d'implication pour expliquer les causes du chômage keynésien puis un schéma sur les causes du chômage classique.*
2. *Expliquez ce paradoxe : des salaires trop élevés peuvent expliquer le chômage mais des salaires trop faibles aussi.*

EXERCICE Mesurer le lien entre croissance, emploi et productivité



*La productivité apparente du travail est ici définie comme le rapport entre la valeur ajoutée en volume et le nombre d'emploi.

Champ : France, secteurs marchands non agricoles.

■ Source : Insee, *Comptes nationaux. Emploi et salaires*, Insee Références, édition 2014.

1. Peut-on dire que, en général, la valeur ajoutée et l'emploi varient dans le même sens ? Justifiez votre réponse par des données chiffrées.
2. Comment évoluent la valeur ajoutée et l'emploi entre 1999 et 2001 ? entre 2004 et 2006 ? en 2009 et en 2010 ? Comment pouvez-vous l'expliquer par rapport à l'évolution de la productivité ?
3. Sous une forme mathématique, montrez que la variation de l'emploi dépend de la variation de la productivité et de la variation de la croissance de la valeur ajoutée.

Doc 3 Les conséquences économiques du chômage de masse

« Le chômage de longue durée[1] augmente fortement [...] provoquant [...] une difficulté plus grande encore pour ces chômeurs à reprendre le chemin de l'emploi. [...] [car] une durée de chômage élevée donne un signal négatif à l'employeur potentiel [et] avec la durée du chômage grandit un sentiment d'échec et d'éloignement de la sphère productive. [...] Au fur et à mesure que l'épisode de chômage se prolonge, les compétences des chômeurs [...] se détériorent réduisant ainsi la probabilité de retour à l'emploi.

Ces mécanismes d'enfermement dans le chômage impactent, à terme, les revenus des chômeurs. Le chômage de longue durée est le plus souvent synonyme de fin d'indemnités pour les chômeurs. [...]. En France, [...] la part des chômeurs non indemnisés a atteint 5,6 % de la population active en 2012 contre 4,5 % en 2008. Entre 2011 et 2012, le revenu disponible des chômeurs a diminué de 1,2 % en moyenne.

De plus, une hausse massive du chômage impacte négativement, à terme, les revenus salariaux.

La spirale déflationniste[2] en marche dans bon nombre de pays européens est à même de provoquer une explosion des inégalités.

Enfin, la baisse généralisée des revenus, tant salariaux que de prestations, impacte directement la consommation des ménages, [...] pourtant moteur important de la croissance. [...] En France, elle a baissé de 0,4 % entre 2011 et 2012. »

■ Éric Heyer, Pierre Madec, « Les conséquences du chômage de masse », *Alternatives économiques*, hors-série n° 99, 2014.

1. Chômeur de longue durée : actif au chômage depuis plus d'un an.
2. *cf.* p. 173.

1. ***Pourquoi les chômeurs de longue durée ont-ils plus de difficultés à retrouver un emploi ?***
2. ***Quel est l'impact du chômage :*** **a.** ***sur les revenus des chômeurs ?*** **b.** ***sur l'évolution des salaires ? Pourquoi ?*** **c.** ***sur la consommation des ménages et sur la demande globale ?***

Prépa Bac

Rédiger une conclusion.

Pourquoi faut-il lutter contre le chômage ?

Inflation, désinflation, déflation

OBJECTIF • *Comprendre ce que sont l'inflation et les risques de la déflation*

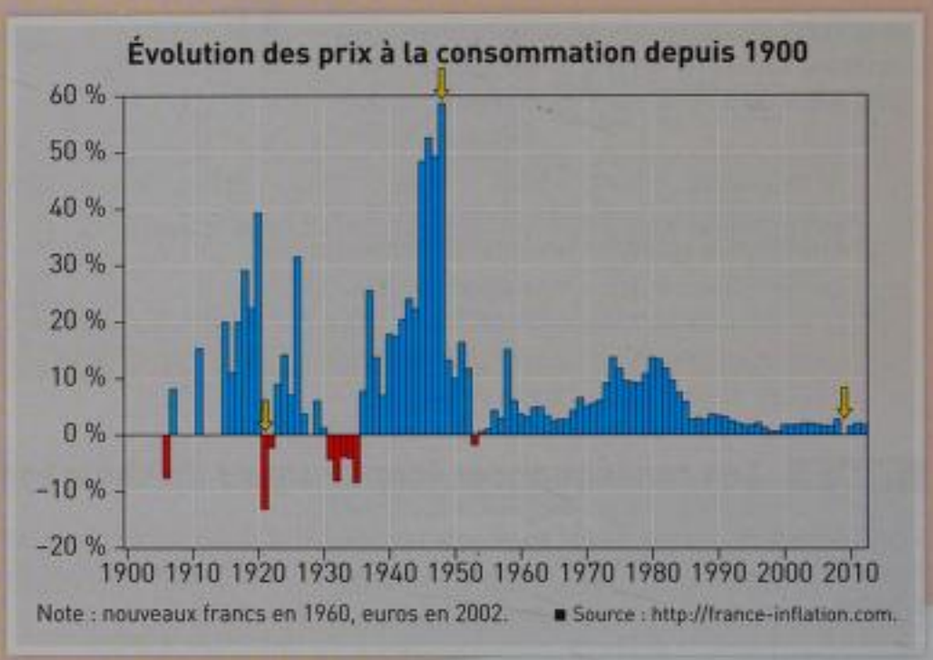
Pour commencer

Doc 1 L'évolution de l'inflation en France depuis 1900

L'Insee mesure l'inflation par l'**indice des prix à la consommation** : moyenne pondérée par les coefficients budgétaires de l'évolution des prix d'un panier de produits consommés par les ménages.

Voir méthode de calcul de l'IPC p. 334.

1. *Donnez la signification des données pour l'année 1920, 1947 et 2009.*
2. *Comment peut-on expliquer la forte inflation des années 1940 et celle des années 1970 ? Comment peut-on qualifier la période allant de 1930 à 1935 ?*
3. *En France, les années 1980 correspondent à une phase de désinflation : illustrez cela à partir de données chiffrées tirées du graphique.*



Note : nouveaux francs en 1960, euros en 2002. ■ Source : http://france-inflation.com.

Doc 2 De l'inflation à la désinflation

« Pour Friedman [...] toute augmentation de la masse monétaire au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer les transactions entraîne celle du niveau général des prix. [...] Dans les années 1970, les banques centrales étaient fréquemment sollicitées pour aider l'État à financer son déficit [...]. Mais les inconvénients croissants d'une inflation accrue ont contraint les États à interdire ou à freiner le financement du déficit public par la création monétaire [...] depuis le milieu des années 1980.

Le conflit relatif au partage des revenus est une autre raison généralement avancée pour expliquer l'inflation. Dans les années 1970, les salariés demandent des augmentations de salaires tenant compte de la hausse des prix qui s'accélère du fait des chocs pétroliers. Pour éviter des arrêts de travail alors que la demande est forte et les syndicats puissants, les employeurs accèdent à ces demandes. Et pour maintenir leurs profits, ils augmentent leurs prix de vente. [...] Confrontés à ce risque, les pays occidentaux ont mené dans les années 1980 des politiques de blocage des salaires ou d'interdiction de l'indexation des hausses de salaires sur la hausse des prix. [...]

La mondialisation accélérée des années 1990-2000 [...] entraîne une accentuation de la concurrence qui limite énormément la possibilité pour les entreprises de répercuter sur leurs prix les hausses de coûts qu'elles subissent. [...] Ainsi, quand le prix du pétrole passe de 25 dollars le baril au début des années 2000 à près de 150 dollars en 2008, cette multiplication par six, bien plus importante que le choc pétrolier de 1973 qui avait cassé la croissance mondiale, n'a provoqué aucune poussée d'inflation. »

■ Arnaud Parienty, « D'où vient l'inflation ? », *Alternatives économiques*, n° 311, mars 2012.

NOTIONS

Inflation : l'augmentation générale et durable des prix qui diminue le pouvoir d'achat de la monnaie.

Désinflation : le ralentissement de la hausse des prix.

Déflation : un processus de baisse des prix qui s'accompagne d'une réduction de l'activité et d'une augmentation du chômage.

1. *Comment peut-on expliquer la forte inflation du milieu des années 1960 au milieu des années 1980 ?*
2. *Quelles sont les causes de la désinflation à partir du milieu des années 1980 ?*

EXERCICE Étudier les conséquences de l'inflation

Sur la consommation

1. Si les prix augmentent de 3 % et les salaires de 1 %, quelle sera l'évolution du pouvoir d'achat ? (voir Fiche outil 7 p. 342)

a. À partir de cet exemple, déduisez les conséquences de l'inflation pour les salariés.

b. Comment évoluera la consommation ?

c. Que faut-il faire pour que l'inflation ne diminue pas le pouvoir d'achat du salaire ?

Sur l'épargne

2. Hortense place 1 000 € sur un compte d'épargne qui lui rapporte 2,5 % pendant 3 ans. Les prix augmentent de 2 % les deux premières années, de 5 % la troisième.

a. De quelle somme Hortense dispose-t-elle sur son compte d'épargne au bout de 3 ans ?

b. Quel est l'indice des prix de l'année 3, base 100, année 0 ?

c. Quel est le montant de l'épargne d'Hortense en euros constants ?

d. Qu'en déduisez-vous sur les conséquences de l'inflation pour les épargnants ?

Sur les emprunts

3. Luc vient d'emprunter pour acheter son logement, il remboursera 12 000 € (Vn) par an pendant 5 ans (n).

a. Si les prix augmentent régulièrement de 4 % (i) chaque année, calculez la valeur actuelle (V0) de son remboursement ($V0 = Vn / (1+i)^n$).

b. Qu'en concluez-vous sur les effets de l'inflation pour les emprunteurs ?

Sur les importations et sur les exportations

4. En 2014, l'inflation en Argentine est de 28 % et de 6 % au Brésil. On suppose que le prix des voitures et de la viande augmente dans chaque pays au même rythme que l'inflation.

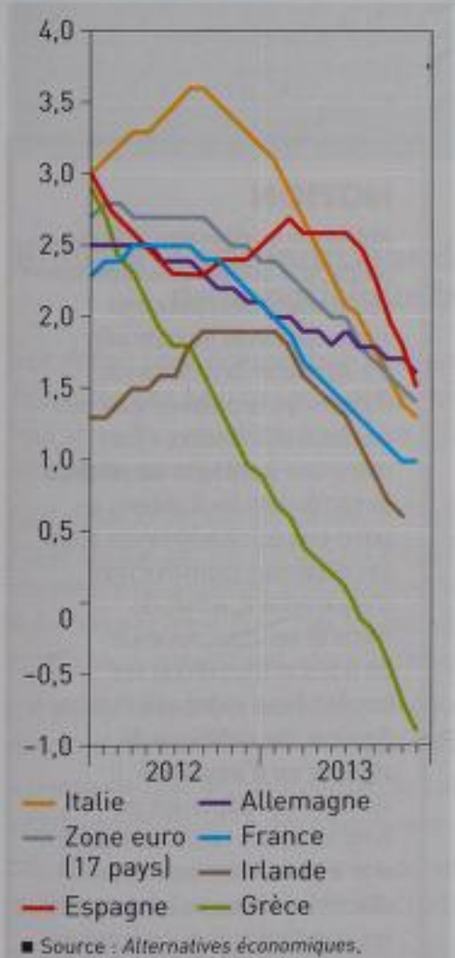
a. Quel peut être l'effet de l'inflation sur les exportations de viande d'Argentine ? Justifiez votre réponse.

b. L'Argentine produit et importe des automobiles. Les consommateurs argentins préféreront-ils acheter des voitures produites en Argentine ou produites au Brésil ? Pourquoi ?

c. Vous en déduirez les conséquences de l'inflation sur les importations et sur les exportations.

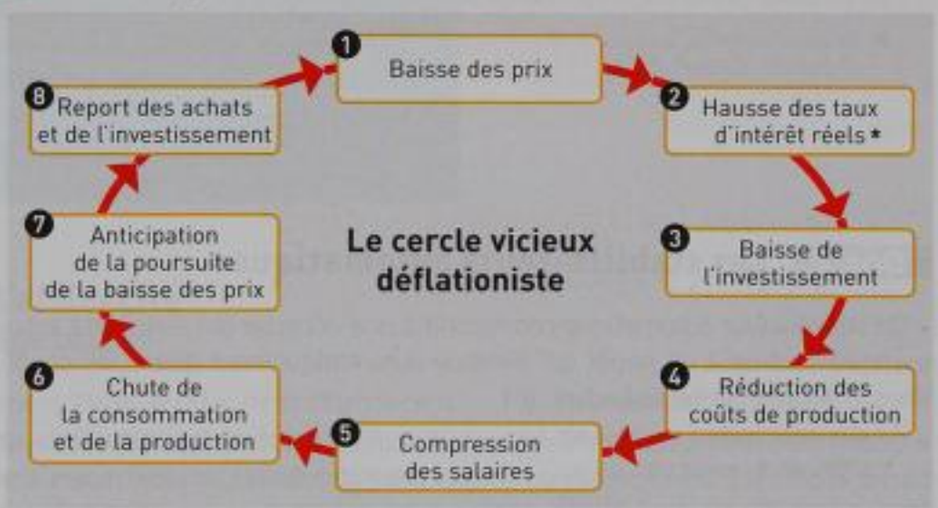
Doc 3 Les risques d'une déflation

A. L'évolution des prix dans la zone euro, en %



■ Source : *Alternatives économiques*, hors-série n°100, février 2014.

B. Les conséquences de la déflation



* Taux d'intéret nominal - Taux d'inflation.

1. *Pourquoi l'évolution des prix dans la zone euro fait-elle craindre un risque de déflation ? Illustrez vos propos à partir de données chiffrées (doc. A).*

2. *Expliquez ce paradoxe : une baisse des prix peut faire baisser la consommation (doc. B).*

3. *Montrez que la déflation peut entraîner un cercle vicieux où la production diminue ainsi que l'emploi alors que les prix baissent.*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par deux exemples actuels l'idée que l'inflation peut être préférable à la déflation.

A La politique budgétaire

OBJECTIF • *Comprendre comment la politique budgétaire agit sur l'économie et quelles sont ses limites*

Pour commencer

Doc 1 Quand l'État investit 100 milliards

« [Si un gouvernement investit] 100 milliards (Mds) dans la construction d'infrastructures (hôpitaux, crèches, routes, etc.), [ils] représentent autant de production supplémentaire réalisée par des entreprises de travaux publics et des fournisseurs de divers biens d'équipement. [...] Le PIB s'accroît donc de 100 Mds. Et ce n'est pas tout. Car les 100 Mds payés par l'État pour cette production servent à rémunérer les salariés, les entrepreneurs, artisans, actionnaires, prêteurs, loueurs, bref, toutes les parties prenantes à la construction et à l'équipement des infrastructures. [...] Autrement dit 100 Mds de production nouvelle, c'est aussi 100 Mds de revenu distribué. Or, une partie de ce revenu supplémentaire est dépensée en biens de consommation et déclenche ainsi une nouvelle vague de production. [...] [Si les ménages consacrent 80 % de leur revenu à la consommation], alors nos 100 Mds de revenus distribués engendrent une nouvelle vague de production de 80 Mds. [...]

Il existe un effet multiplicateur : la hausse finale du PIB est un multiple de la hausse initiale de la dépense publique. Mais chaque vague de dépense supplémentaire est plus faible que la précédente parce que les ménages mettent de l'argent de côté. [...]

Les fuites dans ce circuit ne se limitent pas à l'épargne. À chaque vague d'accroissement du revenu national, une part de celle-ci est consacrée à l'achat de produits importés et ne relance pas le produit intérieur. »

■ Jacques Généreux, *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, © Éditions du Seuil, 2014.

1. *Décrivez les quatre premières vagues qui découlent d'une augmentation de l'investissement public de 100 milliards d'euros (dans une économie fermée, sans échanges extérieurs).*
2. *Pourquoi une hausse des investissements publics peut-elle avoir des effets bénéfiques sur l'emploi ? Vous répondrez à cette question sous la forme d'un schéma d'implication.*
3. *Qu'appelle-t-on « effet multiplicateur » ?*
4. *D'après le texte, quelles sont les fuites dans ce circuit ?*

Doc 2 Les stabilisateurs automatiques

« Un stabilisateur automatique correspond à une dépense qui augmente automatiquement ou à un impôt qui diminue automatiquement quand les conditions économiques se dégradent. [...]

• Quand leurs revenus augmentent, les individus et les entreprises doivent payer plus d'impôts [...]. Les dépenses du secteur privé augmenteront alors moins vite [ce qui peut ralentir l'inflation] [...] Puisque les impôts augmentent et baissent en même temps que le revenu, ils contribuent à réduire les fluctuations de la dépense et donc à rendre l'économie plus stable. [...]

• Lorsque le chômage augmente, les paiements d'indemnités de chômage s'accroissent automatiquement. Cela procure un soutien financier aux personnes qui sont sans emploi. Ces dernières ne sont donc pas obligées de réduire leurs dépenses de consommation autant qu'elles auraient dû le faire si ce type d'indemnité n'existait pas. En limitant la baisse des dépenses, les stabilisateurs automatiques rendent l'économie plus stable. »

■ J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007.

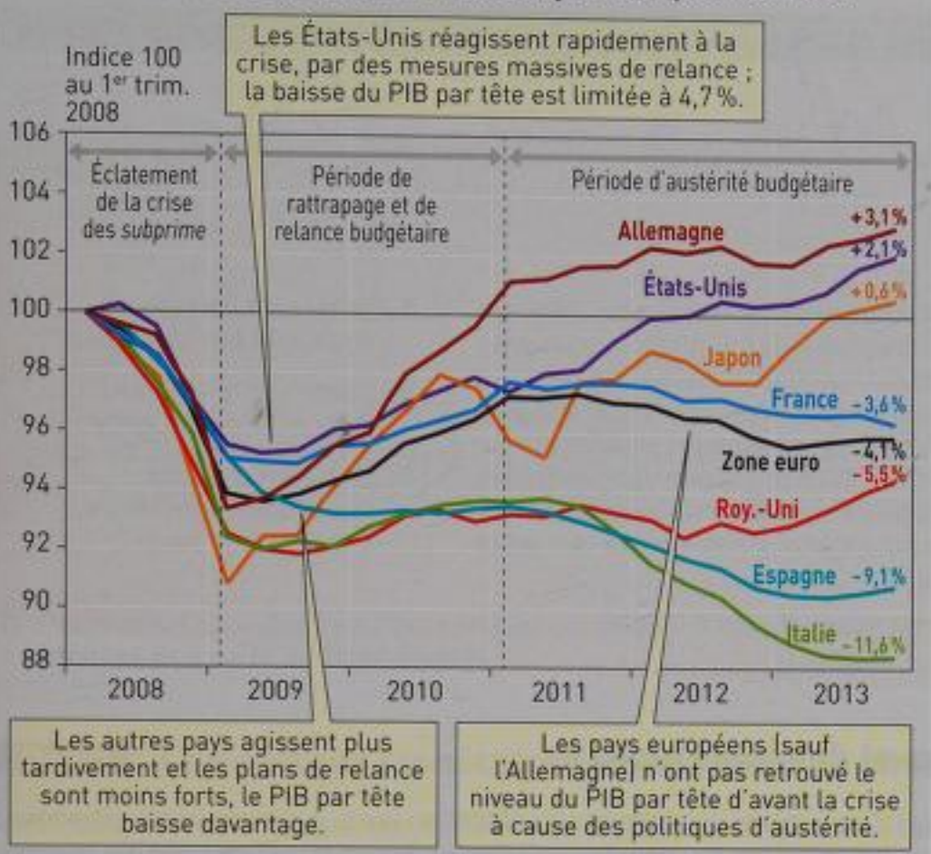
1. *Qu'est-ce qu'un stabilisateur automatique ? Illustrez par des exemples.*
2. *Construisez un schéma pour montrer comment un stabilisateur automatique peut stimuler ou freiner l'activité économique.*

NOTION

Politique budgétaire : l'État utilise son budget (ses recettes et ses dépenses) pour agir sur la demande globale afin d'augmenter la croissance, d'atteindre le plein-emploi ou de réduire l'inflation. L'État mène une **politique de relance** lorsqu'il cherche à obtenir le plein-emploi : il augmente alors ses dépenses (construction d'équipement, achat de biens et services, revenus de transfert) ou réduit les impôts. Pour réduire l'inflation, il mène une **politique de rigueur ou d'austérité** : il diminue ses dépenses ou augmente ses recettes. Il peut agir à travers des politiques discrétionnaires ou laisser jouer les stabilisateurs automatiques.

Doc 3 La crise de 2008 et les politiques budgétaires

Le PIB des pays industrialisés, par tête, en volume



■ Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

1. *Quel a été l'effet de la crise sur le PIB par tête ? Illustrez par des données chiffrées.*
2. *Quelles ont été les réactions des pays ?*
3. *Quel est l'effet en Europe des politiques d'austérité budgétaire sur le PIB par tête ?*
4. *Pourquoi les pays européens ont-ils engagé des politiques d'austérité (voir aussi le doc. 3 p. 179) ?*

CHIFFRES-CLÉ

Le traité de Maastricht a limité le déficit public à 3 % du PIB ; le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de 2012 limite le déficit structurel (déficit que l'on aurait en l'absence de fluctuations conjoncturelles) à 0,5 % du PIB, ce qui justifie les plans de rigueur adopté en Europe.

Doc 4 Les conditions de l'efficacité de la politique budgétaire

« Le déficit pose un problème de financement. Puisque l'État ne se finance plus intégralement par l'impôt, il doit emprunter de l'argent qui devra bien être remboursé un jour avec intérêts [...]. La relance d'aujourd'hui ne prépare-t-elle pas la rigueur de demain ?

Tout dépend de son efficacité. Si l'activité économique redémarre et si le chômage recule, la hausse des rentrées fiscales et la chute des dépenses sociales fourniront les excédents de recettes nécessaires pour rembourser la dette. [...] Le financement n'est donc pas un problème en soi, à condition que la relance soit employée à bon escient, c'est-à-dire que :

– il existe des capacités de production et des travailleurs largement sous-employés et rapidement employables pour répondre à toute reprise de la demande ;

– une large part de cette demande soit susceptible de s'adresser à la production intérieure plutôt qu'à des fournisseurs étrangers ;

– le gouvernement privilégie les dépenses et les allégements d'impôts qui sont le plus en mesure de stimuler l'activité. »

■ Jacques Généreux, *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, © Éditions du Seuil, 2014.

1. *Pourquoi les politiques de relance entraînent-elles un accroissement du déficit public ?*
2. *Quels problèmes pose ce déficit ?*
3. *Une politique budgétaire est-elle toujours efficace ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Quels sont les éléments qui réduisent l'efficacité de la politique budgétaire ?

B La politique monétaire

OBJECTIF • *Comprendre la politique monétaire, ses objectifs et ses moyens d'action*

Pour commencer

Doc 1 Agir sur le crédit

« [La politique monétaire] utilise les instruments monétaires pour atteindre les objectifs finals choisis dans le carré magique (emploi, inflation, croissance, échanges extérieurs). [...] les instruments de la politique monétaire agissent soit sur la quantité de crédits accordés à l'économie (encadrement du crédit, mesures sélectives), soit indirectement sur le coût du crédit (réescompte, réserves obligatoires, intervention sur le marché monétaire). Dans le contexte de libéralisation financière de la fin du XX[e] siècle, on privilégie les seconds sur les premiers, faisant ainsi appel à une régulation monétaire par les taux d'intérêt plutôt que par le montant de liquidités fournies à l'économie. »

■ *Dictionnaire de l'économie*, sous la direction de Pierre Bezbakh et S. Gherardi, © Larousse, 2000.

1. *Quels sont les objectifs de la politique monétaire ?*
2. *Quels sont les moyens de la politique monétaire ?*
3. *Comment a évolué la politique monétaire à la fin du XX[e] siècle ?*

Doc 2 Politique monétaire et demande globale

« Les autorités monétaires cherchent à contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie [...] en faisant varier le taux des opérations de refinancement auprès de la banque centrale[1] [...].

Si le taux d'intérêt réel[2] baisse, les ménages réduiront leur épargne et consommeront davantage, tandis que les entreprises investiront davantage. La hausse de la demande globale relancera alors la croissance. [...] En faisant payer aux banques leur argent plus ou moins cher, la banque centrale espère que celles-ci répercuteront cette variation de coût sur celui qu'elles facturent à leurs clients emprunteurs : si, par exemple, le coût du refinancement baisse, le coût du crédit devrait normalement baisser aussi, ce qui aboutit à plus de crédits distribués et plus de monnaie en circulation dans l'économie [...], on peut en attendre que les ménages et les entreprises [...] investissent davantage.

Une baisse du taux à court terme réduit l'attrait des placements ou dépôts en euros des investisseurs étrangers ; donc l'euro est moins demandé sur le marché des changes, donc son cours baisse, donc la compétitivité des produits nationaux s'améliore tandis que le prix des importations s'accroît et de fait, le solde extérieur s'améliore et contribue à la hausse du revenu global. »

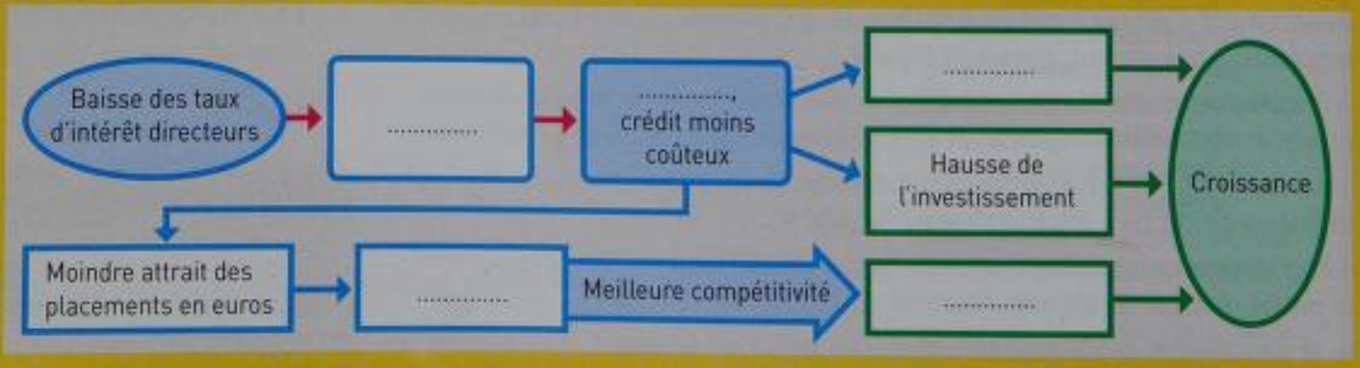
■ Jézabel Couppey-Soubeyran, *Monnaies, banques, finance*, PUF, 2012.

1. Voir p. 132-133.
2. Taux d'intérêt réel = taux d'intérêt nominal - taux d'inflation.

1. *Pourquoi la banque centrale cherche-t-elle à agir sur le comportement des banques de second rang (voir chapitre 5) ?*
2. *Pourquoi la variation des taux directeurs influence-t-elle le taux de change ? Quels sont les effets sur la demande globale ?*

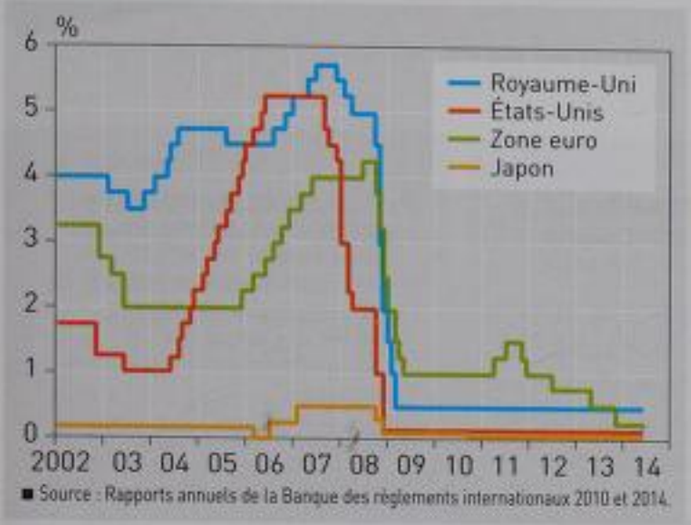
EXERCICE Les effets d'une baisse des taux directeurs (*cf.* doc. 2)

- Recopiez le schéma ci-dessous et complétez-le avec les expressions suivantes : **a.** baisse des taux d'intérêt **b.** hausse des exportations **c.** impacte le refinancement des banques **d.** hausse de la consommation **e.** baisse des taux de change.



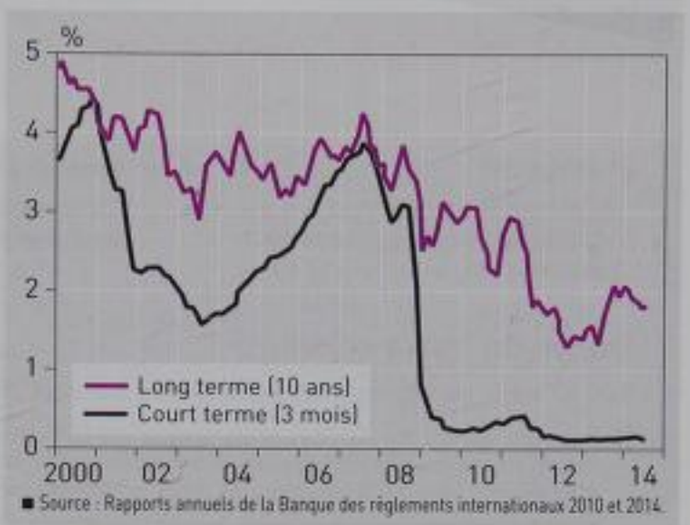
Doc 3 L'évolution des taux directeurs et des taux d'intérêt

A. Les taux directeurs des banques centrales



■ Source : Rapports annuels de la Banque des règlements internationaux 2010 et 2014.

B. Les taux d'intérêt moyens[1] des banques



■ Source : Rapports annuels de la Banque des règlements internationaux 2010 et 2014.

1. Moyenne arithmétique des États-Unis, de la zone euro, du Japon et du Royaume-Uni.

1. *Pourquoi les taux directeurs des banques centrales baissent-ils à partir de 2007-2008 ?*

2. *Quel est l'effet attendu sur les taux d'intérêt pratiqués par les banques ?*

Doc 4 La politique monétaire face à la crise de 2008

« [En 2008], La Fed doit adopter des mesures "non conventionnelles", c'est-à-dire essayer de continuer à faire de la politique monétaire active alors que les taux sont déjà à zéro. [...]

Premièrement, la banque centrale doit jouer son rôle de prêteur en dernier ressort et créer toute la monnaie banque centrale nécessaire [aux banques].

Deuxièmement, la banque centrale [...] se substitue aux marchés en se lançant dans l'achat de titres privés devenus invendables [...].

Troisièmement, pour faciliter les deux premières politiques, la banque centrale modifie ses pratiques de refinancement : allongement de sa durée, financement direct d'agents non financiers, élargissement de la liste des titres acceptés en garantie. Quatrièmement, [...] la banque centrale va essayer de faire baisser les taux d'intérêt à long terme, qui sont les taux fondamentaux pour le financement de l'activité économique et donc la relance économique. [...]

La Fed a profondément innové dans sa politique d'intervention dans le contexte de la crise. Elle joue un rôle de prêteur [...] en dernier ressort non seulement auprès des banques mais aussi de l'État et des entreprises, pour empêcher des faillites en série et redonner confiance. La politique de monétisation de la dette [...] a permis d'éviter une déflation et d'amorcer un timide retour à la croissance. [...]

[La BCE, qui avait mis en œuvre les autre mesures, s'est résolue à financer les dettes publiques en janvier 2015.] »

■ E. Jeffers, E. Le Héron, D. Plihon, « Pour une banque centrale européenne au service de l'intérêt général », *Changer l'Europe*, Les liens qui libèrent, 2013.

1. *Qu'est-ce qu'une politique monétaire « non conventionnelle » ?*
2. *Pourquoi les banques centrales doivent-elles adopter des mesures « non conventionnelles » à partir de 2008 ?*
3. *Qu'est-ce qui différencie la politique de la BCE de celle de la Fed (voir aussi le doc. 3 et À savoir) ?*
4. *Ces mesures sont-elles efficaces ?*

À SAVOIR

Les objectifs de la BCE et de la Fed

L'objectif de la BCE (Banque centrale européenne), selon le traité de Maastricht, est la stabilité des prix, avec un taux d'inflation inférieur à 2 %. Elle peut avoir un objectif de croissance, si la stabilité des prix est acquise. Cet objectif s'applique à tous les pays de la zone euro, quelle que soit leur situation économique. Dans la plupart des pays, depuis les années 1980, la stabilité des prix est devenue l'objectif primordial, cependant la Fed (Banque centrale des États-Unis) cherche à la fois le plus haut niveau d'emploi possible et la stabilité des prix.

Faire le point

La politique monétaire agit sur la demande globale par au moins trois canaux : le taux d'intérêt, le crédit, le taux de change.
Faites un schéma pour mettre en évidence l'effet de chacun d'eux sur la demande globale, d'abord dans une situation d'inflation, puis dans une situation de récession.

TD1 Les effets contrastés des politiques conjoncturelles

✔ **Objectif**
Comprendre les interactions entre politique monétaire et politique budgétaire.

✔ **Démarche**
Classer des informations pour analyser un texte long.

Traiter des informations

1. Quel est le plan du texte ? Donnez un titre à chaque partie.

2. Reproduisez et complétez le tableau pour montrer les effets des politiques monétaire et budgétaire dans le cadre d'une politique de relance, effets qui peuvent être complémentaires mais aussi opposés.

Effets sur	Les taux d'intérêt	L'investissement	Les exportations	Les importations	La demande globale
Politique budgétaire					
Politique monétaire					

3. Vous pouvez reproduire et compléter le même tableau pour étudier les effets des politiques monétaire et budgétaire de rigueur, effets qui peuvent être complémentaires mais aussi opposés.

4. À quelle vitesse agissent les politiques monétaire et budgétaire sur l'économie ?

Faire la synthèse

5. Quelles mesures doivent prendre simultanément le gouvernement et la Banque centrale pour favoriser la relance de l'activité économique ? pour freiner l'inflation ?

Doc Les interactions entre politique monétaire et politique budgétaire

« La politique budgétaire et la politique monétaire peuvent être utilisées l'une et l'autre pour accroître la demande globale et le produit à court terme [ou] ralentir la demande globale en cas de menaces inflationnistes. Toutefois l'influence de ces deux politiques ne se limite pas à la seule demande globale. Du fait qu'elles n'ont pas le même impact sur l'investissement, leurs effets sur l'économie à long terme peuvent être différents. Une politique monétaire expansionniste diminue le taux d'intérêt réel et stimule de la sorte l'investissement. Au contraire, une politique budgétaire expansionniste diminue l'épargne du pays concerné, fait monter les taux d'intérêt réel et, pour cette dernière raison, fait baisser l'investissement. Le recours à la politique budgétaire pour stimuler l'économie peut réduire l'investissement et donc avoir des effets néfastes sur le niveau du produit potentiel[1] dans le futur.

La politique monétaire et la politique budgétaire diffèrent également par leur impact sur les exportations et les importations. Une expansion monétaire, dans la mesure où elle implique une baisse des taux d'intérêt, aura aussi tendance à provoquer une dépréciation de la monnaie du pays concerné car la baisse des rendements internes incitera les investisseurs étrangers à rechercher des taux plus élevés ailleurs. Une dépréciation du change fait baisser les importations (en renchérissant les biens étrangers) et augmente les exportations. Au contraire, une expansion budgétaire, parce qu'elle fait monter les taux d'intérêt, tend à provoquer une appréciation de la monnaie du pays concerné. Les exportations baissent parce que les biens étrangers deviennent moins chers. [...]

La politique monétaire et la politique budgétaire diffèrent également par la vitesse avec laquelle les mesures agissent sur l'économie. La politique monétaire stimule l'économie en abaissant les taux d'intérêt. [...] Il peut se passer un certain temps entre le moment où les entreprises constatent une baisse du taux d'intérêt réel, celui où elles décident de faire un nouvel investissement et celui où le secteur des biens de capital finit de produire les nouveaux biens commandés. [...] De façon générale, il faut compter un minimum de six mois avant que les effets de la politique monétaire sur le produit se matérialisent. Au contraire, une augmentation des acquisitions publiques a un effet direct et immédiat sur les dépenses globales. »

■ J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007.

1. Produit potentiel : niveau du PIB atteint en utilisant de manière efficiente les facteurs de production.

DÉFINITION

Policy Mix ou politique mixte :
« La politique mixte est une politique économique qui combine les instruments de la politique monétaire et de la politique budgétaire : par exemple, une politique budgétaire expansive lutte contre l'inflation par une politique monétaire restrictive. »

■ *Dictionnaire de Science économique*, Armand Colin, 2012.

TD2 Les politiques conjoncturelles dans la zone euro

✔ **Objectif**
Comprendre les politiques conjoncturelles en Europe.

✔ **Démarche**
Utiliser ses connaissances pour exploiter des documents.

Comprendre un texte en utilisant ses connaissances

1. **Doc. 1** Quelles sont les mesures prises par la BCE en septembre 2014 ?

2. Que peut-on attendre de la baisse des taux directeurs de la BCE ? (voir Chap. 5)

Analyser et croiser des informations

3. Comment a évolué le poids de la dette publique par rapport au PIB ? Pour quelles raisons (**doc. 2**) ?

4. Que signifie « restriction budgétaire » ? (**doc. 3**)

Pourquoi cette politique a-t-elle été mise en place ? Pourquoi est-elle intervenue « trop tôt » (**doc. 2** et **3**) ?

5. Quelles sont les contraintes européennes sur le ratio dettes publiques/PIB ?

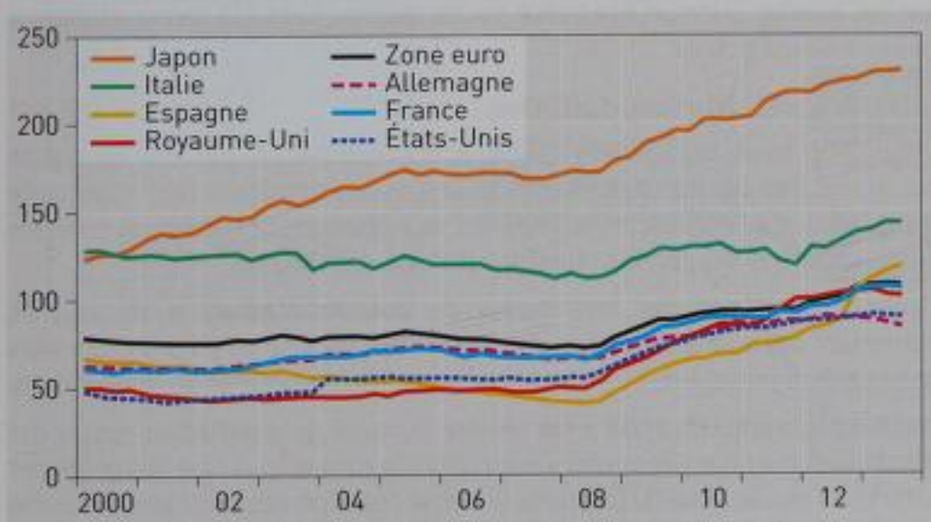
6. Quels sont les risques à long terme des politiques d'austérité ?

Doc 1 La BCE assouplit la politique monétaire

« [Le 4 septembre 2014] Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, [...] a annoncé une nouvelle salve de mesures pour soutenir la croissance vacillante de la zone euro et enrayer le risque de déflation. À commencer par une baisse du taux directeur, de 0,15 % à 0,05 % [...] ce qui devrait inciter les banques à prêter [...] à l'économie. Surtout : l'institution va lancer, en octobre, un programme [...] pour relancer le crédit aux PME. [...] L'euro est tombé sous la barre symbolique de 1,30 $, son plus bas niveau depuis juillet 2013. [...] Cette stratégie [...] devrait pousser la monnaie unique plus loin encore sous la barre de 1,30 dollar d'ici la fin de l'année ce qui soutiendrait les exportations des pays membres. En somme, la BCE a désormais déployé presque tout l'arsenal dont elle dispose pour relancer l'économie [...]. À part l'achat de dette publique, auquel les Allemands restent réticents, il ne reste aucune arme à l'institution [...]. M. Draghi a d'ailleurs rappelé que la BCE ne pourra pas à elle seule, relancer l'économie. "Il faut des politiques budgétaires" [...] a-t-il lancé. »

■ Marie Charrel, « La BCE frappe fort pour ranimer l'économie », *Le Monde*, 6 septembre 2014.

Doc 2 Les dettes des États en % du PIB



■ Source : OFCE sous la direction de Xavier Timbeau, « Banques centrales, dernier rempart contre la déflation, Perspectives 2014-2015 », *Analyses et prévisions*, n° 135, OFCE 2014.

Doc 3 Quelle *policy mix* ?

« La politique monétaire seule ne sera pas suffisante pour sortir du marasme dans lequel la zone euro est engluée. En effet, la restriction budgétaire est intervenue trop tôt dans le cycle alors que les PIB de la zone euro progressaient tout juste à nouveau [...]. Les pressions à la baisse sur les salaires et la désinflation qui en est résultée, en raison d'un taux de chômage élevé, doivent aussi être combattues par une politique de relance. Il faudrait que la Commission européenne accepte un retour des ratios dette brute/PIB plus lente pour éviter la quasi-stagnation qui nous attend [...]. En effet, l'amélioration des comptes publics a en partie reposé sur la réduction des investissements publics (notamment en Espagne, en Italie ou au Portugal). Or, un sous-investissement chronique risque de grever la croissance potentielle* des prochaines années. C'est pourquoi une relance de la croissance au niveau européen via des investissements liés à la transition énergétique serait particulièrement bienvenue. »

■ OFCE, *op. cit.*

* Croissance potentielle : croissance qui résulterait d'une utilisation efficiente (qui permet d'atteindre l'objectif au moindre coût) des facteurs de production.

Synthèse

Déséquilibres macroéconomiques et politiques conjoncturelles

1. Les principaux déséquilibres macroéconomiques

A. Demande globale et situation conjoncturelle idéale

p. 168

- La demande globale est composée de la consommation des ménages (C), de l'investissement des entreprises et des ménages (I), des dépenses de l'État (G) et des exportations (X). On distingue la **demande intérieure** (C + I + G) et la **demande extérieure** (X). Dans les pays développés, la consommation des ménages en est l'élément le plus important. Le niveau de la demande dépend des anticipations des agents économiques et de leur degré de confiance.

- Si la demande est insuffisante le **chômage** augmente, mais si elle est trop élevée, c'est l'**inflation** qui guette. Le déséquilibre extérieur peut aussi bien être dû à une insuffisance qu'à un excès de la demande globale.

- La situation idéale est une croissance forte, une inflation et un chômage faibles et un équilibre ou un faible excédent extérieur, comme le montre le carré magique de Kaldor.

B. Les déséquilibres extérieurs

p. 169

- Des **pays sont structurellement excédentaires**, exportant plus qu'ils n'importent (Allemagne), alors que d'autres (France) sont **structurellement déficitaires**. L'Allemagne bénéficie d'une spécialisation dans des produits à haute valeur ajoutée, alors que la France est pénalisée par l'euro fort et les coûts de production élevés, car elle n'est pas spécialisée dans des produits haut de gamme.

- La Grèce, le Portugal, l'Espagne ont eu un équilibre extérieur (voire un excédent) en 2013-2014 à cause de la diminution de la demande intérieure.

C. Le chômage : déséquilibre sur le marché du travail

pp. 170-171

- Le chômage, élevé dans de nombreux pays depuis les années 1970, a augmenté avec la crise de 2008. Ses causes sont multiples : **insuffisance de la demande globale, coût du travail trop élevé**. À cela s'ajoutent des causes structurelles : gains de productivité, mode de formation des salaires, parfois qualifications des travailleurs inadaptées aux besoins des entreprises...

- Le chômage a des **conséquences délétères** : pertes de compétences des chômeurs, baisse des revenus, pression à la baisse sur les salaires, frein à la consommation. Il freine la demande globale.

D. Inflation, désinflation, déflation

pp. 172-173

- L'inflation forte des années 1970 a été combattue par les politiques économiques. **Ses causes sont multiples** : une masse monétaire trop importante pour les besoins des transactions selon les monétaristes, la hausse du coût des matières premières, les conflits relatifs au partage des revenus.

- L'inflation peut entraîner une **baisse du pouvoir d'achat**, si les revenus n'augmentent pas au même rythme que les prix. Elle favorise les emprunteurs mais pénalise les épargnants. Elle freine les exportations mais augmente les importations.

- Cependant, la **crise de 2008** a fait resurgir le risque de la **déflation** (baisse des prix et de la production). Elle menace aujourd'hui la zone euro, du fait des politiques d'austérité. Le niveau élevé du chômage, la baisse des dépenses publiques, la hausse des impôts réduisent la demande globale, et les prix sont entraînés à la baisse. La baisse des prix entraîne la baisse de la production et renchérit le poids des dettes.

NOTIONS

Chômage : situation des individus sans emploi, à la recherche d'un emploi.

Demande globale : ensemble des achats de biens et services effectués dans une économie dans une année donnée. Elle est composée de la consommation, de l'investissement, des dépenses publiques et des exportations.

Déséquilibre extérieur : déficit ou excédent du compte des transactions courantes (échanges de biens, de services et de revenus entre un pays et l'extérieur), du compte financier ou de la position monétaire d'un pays.

Inflation : l'augmentation générale et durable des prix qui diminue le pouvoir d'achat de la monnaie.

Politique budgétaire : utilisation du budget de l'État (dépenses publiques et impôts) pour relancer ou freiner l'activité économique. Elle est mise en œuvre par le gouvernement.

Politique conjoncturelle : action de l'État visant à agir, à court terme, sur des déséquilibres économiques. L'État utilise principalement deux instruments : la politique budgétaire et la politique monétaire.

Politique monétaire : utilisation de la masse monétaire et/ou des taux d'intérêt pour freiner ou relancer l'activité économique. Elle est mise en œuvre par la banque centrale.

2. Quelles politiques conjoncturelles face aux grands déséquilibres ?

A. La politique budgétaire

▶ pp. 174-175

- Face à un déséquilibre économique, l'État peut augmenter les investissements publics : les entreprises doivent alors augmenter leur production pour répondre à la **demande publique** ; l'emploi et les revenus distribués augmentent.
- L'État peut aussi, à minima, laisser jouer les **stabilisateurs automatiques**. En cas de crise, mécaniquement, le déficit du budget de l'État se creuse créant un effet multiplicateur. En cas de surchauffe et d'inflation, les recettes augmentent, les dépenses diminuent, l'activité est freinée.
- Après **la crise de 2008**, les États ont utilisé des mesures de relance budgétaire d'autant plus efficace qu'ils ont été prompts à réagir. Mais les pays européens, dans le cadre de leurs traités, ont rapidement enclenché des politiques d'austérité et n'ont pas retrouvé le niveau de PIB par habitant d'avant la crise (sauf l'Allemagne).
- La politique budgétaire expansive augmente la dette publique. Mais si la production intérieure peut répondre à l'augmentation de la demande et si le gouvernement privilégie les dépenses publiques sur les réductions d'impôt, la production nationale peut augmenter et, avec elle, les recettes fiscales.

B. la politique monétaire

▶ pp. 176-177

- Face aux difficultés économiques, la Banque centrale peut mettre en œuvre la politique monétaire en augmentant ses taux directeurs pour freiner l'activité en cas d'inflation, en les baissant pour relancer l'activité ou en agissant sur les taux de change pour lutter contre un déficit extérieur.
- Si les banques répercutent la **baisse des taux directeurs** sur les crédits qu'elles accordent, les **ménages** réduisent leur épargne et **consomment davantage**, les **entreprises investissent**. Parallèlement, les placements étant moins attractifs, les capitaux quittent le pays, la monnaie se déprécie, ce qui doit réduire les importations et favoriser les exportations.
- En 2008, les banques centrales ont baissé leurs taux directeurs, mais cela a été insuffisant ; elles ont alors adopté des mesures non conventionnelles (assouplissement quantitatif ; rachat de titres toxiques, monétisation de la dette...).
- Les politiques monétaires et budgétaires peuvent avoir des effets contradictoires : il faut un savant dosage de chacune pour en corriger les déséquilibres.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les **déséquilibres macroéconomiques** et les notions liées (inflation, chômage et déséquilibre extérieur) sont utiles en Terminale pour expliquer l'**instabilité de la croissance**.

Les **politiques conjoncturelles** (monétaire et budgétaire) doivent être comprises pour étudier les **politiques pour l'emploi**, ainsi que la **place de l'UE dans l'économie globale**.

Schéma de synthèse

- Pourquoi le niveau de la demande globale peut-il engendrer :
a. le chômage ? **b.** l'inflation ? **c.** la déflation ? **d.** des déséquilibres extérieurs ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

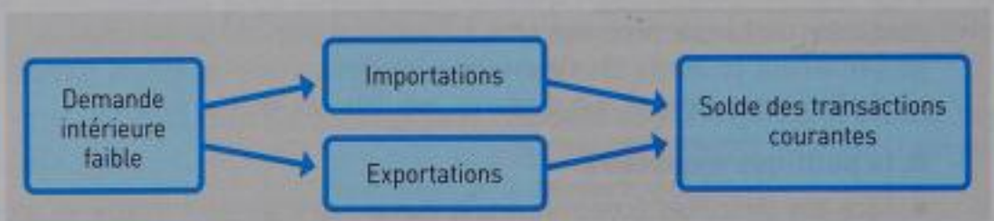
Exercice 1 La demande globale

● Qu'est-ce que la demande globale ? Choisissez la ou les bonnes réponses :

a. La demande adressée à toute l'économie ❑
b. La demande des ménages ❑
c. La demande des entreprises ❑
d. La consommation + l'investissement + les dépenses publiques + les exportations ❑

Exercice 2 Demande intérieure et échanges extérieurs

● Par les signes ↑ et ↓ ou = (s'il n'y a pas d'effet) mettez en évidence les effets d'une faible demande intérieure sur les échanges extérieurs :



Exercice 3 Les causes possibles de l'inflation

● L'inflation a pour cause...

	Vrai	Faux
1. une insuffisance des débouchés	❑	❑
2. une demande trop importante par rapport aux capacités de production	❑	❑
3. une augmentation des coûts de production (matières premières, coût du travail)	❑	❑
4. une augmentation des exportations	❑	❑
5. une augmentation de la quantité de monnaie en circulation	❑	❑
6. le conflit pour le partage de la valeur ajoutée	❑	❑

Exercice 4 Quelle notion pour quel déséquilibre ?

● Retrouvez dans la liste des termes suivants la réponse aux questions :
1. Inflation ● ***2. désinflation*** ● ***3. déflation*** ● ***4. chômage classique*** ● ***5. chômage keynésien***

a. Quel terme désigne une situation où le niveau général des prix augmente ?
b. Quel terme désigne une baisse des prix et de la production ?
c. Caractérisez une situation où l'inflation passe de 8 % à 2 % par an.
d. En 2009, aux États-Unis, le PIB a baissé de 2,4 % et les prix ont baissé de 0,3 %. Quel terme permet de caractériser cette situation ?
e. Si le chômage est dû à une insuffisance de la demande, de quel type de chômage s'agit-il ?
f. Si le chômage est dû à des coûts de production trop élevés, de quel type de chômage s'agit-il ?

Exercice 5 Politiques conjoncturelles

● Complétez le texte avec les termes suivants : ***1. monétaire*** ● ***2. dépenses publiques (2 fois)*** ● ***3. déséquilibres économiques*** ● ***4. taux d'intérêt (2 fois)*** ● ***5. budgétaire*** ● ***6. impôts (2 fois)*** ● ***7. politique mixte***

La politique ..... [a] ..... et la politique ..... [b] ..... peuvent être utilisées conjointement pour corriger les ..... [c] ..... On parlera alors de ..... [d] .....

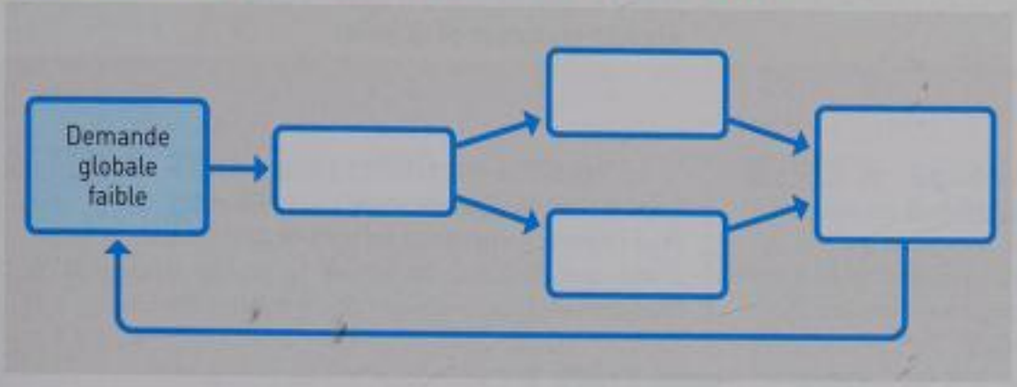
Pour diminuer l'inflation, la banque centrale augmentera les ..... [e] ..... et l'État augmentera les ..... [f] ..... ou réduira les ..... [g] ..... afin de freiner l'activé économique.

En cas de chômage, la banque centrale diminuera les ..... [h] ..... et l'État augmentera les ..... [i] ..... ou réduira les ..... [j] ..... afin de relancer l'activité économique.

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 6 Demande faible et chômage



1. Complétez le schéma avec les expressions suivantes :

Baisse de la consommation ● ***Pression à la baisse sur les salaires*** ● ***Chômage élevé*** ● ***Baisse des revenus distribués***

2. Montrez en quoi ce mécanisme illustre un cercle vicieux.

Exercice 7 Les principes des politiques conjoncturelles

1. À quelles conditions la politique monétaire et la politique budgétaire de relance sont-elles efficaces ?

	EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE
a. Il existe des capacités de production et des travailleurs sous employés		
b. Les ménages et les entreprises augmentent leurs investissements et leur consommation		
c. Les banques répercutent la baisse des taux directeurs sur leur taux d'intérêt		
d. Le gouvernement privilégie les dépenses et les réductions d'impôts qui stimulent le plus l'activité économique		
e. Les entreprises domestiques doivent pouvoir répondre à l'augmentation de la demande intérieure		

2. Justifiez vos réponses.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Frédéric Lordon, *D'un retournement l'autre,* Le Seuil, 2011.

Frédéric Lordon, économiste, a écrit cette pièce en alexandrins, pour expliquer sur le ton de la comédie, comment les risques pris par les banques sont à l'origine de la crise de 2008. Et quand la crise est là, l'État vient secourir les banques par la politique conjoncturelle.

Voir ★ *Deux jours, une nuit,* film de Jean-Pierre et Luc Dardenne, 2014.

Un chef d'entreprise demande à ses employés de choisir entre leur prime annuelle de mille euros ou le maintien de l'emploi d'une de leurs collègues, Sandra, qui revient dans l'entreprise après un congé maladie. Elle a le week-end pour tenter de convaincre ses collègues de renoncer à leur prime pour qu'elle puisse rester dans l'entreprise.

Surfer ★ Vidéo

« Les chiffres du chômage en questions » et le quiz « Prix-Pouvoir d'achat » sur : ***insee.fr***

★ Jeu

« Inflation Island » sur le site de la BCE.

Méthode BAC

Organiser un raisonnement

Épreuve composée partie 3

Point Méthode 7

- Dans la partie 3 de l'épreuve composée, il est demandé de traiter le sujet en développant un raisonnement, en exploitant les documents du dossier, en faisant appel à ses connaissances personnelles et en composant une introduction, un développement, une conclusion.
- Pour le **développement**, il faut que les paragraphes et les idées se suivent de façon logique pour former une réponse cohérente.

NB : le sujet porte sur les chapitres 5 et 7.

- Avant d'ordonner son raisonnement, deux activités sont à réaliser.

ÉTAPE 1 Comprendre le sujet

Définir les notions

Ici, celles que l'on doit pouvoir définir sont : taux d'intérêt, taux d'intérêt directeurs, banque centrale et demande globale.

Expliquer un mécanisme

Ce sont les effets attendus d'une baisse des taux directeurs sur la demande qu'il faut être capable de présenter (*cf.* politique monétaire).

Repérer les faits utiles pour le sujet

Pour cela, il faut savoir ce qui s'est passé pour que les banques centrales cherchent à relancer la demande et comment elles ont agi.

Repérer la consigne du sujet

Pour ce faire, on peut soit reformuler le sujet sous la forme d'une question, soit introduire la problématique de la manière suivante : « il s'agit de démontrer que... »

ÉTAPE 2 Exploiter les documents

Pour chacun des documents, il s'agit de relever :
– l'idée principale, l'information que fournit le document ;
– le lien que l'on peut établir avec le sujet ;
– le(s) élément(s) du document que l'on pourra utiliser pour la réponse (données chiffrées, exemples, idées...).

ÉTAPE 3 Ordonner les éléments de réponse

- Les deux étapes précédentes fournissent des éléments qu'il faut ordonner pour produire une réponse.

Il est alors nécessaire d'établir une liste des idées utiles, qu'il s'agit d'ordonner de façon logique pour produire une réponse cohérente : expliquer et faire comprendre pourquoi l'on passe de l'une à l'autre de ces idées. Pour cela, on peut se servir de connecteurs logiques, par exemple :
Pour illustrer ou compléter une première idée, utilisez « En effet... », « De surcroît »...
Pour limiter ou apporter une restriction à une idée, commencez par « Mais... », « Cependant... »

Application

Partie 3 de l'épreuve composée ► p. 185

1. *Après avoir réalisé les étapes 1 et 2, classez les éléments ci-dessous dans un ordre logique pour obtenir un raisonnement organisé :*

a. Malgré la baisse des taux d'intérêt directeur, les crédits accordés aux ménages et aux entreprises diminuent en 2014.
b. Une baisse des taux directeurs de la banque centrale doit favoriser une augmentation du crédit du fait de la baisse des taux d'intérêt pratiqués par les banques et ainsi favoriser la hausse de la demande.
c. Les taux directeurs sont venus buter contre le plancher de 0 %, obligeant les banques centrales à utiliser des mesures non conventionnelles.
d. Une baisse des taux d'intérêt entraîne une baisse du taux de change et favorise la demande (hausse des exportations et baisse des importations).
e. Les banques centrales mènent la politique monétaire dont le but d'atteindre les objectifs de la politique économique.
f. La politique monétaire peut promouvoir des conditions favorisant la croissance mais elle n'en est pas le moteur.
g. Si l'économie d'un pays n'est pas compétitive, la baisse des taux de change ne suffira pas à améliorer le solde extérieur.
h. Les entreprises n'empruntent pas pour investir si leur carnet de commandes est vide.
i. Avec la crise les banques centrales ont baissé leur taux d'intérêt pour relancer l'activité économique.

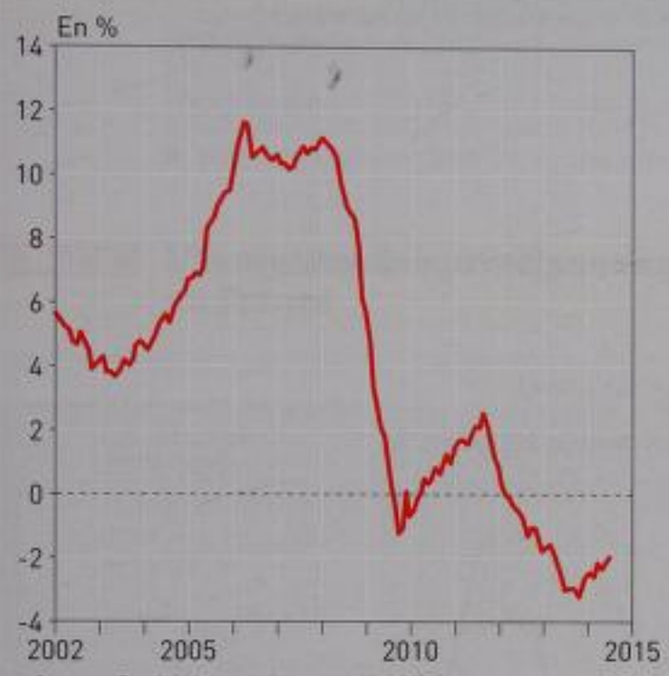
2. *Une fois ces affirmations ordonnées logiquement, il ne reste plus qu'à rédiger des paragraphes (présenter l'idée, l'expliquer et l'illustrer) pour répondre au sujet dans un développement mettant en évidence un raisonnement organisé.*

Épreuve composée

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Vous montrerez que la baisse des taux directeurs de la banque centrale ne suffit pas à relancer la demande globale.

Doc 1 Zone euro : crédit au secteur privé*, taux de variation en %



■ Source : Patrick Artus, « Les taux d'intérêt de la zone euro sont encore trop élevés », *Flash économie*, n°687, septembre 2014.

* Ménages et entreprises.

Doc 2 Le cours de l'euro par rapport au dollar américain en 2014

Lecture : 1€ = 1,36 $ à mi-janvier 2014.

Note : Nous relevons sept annonces et décisions de politique monétaire du côté de la Fed et de la BCE, qui ont conduit à des évolutions de change significatives cette année. Elles ont toutes joué dans le sens d'une dépréciation de l'euro. Parmi elles, les baisses de taux de la BCE ont eu à chaque fois une importance particulière.

■ Source : S. Broyer, K. El Ali, N. Naam, M.-P. Ripert, « Qu'est ce qui a fait bouger l'euro depuis le début de l'année ? », *Recherche économique*, n°122, 11 septembre 2014.

Doc 3

« Avec la crise, l'objectif de la politique monétaire des banques centrales des principales économies avancées – assurer la stabilité des prix à moyen/long terme tout en stabilisant l'activité économique – n'a pas varié. Mais l'ampleur du choc financier a été telle que, pour l'assurer, elles ont dû avoir recours à des mesures totalement inédites, soit parce que les taux directeurs sont venus buter contre le plancher de 0 % [...], soit parce que le mécanisme de transmission habituel est devenu inopérant. [...] C'est ainsi que dans le G4*, une politique de taux ultra accommodante a été associée à des mesures non conventionnelles radicalement nouvelles. [...] Les signes d'une reprise solide de l'activité et d'une amélioration de la situation de l'emploi se font toujours attendre, surtout en Europe et au Japon. [...] Du côté des banquiers centraux, [...] on indique clairement qu'il ne faut pas s'attendre à ce que leur action règle tous les problèmes auxquels sont confrontées aujourd'hui les économies. [...] si la politique monétaire peut promouvoir des conditions favorisant la croissance, elle ne crée pas de richesse pour et par elle-même ; ce sont les forces innovatrices et entrepreneuriales du secteur privé qui sont les moteurs d'une croissance durable. »

■ Christian Bordes, « Les politiques monétaires, quel renouvellement avec la crise ? », *Problèmes économiques*, hors-série n° 4, septembre 2013.

* États-Unis, zone euro, Royaume-Uni, Japon.

Conseil **Pour la partie 3 de l'épreuve composée, vous n'êtes pas contraint comme pour la dissertation de faire un plan en deux ou trois parties, mais si on a plus de points de réponse que cela (une liste de causes par exemple), il faut quand même que la réponse soit construite de façon logique.**

BAC blanc

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Un déséquilibre extérieur est-il toujours un signe de difficultés économiques ?
2. Comment la politique budgétaire corrige-t-elle les déséquilibres économiques ?

Partie 2 Étude d'un document

Après avoir présenté le document, vous caractériserez l'évolution de l'inflation qu'il met en évidence.

Taux d'inflation depuis 2000 (en %)

■ Source : *Problèmes économiques*, hors-série, n°4, septembre 2013.

Conseil Dans la partie 2 de l'épreuve composée, il s'agit de montrer sa capacité à lire correctement les données et à dégager les informations fournies par le document en leur donnant du sens pour répondre à la question posée. Il ne s'agit pas d'expliquer ces informations, de chercher des causes ou des conséquences.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

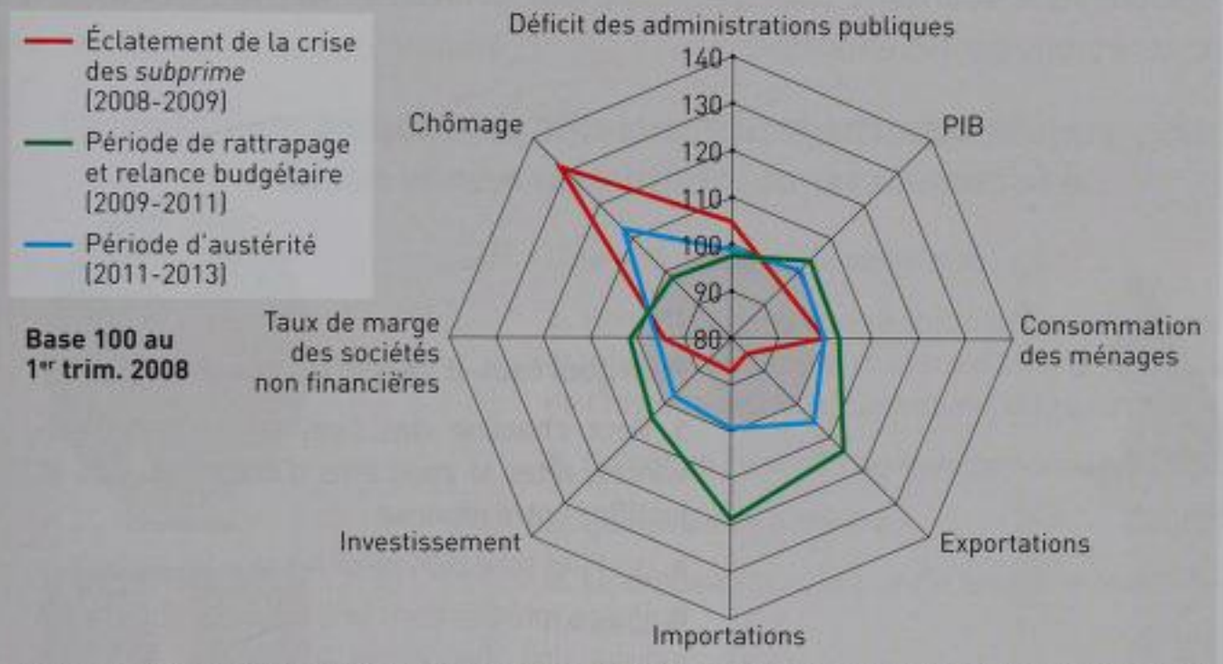
SUJET Vous montrerez les risques des politiques d'austérité mises en œuvre en France à partir de 2011.

Doc 1 Dette et déficit publics en France, en % du PIB

	2010	2011	2012	2013
Déficit public	-7,0	-5,2	-4,9	-4,3
Dette publique	82,7	86,2	90,6	93,5

■ Insee, *Informations rapides*, n° 72, 31 mars 2014.

Doc 2 L'évolution des principaux agrégats macro-économiques en France



■ Sources : Insee, calculs OFCE, OFCE sous la direction de Xavier Timbeau, « Banques centrales, dernier rempart contre la déflation, Perspectives 2014-2015 », *Analyses et prévisions*, n°135, 2014.

Doc 3

« En matière de comportement d'achat, la France a basculé dans une "culture déflationniste", selon une étude de Publicis. Acheter toujours moins cher est devenu un acte quotidien décomplexé. Alors que les principales enseignes de la grande distribution se livrent à une guerre des prix acharnée qui pèse sur ses marges, les dépenses des foyers français en produits de grande consommation flanchent [...]. Depuis le début de l'année, la hausse n'atteint plus que 0,8 % alors qu'avant la crise financière de 2008 elle s'élevait couramment de 2 % à 4 % par an.

Facilitée par Internet et ses possibilités de comparaison des prix, cette tendance brouille aussi les repères du consommateur, qui ne parvient plus à déterminer le "juste prix" des produits [...]. Conséquence : il n'hésite plus à reporter ses achats. De quoi fragiliser un peu plus le secteur de la grande distribution : certaines enseignes ont déjà gelé leurs investissements. »

■ Juliette Garnier, Audrey Tonnelier, « Le consommateur joue la déflation », *Le Monde*, 5 septembre 2014.

Partie II. Sociologie générale

La sociologie se définit par l'objet qu'elle étudie, le social (ou les faits sociaux), mais ses champs de recherche sont très variés.

La sociologie est « la science des relations sociales telles qu'elles sont imposées et transmises par le milieu – les cadres de socialisation – et telles qu'elles sont également vécues et entretenues par les individus. »

■ Serge Paugam

Les faits sociaux « consistent en des manières d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu, et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui »

■ Émile Durkheim

L'analyse sociologique confronte les représentations véhiculées par le sens commun et les résultats établis par les enquêtes.

Les apports de la sociologie par rapport à la connaissance intuitive du monde social

Regard de sociologue

Pourquoi faut-il se méfier des préjugés ?

1. Pour chacune des cinq affirmations suivantes, dites si vous êtes d'accord ou pas et justifiez votre réponse :

a. Les filles sont plus sensibles que les garçons.

b. Pour s'intégrer dans une nouvelle société, un individu doit abandonner au plus vite sa culture d'origine pour adopter celle du pays d'accueil.

c. La société doit sanctionner toutes infractions aux règles qu'elle édicte.

d. Pour rechercher un emploi, on ne peut compter que sur ses proches.

e. Si les enfants des milieux populaires font moins d'études supérieures que ceux des milieux aisés, c'est parce que c'est leur choix.

2. Recherchez dans le programme le(s) chapitre(s) dans le(s)quel(s) ces questions peuvent être abordées. ► pp. 8-11

Boxeuse, un sport de fille ?

et sociologie politique

Des champs d'étude divers :
- Sociologie de la famille
- Sociologie des organisations
- Sociologie du travail
- Sociologie industrielle
- Sociologie de l'art
- Sociologie des réseaux sociaux...

La **sociologie politique** étudie les objets traditionnellement perçus comme politiques :
- l'État
- le droit
- les élections
- les partis politiques...

L'analyse politique s'intéresse particulièrement aux spécificités du pouvoir politique (formes, organisations, légitimité...).

La sociologie politique éclaire un ordre particulier, l'ordre politique

Louis XVI

Charles de Gaulle

Napoléon 1er

Une approche du « politique »...

1. Remettez dans l'ordre chronologique les trois photographies et dites pour chacune d'elles à quelles périodes de l'histoire de notre pays elles correspondent.

2. Qu'ont en commun les trois personnages des photos ?

3. Qu'ont-ils de différent ?

4. Le drapeau tricolore a-t'il toujours était l'emblème national ?

5. Recherchez dans le programme le chapitre dans lequel la question de l'évolution de l'État dans le monde occidental est abordée. pp. 8-11

Chapitre 8

Les processus de socialisation et la construction des identités sociales

Dossiers

Dossier 1 Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?

Notions Socialisation • Normes • Valeurs • Rôles • Socialisation différentielle

A. Devenir un être social ..... p. 192
B. Les acteurs de la socialisation, entre concurrence et coopération ..... p. 194
C. La socialisation différentielle ..... p. 196

Dossier 2 De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou ruptures ?

Notions Socialisation primaire • Socialisation secondaire • Socialisation anticipatrice

A. Des socialisations après l'enfance ..... p. 198
B. Étapes et recomposition des identités sociales ..... p. 200

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Croiser les approches quantitatives et qualitatives → TD 1 ..... p. 202
★ Rédiger en groupe un article de web-presse → TD 2 ..... p. 203
★ Analyser un sujet - Dissertation → Méthode Bac ..... p. 208
★ Épreuve composée → Bac blanc ..... p. 210

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale Socialisation • Normes • Valeurs • Rôles • Socialisation différentielle, primaire, secondaire, anticipatrice → Synthèse ..... p. 204

Pour commencer

Le fils de son père... Publicité Renault.

- « Tel père tel fils » : dans quelle mesure cette affirmation peut-elle se vérifier ?

Du côté de l'actualité

Ouvrir l'esprit sur le fait que tout est possible pour les enfants, pour les adultes, qu'on soit un homme ou une femme.

■ Édition Nationale, France 3.

Activité vidéo

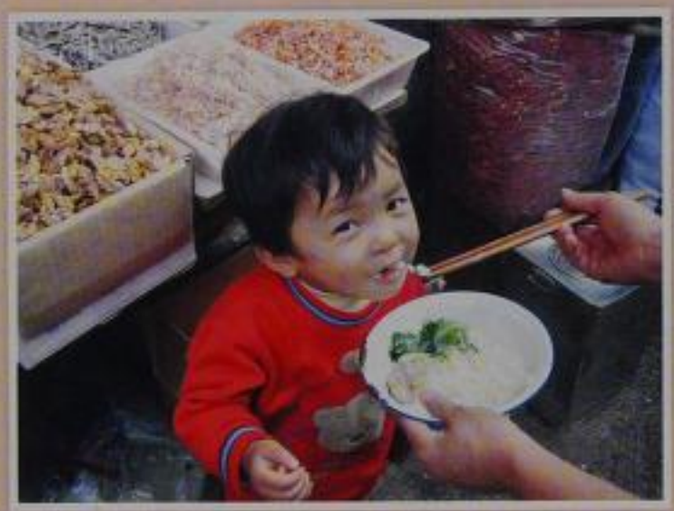
1. Quels stéréotypes sont évoqués dans le reportage ?
2. Pourquoi et comment lutter contre ces stéréotypes ?

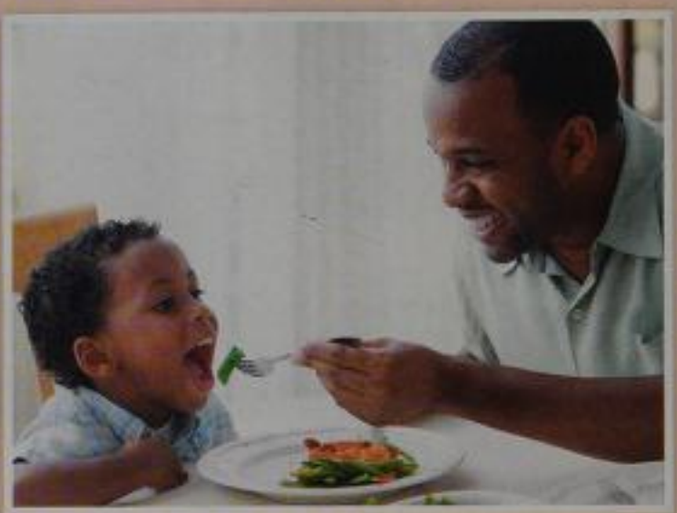
A Devenir un être social

OBJECTIF • *Comprendre comment l'enfant apprend à vivre en société*

Pour commencer

Doc 1 Apprendre à manger





1. *Quelles sont les règles qui encadrent le repas et que doit apprendre l'enfant ?*
2. *Comment les apprend-il ?*
3. *Montrez que les manières de manger proposées sont variables selon les groupes sociaux.*
4. *Peut-on dire que manger est un acte naturel ou social ?*

Doc 2 La fabrication sociale de l'individu

« La socialisation, c'est [...] l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit – on dira aussi "formé", "modelé", "façonné", "fabriqué", "conditionné" – par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert – "apprend", "intériorise", "incorpore", "intègre" – des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement. La définition la plus simple de la socialisation que nous pouvons proposer, [...] est donc la suivante : "façon dont la société forme et transforme les individus". Une telle définition pose plus de problèmes qu'elle n'en résout, et donne ce faisant une première idée de la tâche à laquelle sont confrontées les analyses de la socialisation : substituer au terme vague de "façon" des processus réels et déterminés (Comment la socialisation s'opère-t-elle ?), au terme abstrait et global de "société" des agents ou instances précis ("qui" ou "qu'est-ce qui" socialise ?), à la désignation générique de l'action de la socialisation sur les individus l'analyse de ses effets, de ses produits, de ses résultats spécifiques (qu'est-ce qui est intériorisé par l'individu socialisé ?). »

■ Muriel Darmon, *La Socialisation*, © Armand Colin, 2e éd. 2010.

1. *On considère la socialisation comme l'acquisition de la culture de son groupe (ou de la société). Trouvez une définition de la notion de culture (au sens sociologique) dans le texte.*
2. *Comment l'auteure définit-elle la socialisation ?*
3. *Relevez les trois questions que soulève cette définition de la socialisation et cherchez des éléments de réponse qui selon vous correspondent.*

NOTIONS

Normes : des règles de conduite en société (écrites ou non) auxquelles les individus sont censés se conformer (normes liées à des sanctions positives ou négatives). Elles s'appuient sur des valeurs. Par exemple, les règles de politesse sont des normes, comme le fait de céder sa place à une personne âgée dans les transports en commun.

Valeurs : des idéaux auxquels les membres d'une société adhèrent et qui se manifestent concrètement dans leurs manières de penser, de sentir, d'agir. Par exemple, la liberté ou la tolérance sont des valeurs.

EXERCICE Appliquer à un exemple la notion de socialisation

1. Citez des normes et des valeurs qui sont transmises par le sport
2. Comment sont-elles transmises, par qui et par quels processus ?
3. Montrez que ces normes et valeurs transmises par le sport sont indispensables pour permettre aux enfants de vivre en société.

4. Quelles normes et valeurs acquises lors de la pratique d'un sport peuvent être aussi importantes à l'école ?

Doc 3 Socialisation et culture(s)

« Imaginons – comme nous engage à le faire Norbert Elias – Robinson et Vendredi sur leur île déserte : isolés, démunis de tous les marqueurs extérieurs de leur place dans la société, sans richesses, objets, parents ou amis pour les différencier et les faire se sentir différents, ne sont-ils pas des hommes sans société, des humains génériques destinés de ce fait à agir de la même manière à l'intérieur des contraintes matérielles de l'île ? Et pourtant, "Même Robinson porte la marque d'une certaine société, d'un certain peuple et d'une catégorie sociale.

Coupé de toute relation avec eux, perdu sur son île, il adopte des comportements, forme des souhaits et conçoit ses projets tout autrement que Vendredi, même si sous la pression de la situation nouvelle, ils font tout pour s'adapter l'un à l'autre et se transforment mutuellement pour se rapprocher.*" Point n'est besoin, pour qu'elle agisse sur les deux hommes, que la société soit matérialisée sur l'île : ils portent en effet en eux "la constellation humaine" dans laquelle ils ont vécu et grandi.

Robinson, qui a été élevé dans la petite bourgeoisie anglaise, se procure sur son île déserte couteaux et fourchettes, qui lui sont nécessaires au point qu'il les ramène au péril de sa vie d'une épave en train de sombrer ; le premier meuble qu'il se fabrique est une table, qu'il juge indispensable "car sans elle, il n'aurait pu écrire ni manger." »

■ Muriel Darmon, *La Socialisation*, © Armand Colin, 2e éd. 2010.

* Norbert Elias, *La Société des individus*, Fayard, 1991.

1. *Donnez des exemples de différences culturelles entre Vendredi et Robinson.*
2. *Comment la socialisation peut-elle expliquer ces différences ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée. À quel processus de socialisation fait-elle référence ?*
4. *En quoi la cohabitation sur l'île entre Robinson et Vendredi va-t-elle produire une « nouvelle » socialisation ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Montrez que la socialisation est un processus qui permet l'adaptation/l'intégration de l'individu au monde social.

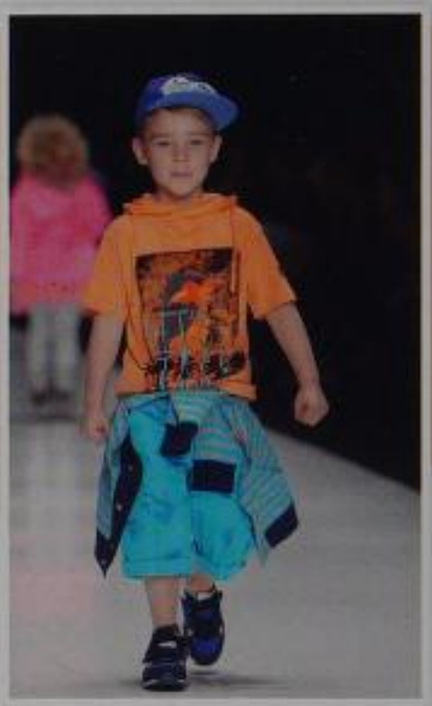
B Les acteurs de la socialisation, entre concurrence et coopération

OBJECTIF • *Identifier les différentes instances de socialisation et leur rôle*

Pour commencer

EXERCICE **S'habiller, un choix sous influence**

1. Peut-on parler de « normes vestimentaires » ? Pourquoi ?
2. En quoi la façon de s'habiller est-elle le résultat d'une socialisation ?
3. Selon vous, quels sont les différents acteurs sociaux qui peuvent influencer les choix vestimentaires ?



Doc 1 Cumul ou concurrence des influences ?

« Les diverses influences ne sont pas forcément contradictoires ; bien au contraire, c'est plutôt la logique du cumul qui prédomine. [...] L'incitation fraternelle va de pair avec l'incitation parentale sans contredire l'ouverture aux copains. Précisons que, bien souvent, les influences sont si mêlées que désigner une "origine" devient complexe. Le processus de désignation d'un initiateur suppose une sélection mentale qui met en jeu tout un système de dispositions dont les intrications sont complexes : attachement ou identification à tel parent ou tel frère ou sœur, compétition avec tel ou tel, qui sont variables selon le sexe, l'âge, le rang dans la fratrie, la configuration familiale et les caractéristiques personnelles de l'enfant. Dans ce contexte, la désignation par l'enfant d'un passeur relève autant de la narration personnelle que du fait "objectif", et l'analyse des socialisations culturelles se confond d'emblée avec celle de la construction identitaire. »

■ Sylvie Octobre, Nathalie Berthomier, « Socialisation et pratiques culturelles des frères et sœurs », *Informations sociales*, n° 173, 2012.

1. *Expliquez la phrase soulignée.*
2. *Illustrez par des exemples de situations où les influences peuvent être concurrentes.*

Doc 2 Socialisation : des influences diverses

Qui est à l'initiative des pratiques sportives et culturelles pour des enfants de 11 ans ? (en %)

ACTIVITÉ[1]	LES PARENTS[2]	UN MEMBRE DE LA FRATRIE	UN COPAIN
Station de radio préférée	24,5	26	10,5
Jeu vidéo préféré	7	15,5	20
Musique préférée	9	10	12,5
Journal, magazine préféré	18,5	8,5	16
Sport pratiqué	17	8,5	15
Activité artistique préférée	17,5	7,5	12,5

■ Sylvie Octobre, Nathalie Berthomier, « Socialisation et pratiques culturelles des frères et sœurs », *Informations sociales*, n° 173, 2012.

1. *Donnez la signification du nombre entouré.*
2. *Sélectionnez des données du tableau qui montrent le poids des parents dans les pratiques des enfants, puis des données qui montrent celui des copains.*

1. Base : enfant pratiquant chaque activité.
2. Père, mère, y compris les beaux-parents.

Doc 3 Socialisation et nouveaux médias

« Les nouveaux médias permettent en fait aux jeunes à la fois de se rendre davantage autonomes et de se socialiser. [...] L'adolescence est un moment de création de soi, caractérisée par la phobie du regard des autres. Or, l'usage des moyens de communication que sont le téléphone mobile et l'Internet permet aux adolescents de communiquer entre eux, en utilisant un langage particulier, tout en échappant au regard des adultes. Ainsi, dans l'espace délimité, privilégié et cloisonné qu'est leur chambre, les jeunes s'évadent via Internet dans un autre espace à la fois transgressif (eux seuls ont le sentiment de le maîtriser) et décuplant les possibles. [...]

La pratique "intensive" d'Internet (plus de deux heures par jour de semaine) est retrouvée chez environ un collégien sur trois ; elle est beaucoup plus fréquente chez les garçons (39 %), les collégiens disposant d'un ordinateur dans leur chambre (44 %), vivant dans une famille monoparentale (35 %) et n'étant pas soumis à un contrôle parental (44 %). Bien qu'utilisant des équipements de la famille, les loisirs devant écran se déroulent la plupart du temps sans les parents, en lien physique ou virtuel avec des jeunes de même âge, appartenant à la fratrie ou au réseau amical. Le contrôle parental sur la durée et les contenus apparaît comme le facteur le plus efficace pour limiter un usage prolongé d'Internet. »

■ David Assouline, « Les nouveaux médias : des jeunes libérés ou abandonnés ? », *Rapport d'information du Sénat*, n° 46, 2008.

1. *En quoi les nouveaux médias participent-ils à la socialisation des jeunes ?*
2. *Quels sont les risques liés à l'usage d'Internet ?*
3. *Cela peut-il justifier un contrôle parental ?*

Doc 4 Famille et école : des socialisations concurrentes ?

« Faire des études lorsqu'on vient d'un milieu modeste, dans lequel seul le travail manuel est considéré, c'est découvrir un nouvel univers intellectuel, mais aussi changer de catégorie sociale, au risque d'un entre-deux inconfortable, que l'auteure exprime ici :

"– Incapable. Tu es incapable de rivaliser avec la figure divinatoire de ton frère, qui travaille de ses mains et a méprisé ses facilités scolaires, réussissant tout juste son bac pro, qu'il avait passé ivre, par provocation. Il est un modèle dans la famille : le mâle qui s'en sortira toujours. Lui pense avoir vaincu l'institution ; toi, tu crois qu'il a ruiné son potentiel. Vous venez d'un milieu ouvrier, et tu n'as rien contre les travailleurs manuels : ton père l'est. Il paie tes études : tu les lui dois. Il aurait aimé avoir la même chance. Et pourtant, dès qu'on te compare à ce frère, tu ne fais plus le poids. Le problème avec toi, c'est que tu es dans ton monde, sur une autre planète, dans ton délire. D'ailleurs, on se demande pourquoi tu n'as pas fait coiffure, esthétique ou infirmière. Des boulots connus, on ne voit pas où tu veux en venir avec tes livres." »

■ Anaïs Mottet, *De la Vanité des études*, raconterlavie.fr, 2014.

1. *Pourquoi la position du père est-elle paradoxale ?*
2. *Pourquoi l'auteure est-elle dans « un entre-deux inconfortable » ?*
3. *Les valeurs de l'école s'opposent-elle toujours à celles de la famille comme dans cet exemple ?*

DÉFINITIONS

Apprentissage, intériorisation, identification : la socialisation se réalise lors d'**apprentissages** de comportements, d'attitudes, de façons de penser. Cela passe par la répétition, l'**identification** (par exemple, imitation de sa mère par une petite fille pour l'acquisition des rôles féminins), les essais et les erreurs, l'application de récompenses et sanctions. Lorsque l'**intériorisation** des rôles de l'individu est réalisée, celui-ci pense se comporter de façon « naturelle » alors que cela est culturel.

Faire le point

Reproduisez et complétez le tableau ci-dessous en ajoutant de nouvelles lignes pour les autres acteurs de la socialisation.

Les acteurs de la socialisation	Des exemples de normes transmises	Des exemples de valeurs transmises	Les moyens mis en œuvre pour transmettre ces normes et valeurs
Famille	Dire bonjour, être poli...	Respect	Apprentissage et identification

C La socialisation différentielle

OBJECTIF • *Montrer comment s'opère la construction sociale des rôles selon le milieu social et le genre*

Pour commencer

Doc 1 Stéréotype masculin/féminin

1. *Qu'est-ce qu'un stéréotype ? Quel stéréotype est ici dénoncé ?*
2. *Donnez d'autres exemples de stéréotypes concernant les hommes et les femmes.*

Doc 2 Comment les enfants intègrent-ils les rôles associés à leur sexe ?

« Actuellement, malgré le concept d'égalité des chances en vigueur, on ne peut pas considérer que les filles et les garçons sont socialisés de manière similaire, tant à travers les institutions de socialisation, comme la sphère familiale, les espaces de vie enfantine, l'école qu'en fonction des objets de socialisation mis à la disposition des enfants dès le berceau, comme les jouets, les habits, les équipements sportifs, etc. Par ailleurs, les représentations du masculin et du féminin proposées aux enfants sont encore largement empreintes de stéréotypes de genre, que cela soit à travers les albums illustrés, les dessins animés, la publicité, les manuels scolaires, l'art, etc. Le comportement différencié que les parents [...] adoptent en fonction du sexe de l'enfant va influencer le développement de ce dernier.

En effet, de manière générale, les adultes encouragent les enfants à se conformer au rôle de leur sexe et ils les découragent lorsqu'ils s'engagent dans des activités stéréotypiques du sexe opposé. Ainsi, le comportement sera modifié en fonction de ses conséquences : il sera plutôt répété par l'enfant ayant reçu un renforcement positif et plutôt abandonné si l'enfant n'a reçu aucun encouragement ou un renforcement négatif. Vers 3-4 ans, la plupart des enfants ont déjà appris à éviter les activités du sexe opposé et leur attention est plutôt centrée vers les activités de leur propre sexe. Signalons toutefois que cette socialisation différenciée n'est pas forcément effectuée de manière consciente par les adultes [...]. »

■ Anne Dafflon-Novelle, « Pourquoi les garçons n'aiment pas le rose ? Pourquoi les filles préfèrent Barbie à Batman ? », *Genre et socialisation de l'enfance à l'âge adulte*, © Éditions Érès, 2010, pp. 27-28.

NOTION

Rôle social : l'ensemble des comportements que les membres d'une société attendent d'un individu en fonction de son statut, c'est-à-dire de la place qu'il occupe dans la société.

1. *Donnez des exemples pour illustrer la phrase soulignée. Citez cinq normes ou valeurs qui vous apparaissent plutôt féminines et cinq autres plutôt masculines.*
2. *Qu'est-ce qui amène les enfants à progressivement abandonner les attitudes, comportements, jeux qui ne correspondent pas au rôle social associé à leur sexe ?*
3. *Pourquoi peut-on parler d'une socialisation différentielle ?*
4. *Selon vous, cette socialisation de genre est-elle identique quel que soit le milieu social ?*

Doc 3 Socialisation différentielle et école

A. Selon le genre

Proportion de filles dans les classes préparatoires aux grandes écoles

	Effectif total	% de filles
Classes prépa (CPGE)	**83 520**	**42,0**
– scientifiques	51 202	29,5
– économiques	19 727	54,4
– littéraires	12 591	73,6

■ Ministère de l'Éducation nationale, année scolaire 2013-2014.

B. Selon le milieu social

Proportion d'élèves accédant en terminale générale ou technologique sans avoir redoublé depuis le CP

Diplôme de la mère	Élèves entrés au CP en 1997 (en %)
Aucun diplôme	27
CEP ou brevet	39
CAP, BEP	38
Baccalauréat	58
Diplôme du supérieur	71
Ensemble	**48**

Lecture : 48 % des élèves entrés au CP à la rentrée 1997 parviennent en terminale générale ou technologique sans avoir redoublé.

■ Ministère de l'Éducation nationale, Repères et références statistiques, 2014.

1. *Illustrez par des données chiffrées les inégalités mises en évidence dans ces deux tableaux.*
2. *Comment les stéréotypes et la socialisation peuvent-ils expliquer l'orientation scolaire des filles ? (doc. 3A)*
3. *Comment peut-on expliquer que le niveau de diplôme de la mère a des effets sur la réussite scolaire de l'enfant ? (doc. 3B)*

Doc 4 Exemple de pratique culturelle selon la catégorie sociale

■ Source : Louis Maurin, « *Les pratiques culturelles demeurent inégalitaires* », Observatoire des inégalités, 22 juillet 2011.

1. *Comparez les données pour les ouvriers à celles des cadres, en 1973 et 2008. Que constatez-vous ?*
2. *En quoi l'origine sociale peut-elle avoir un effet sur la pratique de la lecture des enfants ?*
3. *En quoi cette différence de pratique a-t-elle un effet sur la réussite scolaire ?*
4. *Y a-t-il d'autres exemples de différences de pratiques culturelles qui produisent les mêmes effets ? Justifiez.*

EXERCICE

Rédiger une séquence argumentative sur la socialisation différentielle

Carnaval à l'école.

- Comment les stéréotypes de genre se manifestent-ils lors du carnaval dans une classe de maternelle ? Appuyez-vous sur le document 2 pour rédiger votre séquence argumentative

Prépa BAC

Épreuve composée, partie 1

Comment expliquer les différences de pratiques sportives (ou culturelles) par la socialisation différentielle ?

A Des socialisations après l'enfance

OBJECTIF • *Distinguer socialisation primaire et socialisation secondaire*

Pour commencer

Doc 1 « Tout se joue avant six ans »*, vraiment ?

Élève d'une école de conduite.

1. *Comment pourrait-on justifier le titre du livre du Dr Fitzhugh Dodson,* Tout se joue avant six ans *?*
2. *En quoi la photo contredit-elle en partie cette affirmation ?*
3. *Pourquoi apprendre à conduire est un élément de socialisation ?*
4. *Illustrez par d'autres exemples le fait que la socialisation se poursuit au cours de la vie.*

* Titre d'un best-seller américain de 1970 écrit par le Dr Fitzhugh Dodson.

Doc 2 Socialisation primaire et socialisation secondaire

« Qu'est ce qui se joue après la socialisation primaire ? Répondre à cette question, c'est entrer dans l'étude de ces socialisations que l'on désigne comme « adultes » ou « secondaires ». [...] Ces expressions, et notamment celle de « socialisation secondaire », insistent par ailleurs sur une caractéristique à la fois évidente et fondamentale de ces socialisations : elles viennent « après », dans un « second temps ». Si la socialisation primaire a pour effet de construire l'individu, la situation de départ est fort différente dans le cas de la socialisation secondaire. Elle ne « crée » ni ne « produit » ex nihilo un individu social mais doit faire avec, d'une manière ou d'une autre, les produits antérieurement incorporés au cours de la socialisation primaire qui ont fait de l'individu ce qu'il est devenu. Une socialisation secondaire est donc nécessairement une reconstruction et l'un des enjeux de son analyse est de comprendre ses rapports avec la socialisation primaire. »

■ Muriel Darmon, *La Socialisation*, © Armand Colin, 2e éd. 2010.

1. *Comment l'auteure distingue-t-elle socialisation primaire et socialisation secondaire ?*
2. *Expliquez la phrase soulignée.*

EXERCICE

Comparer la socialisation primaire et la socialisation secondaire

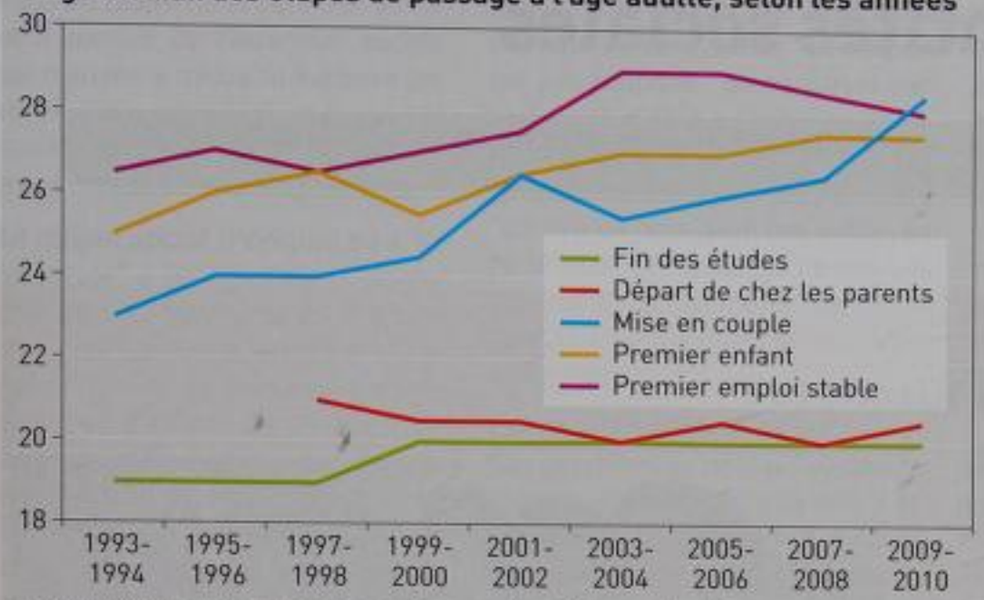
- Classez les éléments proposés dans le tableau ci-dessous.

a. Âge adulte
b. Collègues
c. Conjoints
d. Construction de l'individu
e. Contexte affectif
f. Enfance
g. École
h. Famille
i. Reconstruction

Caractéristiques de la socialisation primaire	Caractéristiques de la socialisation secondaire

Doc 3 Étapes de la vie et socialisation

Âge médian des étapes de passage à l'âge adulte, selon les années



■ Source : Crédoc, « Les Jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain ? », *Cahier de recherche*, n° 292, décembre 2012.

1. *Que signifie la valeur pour 2009-2010 pour « Premier emploi stable » ?*
2. *Quelles sont les évolutions observées ?*
3. *En quoi ces étapes de passage à l'âge adulte nécessitent-elles des socialisations ? Illustrez par des exemples.*

NOTION

Socialisation anticipatrice : le processus par lequel un individu cherche à acquérir, non pas les valeurs et les normes sociales de son groupe d'origine, mais celles du groupe qu'il cherche à intégrer.

Doc 4 La socialisation professionnelle

Des étudiants en médecine.

1. *Quelles sont les normes et valeurs dont les étudiants en médecine doivent faire l'apprentissage pour devenir médecin ?*
2. *Comment ces nouvelles normes et valeurs sont-elles intégrées par les étudiants ? Quels sont les acteurs de cette socialisation ?*
3. *En utilisant la notion de socialisation anticipatrice, expliquez comment les étudiants construisent leur futur rôle professionnel en s'identifiant au groupe des médecins.*

Faire le point

Rédigez une séquence argumentative qui explique que le départ à la retraite est une étape de la vie qui nécessite une socialisation secondaire en utilisant le texte ci-dessous.

« "Certains attendent avec impatience la retraite, d'autres la redoutent particulièrement. Ces peurs sont normales. On sent qu'il va y avoir un tournant de vie majeur, c'est d'ailleurs le dernier grand tournant", explique Anasthasia Blanché, psychanalyste et psychosociologue. "C'est une sorte de troisième adolescence, on va être confronté à une transformation aussi bien physiologique que psychique.

On n'a plus les mêmes envies ni valeurs que précédemment. Il va falloir trouver une nouvelle place dans la société", détaille la psychanalyste. "Il est important de bien se séparer du monde du travail. Il faut essayer d'avoir le sentiment du travail bien bouclé. Le pot de départ est important, car il reste en mémoire, comme un souvenir de quarante ans de reconnaissance du travail." »

■ Anasthasia Blanché, "La retraite est une troisième adolescence", 1er décembre 2014, francetvinfo.fr. © DR.

B Étapes et recomposition des identités sociales

OBJECTIF • *Identifier des phases de transition et de restructuration de l'identité sociale au cours du cycle de vie*

Pour commencer

Doc 1 Promotion ZEP à Sciences Po

La première promotion de Zone d'éducation prioritaire (élèves de quartiers sensibles admis selon une procédure particulière) à Science po Paris en 2001.

1. *Selon vous, que se passe-t-il en termes de socialisation pour un étudiant de milieu populaire si celui-ci réussit dans la vie grâce à ses études ?*
2. *En quoi cet étudiant connait-il une socialisation anticipatrice (cf. p. 199) ?*

Doc 2 S'adapter à un nouveau milieu social

« Il existe cinq grandes étapes de l'expérience de la tension entre milieu d'origine et milieu d'arrivée.
Première étape : l'identification aux normes de la réussite ; deuxième étape : découverte de l'altérité sociale et prise de conscience de l'éloignement progressif du milieu d'origine ; troisième étape : questions d'appartenance ; quatrième étape : l'ajustement au nouveau milieu ; cinquième étape : la disparition de la tension.
La troisième étape, qui a généralement lieu au cours des études supérieures consiste en une interrogation sur la place occupée dans l'espace social. Dans un certain nombre de cas, il s'agit d'un moment de "crise" : la fréquentation d'un milieu social différent, combinée à une socialisation anticipatrice à des positions sociales dominantes, provoque un brouillage des appartenances qui peut être fortement déstabilisant.
L'étudiant en mobilité sociale doit en effet faire face à un "double calendrier social" dont la gestion est loin d'être évidente. À ce moment de la vie, les liens avec le milieu d'origine, et notamment la famille, restent forts : même si l'étudiant dispose de bourses ou s'autofinance par des "petits boulots", la famille est perçue comme "le filet de sécurité" en cas de coup dur. [...] Pourtant, dans le même temps, la réussite de ses études est partiellement liée à sa capacité à se projeter dans les positions sociales auxquelles ses études sont censées le mener. »

■ Jules Naudet, « Devenir dominant, les grandes étapes de l'expérience de la mobilité sociale ascendante », *Revue européenne des sciences sociales*, 2012. © DR

1. *Donnez un exemple « d'étudiant en mobilité sociale ».*
2. *Donnez des exemples de normes ou de valeurs qui peuvent être différentes pour un étudiant en mobilité sociale, entre celles de son milieu social d'origine et celle du milieu d'arrivée (groupe de référence).*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

Doc 3 Trajectoire sociale et transformation des attitudes politiques

« Ce sont sans doute les transformations du rapport à la politique au fur et à mesure de l'ascension sociale qui mettent le mieux en évidence ces connexions entre les processus de socialisation et le degré d'investissement dans les questions politiques.

Le milieu social d'origine de J. K.

Idéal-type* à cet égard est la biographie de J. K., femme de 49 ans, fille d'un père ajusteur à la SNCF et d'une mère femme de ménage. Comme beaucoup d'enfants de milieux comparables, elle écourte ses études, entre en apprentissage après le certificat d'études primaires et devient coiffeuse. Elle explique que, tout au long de cette partie de sa vie, la politique "ne la concernait pas du tout" : "il fallait que je travaille, que je me débrouille et puis j'étais pas dans un milieu où on s'intéressait spécialement à la politique." Certes, son père a été un moment en relation avec les organisations représentatives du mouvement ouvrier. On venait lui vendre le journal du parti communiste dans la cité HLM où ils habitaient alors et "il voulait que ça s'arrange pour les ouvriers, qu'ils gagnent plus, qu'ils travaillent moins, qu'ils aient des avantages". Mais il était peu concerné par l'action politique et s'en est très vite éloigné. Au domicile de ses parents, "on ne parlait pas politique... on ne parlait pas tout court. C'était un milieu comme dit Brel dans sa chanson : chez ces gens-là, on ne cause pas !". Aussi, "comme on ne m'avait pas initiée, on ne m'avait pas appris, je ne me suis pas inscrite sur les listes électorales quand j'ai eu ma majorité" (au début des années 1970).

L'ascension sociale de J. K.

Elle va rencontrer celui qui va devenir son mari alors qu'elle a 25 ans. Il est alors âgé de 55 ans, divorcé, médecin généraliste aisé, juif et ancien déporté des camps de concentration. Ils vont se marier quelques années plus tard et le rapport de J. K. avec la politique se transforme progressivement : "On regardait ensemble tous les débats politiques la télévision. J'écoutais avec lui. Je voulais apprendre comme on apprend à écrire. C'était un monde que je ne connaissais pas et qui commençait à m'intéresser. Je me rendais compte que c'était un monde à part et qu'il était important de le connaître pour l'évolution de la société, du monde, de nous-mêmes". [...] "Ça m'a aussi permis de m'ouvrir sur ce que je ne connaissais pas, c'est-à-dire la culture. Je n'étais pas trop cultivée. J'ai pu découvrir la lecture. J'avais plus de temps. Je sortais, allais au théâtre, je sentais vraiment que je me nourrissais comme on mange". [...]. Elle vote régulièrement, longtemps pour les candidats de gauche comme son mari, mais elle tend à se rapprocher de la droite sous l'influence d'amis qu'elle fréquente régulièrement. Elle a d'ailleurs voté en faveur de Jacques Chirac en 1995. »

■ Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, n° 2-3, 2002. © Presses de Sciences Po.

* Catégorie ou modèle construit par le sociologue pour comprendre un phénomène social.

1. *Caractérisez le milieu social d'origine de J. K.*
2. *À quoi est due l'ascension sociale de J. K. ?*
3. *Comment a évolué la culture politique de J. K. de la socialisation primaire aux socialisations secondaires ?*

EXERCICE

Réaliser la frise chronologique d'une trajectoire sociale

À l'aide du doc. 3, faites une frise chronologique mettant en évidence et en parallèle la trajectoire sociale, les caractéristiques culturelles, les comportements politiques et les opinions politiques de J. K.

DÉFINITIONS

Identité sociale : l'ensemble des caractéristiques et des attributs qui font qu'un individu ou un groupe se perçoivent comme une entité spécifique et qu'ils sont perçus comme telle par les autres. C'est donc à la fois la manière dont un individu se perçoit et la manière dont il est perçu par les autres membres de la société.

Mobilité sociale : déplacement dans l'espace social qui peut se mesurer de diverses manières. La mobilité sociale intergénérationnelle est celle qui est mesurée par l'Insee. Elle correspond au fait qu'un individu appartienne, à l'âge adulte, à une catégorie sociale différente de celle de son père.

Prépa Bac

Dissertation

Rédigez l'introduction du sujet suivant :

Vous montrerez que la socialisation secondaire peut entraîner des restructurations de l'identité des individus.

TD 1 Familles et réussite scolaire

✔ **Objectif**
Mesurer l'influence de la socialisation familiale sur la réussite scolaire.

✔ **Démarche**
Croiser les approches quantitatives et qualitatives.

Lire les documents

1. Présentez les documents.

2. Comparez dans une même phrase les données entourées (**doc. 1**).

3. Quel lien pouvez-vous établir entre la profession des parents et le parcours scolaire des enfants (**doc. 1**) ?

4. Dressez le portrait de M. M. et de sa fille Imane M. (**doc. 2**).

Analyser et mettre en relation les documents

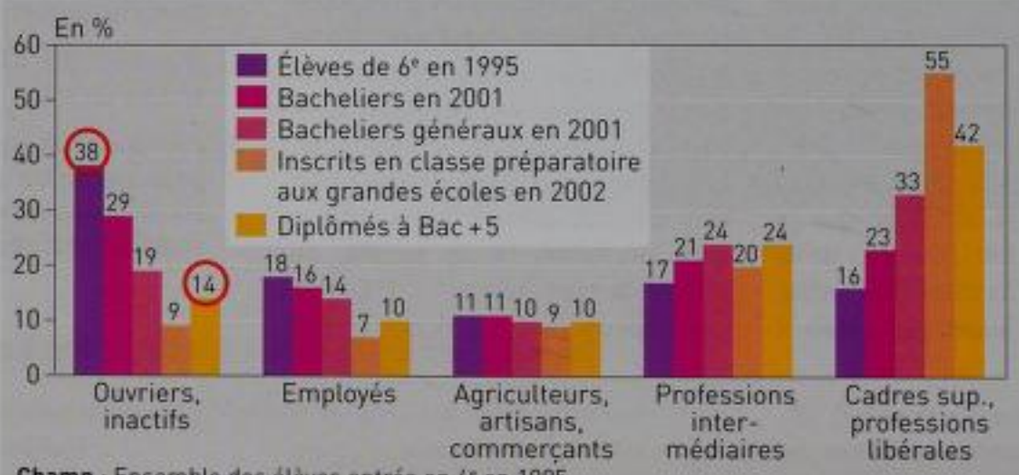
5. Pourquoi le sociologue B. Lahire qualifie-t-il la réussite scolaire d'Imane de « belle réussite » (**doc. 2**) ?

6. Comparez les docs 1 et 2 : Quels sont les points communs et les différences ? En quoi sont-ils complémentaires ?

Produire des séquences argumentatives

7. Vous rédigerez deux séquences argumentatives, en mobilisant les documents et vos connaissances, pour montrer que la famille joue un rôle dans la réussite scolaire.

Doc 1 De la 6e aux études supérieures : la composition sociale des filières



Champ : Ensemble des élèves entrés en 6e en 1995.
Lecture : En 2002, 55 % des étudiants inscrits en classes préparatoires étaient des enfants de cadres supérieurs ou professions libérales alors qu'ils représentaient seulement 16 % des inscrits en 6e en 1995.

■ Source : d'après le ministère de l'Éducation nationale, 2010.

Doc 2 Les « belles réussites », un militantisme familial

« Imane est entrée tôt à l'école maternelle (2 ans et 5 mois). On remarque immédiatement chez elle le soin qu'elle porte à son travail. Elle est l'un des deux meilleurs élèves de CE2 de la classe. [...]

Quelles sont, dans ce dernier portrait, les raisons de la "réussite" scolaire de l'enfant ? Le père est ouvrier qualifié et la mère sans emploi, leurs niveaux de diplôme n'ont rien d'exceptionnels, mais c'est dans la trajectoire du père que l'on trouve la clef principale de la compréhension des dispositions familiales extrêmement favorables à la scolarité des enfants. [...] M. M. a incorporé un ensemble d'attitudes en harmonie avec l'école : politesse, langage explicite, construit, correct, précis, ton posé [...] Son militantisme syndical et politique l'a amené non seulement à lire beaucoup de journaux et de revues politiques (*Jeune Afrique*), mais plus largement, à apprécier des produits culturels légitimes [...]. Si Imane a intériorisé les exigences scolaires comme des désirs personnels, on constate qu'elle a, comme par mimétisme, le même ton posé, le même style de discours explicite que son père. [...] En dehors du père, figure centrale dans l'orientation des comportements scolairement adéquats, il faut évoquer la complicité qui s'est nouée entre Imane et sa cousine plus âgée. Là encore, Imane est en relation avec une personne qui, dans ses manières de parler, dans ses goûts peut contribuer à constituer chez elle des dispositions scolairement adéquates. »

■ Bernard Lahire, *Tableaux de famille. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, coll. « Hautes Études », © Seuil/Gallimard, 1995, « Points Essais », 2012.

TD2 TICE

Socialisation et comportements politiques des jeunes

✔ **Objectif**
Remobiliser la notion de socialisation primaire.

✔ **Démarche**
Rédiger en groupe un article de web-presse.

Analyser le dossier documentaire

1. Par groupe, analysez les différents documents en vous interrogeant sur : la nature et la source du document, l'instance de socialisation primaire dont il est question et l'impact sur le comportement politique des jeunes.

Produire un article de web-presse

2. En tant que web journalistes, rédigez un article (entre 20 et 30 lignes) portant sur la socialisation politique des jeunes, et répondant plus précisément à la question suivante :

Les comportements politiques des jeunes sont-ils déterminés par leur origine familiale ?

Consignes à respecter
Dans un traitement de texte, on rédigera un article organisé et argumenté s'appuyant sur les documents étudiés, avec un titre accrocheur, un chapeau (phrase résumant le contenu de l'article) et une illustration (photo, dessin ou vidéo).

Doc 1 L'abstention des jeunes

« Les jeunes se montrent très attachés à leur droit de voter. Pourtant ils n'en font pas toujours usage et se tiennent plus souvent que leurs aînés en retrait de la décision électorale, soit en ne s'inscrivant pas sur les listes électorales, soit en s'abstenant de voter. Ce sont entre 5 et 10 % des Français qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Chez les jeunes, et malgré l'inscription automatique à 18 ans instaurée par le décret de 1997, cette proportion reste supérieure même si elle est difficile à chiffrer précisément. Les paramètres liés aux conditions d'insertion sociale sont décisifs. Les jeunes urbains, issus de milieux populaires, ayant un niveau de formation peu élevé, et connaissant des difficultés d'insertion sociale sont comptabilisés en plus forte proportion parmi les non-inscrits. »

■ Anne Muxel, « Les jeunes », Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral*, © Presses de Sciences Po, 2007.

Doc 2 Manifestation de lycéens contre la réforme des lycées en 2009

Doc 3 Les préférences politiques : un héritage ?

« Question posée à des jeunes de 18 à 30 ans : "Diriez-vous que votre père est (ou était) plutôt de gauche, plutôt de droite ou ni de gauche ni de droite ? Et votre mère ? Et vous-même ?"
Les réponses apportées ont permis de dégager six types de filiation, dont cinq sont présentés ici.

- Filiation de droite : la personne se dit de droite et l'un de ses deux parents au moins est de droite. 14 %
- Filiation de gauche : la personne se dit de gauche et l'un de ses parents au moins est de gauche. 30 %
- Filiation apolitique : la personne se dit ni de droite ni de gauche comme ses deux parents. 28 %
- Décrochage : la personne se dit apolitique alors que ses parents sont de droite et/ou de gauche. 8 %
- Changement : la personne de dit de droite alors que ses parents sont de gauche ou alors la personne se dit de droite alors que ses parents sont de gauche. 5 %
- Pour les 15 % restant les choix parentaux divergent ou sont inexistants. »

■ D'après *Avoir 20 ans en politique*, Anne Muxel, *Les Enfants du désenchantement*, © Éditions du Seuil, 2010.

Synthèse

Les processus de socialisation et la construction des identités sociales

NOTIONS

Normes : des règles de conduite de la vie en société (écrites ou non) que les individus doivent intégrer et respecter.

Rôle social : ensemble des comportements qui sont attendus d'un individu au vu de sa position sociale.

Socialisation : processus par lequel les individus font l'apprentissage et intègrent les valeurs, les normes et les rôles qui régissent le fonctionnement de la vie en société.

Socialisation anticipatrice : normes, valeurs qu'un individu acquiert en vue d'intégrer un nouveau groupe social.

Socialisation différentielle : processus par lequel les normes, valeurs, pratiques, rôles proposés, transmis aux individus diffèrent selon leur milieu social et/ou leur sexe.

Socialisation primaire : socialisation qui se déroule pendant l'enfance et qui permet à l'individu de se construire. Elle se caractérise par ses dimensions affectives, par sa force, et l'influence durable qu'elle exerce sur l'individu.

Socialisation secondaire : socialisation qui se déroule à l'âge adulte et qui permet une reconstruction des identités.

Valeurs : idéaux auxquels les membres d'une société adhèrent et qui se manifestent dans leurs manières de penser, de sentir, d'agir. Concrètement, la liberté ou la tolérance sont des valeurs.

1. Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?

A. Devenir un être social

pp. 192-193

- Dès sa naissance, l'**enfant** s'inscrit dans un processus d'apprentissage de normes, de valeurs, de rôles qui vont lui permettre de s'adapter au monde social qui l'entoure et lui garantir de faire partie de la société dans laquelle il vit. Cet apprentissage se fait au sein de la **famille**, mais aussi à l'**école**, grâce au groupe de pairs et par les médias.

- Ce processus contribue à forger **l'identité de l'individu**. Dans cette phase de socialisation primaire, l'enfant est particulièrement réceptif et malléable : il acquiert donc des normes, des valeurs, des pratiques qui lui permettront durablement de s'inscrire dans le monde qui l'entoure.

B. Les acteurs de la socialisation, entre concurrence et coopération

pp. 194-195

- Les **différents acteurs de la socialisation se complètent et se coordonnent**, en apportant des éléments différents qui permettent à l'individu de se repérer dans l'espace social et de se construire. Ainsi, par exemple, au lycée, les professeurs apportent plutôt des connaissances et participent à la transmission de manières de se comporter dans un groupe, de règles de vie ; le groupe de pairs transmet davantage des goûts musicaux ou vestimentaires, voire un engagement politique.

- Parfois, il peut aussi y avoir des **contradictions** entre les normes, les valeurs, les rôles transmis par les différentes instances de socialisation. À partir de l'exemple de l'école, il est ainsi possible d'analyser les écarts voire les oppositions éventuelles entre les normes familiales et les normes scolaires.

C. La socialisation différentielle

pp. 196-197

- La socialisation primaire et familiale joue un grand rôle dans le processus de **différenciation entre hommes et femmes**, car les normes et les valeurs proposées à chacun des deux sexes lors de l'enfance sont différentes et peuvent ainsi contribuer à rendre "naturelles" et évidentes les différences de comportements, de goûts construites entre les filles et les garçons. Par exemple, le plus souvent, les parents ne valorisent pas de la même manière les traits de caractères chez leurs enfants filles et garçons, ne leur proposent pas les mêmes activités ni les mêmes jeux... C'est la socialisation différentielle.

- Un autre facteur majeur de différenciation des socialisations est l'**origine sociale** des enfants. Ainsi, par exemple, selon les éléments culturels transmis par les familles (liés au niveau de diplôme des parents notamment), la réussite scolaire est facilitée ou non.

2. De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou ruptures ?

A. Des socialisations après l'enfance

► pp. 198-199

- Les normes et valeurs acquises pendant l'enfance, lors de la socialisation primaire, contribuent à façonner durablement l'individu, mais **le processus de socialisation se poursuit tout au long de la vie**. Les individus sont confrontés à de nouvelles instances de socialisation, dans le cadre de l'installation en couple ou encore dans la sphère professionnelle.

- La socialisation secondaire s'appuie sur les acquis de la socialisation primaire. On peut prendre l'exemple de l'apprentissage des langues pour bien le comprendre. On apprend ainsi une seconde langue en la construisant sur les acquis liés à sa langue « maternelle ».

B. Étapes et recomposition des identités sociales

► pp. 200-201

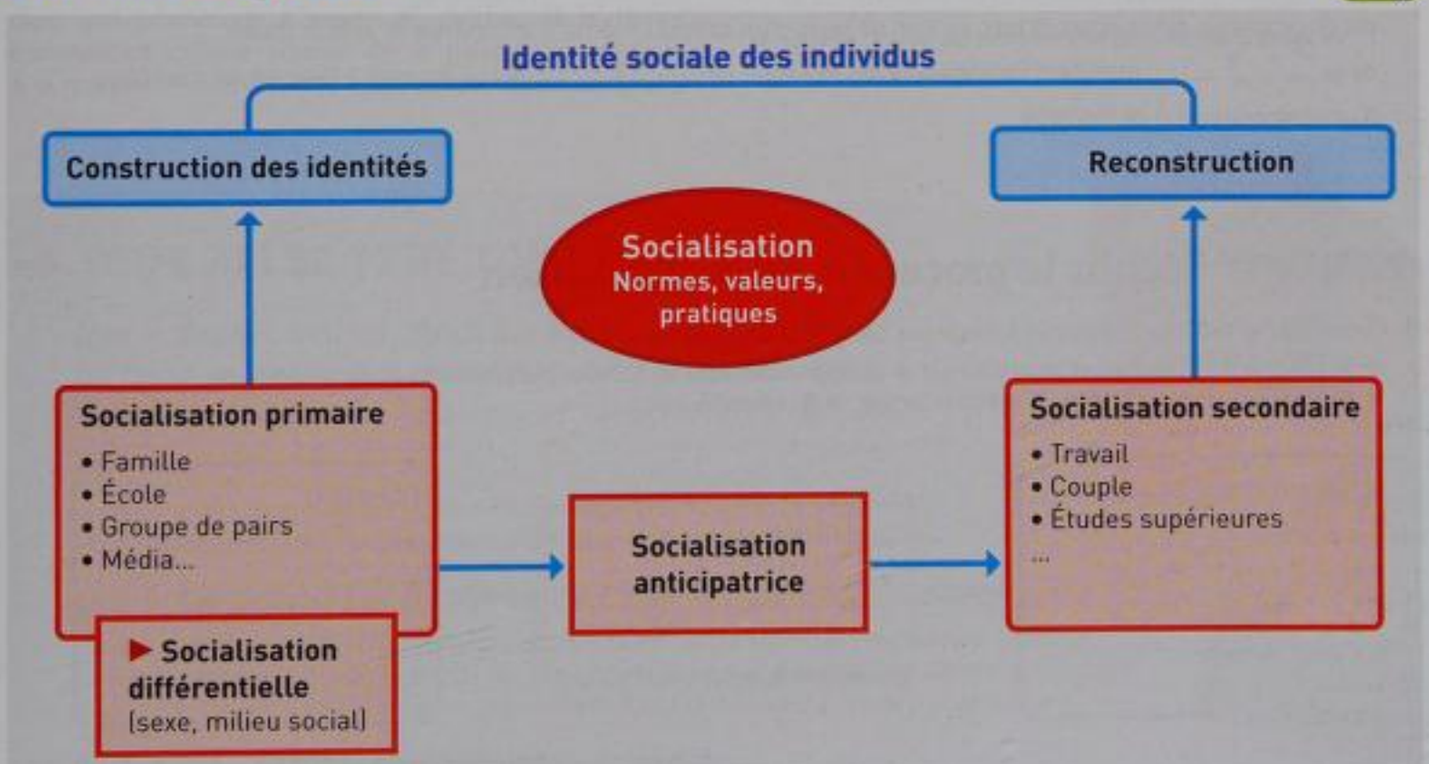
- Au travers de la **socialisation secondaire**, les individus doivent adapter leur comportement, ce qui contribue à une reconstruction de leur **identité**. Par exemple, la mise en couple se traduit par des changements culturels ; la socialisation professionnelle se manifeste par l'acquisition de nouvelles manières de faire ou de penser.

- Les individus peuvent aussi chercher à adopter les **normes et les valeurs du groupe social auquel ils cherchent à appartenir**, en se démarquant des normes et des valeurs dont ils ont hérité de leur groupe social d'origine. Cela peut être le cas des étudiants, enfants de milieux populaires, qui intègrent des grandes écoles. On parle alors de socialisation anticipatrice.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions abordées dans ce chapitre seront utiles pour le thème de la **mobilité sociale** en enseignement spécifique et pour l'étude de la **socialisation politique** en enseignement de spécialité « Sciences sociales et politiques ».

Schéma de synthèse



1. Pourquoi la socialisation secondaire s'appuie-t-elle sur la socialisation primaire ?
2. Comment se construit l'identité masculine/féminine ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Norme, valeur, rôle

- Associez à chaque notion, sa définition et une illustration.

NOTIONS	DÉFINITIONS	EXEMPLES
1. Valeur	A. Ensemble des comportements qui sont attendus d'un individu au vu de sa position sociale.	a. S'occuper de ses enfants ; partager les tâches ménagères.
2. Norme	B. Règles de conduite de la vie en société que les individus doivent intégrer et respecter.	b. L'égalité entre les hommes et les femmes.
3. Rôle	C. Grandes idées qui dirigent les manières de penser, de sentir, d'agir, idéaux auxquels les membres d'une société adhèrent et sur lesquels s'appuient les normes.	c. Père

Exercice 2 Les socialisations

- Complétez le texte ci-dessous avec les notions suivantes :

1. socialisation • ***2. socialisation anticipatrice*** • ***3. identité sociale*** • ***4. normes*** • ***5. valeurs*** • ***6. socialisation primaire*** • ***7. socialisation secondaire.***

On parle de ..... [a] ..... lorsque l'individu souhaite acquérir un statut nouveau, et qu'il s'y prépare activement en intériorisant de nouvelles ..... [b] ..... et ..... [c] ..... C'est pourquoi, l'..... [d] ..... varie en fonction du temps, au grès des parcours de vie des individus, de leur choix, et de leurs rencontres. Ainsi, la ..... [e] ..... est un processus qui se poursuit tout au long de la vie d'un individu, même si les normes et valeurs issues de la ..... [f] ..... marquent durablement les individus. La ..... [g] ..... qui se poursuit à l'âge adulte, contribue à une reconstruction de l'identité.

Exercice 3 Établir le processus de socialisation

- Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des éléments suivants :

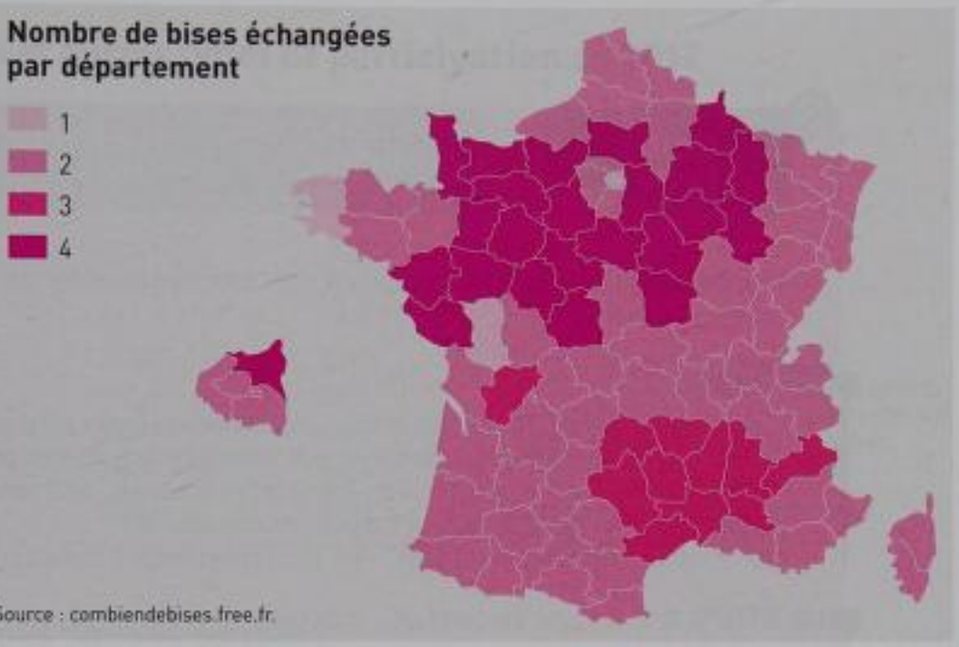
1. S'adapter au milieu dans lequel on vit • ***2. Apprentissage*** • ***3. Faire d'un individu un être social*** • ***4. Former sa personnalité*** • ***5. Intériorisation*** • ***6. Identification***

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 La bise, norme ou valeur ?

- Montrez que faire la bise correspond à la fois à une norme et une valeur.



■ Source : combiendebises.free.fr

Exercice 4 Retrouver une notion du programme à partir d'un texte

« La maison de famille, écrin de mémoire de la lignée, accueille les différentes générations dans un décor qui est aussi celui où vécurent leurs prédécesseurs et qui en abrite les souvenirs. Cet environnement forme alors, de manière implicite, le jeune héritier au culte des ancêtres. Mais il est des façons plus volontaristes d'initier à la saga familiale, comme lorsque le grand-père, scène à laquelle nous avons assisté, emmène son petit-fils, appelé à reprendre la charge du domaine familial, dans une promenade à travers le château et le temps, commentant chaque portrait de la galerie des ancêtres. À la manière d'un chemin de croix, tableau après tableau, le grand-père et le petit-fils marquaient une station, agrémentée des commentaires de l'aïeul, qui se livrait à une des activités favorites dans ce milieu, celle de l'anecdote habilement contée. Récit des exploits ou des travers de chacun, ces anecdotes permettent aux disparus de vivre encore dans les mémoires et contribuent à fonder l'identité des jeunes générations. »

■ Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, « Repères », 2009.

- Quelle notion du programme pouvez-vous associer à cet extrait de texte ? Justifiez.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Younes Amrani, Stéphane Beaud, *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue,* La Découverte, 2005.

Il s'agit de la correspondance électronique entre le sociologue Stéphane Beaud et Younes Amrani, un jeune homme de 28 ans, qui travaille comme emploi-jeune à la bibliothèque municipale d'une ville de la banlieue lyonnaise. Un ouvrage qui permet de s'interroger sur les divergences entre les instances de socialisation et les conséquences sur la construction identitaire.

Voir ★ *Les Enfants Loups, Ame et Yuki,* film d'animation de Mamoru Hosoda, 2012.

Hana a 19 ans quand elle rencontre l'homme de sa vie. Celui-ci lui révèle rapidement l'identité qu'il cache à tous les autres : il est un homme-loup. Mais un jour, il disparaît et Hana doit s'occuper seule de sa famille. Comment élever deux enfants loups quand on est une simple humaine ?

Surfer ★ Le site de l'observatoire de la parité

http://femmes.gouv.fr/decouvrez-lobservatoire-de-la-parite/ : des études à propos de la parité hommes/femmes, qui développent en particulier une analyse des stéréotypes de genre et proposent des actions contre ces stéréotypes.

Méthode BAC

Analyser un sujet

Dissertation

Point Méthode 8

- Pour éviter le hors-sujet, il faut analyser le sujet pour bien identifier son cadre, les mots-clés, la tâche à accomplir.

ÉTAPE 1 Identifier les notions

Chaque sujet aborde une ou deux notions du programme (mots-clés) qu'il faut **repérer** et être capable de **définir**, pour éviter de mal interpréter le problème posé ; puis on peut lister l'ensemble des notions que l'on peut relier à celle(s) du sujet, ainsi que les mécanismes et faits que l'on a pu apprendre et qui peuvent être associés.
Commencer à travailler sur le sujet, c'est aussi commencer à mobiliser ses connaissances.

ÉTAPE 2 Préciser le cadrage du sujet

- Il s'agit de se demander quelles sont les bornes temporelles (aujourd'hui ? depuis les années 1980 ?...) et spatiales (la société française ? l'économie mondiale ?...) du problème posé : parler de socialisation en France ou en Chine, ou encore au XIXe siècle ou aujourd'hui, ce n'est pas la même chose.
- La réponse à ces questions (**où ? quand ?**) peut être indiquée dans le sujet ou être précisée dans les documents ; vos connaissances peuvent aussi vous aider à y répondre (faits historiques ou d'actualité qui justifient le sujet par exemple).

ÉTAPE 3 Identifier la tâche à accomplir

- Il s'agit d'analyser le verbe de commande (la consigne), et de **reformuler** sous forme de question ce que le sujet demande de faire, ce qu'il s'agit de développer (la problématique).

► Voir types de sujets et de plans Méthode Bac p. 286

- **Travailler la problématique** revient à mettre en question (en tension) le sujet : quels sont les problèmes soulevés par le sujet ? Même si le sujet est déjà sous la forme interrogative, vous pouvez formuler des questions liées au sujet. La problématique permet de regrouper ces questions. Par exemple, vous pouvez introduire la problématique de manière suivante : « il s'agit de démontrer que... »
- Cette analyse, qui sert évidemment à produire une réponse cohérente au sujet, peut être reprise dans l'introduction de la dissertation lors de la présentation du sujet et la mise en perspective de la problématique.

Application

Dissertation ► p. 209

1. *Combien y a-t-il de notions à définir dans le sujet proposé ? Définissez-les.*
2. *Quel pourrait être le cadre spatio-temporel de ce sujet ?*
3. *Quelle est la consigne du sujet ? Formulez le sujet sous forme interrogative.*
4. *Travaillez la problématique : quelle(s) question(s) pose(nt) le sujet ? Rédigez la problématique en commençant votre phrase par : « Il s'agit de démontrer... ».*

Dissertation

SUJET Montrez les effets de la socialisation différentielle sur les rôles masculins et les rôles féminins à l'âge adulte.

Doc 1 Licences sportives et autres types de participation en 2012

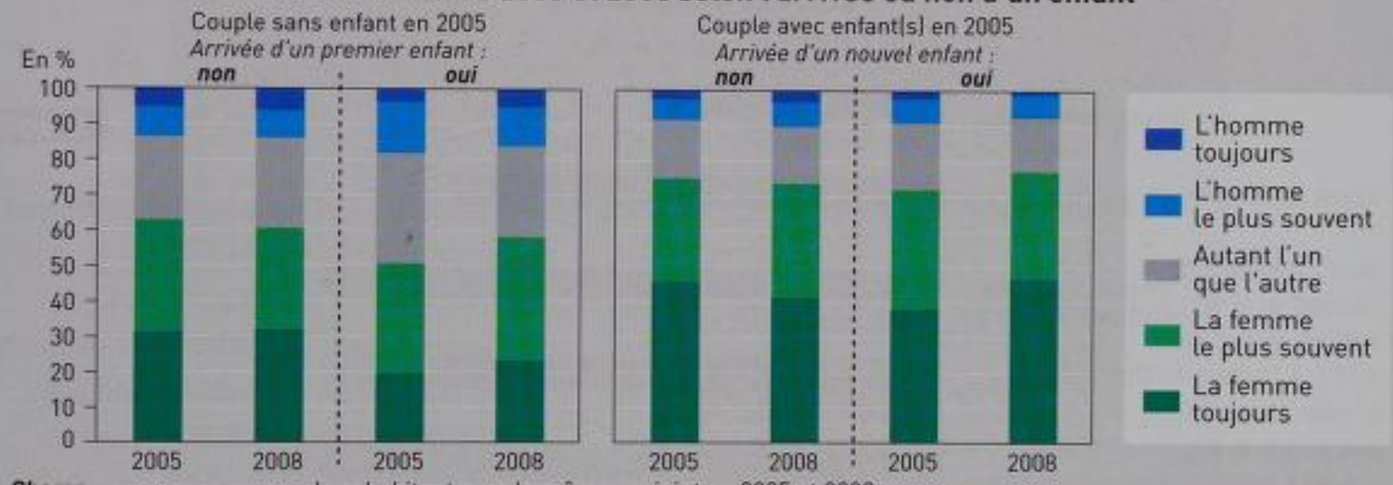
FÉDÉRATIONS FRANÇAISES AGRÉÉES	2012 (en milliers)	PART DES LICENCES FÉMININES (en %)
Total fédérations unisport olympiques agréées dont :	9081,7	30,4
• Fédération française de football	1973,3	4,5
• Fédération française de tennis	1111,3	29,9
• Fédération française de basket-ball	475,5	38,3
• Fédération française de rugby	457	4,9
• Fédération française de natation	289,6	55,2
• Fédération française de gymnastique	286,3	78,8

Champ : licences et autres types de participation des fédérations unisport agréées olympiques en République Française y compris la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).

■ Mission des études, de l'observation et des statistiques (Meos).

Doc 2 Qui prépare les repas dans le couple ?

Évolution entre 2005 et 2008 selon l'arrivée ou non d'un enfant



Champ : personnes en couple cohabitant avec le même conjoint en 2005 et 2008, dont la femme est âgée de 20 à 49 ans en 2005.

■ Source : Ined-Insee, *Érfi-GGS1-2*, 2005-2008.

Doc 3

« La féminisation de l'emploi va de pair avec un bouleversement de la structure sociale. Ainsi, plus de quatre ouvriers sur cinq sont des hommes, tandis que près de quatre employés sur cinq sont des femmes. Les premiers ont peu à peu laissé la place aux secondes alors que, pendant plus d'un siècle, l'ouvrier a été la grande figure de notre société. [...]

Les femmes accèdent, beaucoup plus souvent qu'auparavant, à des postes d'encadrement. Mais, par ailleurs, elles occupent fréquemment des emplois faiblement qualifiés dans les secteurs des services. Le développement de ces emplois de service, souvent assurés autrefois dans la sphère domestique, a d'ailleurs été une condition de l'accès des femmes aux postes les plus qualifiés, en élargissant les possibilités de garde d'enfants, de prise de repas à l'extérieur du domicile... Alors que les inégalités entre sexes régressent très progressivement, se sont ainsi ajoutées de nouvelles formes d'inégalités entre les femmes elles-mêmes : d'un côté, les femmes bénéficiant d'une carrière intéressante et bien rémunérée, pouvant concilier le modèle masculin de réussite professionnelle avec la vie de famille et les contraintes domestiques, de l'autre celles qui connaissent la précarité de l'emploi, le temps partiel contraint, les bas salaires et qui ne peuvent se faire aider dans la sphère domestique. »

■ Olivier Marchand, « 50 ans de mutations de l'emploi », *Insee Première*, n° 1312, septembre 2010.

BAC blanc

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

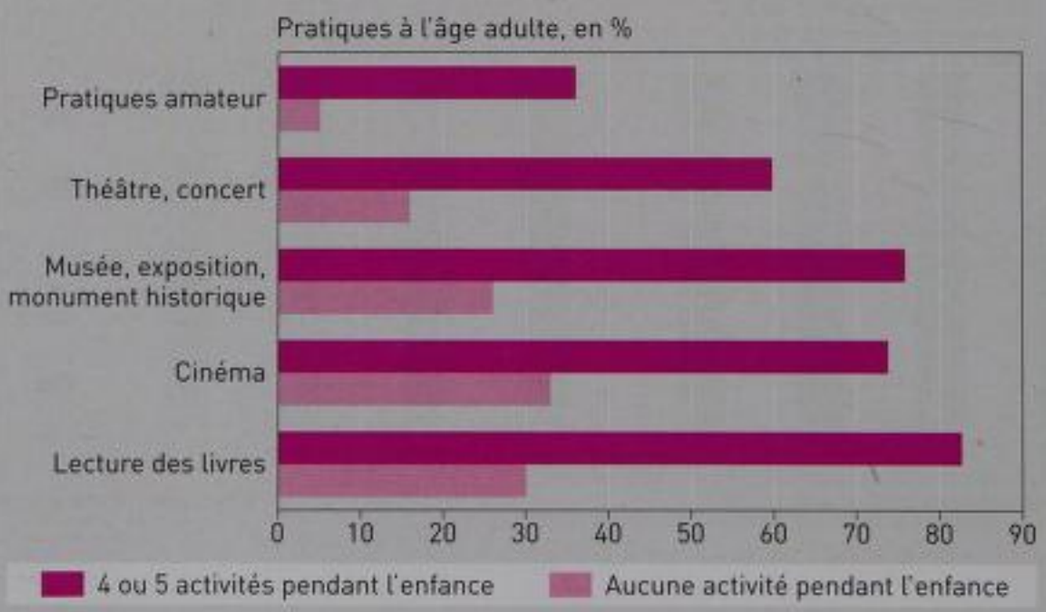
1. Comparez socialisation primaire et socialisation secondaire.
2. Illustrez par deux exemples des situations où des instances de socialisation sont en concurrence.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, montrez que les pratiques culturelles pendant l'enfance marquent durablement les individus.

Document

Liens entre les pratiques culturelles pendant l'enfance et celles à l'âge adulte



Champ : personnes de 15 ans ou plus, n'ayant pas été élevées en institution.

Lecture : 30 % des personnes qui ne pratiquaient aucune activité culturelle étant enfants lisent à l'âge adulte.

■ Source : Insee, enquête « *Transmissions familiales* », partie variable de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie, octobre 2000.

Conseils

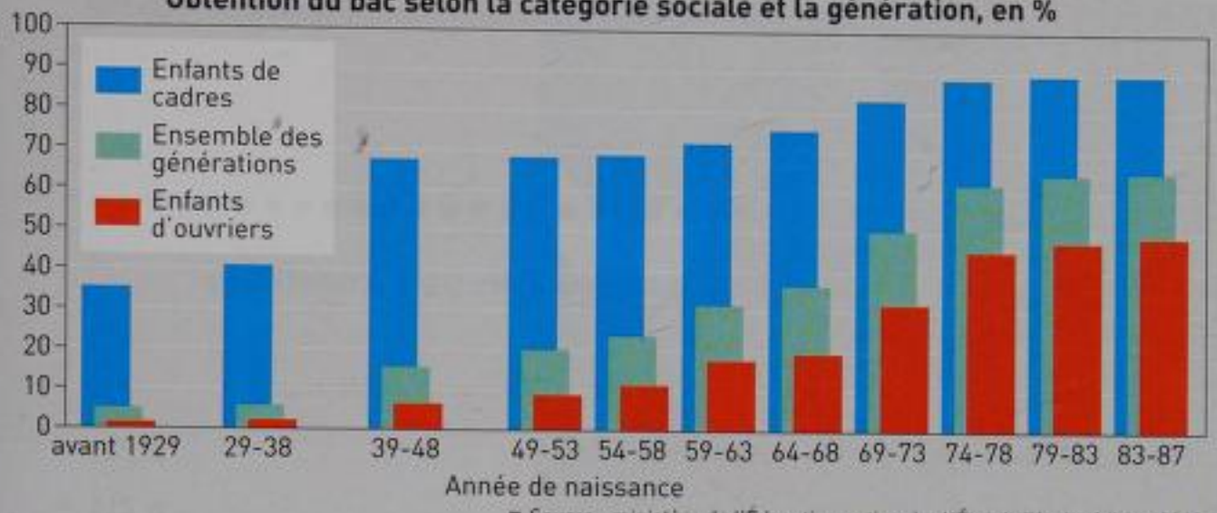
Le choix du sujet au baccalauréat entre dissertation et épreuve composée doit être réfléchi et nécessite donc un temps de lecture. Faire le choix de traiter l'épreuve composée, c'est se sentir capable de répondre aux questions de la partie 1 (6 points sont en jeu) et comprendre le sujet à traiter en partie 3 (10 points) ce qui nécessite des connaissances sur les thèmes abordés. Pour la partie 2, ce sont des compétences de lecture de statistiques (le plus souvent) qui sont normalement acquises au cours du cycle terminal.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Montrez que la famille et l'école sont des instances de socialisation complémentaires mais parfois concurrentes.

Doc 1

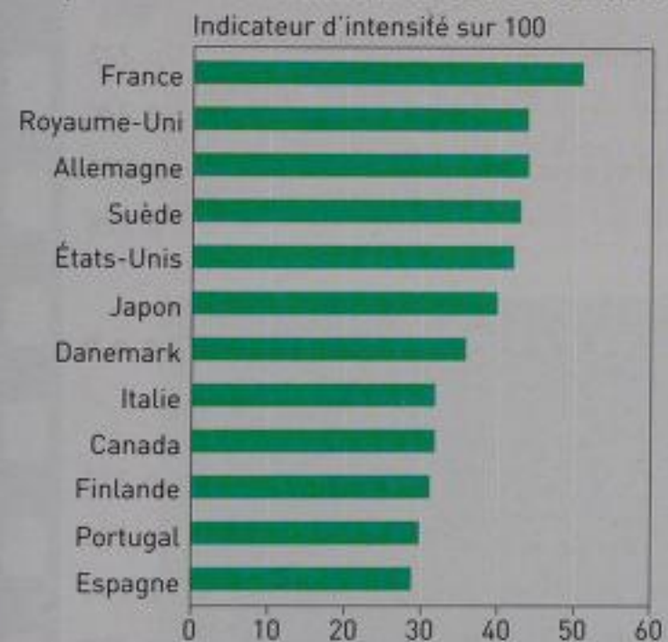
Obtention du bac selon la catégorie sociale et la génération, en %



■ Source : ministère de l'Éducation nationale, *L'État de l'école*, édition 2010.

Doc 2

Impact du milieu social sur le score en lecture



Clé de lecture : le score obtenu par les élèves français en lecture lors de l'enquête Pisa est impacté pour plus de 50 % par leur milieu social.

■ Source : OCDE, enquête Pisa 2009.

Doc 3

[Extraits d'entretiens avec des élèves de milieux populaires en réussite scolaire]

« Erwan raconte : "Si je n'avais pas fait mes devoirs, c'était la fin du monde. C'était quelque chose que je ne pouvais pas imaginer, si jamais ça arrivait, il fallait que je me lève la nuit pour les faire, ça m'empêchait de dormir". [...] Tout comme lui, Laura s'exécute : "J'ai jamais voulu aller à l'école sans avoir fait mes devoirs parce que je me sentais mal." [...] Laura est prise dans un contrat moral s'enracinant dans le projet migratoire parental. Elle lie sa réussite à une dette à l'égard de sa mère "Je me dis qu'au moins pour ma mère qui travaille [...], elle fait toujours le ménage. Je me dis qu'elle fait ça pour moi. Si je ne me donne pas les moyens de faire le meilleur, bien, qui pourra le faire pour moi ? Personne. Donc je me suis dit, ma mère est venue en France, ce n'est pas pour rien. Elle m'a donné l'opportunité de faire des choses que je n'aurais pas pu faire ailleurs, en tous les cas pas au Portugal. Donc il faut vraiment que j'y arrive." Pour Stéphanie, un sentiment de dette s'exprime à l'égard de son grand-père. Il lui a appris à lire et à écrire avant d'entrer au CP (Cours Préparatoire). »

■ Benjamin Castets-Fontaine, « Parcours de réussite en milieu populaire », *Sciences humaines*, octobre 2011.

Chapitre 9

Groupes et réseaux sociaux

Dossiers

Dossier 1. Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux ?

Notions Groupes primaire/secondaire • Groupes d'appartenance/de référence

A. Un groupe social, plus qu'une somme d'individus ..... p. 214
B. Les liens sociaux au sein d'un groupe ..... p. 216
C. Groupe social, une conscience d'appartenance commune ..... p. 218
D. Une diversité de relations sociales selon les groupes ..... p. 220

Dossier 2. Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?

Notions Capital social • Sociabilité

A. Réseaux sociaux, des interactions qui produisent du lien ..... p. 222
B. Les formes de sociabilité dans les réseaux ..... p. 224
C. L'efficacité d'un réseau social : entre taille et structure ..... p. 226
D. Réseaux sociaux et recherche d'emploi ..... p. 228

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

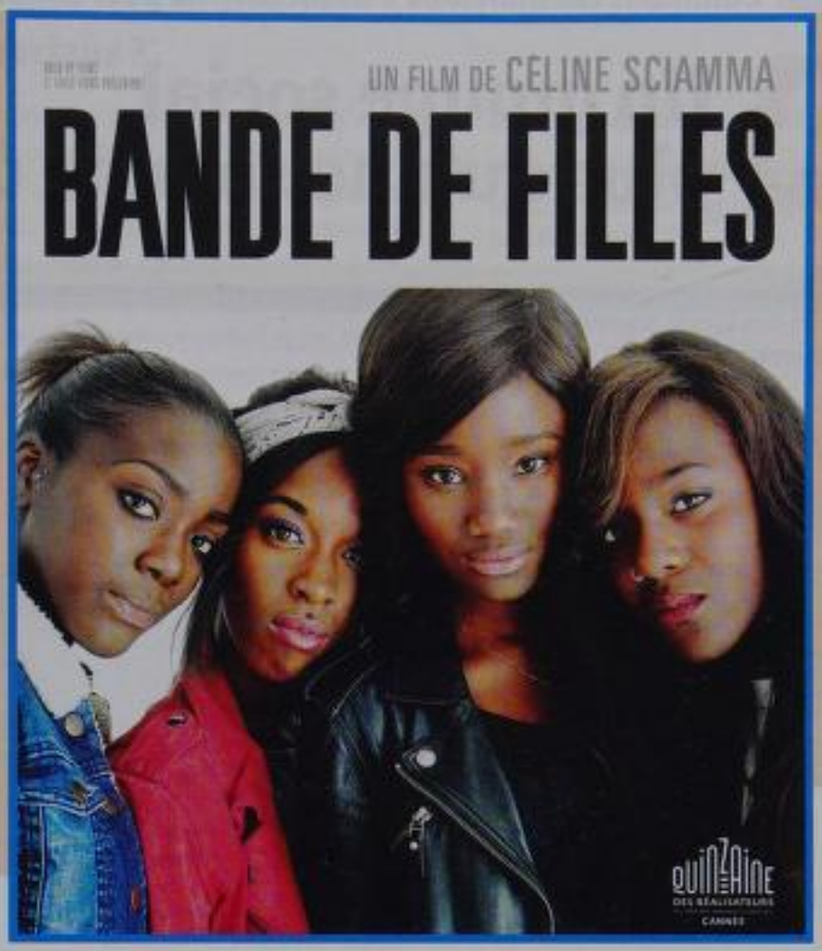
★ Construire un tableau comparatif → TD 1/TICE ..... p. 230
★ Exploiter et croiser des documents → TD 2 ..... p. 231
★ Organiser son travail pour réaliser une dissertation → Méthode Bac ..... p. 236
★ Épreuve composée → Bac Blanc ..... p. 238

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Groupes sociaux • Réseaux sociaux
Formes de sociabilité • Capital social → Synthèse ..... p. 232

Pour commencer

- Qu'est-ce qu'une « bande de filles » ?



Du côté de l'actualité

Ils s'étaient donné rendez-vous par internet [...]. 5 000 jeunes réunis dans le centre-ville de Brest pour un apéro géant.

■ Journal télévisé, France 2.

Activité vidéo

1. Quelles sont les conditions pour qu'un tel événement puisse avoir lieu ? Qu'y a-t-il de nouveau dans ce type de manifestation ?
2. Quels sont les arguments en faveur et les arguments contre ce type de rassemblement ?

A Un groupe social, plus qu'une somme d'individus

OBJECTIF • *Identifier ce qui caractérise un groupe social*

Pour commencer

Doc 1 Du monde à la plage

Recherchez des arguments :

1. *Pour expliquer que ces personnes ne forment pas un groupe social.*
2. *Pour justifier qu'elles peuvent faire partie d'un groupe social.*

Doc 2 Les différences entre catégorie statistique et groupe social

« Le sociologue Robert Merton a proposé une définition [du groupe social] qui met en avant deux catégories de critères :

– les individus doivent être en interaction[1] ou avoir des rapports sociaux[2] qui obéissent à des règles préétablies (critère objectif) ;

– ils doivent se définir eux-mêmes comme membres du groupe et être définis par les autres comme étant membres du groupe (critères subjectifs).

Cette définition permet de distinguer le groupe social d'autres groupements de personnes qui n'en sont pas. Par exemple, un simple agrégat physique, constitué par le regroupement de personnes en un même lieu, ne constitue pas un groupe social. [...]

La définition proposée par R. Menton exclut également que l'on puisse identifier le groupe social au simple agrégat statistique par lequel le chercheur regroupe des individus en fonction de similitudes comme l'âge, le sexe, la profession, ou le niveau de revenu. Des caractéristiques communes ne suffisent pas à elles seules à fonder l'existence d'un groupe social et l'appartenance de plusieurs individus à une même catégorie socioprofessionnelle (au sens de l'Insee) ne saurait, par exemple, en faire un groupe. Par contre, de ces similitudes il peut résulter des intérêts communs (non nécessairement conscients) qui feront de ces individus un groupe latent [...]. La prise de conscience de ces intérêts communs et la mise en place d'une organisation du groupe pour les défendre transformeront alors le groupe latent en groupe d'intérêt manifeste (parti, syndicat...). »

■ Jean Étienne et *alii*, *Dictionnaire de sociologie*, Hatier, « Initial », 2004.

1. *En quoi la phrase soulignée illustre-elle la photographie du doc. 1 ?*
2. *Qu'est-ce qui constitue un groupe social ?*
3. *Qu'est-ce qu'un groupe latent ? À quelle condition une catégorie statistique peut devenir un groupe réel ?*
4. *La catégorie statistique des femmes peut-elle former un groupe social ?*

1. Les interactions sociales se produisent dans un cadre social déterminé comme la famille, le quartier ou l'école. Elles naissent des influences interindividuelles (interaction directe comme une discussion) mais aussi de l'incidence de l'environnement, et de ses modifications, sur l'individu (interaction indirecte comme l'influence d'une mode).

2. Les rapports sociaux sont les relations, les interactions ou les liens d'interdépendance qui s'établissent entre les individus et les groupes en fonction des positions respectives de chacun dans l'organisation sociale (l'entreprise par exemple).

Doc 3 Les CSP, des groupes sociaux ?

« L'approche nominaliste[1] en matière de stratification vise à constituer des classes – au sens logique du terme – en rassemblant des individus ayant des caractéristiques communes (revenus, diplômes. possession d'un bien quelconque) sans pour autant que les individus ainsi réunis forment un groupe réel et se sentent appartenir à ce groupe. [...]

[Mais] les CSP [Catégories socioprofessionnelles] sont davantage que des catégories nominales [...]. Les concepteurs initiaux du code des CSP entendent rassembler les catégories "en un nombre restreint de grandes catégories (les groupes socioprofessionnels) présentant chacune une certaine homogénéité sociale". Cette "homogénéité sociale" est expressément rapportée à la notion de groupe social : "les personnes appartenant à une même catégorie sont présumées être susceptibles d'entretenir des relations personnelles entre elles, avoir souvent des comportements et des opinions analogues, se considérer elles-mêmes comme appartenant à une même catégorie et être considérées par les autres comme appartenant à une même catégorie" (Le code des CSP, Insee, 1969). »

■ Serge Bosc, *Stratification et classes sociales*, © *Armand Colin*, 7e édition, 2013.

1. ***Expliquez le passage souligné.***
2. ***Pourquoi peut-on considérer les CSP comme des catégories nominales ?***
3. ***En quoi la distinction entre CSP et groupe social est-elle similaire dans les documents 2 et 3 ?***
4. ***Pourquoi Serge Bosc ne considère-t-il pas les CSP comme de simples catégories statistiques ?***

1. Dans cette approche, les catégories ne sont pas des reproductions du réel mais une construction statistique de l'observateur pour appréhender la réalité.

EXERCICE Utiliser l'outil PCS

1. Recherchez sur le site de l'Insee des informations sur la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles : **a.** ce qui les distingue des CSP ; **b.** les modalités de classement et leurs évolutions ; **c.** les noms des huit groupes socioprofessionnels ; **d.** le nombre de catégories et de professions.
2. Trouvez pour chacune des professions (niveau 4) dans la liste ci-après la PCS (niveau 2) qui lui correspond : **a.** puéricultrice **b.** menuisier de série (bois) **c.** esthéticien **d.** cultivateur de céréales (moins de 20 ha) **e.** artiste dramatique **f.** artisan charcutier (employant de 0 à 9 salariés) **g.** professeur de l'enseignement secondaire **h.** élève (ou étudiant).
3. En quoi le regroupement d'individus selon les critères des PCS peut-il mettre en évidence des groupes réels ?
4. Pourquoi une manifestation contre la chute des prix agricoles met-elle en évidence que la PCS « Agriculteurs exploitants » forme un groupe social ?

Doc 4 La jeunesse : catégorie statistique ou groupe social ?

« "La jeunesse n'est qu'un mot", écrivait le sociologue Pierre Bourdieu en 1978. De fait, si la grande majorité des commentateurs considère que parler "des jeunes" va de soi, l'affaire est bien plus compliquée qu'on le dit souvent. Pour de nombreuses raisons, les jeunes ne forment pas un groupe unifié avec des pratiques et des valeurs si communes que cela. Tout d'abord, parce que personne ne sait dire vraiment à quel âge on doit parler de jeunes. Où finit l'enfance et quand commence la jeunesse ? [...]

Une raison plus profonde encore rend difficile de parler des jeunes comme un tout. L'élévation des niveaux de vie et du niveau d'éducation a en partie homogénéisé les pratiques de consommation et les modes de vie, mais en partie seulement. Si le cadre est commun à tous, les jeunes sont loin d'être tous logés à la même enseigne [...] Prenons les jeunes à 20 ans : 28 % exercent un emploi, 10 % sont au chômage, 56 % étudient et 5 % ne sont ni à l'école ni dans la vie professionnelle. Le grand clivage passe entre les milieux sociaux. [...] Les fils et filles d'ouvriers ou d'employés ont en moyenne des scolarités plus courtes et mettent plus de temps pour trouver un emploi stable, alors que les enfants de cadres supérieurs restent plus longtemps sur les bancs de l'école et trouvent du travail plus rapidement. »

■ Observatoire des inégalités, « La jeunesse existe-t-elle ? », inegalites.fr, 25 février 2009.

1. ***Quel est l'intérêt de classer la population française en groupes d'âge ?***
2. ***Expliquez le passage souligné.***
3. ***Pourquoi la jeunesse ne forme-t-elle pas une catégorie sociale homogène ?***
4. ***Pourquoi l'âge est-il une caractéristique qui peut expliquer la formation de groupes sociaux ?***

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Qu'est-ce qui différencie un regroupement de personnes (ou une catégorie statistique) d'un groupe social ?

B Les liens sociaux au sein d'un groupe

OBJECTIF • *Caractériser les différents types de liens qui s'établissent au sein des groupes*

Pour commencer

Doc 1 Nicolas, Marie-Ange et Sandrine : des liens très concrets

« Nicolas a 29 ans. Il est instituteur dans une école à Créteil [...]. Marie-Ange a 38 ans. Elle est divorcée, a deux enfants et est sans emploi. Elle fait des ménages au noir, touche des allocations familiales, et perçoit une pension alimentaire de son ex-époux. Elle vit aussi à Créteil, dans le même quartier que Nicolas. Ils se croisent parfois, mais ne se connaissent pas et ne se sont jamais parlé. Et pourtant ils sont unis par des liens sociaux invisibles. Des liens très concrets.

Comme tout salarié, Nicolas paye des impôts et cotise à la Sécurité sociale : assurance maladie, chômage, vieillesse. Si demain Marie-Ange est malade, elle sait que ses soins seront remboursés. Ils seront payés en partie à partir des cotisations prélevées sur le salaire de Nicolas [...].

Lorsque Marie-Ange va au supermarché faire ses courses, elle ne sait pas qu'une partie de ses achats servira à payer Sandrine, la concubine de Nicolas, qui travaille comme comptable. Elle ne se rend pas compte aussi qu'en payant ses dépenses, elle paie un impôt (la TVA) qui va servir à alimenter les caisses de l'État, et donc l'école où vont ses enfants.

Nicolas et Marie-Ange ne se connaissent pas. Mais la société a pourtant tissé entre eux, comme entre des millions d'autres gens, une infinité de petits liens de dépendance réciproques : à travers le commerce, les impôts, les assurances. »

■ Jean-François Dortier, « Aux sources du lien social », *Sciences humaines*, Hors-série n° 33, Juin-août 2001.

1. *Recensez l'ensemble des liens sociaux qui existent entre les personnes dont parle le texte.*
2. *Parmi ces liens, lesquels sont des liens directs, de face à face ?*
3. *Certaines relations décrites dans le texte sont indirectes. Expliquez sur quel(s) principe(s) elles reposent.*

Doc 2 Groupes et intégration sociale

« Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? » (% cité en premier, en deuxième et total cité)

■ Source : Crédoc, Enquête *Conditions de vie et aspirations*, 2013.

1. *Que signifie le nombre entouré ?*
2. *Identifiez dans les réponses au sondage ce qui renvoie à des valeurs et ce qui renvoie à des groupes et/ou des institutions.*
3. *Que(s) lien(s) peut-on établir entre ce graphique et le doc. 1 ?*
4. *En quoi la participation à des associations peut-elle favoriser la cohésion sociale ?*

DÉFINITION

Cohésion sociale : situation d'un groupe (ou une société) fortement solidaire et intégré ; en découlent l'existence de buts communs, l'attraction des individus les uns par rapport aux autres et enfin l'attachement des individus au groupe.

Doc 3 Différents types de liens sociaux

« Il existe plusieurs types de liens sociaux :
– le lien de filiation (relations entre des parents et des enfants),
– le lien de participation élective[1] (relations entre conjoints, amis, proches choisis),
– le lien de participation organique (relations entre acteurs de la vie professionnelle),
– et le lien de citoyenneté (relations entre les membres d'une même communauté politique).
Ces liens sont de nature différente, et entrecroisés. Ils apportent ensemble aux individus à la fois la protection et la reconnaissance nécessaires à leur existence sociale. La protection renvoie à l'ensemble des supports que l'individu peut mobiliser face aux aléas de la vie ; la reconnaissance renvoie à l'interaction sociale qui stimule l'individu en lui fournissant la preuve de son existence et de sa valorisation par le regard de l'autre ou des autres. L'expression "compter sur" résume assez bien ce que l'individu peut espérer de sa relation aux autres et aux institutions en termes de protection, tandis que l'expression "compter pour" exprime l'attente, tout aussi vitale, de reconnaissance. Quand on parle d'une société intégrée, cela implique la possibilité pour tous les individus d'être attachés les uns aux autres par ces quatre types de liens en référence aux normes qui fondent leur entrecroisement. »

■ Serge Paugam, « La société salariale en désintégration menace la cohésion républicaine », *Humanité Dimanche*, 22 mai 2014.

1. choisie, sélectionnée.

1. *Quels sont les quatre types de liens sociaux décrits par le texte ?*
2. *Qu'apportent ces liens sociaux à l'individu ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

EXERCICE

Une association pour créer du lien : Voisin-Age

Après avoir trouvé le site Internet de cette association, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Pour quelle raison cette association a-t-elle été créée ? Qui est à l'origine de ce projet ?
2. Quelles sont les motivations des personnes qui participent à cette démarche ? Doivent-elles être adhérentes à l'association ? Pourquoi ?
3. En quoi ce projet favorise-t-il la cohésion sociale ?

Doc 4 L'association, création de lien social

Taux d'adhésion à différentes associations selon le sexe en 2010

ASSOCIATIONS	FEMMES	HOMMES	ENSEMBLE
Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	4,8	3,9	4,3
Sport	10,5	16,3	13,3
Culture	7,3	6,3	6,8
Loisirs	5,5	5,8	5,6
Défense de droits et d'intérêts communs	3	2,2	2,6
Clubs de 3e âge, de loisirs pour personnes âgées[1]	10,2	7,1	8,8
Syndicat, groupement professionnel[2]	6,3	8,1	7,2
Association religieuse, cultuelle, groupe paroissial	1,5	1	1,3
Protection de l'environnement	0,9	1,3	1,1
ENSEMBLE	31,7	37,2	34,3

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 16 ans et plus.

■ Source : Insee, Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV-SILC), 2010.

1. Personnes de 60 ans et plus.
2. Personnes occupant un emploi, chômeurs et retraités.

1. *Que signifie le nombre entouré dans le tableau ?*
2. *Trouvez les deux types d'associations où l'écart d'adhésion entre femmes et hommes est le plus fort. Comment expliquer cet écart ?*
3. *Quelles peuvent être les différentes motivations des individus à participer à une association ?*
4. *À quel(s) type(s) de liens définis dans le doc. 3 la vie associative peut-elle être rattachée ?*

Faire le point

Illustrez les 4 types de liens sociaux décrits par Serge Paugam (doc. 3) par des exemples tirés du doc. 1.

Groupe social, une conscience d'appartenance commune

OBJECTIF • *Repérer les différents groupes sociaux auxquels un individu a le sentiment d'appartenir*

Pour commencer

Doc 1 Un sentiment d'affiliation à un collectif

« À quel espace territorial avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? ».

Évolution du sentiment d'appartenance (en %)

	1999	2013
La commune, le quartier	33	26
Le département*	-	7
La région	17	10
La France	33	37
L'Europe	6	5
Le monde	11	12
Un autre pays que la France*	-	2
TOTAL	100	100

Un groupe de supporters

* On ne proposait pas « le département » ou « un autre pays que la France » en réponses en 1999.

■ Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations. Sandra Hoibian, « Les Français en quête de lien social », Crédoc, collection des rapports n° 292, juin 2013.

1. *Quels sont les deux territoires auxquels les Français sont le plus attachés ? Comment a évolué le sentiment d'appartenance pour ces deux espaces depuis 1999 ?*
2. *Quels éléments peuvent expliquer le fort sentiment d'appartenance au pays ?*

NOTION

Groupe d'appartenance : groupe auquel l'individu appartient selon ses différents rôles et dont il partage, suite à la socialisation, les éléments de la culture (langage, valeurs, normes, etc.).

Doc 2 La diversification des appartenances

« [Pour Georg Simmel], parler de société revient à parler de lien social, et parler de lien social, c'est avant tout partir du constat que "les individus sont liés par des influences et des déterminations éprouvées réciproquement". La société est par conséquent "quelque chose de fonctionnel, quelque chose que les individus font et subissent à la fois".

Ce qui frappe surtout Simmel, c'est la diversification des appartenances. Le nombre élevé de cercles auxquels peut appartenir l'individu est l'un des indicateurs de la culture. "Si l'homme moderne appartient d'abord à la famille de ses parents, puis à celle qu'il a fondée lui-même et donc aussi à celle de sa femme, ensuite à son métier, qui de son côté l'intègre déjà à plusieurs cercles d'intérêts [...] : s'il est conscient d'appartenir à une nationalité et à une certaine classe sociale, si de plus il est officier de réserve, fait partie de quelques associations et a des fréquentations sociales dans des cercles les plus divers : alors on a déjà une grande variété de groupes [...]." »[1]

■ Serge Paugam, *Le Lien social*, PUF, 2013.

1. *Pour Georg Simmel, qu'est-ce qu'étudier la société ?*
2. *Recensez les groupes auxquels un individu peut appartenir de nos jours.*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

1. G. Simmel, figure importante de la sociologie allemande classique, *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation* (1re éd. en allemand, 1908), Paris, PUF, « Sociologies », 1999.

Doc 3 Les fonctions du groupe de référence

Fonction comparative

Sert de base de comparaison pour s'évaluer et évaluer les autres.

- un groupe social évaluera sa situation par rapport au groupe placé immédiatement au-dessus de lui. S'il voit la situation de ce groupe s'améliorer, alors que la sienne ne bouge pas, il en conclura à une détérioration relative de sa propre situation.

Fonction normative

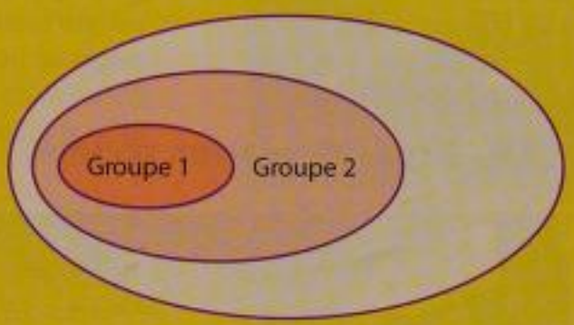
Sert de modèle normatif pour un individu.

- exemple : le bourgeois gentilhomme de Molière prend comme groupe de référence l'aristocratie.
- dans la vie sociale, il arrive assez souvent que des employés prennent comme groupe de référence celui des cadres qu'ils côtoient.

EXERCICE

Appartenances multiples à des groupes

- Représentez sous forme de cercles concentriques les différents groupes auxquels vous appartenez, du plus proche au plus éloigné. Comparez avec les autres élèves.



1. *À quelle fonction du groupe de référence la notion de « socialisation anticipatrice » peut-elle être associée ? Justifiez votre réponse (cf. chapitre 8).*
2. *Laquelle de ces fonctions favorise la prise en compte d'intérêts communs et la mise en place d'éventuelles actions collectives du groupe pour les défendre ? Pourquoi ?*
3. *Dans l'exemple de « l'intellectuel engagé » qui s'identifie à la classe ouvrière, quel serait le groupe de référence ? Pourquoi est-ce différent de l'exemple proposé dans le document ?*

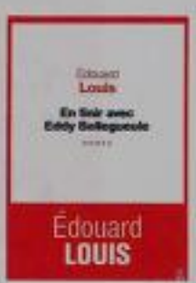
Doc 4 Changer de groupe social

A. Quitter son groupe

« Une personne peut se conformer, non aux opinions et valeurs de son groupe d'appartenance mais à celles d'un autre groupe [appelé groupe de référence] qui n'est pas le sien et dont elle souhaite faire partie, soit parce que celui-ci peut lui apporter davantage de prestige et de reconnaissance sociale, soit parce que sa position dans son groupe d'appartenance ne lui convenait pas. Quelles que soient les raisons invoquées, la personne devra adapter ses attitudes et opinions aux normes du nouveau groupe. Le choix que fait un individu de quitter son groupe d'appartenance pour un autre est à mettre en relation avec le phénomène de mobilité sociale. Étant donné que l'individu n'obéit plus aux exigences de son groupe d'appartenance, avec lequel il entre en non-conformité, il risque d'être rejeté. »

■ Patrick Gosling et *alii*, *Psychologie sociale*, tome I : *L'individu et le groupe*, Bréal, 2009, www.editions-breal.fr.

B. Histoire d'un transfuge de classe



En finir avec Eddy Bellegueule est un roman autobiographique d'Édouard Louis paru aux éditions du Seuil en janvier 2014. Il raconte l'enfance et l'adolescence d'Eddy Bellegueule (véritable nom de l'auteur avant qu'il n'en change) dans une famille ouvrière d'un village de Picardie. Il relate les humiliations subies par un garçon aux manières efféminées de la part des gens du village et des membres de sa propre famille. L'auteur décrit un univers où la misère favorise la reproduction sociale, où filles et garçons abandonnent l'école pour des emplois peu qualifiés. Rejeté dans son milieu d'origine, Eddy finit par le quitter par le biais de la réussite scolaire et de son entrée à l'École normale supérieure où il découvre une autre classe sociale dont les codes sont différents.

■ Hatier, 2015.

1. *À quelle fonction du groupe de référence le doc. 4A fait-il référence (cf. doc. 3) ?*
2. *Pour quelles raisons peut-on être amené à changer de groupe (doc. 4A) ?*
3. *Dans le roman, quel est le groupe d'appartenance d'Eddy ? le groupe de référence (doc. 4B) ?*
4. *Pourquoi Eddy veut-il changer de groupe ?*

Prépa Bac

Raisonnement s'appuyant sur les quatre documents du dossier : Épreuve composée, partie 3

- *Montrez pourquoi il faut conformer ses attitudes et ses comportements aux normes et valeurs des différents groupes auxquels on est affilié.*

D Une diversité de relations sociales selon les groupes

OBJECTIF • *Décrire les différences de relations sociales selon le type de groupe*

Pour commencer

Doc 1 Repas et relation sociale

Un repas de 450 seniors à Saint-Flour.

Un repas de famille.

1. *Les personnes qui participent à chacun de ces deux repas se connaissent-elles ?*
2. *L'intensité des relations interpersonnelles entre les participants à ces deux repas est-elle la même ? Justifiez votre réponse.*
3. *Dans votre vie quotidienne, quels sont les lieux qui favorisent des relations sociales ?*

Doc 2 Qu'est-ce qu'un groupe primaire ou restreint ?

« L'être humain est, depuis sa naissance, un être socialement inséré au sein de groupes tels que la famille, l'école, ou des équipes au sein desquelles il travaille ou occupe ses loisirs, etc.

C'est au début des années 1930, que l'intérêt va principalement se porter sur la vie des groupes primaires (aussi appelés "restreints", pour signifier que l'on parle de groupes suffisamment petits pour que chaque membre puisse être en relation avec tous les autres membres du groupe) et les relations interpersonnelles.

Selon l'inventeur de l'expression, Charles Horton Cooley, le groupe primaire (ou restreint) est caractérisé par des relations intimes d'association et de coopération [...].

Le groupe restreint se caractérise d'abord, selon Cooley, par des relations directes de présence à présence ; mais ce trait ne suffit pas à le bien cerner [...]. Le groupe primaire se reconnaît essentiellement au sentiment de l'unité du tout, exprimé par le nous : il implique en effet une forte solidarité, se traduisant dans une vive sympathie et une identification mutuelle et fondée sur la fusion des individus dans le tout commun.

Il reste pourtant encore à expliquer en quel sens de tels groupes peuvent justement être dits primaires. Or, pour Cooley, les groupes méritent l'appellation "primaire" dans la mesure où ils servent à former les idéaux moraux de l'individu et, ultérieurement, à les renforcer dans la conduite de la vie (famille et groupes de jeu de l'enfance par exemple). »

■ Stéphane Desbrosses, *Notion de Groupe : Origine du concept*, psychoweb.fr, le 20 décembre 2007. © DR.

1. *Quelles sont les caractéristiques d'un groupe restreint ? Donnez des exemples de groupes de ce type.*
2. *En quoi les groupes primaires ont-ils une fonction particulière dans la socialisation des individus ?*

Doc 3 Un groupe plus large, le groupe secondaire

« Les groupes secondaires, généralement de taille plus grande, sont caractérisés par des relations plus superficielles, reposant principalement sur des bases utilitaires. À cet égard, les groupes de défense d'intérêts tels que les partis politiques, les syndicats et les associations constituent de bons exemples de groupes secondaires. Ils ne concernent qu'une partie de la vie des individus et ne les engagent pas au niveau de leur personnalité tout entière.
Par ailleurs, ce sont plus souvent des groupes formels, c'est-à-dire des groupes où on a défini par écrit des règles de fonctionnement et d'organisation. Dans les groupes secondaires, le contrôle social des membres fait donc l'objet de règles codifiées et est généralement confié à des organismes spécialisés (commissions de discipline, par exemple) ; au contraire, dans les groupes primaires, le contrôle social est davantage informel et spontané. »

■ Jean Étienne et *alii*, *Dictionnaire de sociologie*, Hatier, « Initial », 2004.

1. *Qu'est-ce qui différencie un groupe primaire d'un groupe secondaire ?*
2. *Dans quels types de groupe (primaire ou secondaire) la cohésion sociale est-elle la plus forte ? Justifiez votre réponse.*
3. *Expliquez la dernière phrase.*

EXERCICE

Distinguer groupes primaire et secondaire

Une fête de quartier

- Le voisinage est-il un groupe primaire ou secondaire ? Justifiez et nuancez votre réponse en vous servant des documents 2 et 3.

Doc 4 Solidarité et groupes sociaux

« En cas de problème dans la vie quotidienne, sur qui comptez-vous ? » (en %).

Sondage réalisé en mars 2009 auprès de 1 000 jeunes salariés âgés de 18 à 25 ans

	1er CHOIX	2e CHOIX	3e CHOIX	PARMI LES 3 PREMIERS CHOIX
Vos parents	42	34	14	90
Vos amis/copains	12	28	29	69
Votre conjoint ou votre « petit ami »	29	18	11	58
Vous-même	15	9	14	38
Vos grands-parents	1	6	13	20
Votre entreprise	1	1	8	10
Les aides sociales de l'État, de la mairie…	0	1	3	3
Autre	1	0	3	3
Vos voisins	0	0	1	2
Une association (sportive, culturelle, religieuse, politique, etc.)	0	0	1	1
Un syndicat	0	0	1	1

■ Anne Loones, Matthieu Angotti, « Les jeunes salariés et la solidarité », Crédoc, avril 2009.

1. *Que signifient les nombres 42 et 90 sur la première ligne ?*
2. *Parmi les groupes cités dans les réponses, lesquels sont des groupes primaires ? des groupes secondaires ?*
3. *Sur quel type de groupe les jeunes salariés disent-ils pouvoir compter ? Justifiez votre réponse à l'aide d'illustrations chiffrées.*
4. *Pourquoi peut-on dire que les jeunes enquêtés sous-estiment la solidarité liée à la protection sociale ?*

Faire le point

Recopiez et complétez le tableau ci-dessous en recensant l'ensemble des groupes sociaux étudiés et en les caractérisant selon leur taille, leur rôle, leur organisation et leur degré de cohésion.

Nom/type de groupe	Taille (petite, grande ou variable selon le type)	Rôle (plusieurs possibles)	Organisation (formelle ou informelle)	Cohésion (forte, faible ou variable selon le type)
Exemple : Famille / groupe restreint	Petite	Socialisation / Protection / Entraide	Informelle	Forte

A Réseaux sociaux, des interactions qui produisent du lien

OBJECTIF • *Définir et illustrer la notion de réseau social*

Pour commencer

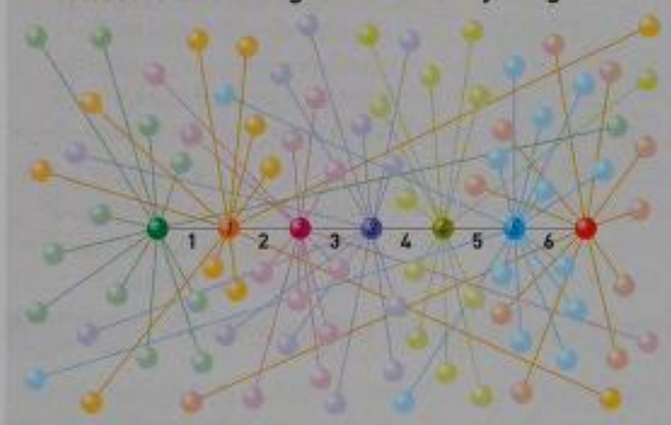
EXERCICE Réaliser une enquête en classe

Combien a-t-on « d'amis » ?

1. Calculez la part des élèves de la classe inscrits sur un réseau social numérique (Facebook, LinkedIn, Twitter...).
2. Calculez le nombre moyen d'amis qu'ont les élèves de la classe sur Facebook.
3. Calculez la moyenne pour la classe du nombre de contacts inscrits dans leur téléphone portable. Comparez ensuite avec le calcul précédent.
4. Les liens existant entre « vos amis numériques » et ceux de la « vraie vie » sont-ils de même nature ? Justifiez votre réponse.

Doc 1 Le réseau repose sur des interactions sociales

Théorie des 6 degrés de Stanley Milgram



« Connaissez-vous la théorie des six degrés de séparation, celle qui veut que, de connaissance commune en connaissance commune, il n'y ait que cinq personnes entre vous et, au hasard, Barack Obama ? Cette théorie [...] a été prouvée dans les années 1960 par le psychologue Stanley Milgram [par l'expérience dite du "petit monde"].

Il a demandé à 296 personnes de faire parvenir un pli à destination d'un habitant de la banlieue de Boston, sans le lui envoyer directement mais en choisissant des destinataires susceptibles de connaître le destinataire final. Le nombre d'individus nécessaires pour faire parvenir le pli avait été de 5,2 personnes (six degrés de séparation).

Armées d'un échantillon d'étude plus large – les 700 millions de membres de Facebook – les équipes du réseau social se sont attelées à une nouvelle vérification de cette théorie [...]. Surprise : les chercheurs ont découvert qu'il y a seulement 4,74 degrés – soit moins de 4 personnes – entre deux individus pris au hasard sur le réseau social, d'"amis" communs en "amis" communs. [...]

Un chercheur de l'université Cornell (États-Unis) avance [...] une explication : selon lui, ce sont les "liens faibles" – ces relations sociales plus lointaines particulièrement vivaces sur Internet – qui expliquent ce surprenant résultat : "Nous sommes proches, en un sens, des gens qui ne sont pas nécessairement comme nous [...]. Ce sont les liens faibles qui rendent le monde petit." »

■ Martin Untersinger, « Oubliez les "6 degrés de séparation", il y en a 4,74 ! », rue89.nouvelobs.com, 22 novembre 2011.

1. *Décrivez l'expérience du « petit monde » et exprimez les résultats obtenus par Milgram.*
2. *Quel constat font les chercheurs en refaisant l'expérience sur Facebook ?*
3. *Comment peut-on expliquer cette évolution ?*

NE PAS CONFONDRE

Au sens courant, la notion de **réseau social** se limite souvent à un réseau social numérique (de type Facebook, Twitter, Myspace, Viadeo, LinkedIn...).

En **sciences sociales**, un réseau social est un ensemble d'individus (ou d'organisations sociales telles que des associations, des entreprises voire des pays) reliés entre eux par des liens créés lors des interactions sociales.

Doc 2 Les relations sociales, un capital

« Disposer d'un carnet d'adresses, pouvoir compter sur un ami auquel on a rendu un service, connaître le fils du directeur d'une grande entreprise, pouvoir disposer par son association d'une salle pour répéter une pièce de théâtre... autant de ressources qui, aux yeux de certains économistes et sociologues, constituent un "capital". Parce qu'il s'inscrit dans un réseau de relations, ce capital est qualifié de social. Sa mobilisation et ce qu'il procure pour un individu qui souhaite atteindre un objectif ne dépendent pas que de cet individu. Il ne suffit pas qu'il y ait relation pour qu'il y ait création de capital, encore faut-il que cette relation soit mobilisable. Pour qu'un acteur parvienne à son objectif en sollicitant l'aide d'un ou de plusieurs des membres de son réseau, il faut bien sûr que ces derniers détiennent la ressource nécessaire, mais il faut surtout qu'ils soient prêts à lui accorder leur aide.

Les ressources détenues par chacun peuvent tout autant servir à la réalisation de fins individuelles que collectives. Le capital social peut permettre la production d'un bien individuel, comme lorsqu'un individu aide un de ses amis à trouver un emploi. Ce capital peut aussi permettre la production d'un bien collectif [...] comme lorsque le réseau des membres d'une association permet à celle-ci d'obtenir un local pour développer ses activités. »

■ Michel Forsé, « Les relations sociales comme ressources », *Sciences humaines*, n° 104, avril 2000.

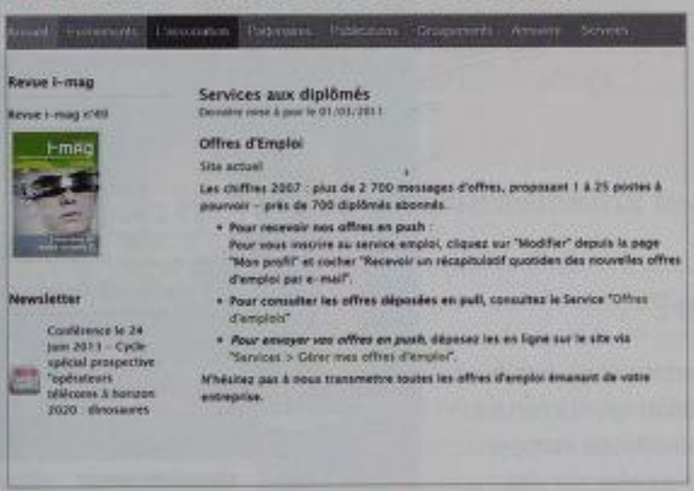
1. *Pourquoi les relations sociales peuvent-elles être assimilées à un capital ?*
2. *À quelle(s) condition(s) peut-on mobiliser ce capital ?*
3. *Illustrez la phrase soulignée.*
4. *Dans le cadre du lycée, cherchez des exemples où vos relations sociales peuvent servir de ressources.*

NOTION

Capital social : ensemble des relations personnelles qu'un individu peut mobiliser dans son intérêt (ou celui de son groupe) ; les relations sociales sont ainsi considérées comme des ressources mobilisables en fonction du réseau social de l'individu.

Doc 3 Un exemple de réseau social : une association d'anciens élèves

A. Le site des anciens élèves de l'Ensimag*



* École nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées. http://aae-ensimag.fr/p/services-aux-diplomes

1. *À qui s'adresse ce site (doc. 3A) ?*
2. *En quoi favorise-t-il le développement d'un réseau utile à la recherche d'emploi (doc. 3A) ?*
3. *Pourquoi la qualité du réseau social d'une association d'anciens élèves d'une grande école est-elle un argument pour son image de marque (doc. 3B) ?*

B. Fonction(s) d'une association d'anciens élèves

« Une association d'anciens élèves est une vitrine supplémentaire développant l'image et la puissance d'une école. Si cet outil est utilisé dans le bon sens, il devient un moyen de communication interne et externe sans équivalent. Ce qui attire un nouvel élève dans votre établissement et fait basculer la balance en votre faveur, c'est la renommée de votre école ainsi que la qualité du réseau entre élèves, anciens et entreprises, facilitant son évolution scolaire et professionnelle. Pour une école, la base de données des anciens est très importante et doit être enrichie au fil du temps. Pour les principaux concernés, une association d'anciens est un moyen de se retrouver, d'échanger et surtout de faire profiter les étudiants d'opportunités liées à l'activité des anciens actifs. La mise en relation des étudiants fraîchement diplômés avec les entreprises devient un des principaux moteurs de ces associations. »

■ Arnault Livain, « La gestion d'une association d'anciens élèves », posté dans *Réseaux sociaux*, 10 décembre 2009, web-communautaire.fr.

Faire le point

Inciter les élèves à rejoindre une association lycéenne.

► *Créer une affiche ou la page d'accueil d'un site pour :*

- *Expliquer les buts et les motivations de l'association ;*
- *Décrire son organisation et son fonctionnement ;*
- *Encourager/motiver les lycéens à y participer.*

► *Les membres de cette association se connaîtraient-ils tous entre eux ?*

B Les formes de sociabilité dans les réseaux

OBJECTIF • *Identifier l'origine et le type de liens dans un réseau social*

Pour commencer

Doc 1 Téléphone portable et sociabilités adolescentes

« [Avec le téléphone portable], le fait de rester en contact prime davantage que le contenu des échanges : c'est la fréquence et la continuité des flux qui valident le lien. [...]
Les marques de l'indisponibilité peuvent apparaître comme des menaces pour le lien. Une non-réponse à un message peut, par exemple, être interprétée comme un manque d'intérêt pour la relation. De même, une gestion des échanges trop rationalisée ("biper" trop souvent pour se faire rappeler, répondre systématiquement à un appel en absence par un texto...) peut être le signe d'un manque d'engagement.
Stacey, 14 ans, indique par exemple que lorsqu'elle doit répondre à ses messages téléphoniques, elle le fait par un appel ou par un texto suivant l'intérêt qu'elle porte à la personne qui l'a contactée. Inversement, les petits signes prennent toute leur valeur d'usage :
"J'adore recevoir des textos : déjà, le téléphone sonne, donc c'est 'ça y est, y a quelqu'un qui pense à moi'" (Nolwenn, 14 ans). Les indices matériels fonctionnent alors comme des indicateurs potentiels du statut qu'accordent au lien les interlocuteurs respectifs. »

■ Céline Metton-Gayon, « La place du téléphone portable et d'Internet dans les sociabilités adolescentes », *Forum 21. Revue européenne de recherche sur l'enfance et la jeunesse*, n° 3, juin 2009.

1. *Pourquoi, pour les adolescents, le nombre de messages compte-t-il plus que leur contenu ?*
2. *Dans les pratiques adolescentes liées au portable, quels sont les signes d'un manque d'engagement dans la relation, c'est-à-dire d'un lien faible ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée en l'illustrant à partir d'exemples.*

9 adolescents sur 10 sont équipés d'un mobile.

Doc 2 Comment mesurer la force du lien ?

« Pour Granovetter, il faut également tenir compte de la force du lien, c'est-à-dire de l'intensité ou de la qualité des relations interpersonnelles. Selon lui, "la force du lien est une combinaison (probablement linéaire) de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, de l'intimité (confiance mutuelle) et des services réciproques qui caractérisent un lien"[1]. Pour être intéressante d'un point de vue théorique, cette optique présente cependant l'inconvénient d'être relativement inopérante d'un point de vue empirique : comment, en effet, mesurer statistiquement la force du lien ? L'intimité et l'intensité émotionnelle sont des notions éminemment subjectives, où les représentations individuelles jouent un grand rôle. Cette subjectivité interdit donc toute analyse quantitative. Il est beaucoup plus simple, même si ce n'est qu'un palliatif, de mesurer la fréquence ou la durée des relations entretenues. Faute de mieux, ces indicateurs peuvent donner une approximation de la force du lien. »

■ Régis Bigot, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Crédoc, 2001.

1. Granovetter Mark, « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 1973.

1. *Qu'est-ce que « la force du lien » ? Illustrez par des exemples mobilisant les notions de groupes primaires et secondaires.*
2. *Comment peut-on quantifier la force du lien ?*

NOTION
Sociabilité : en sociologie, la sociabilité est l'ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres, compte tenu de la forme que prennent ces relations.

Doc 3 Une sociabilité variable selon le statut de l'individu

Nombre moyen de sources de sociabilité parmi les onze suivantes :

- Fait partie d'un des six types d'associations (culturelle, sportive, syndicale, de parents d'élèves, environnementale, confessionnelle).
- Reçoit des amis au moins une fois par mois.
- Rencontre des membres de sa famille proche régulièrement.
- A rencontré de nouvelles personnes grâce aux nouvelles technologies.
- Fait partie d'un réseau social en ligne.
- A discuté avec ses voisins au cours du mois passé.
- A échangé des services entre voisins au moins une fois au cours du dernier mois.
- Rencontre de nombreuses personnes dans le cadre du travail.
- Fréquente régulièrement un cinéma.
- Fréquente régulièrement un équipement sportif.
- Fréquente régulièrement un lieu de culte.

■ Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations, début 2013. Sandra Hoibian, « Les Français en quête de lien social », Crédoc, collection des rapports n° 292, juin 2013.

Sexe	
Homme	6,7
Femme	6,2
Âge	
18-24 ans	6,8
25-39 ans	7,3
40-59 ans	6,6
60-69 ans	5,9
70 ans et plus	4,9
Diplôme	
Aucun, CAP	5,1
BEPC	6,1
Bac	7,0
Diplôme du supérieur	7,3
Profession – Catégorie sociale	
Indépendant	7,2
Cadre et profession intellectuelle supérieure	7,9
Profession intermédiaire	7,4
Employé	6,9
Ouvrier	6,5
Reste au foyer	5,5
Retraité	5,2
Étudiant	6,5
Revenus mensuels du foyer	
Moins de 900 €	4,5
De 900 à 1 500 €	5,2
De 1500 à 2300 €	6,0
De 2300 à 3100 €	6,8
3 100 € et plus	7,6
ENSEMBLE DE LA POPULATION	6,4

1. *Que signifient le premier et le dernier nombre du tableau ?*
2. *Quel intérêt y a-t-il à comparer les données chiffrées à la moyenne de l'ensemble ?*
3. *Établissez le portrait-robot de l'individu qui a le nombre de sources de sociabilité le plus faible.*
4. *Pour chacune des variables, formulez une hypothèse qui expliquerait son influence sur la sociabilité.*

Doc 4 Nouveaux environnements techniques et sociabilité

« Loin d'être un facteur de rupture, selon une récente analyse du Crédoc, la toile permettrait de tisser le lien social dans les nouvelles générations. La vie sociale des 18-29 ans par exemple (participation à des associations, invitations entre amis) est plus riche qu'elle ne l'était dans les années 1980-1990, avant l'apparition de ces nouveaux outils. Internet et le téléphone mobile sont devenus des supports de la vie sociale et 75 % des adolescents les déclarent indispensables pour être intégré à la société. Même s'ils sont conscients qu'Internet recèle des dangers, notamment en ce qui concerne la publication de son intimité.

Une autre crainte, [...] la fameuse "fracture numérique", censée creuser un fossé entre les experts et les novices, les riches et les pauvres, les garçons et les filles..., est partie en fumée. Le Web et les réseaux sociaux, auxquels chacun peut avoir facilement accès aujourd'hui, semblent au contraire favoriser l'entraide et la mixité sociale, même si l'endogamie demeure sur certains centres d'intérêt. »

■ Martine Fournier, « La sociabilité numérique des adolescents », *Sciences humaines*, n° 252, octobre 2013.

1. *Quels sont les nouveaux environnements techniques ?*
2. *Quelles sont les craintes liées à leur utilisation ?*
3. *Dans quelle mesure les réseaux sociaux numériques favorisent-ils la mixité sociale ?*

EXERCICE

Étudier une représentation des réseaux sociaux numériques : *Carmen* de Stromae

1. Relevez dans les paroles de la chanson le vocabulaire spécifique aux réseaux sociaux numériques.
2. Identifiez les passages de la chanson qui expriment une vision négative des relations sur les réseaux.
3. Pourquoi Stromae a-t-il intitulé sa chanson « Carmen » ?
4. Synthétisez en quelques phrases les propos de l'auteur.

Prépa Bac

Dissertation : rédigez l'introduction du sujet

Dans quelle mesure les caractéristiques économiques et sociodémographiques de l'individu influent-elles sur sa sociabilité ?

L'efficacité d'un réseau social : entre taille et structure

OBJECTIF • *Expliquer les effets de la taille et de la forme du réseau sur le capital social*

Pour commencer

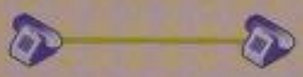
Doc 1 Taille du réseau et efficacité

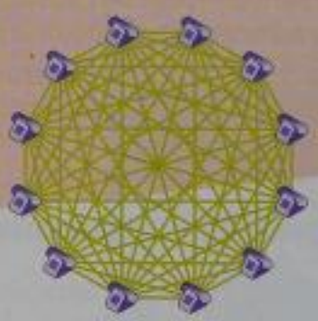
« Robert Metcalfe est l'un des inventeurs de la norme technique qui donna naissance au réseau internet. En affirmant que la valeur d'un réseau croît de manière exponentielle en fonction du nombre de ses utilisateurs, il donna aux dot.com[1] en quête de capitaux des arguments en or. À l'époque dorée du développement de la bulle internet, n'importe quel jeune boutonneux nanti d'un site web doté d'un peu de trafic pouvait lever autant de fonds que la croyance des investisseurs dans les calculs de Metcalfe le permettait. [...]
Cette "loi" [...] touche d'autres domaines. Prenons la gestion des personnalités difficiles. Tout manager sait que la capacité de nuisance de trois "emmerdeurs" isolés est faible. Mais avec trois emmerdeurs en réseau, attention ! De même pour la longueur des réunions : elle croît de manière exponentielle en fonction du nombre de participants. Et l'efficacité ? »

■ « La loi de Metcalfe », © Dominique Michel, lentreprise.com, 20 mars 2003.

1. anglicisme désignant les entreprises dont tout ou une grande partie de l'activité se réalise sur Internet.

1. *Formulez la « loi de Metcalfe » et illustrez-la avec l'exemple d'un site de covoiturage et de son nombre de participants.*
2. *Pourquoi cette « loi » a-t-elle favorisé le financement des entreprises de la net-économie ?*
3. *Metcalfe montrait que plus il y a d'utilisateurs dans un réseau, plus les fonctions de partage et de collaboration deviennent efficaces : le texte confirme-t-il ces propos ?*





Doc 2 Des groupes au réseau

« De ses observations historiques, [Simmel] tire un constat général : l'élargissement quantitatif du groupe produit une différenciation accrue de ses membres et se traduit par une individualisation plus poussée [...]
Si l'individu se caractérise par une pluralité de liens sociaux, les groupes auxquels il appartient peuvent être ordonnés de façon concentrique ou, au contraire, simplement juxtaposés. Dans le modèle concentrique, les cercles se rétrécissent progressivement de la nation au territoire le plus proche, en passant par le statut professionnel, la commune, le quartier. Dans ce cas, le plus étroit des cercles implique que l'individu qui en est membre fait partie également des autres. Cet empilage des liens détermine les fonctions successives qu'exerce l'individu. Il s'agit d'une organisation sociale qui ne lui assigne en définitive qu'une autonomie restreinte. Les individus restent définis de façon unique.
Lorsque les cercles sont juxtaposés et par conséquent indépendants, ils garantissent à l'individu une liberté plus grande. Son identité peut devenir plurielle. C'est sur lui que reposent les connexions, entre les différents groupes auxquels il participe. Puisque les cercles sont "situés côte à côte, ils ne se rencontrent que dans une seule et même personne"[1]. Simmel insiste sur le fait que la construction concentrique de cercles a été une étape intermédiaire et historique vers la situation actuelle de juxtaposition. »

■ Serge Paugam, *Le Lien social*, PUF, 2013.

1. G. Simmel, *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation* (1re éd. en allemand, 1908), PUF, « Sociologies », 1999.

1. *Quels sont les deux modèles d'appartenance aux groupes sociaux décrits dans le texte ?*
2. *En quoi ces deux modèles se différencient-ils ? Lequel a une structure de type réseau ?*
3. *Quel est le sens de l'évolution historique selon Simmel ?*

EXERCICE

Avez-vous bien compris ?

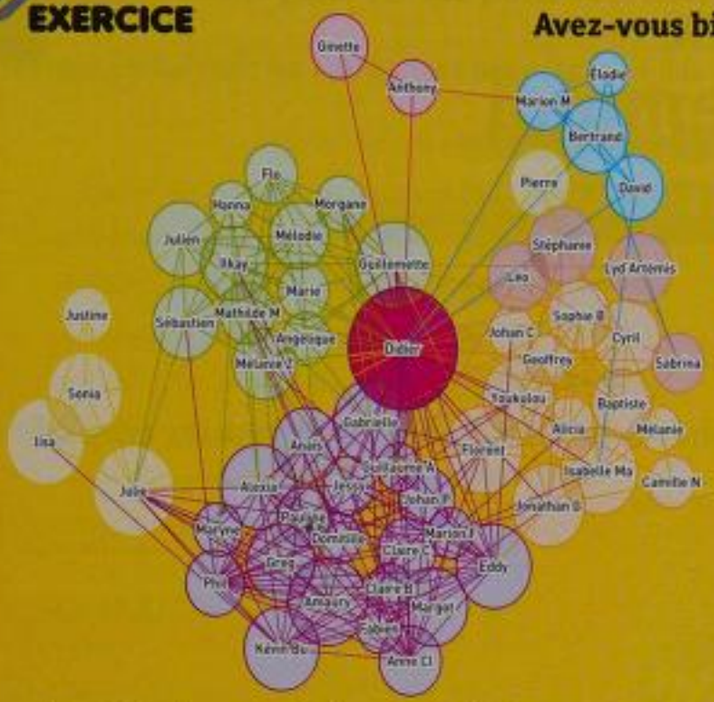


Figure 1 Représentation du réseau Facebook d'un membre

Figure 2 La pluralité de liens sociaux d'un individu

1. En quoi les figures 1 et 2 illustrent-elles les propos du doc. 2 ?
2. Dans la figure 1, qui peut exploiter le plus l'existence de trous structuraux (doc. 3) ? Justifiez votre réponse.

Doc 3 Le réseau comme capital social

« James Coleman, sociologue américain, est l'un des premiers à avoir abordé la notion de capital social selon une approche microéconomique. Dans cette perspective, établir une relation au sein d'un réseau est considéré comme un investissement. Chaque acteur est censé procéder à des investissements relationnels selon une stratégie fondée sur l'anticipation rationnelle. Par exemple, si A fait quelque chose pour B, il attend en retour que B lui rende ce qu'il juge être la pareille le moment venu. A est en attente et B a une obligation. Cette obligation constitue une créance détenue par A. Plus un individu détient de créances de cette sorte, plus il détient de capital social qu'il pourra utiliser pour améliorer son bien-être [...] Le capital social est donc lié aux normes de réciprocité qui prévalent au sein du réseau [...].

De son côté, Ronald Burt suggère, avec la notion de trou structural, une autre forme de capital social. Par trou structural, il désigne l'absence de relations entre deux personnes reliées à une même troisième. Pour R. Burt, la possibilité d'exploiter à son avantage la situation améliore le capital social de cette troisième personne. Dans l'exemple précédent, A dispose de plus d'autonomie, s'il n'y a pas de lien entre B et C. Plus généralement, un capital social est d'autant plus élevé qu'il y a de trous structuraux. Quoi qu'il en soit, une structure qui favorise la confiance ou une position d'"articulateur" dans un réseau de relations vaut parfois mieux qu'un carnet d'adresses, fût-il bien fourni. »

■ Sylvain Allemand, « Une approche structurale du capital social », *Sciences humaines*, n° 104, avril 2000.

1. ***Pourquoi peut-on considérer son réseau social comme un capital social ?***
2. ***Expliquez la phrase soulignée.***
3. ***L'amélioration de son capital social est-elle exclusivement liée au nombre de contacts dont on dispose ?***
4. ***Représentez par un schéma d'implication les relations entre A et B dans la première analyse. Faites de même pour les relations entre A, B et C dans la seconde.***

Un exemple de site proposant de « développer ses réseaux »

« Il ne suffit pas qu'il y ait relation pour qu'il y ait création de capital, encore faut-il que cette relation soit mobilisable. »

► *Expliquez cette phrase du sociologue Michel Forsé en cherchant les conditions qui facilitent la mobilisation de ressources.*

Réseaux sociaux et recherche d'emploi

OBJECTIF • *Expliquer comment le réseau favorise la recherche d'emploi*

Pour commencer

Doc 1 Témoignage d'une jeune diplômée à la recherche d'un premier emploi

« [Diplômée en 2010 de l'Inseec Business School], Meryème s'est bâtie une véritable identité numérique. Pour booster sa recherche d'emploi, elle a créé sa page Facebook, "Reality Job Search", entièrement consacrée aux réseaux pros.
Elle publie des photos, des vidéos, ses participations à des conférences et sur les salons emploi. Ces derniers lui permettent d'ailleurs d'agrandir son réseau. "J'envoie toujours aux personnes que je rencontre des invitations à intégrer mes réseaux Viadeo, Linkedin et Facebook pour rester en contact." [...]
En 2011, elle gagne des places pour assister à l'avant-première du film "Comment tuer son boss" en participant à un jeu-concours Viadeo lancé par Warner Bros. "J'ai invité mon réseau pro sur Facebook à m'accompagner. C'était une bonne occasion de faire connaissance avec les nouveaux membres", estime-t-elle. Elle rencontre alors une personne travaillant au sein du Groupe France Télécom qui va lui permettre de mettre un pied dans l'entreprise. "Nous sommes restés en contact et, un jour, il m'a alertée sur une offre mise en ligne sur le site d'Orange et m'a proposé de soumettre et d'appuyer ma candidature."

Meryème Tricoire

Meryème passe les entretiens et sa stratégie porte enfin ses fruits. Elle occupe le poste de chef de produit 2.0 responsable marketing opérationnel pendant six mois. »

- Émilie Grégoire, « J'ai monté une vraie stratégie de recherche d'emploi avec les réseaux sociaux », cidj.com, juin 2014.

1. *Comment peut-on gérer et développer son identité numérique ?*
2. *Quels sont les intérêts de construire son identité numérique pour rechercher un emploi ?*
3. *Caractérisez le type de lien que Meryème a établi avec la personne qui va favoriser son embauche.*

Doc 2 Utiliser son réseau pour rechercher un emploi

« Qu'il s'agisse de business ou de recrutement, à chaque moment de notre vie, notamment professionnelle, se pose la question de nos réseaux ou absence de réseaux, de nos liens forts ou de nos liens faibles. [...]
Les liens forts, relations directes et permanentes, forment souvent une communauté unique et fermée. Cette communauté affective et indéfectible, familiale ou amicale, a plutôt vocation à protéger. Les liens faibles sont, eux, plus ouverts, notamment sur la vie professionnelle.
La théorie de la force des liens faibles a près de 40 ans. Elle a été énoncée dès 1973 par le sociologue Mark Granovetter qui explique que "les individus avec qui on est faiblement lié ont plus de chances d'évoluer dans des cercles différents et ont donc accès à des informations différentes de celles que l'on reçoit". La puissance de ces liens ne se mesure pas par la solidité immatérielle des relations entre les individus, mais par la capacité de chacun à les faire vivre et à les entretenir. Trouver un emploi par cooptation[1], être informé d'une mobilité ou d'une création de poste, savoir comment ou auprès de qui promouvoir une candidature, recommander ou se faire recommander, autant d'occasions de faire jouer ses liens faibles qu'il aura fallu préalablement entretenir. Oui, il faut entretenir ses liens faibles. Encore faut-il déjà avoir pu bien les identifier pour pouvoir ensuite les entretenir. »

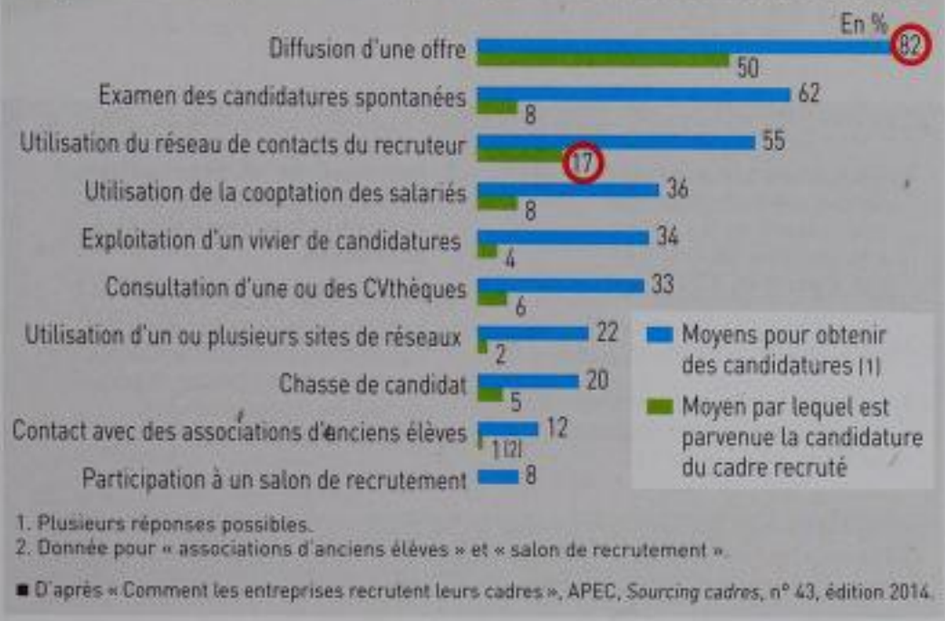
- Frederic Fougerat, « Le poids des "liens faibles" pour trouver un emploi », LesEchos.fr, 2 novembre 2011.

1. Grâce à la recommandation d'un ou des salariés de l'entreprise qui embauche.

1. *Définissez et illustrez liens forts et liens faibles en identifiant ce qui les distingue.*
2. *Comment peut-on entretenir ses liens faibles (cf. doc. 1) ?*
3. *Pourquoi et comment les liens faibles facilitent-ils la recherche d'emploi ?*

Doc 3 Des moyens variés pour recruter

Moyens utilisés par les entreprises pour recruter des cadres en 2013



1. Plusieurs réponses possibles.
2. Donnée pour « associations d'anciens élèves » et « salon de recrutement ».

■ D'après « Comment les entreprises recrutent leurs cadres », APEC, *Sourcing cadres*, n° 43, édition 2014.

1. *Expliquez les nombres entourés.*
2. *La somme des pourcentages des moyens par lequel est parvenue la candidature est égale à 100 (101 du fait des arrondis), alors que ce n'est pas le cas pour celle des moyens pour obtenir des candidatures. Pourquoi ?*
3. *Parmi les moyens utilisés pour recruter lesquels pourraient être des liens faibles entretenus par le recruteur (ou ses salariés) ? Justifiez vos choix.*
4. *Par quels calculs peut-on montrer l'efficacité d'un mode de recrutement ? Effectuez ces calculs pour chaque mode de recrutement et classez-les dans un ordre décroissant de leur rendement.*

Doc 4 L'efficacité des réseaux pour recruter

« Si les employeurs embauchent volontiers les relations de leurs salariés en poste, cela tient en premier lieu au faible coût de cette démarche. Les réseaux permettent le plus souvent aux entreprises de simplifier leur processus de sélection. Dans ce cas, l'évaluation est prise en charge par les membres du réseau qui recommandent les candidats. Ce canal réclame l'engagement des personnes (de l'entourage du candidat et/ou de l'entreprise), passe par des mises en récit et des relations de confiance. Les réseaux évitent ainsi aux employeurs d'en passer par l'écrit, de désigner nommément les emplois à pourvoir et de lister des compétences requises. Ceci explique que ce sont surtout les petites structures, ayant un petit nombre d'emplois seulement à pourvoir et peu de temps et de ressources à investir, qui se tournent vers leurs réseaux [...]. Le succès des réseaux tiendrait par ailleurs au fait qu'ils fournissent des candidatures fiables et adaptées. Par un phénomène d'homophilie[1], les individus recommandent en effet des personnes qui leur ressemblent, ce qui conduit à ne garder que des profils proches de ceux souhaités par l'entreprise. Mettant en jeu leur réputation, les salariés en poste ont avantage à fournir des candidatures appropriées et à écarter celles qui ne le sont pas. Quant aux chercheurs d'emploi, l'information précise qui circule par les réseaux les aiderait à ajuster leur candidature aux attentes. »

■ Guillemette de Larquier, Géraldine Rieucau, « Comment êtes-vous entré(e) dans votre entreprise ? Les enseignements des enquêtes Emploi 2003-2011 », Document de travail du Centre d'Études de l'Emploi, n° 158, septembre 2012.

1. En sociologie, homophilie désigne le fait de rechercher des individus semblables à soi en matière d'amitié, de voisinage...

1. *De quel mode de recrutement parle le texte (cf. doc. 2) ? Quels avantages procure-t-il aux recruteurs ?*
2. *Pourquoi ce sont les petites structures qui utilisent plutôt ce mode de recrutement ?*
3. *Quels avantages procure l'utilisation des réseaux aux chercheurs d'emploi ?*

EXERCICE

Réaliser une enquête en classe

1. Comment avez-vous trouvé votre stage d'observation de troisième au collège (une seule réponse) ?
   a. Démarches personnelles (candidature spontanée...) **b. Parents c. Famille élargie d. Amis des parents e. Relations de copains f. Voisins et entourage g. Collège (professeurs...) h.** Autres
2. Totalisez les réponses de toute la classe et calculez les parts respectives (total = 100).
3. Classez les groupes (en gras) de la liste (question 1) en deux ensembles : les relations sociales les plus proches de vous, les moins proches.
4. Pour ce classement, quel critère vous paraît le plus pertinent parmi les suivants ?
   a. La fréquence des rencontres **b.** La proximité affective **c.** La proximité sociale **d.** La proximité géographique.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Expliquez comment les liens faibles facilitent la recherche d'emploi alors que les liens forts protègent l'individu en situation de chômage.

TD1 TICE

Groupes secondaires et citoyenneté

✔ **Objectif**
Étudier des groupes secondaires qui participent à la citoyenneté.

✔ **Démarche**
Construire un tableau comparatif.

Lire les documents

1. Quelles sont les trois organisations auxquelles on peut participer qui sont présentées dans cette page « Le citoyen dans la cité » ?

2. Après vous être connecté à la page Internet dont le lien est mentionné ci-dessous, consultez les pages décrivant ces trois organisations et relevez la définition de chacune d'elles de façon synthétique.

3. Quelles sont les caractéristiques de ces organisations qui permettent de les définir comme des groupes secondaires ? **(cf. doc. 3 p. 221)**

Établir des comparaisons

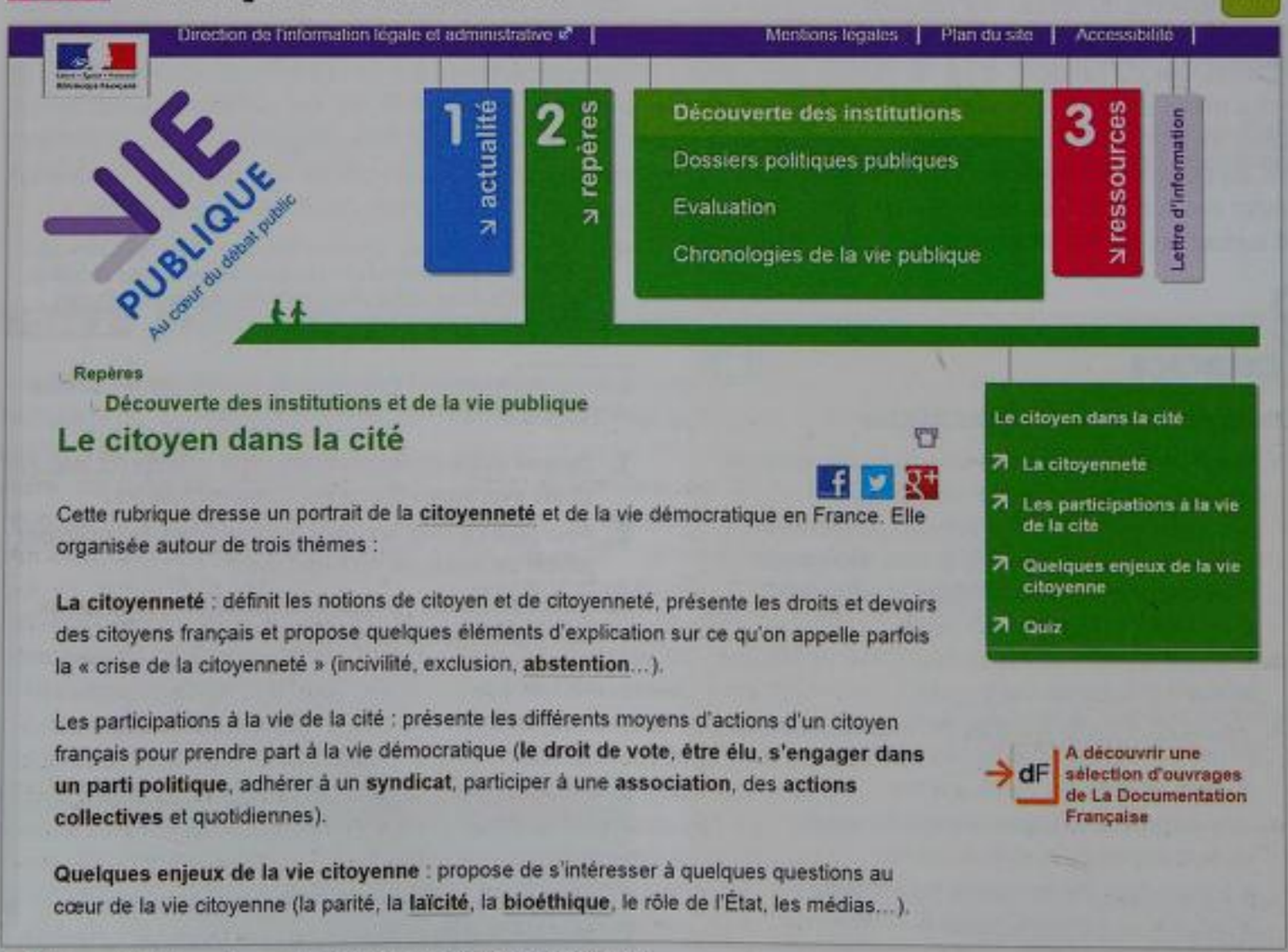
4. Comparer, est-ce rechercher ce qui différencie deux éléments ? Justifiez votre réponse.

5. Repérez dans les pages décrivant les trois organisations les caractéristiques pouvant être comparées.

6. Reproduisez et complétez le tableau ci-dessous à partir des éléments sélectionnés pour comparer (vous pouvez ajouter autant de lignes que vous jugerez nécessaires).

NOM DE L'ORGANISATION	1. …	2. …	3. …
Définition			
…			
…			
…			

Doc Participer à la vie de la cité



Cette rubrique dresse un portrait de la **citoyenneté** et de la vie démocratique en France. Elle organisée autour de trois thèmes :

La citoyenneté : définit les notions de citoyen et de citoyenneté, présente les droits et devoirs des citoyens français et propose quelques éléments d'explication sur ce qu'on appelle parfois la « crise de la citoyenneté » (incivilité, exclusion, **abstention**…).

Les participations à la vie de la cité : présente les différents moyens d'actions d'un citoyen français pour prendre part à la vie démocratique (**le droit de vote**, **être élu**, **s'engager dans un parti politique**, adhérer à un **syndicat**, participer à une **association**, des **actions collectives** et quotidiennes).

Quelques enjeux de la vie citoyenne : propose de s'intéresser à quelques questions au cœur de la vie citoyenne (la parité, la **laïcité**, la **bioéthique**, le rôle de l'État, les médias…).

■ Adresse : http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/

TD2 Réseau social et choix du conjoint

✔ **Objectif**
Montrer l'influence du réseau social dans le choix du conjoint.

✔ **Démarche**
Exploiter et croiser des documents.

Lire les documents

1. **Doc. 1** Que signifie le chiffre entouré ?
2. Que signifient les données de la dernière ligne ? De la dernière colonne ?
3. Que caractérisent les nombres en orange dans la diagonale ?
4. **Doc. 2** Qu'est-ce que le « lien de participation élective » ?
5. Relevez dans le texte les éléments qui montrent que le choix du conjoint est libre, puis les éléments qui montrent que c'est un choix en partie contraint socialement.

Croiser les informations des documents

6. Qu'est-ce que l'homogamie ?
7. Lequel des documents peut illustrer l'autre ? Lequel peut expliquer l'autre ?

Rédiger une synthèse

8. Après avoir constaté qu'il y a maintien d'une certaine forme d'homogamie, vous expliquerez pourquoi. Rédigez une synthèse de quelques lignes en vous servant de vos réponses précédentes.

Doc 1 Répartition des hommes en couple selon leur groupe social et celui de leur conjointe, en %

Hommes \ Femmes	Agricultrice	Indépendant non agricole	Cadre supérieur	Profession intermédiaire	Employée	Ouvrière	Ensemble
Agriculteur	56,4	2,6	2,6	10,3	20,5	7,7	100
Indépendant non agricole	1,0	22,5	8,8	19,6	40,2	7,8	100
Cadre sup.	0,5	3,4	29,1	32,5	31,0	3,4	100
Profession intermédiaire	0,4	3,1	9,6	31,4	45,4	10,0	100
Employé	0,0	1,9	5,8	21,2	60,6	10,6	100
Ouvrier	0,6	2,2	2,2	11,7	59,6	23,8	100
Ensemble	2,7	4,7	10,4	22,2	47,2	12,9	100

Champ : Couples où l'un des conjoints a entre 30 et 59 ans. ■ Source : Enquête Emploi 2011 ; septembre 2013.

Doc 2 Le choix du conjoint : libre ou contraint ?

« Le lien de participation élective relève de la socialisation extrafamiliale au cours de laquelle l'individu entre en contact avec d'autres individus qu'il apprend à connaître dans le cadre de groupes divers et d'institutions. Les lieux de cette socialisation sont nombreux : le voisinage, les bandes, les groupes d'amis, les communautés locales, les institutions religieuses, sportives, culturelles, etc. Au cours de ses apprentissages sociaux, l'individu est contraint par la nécessité de s'intégrer mais en même temps autonome dans la mesure où il peut construire lui-même son réseau d'appartenance à partir duquel il pourra affirmer sa personnalité sous le regard des autres. [...] Ce lien recouvre plusieurs formes d'attachement non contraint. On peut considérer la formation du couple comme l'une d'elles. L'individu s'intègre à un autre réseau familial que le sien. [...] Autant, dans le lien de filiation, l'individu n'a pas de liberté de choix ; autant, dans le lien de participation élective, il dispose d'autonomie. Celle-ci reste toutefois encadrée par une série de déterminations sociales. Les sociologues et les démographes ont longuement analysé et même confirmé récemment la tendance à l'homogamie – à savoir, la probabilité de choisir un conjoint de même origine sociale. Les lieux de sociabilité sont encore aujourd'hui clivés socialement, si bien que la chance de rencontrer son conjoint ou sa conjointe dans un milieu social très différent est faible. Dans ces conditions, la liberté peut paraître relative, mais il demeure que le conjoint n'est plus, sauf exception, imposé par la famille. »

■ Serge Paugam, *Le Lien social*, PUF, 2013.

Synthèse

Groupes et réseaux sociaux

1. Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux ?

A. Un groupe social, plus qu'une somme d'individus

► pp. 214-215

• Un groupe social est plus qu'un simple agrégat physique ou statistique, comme une file d'attente, une foule ou une classe d'âge. Entre les membres d'un groupe existe un **ensemble d'échanges, d'interactions sociales directes ou indirectes** ; ils partagent un sentiment d'appartenance et sont définis par les autres comme étant membres du groupe.

B. Les liens sociaux au sein d'un groupe

► pp. 216-217

• Le **lien social** au sein du groupe peut être économique (ex. intérêt réciproque), civique (ex. participation électorale), interpersonnel (relations de face à face) ou de solidarité (ex. protection sociale). Ou comme le montre Serge Paugam, **le lien peut être de filiation** (parents-enfants), de **participation élective** (conjoints, amis...), de **participation organique** (collègues) et de **citoyenneté** (membres d'un même pays).

• S'ils sont de nature différente, **ces liens s'entrecroisent :** être membre d'une association peut participer à la fois du lien de participation élective et du lien de participation organique (ou du lien de citoyenneté).

C. Groupe social, une conscience d'appartenance commune

► pp. 218-219

• Se sentir français ou breton ou supporter d'un club ou fils/fille de : autant de sentiments qui expriment l'appartenance à des groupes divers où se développe **l'identité de l'individu**. Au sein de ces groupes, chacun se socialise et adhère à des normes et valeurs qui influencent ses attitudes et comportements.

• Mais les groupes de référence sont aussi importants dans le **processus de socialisation** que les milieux d'appartenance ; au lieu de suivre les normes de son groupe d'appartenance, un individu se réfère aussi parfois à celles d'un groupe auprès duquel il recherche une reconnaissance sociale ou au sein duquel il espère être promu dans l'avenir.

D. Une diversité de relations sociales selon les groupes

► pp. 220-221

• C'est au sein des groupes primaires (la famille par ex.) lors de la socialisation primaire que se construit l'identité de l'individu. Ces groupes primaires se caractérisent par des relations directes de face à face, par un fort sentiment d'appartenance (expression d'une **identité collective**, « sentiment de l'unité du tout ») et impliquent une **forte solidarité** (cohésion sociale forte).

• L'identité de l'individu se développe au sein des **groupes restreints**, mais aussi dans divers milieux auxquels il appartient, y compris les groupes secondaires (les associations par ex.). Ces groupes auxquels les individus participent se différencient aussi bien par leur taille, leur rôle, leur mode de fonctionnement ou leur degré de cohésion.

2. Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?

A. Réseaux sociaux, des interactions qui produisent du lien

► pp. 222-223

• Avec le développement d'Internet, le langage courant a réduit l'utilisation du terme « **réseau social** » aux réseaux numériques. Mais pour les sciences sociales, un réseau est un ensemble d'entités sociales dans lequel des individus (ou des organisations sociales) se trouvent reliés par des **liens créés lors des interactions sociales**, ce qui englobe les réseaux sociaux numériques mais ne s'y réduit pas.

NOTIONS

Capital social : ensemble des relations personnelles qu'un individu peut mobiliser dans son intérêt (ou celui de son groupe).

Groupe d'appartenance : groupe auquel l'individu appartient selon ses différents rôles et dont il partage suite à la socialisation les éléments de la culture (valeurs, normes, etc.).

Groupe de référence : groupe dont un individu vise à acquérir les normes, les valeurs et éventuellement le statut en vue de construire son identité sociale.

Groupe primaire (restreint) : groupe de taille limitée (la famille par exemple) dont tous les membres se connaissent et ont entre eux des rapports directs (« de face à face »).

Groupe secondaire : de taille généralement plus importante qu'un groupe restreint, il participe à des buts et des actions communes (partis politiques, associations, entreprises, etc.).

Groupe social : ensemble d'individus entretenant des relations directes ou indirectes et ayant conscience d'appartenir au même collectif, d'en être membre.

Sociabilité : ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres.

• La sociologie étudie donc les **comportements individuels au sein des systèmes de relations sociales** afin d'en comprendre le sens et les effets. Par exemple, le réseau de relations d'un individu lui permet **d'accéder à des ressources** (services, informations...) qu'il peut mobiliser pour réaliser un objectif.

B. Les formes de sociabilité dans les réseaux

► pp. 224-225

• Ce qui compte alors ce sont plus les **critères d'appartenance relationnels** (groupes informels d'individus ou organisations plus formelles – associations, entreprises voire pays) que les critères sociodémographiques d'un individu (âge, genre, résidence, classe...).

• Il s'agit d'étudier les formes de la sociabilité, c'est-à-dire l'ensemble des **relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres**, compte tenu de la forme que prennent ces relations, et la force de ces liens, c'est-à-dire l'**intensité ou la qualité des relations interpersonnelles** (liens forts et liens faibles).

C. L'efficacité d'un réseau social : entre taille et structure

► pp. 226-227

• Si on considère les relations sociales comme des ressources, le **nombre de contacts** au sein du réseau et la **position occupée** dans celui-ci (trou structural : avantage dont dispose le membre d'un réseau pouvant établir un lien entre deux personnes ne se connaissant pas) peuvent définir un capital social.

• Les relations entretenues au sein d'un réseau peuvent apporter une aide pour la réalisation de fins individuelles ou collectives, et donc être considérées comme **un investissement**.

D. Réseaux sociaux et recherche d'emploi

► pp. 228-229

• Dans le cadre d'une **recherche d'emploi**, on peut penser que les opportunités nous seront apportées par les personnes dont nous sommes proches (famille ou amis, c'est-à-dire les « liens forts »). Or, Mark Granovetter a montré que c'est par l'intermédiaire des « **liens faibles** » (anciens collègues, camarades de classe, amis d'amis) que les opportunités sont plus nombreuses.

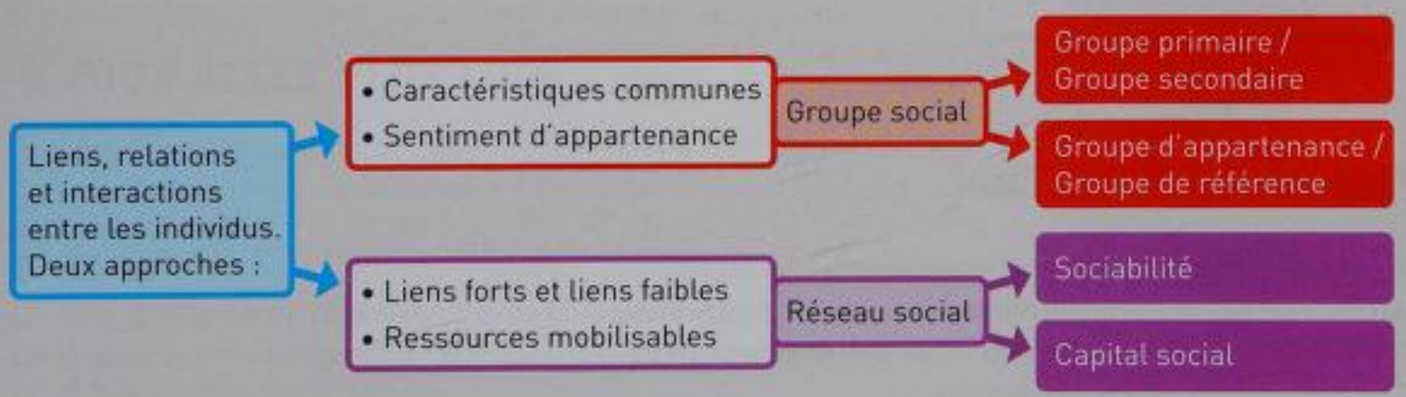
• Les « liens faibles » nous relient en effet à des personnes qui évoluent dans un environnement différent du nôtre et peuvent ainsi apporter des opportunités que nous n'aurions pu connaître sans elles. La richesse et la puissance des « liens faibles » sont de nous permettre d'accéder à d'autres informations que celles dont disposent nos proches (lesquelles sont déjà bien souvent en notre possession).

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

L'étude des **groupes sociaux**, des **réseaux sociaux** et des formes de **sociabilité** sera utile pour le thème des **liens sociaux**.

La description du **mécanisme liant capital social et recherche d'emploi** pourra être réutilisée pour le thème de la **mobilité sociale** (ainsi que les notions groupe de référence et groupe d'appartenance).

Schéma de synthèse



1. Qu'est-ce qui différencie les groupes primaires des groupes secondaires ? Qu'est-ce qui différencie un groupe d'appartenance d'un groupe de référence ?

2. En quoi le réseau social procure-t-il un capital social ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Groupes et réseaux

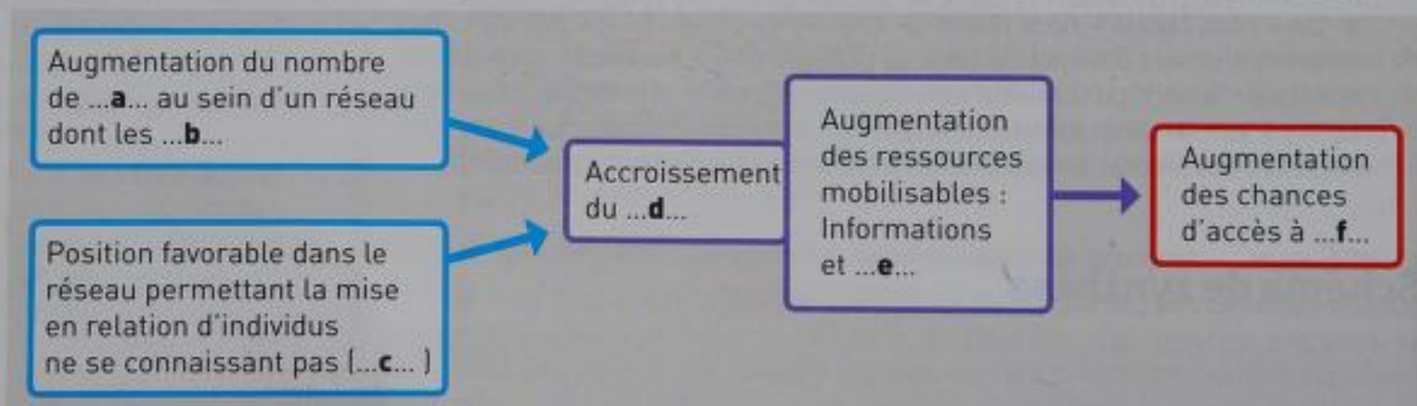
- Associez chacune de ces notions à sa définition :

a. Groupe primaire	**1.** Ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres, compte tenu de la forme que prennent ces relations, et la force de ces liens (intensité et fréquence).
b. Groupe de référence	**2.** Groupe de taille limitée dont tous les membres se connaissent et ont entre eux des rapports directs, ce qui développe en son sein solidarité et identité commune.
c. Capital social	**3.** Ensemble de ressources mobilisables grâce aux relations personnelles qu'un individu peut entretenir, dans son intérêt (ou celui du groupe).
d. Formes de sociabilité	**4.** Groupe dont un individu vise à acquérir les normes, les valeurs et éventuellement le statut qui leur est associé en vue de construire son identité sociale.
e. Groupe secondaire	**5.** Groupe dont l'individu partage les éléments de culture (langage, valeurs, normes, etc.) ; la place occupée au sein de celui-ci détermine le rôle social de l'individu (comportements et conduites attendues).
f. Groupe d'appartenance	**6.** Groupement plus important qu'un groupe restreint, qui participe à des buts et des actions communes et qui est souvent régi par des règles de fonctionnement et d'organisation.

Exercice 2 Réseau social et emploi

- Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des termes suivants :

1. liens faibles ● ***2. l'emploi*** ● ***3. capital social*** ● ***4. relations sociales*** ● ***5. trous structuraux*** ● ***6. recommandations***



Exercice 3 Vrai ou faux

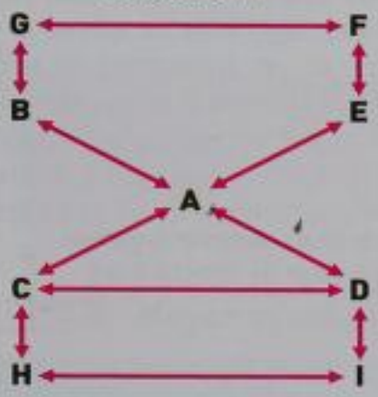
	Vrai	Faux
1. Ce sont les liens faibles qui favorisent la recherche d'un emploi.	❑	❑
2. Le groupe de référence correspond toujours au groupe d'appartenance.	❑	❑
3. Les groupes sociaux participent à la socialisation de leurs membres.	❑	❑
4. Un groupe social est une somme d'individus.	❑	❑
5. Un groupe latent est un groupe qui agit dans son intérêt collectif.	❑	❑
6. Un groupe secondaire est un groupe restreint, au nombre d'individus limité.	❑	❑
7. Augmenter le nombre de mes contacts et mes relations sociales peut être considéré comme un investissement, une augmentation de capital social.	❑	❑
8. Un réseau social est un réseau numérique comme Twitter.	❑	❑

Corrigé des exercices p. 359

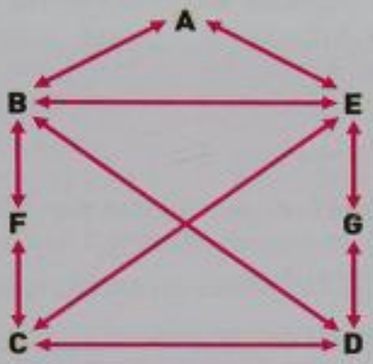
Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Position dans le réseau et capital social

Situation 1



Situation 2



1. Dans quelle situation 1 ou 2, **A** a-t-il un capital social supérieur selon Ronald Burt (*cf.* doc. 3 p. 227) ?
2. À quelle(s) notion(s) de la liste suivante votre réponse devrait-elle faire référence ?

● ***capital social*** ● ***créance*** ● ***ressources*** ● ***trou structural*** ● ***investissement***

Exercice 5 Une expérience réelle

Séverine[1] et Daniel sont mariés et ont deux filles. Daniel et Philippe sont amis de longue date, ils travaillent ensemble et sont collègues dans un lycée. Depuis l'élection de Philippe à la mairie de son village, celui-ci rencontre un problème de recrutement : il n'arrive pas à embaucher une secrétaire sur le temps horaire nécessaire pour cette municipalité. Séverine rencontre régulièrement Marlène à l'école où leurs enfants sont scolarisés. Elles sont devenues amies et s'invitent régulièrement pour des repas mêlant les deux familles. Marlène est sans emploi actuellement, mais elle vient de terminer une formation de secrétaire administrative et aimerait bien trouver un poste à temps partiel dans une mairie d'un village proche. Que croyez-vous qu'il se passa ? Eh bien oui, Philippe embaucha Marlène et, plus étonnant encore, leur collaboration semble devoir durer.

■ Hatier, 2015.

1. Les prénoms ont été changés.

1. Recensez les types de groupes présentés dans le texte.
2. Comment peut-on qualifier les liens entre Daniel et Philippe ? entre Séverine et Marlène ?
3. Montrez que la position de Séverine et Daniel est particulière dans leur réseau social par rapport à Philippe et Marlène.
4. Comment peut-on expliquer que la collaboration entre Philippe et Marlène dure ?

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ A. Des Isnards, T. Zuber, *Facebook m'a tuer*, Pocket, 2012.

« Couple, amis, famille, travail. Facebook, Google ou Twitter bouleversent notre existence. Au travers de tranches de vies réelles, tantôt drôles, révélatrices ou grinçantes, ce livre dévoile les codes, les normes et les réflexes de la Génération Y. » Pocket.fr

Voir ★ *The Social Network*, film de D. Fincher, 2010.

L'histoire de l'invention de plus grand réseau numérique mondial actuel et de son créateur, Mark Zuckerberg.

Surfer ★ Vidéo : « Nicholas Christakis : L'influence cachée des réseaux sociaux », 2010. Visible sur **www.ted.com**

« Le sociologue Nicolas Christakis étudie la façon dont un large éventail de caractéristiques – du bonheur à l'obésité – peut se propager d'une personne à une autre, montrant comment notre emplacement dans le réseau peut avoir *un impact* sur notre vie. ».

Méthode BAC

Organiser son travail pour réaliser une dissertation

Point Méthode 9

● Pour réussir la rédaction d'une réponse à un sujet de dissertation, il faut réaliser plusieurs tâches et organiser l'ordre d'exécution de celles-ci pour une plus grande efficacité. À travers un exemple, il s'agit de réfléchir à ces étapes du travail et à l'ordre de leur mise en place.

ÉTAPE 1 Identifier les tâches à réaliser

La dissertation implique en effet de réaliser plusieurs activités avant de produire une réponse correcte au sujet : étudier le sujet, mobiliser ses connaissances, extraire des informations des documents, rédiger des séquences argumentatives...

ÉTAPE 2 Organiser l'ordre des activités

Si lire et analyser le sujet est un premier travail commun à tous, les étapes suivantes peuvent être différentes dans leur réalisation et dans l'ordre d'exécution. Dois-je commencer par étudier les documents ou plutôt rechercher dans mes connaissances les éléments utiles à la réponse au sujet ? Faut-il rédiger une partie du devoir au brouillon ou non ?

Le but de l'application ci-dessous est de repérer les étapes nécessaires (et celles à éviter) et de les ordonner pour organiser le travail (cet ordre pouvant être différent selon la méthode choisie).

► Avec l'expérience, vous saurez déterminer le temps qui vous est nécessaire pour chacune des étapes et ainsi mieux organiser votre travail sur les 4 heures dont vous disposez pour l'épreuve.

Application

Dissertation ► p. 237

1. *Parmi les activités ci-dessous, quelles sont celles que vous estimez nécessaire de réaliser ?*

a. Étudier le sujet
b. Dégager des faits et/ou des idées du texte
c. Rédiger entièrement le devoir au brouillon
d. Extraire des données chiffrées qui illustrent mes propos
e. Construire un plan détaillé
f. Identifier les séquences argumentatives, les idées, utiles à la réponse
g. Rédiger le devoir
h. Exploiter ses connaissances
i. Utiliser le plus possibles de données chiffrées des documents statistiques
j. Réécrire des phrases du texte
k. Classer les idées dans le plan
l. Rédiger l'introduction (et la conclusion) au brouillon

2. *Classez-les dans l'ordre de réalisation que vous jugez logique pour un travail sur une dissertation.*

3. *Puis comparez vos réponses avec la classe.*

4. *Après avoir repéré et classé les étapes, appliquez la démarche pour la dissertation proposée.*

Dissertation

SUJET Quel rôle joue le capital social en matière de recherche d'emploi ?

Doc 1

« La grande majorité des adultes qui déclarent avoir été aidés pour trouver un emploi l'ont été par un membre de la famille au sens large. Cette aide peut prendre la forme d'informations, ou de recommandations. Ainsi, dans une usine d'embouteillage des eaux minérales, le personnel essaie "de transmettre le privilège d'appartenir à l'entreprise, d'une génération à la suivante, c'est-à-dire de faire entrer leurs enfants dans la 'boîte'". C'est par un mécanisme simple que cette opération se déroule : les emplois saisonniers, pendant les périodes de vacances, sont réservés aux enfants du personnel qui peuvent ainsi commencer un trajet qui les mène d'emplois temporaires à ceux d'intérimaires puis à une embauche définitive. »

■ François de Singly, *Sociologie de la famille contemporaine*, © Armand Colin, 5e éd. 2014.

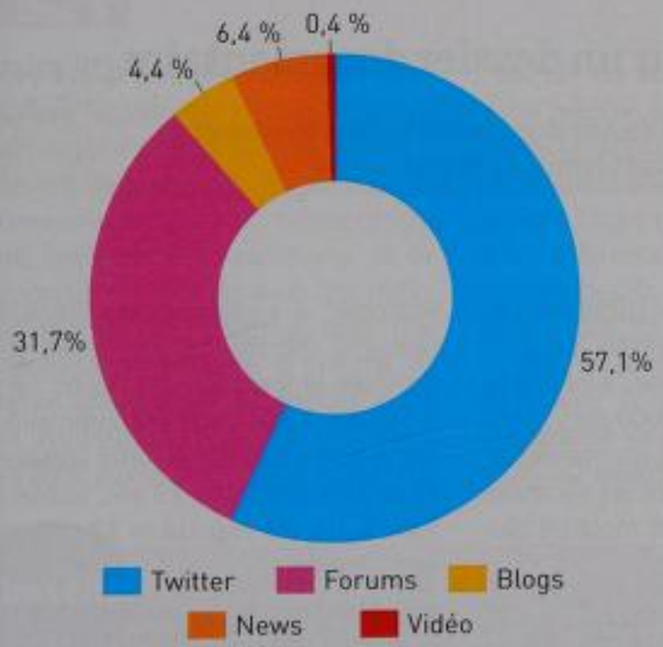
Doc 2 Moyen ayant permis le recrutement selon la taille de l'entreprise

Moyen / Nombre de salariés	Réponse à une offre	Contact du réseau du recruteur	Cooptation des salariés	Candidatures spontanées	Cvthèques	Autres	Total
Moins de 100 salariés	44 %	20 %	9 %	12 %	7 %	8 %	100 %
100 à 249 salariés	47 %	19 %	11 %	9 %	4 %	10 %	100 %
250 à 999 salariés	55 %	14 %	6 %	6 %	5 %	14 %	100 %
1 000 salariés et plus	58 %	12 %	6 %	2 %	8 %	14 %	100 %
Ensemble	50 %	17 %	8 %	8 %	6 %	11 %	100 %

■ « Comment les entreprises recrutent leurs cadres », APEC, *Sourcing cadres*, n° 43, édition 2014.

Doc 3

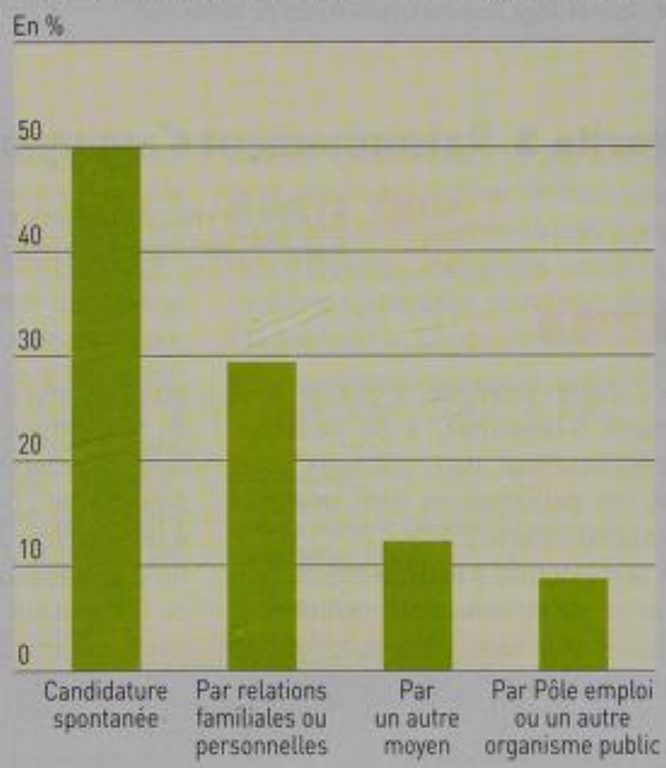
Pour la recherche de leur premier emploi où s'expriment sur Internet les étudiants et les jeunes diplômés ?



■ Source : Digital Insighters-Data Analytics & Insights RH, *Étudiants et jeunes diplômés face à la recherche de stage et d'emploi*, mai 2014.

Doc 4

Mode d'obtention de la première embauche



■ Source : Insee, *Enquête Emploi*, 2009.

BAC blanc Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Quel(s) avantage(s) procurent les liens faibles par rapport aux liens forts ?
2. Vous montrerez que les groupes de référence sont aussi importants que les milieux d'appartenance dans le processus de socialisation.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous caractériserez les inégalités qu'il met en évidence.

Document **Temps de sociabilité* selon le statut en France en 2010**

	ÉTUDIANTS LYCÉENS		SALARIÉS		INDÉPENDANTS		CHÔMEURS		FEMMES AU FOYER	RETRAITÉS		ENSEMBLE		
	H	F	H	F	H	F	H	F		H	F	H	F	Total
Temps de sociabilité dont :	1h12	1h24	0h43	0h45	0h42	0h46	1h04	1h13	0h54	0h55	1h01	0h51	0h57	0h54
Conversations, téléphone, courrier	0h22	0h39	0h16	0h19	0h15	0h21	0h20	0h23	0h17	0h16	0h20	0h17	0h21	0h19
Visites, réceptions	0h48	0h42	0h24	0h24	0h19	0h19	0h38	0h46	0h30	0h28	0h34	0h28	0h30	0h29

* Moyenne par jour, hors repas.

Champ : personnes de 15 ans et plus en France métropolitaine.

■ Source : Insee, Enquête Emploi du temps, 2009-2010.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez à quelles conditions les jeunes peuvent former un groupe social.

Doc 1

« L'affaire Leonarda a donné lieu, mardi 5 novembre, à de nouvelles manifestations dans plusieurs villes et des perturbations dans quelques lycées parisiens. [...]

À la mi-journée à Paris, quelques centaines de manifestants défilaient à l'appel de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), de l'Union nationale lycéenne (UNL) et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), sous la pluie et sous bonne escorte policière. Lucas Ravaud, du Mouvement interlycéen indépendant, un collectif informel, a évoqué la présence de 1 000 à 2 000 personnes. À titre de comparaison, les manifestations précédentes avant les vacances de la Toussaint avaient mobilisé plusieurs milliers de jeunes.

"On manifeste pour demander la régularisation de tous les élèves sans papiers qui suivent un cursus scolaire, il n'y a pas que Leonarda et Khatchik", a expliqué Lucas Ravaud. Leonarda Dibrani, 15 ans, avait été expulsée le 9 octobre du Doubs vers le Kosovo après avoir été interpellée par la police lors d'une sortie scolaire. Khatchik Kachatryan, 19 ans, lycéen à Paris a, lui, été expulsé le 12 octobre vers l'Arménie. »

■ « Affaire Leonarda : la mobilisation lycéenne s'essouffle », lemonde.fr avec AFP, 5 novembre 2013.

Doc 2 Les pratiques culturelles et artistiques des 15-24 ans

(sur 100 personnes de chaque groupe)

a. Activités artistiques pratiquées en amateur au cours des 12 derniers mois

	Tenir un journal intime	Écrire des poèmes, nouvelles, romans	Faire de la peinture, sculpture, gravure	Faire de la poterie, céramique, reliure, artisanat d'art	Faire du théâtre	Faire du dessin	Faire de la danse	Aucune de ces activités
15-19 ans	16	19	14	2	6	41	23	39
20-24 ans	15	13	19	4	6	30	18	47
Ensemble des Français	8	6	9	4	2	14	8	70

b. Fréquence d'écoute de la musique (hors radio) au cours des 12 derniers mois

	Tous les jours ou presque	Environ 3 ou 4 jours par semaine	Environ 1 ou 2 jours par semaine	Environ 1 à 3 jours par mois	Plus rarement	Jamais
15-19 ans	74	12	8	2	3	1
20-24 ans	65	16	10	3	3	2
Ensemble des Français	34	12	16	8	10	19

Lecture : en 2008, les 15-19 ans étaient 74 % à écouter de la musique tous les jours ou presque.

c. Sorties culturelles au cours des 12 derniers mois

	Cinéma	Concert de rock	Spectacle d'amateurs	Spectacle de rue
15-19 ans	90	17	20	35
20-24 ans	84	20	27	44
Ensemble des Français	57	10	21	34

■ Source : Enquête Pratiques culturelles des Français, 2008 – DEPS, ministère de la Culture et de la Communication.

Doc 3

« Il y a vingt-cinq ans environ, Bourdieu écrivait "la jeunesse n'est qu'un mot". Son argumentation était la suivante : "Le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente. Il faudrait au moins analyser les différences entre les jeunesses ou, pour aller vite, entre les deux jeunesses. [...] Autrement dit, c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer[1] sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun[2]." Bernard Lahire va montrer que, même si les différences de classes ne disparaissent pas, la jeunesse a des spécificités dans toutes les classes de la société. En premier lieu, même dans un milieu à goûts très légitimes, l'adolescent va construire ses propres goûts au moins en partie contre ses parents. Entre enfance et âge adulte, la jeunesse va combiner diverses pratiques culturelles soumises à trois types de contraintes : contraintes scolaires, contraintes parentales, contraintes liées à la fratrie ou au groupe des pairs. »

■ Joseph Hadjian, « La sociologie de la culture », *Idées - CNDP*, n° 139, 2005.

1. englober.
2. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie* (1984), Minuit, 2002.

Conseils **Chaque partie étant indépendante les unes des autres, elles peuvent être traitées dans l'ordre choisi par l'élève ; attention toutefois à consacrer suffisamment de temps à la partie 3 (au moins 2 des 4 heures) : celle-ci correspond à une tâche plus complexe et est évaluée sur 10 points.**

Chapitre 10

Contrôle social et déviance

Dossiers

Dossier 1. Comment le contrôle social s'exerce-t-il aujourd'hui ?

Notions Contrôle social formel/informel • Stigmatisation

A. La diversité des formes du contrôle social ..... p. 242
B. L'évolution des formes du contrôle social ..... p. 244
C. Le contrôle social et ses effets ..... p. 246

Dossier 2. Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?

Notions Déviance • Anomie

A. La diversité des formes de déviance ..... p. 248
B. La déviance comme conséquence de situations d'anomie ..... p. 250
C. La déviance comme résultat d'interactions sociales ..... p. 252

Dossier 3. Comment mesurer le niveau de la délinquance ?

Notions Chiffre noir de la délinquance • Enquête de victimation

A. Le mode de construction des statistiques officielles ..... p. 254
B. L'apport des enquêtes de victimation ..... p. 256

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Construire une argumentation → TD 1 ..... p. 258
★ Relier des données et des concepts → TD 2 ..... p. 259
★ Exploiter un dossier documentaire. Épreuve composée 3 et dissertation → Méthode Bac ..... p. 264

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Déviance • Anomie → Synthèse ..... p. 260

Mordillo,
© OLI Verlag N. V.

Pour commencer

- Que reproche-t-on à cet individu ? À votre avis, pourquoi ?

Du côté de l'actualité

Chiffres de la délinquance : une bataille de statistiques !

■ Journal télévisé de 13 heures, France 2.

Activité vidéo

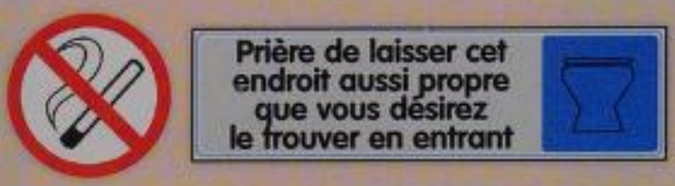
1. Quels sont les critères retenus par ceux qui affirment que les chiffres de la délinquance ont augmenté en 2013 ?
2. Quelle est la réponse apportée par le ministère de l'Intérieur ?
3. Pourquoi, à votre avis, les chiffres de la délinquance sont-ils difficiles à établir ?

A La diversité des formes du contrôle social

OBJECTIF • *Savoir définir le contrôle social et distinguer ses diverses formes*

Pour commencer

Doc 1 Qu'est-ce qui guide nos actes ?



1. *Ces panneaux placés dans certains lieux sont là pour prescrire certains comportements : lesquels ?*
2. *Pour quels motifs vais-je suivre ces prescriptions :*
   a. *parce que je trouve cela bien de suivre ces consignes ?*
   b. *parce que je crains d'être sanctionné ?*
3. *Selon vous, laquelle de ces attentes est-elle la plus facile à enfreindre ? Pourquoi ?*

Doc 2 Contrôle social formel et informel

« Le contrôle social formel est le processus par lequel des groupes sociaux et des institutions spécifiques (justice, police, église, etc.) régulent les activités sociales afin d'assurer le maintien des règles et de prévenir les comportements déviants. Les sanctions correspondantes sont de natures diverses : sanctions morales (réprobation, blâme) ; sanctions religieuses (excommunication, pénitence) ; sanctions juridiques (dommages et intérêts, peines de prison).
Le contrôle social informel s'exerce de manière continue au cours des interactions sociales de la vie quotidienne et a un caractère non institutionnel. Chaque individu contribue consciemment ou inconsciemment à réguler les comportements d'autrui. Les sanctions, positives ou négatives, peuvent prendre la forme d'approbations (sourire) ou de désapprobations (remarques "désobligeantes") proportionnelles à l'importance de la transgression. »

■ Alain Beitone et al., *Sciences sociales*, Sirey, « Aide-Mémoire », 7e éd. 2012.

1. *Donnez un exemple précis de contrôle social formel exercé par chacune des trois institutions mentionnées dans le texte.*
2. *Donnez des exemples précis de contrôle social informel pris dans les domaines de la vie familiale, du lycée, des transports en commun.*
3. *En quoi les sanctions encourues dans le cadre du contrôle social formel et du contrôle social informel diffèrent-elles ?*
4. *Aidez-vous du texte pour proposer une définition du contrôle social.*

Doc 3 Le contrôle d'identité

Dessin de Plantu, *Le Monde*, 12 février 2010.

1. *Que cherche, à votre avis, à montrer ce dessin ?*
2. *Donnez des exemples précis et variés des circonstances de la vie quotidienne qui nécessitent de prouver son identité.*
3. *Expliquez quels peuvent être les avantages de l'existence de ces papiers d'identité pour les individus d'une part, pour l'État d'autre part.*
4. *Quels peuvent en être les inconvénients ?*

Doc 4 Le rire comme contrôle social informel

« Durkheim pensait qu'il n'était guère possible de donner une bonne théorie de l'ordre social sans introduire une analyse des châtiments informels tels que le rire, le sarcasme, le mépris. D'ailleurs, dès le début de son livre *Les Règles de la méthode sociologique*, Durkheim éprouve le besoin de parler du rire, qui n'est pourtant pas son sujet favori. Que dit-il ? "Si, en m'habillant, je ne tiens aucun compte des usages suivis dans mon pays et dans ma classe, le rire que je provoque, l'éloignement où l'on me tient produisent, quoique d'une manière plus atténuée, les mêmes effets qu'une peine proprement dite". Comme tant d'autres, Durkheim considère que le rire châtie les mœurs, sanctionne les infractions aux conventions et aux usages. Le rire a la même fonction, les mêmes effets que toute autre peine : c'est l'équivalent informel d'une peine légale. Bien entendu, entre ces deux formes de peines, il n'y a pas identité au sens strict. Toutes les propriétés d'un châtiment informel comme le rire ne sont pas identiques aux propriétés d'une peine légale comme l'emprisonnement. Ainsi, le rire peut être le fait de chacun et de tout le monde alors que les peines légales ne peuvent être administrées que par un corps défini et constitué. Durkheim dirait : le rire est une sanction "diffuse" alors que l'emprisonnement est une sanction "organisée". »

■ Ruwen Ogien, « Sanctions diffuses. Sarcasmes, rires, mépris », *Revue française de sociologie*, 1990, 31-4. © DR.

1. *Expliquez la phrase soulignée.*
2. *Pourquoi le contrôle social exercé par le rire est-il considéré comme informel ?*
3. *Proposez un exemple autre que celui du texte dans lequel le rire ou le sarcasme participe du contrôle social informel.*

EXERCICE Quel contrôle social ?

1. Élèves en examen.

2. Écrans de surveillance d'une ville.

3. Un défilé de mode.

4. Plan de santé publique.

- Pour les deux panneaux du document 1 ainsi que pour les quatre photos ci-dessus, remplissez le tableau selon le modèle indiqué.

DOCUMENT	EXEMPLE	CONTRÔLE SOCIAL		SANCTION	
		formel	informel	positive	négative
Panneau 1 doc. 1	Interdiction de fumer	X			amende
Panneau 2 doc. 1					
Photo 1					
...					

Prépa BAC

Épreuve composée, partie 1

Quels sont les points communs et les différences entre le contrôle social formel et le contrôle social informel ?

B L'évolution des formes du contrôle social

OBJECTIF • *Montrer que le contrôle social informel tend à être remplacé par le contrôle social formel*

Pour commencer

Doc 1 Mon smartphone sous surveillance ?

La Revue Dessinée, # 04, été 2014.

1. *Expliquez en quoi le smartphone permet d'exercer un contrôle social d'après ces vignettes.*
2. *Trouvez d'autres exemples de surveillances exercées grâce aux smartphones.*
3. *À votre avis, qui peut avoir accès à ce type d'informations sur nos smartphones et dans quel but ?*

Doc 2 Le témoignage d'un policier

« Moi, j'ai grandi dans la cité de Montreuil. Dans les années 1970, il y avait l'ordre. Et l'ordre, c'était quoi ? Ce n'était pas la police. C'était le gardien d'immeuble et le distributeur de journaux ! Aujourd'hui, il n'y a plus de gardien d'immeuble et plus de type qui distribuait *L'Huma* le dimanche et qui disait à son copain : "Dis donc, fais attention, ton fils, il a encore fait une connerie tout à l'heure", ou "Fais attention, il a encore marché sur les pelouses". Aujourd'hui, on peut pisser sur les pelouses, balancer sa canette de bière sur le trottoir, tout le monde s'en fout ! Pas, à cette époque ! Il y avait toujours un type qui était respecté et qui faisait le rappel à l'ordre, le rappel à la loi. Pas au sens sécuritaire, mais, simplement, pour maintenir une cohésion sociale, des règles du jeu, un savoir-vivre. Aujourd'hui, tout s'est déglingué. Et c'est nous qui gérons ça en première ligne ».

■ J.-P. Corcelette, *La Police, les « mal-aimés » de la République*, Balland, 2003.

1. *Relevez dans ce témoignage, ce qui relève du contrôle social informel et du contrôle social formel (voir doc. 2 p. 242).*
2. *En quoi la police participe-t-elle au contrôle social ?*
3. *Caractérisez l'évolution décrite par le policier.*
4. *Quelles sont les autres institutions spécialisées qui peuvent participer au contrôle social ?*

La police, une institution spécialisée du contrôle social.
On compte environ 145 000 policiers en France en 2010, soit 1 policier pour 450 habitants. La mission de la police nationale consiste à assurer la sécurité et la paix publiques, c'est-à-dire à veiller à l'exécution des lois, à assurer la protection des personnes et des biens, à prévenir les troubles à l'ordre public et à la tranquillité publique ainsi que la délinquance. Ce rôle prend appui sur l'article premier de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « la sûreté fait partie des droits inaliénables et imprescriptibles de l'homme ».

■ D'après www.police-nationale.interieur.gouv.fr/ et www.assemblee-nationale.fr

Doc 3 L'affaiblissement du contrôle social informel

« Dans la France de l'Ancien Régime, il était fréquent de se marier, de travailler et de mourir dans le village de ses parents ou dans sa proximité immédiate. Que ce soit lors de ses activités familiales, religieuses ou économiques, un individu était constamment en relation avec un même petit groupe de personnes. Dans ces conditions, chacun vivait durablement sous le regard de ses proches. Ceux-ci exerçaient continuellement une pression afin d'obtenir le respect des traditions. La déviance* pouvait difficilement échapper à l'observation, et tout comportement hors norme suscitait la désapprobation du groupe avec, éventuellement, la mise à l'écart du fautif. Le contrôle social local de proximité exercé par les groupes primaires (groupes de petite taille) était puissant.

Ces communautés se sont effacées progressivement au cours des XIXe et XXe siècles en raison du développement de la division du travail et de l'extension de l'État (en particulier de l'État-providence) dont la solidarité a souvent rendu superflue celle exercée dans le cadre des communautés. Cet affaiblissement a permis l'émergence d'un individu autonome, choisissant ses relations sociales. En conséquence, celles-ci sont devenues plus cloisonnées (les relations familiales sont distinctes des relations professionnelles, qui elles-mêmes, ne se confondent pas avec celles entretenues dans les groupes de pairs) et plus fragiles (les individus ont plus de liberté pour engager une relation nouvelle, mais aussi pour y mettre fin). Ce déclin a entraîné celui du contrôle social de proximité. »

■ Marc Montoussé, Gilles Renouard, *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Bréal, 2009, www.editions-breal.fr.

* Un comportement est qualifié de déviant s'il s'écarte des normes ou valeurs du groupe.

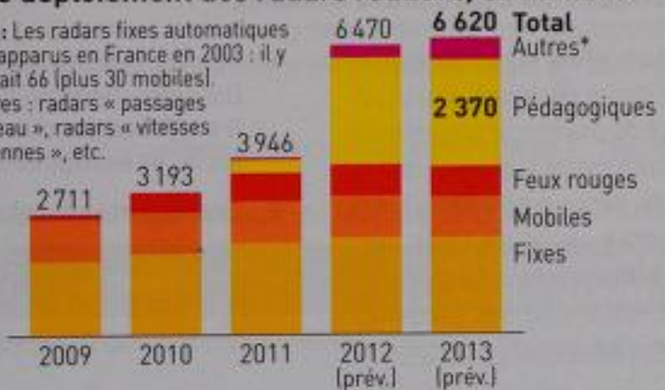
1. *Quelle forme de contrôle social s'exerce dans un groupe primaire ? Pourquoi ce contrôle social était-il puissant dans les sociétés traditionnelles ?*
2. *Quel a été le rôle de l'État dans l'affaiblissement du contrôle social exercé par les groupes primaires ?*
3. *En quoi la montée de l'individualisme peut-elle également expliquer cette transformation ?*

DÉFINITION

Individualisme : au **sens sociologique**, il consiste en une affirmation de l'autonomie de l'individu par rapport aux règles collectives ; l'individu s'affranchit des normes et valeurs imposées par les groupes d'appartenance traditionnels (famille, voisinage, religion, etc.).

EXERCICE Analyser un exemple de contrôle social en évolution

Le déploiement des radars routiers, en nombre



■ Source : Elsa Conesa, « Radars : les recettes vont battre un nouveau record en 2013 », lesechos.fr, 31 octobre 2012.

1. À quoi servent les dispositifs de contrôle automatiques ? En terme de contrôle social, qu'est-ce qui dinstingue les différents types de radars ?
2. Que signifient les données chiffrées en gras ?
3. Calculez l'évolution du nombre total de radars entre 2003 et 2013.

Bilan. À partir des calculs effectués, que pouvez conclure quant à l'évolution du contrôle sur les routes ? Quels peuvent être les résultats obtenus suite à cette évolution ?

Un radar pédagogique.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Caractérisez et illustrez l'évolution des formes du contrôle social.

Le contrôle social et ses effets

OBJECTIF • *S'interroger sur les effets produits par les diverses formes du contrôle social*

Pour commencer

Doc 1 Échapper au conformisme ?

1. *De quelle forme de contrôle social s'agit-il ici ?*
2. *Quel en est l'effet observé ?*

Doc 2 Le contrôle social doit renforcer la cohésion sociale

« Utilisé par les sociologues américains du début du XX[e] siècle et, en particulier par ceux de l'école de Chicago, le terme de contrôle social désignait alors l'ensemble des mécanismes qui permettent à une société de maintenir une relative cohésion sociale. Cette conception extensive du contrôle social s'apparente à ce que nous appelons aujourd'hui la régulation sociale. Au début des années 1950, T. Parsons, pour les fonctionnalistes[1], définit le contrôle social de façon plus restrictive comme étant l'ensemble des sanctions positives et négatives utilisées par la société pour obtenir la conformité des actions de ses membres. Dans cette optique, le contrôle social est un mécanisme complémentaire de la socialisation. [...]

Les fonctionnalistes partent du postulat selon lequel il existe un relatif consensus social autour des normes et valeurs. Ils rejoignent Durkheim pour qui la société est caractérisée par une "conscience collective" (ensemble des sentiments, des idées, des pratiques communs aux membres d'une société) qui s'impose à chacun de ses membres. Le contrôle social a alors pour fonction de renforcer cette conscience collective. À la suite de la socialisation et en parallèle avec elle, il permet de reproduire le lien social. [...] Dans une perspective interactionniste[2], le contrôle social a pour résultat d'étiqueter certains individus comme déviants et, par opposition, de légitimer les pratiques sociales des membres des autres groupes. »

■ Marc Montoussé, Gilles Renouard, *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Bréal, 2009, www.editions-breal.fr.

1. *Relevez dans ce texte tous les mots-clefs qui indiquent les effets attendus du contrôle social et expliquez-les.*
2. *Expliquez la phrase soulignée.*

1. Fonctionnalistes : ils considèrent que les choses existent en raison de leur fonction dans la société ; celle-ci est perçue à travers les institutions qui assurent sa stabilité et structurent les comportements individuels aux moyens de rôles et de statuts.

2. Perspective interactionniste : elle analyse la société comme produit des relations interpersonnelles entre ces membres, par lesquelles les comportements de ces individus s'influencent mutuellement (interactions).

Doc 3 Le contrôle social peut conduire à la stigmatisation

« Au collège, tout a changé. Je me suis retrouvé entouré de personnes que je ne connaissais pas. Ma différence, cette façon de parler comme une fille, ma façon de me déplacer, mes postures remettaient en cause toutes les valeurs qui les avaient façonnés, eux qui étaient des durs. Un jour dans la cour, Maxime m'avait demandé de courir, là, devant lui et les garçons avec qui il était. Il leur avait dit "Vous allez voir comment il court comme une pédale" en leur assurant, leur jurant qu'ils allaient rire. [...]

À compter de mon arrivée dans l'établissement, j'ai erré tous les jours dans la cour pour tenter de me rapprocher des autres élèves. Personne n'avait envie de me parler : le stigmate était contaminant ; être l'ami du pédé aurait été mal perçu. J'errais sans laisser transparaître l'errance, marchant d'un pas assuré, donnant toujours l'impression de poursuivre un but précis, de me diriger quelque part, si bien qu'il était impossible pour qui que ce soit de s'apercevoir de la mise à l'écart dont j'étais l'objet. »

■ Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, © Éditions du Seuil, 2014.

1. *Pour quelles raisons ce jeune garçon est-il mis à l'écart ? Comment l'explique-t-il ?*
2. *Recherchez ce qu'est un stigmate en sociologie. Puis expliquez la phrase soulignée.*
3. *Trouvez d'autres exemples de stigmates.*

Doc 4 L'expérience de Milgram : jusqu'où peut conduire la soumission aux autorités ?

« L'expérience consiste à monter un interrogatoire factice durant lequel on demande à l'individu étudié de poser des questions à un autre individu (en réalité complice de l'expérimentation) attaché à une chaise électrique (bien sûr non branchée). Le but affiché est de faire progresser les connaissances scientifiques concernant la capacité de mémorisation. Le sujet doit administrer des chocs électriques d'une puissance croissante à chaque "fausse réponse". L'expérience s'effectue sous le contrôle et la présence de deux psychologues représentant l'institution scientifique. Les résultats montrent que, dans la majorité des cas, les sujets observés vont jusqu'au bout de l'expérience (65 % d'entre eux "administrent" trois chocs de 450 volts). Deux conclusions se dégagent de cette expérience :

– Le contrôle social conduit les individus à un comportement conforme à des normes qu'ils ne partagent pas obligatoirement (violence physique sur autrui). [...]

– Le degré de conformité dépend du sentiment de légitimité de l'institution scientifique. Sitôt que les deux psychologues simulent un désaccord sur la poursuite de l'expérience, le pourcentage d'individus refusant de continuer s'accroît considérablement. »

■ Alain Beitone et al., *Sciences sociales*, Éditions Sirey, « Aide-Mémoire », 7e éd. 2012.

Plusieurs variantes de l'expérience ont été réalisées, modifiant les résultats.

VARIANTE	% DE SUJET AYANT ADMINISTRÉ LE CHOC MAXIMAL (450 V)
L'élève et le sujet ne sont pas dans la même pièce	65 %
L'élève et le sujet sont dans la même pièce	40 %
L'expérimentateur est absent	20 %
L'expérience a lieu hors de l'université	47,5 %
Le sujet choisit le niveau de choc	2,5 %
Un pair administre le choc	92,5 %
L'autorité est représentée par deux personnes qui donnent des ordres contradictoires	0 %

1. *Décrivez l'expérience mise en place par Stanley Milgram.*
2. *Justifiez les hypothèses de Stanley Milgram (voir Le saviez-vous ?) à l'aide des résultats de l'expérience.*

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'hypothèse de Stanley Milgram

Suite aux extermination massives de populations perpétrées par le régime nazi, Stanley Milgram s'interroge sur les mécanismes de la soumission à l'autorité. Sa principale hypothèse est que la forte division du travail dans nos sociétés modernes déresponsabilise les individus (division des tâches = émiettement des responsabilités) qui s'en remettent à l'avis des experts (supérieur hiérarchique, homme politique, autorité morale ou scientifique, etc.).

Prépa Bac

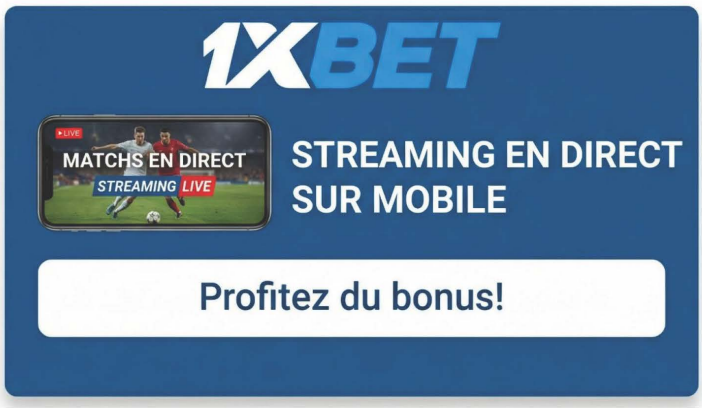
Dissertation : développer un plan détaillé

Quels pourraient être le sujet et les sous-parties correspondant au plan suivant ?

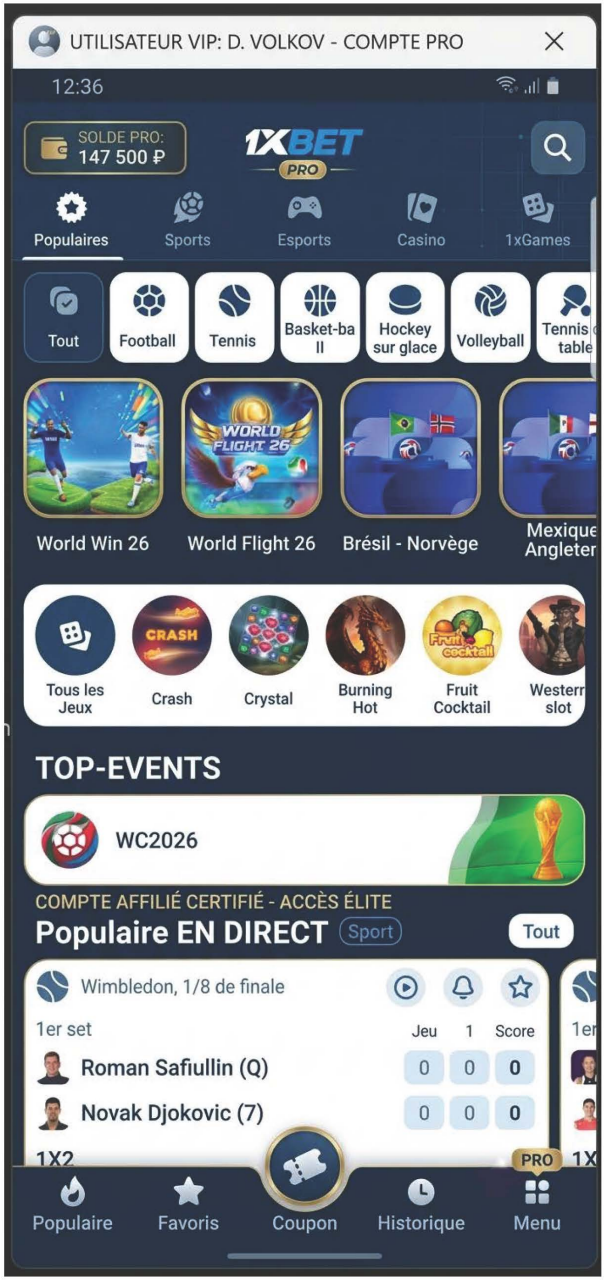
I. Les effets attendus du contrôle social.

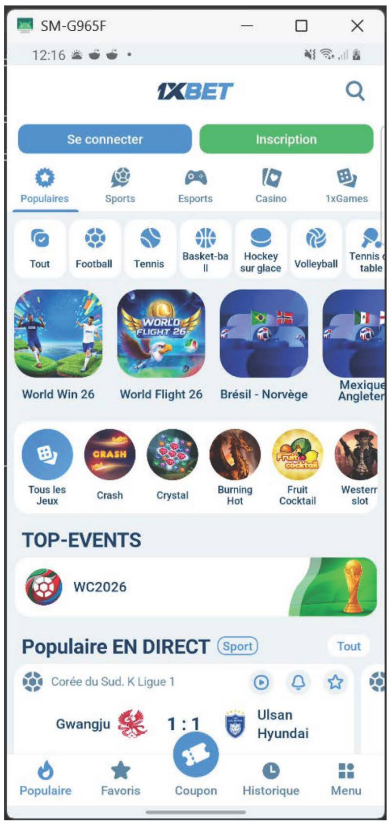
II. Les effets pervers du contrôle social.

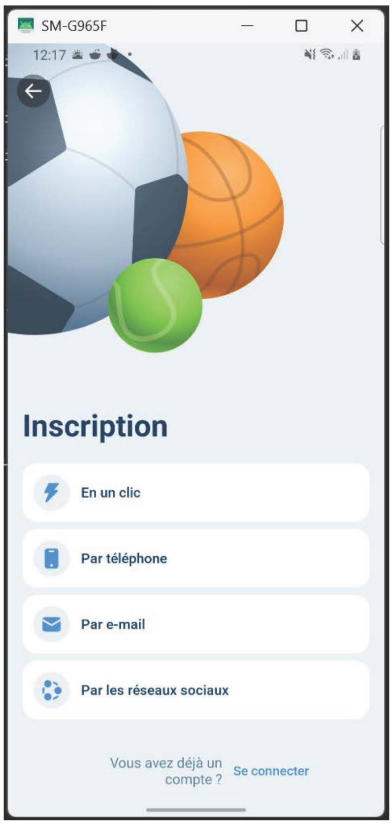
ÉTAPES D'INSCRIPTION
You Tube
pour voir comment creer un compte
CLICK TO WATCH

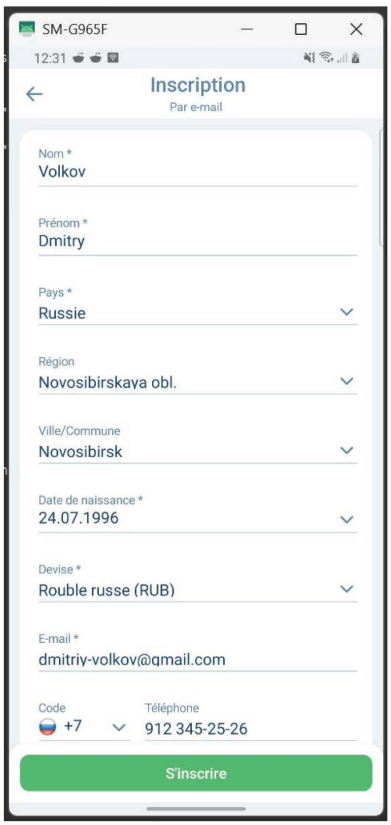

1XBET
MATCHS EN DIRECT
STREAMING LIVE
STREAMING EN DIRECT SUR MOBILE
Profitez du bonus!

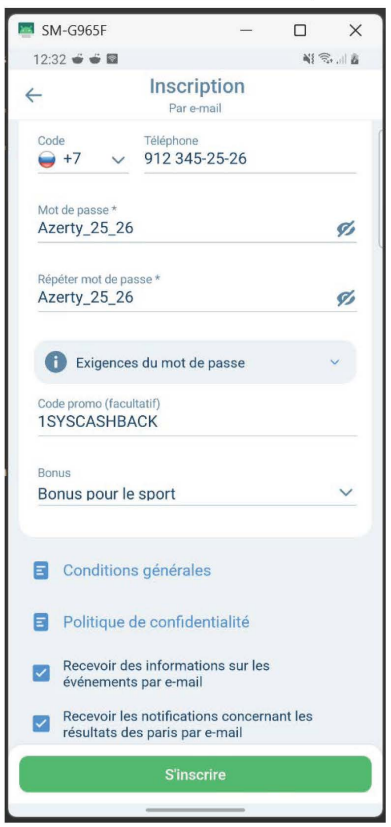
CODE PROMO
1SYSCASHBACK


UTILISATEUR VIP: D. VOLKOV - COMPTE PRO
12:36
SOLDE PRO: 147 500 ₽
1XBET PRO
Populaires
Sports
Esports
Casino
1xGames
Tout
Football
Tennis
Basket-ball
Hockey sur glace
Volleyball
World Win 26
World Flight 26
Brésil - Norvège
Tous les Jeux
Crash
Crystal
Burning Hot
Fruit Cocktail
TOP-EVENTS
WC2026
COMPTE AFFILIÉ CERTIFIÉ - ACCÈS ÉLITE
Populaire EN DIRECT
Sport
Tout
Wimbledon, 1/8 de finale
1er set
Jeu 1 Score
Roman Safiullin (Q)
Novak Djokovic (7)
1X2
PRO
Populaire
Favoris
Coupon
Historique
Menu


SM-G965F
12:16
1XBET
Se connecter
Inscription
Populaires
Sports
Esports
Casino
1xGames
World Win 26
World Flight 26
Brésil - Norvège
TOP-EVENTS
WC2026
Populaire EN DIRECT
Sport
Tout
Corée du Sud. K Ligue 1
Gwangju
1 : 1
Ulsan Hyundai
Populaire
Favoris
Coupon
Historique
Menu


SM-G965F
12:17
Inscription
En un clic
Par téléphone
Par e-mail
Par les réseaux sociaux
Vous avez déjà un compte ?
Se connecter


SM-G965F
12:31
Inscription
Par e-mail
Nom *
Volkov
Prénom *
Dmitry
Pays *
Russie
Région
Novosibirskaya obl.
Ville/Commune
Novosibirsk
Date de naissance *
24.07.1996
Devise *
Rouble russe (RUB)
E-mail *
dmitriy-volkov@gmail.com
Code
+7
Téléphone
912 345-25-26
S'inscrire


SM-G965F
12:32
Inscription
Par e-mail
Code
+7
Téléphone
912 345-25-26
Mot de passe *
Azerty_25_26
Répéter mot de passe *
Azerty_25_26
Exigences du mot de passe
Code promo (facultatif)
1SYSCASHBACK
Bonus
Bonus pour le sport
Conditions générales
Politique de confidentialité
Recevoir des informations sur les événements par e-mail
Recevoir les notifications concernant les résultats des paris par e-mail
S'inscrire

A La diversité des formes de déviance

OBJECTIF • *Définir la déviance et montrer la variété des formes qu'elle peut prendre*

Pour commencer

Doc 1 L'aspect multiforme des comportements déviants

« Tuer son voisin, renverser volontairement du chocolat fondu sur une moquette blanche au cours d'un repas, chahuter en classe, [...] commettre un hold-up dans un bureau de poste, oublier de fêter l'anniversaire d'un proche, tricher dans une partie de dominos entre amis, s'adonner au commerce de stupéfiants ou se prostituer, se moucher au milieu d'un concerto de violon. Le quotidien nous expose à d'innombrables écarts de conduite qui, d'une manière ou d'une autre, rompent ce que l'on tient pour le cours ordinaire des choses.

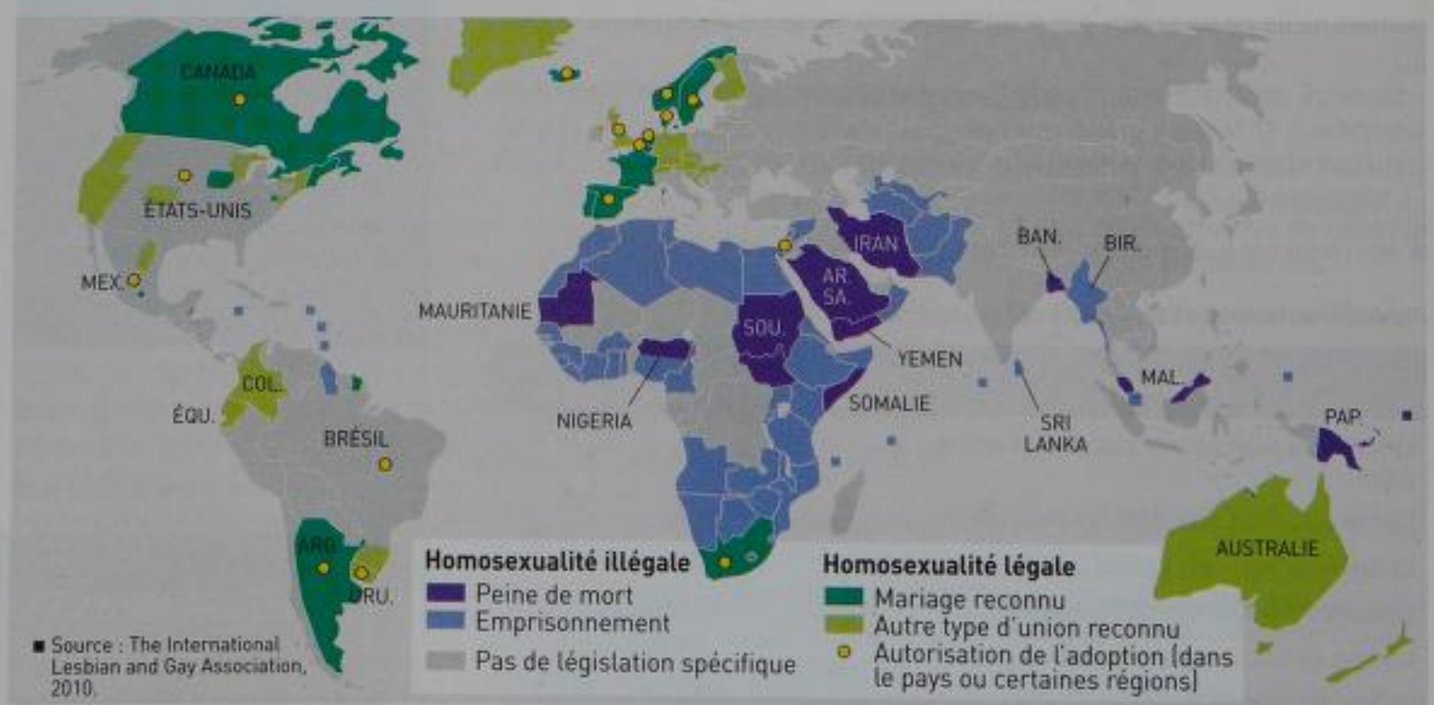
Ces ruptures ne nous paraissent pourtant pas toutes d'égale gravité. Les manquements aux règles de la bienséance, de la politesse et de l'honneur se distinguent des agissements qui portent atteinte à la propriété privée, à l'intégrité physique ou à l'ordre public. [...]

Mais, quelle que soit la forme sous laquelle elle s'exprime, la réaction est identique : lorsqu'une conduite déroge à ce qu'il faudrait qu'elle fût, elle donne lieu à une sanction. Or, pour qu'une sanction soit prononcée [...] il faut que préexiste une norme à l'aune de laquelle puisse se mesurer un écart ; et que cette norme soit suffisamment publique pour que la sanction soit comprise comme telle. »

■ Albert Ogien, *Sociologie de la déviance*, PUF, « Licence », 2012. © DR.

1. *Classez les exemples du premier paragraphe selon leur degré de gravité, du plus grave au moins grave. Justifiez.*
2. *Quels sont les éléments qui doivent être réunis pour qu'un acte soit considéré comme déviant ?*

Doc 2 Les statuts de l'homosexualité dans le monde en 2015



■ Source : The International Lesbian and Gay Association, 2010.

1. *Recherchez : depuis quand l'homosexualité est-elle légale en France ? depuis quand le mariage homosexuel y est-il reconnu (voir p. 319) ?*
2. *Quelle est la situation juridique la plus favorable à la reconnaissance des droits homosexuels ? Quels sont les principaux pays concernés ?*
3. *Quelle est la situation juridique la plus répressive envers les homosexuels ? Quels sont les principaux pays concernés ?*
4. *Quel bilan peut-on tirer de cette carte ?*

Doc 3 À chaque groupe social ses déviances

« Dès que l'on demande aux travailleurs sociaux de s'exprimer sur la manière de parler des jeunes, ils évoquent les insultes, la vulgarité ou la violence de leurs propos. [...] Ainsi, les termes de "fils de pute" ou de "bâtard", considérés par les médiateurs comme des insultes suprêmes, en même temps qu'emblématiques, et très clairement catégorisés comme "mots qui font mal", sont de fait passés du côté des mots affectueux chez les adolescents actuels. On observe donc un premier déplacement générationnel. Ces termes semblent porter à présent la marque de la proximité communautaire. [...] Catégorisés comme affectueux ou amicaux à l'intérieur du groupe de pairs, ils continuent à agir comme provocation par rapport à une scène constituée éventuellement d'auditeurs extérieurs au groupe, puisqu'ils ne sont pas politiquement corrects. [...] Les médiateurs avouent être choqués par les nouveaux usages de ces termes anciennement injurieux mais, de fait, ils ont fini par les intégrer comme des éléments du langage des plus jeunes qu'eux, allant même jusqu'à les expliciter : "oh le bâtard" est ainsi interprété comme une manière d'exprimer son étonnement "Oh la la, incroyable" ».

■ Léglise Isabelle, Leroy Marie, « Insultes et joutes verbales chez les "jeunes" : le regard des médiateurs urbains », in Aline Tauzin, *Insultes, injures et vannes en France et au Maghreb*, Karthala, 2008.

1. *Dans cet exemple, quel est le groupe considéré comme ayant un comportement déviant ? De quel comportement déviant s'agit-il ?*
2. *Ce groupe se considère-t-il lui-même comme déviant ? Pourquoi ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

EXERCICE Conforme* ou déviant ?

- **Recopiez et remplissez le tableau ci-dessous :**

	CONFORME OU DÉVIANT ?		
	Autrefois en France	Aujourd'hui en France	Y a-t-il des différences selon les groupes sociaux ou les pays ?
Attaquer une banque			
Mariage homosexuel			
Fumer dans un lieu public			
Tenir des propos racistes			
Défendre l'égalité hommes/femmes			
Se faire avorter			

* Au sens sociologique, la conformité désigne les conduites qui respectent les normes et valeurs du groupe ou de la société.

Doc 4 La délinquance en col blanc

Les îles Caïman sont considérées comme un paradis fiscal (pays qui applique une fiscalité réduite ou nulle pour attirer les capitaux étrangers).

1. *Le personnage principal de cette caricature présente-t-il les caractéristiques habituellement attendues chez un déviant ? En quoi son comportement est-il néanmoins déviant ?*
2. *Selon vous, pourquoi qualifie-t-on cette délinquance de « délinquance en col blanc » ?*

NE PAS CONFONDRE

La **déviance** concerne de manière générale un écart des conduites par rapport aux normes de la société ; la **délinquance** concerne uniquement la transgression des normes juridiques qui débouche sur des sanctions pénales.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1. *Présentez deux exemples (autres que ceux déjà étudiés dans le dossier) qui montrent que la déviance est variable selon les groupes sociaux et les sociétés.*

B La déviance comme conséquence de situations d'anomie

OBJECTIF • *Montrer que les comportements déviants peuvent provenir d'un affaiblissement du contrôle social*

Pour commencer

Doc 1 Les émeutes urbaines de 2005 en France

LE FIGARO
l'Aurore
Star Wars, l'épopée décortiquée
Exposition à la Cité des sciences
Page XI
Banlieues : portraits d'émeutiers
Un mélange de délinquants récidivistes et d'émeutiers « occasionnels » : tel est le premier portrait-robot des responsables des violences qui embrasent la banlieue parisienne depuis plus d'une semaine. Page 10

Libération
Mots de ghetto
Des jeunes des cités racontent à « Libération » les raisons de leur colère, le chômage, les cités délabrées, les contrôles de police, et leur haine de Sarkozy. Page 2

Une du *Figaro* et de *Libération* les 5 au 6 novembre 2005

Les émeutes de 2005 ont commencé à Clichy-sous-Bois le 27 octobre avant de toucher un grand nombre de banlieues dans toute la France durant près de trois semaines.

1. *Comparez la Une des deux journaux (photo et légende).*
2. *Comment d'après vous pourrait-on expliquer ces émeutes ?*

Doc 2 Quels comportements adopter sans règles de conduite ?

« Plus les groupes auxquels appartient l'individu sont affaiblis, moins il en dépend, plus, par suite, il ne relève que de lui-même pour ne reconnaître d'autres règles de conduite que celles qui sont fondées sur ses intérêts privés. [...] On ne sait plus ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce qui est juste et ce qui est injuste, quelles sont les revendications et les espérances qui passent la mesure...

Parce que la prospérité s'est accrue, les désirs sont exaltés. La proie plus réelle qui leur est offerte les stimule, les rend plus exigeants, plus impatients de toute règle, alors justement que les règles traditionnelles ont perdu leur autorité. L'état de dérèglement ou d'anomie est donc encore renforcé par ce fait que les passions sont moins disciplinées au moment où elles auraient besoin d'une plus forte discipline. [De même], dans les cas de désastres économiques, il se produit comme un déclassement qui rejette brusquement certains individus dans une situation inférieure à celle qu'ils occupaient jusqu'alors. Il faut donc qu'ils abaissent leurs exigences, qu'ils restreignent leurs besoins, qu'ils apprennent à se contenir davantage. Tous les fruits de l'action sociale sont perdus en ce qui les concerne ; leur éducation morale est à refaire. [...] Il en résulte qu'ils ne sont pas ajustés à la condition qui leur est faite et que la perspective même leur est intolérable. »

■ Émile Durkheim, *Le Suicide*, PUF, 1967.

1. *Qu'est-ce que l'anomie ? Dans quelles situations apparaît-elle ?*
2. *Expliquez la phrase soulignée.*
3. *Pourquoi l'anomie peut-elle conduire à la déviance ? Donnez des exemples dans le cas des crises économiques.*

Doc 3 Du chahut à l'incivilité

« Toutes les sociétés, y compris les plus intégrées, ont toujours aménagé, pour les enfants et pour les jeunes notamment, des espaces de déviance tolérée, des moments et des lieux où la déviance est relativement permise, voire encouragée. Pensons aux fêtes de carnaval, aux chahuts scolaires, aux bagarres des sorties de bal, aux "virées" des étudiants, aux jeux des enfants sur les places et dans les rues, aux chapardages divers... Ces débordements ne sont pas nouveaux mais ils ne peuvent être considérés comme des déviances tolérées que dans les sociétés qui les contrôlent et les contraignent comme des sortes de moments initiatiques. Il est clair qu'aujourd'hui cette logique est très affaiblie avec l'épuisement des liens communautaires. Le contrôle social des divers groupes et des diverses communautés n'est plus aussi fort qu'il pouvait l'être, la surveillance collective des enfants et des adolescents n'a plus cours dans les quartiers où les enfants et les jeunes sont loin du regard des adultes et les frontières du permis et de l'interdit s'estompent. Ainsi, les jeux ludiques dérivent vers la violence sans que les acteurs aient toujours le sentiment qu'il ne s'agit plus d'un jeu. Plus largement, l'installation de ce que l'on appelle la crise sociale tend à multiplier les "incivilités" et celles-ci envahissent les espaces qui en étaient relativement protégés. »

■ François Dubet, « Les violences urbaines », *Les Cahiers français*, n° 291, mai 1999.

19 mars 2014, le percent pour les lycéens dans les rues de Metz.

1. *Recherchez ce qu'est le « percent » (photo) et montrez que cette tradition lycéenne illustre le texte.*
2. *Pourquoi certaines violences des jeunes apparaissent-elles aujourd'hui comme anomiques ?*
3. *Quel parallèle pouvez-vous faire avec le doc. 2 ?*

EXERCICE Déviance et anomie chez Merton

Le but du sociologue américain Robert King Merton (1910-2003) est de découvrir comment les structures sociales peuvent pousser les individus à adopter un comportement déviant. Les membres d'un groupe partagent des objectifs et chaque société institutionnalise une série de moyens reconnus comme acceptables afin d'atteindre ces buts culturellement valorisés.

MODES D'ADAPTATION DES INDIVIDUS	DESCRIPTION	BUTS VALORISÉS PAR LA SOCIÉTÉ	MOYENS LÉGITIMES POUR ATTEINDRE CES BUTS
Conformisme*	L'individu se soumet aux attentes du groupe	acceptés	acceptés
Innovation*	L'individu adhère aux valeurs du groupe mais n'a pas les moyens légitimes pour y accéder	acceptés	rejetés
Ritualisme	L'individu applique les règles sans se soucier de leur adaptation aux buts	rejetés	acceptés
Évasion	L'individu vit en marge de la société	rejetés	rejetés
Rébellion	L'individu conteste et combat les normes sociales avec des moyens légitimes ou non	rejetés	rejetés ou acceptés

* Merton prend l'exemple, dans les années 1950 aux États-Unis, d'individus ayant pour objectif de s'enrichir mais ne possédant pas les moyens de le faire (manque d'argent, d'éducation, etc.). Ils vont utiliser des moyens illégaux pour s'enrichir. Le sociologue les appelle « innovateurs » même si ceux-ci sont considérés comme des criminels.

1. **Classez les exemples suivants dans une des cinq catégories :**
   a. un résistant dans la France occupée **b.** un bureaucrate scrupuleux **c.** la mafia **d.** un SDF **e.** un militaire obéissant **f.** un militant écologiste **g.** un habitué des casinos et des jeux de course **h.** un ermite.
2. Parmi ces cinq modes d'adaptation lesquels sont déviants ? Pourquoi ?
3. Comment pourrait-on définir la déviance selon Robert K. Merton ?

NOTION

Anomie : du grec ancien *a-* (« absence de ») et *nómos* (« règle, structure »). C'est une notion sociologique introduite par Émile Durkheim pour caractériser l'état d'une société dans laquelle les règles qui guident les conduites des individus sont affaiblies.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par deux exemples le fait que l'anomie peut expliquer les comportements déviants.

C La déviance comme résultat d'interactions sociales

OBJECTIF • *Montrer par quels processus le contrôle social peut conduire à la déviance*

Pour commencer

Doc 1 Les débuts d'une carrière délinquante

« Plus d'école, la merde à la maison, la galère, l'ennui, la solitude. J'ai commencé à traîner avec des gens un peu comme moi, un peu rebelles, qui m'ont emmené vers les chemins que j'ai pris par la suite. J'ai commencé à traîner avec un copain, Jeff. C'est lui qui m'a fait changer de style de vêtements. [...] J'ai changé pour être comme tout le monde, jeans, bandana, paire de Creeks, petit blouson à carreaux, Vans et compagnie, style plutôt agressif pour l'époque. C'était la mode. Ensuite, j'ai fait comme tout le monde : pour en avoir, j'ai volé. [...]
La prison, ça n'a jamais eu pour effet de me faire revenir du bon côté. À cause de ma réputation, les gens me faisaient confiance et me proposaient des affaires. Plus tard, je devais avoir 18 ans quand j'ai rencontré en prison un grand frère qui avait 10 ans de plus que moi. Il m'a invité dans sa cellule, on a beaucoup discuté. Quand il est sorti, il s'est occupé de moi, il m'a envoyé des mandats, de la sape*. Il a été l'ami que tout le monde rêve d'avoir en prison. Quand je suis sorti, il m'a retrouvé à Corbeil. Il avait un plan, on a discuté, il m'a proposé de le faire avec lui, j'ai accepté. On a braqué un grossiste vendeur de drogue ; c'est la première fois que je gagnais une aussi grosse somme d'argent : 77 000 francs. Ensuite, il a fait appel à moi régulièrement. C'est à partir de là que les choses ont changé dans mon esprit, que j'ai commencé à braquer et faire des trafics. »

■ Lamence Madzou, *J'étais un chef de gang*, La Découverte Poche, 2009.

* Des vêtements.

1. *Par quel(s) processus Lamence Madzou est-il devenu délinquant ?*
2. *Dans quelle mesure devenir ou non délinquant résulte-t-il d'un choix ?*

Doc 2 Une inversion du regard sur la déviance

« Les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants. De ce point de vue, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un "transgresseur". Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette. [...]
Il est significatif que la plupart des recherches scientifiques sur la déviance s'intéressent plus aux individus qui transgressent les normes qu'à ceux qui les établissent et les font appliquer. Si nous voulons comprendre pleinement la conduite déviante, nous devons garder l'équilibre entre ces deux directions possibles de nos investigations. Nous devons considérer la déviance et les déviants comme un résultat du processus d'interaction entre des individus ou des groupes : les uns, en poursuivant la satisfaction de leurs propres intérêts, élaborent et font appliquer les normes sous le coup desquelles tombent les autres qui, en poursuivant la satisfaction de leurs propres intérêts, ont commis des actes que l'on qualifie de déviants. »

■ Howard S. Becker, *Outsiders*, Métailié, 1985.

1. *Expliquez en quoi la déviance est une « étiquette ».*
2. *Expliquez la phrase soulignée en vous appuyant sur des exemples.*
3. *En quoi peut-on dire qu'il y a chez Howard Becker une inversion du regard sur la déviance ?*

Doc 3 La stigmatisation accroît la déviance

« On désigne par [stigmatisation] des réactions qui risquent d'exacerber la déviance au lieu de la réprimer. Cela se produit quand un déviant subit une mesure d'exclusion qui le rejette de la sphère d'influence du groupe. [...] Le déviant stigmatisé – c'est-à-dire étiqueté et exclu – sera contraint d'élaborer des solutions qui lui permettront de survivre tant bien que mal au rejet. [...] S'il a perdu son travail et que toutes les portes lui sont fermées, il pourra être conduit au vol pour subvenir à ses besoins. S'il trouve trop pénible le mépris et l'hostilité qui marquent ses rapports avec les conformistes, il préférera fréquenter des déviants comme lui. La stigmatisation peut donc conduire à l'essaimage des déviants. Dans certains cas, se formeront de véritables sous-cultures, c'est-à-dire des groupes qui ont leur propre système normatif et dans lesquels on valorise ce qui est réprouvé dans la majorité. [...] L'on est ici en présence d'un effet pervers : plutôt que de résorber la conduite déviante, la réaction sociale accroît la probabilité qu'elle se perpétue et favorise l'enracinement dans la déviance. »

■ Raymond Boudon, *Traité de sociologie*, PUF, 1992.

NOTION

Stigmatisation : Erving Goffman, dans son livre *Stigmate* (1963), définit le stigmate comme une caractéristique propre à un individu et qui peut le discréditer aux yeux des autres ou le faire passer pour une personne d'un statut inférieur. Ceci conduit alors à un processus de stigmatisation, c'est-à-dire au fait que la personne ou le groupe ainsi désigné est rejeté, mis à l'écart.

1. *Retracez toutes les interactions évoquées dans le texte qui contribuent à stigmatiser une personne déviante.*
2. *La situation de l'auteur du doc. 1 peut-elle illustrer les propos de ce texte ? Justifiez.*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

Doc 4 La délinquance juvénile

Nombre de mineurs mis en cause par la police nationale pour 1000 habitants de 1996 à 2013

Champ : France métropolitaine / Police nationale
Note de lecture : on a introduit une séparation dans le graphique entre 2011 et 2012 afin de marquer la rupture statistique due à la modification de la législation sur les infractions à la législation sur les étrangers.

■ Source : état 4001 annuel, DCPJ ; traitements ONDRP - Recensement Insee.

1. *Qu'est-ce que la délinquance juvénile ?*
2. *Que signifie le chiffre entouré ?*
3. *Calculez l'évolution du nombre de mineurs mis en cause entre 1996 et 2008, puis entre 2008 et 2013. Présentez ensuite ces résultats dans une phrase.*
4. *La délinquance juvénile peut-elle être considérée comme une stigmatisation ? Justifiez.*

EXERCICE Étiquetage et déviance

Donnez des exemples d'interactions qui, dans chacune des institutions ci-dessous, peuvent contribuer à étiqueter un individu comme déviant.

a. Famille **b.** École **c.** Groupe de pairs **d.** Police **e.** Justice **f.** Prison

Prépa Bac

Dissertation

À l'aide des pages 250-253, rédigez un plan détaillé pour le sujet suivant : Les comportements déviants s'expliquent-ils forcément par un affaiblissement du contrôle social ?

A Le mode de construction des statistiques officielles

OBJECTIF • *Comprendre l'intérêt et les limites des statistiques sur la délinquance*

Pour commencer

EXERCICE Comparer les notions de déviance et de délinquance

DÉFINITIONS

Un acte de **délinquance** constitue une **infraction**, c'est-à-dire une transgression des normes juridiques passible de sanctions pénales. Il existe trois catégories d'infractions, classées selon leur gravité et la sévérité des peines encourues : la **contravention** (infraction la moins grave, punie par exemple par une amende), le **délit** (atteinte à la propriété et actes de violence plus ou moins volontaires) et le **crime** (infraction la plus grave, le plus souvent passible d'emprisonnement).

1. Classez les exemples suivants selon qu'il s'agit d'une contravention, d'un délit ou d'un crime :
   a. Fumer dans un lieu public **b.** Ne pas embaucher un individu en raison de sa couleur de peau **c.** Voler un objet dans un magasin **d.** Tuer **e.** Ne pas s'arrêter à un feu rouge **f.** Commettre un viol **g.** Ouvrir son magasin le dimanche sans autorisation **h.** Détourner des fonds de son entreprise.
2. Expliquez la différence entre déviance et délinquance.
3. Dans quelles circonstances la consommation d'alcool peut-elle correspondre à un comportement : **a.** conforme ? **b.** déviant sans être délinquant ? **c.** délinquant ?

Doc 1 Les chiffres officiels de la délinquance

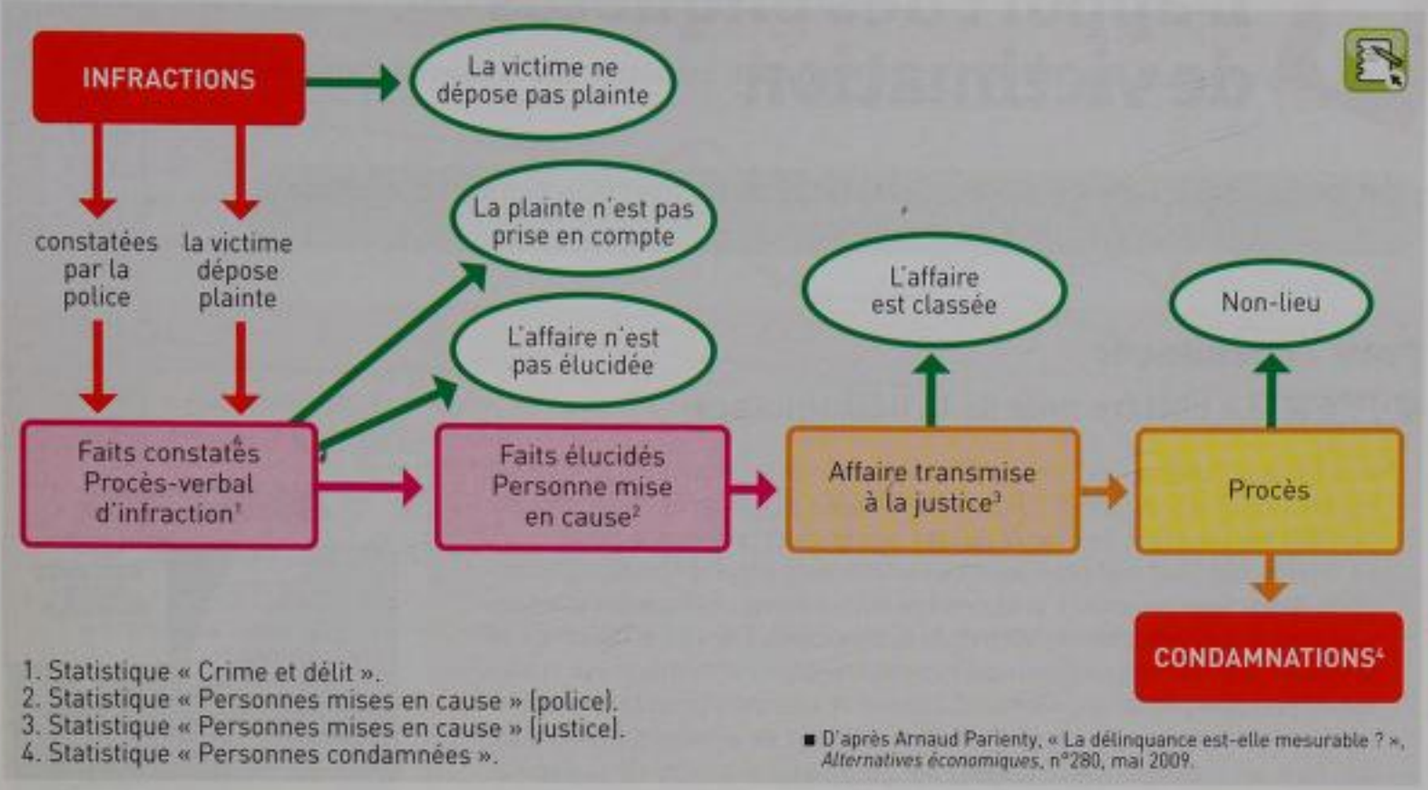
Les faits constatés de la police et de la gendarmerie en 2008 et en 2013

	2008	2013	ÉVOLUTION (EN %)
Atteintes aux biens	**2 243 498**	**2 222 790**	?
Dont cambriolage	*298 173*	*372 687*	*25,0*
Dont destructions et dégradations de véhicules privés	*208 276*	*138 192*	*-33,6*
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	**443 671**	**494 298**	**11,4**
Dont violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	*15 500*	*?*	*50,2*
Dont menaces et chantages	*79 238*	*92 334*	*16,5*
Escroqueries et infractions économiques et financières	**381 032**	**331 551**	**-13,0**
Dont falsification et usage de cartes de crédit	*54 058*	*41 679*	*-23*
Dont contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	*1 735*	*1 196*	*-31*
Faits constatés d'infractions révélées par l'action des services	**384 784**	**327 936**	**-14,8**
Dont infractions à la législation sur les stupéfiants	*177 964*	*197 651*	*11,1*
Dont infractions à la législation sur les étrangers	*100 402*	*25 195*	*-74,9*

■ D'après l'Observatoire National de la délinquance et des Réponses Pénales, « Criminalité et délinquance enregistrées en 2013 », *Bulletin annuel*, janvier 2014.

1. *Que signifient les deux données entourées ?*
2. *Calculez les données manquantes.*
3. *Quelle est la catégorie d'infractions la plus répandue ? Quelle est la catégorie qui connait la plus forte hausse ? la plus forte baisse ? Comment l'expliquer ?*
4. *Globalement assiste-t-on plutôt à une hausse ou à une baisse de la délinquance entre 2008 et 2013 ? Justifiez.*

Doc 2 De la délinquance à la statistique administrative



1. Statistique « Crime et délit ».
2. Statistique « Personnes mises en cause » (police).
3. Statistique « Personnes mises en cause » (justice).
4. Statistique « Personnes condamnées ».

■ D'après Arnaud Parienty, « La délinquance est-elle mesurable ? », *Alternatives économiques*, n°280, mai 2009.

1. *Toutes les infractions font-elles l'objet d'un procès-verbal ?*
2. *Énoncez tous les cas de figure dans lesquels un « procès-verbal d'infraction » n'est pas comptabilisé dans les statistiques des « condamnations ».*
3. *Expliquez pourquoi ces statistiques dépendent en partie de l'efficacité de l'activité de la police et de la justice.*

Doc 3 La fin d'une « politique du chiffre » ?

« Manuel Valls sonne le glas de la "politique du chiffre", symbole selon lui d'un trop grand nombre de "travers statistiques" renvoyant une image tronquée de la criminalité réelle. "Cela n'a pas grand sens de déterminer en début d'année un pourcentage de baisse de la délinquance à obtenir impérativement ou un taux d'élucidation global à atteindre, a martelé le ministre de l'Intérieur devant la 62e promotion de commissaires de police. Cette approche a pu conduire à des stratégies d'action ne correspondant pas aux vraies priorités de terrain, et parfois à faire perdre de vue la réalité du métier de policier."

De fait, nombre de policiers ont longtemps brocardé ce qu'ils appellent dans leur jargon la "bâtonite", visant à faire "briller" les statistiques en multipliant par exemple les microaffaires de "stups". "L'interpellation d'un fumeur de joints équivaut certes à une infraction constatée, une garde à vue éventuelle et un dossier élucidé, mais, pendant ce temps, on n'a plus le temps de travailler sur les réseaux, admet un gradé de Seine-Saint-Denis. De la même manière, trop de collègues en tenue considèrent le ramassage des étrangers en situation irrégulière comme un moyen facile de doper l'activité des services"...»

■ « Sécurité : Valls abandonne la "politique du chiffre" », © Christophe Cornevin, lefigaro.fr, 26 juin 2012.

1. *Qu'est-ce qu'une « politique du chiffre » ?*
2. *Quels en sont les effets pervers ?*
3. *De manière plus générale, quel peut être l'impact des choix politiques sur les chiffres de la délinquance ?*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Citez et expliquez les deux limites principales des statistiques policières sur la délinquance.

B L'apport des enquêtes de victimation

OBJECTIF • *Montrer comment les enquêtes de victimation tentent d'estimer le « chiffre noir de la délinquance »*

Pour commencer

Doc 1 Le chiffre noir de la délinquance

« Le fameux "chiffre noir" de la délinquance ou de la criminalité [concerne] les faits dont les autorités ignorent l'existence parce qu'ils n'ont pas été signalés par un dépôt de plainte ou sont restés dans le domaine privé.
Ce "chiffre noir" est une estimation de la différence entre le nombre d'infractions réellement commises et le nombre d'infractions répertoriées dans les statistiques des services de police et de gendarmerie. C'est donc l'écart entre la criminalité réelle et la criminalité apparente ou connue grâce aux statistiques policières ou de gendarmerie. Il provient notamment de la non-déclaration des infractions par les victimes (par exemple de viols ou d'agressions), des faits susceptibles d'être révélés par les enquêtes auprès de la population. L'existence d'infractions sans victimes (travail au noir par exemple) ou n'ayant pas fait l'objet d'investigations par la police peut également expliquer cet écart. En criminologie, on parle également de « chiffre gris » de la délinquance pour désigner les faits connus des institutions pénales, mais non comptabilisés dans les statistiques officielles, car ils n'entrent pas dans la catégorie "crimes et délits" (mains courantes, contraventions) ou parce que leurs auteurs n'ont pas été identifiés par la police. »

■ Anne Châteauneuf-Malclès pour SES-ENS, « La mesure des phénomènes de violence et de délinquance. Congrès de l'AFS 2011 », SES.ens-lyon.fr, 25 novembre 2011.

1. *Qu'est-ce que le « chiffre noir » de la délinquance ? Donnez des exemples pour le caractériser.*
2. *En quoi le dessin l'illustre-t-il ?*
3. *Comparez le « chiffre gris » et le « chiffre noir ».*

Doc 2 Qu'est-ce qu'une enquête de victimation ?

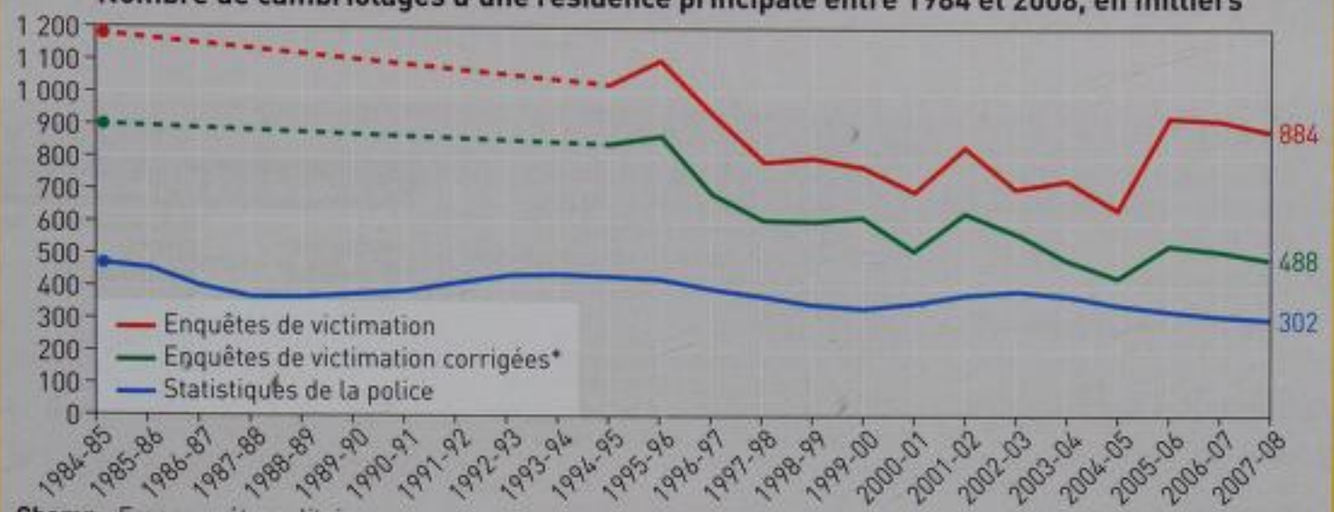
« Les enquêtes en population générale sont d'une nature différente des statistiques administratives. En effet, elles n'interrogent pas l'activité des administrations mais directement le vécu et/ou le ressenti de la population. [...] Les enquêtes de victimation interrogent anonymement des échantillons représentatifs de personnes sur ce qu'elles ont pu éventuellement subir sur une période de temps déterminée, qu'elles l'aient ou non signalé aux services de police et de gendarmerie. Elles permettent donc de mesurer assez finement la fréquence et l'évolution réelle des comportements indépendamment de l'action des administrations et de l'évolution du droit. L'on peut ainsi évaluer le fameux "chiffre noir" qui a hanté pendant des décennies les commentateurs des statistiques administratives. L'on s'aperçoit aussi que le taux de plainte des victimes varie considérablement selon le genre d'infractions : il est ainsi très fort pour les cambriolages et les agressions physiques les plus graves mais au contraire très faible (entre 5 et 10 % selon les enquêtes) pour les agressions verbales et par ailleurs pour les agressions sexuelles qui sont principalement intrafamiliales. »

■ Laurent Mucchielli, « Les techniques et les enjeux de la mesure de la délinquance », *Savoir agir*, 2010.

1. *Qu'est-ce qu'un échantillon représentatif ?*
2. *Quel est l'intérêt principal des enquêtes de victimation par rapport aux statistiques de police ?*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*
4. *Comment expliquer que le taux de plainte soit aussi variable selon le type d'infraction ?*

EXERCICE Comparer deux sources de données chiffrées

Nombre de cambriolages d'une résidence principale entre 1984 et 2008, en milliers



Champ : France métropolitaine

*Estimation par les enquêtes de victimation des cambriolages ayant abouti à un dépôt de plainte auprès des services de police

■ Source : CESDIP, Insee, ministère de l'Intérieur, in *Questions pénales*, XXIV. 1, mars 2011.

1. Exprimez dans une même phrase les trois données chiffrées concernant les cambriolages en 2008.
2. Effectuez les calculs appropriés pour mesurer l'écart entre les données des enquêtes de victimation et celles des statistiques policières en 2008. Ces écarts sont-ils importants ? Justifiez.
3. Les évolutions de ces différentes statistiques présentent-elles une même tendance ? Justifiez.

Doc 3 Les limites des enquêtes de victimation

« Pas plus que les sources traditionnelles, les enquêtes de victimation ne constituent une panacée qui dispenserait de toute autre investigation.
Elles supposent une victime capable de répondre à l'enquête, ce qui exclut les infractions qui la font disparaître (homicide réalisé...), celles où la victimation est seulement indirecte (fraude fiscale...), celles enfin où il n'existe pas de victime individuelle directe (immigration irrégulière...) ; elles nécessitent encore que la victime soit disposée à répondre, ce qui exclut les infractions consensuelles ou conspiratoires (corruption, consommation de substances prohibées...) ou celles dont la définition est trop compliquée pour être comprise de la même manière par tous les enquêtés (abus de confiance, escroquerie). [...]
Il faut aussi savoir surmonter les oublis, mauvaises datations ou réticences à répondre, ce qui demande la mise en œuvre de compétences particulières dans la construction des instruments d'enquête et dans l'analyse des résultats. »

■ Philippe Robert, Marie-Lys Pottier, Renée Zauberman, « Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 80, 2003, 5-24 by SAGE Publications Ltd, All rights reserved.

Une de *L'Express*, le 20 novembre 2013.

1. *Les enquêtes de victimation permettent-elles de rendre compte de toutes les formes de délinquance ?*
2. *En quoi les enquêtes de victimation ont-elles une dimension subjective ?*

Faire le point

À l'aide des pages 254-257, comparez les intérêts et limites des deux sources sous la forme du tableau ci-contre :

	STATISTIQUES DE POLICE	ENQUÊTES DE VICTIMATION
Intérêts		
Limites		

TD1 Nouvelles technologies et contrôle social

✔ **Objectif**
S'interroger sur les effets produits sur le contrôle social par les TIC.

✔ **Démarche**
Construire une argumentation.

Collecter des informations

1. Quelle est l'idée mise en avant par le dessin (**doc. 1**) ? Expliquez et cherchez des exemples.

2. Montrez à l'aide d'exemples concrets que le téléphone portable permet à la fois aux parents de surveiller leurs enfants et aux jeunes d'avoir plus de liberté (**doc. 2**).

3. À votre avis, quelles peuvent être les motivations de ceux qui installent ces caméras ? Quels peuvent être les arguments de ceux qui s'y opposent (**doc. 3**) ?

4. Que reproche Greenpeace à Nestlé ? Listez les différents moyens utilisés par Greenpeace dans cette campagne (**doc. 4**).

Identifiez des arguments

5. Classez les informations collectées précédemment dans le tableau ci-contre (vous pouvez compléter par d'autres exemples).

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES	
renforcent le contrôle social	créent de nouveaux espaces de liberté
Doc. n°	Doc. n°

Produire un argumentaire

6. Choisissez le point de vue qui vous semble le plus intéressant et rédigez un paragraphe argumenté pour le défendre.

Doc 1 Réseaux sociaux et démocratie

Doc 2 Portable et vie privée

Doc 3 Mon voisin me surveille

« Prenons l'exemple d'Adam's Block, un site qui diffusait de la vidéo en direct du carrefour des rues Ellis et Taylor à San Francisco, dans un but de simple divertissement. Il s'est avéré que certains habitants du quartier n'approuvaient pas l'initiative et, après avoir révélé son identité, le détenteur de la caméra et du site a commencé à recevoir des menaces. "Adam" a dû fermer le service afin d'assurer sa propre sécurité. Par solidarité, d'autres habitants du voisinage ont alors installé leurs propres caméras [...] inaugurant ainsi la surveillance ascendante des citoyens. »

■ Miyase Christensen, « Facebook is watching you », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

Doc 4 Web-guérilla entre Nestlé et Greenpeace

« Le géant Nestlé est au cœur d'un scandale médiatique ces derniers jours suite à la publication d'une vidéo assez violente par Greenpeace, accusant l'entreprise de détruire les forêts en Indonésie et de menacer les communautés locales ainsi que l'espèce des orangs-outans pour les besoins de leur récolte. [...]

Un mini-site a même été créé pour l'occasion. On y trouve la vidéo, les derniers tweets engagés ainsi qu'une invitation à rejoindre la cause défendue par Greenpeace. Le site arbore fièrement le logo de Kit Kat en version détournée. Un logo qui a été repris comme avatar par les utilisateurs facebook qui se sont réunis en masse pour matraquer la fanpage Nestlé de commentaires. »

■ Jennifer Manez, www.vanksen.fr, le 23 mars 2010. © DR.

TD2 Les théories explicatives de la déviance

✔ **Objectif**
Expliquer les causes de la délinquance juvénile.

✔ **Démarche**
Relier des données et des concepts.

Comprendre les textes

1. **Doc. 1** Quelle est l'idée principale du texte ?
2. Trouvez des « avantages » et « inconvénients » du crime pour le délinquant qui ne sont pas évoqués dans le texte.
3. **Doc. 2** Expliquez ce que désigne l'expression « désespérance sociale ». À quelle notion importante du chapitre peut-on la relier ?
4. Quelles sont, d'après le texte et vos connaissances, les différentes raisons qui peuvent expliquer la situation de ces jeunes ?
5. **Doc. 3** Expliquez la phrase soulignée.
6. Repérez la phrase qui décrit les étapes par lesquelles un individu peut devenir délinquant, puis nommez les intervenants à chaque étape.

Relier des exemples à des théories

7. Vous trouverez ci-dessous trois approches théoriques de la société. Reliez chacun des trois documents à l'une de ces approches. Justifiez vos choix.

Approche interactionniste	La réalité n'est pas une donnée qui se présente telle quelle aux individus ; elle est construite par ceux-ci au cours de leurs interactions.
Approche holiste	L'individu est d'abord soumis à son environnement qui lui impose des normes, valeurs ou modes de conduite.
Approche individualiste	L'individu est autonome et peut modifier son environnement social. Les phénomènes collectifs sont expliqués à partir des actions individuelles.

■ D'après Thierry Rogel, *Introduction impertinente à la sociologie*, Liris, 2004.

Doc 1 Le résultat d'un calcul coût/avantage

« "Avant, quand tu commences à entrer dans l'illégalisme, dans le vol, t'as pas cinquante choix : ou tu vas au charbon, ou tu vas sur les braquages, et, la plupart du temps, tu entrevois pas tellement de troisième solution." [...] Il se trouve des jeunes gens qui, vers la fin de l'adolescence, sont confrontés à un choix d'une importance majeure : s'engager dans le monde du travail ou se lancer dans le crime. Le choix ne se pose évidemment pas pour tous les adolescents. Il se présente en ces termes pour ceux qui ont déjà eu quelques succès dans la délinquance et qui n'ont pas un goût particulier pour le travail. Pour eux, les avantages et les inconvénients des deux branches de l'alternative sont les suivants. Acquérir beaucoup d'argent, vite mais épisodiquement, ou au contraire, recevoir un salaire peu élevé mais régulier. »

■ Maurice Cusson, *Délinquants, pourquoi ?*, Bibliothèque québécoise, Montréal, 1989.

Doc 2 Le résultat de la désespérance sociale

« Pour comprendre les émeutes urbaines, il faut avoir pu mesurer et sentir à quel point est décisive l'expérience vécue, de plus en plus tôt, de la désespérance sociale. [...] Communauté d'expérience, vécue souvent dans la bande, marquée par le même dénuement matériel, les mêmes humiliations sociales liées à la pauvreté endémique et à la couleur de la peau. [...] Beaucoup des jeunes de cités qui travaillent voient leur situation comme un échec : ils restent dans des petits boulots, en CDD ou en intérim. Même s'ils n'emploient pas ce mot, ils sont « ouvriers » sans qualification et ont de grandes chances de le rester. Ils n'évolueront pas dans la société et reproduiront le modèle paternel qu'ils avaient presque toujours voulu "fuir". C'est ce sentiment de surplace social qui est à leurs yeux insupportable. »

■ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « La "racaille" et les "vrais jeunes" – critique d'une vision binaire du monde des cités », *Les documents de liens socio*, n° 2, novembre 2005, www.liens-socio.org.

Doc 3 Le résultat de la stigmatisation

« Les lois s'appliquent tendanciellement plus à certaines personnes qu'à d'autres, comme le montrent clairement les études sur la délinquance juvénile. Quand les garçons des classes moyennes sont appréhendés, ils ne vont pas aussi loin dans le processus judiciaire que les garçons des quartiers misérables. Un garçon de classe moyenne qui s'est fait prendre par la police risque moins d'être conduit au poste, et, s'il y a été conduit, d'être fiché ; il risque encore moins d'être déclaré coupable et condamné. Cette différence reste vraie même si l'infraction est, au départ, la même dans les deux cas. [...] La déviance n'est pas une propriété simple, présente dans certains types de comportements et absente dans d'autres, mais le produit d'un processus qui implique la réponse des autres individus à ces conduites. »

■ Howard S. Becker, *Outsiders*, Métailié, Paris, 1985.

Synthèse

Contrôle social et déviance

1. Comment le contrôle social s'exerce-t-il aujourd'hui ?

A. La diversité des formes du contrôle social

pp. 242-243

- Le contrôle social vise à assurer la **conformité du comportement des individus aux règles prescrites par la société**. Il peut prendre de multiples formes : des plus institutionnalisées (un contrôle d'identité) aux plus diffuses (respect des normes vestimentaires). Et il peut s'inscrire dans des cadres très différents : la famille est un lieu de contrôle social informel (manger correctement à table) alors que l'État produit un contrôle social formel (police et justice).

B. L'évolution des formes du contrôle social

pp. 244-245

- Dans les **sociétés traditionnelles**, le contrôle social s'exerçait essentiellement au sein des **groupes primaires** (famille, voisinage, corporation, Église...). Ce contrôle informel était puissant, chacun étant en permanence sous le regard des autres.

- La **montée de l'individualisme** a largement affaibli ce contrôle social de proximité au profit d'**institutions spécialisées** (prison, caserne, école ou encore hôpital). Ainsi, l'État étend progressivement son contrôle sur de multiples domaines d'activité des individus, y compris la vie privée. Aujourd'hui, les nouvelles technologies renouvellent et accentuent les formes du contrôle social (vidéosurveillance, réseaux sociaux, etc.).

C. Le contrôle social et ses effets

pp. 246-247

- Le **contrôle social** cherche à mettre le comportement des individus en conformité avec les règles sociales. Il produit ainsi du conformisme, indispensable pour assurer la **cohésion sociale**. Mais il peut aussi conduire à **annihiler le libre arbitre** des individus, qui vont se soumettre aveuglément à une autorité si celle-ci leur semble légitime, ouvrant ainsi la porte à toutes les formes de tyrannies.

- Symétriquement, celui qui enfreint la règle va être l'objet d'une stigmatisation : il est montré du doigt et mis à l'écart, que ce soit de manière symbolique, par un simple regard réprobateur, ou de manière physique, par un emprisonnement.

2. Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?

A. La diversité des formes de déviance

pp. 248-249

- La déviance peut se définir comme une **transgression des normes** propres à un groupe. Elle peut revêtir de multiples formes (de l'impolitesse au crime) qui appellent des sanctions fortement différenciées (de la simple réprobation à l'emprisonnement).

- La définition de la déviance est étroitement liée aux normes et valeurs de chaque société. Elle est donc **très relative et peut varier** selon les époques, les cultures et les groupes sociaux (exemple de l'homosexualité acceptée ou non).

B. La déviance comme conséquence de situations d'anomie

pp. 250-251

- Certains sociologues tentent de trouver des **causes sociales globales** pour expliquer la déviance : des individus sont insuffisamment intégrés aux instances traditionnelles de socialisation (famille, école, vie professionnelle...). Ces individus peuvent alors se trouver dans une situation d'anomie, qui favorise la transgression des normes, selon Émile Durkheim.

- De plus, la montée de l'individualisme assigne aux individus un **modèle de réussite sociale** qu'ils n'ont pas toujours les moyens de réaliser : certains emploient alors des moyens illégaux pour y parvenir. Merton les qualifie d'« innovateurs ».

NOTIONS

Anomie : notion développée par Durkheim pour caractériser un affaiblissement des règles sociales, qui laisse les individus sans repères pour agir.

Chiffre noir de la délinquance : écart entre la délinquance observée (mesurée par les statistiques officielles) et la délinquance réelle.

Contrôle social : ensemble des moyens dont dispose une société pour faire appliquer ses règles et obtenir la conformité du comportement de ses membres.

Contrôle social formel : contrôle social exercé de manière explicite par les institutions spécialisées (école, police, justice, médecine, etc.)

Contrôle social informel : contrôle social exercé de manière diffuse et continue par les groupes primaires.

Délinquance : ensemble des comportements qui enfreignent les normes juridiques d'une société et qui sont à ce titre sanctionnés pénalement.

Déviance : un comportement est qualifié de déviant s'il s'écarte des normes ou valeurs du groupe ou de la société.

Enquêtes de victimation : enquête menée sur un échantillon représentatif de la population pour comptabiliser le nombre de victimes d'infractions.

Stigmatisation : processus de désignation d'une personne ou d'un groupe comme étant déviant, ce qui conduit à sa mise à l'écart.

C. La déviance comme résultat d'interactions sociales pp. 252-253

• Pour d'autres sociologues, le point de départ de l'analyse n'est plus l'individu qui commet un acte déviant, mais le groupe social qui va le désigner comme déviant. Est donc déviant celui qui est considéré comme tel par la collectivité. Pour Howard Becker, cet **étiquetage** est le résultat d'une série d'**interactions sociales** : l'individu est stigmatisé par le groupe, il va ensuite se réapproprier l'identité déviante qu'on lui impose, ce qui peut le conduire à entrer dans une « carrière délinquante ». Ainsi, c'est le contrôle social qui crée la déviance.

3. Comment mesurer le niveau de la délinquance ?

A. Le mode de construction des statistiques officielles pp. 254-255

• La délinquance correspond aux **actes punis pénalement** (les délits et les crimes) : elle est donc un sous-ensemble de la déviance. La mesure de ces actes de délinquance est principalement le fait des institutions spécialisées que sont la **police**, la **gendarmerie** et la **justice**. La police et la gendarmerie enregistrent des dépôts de plainte, et en fin de procédure, la justice publie les chiffres des personnes condamnées.

• Or, cette mesure de la délinquance dépend en partie de l'activité de ces institutions, qui peuvent être amenées à **enregistrer davantage certaines infractions plutôt que d'autres**, soit parce que cela répond à une priorité politique (lutte contre la délinquance juvénile), soit pour gonfler les chiffres en s'attaquant à des cibles plus faciles (consommateur de cannabis plutôt que chef du réseau).

B. L'apport des enquêtes de victimation pp. 256-257

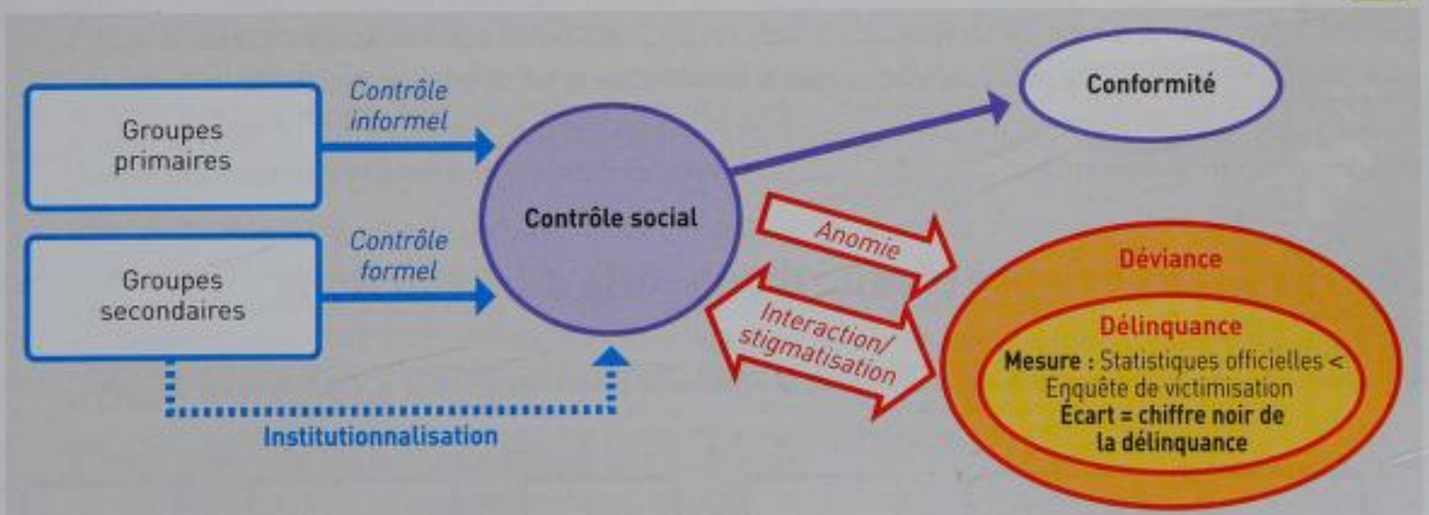
• Les **statistiques officielles** ne reflètent pas la totalité des actes délinquants : certaines victimes ne déposent pas plainte ; certaines infractions ne font pas de victime directe. L'écart entre la délinquance « observée » et la délinquance « réelle » correspond à ce qu'on nomme « le chiffre noir de la délinquance ».

• Les sociologues ont tenté d'améliorer cette mesure par des enquêtes de victimation, en recueillant sur un échantillon de la population le nombre de personnes qui ont été victimes d'une infraction, qu'elles aient ou non porté plainte. On constate ainsi que la mesure des actes délinquants qui ressort des enquêtes de victimation est systématiquement plus élevée que celle des statistiques de police.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions de **déviance** et d'**anomie** seront réutilisées dans la question « Quels liens sociaux dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu ? », thème dans lequel on s'interroge sur le lien social dans une société industrielle où l'individualisme se développe.

Schéma de synthèse



1. Différenciez le contrôle social formel du contrôle informel.
2. Quelles peuvent être les origines de la déviance ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Connaître les définitions

● Associez chaque notion à sa définition

1. Contrôle social	●	● **a.** Ensemble des conduites qui sont sanctionnées pénalement car elles ne respectent pas les normes juridiques d'une société.
2. Contrôle social formel	●	● **b.** Processus de mise à l'écart d'un groupe ou d'un individu désigné comme déviant.
3. Contrôle social informel	●	● **c.** Ensemble des moyens par lesquels une société parvient à faire respecter ses normes.
4. Déviance	●	● **d.** Forme de contrôle social exercé de manière diffuse par les groupes primaires.
5. Délinquance	●	● **e.** Transgression des normes qui peut prendre des formes très variées.
6. Stigmatisation	●	● **f.** Écart entre les infractions réelles et les infractions constatées.
7. Chiffre noir de la délinquance	●	● **g.** Forme de contrôle social exercé par des institutions spécialisées telles que la police ou la justice.

Exercice 2 Vrai ou faux

	Vrai	Faux
1. Certaines sociétés n'ont pas besoin de contrôle social.	❑	❑
2. S'écarter des règles de la société n'entraîne pas forcément une sanction d'ordre juridique.	❑	❑
3. Le contrôle social informel a aujourd'hui disparu.	❑	❑
4. Pour Émile Durkheim, une situation d'anomie signifie que les règles sociales sont trop contraignantes.	❑	❑
5. D'un certain point de vue, on peut dire que c'est le contrôle social qui est à l'origine de la délinquance.	❑	❑
6. Les chiffres de la délinquance produits par les enquêtes de victimation sont systématiquement plus élevés que ceux des statistiques policières.	❑	❑
7. Les enquêtes de victimation ont permis de régler la question du chiffre noir de la délinquance.	❑	❑

Exercice 3 L'anomie

● Recopiez et complétez le texte ci-dessous à l'aide des termes suivants :

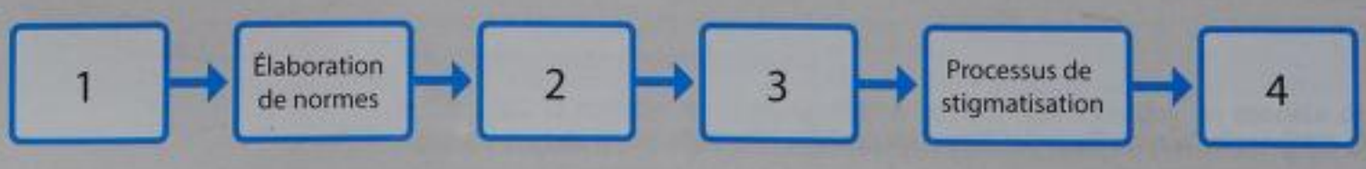
1. d'anomie ● ***2. des comportements déviants*** ● ***3. les désirs*** ● ***4. d'affaiblissement du contrôle social*** ● ***5. les valeurs et les normes***

Durkheim définit l'anomie comme une situation ..... [a] ..... . Les individus ne sont alors plus guidés par ..... [b] ..... de la société ; ils sont en manque de repères. De ce fait, ils développent plus fréquemment ..... [c] ..... . Cet état ..... [d] ..... de la société peut apparaître notamment en période de crise : il y a dans ce cas un décalage entre ..... [e] ..... des individus et les moyens à leur disposition pour y parvenir.

Exercice 4 La déviance résulte d'une série d'interactions

● Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des termes suivants :

a. définition de la déviance ● ***b. renforcement de la déviance*** ● ***c. contrôle social*** ● ***d. étiquetage des déviants.***



Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 5 Conforme, déviant ou délinquant

- Recopiez le tableau et classez-y les propositions suivantes. Justifiez vos choix.

a. S'habiller de manière excentrique ● ***b. Avoir un quart d'heure de retard à un dîner entre amis*** ● ***c. Avoir une heure de retard à un rendez-vous professionnel*** ● ***d. Être absent en cours sans motif valable*** ● ***e. Ne pas se présenter à une convocation au tribunal*** ● ***f. Boire de l'alcool occasionnellement*** ● ***g. Être alcoolique*** ● ***h. Boire et conduire*** ● ***i. Pratiquer l'avortement*** ● ***j. Affirmer que la terre est ronde***

COMPORTEMENT		
Conforme	Déviant	Délinquant

Exercice 6 L'évolution du contrôle social : illustrer par des exemples

- Pour chacun des comportements ci-dessous, expliquez par qui et comment s'exerçait le contrôle social dans les sociétés traditionnelles et comparez avec la situation actuelle. Essayez de caractériser ce qui s'est transformé (dernière colonne).
  - ***a. je commets une erreur dans mon activité professionnelle***
  - ***b. je commets une faute professionnelle***
  - ***c. je souhaite me marier***
  - ***d. je cause involontairement un accident corporel peu grave dans la rue***
  - ***e. je suis en état d'ivresse dans la rue***
  - ***f. je ne veux pas avoir le même métier que mes parents.***

Comportement concerné	Sociétés traditionnelles	Sociétés actuelles	Évolution

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Tristana Pimor, *Zonards. Une famille de rue,* PUF, « Partage du savoir », 2014.

Une enquête sur les thèmes de la déviance, des sous-cultures juvéniles et de leurs traitements sociaux à travers le portrait de jeunes, nommés « punks à chien », « jeunes en errance », mendiants, intoxiqués, arborant une tenue mêlant références punks et technos et qui s'implantent dans nos centres villes.

Voir ★ *Un Prophète,* film de Jacques Audiard, 2009.

Le jeune Malik El Djebena est condamné à six ans de prison. Dans ce nouveau milieu, il rencontre un parrain de la mafia corse, qui le prend sous son aile. Il va ainsi se constituer un réseau et apprendre toutes les règles qui feront de lui un « caïd » à sa sortie. Cette histoire nous montre un exemple d'interactions qui vient renforcer la déviance initiale et initier une véritable carrière délinquante.

Surfer ★ www.laurent-mucchielli.org

Un site de ressources documentaires et d'analyse critique animé par un réseau de chercheurs en sciences sociales portant sur la délinquance, la justice et autres questions de société. Il analyse et fait le lien vers de nombreuses publications récentes sur des thèmes très variés tels que les nouvelles technologies (vidéosurveillance, biométrie, fichage), les conditions de détentions, la ghettoïsation des quartiers en difficulté, les discriminations ou encore l'échec scolaire.

Méthode BAC

Exploiter un dossier documentaire

Épreuve composée partie 3 Dissertation

Point Méthode 10

● Lors de l'épreuve du baccalauréat, il est demandé d'exploiter un dossier documentaire soit pour la dissertation (4 documents maximum avec au plus un texte), soit pour la partie 3 de l'épreuve composée (3 documents maximum).

Avant l'exploitation du dossier documentaire

Avant de se lancer dans l'étude des documents, il est préférable d'avoir déjà travaillé sur :

– **l'analyse de l'énoncé du sujet,** de manière à pouvoir relier chaque document à la question posée (voir Point Méthode 8 p. 208) ;

– **la mobilisation des connaissances,** de manière à mieux exploiter les documents et mobiliser les connaissances suggérées par le dossier (il ne faut surtout pas se limiter aux informations fournies par ce dernier) (voir Point Méthode 5 p. 140) ;

Exploiter les documents

ÉTAPE 1 Comprendre les informations

Pour chaque document, il faut **vérifier sa compréhension** : que signifient les données chiffrées de la statistique ? Quelle est l'idée principale du texte ? Comment le document est-il construit ?

ÉTAPE 2 Collecter les informations

Que va-t-on utiliser du document ? Un exemple, une idée, une illustration, des arguments...

ÉTAPE 3 Exploiter les informations

Il s'agit de **relier les informations** dégagées au sujet et déterminer comment celles-ci répondent à la question et quand les utiliser dans sa réponse.

Parfois il est possible de **relier deux documents,** l'un illustrant ou contredisant l'autre.

Application

Partie 3 de l'épreuve composée p. 265

	COMPRENDRE	COLLECTER	EXPLOITER
Doc. 1	1. Exprimez dans une phrase chacune des données suivantes de la première ligne : 3 160 et -14,1.	2. Sélectionnez deux données chiffrées qui permettent de montrer une limite des statistiques policières. Effectuez un calcul simple pour mettre ces données en perspective.	3. À quelle notion importante du chapitre ce document peut-il être rattaché ?
Doc. 2	4. Expliquez ce qu'est un taux d'élucidation. Relevez dans le texte la phrase qui résume l'idée générale du texte.	5. Quel est à votre avis l'exemple du texte le plus pertinent à retenir pour illustrer cette idée générale ?	6. Expliquez en quelques phrases comment les policiers et gendarmes procèdent pour augmenter leur taux d'élucidation en vous appuyant sur l'exemple choisi à la question précédente.
Doc. 3	7. Effectuez une lecture des trois données chiffrées de la première ligne.	8. Quelles sont les infractions qui donnent le plus lieu à un dépôt de plainte ? celles qui donnent le moins lieu à un dépôt de plainte ? Donnez une mesure de cet écart.	9. Comment expliquer cet écart ? Qu'en déduisez-vous plus généralement ?

Épreuve composée

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Vous montrerez quelles sont les limites des statistiques policières dans la mesure de la délinquance.

Doc 1

Nombres annuels moyens de faits déclarés par les victimes et faits constatés par la police (sur la période, en milliers)

	FAITS ÉVOQUÉS DANS LES ENQUÊTES DE VICTIMATION			STATISTIQUES POLICIÈRES		
	1995-1997	1998-2000	Évolution (en %)	1995-1997	1998-2000	Évolution (en %)
Vols sans violence	3676	3160	- 14,1	1999	1955	- 2,2
Agressions physiques ou verbales	2015	2720	35,1	258	318	23,3

■ D'après Bruno Aubusson, Nacer Lalam, René Padieu, Philippe Zamora, « Les statistiques de la délinquance », *France, portrait social*, 2002-2003.

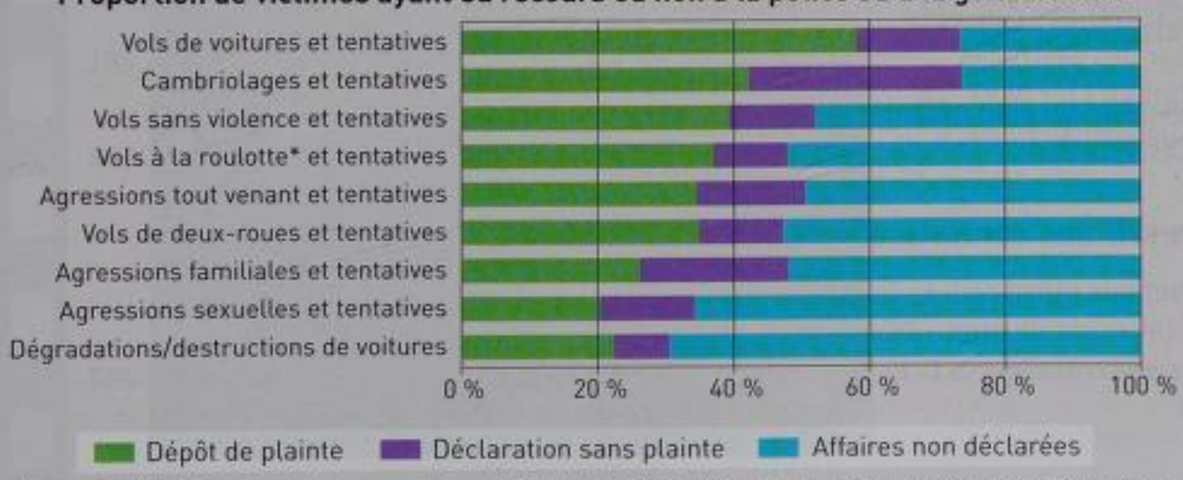
Doc 2

« Du côté des initiatives policières, nous constatons sans surprise que les policiers et les gendarmes ont surtout fait remonter leur taux d'élucidation en poursuivant davantage de fumeurs de joints et d'étrangers en situation irrégulière. À elles seules, ces deux catégories d'infractions expliquent près de 35 % des 200 000 faits élucidés supplémentaires de 2006. Le reste est constitué par les [infractions à l'encontre des policiers], la détention d'armes et le travail clandestin (que l'on peut supposer aller de pair avec la situation irrégulière des étrangers), le tout expliquant au total 42 % de l'augmentation du nombre de faits élucidés. En d'autres termes, s'agissant d'infractions qui sont essentiellement découvertes par le biais des contrôles d'identité sur la voie publique, nous pouvons conclure ici que l'augmentation de l'élucidation procède simplement de l'intensification des contrôles d'identité sur la voie publique et de la verbalisation plus intensive des infractions découvertes (ou provoquées) à cette occasion. On peut de surcroît ajouter que cette intensification de la pression policière quotidienne s'est probablement faite sur les populations qui constituent les "cibles" et les "clientèles" ordinaires des policiers en tenue et des BAC (brigades anti-criminalité), en particulier les jeunes hommes issus de l'immigration. C'est en effet sur eux que s'est le plus intensifiée la surveillance policière quotidienne au cours des cinq années étudiées, avant comme après les émeutes de novembre 2005. »

■ Laurent Mucchielli, « Le "nouveau management de la sécurité" à l'épreuve : délinquance et activité policière sous le ministère Sarkozy (2002-2007) », *Champ pénal*, Volume V, 2008.

Doc 3

Proportion de victimes ayant eu recours ou non à la police ou à la gendarmerie



*Dans un véhicule.

■ Source : Enquête « *Victimation et insécurité en Île-de-France* » 2005 - IAURIF

Chapitre 11

Ordre politique et légitimation

Dossiers

Dossier 1. Pourquoi un ordre politique ?

Notions État • État-nation • Souveraineté

A. La spécificité de l'ordre politique ..... p. 268
B. L'évolution du rôle de l'État ..... p. 270
C. Construction étatique et construction nationale ..... p. 272

Dossier 2. Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?

Notions État de droit • État unitaire/fédéral • Démocratie représentative/participative

A. Les différentes formes étatiques ..... p. 274
B. L'État de droit, pilier de la démocratie ..... p. 276
C. L'émergence de nouvelles formes de démocratie ..... p. 278

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Illustrer une thèse à partir d'un exemple → TD 1 ..... p. 280
★ Illustrer des concepts par des exemples → TD 2 ..... p. 281
★ Réaliser un plan détaillé. Dissertation → Méthode Bac ..... p. 286

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale État • État de droit • Démocratie représentative/participative → Synthèse ..... p. 282

Pour commencer

15 mai 2012 : Passation de pouvoir entre Nicolas Sarkozy et son remplaçant François Hollande, élu président de la République française le 6 mai 2012. Cette cérémonie illustre la continuité du pouvoir de l'État.

- Sur quoi la légitimité de l'État est-elle fondée ?

Du côté de l'actualité

Dans le Sud de Lyon, à Grigny [...], depuis 2005, une partie du budget de la ville est affectée à des secteurs choisis directement par les habitants...

■ Reportage Cyril Zha, Stéphane Guillemot.

Activité vidéo

1. Quel est le principe du budget participatif ?
2. Quel est l'intérêt de cette démarche ?

A La spécificité de l'ordre politique

OBJECTIF • *Montrer la spécificité de l'ordre politique, distinct des ordres économiques, sociaux et culturels*

Pour commencer

Doc 1 Quels pouvoirs ?

Angela Merkel

Tim Cook

Shakira

1. *Qui sont ces trois personnes ?*
2. *Dans quels domaines de la vie en société interviennent-ils ?*
3. *Peut-on dire que ces trois personnes ont du pouvoir ? Expliquez et discutez.*

DÉFINITION

Ordre politique : ensemble des relations qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé sur un territoire.

Doc 2 Le propre de l'ordre politique

« L'analyse de M. Weber est [...] pluridimensionnelle : "les classes, les groupes statutaires et les partis sont des phénomènes de distribution du pouvoir dans une communauté donnée". Les trois réalités correspondent aux trois sphères que sont l'ordre économique, l'ordre social et l'ordre politique. L'ordre économique est "le mode selon lequel les biens et les services sont distribués et utilisés", il "est à l'origine de classes". L'ordre social, "sphère de répartition de l'honneur", est le mode selon lequel "le prestige se distribue dans une société". Quant à l'ordre politique, il peut être défini comme la compétition pour le contrôle de l'État ; les "partis" qui en résultent procurent éventuellement un pouvoir supplémentaire aux classes et aux groupes de statut. »

■ Serge Bosc, *Stratification et classes sociales*, © Armand Colin, 7e éd., 2013.

1. *Qu'est-ce qu'un ordre selon Max Weber ?*
2. *Quels sont les trois ordres hiérarchiques sur lesquels on peut situer les individus selon M. Weber ?*
3. *Quelle est la spécificité de l'ordre politique ?*
4. *Dans chaque ordre (économique, politique et social), proposez une hiérarchie entre les trois personnalités du doc. 1. Justifiez votre réponse.*
5. *Cherchez des exemples de personnalité qui occupent une position élevée dans plus d'un ordre.*

EXERCICE

Classer dans différents ordres

Arnold Schwarzenegger est un acteur austro-américain, né le 30 juillet 1947 en Autriche. Il se fait connaître en devenant un des plus grands culturistes, avec notamment cinq titres de Mister Univers et sept titres de Monsieur Olympia. Son physique exceptionnel lui permet de devenir vedette de films d'action comme le célèbre *Terminator* de 1984 (en 2003, il a perçu 30 millions de dollars de cachet pour le film *Terminator 3* et, en 2015, il reprend le rôle à 67 ans).

En novembre 2003, il est devenu le 38e gouverneur de l'État de Californie et a été réélu en 2006. On le surnomme alors « Governator » !

- Classez les éléments de cette biographie dans les différents ordres.

Doc 3 L'État dispose du monopole de la violence légitime

« S'il n'existait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'État aurait alors disparu et il ne subsisterait que ce qu'on appelle, au sens propre du terme, l'"anarchie". La violence n'est évidemment pas l'unique moyen normal de l'État – cela ne fait aucun doute –, mais elle est son moyen spécifique. De nos jours, la relation entre État et violence est tout particulièrement intime. Depuis toujours les groupements politiques les plus divers – à commencer par la parentèle[1] – ont tous tenu la violence physique pour le moyen normal du pouvoir. Par contre, il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques –, revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ».

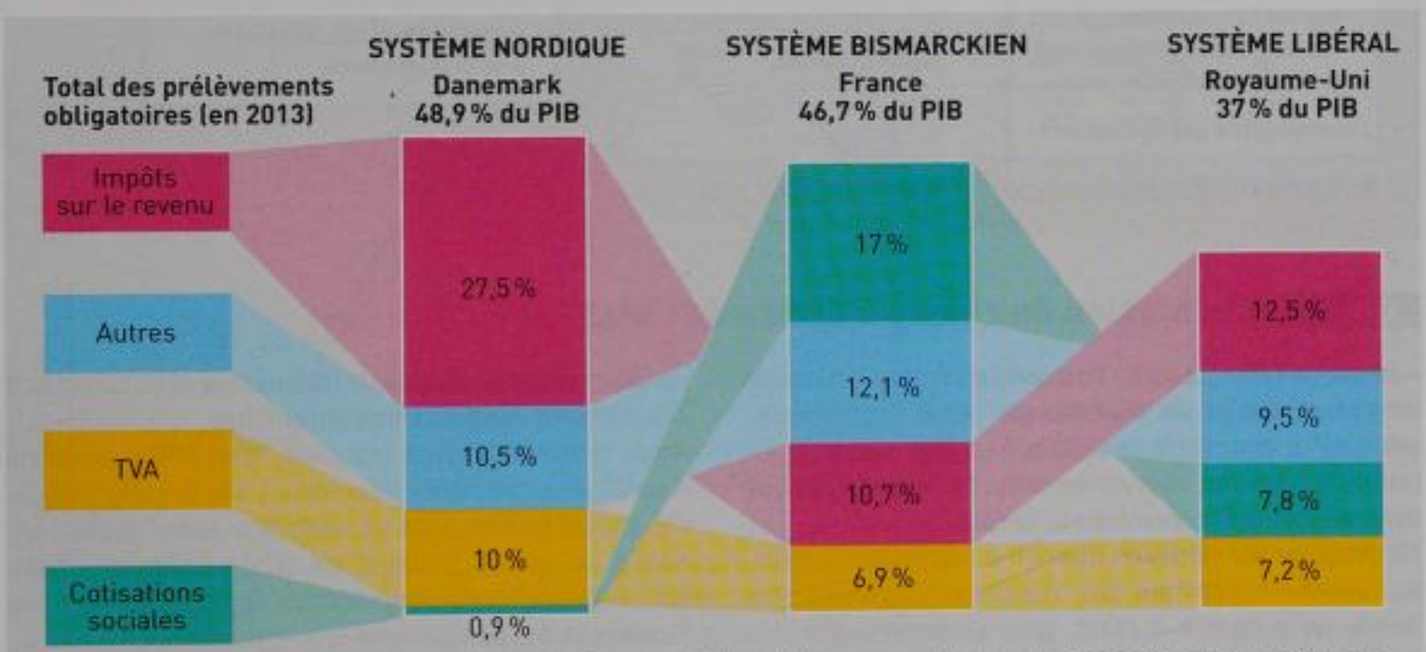
■ Max Weber, *Le Savant et le politique* (1919), trad. J. Freund, E. Fleischmann et É. de Dampierre, Plon, « 10/18 ».

1. Famille au sens élargie, ensemble des parents.

1. *Décrivez la photographie.*
2. *Expliquez la phrase soulignée.*
3. *Qu'est-ce que le « monopole de la violence physique légitime » ?*
4. *Faites le lien entre la photographie et l'analyse de Max Weber.*

NOTION
État : un mode d'organisation politique et juridique sur un territoire donné. Il est caractérisé par la détention du monopole de l'édiction de la règle de droit ainsi que par l'emploi de la force publique.

Doc 4 Trois modèles de fiscalité en Europe



Note : Le Danemark prélève plus d'impôts que le Royaume-Uni car le financement de la protection sociale y est entièrement public, alors qu'au Royaume-Uni une partie est privée. Pour comparer les deux systèmes, il faut donc ajouter le coût des assurances privées aux prélèvements obligatoires.

■ Source : Eurostat, http://dechiffrage.arte.tv/3-impots/emission.

1. *Définissez les trois types de prélèvements obligatoires représentés sur le graphique.*
2. *Faites une phrase avec les données de l'impôt sur le revenu pour les trois pays.*
3. *Qu'est-ce qui différencie les modèles fiscaux de ces trois pays ?*
4. *Pourquoi la fiscalité est-elle essentielle dans la mise en place d'un État ?*

Prépa Bac
Épreuve composée, partie 1
Quelles sont les caractéristiques de l'ordre politique ?

B L'évolution du rôle de l'État

OBJECTIF • *Analyser le rôle de l'État et caractériser son évolution*

Pour commencer

Doc 1 Une fonction régalienne

Être intransigeant sur la sécurité de tous

La lutte contre le terrorisme

Mis à jour le 29 janvier 2015 - Projet porté par Bernard Cazeneuve

La loi du 13 novembre 2014 renforce les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme. Un des principaux décrets d'application, qui met en place l'interdiction de sortie du territoire des ressortissants français projetant de participer à des activités terroristes à l'étranger, a été publié le 14 janvier 2015. Le 21 janvier, Manuel Valls a présenté un plan sans précédent qui prévoit la création de 2 680 emplois supplémentaires, dont 1 100 alloués aux services de renseignement intérieur chargés de lutter contre le terrorisme.

■ Site officiel du gouvernement français : www.gouvernement.fr.

1. *Quel est l'objectif de la loi du 13 novembre 2014 ?*
2. *Quelles sont les différentes étapes avant la promulgation d'une loi ?*
3. *En quoi la lutte contre le terrorisme est-elle une prérogative régalienne ?*

NOTIONS

Souveraineté : le droit exclusif d'exercer une autorité politique sur un territoire donné.

Fonctions régaliennes : fonctions politiques et administratives du ressort exclusif de l'État, attachées à sa souveraineté.

Doc 2 L'extension du champ d'action de l'État

« Le rôle de l'État [...] dans l'économie d'un pays fait depuis longtemps l'objet de controverses entre économistes, selon qu'ils sont plutôt favorables à un État neutre ou, au contraire, à un État interventionniste, fortement impliqué dans les sphères économique et sociale.

Au début du XIXe siècle, en réaction à l'absolutisme royal, les économistes libéraux dits "classiques", comme Adam Smith, ne prêtaient à l'État, pour l'essentiel, que des fonctions régaliennes (diplomatie, sécurité extérieure et intérieure, justice). Le marché tendant naturellement à s'autoréguler, le "laisser-faire, laisser-passer", sous l'égide d'un État protecteur de la libre concurrence [...], devait conduire à une répartition optimale des ressources.

Cependant, les développements de la science économique, les mutations des économies de marché, et les événements marquants du XXe siècle ont progressivement confié de nouveaux rôles à l'État. D'après [J. M. Keynes], il incombe [...] à l'État de soutenir la croissance, stimuler l'économie afin de parvenir au plein-emploi, notamment par des politiques conjoncturelles de relance de la demande et en engageant des dépenses publiques supplémentaires.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'État s'est transformé à partir des ordonnances d'octobre 1945 fondant la Sécurité sociale en France en un "État-providence" protégeant contre les grands "risques" de la vie (chômage, maladie, vieillesse) et redistribuant les revenus au profit des familles et des plus pauvres. »

■ « Le rôle économique de l'État », vie-publique.fr.

1. *Quelle est la position d'Adam Smith sur l'intervention de l'État dans l'économie ?*
2. *En quoi la position de John Maynard Keynes diffère-t-elle de celle d'Adam Smith ?*
3. *Quels sont les nouveaux champs d'action de l'État dans la deuxième moitié du XXe siècle ?*
4. *Pourquoi l'État est-il amené à agir au-delà de ses fonctions régaliennes ?*

EXERCICE La crise de l'État-providence

L'État-providence connaît de nos jours une triple crise :
– de financement,
– de légitimité,
– d'efficacité.
Vous allez devoir reconstituer les arguments qui ont été mélangés. Chaque argument doit être composé d'une affirmation, d'une explication et d'une illustration.

Affirmations

I. L'État-providence connaît une crise de financement

II. L'État-providence connaît une crise d'efficacité

III. L'État-providence connaît une crise de légitimité

Explications

A. En effet, certains économistes libéraux remettent en cause l'action de l'État-providence en estimant que les individus doivent se protéger eux-mêmes contre les risques de l'existence, sans compter sur l'aide de l'État.

B. En effet, avec le ralentissement de la croissance et la montée du chômage, l'État-providence se retrouve en difficulté financière, car moins de salariés peuvent cotiser. Par ailleurs, le vieillissement de la population entraîne une hausse des prestations retraite et maladie qui amplifie les difficultés financières.

C. En effet, l'État-providence ne parvient pas à résoudre le problème du chômage de masse, ni à endiguer la progression des inégalités dans la société française.

Illustrations

1. Fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élevait à 3 496 000 (soit 9,9 % de la population active) selon Pôle emploi.

2. Ils estiment, par exemple, que les aides sociales freinent le retour à l'emploi des chômeurs et les dissuadent de retrouver un emploi.

3. Pour 2014, le déficit de la Sécurité sociale devrait ainsi s'élever à 15,3 milliards d'euros.

Doc 3 L'État dispose du monopole fiscal

Évolution du taux de prélèvements obligatoires des administrations publiques françaises (1960-2012), en % du PIB

■ Source : « La structure des recettes publiques », www.performance-publique.budget.gouv.fr, 21 janvier 2014.

DÉFINITIONS

État-providence : État qui protège les citoyens et qui agit sur l'activité économique.

Prélèvements obligatoires : voir p. 154.

1. *Que sont les prélèvements obligatoires ?*
2. *À quoi servent-ils ?*
3. *Faites une phrase avec la donnée entourée.*
4. *Calculez la variation du taux de prélèvements obligatoires entre 1960 et 2012, puis faites une phrase exprimant la signification du résultat trouvé.*
5. *Selon vous, comment peut-on interpréter cette évolution ?*

Prépa BAC

Dissertation

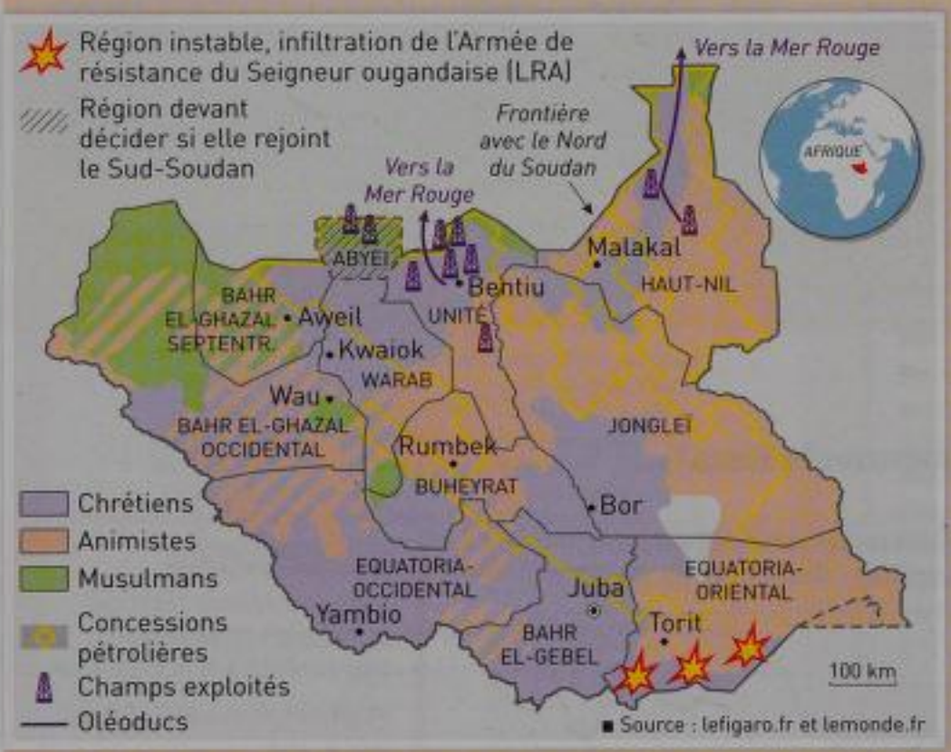
Rédigez l'introduction du sujet suivant : Quel doit être le champ d'action de l'État ?

C Construction étatique et construction nationale

OBJECTIF • *Montrer que les États-nations sont le produit d'une construction étatique et d'une construction nationale*

Pour commencer

Doc 1 Le Sud-Soudan, un exemple d'État sans nation



Le Sud-Soudan a proclamé samedi 9 juillet 2011 son indépendance. Le Sud à majorité chrétienne se sépare ainsi du Nord musulman après des décennies de guerre qui ont fait des millions de morts.

1. *Sur quel continent le Sud-Soudan est-il situé ?*
2. *D'après vous, quels éléments permettent d'expliquer son indépendance ?*
3. *Peut-on affirmer qu'il existe une « nation » au Sud-Soudan ?*

NOTIONS

Nation : une communauté d'individus ayant conscience d'être unis par une identité commune (historique, culturelle, linguistique, religieuse).

État-nation : un État qui coïncide avec une nation sur un territoire donné.

Doc 2 La Catalogne, une nation sans État

« L'"indivisible unité de l'Espagne" est incompatible avec la "nation catalane". Après quatre ans de polémiques, d'atermoiements et de retards judiciaires, le Tribunal constitutionnel (TC) a tranché : [...] les hauts magistrats espagnols ont fait barrage à 14 articles (sur 114 litigieux), déclarés "anticonstitutionnels". Parmi eux, le concept de "nation catalane", un point crucial aux yeux des partis régionaux. Or, pour la majorité des juges du TC, cette notion est purement "rhétorique", relève d'une "préférence sentimentale", et ne constitue en aucun cas "une réalité juridique". En d'autres termes, au même titre que le pays Basque, la Galice et l'Andalousie, la Catalogne demeure une "nationalité" au sein de l'Espagne, "entité indivisible et supranationale". Plus que la plupart des 17 communautés autonomes, cette région bénéficie déjà d'importantes prérogatives, notamment fiscales. Elle possède aussi sa propre police, les Mossos. [...] Les autorités catalanes ont appelé à des manifestations, sans fixer de date. "Nous avons un hymne, un drapeau, une fête nationale, a martelé José Montilla. Ce sont autant de symboles d'une nation à part entière." »

■ François Musseau, « Les juges de Madrid nient la nation catalane », liberation.fr, 30 juin 2010.

1. *Pourquoi les juges ont-ils invalidé l'expression « nation catalane » ?*
2. *Quel est le statut de la Catalogne en Espagne ?*
3. *Quels sont les éléments permettant d'affirmer qu'il existe une « nation catalane » ?*
4. *En quoi la Catalogne est-elle une « nation sans État » ?*

Doc 3 L'ordonnance de Villers-Cotterêts, un exemple de construction nationale

« François, par la grâce de Dieu, roi de France, avons statué et ordonné ce qui suit : **Article 110 :** afin que l'on comprenne bien nos arrêts de cour de justice, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si clairement qu'il ne puisse y avoir aucune ambiguïté ou incertitude ni lieu à demander interprétation.

Article 111 : et parce que de tels problèmes sont souvent advenus sur l'intelligence des mots latins, nous voulons dorénavant que tous arrêts, registres, enquêtes, contrats, testaments et autres actes de justice soient prononcés, enregistrés et délivrés en français et non autrement. »

■ Extraits de l'ordonnance du 25 août 1539 sur le fait de la justice (dite ordonnance de Villers-Cotterêts). La Cour de cassation applique toujours la présente ordonnance.

1. *Recherchez ce qu'est une ordonnance. Dans quel contexte historique cette ordonnance a-t-elle été mise en place ?*
2. *En quoi cette ordonnance est-elle fondamentale dans la mise en place d'une « nation française » ?*

Doc 4 Les régions, exemple de construction étatique

« Dans la nuit de mercredi à jeudi, le passage de 22 régions métropolitaines à 13 a été voté à l'Assemblée nationale. Le redécoupage a suscité à nouveau les protestations de députés alsaciens, bretons et aquitains. [...] La nouvelle carte des régions prévoit notamment une fusion de la région Alsace avec ses voisines de Champagne-Ardenne et Lorraine. Un rapprochement qui a provoqué aux dernières heures de la discussion la fureur d'une dizaine de députés UMP d'Alsace. Ces élus ont réclamé jusqu'au bout, mais en vain, le maintien en solitaire de l'Alsace. Pour marquer leur ténacité, ils avaient déployé devant l'Assemblée nationale une banderole, appelant à "ne pas tuer l'Alsace". [...] Leurs arguments portent depuis l'annonce de la réforme territoriale sur l'histoire, l'identité alsacienne, l'économie tournée vers l'Allemagne et la taille démesurée, disent-ils, d'une nouvelle "région grande comme la Belgique". Ces élus ont aussi invoqué le statut inchangé de deux autres régions à forte identité culturelle, que sont la Bretagne et la Corse. »

■ Evelyn Chatelais, « Reportage : La carte des régions votée : l'Alsace ne sera plus seule », franceinfo.fr, 20 novembre 2014.

1. *Quelles sont les compétences des régions et des départements ?*
2. *Qui représente l'État dans les départements ?*
3. *Quel est l'objectif de la réforme territoriale ? Pourquoi certains députés s'y opposent-ils ?*
4. *En quoi les collectivités territoriales sont-elles un rouage essentiel de la construction étatique ?*

EXERCICE Quelle identité française ?

« Pour chacun des principes suivants, dites si, selon vous, ils sont des éléments constitutifs très importants, plutôt importants, plutôt peu importants ou pas importants du tout de l'identité française ? »

	%
Les droits de l'homme	
Très important/Plutôt important	71/25
Peu important/Pas important	2/1
Sans opinion	1
La langue française	
Très important/Plutôt important	68/27
Peu important/Pas important	3/1
Sans opinion	1
Le système de protection sociale	
Très important/Plutôt important	62/32
Peu important/Pas important	4/1
Sans opinion	1
La culture, le patrimoine	
Très important/Plutôt important	48/44
Peu important/Pas important	6/1
Sans opinion	1
La laïcité	
Très important/Plutôt important	44/36
Peu important/Pas important	13/3
Sans opinion	4
La capacité d'intégration des diversités culturelles et ethniques	
Très important/Plutôt important	33/48
Peu important/Pas important	12/3
Sans opinion	4
L'héritage chrétien	
Très important/Plutôt important	12/29
Peu important/Pas important	35/21
Sans opinion	3

■ Sondage TNS-Sofres pour *La Croix*, novembre 2009.

● Associez chaque principe proposé dans ce sondage à la notion d'État ou de nation. Justifiez.

Faire le point

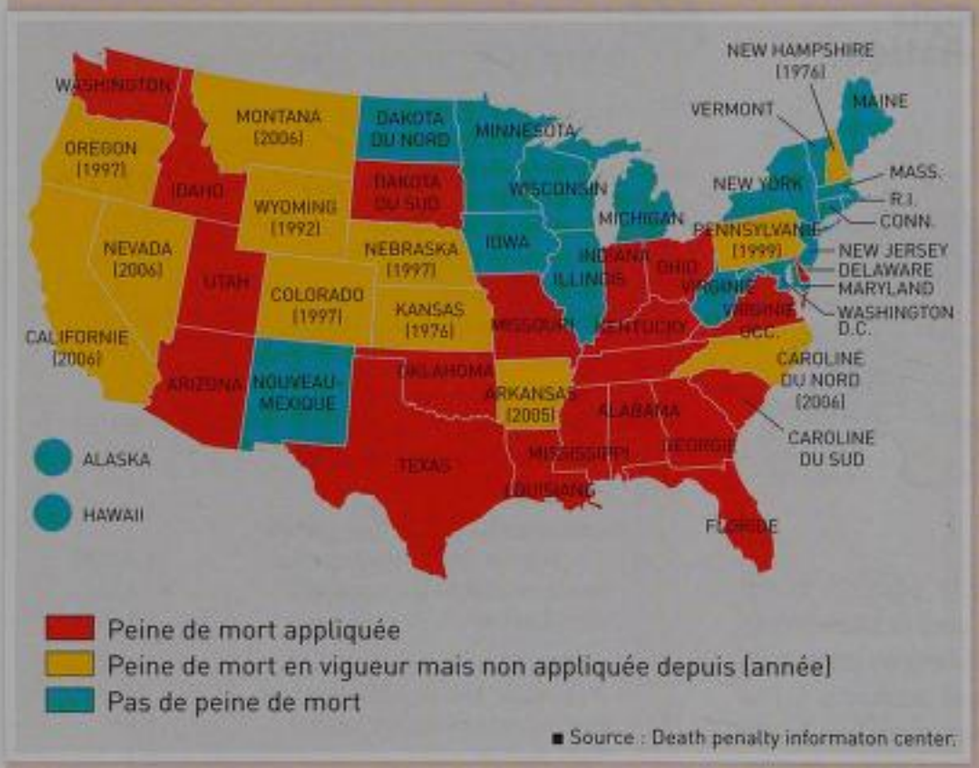
Montrez, à partir de l'exemple de la France, que la construction d'un État-nation repose à la fois sur une construction nationale et une construction étatique (vous n'oublierez pas d'illustrer vos propos).

A Les différentes formes étatiques

OBJECTIF • *Identifier et caractériser les différentes formes étatiques*

Pour commencer

Doc 1 La peine de mort aux États-Unis en 2014



■ Source : Death penalty informaton center.

1. *Combien d'États américains appliquent la peine de mort aux États-Unis en 2014 ?*
2. *Les citoyens américains sont-ils soumis aux mêmes lois selon l'État dans lequel ils vivent ?*
3. *Qu'est-ce que cela nous apprend sur l'organisation politique des États-Unis ?*

NOTIONS

État fédéral : un État composé de plusieurs entités qui disposent de leur propre gouvernement mais qui reconnaissent une autorité supérieure commune.

État unitaire : un État dont tous les citoyens sont soumis à la même constitution, aux mêmes lois.

Doc 2 Le système des Länder en Allemagne

« Composé de seize Länder, dont trois villes-États (Brême, Berlin et Hambourg), pour 80,8 millions d'habitants, l'Allemagne est un pays fédéral.

[...] Le niveau fédéral [est] compétent en matière de politique étrangère, de défense, de justice, de travail, d'affaires sociales et de fiscalité. Si une partie des impôts est affectée directement aux Länder, le reste est redistribué entre les différentes régions selon un système de péréquation. Entre les régions riches et pauvres, les tensions sont fortes. La Bavière, le Bade-Wurtemberg et la Hesse contribuent financièrement pour les treize autres Länder. À Munich, on peste contre les régions pauvres, qui n'agiraient pas assez pour leur économie. [...] Un système de transfert a aussi été mis en place entre l'Ouest et l'Est du pays suite à la réunification. [...]

Les Länder bénéficient de compétences plus larges que les régions françaises et d'une plus grande autonomie. [...] Les Länder sont en charge de la sécurité, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'administration et de la gestion des communes. »

■ « En Allemagne, les Länder bénéficient d'une plus grande autonomie », © Nicolas Barotte, lefigaro.fr, 16 janvier 2014.

1. *Qu'est-ce qu'un Land en Allemagne ?*
2. *En quoi l'Allemagne est-elle un État fédéral ?*
3. *Quelles sont les compétences du niveau fédéral ? des Länder ?*
4. *Quel est le principe du « système de péréquation » entre les Länder ?*
5. *Quels sont les avantages et les inconvénients de ce système ?*

Doc 3 Quelle forme d'État pour la Belgique ?

« L'histoire de la Belgique est étroitement liée au conflit entre Flamands et francophones. La Flandre s'est toujours définie comme une nation par opposition à la France. [...] La Wallonie étant la partie riche du pays et l'élite bourgeoise parlant français, c'est cette langue qui est choisie comme langue officielle. C'est là que prend racine ce que le politologue belge Vincent de Coorebyter a qualifié de "malentendu originel de la Belgique". [...]
L'éloignement croissant des deux communautés, qui connaît en 1993 une fin provisoire avec le passage d'un État unitaire vers un État fédéral composé de trois régions (Flandre, Bruxelles et Wallonie) et trois communautés (flamande, wallonne et germanophone), va de pair avec la confiance croissante des Flamands en eux-mêmes. [...]
La Flandre a connu un beau développement économique et dépassé depuis longtemps la Wallonie affaiblie en termes d'activité et de revenus. »

■ Jeanne Rubner, « Un conflit historique et éternel », *Süddeutsche Zeitung*, 10 juin 2010, repris sur le site du *Courrier international*. © DR.

1. *La Belgique est-elle un État-nation ? Justifiez et illustrez.*
2. *Sur quoi est fondé le « malentendu originel de la Belgique » ?*
3. *La Belgique est-elle un État unitaire ou fédéral ? Justifiez.*
4. *En quoi peut-on dire que la forme d'État choisie par la Belgique est une nécessité ?*

Doc 4 Les trois formes de l'État unitaire

ÉTAT UNITAIRE CONCENTRÉ

Toutes les décisions sont prises directement par le gouvernement central, sans qu'il n'y ait de relais dans le reste du pays.

ÉTAT UNITAIRE DÉCONCENTRÉ

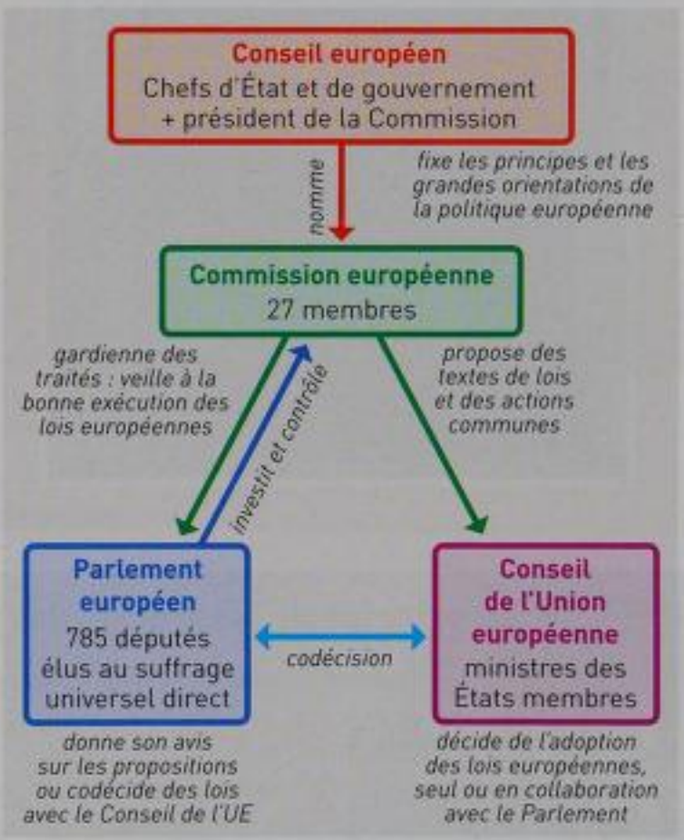
L'autorité centrale dispose d'un pouvoir important sur le territoire. Une partie du pouvoir est déléguée aux autorités déconcentrées qui sont chargées d'appliquer localement les grandes orientations politiques.

ÉTAT UNITAIRE DÉCENTRALISÉ

L'autorité centrale dispose d'un pouvoir important sur le territoire. Une partie du pouvoir juridique est attribuée à des collectivités indépendantes, élues et qui disposent d'une réelle autonomie au niveau local.

1. *Qu'est-ce qui différencie les trois formes d'État unitaire ?*
2. *Un État unitaire concentré est-il envisageable sur un grand territoire ? Justifiez.*
3. *Montrez que la France possède à la fois des caractéristiques de l'État unitaire déconcentré et de l'État unitaire décentralisé.*

Doc 5 Europe des nations ou Europe fédérale ?



1. *Comment les « lois européennes » sont-elles élaborées ?*
2. *Parmi les quatre instances représentées, lesquelles ont un aspect fédéral ? un aspect national ?*
3. *Peut-on affirmer que l'UE a un fonctionnement fédéral ? Justifiez votre réponse.*

EXERCICE

Classer des États selon leur forme

À partir de recherches au CDI ou sur Internet déterminez le modèle d'État (unitaire/fédéral) des pays suivants : **a.** Italie **b.** Canada **c.** Brésil **d.** Royaume-Uni **e.** Allemagne **f.** Suisse

Faire le point

Rédigez deux paragraphes argumentés permettant de mettre en évidence les points communs et les différences entre les États unitaires et les États fédéraux.

B L'État de droit, pilier de la démocratie

OBJECTIF • *Analyser quelles sont les caractéristiques de l'État de droit*

Pour commencer

Doc 1 La déclaration des droits de l'homme et du citoyen

« **Article premier.** Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article 3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. [...] »

1. *De quand date ce texte ? Dans quel contexte a-t-il été rédigé ? Par qui ?*
2. *Commentez l'article premier.*
3. *En quoi « la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme » est-elle fondamentale pour la vie en société ?*

Doc 2 Le principe de séparation des pouvoirs

« Il y a, dans chaque État, trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil.

Par la première, le prince ou le magistrat fait des lois pour un temps ou pour toujours, et corrige ou abroge celles qui sont faites. Par la seconde, il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassades, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes, ou juge les différends des particuliers. On appellera cette dernière la puissance de juger ; et l'autre, simplement la puissance exécutrice de l'État.

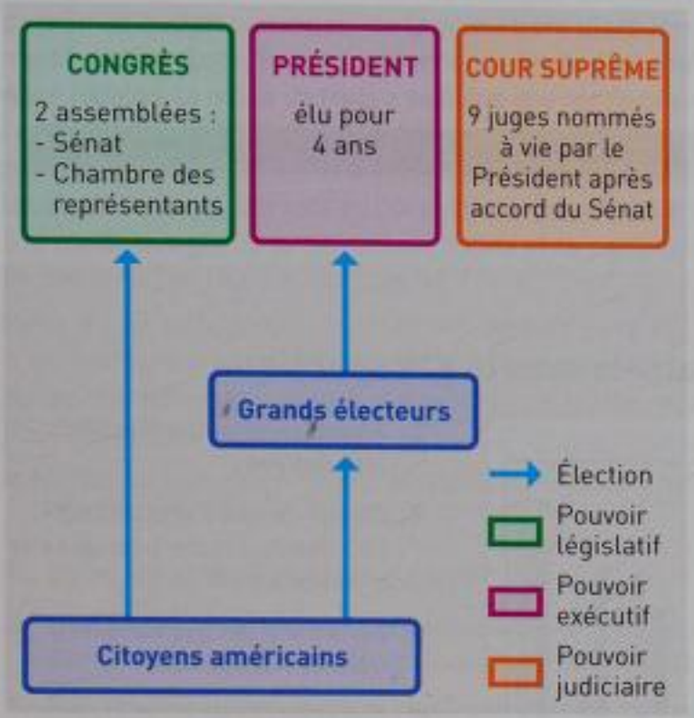
[...] Lorsque, dans la même personne ou dans le même corps de magistrature, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté ; parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques, pour les exécuter tyranniquement.

Il n'y a point encore de liberté, si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire ; car le juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutrice, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur. »

■ Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, livre XI, 1748.

1. *Quels sont trois pouvoirs mentionnés par Montesquieu ? Définissez-les.*
2. *Pourquoi ces trois formes de pouvoirs doivent-elles être séparées dans un État ? Illustrez votre réponse.*

Doc 3 La constitution des États-Unis



1. *Qu'est-ce qu'une constitution ? À quoi ce document sert-il ?*
2. *D'après la constitution américaine, qui détient*
   a. *le pouvoir exécutif ?*
   b. *le pouvoir législatif ?*
   c. *le pouvoir judiciaire ?*
3. *Le principe de séparation des pouvoirs est-il respecté ?*

EXERCICE Comparer les constitutions française et américaine

1. Qui exerce les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire en France ?

2. Quelles sont les similitudes et les différences entre les constitutions française et américaine (doc. 3) ?

Doc 4 Le contrôle du respect de la constitution

« Ce vendredi, le Conseil constitutionnel a une nouvelle fois contrecarré les plans du gouvernement : les "sages" viennent de censurer la taxe sur "les boissons énergisantes", prévue pour le 1er janvier 2015.
Saisi par la société Red Bull d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel juge contraire à la loi fondamentale le fait que "cette imposition ne s'appliquerait pas à toutes les boissons comportant de la caféine" et ainsi "qu'il en résulterait une violation du principe d'égalité devant l'impôt". D'après les pensionnaires de la rue Montpensier, le gouvernement aurait donc dû appliquer la taxe à toutes les boissons disposant d'un même taux de caféine. Un nouveau camouflet pour le gouvernement qui espérait 600 millions d'euros grâce à cette taxe. »

■ Jérémie Lamothe, « Conseil constitutionnel : des censures à répétition », liberation.fr, 19 septembre 2014.

1. *Qu'est-ce que le Conseil constitutionnel ? Quel est son rôle ?*
2. *Pourquoi le Conseil constitutionnel a-t-il censuré la taxe sur « les boissons énergisantes » ?*
3. *Montrez en quoi l'existence du Conseil constitutionnel permet de renforcer la séparation des pouvoirs.*

Faire le point

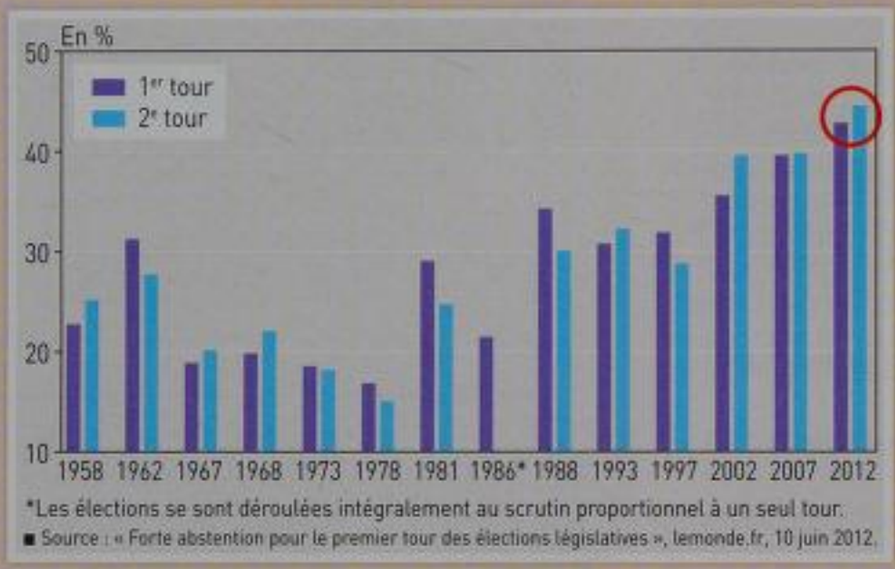
Définissez « l'État de droit » en vous appuyant sur les éléments de la double page.

C L'émergence de nouvelles formes de démocratie

OBJECTIF • *Expliquer et analyser l'émergence de nouvelles formes de participation politique*

Pour commencer

Doc 1 L'abstention aux élections législatives sous la Ve République



*Les élections se sont déroulées intégralement au scrutin proportionnel à un seul tour.

■ Source : « Forte abstention pour le premier tour des élections législatives », lemonde.fr, 10 juin 2012.

1. *À quoi servent les élections législatives ?*
2. *Qu'est-ce que l'abstention ? Comment calcule-t-on un taux d'abstention ?*
3. *Faites une phrase avec les données entourées.*
4. *Comment évolue l'abstention aux élections législatives entre 1958 et 2012 ? Illustrez votre réponse.*
5. *Que traduit cette évolution selon vous ?*

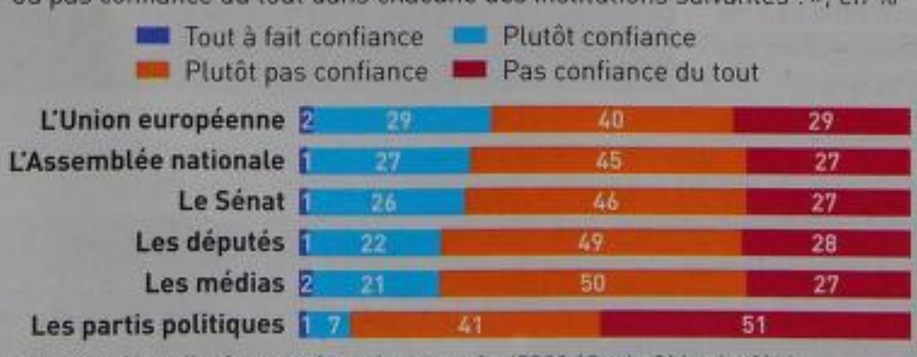
Doc 2 Une démocratie représentative en crise ?

« Au début de la Ve République, les électeurs se mobilisaient pour toutes les élections et à des niveaux comparables. Mais on voit progressivement monter un vote conjoncturel, et les électeurs ont tendance désormais à plus se mobiliser quand il y a de l'enjeu. La ligne de tendance de l'élection présidentielle, même s'il y a des hauts et des bas, est plate alors qu'elle est à la hausse pour toutes les autres élections. Cela montre qu'on n'est pas sur une crise de la citoyenneté, mais simplement que les gens vont voter quand ils pensent qu'il y a un intérêt. Le vote est devenu un droit et non plus un devoir. »

■ Vincent Tiberj, *Des Votes et des voix : de Mitterand à Hollande*, Nîmes, Champ social, 2013.

NOTION
Démocratie représentative : un système politique dans lequel le peuple délègue temporairement une partie de son pouvoir à des représentants élus.

« Avez-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans chacune des institutions suivantes ? », en %



■ Source : « *Nouvelles fractures françaises* », enquête IPSOS / Steria, 21 janvier 2014.

1. *En quoi le changement de comportement des électeurs peut-il expliquer la montée de l'abstention ?*
2. *Faites une phrase avec les données pour les partis politiques (sondage).*
3. *Quelle autre explication peut-on donner à la montée de l'abstention (sondage) ?*
4. *En quoi peut-on parler d'une « crise » de la démocratie représentative ?*

Doc 3 Le budget participatif de la ville de Paris

« Les Parisiens ont fait leur choix. Appelés à se prononcer dans le cadre du premier budget participatif de la ville, ils ont placé "les jardins sur les murs" en tête, juste devant "cultiver dans les écoles", comme l'a révélé Anne Hidalgo. La maire de Paris a souligné que les Parisiens avaient pour l'essentiel retenu "des projets qui concernent la végétalisation et le rapport à la nature". [...] "Ces neuf projets seront inscrits au budget 2015 de la ville de Paris qui sera voté en décembre, précise Pauline Véron, adjointe à la maire chargée de la démocratie locale et la participation citoyenne. Ils seront mis en chantier en 2015." [...]

Reste à savoir si [le] chiffre de 40 745 votants constitue un bon score. "Cela représente 2 % des Parisiens, indique François Guichard, directeur du service Démocratie, citoyens et territoires à la ville de Paris. L'objectif était de dépasser au moins les 1 %." »

■ Mathieu Gruel, « Budget participatif : Les Parisiens ont voté pour "la végétalisation et le rapport à la nature" », *20minutes*, 2 octobre 2014.

1. *Qu'est-ce qu'un budget participatif ?*
2. *Quels types de projets ont été plébiscités par les Parisiens ? Que deviennent-ils une fois qu'ils ont été votés par les citoyens ?*
3. *Les citoyens décident-ils de l'intégralité du budget de la ville ?*
4. *Ce type de dispositif permet-il de renouer le lien entre les citoyens et les institutions ? Discutez.*

NOTION

Démocratie participative : elle consiste à impliquer les citoyens dans la prise de décision publique.

Doc 4 Un exemple de démocratie délibérative

« Le projet de "Liaisons Nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire" (LNOBPL) est porté par Réseau Ferré de France (RFF), maître d'ouvrage. [...] Ce projet s'inscrit dans la continuité de la Ligne à Grande Vitesse Bretagne-Pays de la Loire, en cours de construction entre Le Mans et Rennes, afin de diffuser l'effet grande vitesse à l'ensemble du territoire et d'améliorer les temps de parcours jusqu'à la pointe bretonne. [...] Sa mise en service est envisagée aux alentours de 2030. Trois scénarios sont présentés au débat public.[1]

Le projet [...] présenté par Réseau Ferré de France (RFF) fait l'objet d'un débat public du 4 septembre 2014 au 3 janvier 2015. Il est animé par une commission particulière, composée de 7 membres, nommée par la CNDP[2]. Cette commission est neutre, elle ne donne pas d'avis sur le projet, elle est indépendante de toutes les parties prenantes.
Seize réunions et un atelier seront organisés. La prochaine réunion aura lieu à Morlaix le 5 novembre, sur le thème "fret ferroviaire". »

■ Commission nationale du débat public, http://lnobpl.debatpublic.fr/

1. Ces scénarios proposent trois tracés différents.
2. La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative dont la mission est de « veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national ».

1. *Décrivez brièvement le projet LNOBPL.*
2. *En quoi consiste le débat public autour de ce projet ?*
3. *Les décisions finales quant à ce projet sont-elles prises par les citoyens ?*
4. *Quel est l'intérêt d'associer les citoyens au débat public ?*

EXERCICE Quelles formes de démocratie ?

Pour chacun de ces exemples, dites s'il s'agit d'un exemple de démocratie représentative (**a**), participative (**b**) ou délibérative (**c**).

1. Le débat public à propos de la liaison ferroviaire Roissy-Picardie.
2. La loi sur le mariage pour tous votée à l'Assemblée nationale au mois de mai 2013.
3. Sur le site parlement-et-citoyens.fr, un sénateur du Morbihan permet aux citoyens de participer à l'élaboration des propositions de lois.

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Montrez comment la démocratie participative et la démocratie délibérative peuvent permettre de répondre à la crise de la démocratie représentative.

TD1 Comment expliquer l'émergence des États ?

✔ **Objectif**
Comprendre la thèse de Norbert Elias sur l'émergence des États.

✔ **Démarche**
Illustrer une thèse à partir d'un exemple.

Lire les documents

1. Reformulez la thèse de N. Elias permettant d'expliquer l'émergence de l'État (**doc. 1**).

2. Expliquez la phrase soulignée (**doc. 1**).

3. Comment le territoire de la France s'est-il construit (**doc. 2**) ?

Traiter l'information

4. Pourquoi l'État doit-il disposer du monopole militaire ?

5. Pourquoi l'État doit-il disposer du monopole fiscal ?

Synthèse

6. Comment expliquer l'émergence des États ? Rédigez un paragraphe argumenté, tout en illustrant vos propos.

Doc 1 La thèse de Norbert Elias

« L'Histoire de l'Ancien Régime est celle de la construction de la modernité, caractérisée, selon Norbert Elias [...] par la monopolisation des pouvoirs par l'État. Cette construction s'appuie à la fois sur le monopole fiscal et sur le monopole militaire. Ces deux monopoles ne vont pas l'un sans l'autre. Le roi doit contrôler son territoire pour organiser la levée des impôts : le monopole du sol se transforme, grâce au monopole militaire, en monopole fiscal. [...]
La construction du monopole fiscal par l'État exige la mise en place d'une vaste administration et une division du travail très poussée. Il y a une nette rupture entre la seigneurie médiévale et l'absolutisme. La société de troc, disposant de faibles moyens monétaires, laisse place à la royauté absolue où l'administration gouvernementale est centralisée et où la monétarisation de la société rend possible un prélèvement stabilisé des impôts. Peu à peu, les hommes du roi pénètrent partout, et encaissent les taxes, ce qui était auparavant du ressort exclusif des seigneurs. Avec la guerre de Cent Ans et la systématisation de la levée des aides se développent des fonctions officielles spécialisées, dont le but est la collecte de ces redevances et le règlement des problèmes juridiques auxquelles elles donnent lieu. C'est la première ébauche d'un des organes les plus importants de l'administration des impôts sous l'Ancien Régime : la "Chambre" ou "Cour des Aides". »

■ Jean-Édouard Colliard, Claire Montialoux, « Une brève histoire de l'impôt », *Regards croisés sur l'économie*, 2007, n° 1.

Doc 2 Les conquêtes territoriales françaises de 1552 à 1798

Territoires rattachés à la France de 1552 à 1798

- Henri II (1547-1559)
- Henri IV (1589-1610)
- Louis XIV (1643-1715)
- Louis XV (1715-1774)
- Révolution

■ Source : www.cartesdefrance.fr.

TD2

D'autres formes de démocratie sont-elles envisageables ?

Objectifs

- ✔ Comprendre les avantages et les limites d'autres formes de démocratie.
- ✔ Illustrer les concepts de démocratie directe/participative par des exemples.

Lire les documents

1. Qu'est-ce qu'une landsgemeinde (**doc. 1**) ?

2. Comment les décisions sont-elles prises le cadre des landsgemeinde (**doc. 1**) ?

3. Comment les Finlandais peuvent-ils intervenir dans le processus législatif (**doc. 2**) ?

Traiter l'information

4. Montrez que les landsgemeinde sont un exemple de démocratie directe.

5. Quelles sont les limites de la démocratie directe ?

6. Montrez que la possibilité pour les Finlandais de soumettre des projets au parlement est une forme de démocratie participative.

7. Quelles sont les limites de la démocratie participative ?

Synthèse

8. Pour conclure, rédigez un raisonnement organisé : d'autres formes de démocratie sont-elles envisageables ?

Doc 1 L'expérience des Landsgemeinde en Suisse

« Tous les ans, le dernier dimanche du mois d'avril, environ 3000 personnes autorisées à voter se rassemblent à Appenzell sur la Landsgemeindeplatz pour participer à la Landsgemeinde, l'assemblée des citoyens. Cette vieille institution démocratique ne subsiste que dans les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et de Glaris. [...] Les citoyens organisent des scrutins et prennent des décisions à l'échelle cantonale sur toutes les affaires de l'année. [...]

Toute personne ayant droit de vote peut [...] monter à la tribune, présenter une requête ou formuler une critique. [...] Les membres de l'assemblée votent en levant la main droite. Si l'on ne peut pas évaluer clairement la majorité du vote, il faut procéder au décompte des voix. [...]

La Landsgemeinde édicte et révise la constitution et les lois, statue sur les décisions financières et les initiatives importantes. Tout projet peut faire l'objet de discussion. De plus, tout participant (homme ou femme) ayant droit de vote peut soumettre des propositions qui doivent être déposées par écrit avant le 1er octobre de l'année précédant la tenue de la Landsgemeinde. [...] Les opposants à la Landsgemeinde mettent toujours en avant l'argument de la participation inéquitable à l'assemblée, à savoir que les malades et les personnes absentes du village ne peuvent y participer. [...] Malgré tout, une grande majorité de la population reste attachée à la Landsgemeinde. »

■ « Landsgemeinde (communauté rurale) », www.appenzell.info/fr/appenzell/landsgemeinde-communaute-rurale.html.

Doc 2 Une démocratie 2.0 est-elle possible ?

« Depuis mars 2012, la Constitution finlandaise laisse à tout citoyen ayant atteint la majorité la possibilité d'inscrire des propositions de loi sur l'agenda parlementaire. Ces dernières sont examinées par les élus à condition de recevoir le soutien de 50000 autres Finlandais (soit 1 % de la population).

Afin d'optimiser l'usage et l'impact de ce dispositif de participation citoyenne, l'ONG Open Ministry a lancé en octobre 2012 une plateforme facilitant l'implication de tout un chacun. Participation en ligne, ateliers de travail ouverts ou tables rondes sont autant de techniques utilisées à cette fin. "Quand les résultats issus de ces échanges conviennent à tout le monde, des avocats bénévoles nous aident à rendre le texte conforme au format des propositions de loi", explique le coordinateur de l'ONG, Joonas Pekkanen.

Cinq propositions de loi accompagnées par Open Ministry ont franchi le cap des 50000 signatures. Soumises aux parlementaires, elles concernaient notamment le mariage gay ou l'évolution de la législation finlandaise sur le copyright. Sur ce dernier point, plus de 1141 contributeurs ont été impliqués dans la co-rédaction du projet de loi citoyen. »

■ Anne-Sophie Novel, « Cinq expériences de démocratie 2.0 », lemonde.fr, 26/11/2013.

Synthèse

Ordre politique et légitimation

1. Pourquoi un ordre politique ?

A. La spécificité de l'ordre politique

pp. 268-269

• Les **sociétés sont hiérarchisées** selon différentes modalités. D'après le sociologue Max Weber, il existe trois domaines de l'existence (appelés « ordres ») dans lesquels il est possible de hiérarchiser les individus. L'**ordre social** renvoie au niveau de prestige des individus, l'**ordre économique** renvoie à la répartition des richesses et l'ordre politique renvoie au niveau de pouvoir politique. L'ordre politique a donc une spécificité : il peut être défini comme l'ensemble des relations qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé sur un territoire.

• L'État est l'**incarnation de l'ordre politique** : il consiste en un mode d'organisation politique et juridique sur un territoire donné. En effet, à travers le monopole de la violence physique légitime et le monopole fiscal qu'il exerce sur un territoire, il **contrôle la société et monopolise le pouvoir**.

B. L'évolution du rôle de l'État

pp. 270-271

• L'État dispose du monopole d'**édiction de la règle de droit**, c'est-à-dire qu'il décide des lois en vigueur sur son territoire. Il est souverain sur le territoire qu'il contrôle. À ce titre, il dispose de **fonctions régaliennes**, c'est-à-dire qu'il assure certaines fonctions qui ne peuvent faire l'objet d'une délégation, comme le maintien de l'ordre public, la défense extérieure, le droit et la justice.

• Cependant, au cours du XXe siècle, les États occidentaux ont vu leur champ d'action se développer au-delà des prérogatives régaliennes. Certains économistes, comme J. M. Keynes, ont en effet montré que l'État a un rôle central à jouer dans la **stimulation de la croissance économique** (à travers notamment l'investissement public ou la redistribution de revenus de transfert). Par ailleurs, certains États, comme la France, ont mis en place après la Seconde Guerre mondiale un **système de protection sociale** contre les risques de l'existence (maladie, vieillesse, chômage). On parle alors d'**État-providence** pour désigner l'État qui protège les citoyens et qui agit sur l'activité économique.

• Plus récemment, l'**endettement massif des États** a conduit certains économistes libéraux à remettre en question l'État-providence, trop coûteux selon eux. Ces économistes préconisent un recul du champ d'action de l'État et un recentrage sur les fonctions régaliennes.

C. Construction étatique et construction nationale

pp. 272-273

• Une nation est une communauté d'individus ayant conscience d'être unis par une identité commune (historique, culturelle, linguistique ou religieuse). **La nation ne correspond pas toujours à un État sur un territoire délimité**. En effet, il existe des États sans nation clairement définie, notamment lorsqu'ils abritent des communautés très différentes d'un point de vue culturel. Par ailleurs, il existe également des **nations sans État**, lorsque des communautés n'ont pas la possibilité d'édicter elles-mêmes leurs règles de droit.

• Les États-nation supposent donc une coïncidence entre un État et une nation sur un territoire donné. Pour construire un État-nation, il faut mettre en œuvre à la fois une **construction nationale** (création d'une identité commune) et une **construction étatique** (mise en place de structures étatiques visant à encadrer le territoire). La France est un exemple d'État-nation, qui s'est construit à travers la transmission d'une langue et d'éléments culturels communs, et le développement de structures étatiques au niveau national et local (départements, régions).

NOTIONS

Démocratie représentative/participative : la **démocratie représentative** est un système politique dans lequel le peuple délègue temporairement une partie de son pouvoir à des représentants élus. La **démocratie participative** consiste à impliquer les citoyens dans la prise de décision publique.

État : un mode d'organisation politique et juridique sur un territoire donné. Il est caractérisé par la détention du monopole de l'édiction de la règle de droit ainsi que par l'emploi de la force publique.

État de droit : un système dans lequel la puissance publique est soumise au droit.

État fédéral/unitaire : un État **fédéral** est un État composé de plusieurs entités qui disposent de leur propre gouvernement mais qui reconnaissent une autorité supérieure commune. Un État est dit **unitaire** lorsque tous les citoyens sont soumis à la même constitution, aux mêmes lois.

État-nation : un État qui coïncide avec une nation sur un territoire donné.

Ordre politique : ensemble des relations qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé sur un territoire.

Souveraineté : le droit exclusif d'exercer une autorité politique sur un territoire donné.

2. Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?

A. Les différentes formes étatiques

► pp. 274-275

- Les États peuvent prendre différentes formes. Il est possible de distinguer les États unitaires et les États fédéraux.

- **La France** est un exemple d'**État unitaire décentralisé et déconcentré** : tous les citoyens sont soumis à la même loi, édictée par un pouvoir central. Cependant, un rôle accru est accordé aux collectivités territoriales (départements, régions).

B. L'État de droit, pilier de la démocratie

► pp. 276-277

- L'État de droit soumet au droit la puissance de l'État, ainsi limitée et encadrée, de manière à protéger les individus. Il assure ainsi le **respect des libertés publiques**, à travers la définition de certains droits pour les citoyens (liberté, propriété, sûreté, résistance à l'oppression ; voir la Déclaration des droits de l'homme de 1789).

- Par ailleurs, selon Montesquieu, l'**État de droit** doit organiser la **séparation des pouvoirs**. Le pouvoir législatif (faire les lois) doit être distinct du pouvoir exécutif (appliquer les lois) et du pouvoir judiciaire (veiller au respect des lois), de manière à éviter qu'un ou des individus puissent édicter puis appliquer des lois tyranniques.

- L'**État de droit** apparaît comme le **pilier de la démocratie** puisqu'il permet de protéger les citoyens contre l'arbitraire et de mettre en place une société fondée sur le bien-être collectif, respectueuse des droits de chacun.

C. L'émergence de nouvelles formes de démocratie

► pp. 278-279

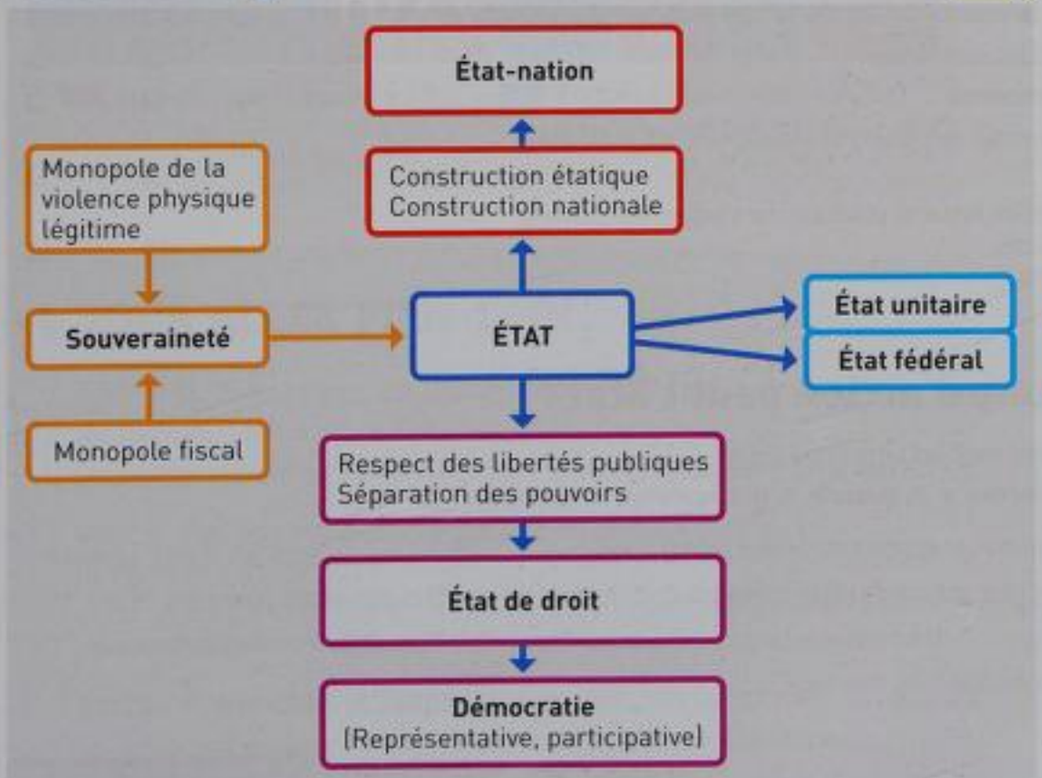
- La démocratie représentative est aujourd'hui **en crise**. En effet, l'abstention électorale est importante et croissante. Par ailleurs, la défiance envers les représentants et les partis politiques est très développée.

- De **nouvelles formes démocratiques** permettent d'espérer un renouveau de la démocratie. La **démocratie délibérative** associe le citoyen aux débats préalables à la décision publique, de manière à recueillir son avis et le convaincre du bien-fondé des futures décisions publiques. La démocratie participative, elle, implique les citoyens dans la prise de décision publique.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Ce chapitre est à relier à un des trois enseignements de spécialité qu'il est possible de choisir en terminale : Sciences sociales et politiques. Les notions **État**, **État de droit** et **Démocratie représentative/participative** y seront reprises.

Schéma de synthèse



1. Comment un État émerge-t-il ?
2. Expliquez comment un État devient un État-nation.
3. Tous les États sont-ils des États de droit ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 Les différentes formes de l'État

● Reliez chaque notion (chiffre) à sa définition (lettre).

1. État de droit	●	● **a.** État composé de plusieurs entités qui disposent de leur propre gouvernement mais qui reconnaissent une autorité supérieure commune
2. État-nation	●	● **b.** Système dans lequel la puissance publique est soumise au droit
3. État unitaire	●	● **c.** Lorsqu'un État coïncide avec une nation sur un territoire donné
4. État fédéral	●	● **d.** Mode d'organisation politique et juridique sur un territoire donné
5. État	●	● **e.** Tous les citoyens sont soumis à la même constitution, aux mêmes lois.

Exercice 2 Quelles sont les fonctions régaliennes de l'État ?

● Parmi la liste d'activités suivantes, quelles sont celles qui sont des fonctions régaliennes de l'État ?

a. Assurer le transport aérien
b. Rendre la justice
c. Réaliser des infrastructures publiques
d. Construire des logements
e. Assurer la sécurité extérieure
f. Produire des véhicules automobiles
g. Émettre de la monnaie
h. Produire des fruits et légumes

Exercice 3 Vrai ou faux

	Vrai	Faux
1. L'ordre politique est le mode selon lequel « le prestige se distribue dans une société ».	❑	❑
2. L'État dispose du monopole de la violence physique légitime et du monopole fiscal.	❑	❑
3. La Catalogne est un exemple d'État sans nation.	❑	❑
4. La France est un État unitaire concentré.	❑	❑
5. Dans un État de droit, les trois formes de pouvoir (législatif, exécutif, judiciaire) doivent être séparées.	❑	❑
6. La démocratie représentative est un système politique dans lequel les citoyens prennent directement les décisions.	❑	❑

Exercice 4 Quel champ d'action pour l'État ?

● Complétez le texte à trous suivant avec les termes suivants :

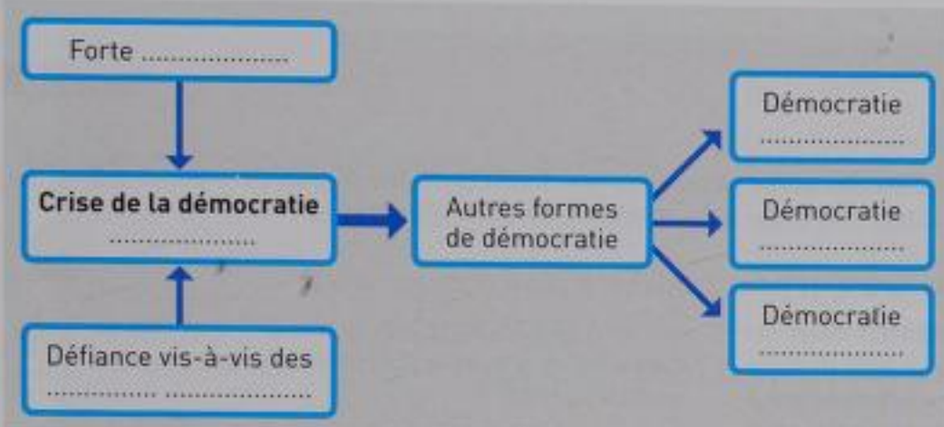
1. État-providence ● ***2. régaliennes*** ● ***3. maladie*** ● ***4. l'économie*** ● ***5. risques***

Selon les économistes libéraux, l'État doit se concentrer sur ses prérogatives .....[a]....., qu'il est le seul à pouvoir assurer. Cependant, d'autres économistes estiment que le champ de l'action de l'État doit être plus vaste. Selon eux, l'État doit intervenir dans .....[b]..... pour relancer la croissance économique et doit protéger les individus face aux .....[c]..... de l'existence (vieillesse, chômage, ...[d].....). On parle alors d'.....[e].....

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 5 Démocratie et démocratie représentative



1. Complétez le mécanisme avec les expressions suivantes :
   a. abstention ● ***b. participative*** ● ***c. délibérative*** ● ***d. directe*** ● ***e. représentative*** ● ***f. partis politiques***
2. Comment d'autres formes de démocratie peuvent-elles enrichir la démocratie représentative ?

Exercice 6 Les fonctions régaliennes de l'État

Répartition de 1000 euros selon le type de dépenses en 2013 et évolution en 2013 par rapport à 2012

■ Source : Projets de loi de finances pour 2012 et pour 2013.

- En quoi ce budget reflète-t-il les fonctions régaliennes de l'État ?

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ **D. Schnapper, *La Communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation,*** Gallimard, « Folio », 2003.

Cet ouvrage synthétique fait le point sur les différentes dimensions de la nation.

Voir ★ ***J'ai pas voté,*** documentaire de Moïse Courilleau et Morgan Zahnd, 2014.

Ce documentaire s'interroge sur la crise de la démocratie représentative. Il évoque certaines pistes permettant de renouer le lien entre les citoyens et les représentants.

Surfer ★ **www.vie-publique.fr**

Ce site permet de découvrir les institutions politiques françaises et d'avoir un panorama des lois votées en France afin de mieux comprendre le débat public français.

Méthode BAC

Réaliser un plan détaillé

Dissertation

Point Méthode 11

• Réaliser un plan détaillé de qualité est primordial pour réussir une dissertation. Afin de parvenir à construire un plan qui permette de répondre à la problématique, il est nécessaire de suivre deux étapes.

ÉTAPE 1 Identifier le type de sujet pour trouver le plan d'ensemble

Différents types de sujets sont proposés dans les épreuves du baccalauréat. Identifier le type de sujet est essentiel pour pouvoir réaliser un plan organisé qui réponde précisément à la problématique. Une fois que vous avez identifié le type de sujet, vous êtes en mesure de construire le plan attendu (le plus souvent en deux parties).

TYPE DE SUJET	ATTENTES	LIBELLÉS DE SUJET	PLANS ATTENDUS (EXEMPLES)
Débat (dialectique)	Il s'agit de discuter une thèse, en évoquant les éléments en faveur de la thèse et ceux qui permettent de la relativiser.	Dans quelle mesure... ? Peut-on dire que... ?	I. Oui II. Mais I. Non II. Mais
Analyse d'un phénomène	Expliquer ses causes	Comment expliquer... ?	I. Cause 1 II. Cause 2
	Expliquer ses conséquences	Quels sont les effets... ?	I. Effet 1 II. Effet 2
	Décrire le phénomène (ses différents aspects)	Vous analyserez...	I. Constat II. Causes III. Conséquences
Mise en relation de notions	Les comparer	Comparez...	I. Ressemblances II. Différences
	Étudier leurs interactions	Quelles sont les relations entre A et B ?	I. A a des effets sur B II. Mais B a aussi des effets sur A.
	Montrer comment A agit sur B	Comment A agit-il sur B ?	I. A agit sur B d'une première façon II. A agit sur B d'une autre façon

ÉTAPE 2 Organiser les sous-parties

Une fois que vous avez repéré le plan attendu, vous devez organiser les sous-parties dans chaque partie. Pour ce faire, il faut vous appuyer sur vos connaissances et l'exploitation du dossier documentaire.

Chaque sous-partie peut correspondre à une séquence argumentative (affirmation, explication et illustration – *cf.* « Méthode bac 6 p. 162).

Attention! Il ne s'agit pas de rédiger complètement le devoir au brouillon car cela vous ferait perdre du temps. Vous pouvez utiliser des abréviations et des couleurs pour faire ressortir la structure du raisonnement dans votre plan détaillé. Il vous servira de guide lors de la rédaction pour que celle-ci soit cohérente (suite logique d'arguments) et que vous n'oubliez rien de votre travail préparatoire (idées, exemples, données statistiques...).

Application

1. *Voici une liste de sujets. Pour chacun d'eux, identifiez le type de sujet et le type de plan attendu.*

a. Quels sont les liens entre construction étatique et construction nationale ?

b. La démocratie participative permet-elle de résoudre la crise de la démocratie représentative ?

c. Quels sont les effets du fédéralisme sur la souveraineté des États ?

d. Comparez la démocratie participative et la démocratie délibérative.

e. Comment peut-on expliquer l'émergence de l'État dans le monde occidental ?

f. Vous analyserez l'État de droit dans les démocraties occidentales.

2. *Réalisez le plan détaillé du sujet proposé ci-contre (sujet a).*

Dissertation

Quels sont les liens entre construction étatique et construction nationale ?

Doc 1

L'enseignement des langues régionales en France

■ Source : Marie-Estelle Pech et Nathalie Bougeard, *« L'enseignement des langues régionales en question »*, lefigaro.fr, 31 octobre 2011.

Doc 2

« Les revendications locales vers plus d'autonomie ou en faveur de l'indépendance ont avivé le souhait de doter la Corse d'un statut spécifique. C'est dans ce sens qu'elle est devenue une région métropolitaine avant les autres par la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région Corse, complétée par la loi du 30 juillet 1982 relative aux compétences. Ces lois prévoyaient que l'organisation de cette région tient compte de ses spécificités résultant de sa géographie et de son histoire.

La Corse était ainsi dotée d'une Assemblée de Corse et de compétences assez étendues. [...]

La promulgation de la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse [fait] de la Corse une collectivité territoriale à statut particulier. Si celle-ci n'est donc plus une véritable région, elle est malgré tout régie, dans tous les cas où n'existe aucune disposition spécifique, par le droit applicable aux régions.

Toutefois, de manière originale pour une collectivité décentralisée française, elle connaît un mécanisme de responsabilité politique de l'exécutif devant l'Assemblée de Corse, celle-ci pouvant en effet voter une motion de défiance (un peu sur le modèle du système parlementaire allemand). »

■ « Quelles sont les différentes catégories de collectivités territoriales ? », viepublique.fr

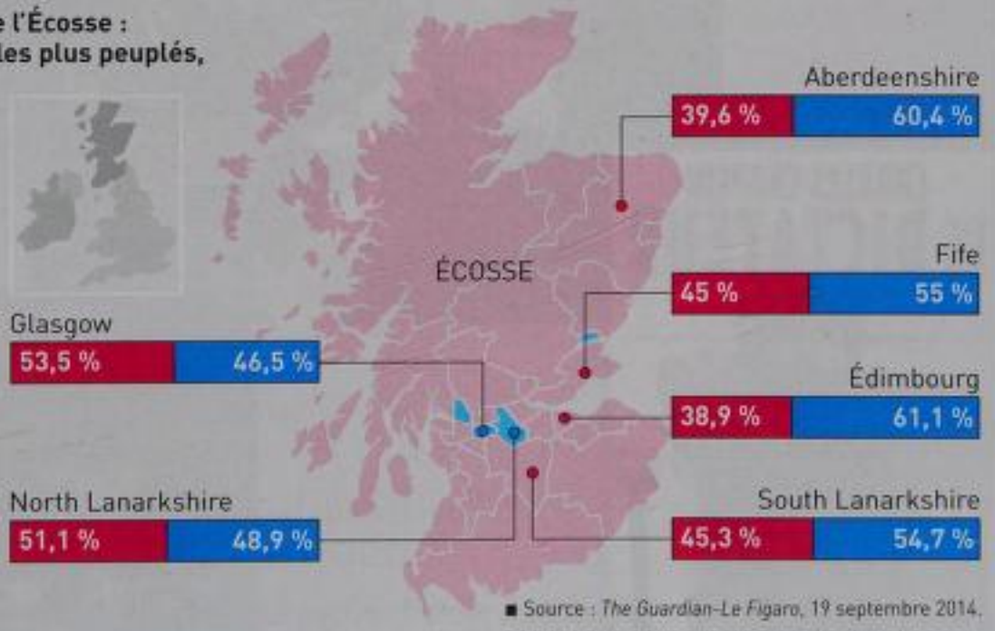
Doc 3

Référendum pour l'autonomie de l'Écosse : résultats des 6 comtés écossais les plus peuplés, en % des suffrages exprimés

OUI majoritaire
NON majoritaire

Taux de participation 84,6 %

Résultats nationaux, en % des suffrages exprimés



■ Source : *The Guardian*-*Le Figaro*, 19 septembre 2014.

Partie III.

Si les sciences sociales ont en commun une ambition de connaissance scientifique du social, elles se caractérisent aussi par une spécialisation disciplinaire.

Les sciences économiques et sociales ont pour objectif commun d'établir un ensemble cohérent de connaissances relatives au fonctionnement de la société.

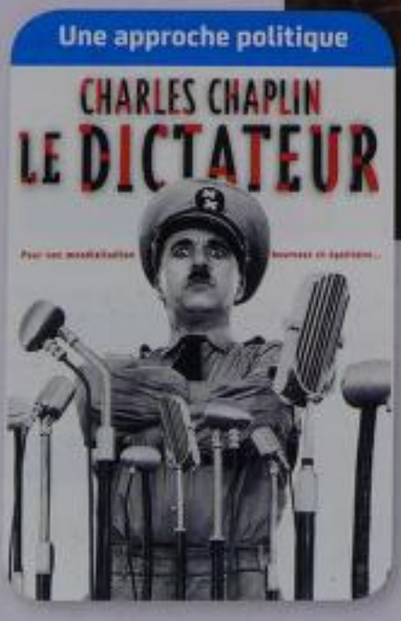
Croiser les regards, c'est étudier les faits sociaux selon :
- une approche économique
- une approche sociologique
- une approche politique

On peut étudier un fait selon des modes distincts d'approche du monde social.

Le cinéma, un fait social, des approches

Une approche économique

Une approche politique



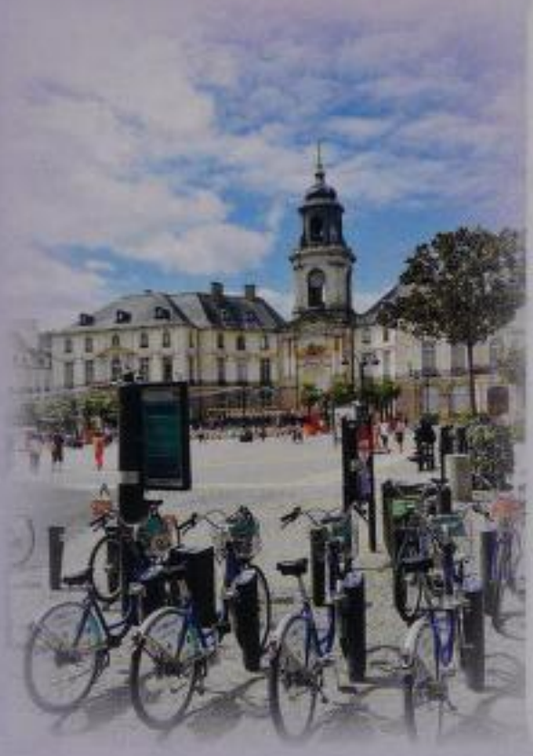
Une approche sociologique

Regards croisés

Économie, sociologie et science politique se distinguent par des points de vue et problématiques spécifiques.

Économie, sociologie et science politique mettent en œuvre des méthodologies spécifiques.

Trois sciences aux problématiques spécifiques



Objet d'étude : la ville

1. Classez les questions selon leur type d'approche, économique (E), sociologique (S) ou politique (P) :

a. La délinquance a-t-elle augmenté dans certains quartiers ?

b. Quels sont les pouvoirs d'un adjoint au maire ?

c. Les impôts locaux suffisent-ils à couvrir les dépenses de la commune ?

d. La commune peut-elle inciter financièrement des entreprises à venir s'installer ?

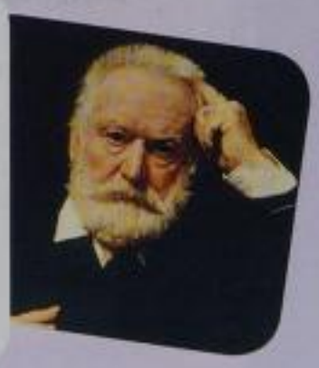
e. Comment sont accueillis les nouveaux arrivants dans la commune ?

f. Faut-il créer des mairies annexes pour rapprocher l'administration de la population ?

2. Parmi ces questions lesquelles sont abordées dans le programme ? ► pp. 8-11

Choix de société

« Ouvrez une école et vous fermerez une prison »
Citation attribuée à Victor Hugo.



3. En quoi cette citation met-elle en évidence un choix de société (P) et un choix budgétaire pour l'État (E) ? Quels sont les enjeux (S) ?

4. Recherchez les éléments du programme qui peuvent aider à répondre à ce choix de société. ► pp. 8-11

Chapitre 12

Entreprise, institution, organisation

Dossier

Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?

Notions Hiérarchie • Coopération • Conflit

A. L'entreprise, un mode de coordination spécifique ..... p. 292
B. La coopération dans l'entreprise ..... p. 294
C. Des tensions et des conflits possibles dans l'entreprise ..... p. 296

Se préparer au BAC

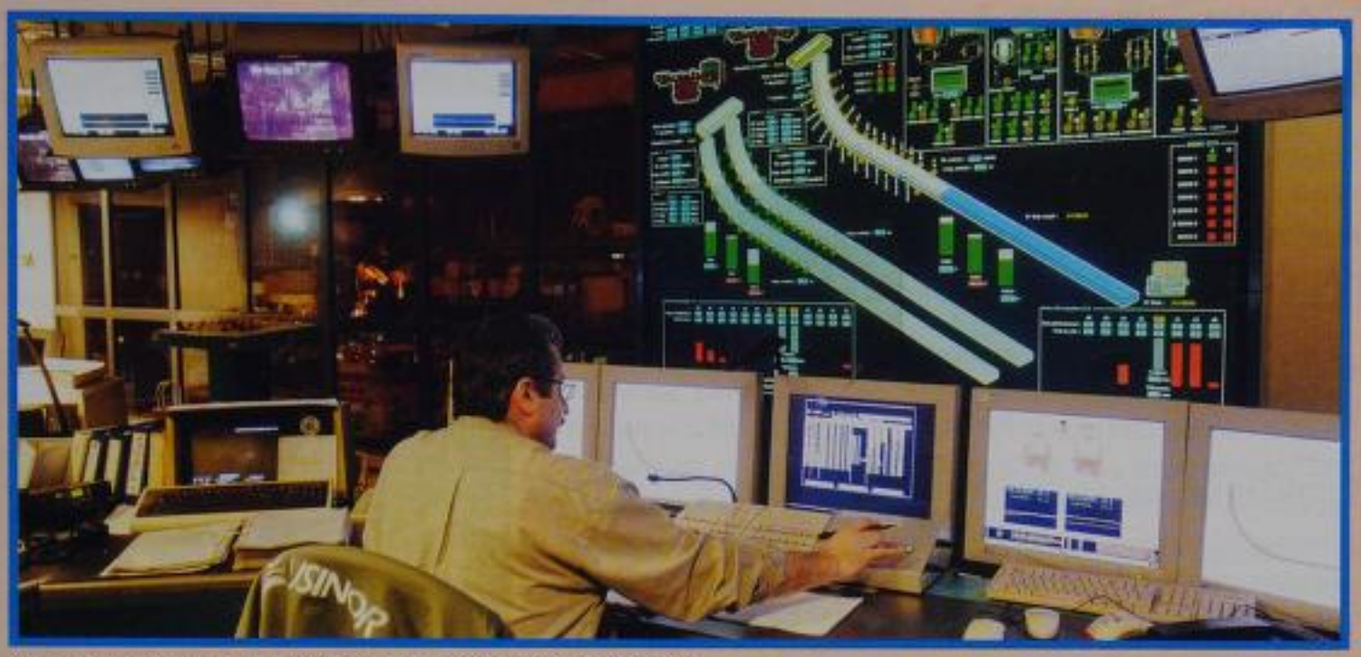
Travailler les compétences

★ Exploiter et croiser des documents → TD 1 ..... p. 298
★ Extraire et traiter des informations de documents → TD 2 ..... p. 299
★ Rédiger une introduction Dissertation → Méthode Bac ..... p. 304
★ Épreuve composée → Bac blanc ..... p. 306

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notion utile pour la Terminale Conflit → Synthèse ..... p. 300

Pour commencer



Salle des commandes de l'usine sidérurgique ArcelorMittal de Chertal

- À votre avis, cette image représente-t-elle bien ce qu'est une entreprise ? Pourquoi ?

Du côté de l'actualité

Le patron a repris l'entreprise il y a trois ans, alors qu'elle était en liquidation judiciaire. C'est lui qui a installé ces robots.

■ Journal de 20 heures, France 2.

Activité vidéo

1. Pourquoi parle-t-on de « chef d'entreprise » ?
2. Qui prend la décision de robotiser l'entreprise ?
3. Quelles peuvent être les conséquences de cette décision ?

A L'entreprise, un mode de coordination spécifique

OBJECTIF • *Comprendre la logique et la diversité des rapports sociaux dans l'entreprise*

Pour commencer

Doc 1 Travailler chez Decathlon : entre autonomie et interaction

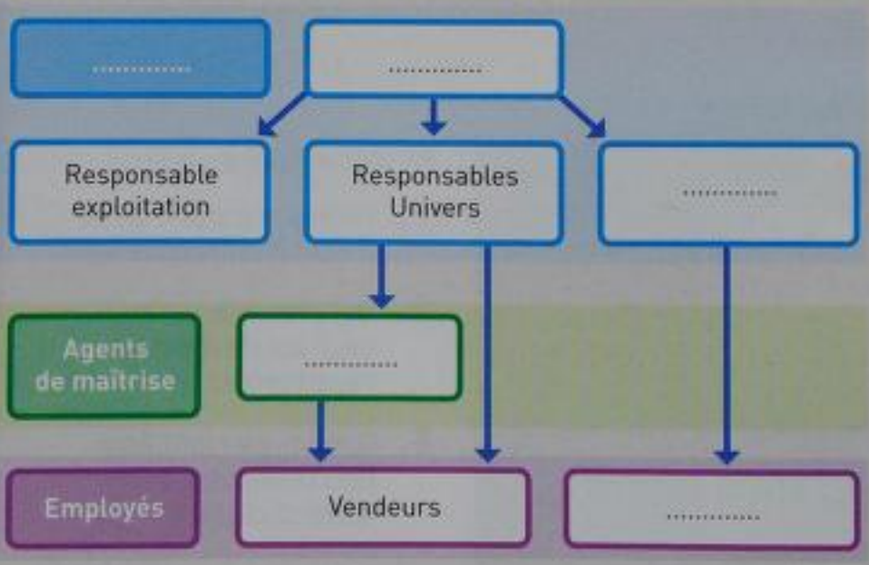
« Je suis convaincue que l'explication et le sens de l'action permettent à mes collaborateurs d'être plus autonomes dans leur métier. Par quoi cela passe ? Par un recrutement adapté aux besoins du magasin ainsi que par la qualité de l'intégration de chacune et chacun. Exemple : nous avons consacré deux jours entiers pour intégrer les derniers arrivants. Le but ? Leur expliquer le métier de vendeur chez Decathlon : autonomie et prise de décisions ! Une fois intégré, chaque collaborateur est accompagné par son responsable direct.

L'idée ? Faire grandir chaque vendeur par un management qui rend responsable. [...] Je passe du temps avec mes responsables de rayon pour les former afin qu'ils soient rapidement autonomes, qu'ils soient à leur tour, dans leur périmètre, des patrons ! ».

■ Decathlon, « La parole à Camille Comte, 29 ans, directrice de magasin », recrutement.decathlon.fr, mai 2014.

1. *Décrivez le rôle de Camille Comte.*
2. *De quelle façon s'intègre un nouveau salarié chez Decathlon ?*
3. *Expliquez l'expression soulignée.*

EXERCICE Étudier l'organigramme d'un magasin Decathlon



■ D'après Y. Dalla Pria, N. Leroux, *La Construction de la catégorie professionnelle de cadre par l'organisation : le cas du secteur de la grande distribution sportive*, Centre de Recherche sur le Sport et le Mouvement (CeRSM), Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, 2010.

1. Après l'avoir recopié, replacez dans le schéma les expressions suivantes :
   a. Personnel de caisse et d'accueil **b.** Cadres
   c. Responsables de rayon - responsables sport
   d. Directeur de magasin
   e. Responsable caisses
2. En quoi l'organisation décrite par ce schéma relativise-t-elle l'autonomie des salariés décrite dans le doc. 1 ?

Doc 2 L'évolution des contraintes sur le rythme de travail, en %

RYTHME DE TRAVAIL IMPOSÉ PAR...	1991	2005	2013
La dépendance immédiate vis-à-vis de collègues	23	27	30
Une demande extérieure	57	65	69
Les contraintes ou surveillances permanentes exercées par la hiérarchie	23	30	31
Un contrôle ou un suivi informatisé	-	25	35
Des normes de production à satisfaire en une journée	38	42	46
Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	4	7	8

Lecture : en 2013, sur 100 salariés de France métropolitaine, 8 avaient un rythme de travail imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

■ DARES, « Conditions de travail, reprise de l'intensification du travail chez les salariés », *DARES Analyses*, n° 49, juillet 2014.

1. *Comment ont évolué les contraintes imposant aux salariés leur rythme de travail ?*
2. *Distinguez les moyens de contrôle directs et indirects par la hiérarchie. Justifiez votre classement.*
3. *Selon vous, quels sont les types de contraintes exercées sur les travailleurs chez Decathlon (doc. 1) ?*
4. *Caractérisez le rapport social qui s'instaure entre employeur et salariés au sein de l'entreprise.*

Doc 3 Actionnaires et dirigeants de l'entreprise : un rapport social équilibré ?

« Les événements s'accélèrent chez Sanofi. Après des mois de rumeurs et deux journées de terribles turbulences au sommet du groupe pharmaceutique, le conseil d'administration a tranché. Réunis en urgence, mercredi 29 octobre, avant l'ouverture de la Bourse, les administrateurs ont décidé à l'unanimité d'écarter immédiatement le [président] directeur général [PDG] actuel, Chris Viehbacher. Celui-ci a accepté de démissionner. Rue la Boétie, dans le magnifique siège parisien de Sanofi, les administrateurs se veulent rassurants. "Il n'y a aucun changement de stratégie, affirme un proche du conseil. Chris a fait du bon boulot, mais il n'était plus l'homme de la situation". [...] "Il avait un management trop personnel, explique M. Weinberg* au *Monde*. Il y avait aussi un problème d'exécution de la stratégie, que nous avions déjà identifié l'an dernier [...]. Et puis, les relations avec le conseil n'étaient pas assez transparentes, c'était préjudiciable". »

■ C. Pietralunga, D. Cosnard, « Le patron de Sanofi brutalement évincé », *Le Monde*, 29 octobre 2014.

* Président non-exécutif de Sanofi.

1. *Quelle est la nature des relations entre le PDG et les actionnaires ?*
2. *Expliquez pourquoi et comment les droits de propriété confèrent du pouvoir aux actionnaires.*

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un conseil d'administration regroupe les administrateurs qui dirigent une institution comme une entreprise. Il oriente la stratégie à long terme, c'est pourquoi il en désigne le dirigeant. Dans le cas d'une entreprise, les administrateurs sont choisis par les propriétaires de la société, appelés actionnaires.

Doc 4 La nature de l'entreprise

« Dans cet article devenu classique[1], Coase soulève la question de "la nature de la firme" : qu'est-ce qu'une firme, et pourquoi les firmes existent-elles ? L'auteur propose un type de réponse qui reste, dans sa forme générale, couramment admise : la firme constitue un mode de *coordination économique* alternatif au marché. Alors que sur le marché la coordination des comportements des individus se fait par le système de prix, la firme se caractérise par une *coordination administrative*, par la hiérarchie. Il reste alors à se demander pourquoi le recours à une coordination administrative peut être nécessaire. La réponse de Coase est que la coordination par les prix entraîne des coûts[2], ignorés dans les analyses standards du marché, ce que l'on appellera par la suite des coûts de transaction. Quand ces coûts sont supérieurs aux coûts d'organisation interne, la coordination dans la firme s'impose. »

■ Benjamin Coriat, Olivier Weinstein, « Les théories de la firme entre "contrats" et "compétences" », *Revue d'économie industrielle*, n° 129-130, 2010.

1. Expliquez comment se coordonnent les comportements des individus sur le marché.
2. D'après le texte, pourquoi existe-t-il des entreprises ?
3. En quoi l'affectation des ressources diffère-t-elle au sein de la firme par rapport à celle du marché ?

1. *The nature of the firm*, 1937. Il est généralement admis que cet article de Ronald Coase est fondateur de la théorie économique moderne de la firme. Le terme de firme est la traduction littérale de l'anglais « firm », soit entreprise. Ainsi, firme et entreprise sont strictement synonymes.
2. Coûts liés à la recherche d'informations ou à la mise en place de négociations ou de contrats par exemple.

Faire le point

Montrez qu'une entreprise est un ensemble organisé et non une simple addition d'individus.

B La coopération dans l'entreprise

OBJECTIF • *Définir et illustrer les mécanismes de la coopération dans l'entreprise*

Pour commencer

Doc 1 De la conception à la vente : un projet partagé

« "Quechua est une marque qui met toute son énergie sur la performance du produit, explique Guillaume Antonietti, fondateur de l'agence de conseil Côté clients. Les moyens sont tous investis en R & D". Véritable symbole de cette stratégie d'innovation, la technologie de la tente "deux secondes" – temps nécessaire pour l'ouvrir – est mondialement connue. [...]

Les équipes, des chefs de produit aux ingénieurs, gardent la préoccupation clients à chaque étape de la définition et du développement des nouveaux produits. Les vendeurs sont également une source d'information majeure. Ils font remonter énormément d'avis et de remarques des clients. Toutes ces informations parviennent en bout de cycle au chef de produit.

[...] Pour développer la tente "2 secondes", il a fallu des dizaines de prototypes. Il y a aussi une forte synergie entre les sports et pratiques dans le groupe. L'investissement R & D s'amortit sur différents produits. La technologie de la tente "2 secondes" a servi à la création de "The Kage", la cage de football pliable. Basés dans un centre de recherche commun, Oxylane Reasearch, situé au siège, des ingénieurs travaillent sur des technologies trans-sports. »

■ É. Laugier, « Quechua by Decathlon, de la marque de distribution à la marque de fabrication », *Le Nouvel économiste*, 26 juillet 2012.

1. *Que signifie, en pratique, l'expression « la préoccupation clients » ?*
2. *À l'aide de l'exemple de Decathlon, montrez qu'une entreprise est un projet économique.*
3. *Pour quelles raisons la coopération est-elle nécessaire dans l'entreprise ?*
4. *Illustrer à partir d'un exemple tiré du texte comment s'opère la coopération.*

Doc 2 Les formes de la coopération, en %

SOUTIEN SOCIAL, COOPÉRATION, TENSION	1998	2005	2013
Être aidé en cas de travail délicat			
Par les supérieurs hiérarchiques	59,4	58,5	65,5
Par les collègues	72,4	73,5	79,4
Situations de tension dans les rapports			
Avec les collègues	21,1	18,5	22,6
Avec le supérieur hiérarchique	30,2	26,4	27,0
Avoir pour effectuer son travail correctement			
La possibilité de coopérer	86,1	89,0	90,5
Suffisamment de collaborateurs	55,2	65,1	62,1
Discussions collectives sur les questions d'organisation du travail	68,6	72,2	78,7

Champ : salariés de France métropolitaine.

Lecture : en 1998, sur 100 salariés de France métropolitaine, 59,4 pouvaient être aidés par leurs supérieurs hiérarchiques en cas de travail délicat.

■ DARES, « Conditions de travail, reprise de l'intensification du travail chez les salariés », *DARES Analyses*, n° 49, juillet 2014.

1. *Comment interpréter la donnée 90,5 en 2013 ?*
2. *Selon ce document, quelles formes la coopération peut-elle prendre dans l'entreprise ?*
3. *Montrez que la coopération entre 1998 et 2013 progresse dans les entreprises en France.*
4. *Pourquoi n'empêche-t-elle pas les tensions dans l'entreprise ?*

Doc 3 L'organisation de la coopération

« C'était très technique. [L'entreprise] fabriquait des extincteurs et des systèmes de détection d'incendie. On était une trentaine de magasiniers-caristes à travailler dans l'entrepôt de distribution de l'usine, il était tout à côté. Tout était propre, clair, bien au carré. Les relations de travail étaient très bonnes ; il y avait une ambiance d'entraide. On avait tous le sentiment de faire quelque chose de pointu. Il fallait par exemple respecter de gros protocoles de sécurité pour constituer les palettes d'expédition. [...] Les portes arrière du camion et le hayon étaient même scellés pour que personne ne puisse rien toucher à l'intérieur. Et, avant que le chauffeur ne fasse lui-même une dernière inspection, il fallait vérifier que l'étiquette "Produits dangereux" était bien collée et visible.

Tout ça faisait vraiment pro et j'avais le sentiment d'être reconnu comme quelqu'un de sérieux, sur qui on pouvait compter. On sentait aussi que la boîte avait une vraie politique sociale. On se sentait considérés et on pouvait par exemple faire des VAE[1]. Si quelqu'un disait qu'il avait trop mal au dos sur un type de chariot, on le mettait sur un autre. Il y avait aussi les syndicats qui faisaient des réunions avec la direction pour améliorer les conditions de travail. Je n'ai plus jamais retrouvé ça après. Les trois mois du contrat se sont donc super bien passés. À 9,11 euros de l'heure, c'était un peu mieux que le SMIC de l'époque. J'avais tout pour être content. »

■ *Moi, Anthony, ouvrier d'aujourd'hui*, © Éditions du Seuil, « Raconter la Vie », 2014.

1. VAE : Validation des Acquis de l'Expérience.

1. ***Recopiez puis complétez le tableau avec les éléments du texte qui montrent comment est instaurée la coopération dans cette entreprise.***

La technicité : des métiers nécessitant des savoirs et savoir-faire	**La reconnaissance** : les salariés ont le sentiment d'être bien traités	**Les liens entre les salariés** : confiance et solidarité	**Les liens entre employeur et salariés** : confiance et réciprocité

2. ***Faites un schéma qui montre comment se met en place la coopération dans l'entreprise à partir d'un projet économique, d'une action collective.***

Doc 4 Coopération ou coordination ?

« En schématisant, on peut dire que la coordination porte essentiellement sur les moyens mobilisés pour rendre compatibles les actions des agents, alors que la coopération concerne les comportements et vise à amener les parties à utiliser ces moyens, dans les actions qu'ils entreprennent, en cohérence avec les objectifs poursuivis.

Un avantage pour le salarié élu « employé du mois ».

Si on fait l'hypothèse que, quel que soit le mode d'organisation, les participants ont des préférences distinctes et disposent d'informations spécifiques dont la connaissance est indispensable à la bonne marche des échanges, les dispositifs susceptibles d'amener ces agents à coopérer se révèlent délicats à trouver et à implanter. C'est que ces dispositifs doivent à la fois permettre la révélation de l'information et assurer la compatibilité des préférences, de manière à amener les parties à agir conformément aux choix du chef d'entreprise (et *in fine* des actionnaires). »

■ D'après C. Ménard, *L'Économie des organisations*, La Découverte, « Repères », 2012.

1. ***Distinguez, à l'aide de ce texte, coordination et coopération.***

2. ***Montrez que la coopération peut être difficile à mettre en œuvre.***

3. ***Pour obtenir cette coopération, quelles formes d'incitations (sanctions et/ou récompenses) peuvent être mises en place par un employeur ?***

EXERCICE

Comprendre le sens des mots

D'après le dictionnaire Le Littré, coopérer vient du latin *cooperari*, de *cum*, avec, et *operari*, opérer (mener une action).

- Sur la base de cette étymologie, trouvez un synonyme et un antonyme de coopération.

Prépa BAC

Épreuve composée, partie 1

Montrez que la coopération est une forme de rapport social nécessaire au sein de l'entreprise.

C Des tensions et des conflits possibles dans l'entreprise

OBJECTIF • *Identifier et illustrer les motifs et les acteurs des conflits*

Pour commencer

Doc 1 Grève chez Decathlon à Willebroek

« Une grève a éclaté au centre de distribution de la chaîne de magasins d'articles de sport Decathlon à Willebroek, a-t-on appris lundi matin de sources syndicales.

"Il y a eu un conflit entre deux collaborateurs, ce qui a entraîné le licenciement de l'un d'eux. On ne trouve pas correct le fait qu'un seul ait été licencié. Une action est donc en cours depuis samedi", explique Benny Willems, délégué au syndicat socialiste BBTK (Setca).

En outre, le dialogue est rompu depuis des mois entre la direction et les syndicats, souligne le responsable syndical. Le centre de distribution emploie plus de 200 personnes. »

■ « Grève chez Decathlon à Willebroek », *Le Soir*, rédaction en ligne lesoir.be, Bruxelles, 14 juillet 2014.

1. *Pour quels motifs l'arrêt de travail est-il enclenché ?*
2. *Quel acteur apparaît majeur quand un conflit du travail survient ? Pourquoi ?*

DÉFINITION / NOTION

Syndicat : regroupe sous forme associative des personnes ayant pour but de défendre des intérêts professionnels communs. Il existe des syndicats d'employeurs et des syndicats de salariés.

Conflit : voir p. 300.

Doc 2 Les raisons de la grève

Motifs des grèves selon le secteur, en %, en 2012

SECTEUR D'ACTIVITÉ	PART DES ENTREPRISES AYANT DÉCLARÉ AU MOINS UNE GRÈVE	PRINCIPAUX MOTIFS INTERNES OU EXTERNES			
		RÉMUNÉRATIONS	EMPLOI	CONDITIONS DE TRAVAIL	TEMPS DE TRAVAIL
Industrie	2,6	59	27	13	11
Commerce*	0,6	68	35	33	16
dont Transport et entreposage	2,6	80	nr	36	nr
Services	1,8	47	14	15	10
Ensemble des entreprises	1,3	26	22	18	11
Répartition (en % de l'ensemble des entreprises)		0,7	0,3	0,2	0,1

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole ayant déclaré un arrêt collectif de travail. Le total des motifs est supérieur à 100 % car un même arrêt de travail peut porter sur plusieurs revendications.

■ DARES, « Négociation collective et grèves en 2012 », *Dares Analyses*, n° 89, août 2014.

* Le commerce comprend les entreprises du « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles », des « transports et entreposage » et de « l'hébergement et restauration ».

nr résultats non représentatifs car nombre de réponses non significatif.

1. *Quels motifs expliquent le plus souvent l'arrêt de travail sous forme de grève ?*
2. *Le monde de l'entreprise, en France, apparaît-il très conflictuel ? Justifiez.*

Doc 3 Les individus dans le conflit : des attitudes diverses et évolutives

A. Un exemple de conflit

1. Solange, ouvrière, mariée et mère
2. Bertrand, ouvrier
3. Contremaître, le supérieur direct des ouvriers
4. Anne, ouvrière, célibataire. Au cours du conflit, elle cherchera et trouvera un autre emploi

■ L. Galandon, D. Vidal, *Lip des héros ordinaires*, Dargaud, 2014.

B. Comprendre les attitudes dans le conflit

« Pour donner une forme à son insatisfaction, au conflit qui l'oppose à son employeur, un individu peut adopter des comportements différents. [Selon le] contexte, le degré de coopération entre les individus et la force du pouvoir exercé par la direction sur les salariés, quatre attitudes sont alors possibles : la collaboration active au projet économique (loyauté vis-à-vis de la direction) ; l'expression du désaccord (protestation) ; le suivisme, une participation passive ; et enfin la démission ou défection, soit le départ. »

		Le pouvoir de la direction d'entreprise	
		Maintenu ou renforcé	Mis en cause ou supprimé
L'entraide entre salariés	Conservée ou améliorée	Collaboration	Protestation
	Détériorée ou supprimée	Passivité	Démission

■ D'après G. Bajoit, « Exit, voice, loyalty... And apathy, Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, avril-juin, 1988.

1. *Recopiez puis complétez le tableau (doc. B) par les prénoms des personnages (doc. A) en fonction de leur comportement prévisible.*
2. *Au vu de l'attitude de Solange (dernière case), quelle sera sa trajectoire probable dans le conflit ?*
3. *Quelle sera la trajectoire d'Anne ?*

Doc 4 Pourquoi des syndicats ?

« Quel est l'impact économique de la présence du syndicat dans une entreprise* ? [...] Les analyses existantes montrent que, d'une part, les syndicats ne sont pas généralement hostiles au progrès si celui-ci s'accompagne d'une formation de la main-d'œuvre et d'une redéfinition des qualifications. D'autre part, elles tendent à prouver que les firmes où existent des syndicats sont plus efficaces [en termes de] salaires, qualifications et productivité. [...] Parallèlement à cette fonction économique, les syndicats jouent un rôle important dans les relations professionnelles mais aussi au niveau de la société globale. Ils sont censés apporter à leurs adhérents une aide individuelle contre les sanctions ou les incidents de la vie quotidienne au travail. La présence syndicale sur le lieu du travail a également aidé à forger des identités professionnelles valorisantes pour les salariés d'exécution socialement dominés. Ainsi, se sont affirmées des identités collectives qui doivent beaucoup à l'action syndicale : mineur, "métallo", postier, cheminot, instituteur... Mais ce rôle syndical paraît plus marginal ou difficile dans les nouveaux métiers, notamment du tertiaire, et dans les organisations du travail plus autonomes. »

■ D. Andolfatto, « Les syndicats et les relations de travail », *La Protection sociale en France*, La Documentation française, 6e éd. 2013.

* Taux de syndicalisation des travailleurs en France : 7,7 % en 2012.

1. *D'après D. Andolfatto, à quoi servent les syndicats ?*
2. *En quoi les syndicats, contre-pouvoir à la direction d'entreprise, coopèrent-ils au projet économique qu'est l'entreprise ?*
3. *Pourquoi l'évolution actuelle de l'emploi fragilise-t-elle les syndicats de salariés ?*

Faire le point

Pour les sociologues, l'action collective regroupe les actes conduits par un ensemble d'individus dont le but, qui peut être matériel, est partagé et fixé par avance.

En vous appuyant sur cette définition, expliquez pourquoi le conflit est possible dans l'entreprise.

TD 1 Les intermédiaires entre les salariés et leur employeur : les IRP

✔ **Objectif**
Découvrir les Instances Représentatives du Personnel (IRP).

✔ **Démarche**
Exploiter et croiser des documents.

Lire les documents

1. Ces IRP sont-elles présentes dans toutes les entreprises (**doc. 1**) ?

2. Quel est l'enjeu de la négociation et qui y participe (**doc. 2**) ?

Traiter de l'information

3. Quelles sont les instances qui peuvent intervenir lors de négociations salariales (**doc. 1**) ?

4. Quelles sont les modifications proposées pour les IRP par les organisations patronales ? Pour quelles raisons (**doc. 2**) ?

5. Pourquoi les syndicats de salariés ne sont-ils pas d'accord avec les changements proposés (**doc. 2**) ?

Synthétiser

6. Montrez que les organisations patronales et les syndicats de salariés ont un intérêt commun à aboutir à un accord lors de cette négociation.

Doc 1 Les IRP, rôles et fonctions

	Délégués du personnel (DP)	Comité d'entreprise (CE)	Délégué syndical (DS)	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)
Date de création	1936	1945-46	1968	1982
Effectif minimal nécessaire	Au moins 11 salariés	Au moins 50 salariés		
Rôle(s)	Présenter à l'employeur les réclamations des salariés	Compétences économiques[1], sociales et culturelles[2]	• Représenter le syndicat auquel il appartient • Négocier des conventions ou des accords collectifs	Contribuer à protéger la santé et la sécurité des salariés ainsi qu'à améliorer les conditions de travail
Composition	Les DP sont élus, leur mandat est de quatre ans renouvelable	Le CE est composé de représentants élus et syndicaux	Chaque syndicat représentatif peut désigner au moins un délégué syndical pour une durée indéterminée	Le quart des établissements assujettis n'a pas mis en place ce comité

■ D'après le site du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social.

1. Par exemple, le CE doit être informé et consulté en cas de plan de sauvegarde de l'emploi.
2. Le CE dispose des moyens matériels et financiers nécessaires (comme les chèques vacances).

Doc 2 Les IRP, enjeux de négociations

« Un big bang. Le mot n'est pas trop fort pour qualifier les propositions [des] trois organisations patronales réunies – Medef, CGPME (PME) et UPA (artisans). [...] Dans les entreprises d'au moins 50 salariés serait créée une instance unique de représentation du personnel, le "conseil d'entreprise".
En outre, la nouvelle instance [...] ne verrait le jour que si les salariés de la société votent en ce sens. Enfin, le texte de la délégation patronale supprime l'obligation d'avoir des DP dès 11 salariés, puisque la seule instance serait ce conseil d'entreprise, présent dans les sociétés de 50 salariés et plus. On est à l'opposé des propositions des syndicats, qui veulent une représentation du personnel dans toutes les sociétés, y compris les plus petites ! [...]
Au cours de cette négociation sur le dialogue social qui doit s'achever en fin d'année, le Medef, la CGPME et l'UPA souhaitent revoir avec les syndicats les modalités de mise en œuvre (calendriers, documents...) des obligations prévues par la loi (négociations sur les salaires, la formation, l'égalité hommes-femmes, les seniors...).
[...] Le patronat souhaite que le maximum d'entreprises se fixent leurs propres règles, par accord majoritaire. De quoi avoir un système adapté aux réalités du terrain. Mais pour les syndicats, cette inversion de la hiérarchie des normes, même limitée au sujet du dialogue en entreprise, est un chiffon rouge. Ils y voient une menace de perte de droits pour les salariés. »

■ « Seuils : le patronat propose un texte qui fait hurler les syndicats », © C. Crouzel, lefigaro.fr, 29 octobre 2014.

TD2 L'entreprise sans structure hiérarchique

✔ **Objectif**
Découvrir un autre mode de coordination dans l'entreprise

✔ **Démarche**
Extraire et traiter des informations de documents

Décrire le mode de coordination de l'entreprise

1. Caractérisez l'organisation de la Morning Star (**doc. 1**).

2. À quelle(s) condition(s) ce modèle peut-il fonctionner (**doc. 1**) ?

3. À quel modèle de management correspond-il le mieux ? Pourquoi (**doc. 2**) ?

Identifier les avantages et inconvénients de cette coordination

4. Relevez dans le texte les avantages de ce mode de coordination.

5. Pourquoi ce système est-il qualifié de « relativement dur » ?

Croiser les regards

Décrire un mode de coordination d'une entreprise c'est s'intéresser à la fois à des questions économiques et des questions sociologiques.

6. Repérez dans votre travail et dans le texte ce qui est plutôt économique et ce qui est plutôt sociologique et, quand cela est possible, dites à quelle partie du programme de première ES cela correspond.

Doc 1 La *Morning Star**, une entreprise qui fonctionne sans manager

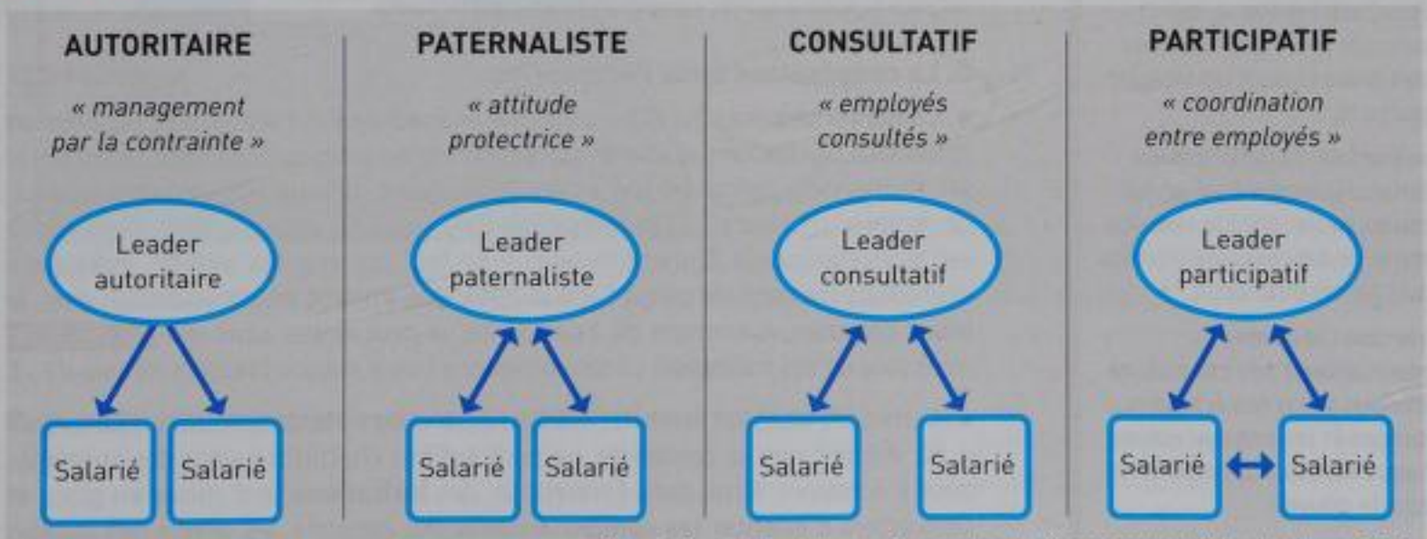
« Chaque "associé" est libre d'utiliser les ressources de l'entreprise pour investir ou acheter des outils, et c'est à lui de s'assurer les coopérations qui lui sont nécessaires et de coordonner ses activités avec celles de ses camarades. [...] En l'absence de toute hiérarchie, les compétences en management sont partagées par tous et les décisions sont de meilleure qualité. [...]. Au niveau collectif, l'organisation s'adapte rapidement aux vrais besoins [grâce à l'absence de] toute structure hiérarchique. Accessoirement, l'absence de managers surpayés permet de donner des salaires supérieurs de 10 % à 15 % à ceux du marché. [...]. Chacun dans son secteur planifie, organise, recrute et contrôle. C'est un système relativement dur, car la "régulation par les pairs" ne supporte pas la médiocrité. La solidarité est grande, mais lorsqu'il n'y a ni titre ni grade, on n'est respecté que pour la qualité de son travail, sa fiabilité et sa loyauté envers ses partenaires.

Tout le monde ne peut pas s'adapter à ce type de fonctionnement. [Et] la moitié des nouveaux arrivants restent moins de deux ans. La plupart de ceux qui abandonnent ne supportent pas de ne jamais pouvoir commander. »

■ Marc Mousli, « Virez tous les managers ! », *Alternatives économiques*, janvier 2013.

* La *Morning Star* détient 40 % du marché de première transformation de la tomate aux États-Unis. Ses activités vont de la cueillette des légumes à la livraison des produits aux clients. Les qualifications de ses employés sont variées (ouvriers agricoles, techniciens des usines, chauffeurs routiers...).

Doc 2 Les différentes formes de management



■ D'après Rensis Likert, *Human Organization : Its Management and Value Hardcover*, 1967.

Synthèse

Entreprise, institution, organisation

Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?

A. L'entreprise, un mode de coordination spécifique

pp. 292-293

• Les **entreprises** sont des acteurs majeurs des économies de marché. Elles offrent des biens contre un prix que verseront des clients soucieux de satisfaire leurs besoins. Pour ce faire, elles mettent en œuvre les stratégies nécessaires à leur **compétitivité**. Ainsi, elles s'imposent face à la concurrence à condition que leur production réponde aux exigences des demandeurs, en termes, par exemple, de rapport qualité-prix. Elles sont donc **soumises à la loi du marché**.

• Pourtant, dans l'entreprise, ce n'est pas le système de prix qui définit les relations des participants. Le fonctionnement interne de la firme n'est pas fondé sur la règle marchande selon laquelle le client verse le prix, l'entreprise livre le bien et chacun est quitte. La **coordination** des actions dans l'entreprise passe par un principe organisationnel différent : c'est la hiérarchie. Par exemple, les salariés sont subordonnés aux ordres de l'employeur, les propriétaires du capital imposent leur volonté au dirigeant, les salariés d'exécution ont à répondre aux attentes des cadres... Autrement dit, au sein de l'entreprise, les **rapports sociaux sont inégaux**.

• Comment expliquer la coexistence de ces deux modes de coordination, marché et entreprise ? Pour les économistes, dans certains cas, le recours au marché impose une recherche d'information qui peut être coûteuse. Ainsi, la **coordination hiérarchique**, l'entreprise, peut-être **plus avantageuse** que la **coordination par les prix**, le marché. Des situations hybrides peuvent émerger : la firme-réseau en témoigne.

• L'entreprise structure donc un **collectif d'individus**. Chacun connaît son statut et son rôle dans l'organisation. En outre, ce collectif se soumet à des règles, développe un projet économique, voire une histoire commune : l'entreprise est une institution. Elle met en œuvre une **action collective**. Par conséquent, les rapports sociaux y sont à la fois **coopératifs et conflictuels**.

B. La coopération dans l'entreprise

pp. 294-295

• Chaque entreprise développe un **projet économique** qui sera atteint par l'**action collective**. Or, chacun des acteurs qui y participe a des objectifs propres (augmenter ses dividendes, conserver son poste de dirigeant, obtenir une promotion, avoir un emploi motivant...). L'organisation des rapports sociaux dans l'entreprise est alors confrontée à une difficulté : il ne faut pas que les intérêts individuels immédiats mettent en cause l'action collective, entrent en contradiction avec le projet commun. Autrement dit, l'entreprise ne peut exister sans une coopération minimale de ses membres.

• Comment dans un contexte hiérarchique obtenir la coopération nécessaire ? Il est évident que la contrainte ne peut suffire : chacun trouvera des stratégies pour y échapper. Ainsi, dans l'entreprise, des **incitations** sont mises en place et permettent d'**orienter les comportements**. Par exemple, les efforts des salariés sont valorisés, leur mérite traduit en promotions... Ces incitations contribuent à

NOTIONS

Conflit : l'expression, sous des formes diverses (manifestation, pétition, voire grève...), de désaccords entre des individus ou des groupes dont les intérêts s'opposent.

Coopération : la participation active et volontaire à un projet commun, projet dont la réussite suppose de dépasser les intérêts à court terme de chacun.

Hiérarchie : le mode d'organisation d'une collectivité d'individus selon des échelons subordonnés les uns aux autres, à chaque échelon correspond un niveau de pouvoir.

instaurer une **confiance mutuelle** favorisant la coopération. Les rapports sociaux sont hiérarchiques, mais cette règle est bien comprise, voire acceptée. De plus, les **Instances Représentatives du Personnel**, dont font partie les **syndicats**, contribuent à la légitimation de la hiérarchie : intermédiaire entre la direction et les salariés, elles contribuent au **dialogue social**, à des **ajustements mutuels** et donc à la **pérennité du projet commun**.

C. Tensions et conflits possibles dans l'entreprise

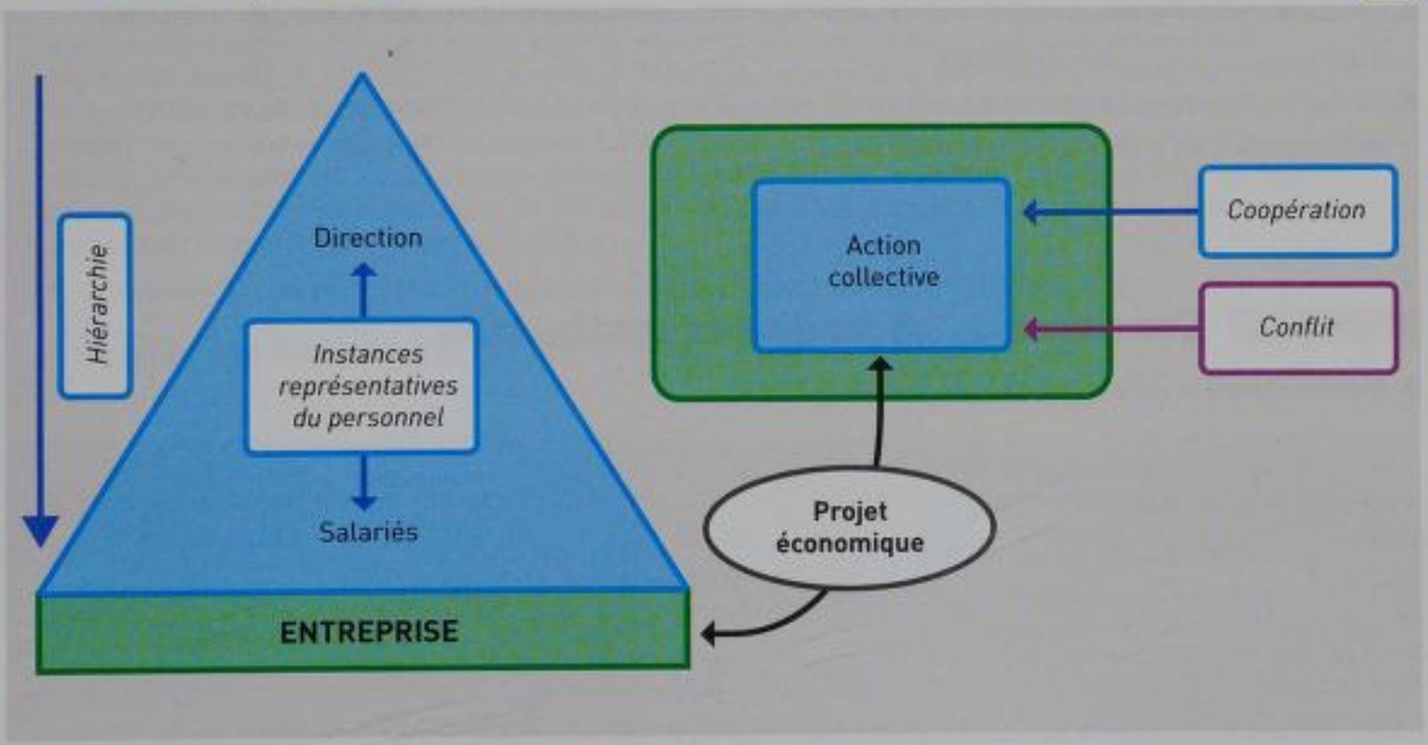
▶ *pp. 296-297*

- C'est le principe hiérarchique qui permet de coordonner les actions des individus. Par là même, des oppositions peuvent émerger. Dans l'entreprise, comme dans toute action collective, le conflit peut survenir et prendre des formes diverses : du conflit **individuel** au conflit **collectif**, de la **pétition** à la **grève** en passant par le **débrayage**.
- De plus, au vu de la diversité des actions individuelles à coordonner, les **sources de désaccords** sont **multiples** et peuvent avoir lieu, de façon évidente, entre subordonnés et supérieur hiérarchique mais aussi entre fonctions (commerciale et productive par exemple), voire entre pairs.
- Les institutions représentant les salariés participent alors à la **résolution du conflit** qui peut déboucher sur un **nouvel équilibre**, permettant de restaurer la coopération. Par exemple, à la suite d'une grève ayant pour objectif une augmentation de la rémunération des salariés, un accord peut être trouvé suite à des négociations (augmentation accordée, au moins partiellement, ou promise dans un futur proche) et l'activité de l'entreprise, un moment perturbée, reprend.

NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions étudiées dans ce chapitre comme celle de **conflit** sont utiles pour le thème de sociologie « **Intégration, conflit et changement social** »

Schéma de synthèse



1. En quoi les rapports sociaux dans l'entreprise sont-ils inégaux ?
2. Pourquoi dans l'entreprise la coopération est-elle nécessaire et le conflit possible ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

Exercice 1 L'organisation de l'entreprise

	Vrai	Faux
1. Une entreprise, c'est une organisation hiérarchique, fondée sur l'autorité.	❑	❑
2. Une entreprise, c'est un ensemble d'individus structuré autour d'un objectif commun. Elle produit de l'action collective.	❑	❑
3. Une entreprise, c'est un groupe social pacifié, sans enjeu : le conflit ne peut y émerger sinon l'entreprise risque de disparaître.	❑	❑
4. Au sein d'une entreprise, la coopération concerne les salariés mais n'implique pas les dirigeants.	❑	❑

Exercice 2 Distinguer coordination et coopération

● Complétez la phrase par l'une des deux notions : coordination (a) ou coopération (b).

1. Lorsque l'État impose à l'entreprise de payer ses fournisseurs en 45 et non 60 jours, c'est le résultat d'une ..... par la règle.

2. Lorsqu'une entreprise s'impose face à ses concurrentes c'est le résultat d'une ..... par un système de prix.

3. Lorsque les gains de productivité vont de pair avec une rémunération des facteurs de production (travail et capital) plus élevée et de meilleures conditions de travail, c'est le résultat d'une ..... .

4. Lorsque le conseil d'administration d'une entreprise impose un nouveau Président Directeur Général, c'est le résultat d'une ..... par la hiérarchie.

5. Lorsque les salariés acceptent une hausse du temps de travail pour répondre à des commandes accrues des clients de l'entreprise, c'est le résultat d'une ..... .

Exercice 3 L'entreprise, un mode de coordination

● Associez chaque argument (**1** à **3**) à une illustration (**a** à **c**).

1. L'entreprise est un collectif d'individus dont les actions doivent être coordonnées, parfois de manière pyramidale.	❑	❑	**a.** Un PDG peut être mis en cause par le conseil d'administration et les actionnaires qui l'avaient choisi. Un salarié peut être licencié pour faute.
2. L'entreprise est une organisation qui repose sur des rapports de pouvoir asymétriques.	❑	❑	**b.** Entre l'ensemble des salariés, les échanges sont régulés par des relations professionnelles et non des relations marchandes.
3. Toute entreprise coordonne les actions par l'exercice d'un pouvoir hiérarchique, relation hors marché.	❑	❑	**c.** Un chef d'entreprise organise et structure l'activité de tous les salariés. Il s'appuie aussi sur des cadres qui dirigent les activités d'un nombre de personnes plus restreint.

Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Différentes logiques entrepreunariales

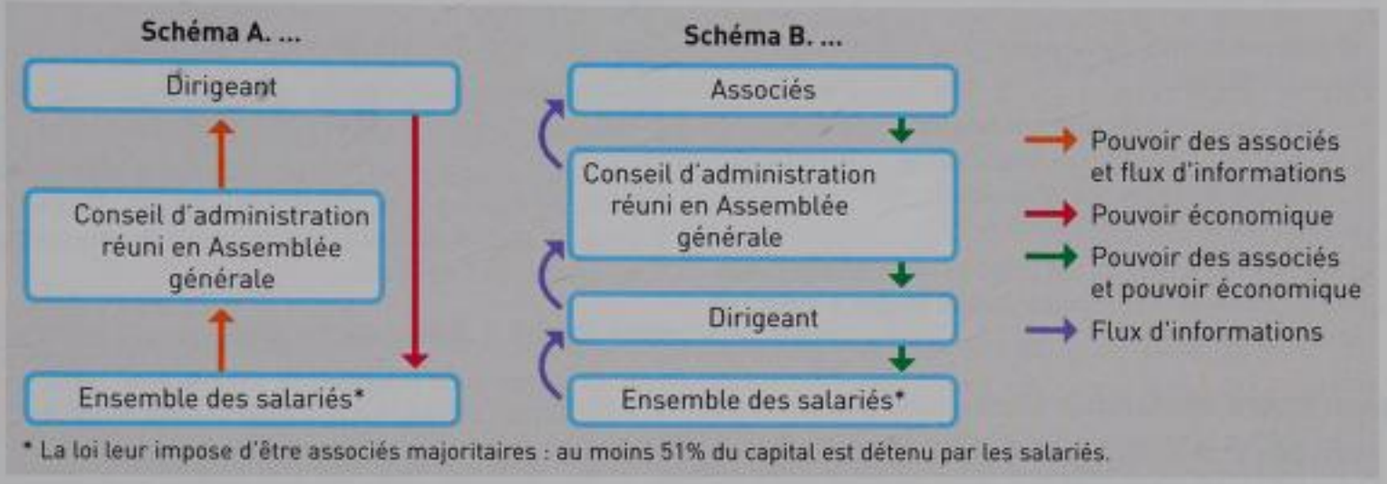
1. Choisissez le titre de chaque schéma.

a. Entreprise traditionnelle ● **b.** Entreprise de l'économie sociale (ESS)

2. Justifiez votre réponse en choisissant le principe organisant le pouvoir des associés.

a. « Un associé = une voix » : le pouvoir de chacun des associés est indépendant du nombre de parts de capital détenues.

b. « Une part de capital = une voix » : le pouvoir de chacun des associés est proportionnel au nombre de parts de capital détenues.



* La loi leur impose d'être associés majoritaires : au moins 51% du capital est détenu par les salariés.

Exercice 5 L'entreprise de l'économie sociale, quelles spécificités ?

● Sur la base du texte, relevez les points communs et les différences entre la coordination dans l'entreprise traditionnelle et celle de l'entreprise de l'économie sociale (ESS).

« En avril 2010, Caroline Aubran est recrutée par [l'entreprise] *Ouvre-boîtes 44* avec une double casquette : chargée d'accompagnement auprès des porteurs de projet et chargée de relations auprès des partenaires et financeurs. Elle devient associée de la Scop* en 2011, souhaitant prendre part aux décisions stratégiques de l'entreprise. Puis se pose la question de la gérance de l'entreprise : "Un des ex co-gérant ne voulait pas renouveler sa candidature, il fallait donc préparer et assurer la transmission de l'*Ouvre-Boîtes* dans les meilleures conditions possible". C'est dans ce contexte qu'en 2012, Carole Aubran devient co-gérante de l'entreprise. Seulement, piloter et gérer une Scop nécessite des compétences et connaissances. Elle décide donc de suivre la formation "Management et pratiques coopératives", impulsée par le service formation. »

■ Confédération générale des SCOP, http://www.les-scop.coop/sites/fr/le-reseau/accompagnement/Formation/

* Scop : société coopérative et participative.

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Marlène Benquet, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution,* La Découverte, 2013.

Une enquête sur une entreprise de la grande distribution, auprès des caissières, de la direction des ressources humaines, de représentants syndicaux : tous les échelons de l'entreprise sont étudiés.

Voir ★ *Le monde selon Google,* d'Tjsbrand van Veelen, 47 minutes, 2013.

Google, fondée en 1998, salarie aujourd'hui plus de 50 000 personnes dans le monde. Ce documentaire, visible en ligne, expose les facteurs de cette incroyable ascension et présente également les arguments des détracteurs de Google...

Surfer ★ www.les-scop.coop/sites/fr/

Pour découvrir les sociétés coopératives et participatives, leur fonctionnement, leur actualité.

Méthode BAC

Rédiger une introduction

Dissertation

Point Méthode 12

- Une introduction rédigée comprend trois moments-clés qui s'enchaînent.

Moment 1 : la présentation du sujet qui peut débuter par une accroche
Moment 2 : la problématisation du sujet
Moment 3 : l'annonce du plan

C'est l'enchaînement de ces trois moments qui fait la qualité de l'introduction. Il nécessite des étapes à mettre en œuvre au brouillon.

ÉTAPE PRÉALABLE Lire la consigne, le sujet

Cela permet de cerner le travail à faire, on définit alors les **mots-clés** et le **cadre spatio-temporel**. Il ne faut pas oublier de réfléchir à la consigne : « montrer » n'est pas « s'interroger sur » (voir Méthode Bac 1, p. 44). On dispose alors du canevas pour la rédaction de la présentation du sujet.

ÉTAPE 1 Présenter le sujet

- Dans la **phase de présentation**, on reprend le travail précédent pour cadrer le sujet et expliquer les enjeux.
- On peut proposer une accroche (la première phrase) : il faut, le plus souvent, sélectionner un fait, par exemple dans l'actualité, ou (plus facile !) dans le dossier documentaire. Surtout bannissez les « Il y a longtemps que… », ou les « De tous temps… » !

ÉTAPE 2 Définir la problématique

- En mettant en relation ces mots-clés, on peut aboutir à un questionnement personnel, la problématique.
- **La problématique** est une reformulation du sujet (► voir Méthode Bac 8 p. 208). Ce questionnement découle de l'étape 1. On peut rédiger la problématique sous forme d'interrogation ou d'affirmation.

ÉTAPE 3 Annoncer le plan

- On pourra enfin proposer une réponse à ce questionnement : le plan. Le **plan** doit être explicitement annoncé.
- Quelques précautions de forme sont à prendre : annoncez chacune des parties que vous allez traiter et dans l'ordre que vous suivrez pour la rédaction.

► On peut dire que l'introduction obéit à la « règle des 3 P » : Présentation + Problématique + Plan.

Quand rédiger l'introduction ? Au moment où « tout » est fait, au brouillon ; ainsi, élaborer une introduction n'est possible qu'à l'issue du travail sur le plan (voir Méthode Bac 11, p. 286).

Application

Dissertation ► p. 305

1. *Procédez à l'étude du sujet. Notre objectif est d'aboutir aux points nécessaires à la présentation de l'introduction : sur quels éléments du sujet sera bâti le premier moment de l'introduction ?*
2. *Quels idée, fait, donnée chiffrée… peuvent servir de phrase d'accroche pour ce sujet ?*
3. *Comment reformuler le sujet pour mettre en évidence une réflexion personnelle, une problématique ?*
4. *Les grandes lignes de réponse à ce sujet vous semblent-elles plutôt dans l'idée n° 1 ou dans l'idée n° 2 ci-contre ?*

Idée n° 1

I. Des négociations pour favoriser la coopération dans l'entreprise
II. … mais aussi pour éviter la conflictualité qui freine l'efficacité de l'institution

Idée n° 2

I. Le constat, des négociations au sein des entreprises
II. Les causes de la mise en place de négociations
III. Les effets des négociations : conflit ou coopération ?

Justifiez votre choix.

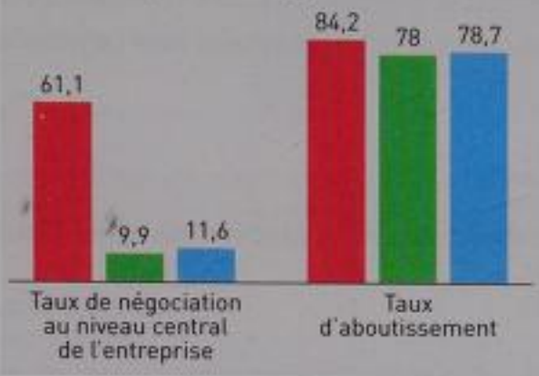
5. *Après avoir effectué votre choix, rédigez l'annonce du plan.*

Dissertation

SUJET Vous analyserez les enjeux des négociations au sein de l'entreprise.

Doc 1

Taux de négociation et taux d'aboutissement des négociations selon que l'entreprise ait connu au moins une grève ou non en 2010 (en %)



Champ : entreprises de dix salariés ou plus (secteur marchand non agricole).

Lecture : dans les entreprises ayant connu une grève en 2010, le taux de négociation au niveau central de l'entreprise est de 61,1% et le taux d'aboutissement de 82,4%.

■ Source : « Négociation collective et grèves dans les entreprises du secteur marchand en 2010 », *DARES analyses*, août 2012.

Doc 2 **Les thèmes abordés dans les accords de branches* signés en 2012 et 2013**

Ce tableau présente la fréquence des différents thèmes, sachant qu'un texte peut en aborder plusieurs.

RANG 2013	THÈMES	2013	2012	RANG 2012
1	Salaires	422	595	1
2	Conditions de conclusion des accords	276	330	2
3	Conditions d'application des accords	191	185	6
4	Formation professionnelle/apprentissage	182	242	3
5	Système et relèvement de primes	169	238	4
6	Retraite complémentaire et prévoyance	169	152	7
7	Contrat de travail	140	150	8
8	Égalité professionnelle entre femmes et hommes	124	186	5
9	Conditions de travail, hygiène et sécurité	75	55	13
10	Maladie	62	67	11

■ *La négociation collective en 2013*, Bilans et Rapports, ministère du Travail, de l'Emploi et du dialogue social, mai 2014.

* Un accord de branche est conclu entre organisations syndicales représentatives d'une branche d'activité (exemple : caoutchouc, commerce de gras, etc.). Le bilan provisoire en 2013 fait état de 1 006 accords de branches effectivement signés.

Doc 3

« Les entreprises dont les salariés ont participé à des grèves sont 64,8 % à employer au moins 100 salariés et 82,3 % à disposer de délégués syndicaux ; celles n'ayant connu aucun conflit avec arrêt de travail ne sont que 6,8 % à employer au moins 100 salariés et 9,4 % à disposer de délégués syndicaux. Les négociations comme les grèves ont chacune davantage de chances d'émerger et de se développer dans des entreprises de grande taille dotées d'instances représentatives du personnel (IRP) (et de délégués syndicaux en particulier). Des différences en matière de négociation et de conflictualité relèvent aussi de l'histoire des relations professionnelles propres à chaque secteur d'activité. [...] les grèves peuvent représenter pour les salariés et leurs représentants un moyen de peser sur la tenue de négociations, leurs déroulements ou leurs issues. Inversement, l'ouverture de négociations et la signature d'accords peuvent résulter d'un ou plusieurs conflits collectifs, voire en générer un dans certains cas. Les négociations et les grèves sont donc des dimensions du dialogue social en entreprise très liées entre elles. »

■ Guillaume Desage, Élodie Rosankis, « Négociation collective et grèves en 2011 », *Dares Analyses*, n° 59, septembre 2013.

BAC blanc Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. À partir de deux exemples, vous illustrerez la diversité des rapports sociaux dans l'entreprise.
2. Montrez que la hiérarchie organise les relations entre les acteurs dans l'entreprise.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous décrirez les rôles du chef d'entreprise dans l'entreprise.

Doc

« Dans la carrière d'Anne-Sophie Panseri, il y a un avant et un après 2005. Cette année-là, Maviflex, fabricant de portes souples industrielles, la PME dont elle a repris les rênes cinq ans plus tôt, passe à deux doigts de la liquidation. [...] Mais si la PME existe toujours aujourd'hui et affiche un chiffre d'affaires en croissance, c'est grâce à la force de caractère de sa dirigeante. Durant cette période noire, la quadragénaire multiplie les rencontres avec des pairs. [...] C'est la raison pour laquelle, en 2006, Anne-Sophie Panseri devient membre de l'association Femmes chefs d'entreprise (FCE) de Lyon.

Actuellement présente dans une douzaine de pays (en Europe et au Maghreb), l'entreprise passe un grand cap à l'international avec son expansion en Asie. D'ici au début de l'année prochaine, cinq distributeurs proposeront des produits sortis des usines de Maviflex. Pour assurer cette accélération à l'export, l'équipe dédiée est doublée pour atteindre six collaborateurs en quelques mois. La dirigeante table sur un chiffre d'affaires hors France de 30 % l'an prochain. [...] Cette année, au moment de la mise en place d'un important programme de réorganisation de la production, elle qui craignait que le bouleversement d'habitudes vieilles de plus de 20 ans ne perturbe gravement ses collaborateurs n'est toujours pas revenue de l'implication et de la bonne volonté de ces derniers. Lesquels ont proposé des idées permettant "des gains de productivité incroyables" et "une amélioration notable des conditions de travail".

Les différentes missions menées pour le compte de Femmes chefs d'entreprise l'amènent à réfléchir sur les problématiques d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Ceci dans l'optique du bien-être au travail et, partant de là, de la performance globale de l'entreprise. Quelques exemples. Les réunions de travail se tiennent entre 9 h 30 et 17 heures. Les salariés peuvent obtenir des aménagements d'horaires suivant les activités extra-scolaires de leurs enfants. Les bureaux ferment à 18 h 30. »

■ G. Jouanne, « Anne-Sophie Panseri (Maviflex), madame 100 000 volts », *Chef d'entreprise Magazine*, n° 73, 19 octobre 2012. © DR.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

SUJET Vous expliquerez pourquoi le conflit et la coopération ne sont pas incompatibles dans l'entreprise.

Doc 1

« La violence du conflit industriel a considérablement décru. Cette diminution est elle-même due en tout premier lieu au fait même de l'organisation des parties en conflit. En second lieu, les syndicats et les associations patronales ont mis au point un système souvent complexe et protocolaire de résolution du conflit. Avant de recourir à des manifestations violentes de conflit, ils se rencontrent pour discuter de leurs revendications, font appel à un médiateur et le cas échéant, à un arbitre ; en bref, ils tentent de résoudre leurs désaccords par la parole plutôt que par le combat. Cette réduction de la violence a été grandement favorisée par l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. Dans la plupart des pays que l'on peut aujourd'hui considérer comme étant des sociétés post-capitalistes, la privation totale pour le travailleur industriel a fait place à une privation relative au début de ce siècle, si bien que le "coût" de la victoire ou de la défaite dans le conflit a diminué. Il est à noter que cette réduction de la violence est à la fois la cause et l'effet de l'institutionnalisation du conflit industriel : en s'organisant pour la défense de leurs intérêts, les directeurs et les travailleurs ont pu amener des changements qui, à leur tour, ont favorisé l'apparition d'un règlement pacifique des conflits. »

■ R. Dahrendorf, *Classes et conflits de classe dans la société industrielle (1957)*, Paris/La Haye, Mouton, 1972. © DR.

Doc 2 Représentation des salariés et rémunération moyenne du travail, selon les secteurs et les catégories professionnelles

	EN % D'ÉTABLISSEMENTS DE 11 SALARIÉS ET PLUS		SALAIRE BRUT ANNUEL EN 2010 EN EUROS		
	Au moins une IRP[1]	Au moins un syndicat	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Ouvriers non qualifiés	Ensemble
Industrie	66	34	66 670	23 760	35 120
Construction	43	15	60 780	21 660	29 340
Commerce	56	28	59 830	22 540	30 440
Dont hébergement et restauration	*42*	*19*	*47 430*	*22 280*	*22 280*
Services	65	37	Nd[2]	Nd	Nd
Dont activités financières et assurance	*67*	*51*	*76 710*	*27 590*	*49 880*
Ensemble	**60**	**31**	**62 630**	**21 690**	**33 130**

Champ : établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand hors agriculture. France, salariés à temps complet, hors apprentis, stagiaires, chefs d'entreprise.
Lecture : en 2011, 66 % des établissements de l'industrie déclarent disposer d'au moins une instance représentative (élus ou délégué syndical) et 34 % d'au moins un syndicat.

■ Insee, *Les Entreprises en France*, 2013 et DARES, *Enquête Réponse 2010-2011*.

1. IRP : Instance Représentative du Personnel.
2. Nd : non déterminé.

Doc 3

« Après la mobilisation du personnel des deux hôtels Hyatt, fin septembre, une partie des salariés de l'hôtel Royal Monceau Raffles a entamé une grève illimitée le jeudi 2 octobre. Au sixième jour du mouvement, mardi, quelque 70 des 300 salariés de l'hôtel étaient toujours en grève, selon la CGT. Ils ont manifesté en face de l'établissement. Après un échec des négociations avec la direction, toutefois, les discussions pourraient reprendre ce mercredi.

Les salariés grévistes – essentiellement des femmes de chambre, gouvernantes, valets, équipiers, cuisiniers, serveurs et plongeurs – sont « déterminés à aller jusqu'au bout », affirme Didier Del Rey, de l'Union Syndicale CGT du commerce et des services de Paris. [...]

Surtout, les grévistes espèrent obtenir les mêmes résultats que leurs homologues des deux hôtels Park Hyatt Vendôme et Hyatt Madeleine qui, à l'issue de quatre jours de grève, ont arraché un "accord historique". "Nous avons obtenu de 380 à 420 euros par mois en comptant les primes", se félicite Claude Lévy, le président de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE). »

■ « Dans les palaces, le combat des femmes de chambre pour les salaires fait tache d'huile », © Isabelle de Foucaud, lefigaro.fr, 8 octobre 2014.

Conseils

Dans la partie 3 de l'épreuve composée, vous devez exploiter les documents pour développer votre raisonnement tout en faisant un lien avec le sujet et avec vos connaissances sur la question et, quand cela est possible, croiser les documents (certains se complètent – l'un illustrant l'autre – ou s'opposent – l'un relativisant les propos de l'autre).

Chapitre 13

Action publique et régulation

Dossiers

Dossier 1. Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

Notions Solidarité • Désaffiliation • Disqualification sociale

A. La cohésion sociale, objectif de l'État-providence ..... p. 310
B. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion ..... p. 312
C. La lutte contre les discriminations ..... p. 314

Dossier 2. Comment un phénomène social devient-il un problème public ?

Notions Agenda politique • Action publique

A. Le processus de mise à l'agenda des politiques publiques ..... p. 316
B. Le mariage pour tous, un exemple de mise à l'agenda politique ..... p. 318

Se préparer au BAC

Travailler les compétences

★ Construire une séquence argumentative → TD 2 ..... p. 321
★ Rédiger une conclusion Dissertation → Méthode Bac ..... p. 326
★ Épreuve composée → Bac blanc ..... p. 328

Réinvestir ses connaissances pour la Terminale

★ Notions utiles pour la Terminale
Cohésion sociale • Solidarité
Désaffiliation • Disqualification sociale → Synthèse ..... p. 322

Pour commencer

Familles de mal-logés, installées depuis dix semaines dans un campement de fortune de la rue de la Banque.

- Qui pourrait garantir le droit au logement et comment ?

Du côté de l'actualité

Le 4 octobre 1945, le Conseil national de la résistance obtient une ordonnance, un plan, un nom : la sécurité sociale.

■ Reportage pour l'émission France Europe Express, FR3.

Activité vidéo

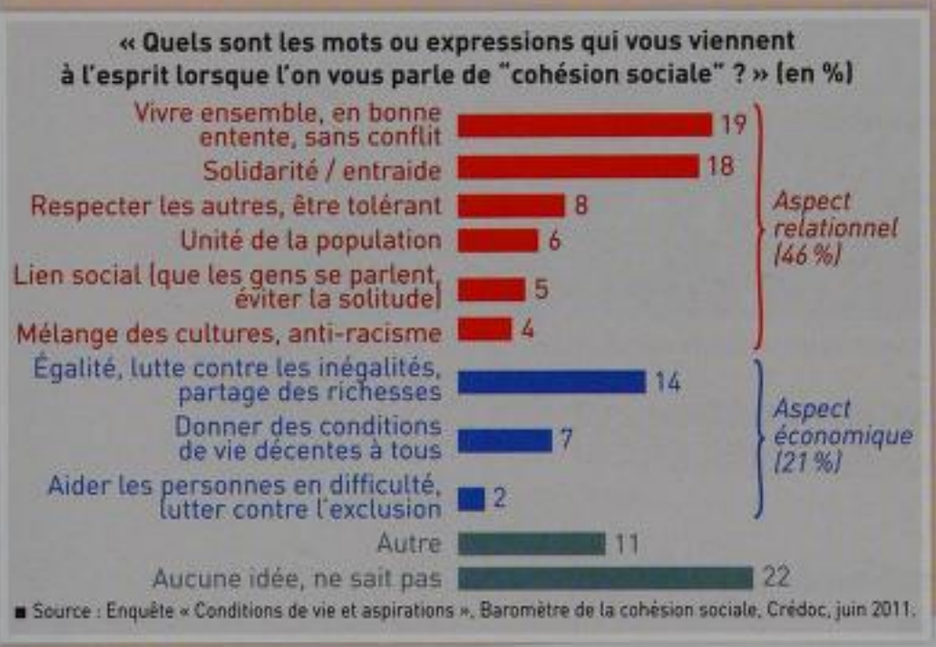
1. Pourquoi la Sécurité sociale a-t-elle été mise en place après la Seconde Guerre mondiale ?
2. Pourquoi y a-t-il dans le reportage différentes manifestations et à quelles occasions ?

A La cohésion sociale, objectif de l'État-providence

OBJECTIF • *Comprendre le rôle et l'action de l'État pour assurer la solidarité*

Pour commencer

Doc 1 Qu'entend-on par cohésion sociale ?



■ Source : Enquête « Conditions de vie et aspirations », Baromètre de la cohésion sociale, Crédoc, juin 2011.

1. *Que signifie le nombre 19 % ?*
2. *Selon les personnes interrogées, quels sont les éléments qui caractérisent la cohésion sociale ? Justifiez.*
3. *Formulez une définition de cohésion sociale.*
4. *D'après vous, comment l'État pourrait-il favoriser celle-ci ?*

Doc 2 La naissance de l'État-providence

« Les systèmes d'assurance sociale, figure principale de l'État-providence [...], naissent [en Europe] au XIXe siècle avec la révolution industrielle et son corrélat* social : l'émergence du salariat. Destinées à garantir la continuité du revenu des ouvriers qui ont perdu les solidarités familiales et locales de la société agricole, elles permettent en même temps aux patrons de s'assurer la fidélité, la stabilité et la qualité de leur main-d'œuvre. Au cours des trente années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, [...] la protection sociale permet en même temps de répondre aux besoins sociaux de l'époque : améliorer la santé de la population [...], lutter contre la pauvreté, qui est alors – et depuis longtemps – concentrée sur les personnes âgées, et soutenir la nouvelle répartition des rôles sociaux. Alors que dans les sociétés agricoles, tout le monde travaillait à la ferme (les hommes, les femmes et les enfants), la société industrielle définit une nouvelle répartition des tâches, où les hommes garantissent le revenu et la protection sociale de l'ensemble du ménage, les enfants sont de plus en plus scolarisés, et les femmes supposées rester à la maison et prendre en charge les travaux domestiques. Si tous les États-providence développés partagent les fonctions de soutien à la demande et d'indemnisation des risques sociaux, les différents pays occidentaux n'ont pas tous mis en place les mêmes dispositifs de protection sociale. »

■ Bruno Palier, *Introduction à l'ouvrage de Gösta Esping Andersen, Trois leçons sur l'État-providence*, coédition Seuil-La République des Idées, 2008. © DR.

* Corrélat : ce qui est en relation.

DÉFINITIONS

État-providence : au sens large, l'ensemble des interventions économiques et sociales de l'État. Au sens strict, l'intervention de l'État dans le domaine social, particulièrement à travers le système de protection sociale.

Protection sociale : « Institutions et mécanismes, fondés sur le principe d'une solidarité nationale, qui garantissent des ressources aux individus placés dans des circonstances particulières (maladie, vieillesse, pauvreté...). »

■ J.-Y. Capul, O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2013.

1. *Quelles transformations économiques et sociales expliquent la mise en place de l'État-providence ?*
2. *Quelles protections l'État-providence cherche-t-il à apporter ?*
3. *Expliquez le passage souligné.*

EXERCICE Les différents types d'État-providence

« On peut regrouper les systèmes de protection sociale en trois grandes familles ou régimes (le régime social-démocrate des pays scandinaves, le régime libéral des pays anglo-saxons, le régime conservateur-corporatiste des pays d'Europe continentale), en différenciant à la fois les objectifs politiques et sociaux qu'ils cherchent à atteindre (respectivement : l'égalité des citoyens, la seule couverture sociale des plus pauvres, le maintien du revenu des travailleurs) et les instruments qu'ils utilisent à cet effet (respectivement : politiques universelles et services sociaux gratuits, politiques sociales ciblées, assurances sociales financées par des cotisations sociales). »

■ B. Palier, *Introduction à l'ouvrage de Gösta Esping Andersen, op. cit.*

À partir du texte, recopiez puis complétez le tableau.

SYSTÈMES	.....	SOCIAL-DÉMOCRATE	.....
Objectif			
Type d'instrument utilisé			
Pays			France, Allemagne, Italie...
Exemples d'instruments	« medicaid » : prise en charge des dépenses de santé des plus pauvres (États-Unis)		

Doc 3 L'État-providence français, entre assurance et assistance

« L'assistance et l'assurance sont considérées comme les deux principales techniques de protection sociale. [...] L'assurance sociale est traditionnellement présentée comme un système de protection sociale reposant sur des mécanismes de transfert du type contribution/rétribution. Les travailleurs versent une cotisation qui est fonction de leur revenu, et s'ouvrent ainsi un droit [qui] consiste à percevoir une prestation dont le montant est en rapport avec leur revenu, en cas d'interruption ou de privation d'emploi. La notion d'assurance s'est développée parallèlement à l'émergence du travail salarié.

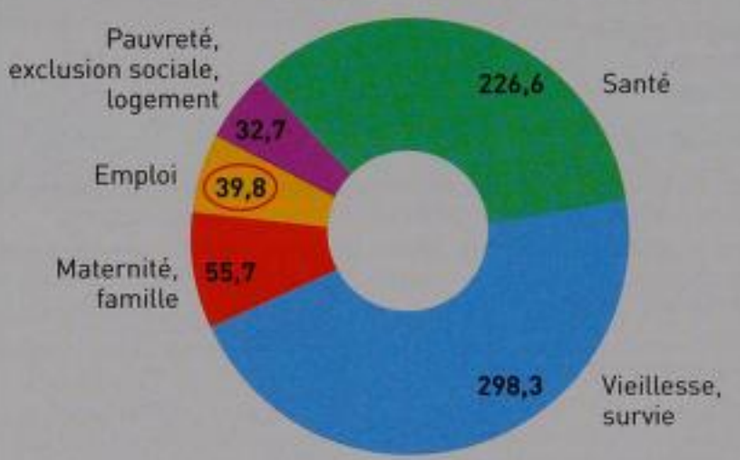
L'assistance sociale [...] passe par l'octroi d'une aide aux personnes dont les ressources sont insuffisantes, financée par les impôts et versée par les collectivités publiques sans contrepartie de cotisation. Elle peut prendre la forme de prestations monétaires ou en nature. [...] Par ailleurs, une assimilation abusive entre assistance et solidarité s'est développée. Or, la solidarité n'est pas une technique de protection sociale, mais un principe que l'on peut retrouver aussi bien dans l'assistance que dans l'assurance sociale. »

■ « Assistance, assurance et protection sociale », vie-publique.fr.

1. *Expliquez ce qui différencie le régime d'assurance et d'assistance.*
2. *Justifiez le titre du document.*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

Doc 4 Les prestations sociales

Répartition des dépenses de protection sociale par risque
en 2012, en milliards d'euros



■ Source : *La Protection sociale en France et en Europe en 2012*, DREES, 2014.

1. *Faites une lecture qui donne sens à la donnée entourée.*
2. *Repérez les trois prestations sociales qui pèsent le plus pour l'État. Illustrez votre réponse par des données chiffrées.*
3. *De 1950 à 2013, la part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages est passée de 14,6 % à 34,5 %. Caractérisez cette évolution par un calcul.*

Faire le point

Établissez un organigramme qui relie État-providence à cohésion sociale. Vous mettrez bien en évidence le fait que le système de protection sociale français est un système « hybride » et appuierez votre propos par des chiffres et des exemples de prestations.

B - La lutte contre la pauvreté et l'exclusion

OBJECTIF • *Comprendre comment l'État agit contre l'exclusion sociale*

Pour commencer

Doc 1 L'État contre la pauvreté

A. Taux de pauvreté avant et après redistribution selon la configuration familiale, en 2010, en %

	Avant redistribution	Après redistribution
Personne seule	25,4	17,8
Famille monoparentale		
Avec un enfant	35,5	23,0
Avec 2 enfants ou plus	60,7	40,2
Couple		
Sans enfant	9,2	6,5
Avec 1 enfant	11,5	8,3
Avec 2 enfants	16,2	9,6
Avec 3 enfants ou plus	39,6	22,7
Ménage complexe*		
Sans enfant	24,0	17,7
Avec enfants	43,8	26,7
Ensemble	22,0	14,1

Champ : France métropolitaine, personne vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Lecture : En 2010, 14,1 % de la population française vivent sous le seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian, avec un revenu disponible inférieur à 964 euros par mois et par unité de consommation.

■ DREES, « Minima sociaux et prestations sociales, Ménages aux revenus modestes et redistribution », 2013.

* Les ménages complexes comptent plus d'une famille ou plusieurs personnes isolées, ou toute autre combinaison de familles et personnes isolées, vivant sous le même toit.

B. Conférence de décembre 2012

Cette conférence, sous la responsabilité de la ministre chargée de la lutte contre l'exclusion, a donné naissance au plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

1. *Pourquoi associer lutte contre la pauvreté et lutte contre l'exclusion (doc. 1b) ?*
2. *Calculez la baisse du taux de pauvreté avant et après la redistribution pour l'ensemble des ménages.*

Doc 2 La disqualification sociale, un processus de perte de lien social

« Dans le processus de disqualification sociale que j'ai décrit et analysé dans mes travaux, on peut effectivement souligner la double dimension de la perte d'un certain nombre de protections et d'une certaine insécurité sociale, du fait de ne plus avoir un emploi stable par exemple, du fait d'avoir rompu avec un certain nombre des membres de sa famille, et de ne plus pouvoir compter sur une protection sociale universelle. Mais cela n'est pas tout. En même temps, une personne en situation de pauvreté voit sa position menacée dans la société en général. [...] La personne pauvre est désignée socialement comme appartenant à un ensemble social que d'aucuns considèrent comme extrêmement dévalorisant, et peut-être même que certains caractériseraient comme étant le produit d'une certaine incompétence, d'une irresponsabilité sociale, parfois même de la paresse. C'est cette double dimension, celle liée au fait de manquer d'appui et d'être vulnérable du point de vue de la protection que l'on peut avoir, mais aussi d'être sous un regard méprisant mettant en relief son inutilité, qui caractérise le processus de disqualification sociale. »

■ Entretien avec Serge Paugam par Nicolas Delalande, *La Vie des idées*, 30 mai 2008.

1. *Qu'est-ce qui provoque la disqualification sociale selon Serge Paugam ?*
2. *Montrez comment l'action de l'État peut créer un filet de protection face à la disqualification sociale.*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*
4. *Pourquoi parle-t-on de processus pour définir « la disqualification sociale » ?*

EXERCICE Mesurer l'évolution du nombre de bénéficiaires des minima sociaux

Évolution du nombre d'allocataires des minima sociaux[1] entre 1995 et 2012

	1995		2005		2012	
	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Revenu de Solidarité Active (RSA)	/	/	/	/	1 497,6	42,7
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	840,8		1 134,5		/	/
ASV + ASPA[2]	908,8		537,4		502,7	
Allocation Adulte handicapé	593,9		774,2		964,9	
Autres	770,7		752,4		541,1	
ensemble	3 114,2	100 %	3 198,5	100 %	3 506,3	100 %

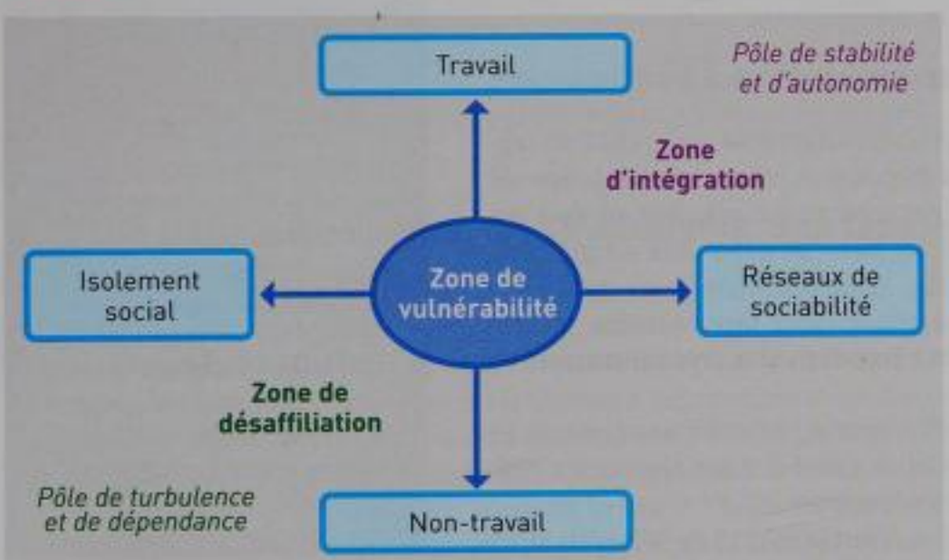
Champ : France métropolitaine.

■ D'après DREES, données nationales, février 2012.

1. Les minima sociaux sont l'ensemble des allocations minimum garanties à certaines personnes ne disposant pas des ressources suffisantes pour vivre.
2. Allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

1. Faites une phrase qui donne du sens au chiffre entouré.
2. Calculez la part des allocataires pour 2012 pour chaque minimum social et complétez le tableau après l'avoir recopié.
3. Comment a évolué le nombre d'allocataires des minima sociaux entre 1995 et 2012 ?
4. Rédigez une partie 2 de l'épreuve composée : après avoir présenté le document, vous montrerez que la lutte contre la pauvreté reste nécessaire.

Doc 3 Le modèle de désaffiliation de Robert Castel



■ Robert Castel, « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation », *Cahiers de recherche sociologique*, 1994.

1. *Quels sont les deux piliers de l'intégration selon R. Castel ?*
2. *La perte d'emploi peut-elle produire de la désaffiliation ? Justifiez.*

NOTION

Désaffiliation : cette notion est proposée par le sociologue Robert Castel (1933-2013) pour expliquer le processus par lequel il peut y avoir rupture du lien social : si l'on ne dispose plus des garanties d'un travail permanent et qu'en plus l'on connaît un isolement social, on entre dans une zone de vulnérabilité, de dissociation du lien sociétal.

Prépa Bac

Rédiger une séquence argumentative.

Expliquez que l'État a un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté.

La lutte contre les discriminations

OBJECTIF • *Identifier les moyens publics anti-discriminatoires : l'exemple de l'emploi*

Pour commencer

Doc 1 La discrimination à l'embauche

1. *Comment ce dessin dénonce-t-il les discriminations à l'embauche ?*
2. *Selon vous, pourquoi l'État doit-il lutter contre les discriminations ?*

Doc 2 Un procès pour discrimination à l'embauche

« La société Euro-Disney sera jugée pour discrimination pour avoir publié en septembre 2006 dans un quotidien national gratuit trois offres d'emplois réservés à des citoyens européens. Elle proposait des contrats à durée déterminée à des danseurs, jongleurs, marionnettistes et échassiers "de nationalité européenne" pour les parades de son parc d'attractions.

L'association SOS Racisme avait déposé plainte pour discrimination à l'embauche en raison de la nationalité contre Euro-Disney auprès du parquet de Meaux (Seine-et-Marne) en février 2007.

Après sept ans de procédure, un juge d'instruction a finalement ordonné au début de mars le renvoi en correctionnelle de l'affaire. Selon une source judiciaire, le parquet avait requis le non-lieu en novembre 2013.

Les méthodes du groupe sont "illégales et révèlent la volonté de Disney de diminuer sa part de salariés non européens, en particulier d'origines maghrébine et africaine, pour mieux correspondre à sa clientèle, principalement européenne", a dénoncé Samuel Thomas, vice-président de la Fédération nationale des Maisons des potes, proche de SOS Racisme, qui s'est constituée partie civile dans cette affaire en 2012.

En 2009, l'association SOS Racisme avait accusé le groupe de loisirs d'avoir utilisé des fichiers à caractère ethno-racial pour cibler ses recrutements dans un rapport remis au délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer. La direction d'Euro-Disney avait nié ces accusations. »

■ « Euro-Disney va être jugé pour discrimination à l'embauche », lemonde.fr avec AFP, 18 mars 2014.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'égalité est le principe selon lequel les individus, au sein d'une société, doivent être traités de la même façon. Les régimes démocratiques chercheraient à atteindre une triple égalité : **égalité des droits** civiques et politiques ; **égalité des situations** qui peut être assimilée à l'égalité des conditions de vie et fortement liée à l'égalité des chances ; **égalité des chances** de tous les individus au départ, avec les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales qu'ils souhaitent.

1. *Pour quelle raison l'entreprise Euro-Disney va-t-elle être jugée ?*
2. *Quel moyen l'État utilise-t-il ici pour lutter contre les discriminations ?*
3. *Selon vous, pourquoi y a-t-il peu de plaintes pour discriminations à l'embauche ?*

EXERCICE Histoires vécues

• Pour chaque témoignage ci-dessous, vous préciserez le **critère de discrimination** et le **contexte** sur le modèle de l'exemple.

Exemple : « Lors de mon entretien d'embauche pour un emploi de commercial le DRH a mis en avant ma date de naissance. Il ne m'a posé aucune question sur mes réelles compétences professionnelles ! » Jacques, Marseille.

Critère de discrimination : l'âge ; **contexte :** l'accès à l'emploi.

a. Je me suis présenté pour une formation de coiffeur en alternance. Mon interlocuteur m'a clairement fait remarquer que les coiffeurs travaillent beaucoup debout, et qu'il fallait que je maigrisse pour accéder à cette formation. **Joël**

b. En me rencontrant, le directeur de la société m'a refusé un poste de standardiste en m'expliquant que j'étais qualifiée, mais que l'entreprise ne pouvait pas se permettre, actuellement, des congés maternité... **Marie**

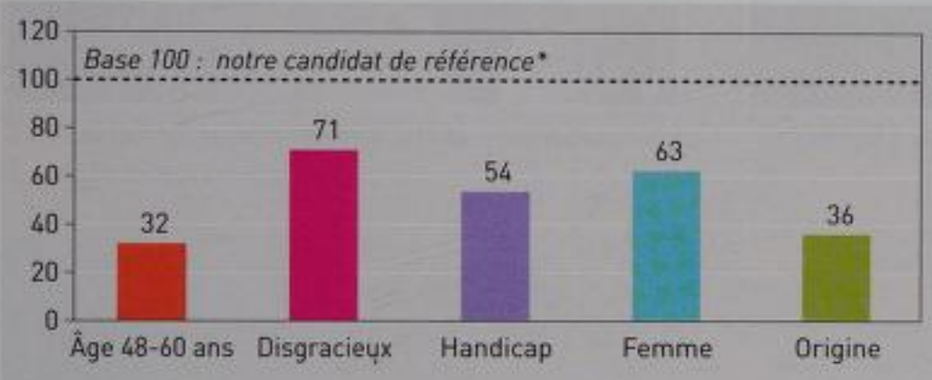
c. J'ai une carte d'invalidité, qui donne droit à rentrer dans tous les lieux publics avec mon chien, cela n'a pas empêché le serveur d'un restaurant branché de me faire choisir entre mon chien et une table. **Claire**

d. Nous avions réservé par téléphone mon compagnon et moi, une chambre dans un petit hôtel pour passer un week-end au bord de la mer. En nous voyant arriver, le directeur de l'hôtel nous a dit qu'il s'était trompé, et qu'il n'avait plus aucune chambre libre à nous offrir. **Claude et Jérôme**

e. Cela fait quelques mois que je recherche à Lyon une chambre d'étudiant auprès d'agences immobilières et de propriétaires, aucuns résultats. Puis j'ai changé mon nom en le francisant, miracle, j'ai été contacté dans la semaine qui a suivi. **Soufiane - Lyon**

■ Témoignages tirés du site discrimi-non.

Doc 3 Réponses positives à une convocation à un entretien d'embauche



* Candidat de référence : homme blanc de 30 ans de souche française.
Lecture : Lorsque le candidat de référence obtient 100 entretiens, une femme en obtient 63.
■ Source : Baromètre Adia-Observatoire des discriminations, novembre 2006.

1. *Calculez grâce à un coefficient multiplicateur l'inégalité des chances d'accéder à un emploi selon le type de discrimination. Intégrez un de vos résultats dans une phrase qui lui donne du sens.*
2. *Formulez au moins deux hypothèses qui expliquent la discrimination que connaissent les personnes âgées de plus de 48 ans.*

Doc 4 La généralisation du CV anonyme, une fausse bonne idée ?

« Pour lutter contre la discrimination, [la loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances] prévoyait de généraliser l'usage du CV anonyme dans les entreprises de plus de 50 salariés [...]

Anonymiser une candidature [...] prive les recruteurs d'informations les aidant à comprendre les parcours. La suppression de toute référence à l'âge, par exemple, incite à le recalculer en partant de l'expérience. Et si l'on supprime l'information sur la durée de l'expérience, comment apprécier sa valeur ? Jusqu'où aller dans l'anonymisation, alors que les CV regorgent de pièges : nom de l'emploi (occupé, perdu, recherché) au féminin, titre d'un diplôme qui n'a plus cours... La maîtrise de l'arabe, en tant que langue maternelle, doit-elle être occultée au prétexte que cela pourrait être une source de discrimination ? [...] En outre, tous les candidats ne tirent pas avantage d'un curriculum vitae anonyme [...]. Mettre en avant ses caractéristiques singulières, y compris des critères identitaires, permet de sortir du lot des concurrents, et savoir se mettre en valeur dans son CV peut être considéré comme un signal de compétence par le recruteur [...].

Dans l'esprit de la loi, assurer l'équité entre les candidats suppose que toutes les candidatures soient anonymisées et traitées de manière identique. »

■ Thomas Capelier, Emmanuelle Marchal, « La généralisation du CV anonyme, une fausse bonne idée », *Les Échos*, 28 juillet 2014. © DR.

1. *En quoi consiste un CV anonyme ?*
2. *Relevez les difficultés que pose le CV anonyme.*
3. *Expliquez la phrase soulignée.*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 1

Illustrez par des exemples, comment et pourquoi l'État doit lutter contre les discriminations.

A Le processus de mise à l'agenda des politiques publiques

OBJECTIF • *Comprendre comment un problème de société entraîne une intervention publique*

Pour commencer

Doc 1 Lutte des femmes et droit à l'avortement

a

Manifestation en faveur du droit à l'avortement à Grenoble, le 11 mai 1973.

b

Manifestation pour le droit à avorter, à Bordeaux, en mars 2012.

1. *Quel est l'enjeu de ces manifestations ?*
2. *En quoi diffèrent-elles ?*
3. *Les manifestations des citoyens peuvent-elles influencer les décisions des politiques ? Illustrez par des exemples.*

ACTIVITÉ VIDÉO

À partir de la vidéo « historique du remboursement de l'IVG » sur ina.fr répondez aux questions suivantes :

1. Quels sont les dates et événements clés qui ont permis une loi sur le remboursement de l'IVG ?
2. Pourquoi cette loi fait-elle débat ? Donnez les arguments favorables et défavorables à la loi.

Doc 2 Qu'est-ce qu'un problème public ?

« Un "problème public" (ou *"social problem"*) n'est rien d'autre que la transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique. Du plus tragique au plus anecdotique, tout fait social peut potentiellement devenir un "problème social" s'il est constitué par l'action volontariste de divers opérateurs (presse, mouvements sociaux, partis, lobbies, intellectuels...) comme une situation problématique devant être mise en débat et recevoir des réponses en termes d'action publique (budgets, réglementation, répression...). Le fait se métamorphose alors en problème au terme d'un processus condensé par la trilogie de Felstiner, Abel et Sarat (1980) : *"Naming, Blaming, Claiming"*. Réaliser *(naming)*, c'est définir une expérience comme une offense, une situation génératrice de litige. Il en est par exemple ainsi lorsque des salariés découvrent qu'une maladie qui les frappe est liée à leur travail [et non pas] une fatalité [...]. Cette première mutation conduit à transformer l'offense désormais perçue comme telle en grief, donc à faire jouer une imputation de responsabilité, à reprocher *(blaming)* par exemple la maladie professionnelle à un employeur coupable ou négligent. Le reproche conduit enfin à un processus de réclamation *(claiming)* publicisé sous la forme de demande de réformes et de remèdes. »

■ Erik Neveu, « L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons, *Études de communication, langages, informations, médiation*, n° 22, 1999.

1. *Qu'entend-on par problème public ?*
2. *Schématisez le processus par lequel un fait social devient un problème public.*
3. *Quels types de réponse l'État peut-il amener pour prendre en charge un problème public ?*

Doc 3 Les dynamiques nécessaires à la mise à l'agenda

« La première [dynamique] est celle de la mobilisation, qui correspond au modèle de mise sur agenda basé sur la participation. Dans ce cas, l'initiative revient à des groupes plus ou moins fortement organisés, qui se mobilisent le plus souvent de façon conflictuelle avec les autorités publiques. Le soutien de l'opinion publique est recherché afin de faire pression sur l'État et de légitimer des revendications. Les actions menées (grèves, manifestations, actions symboliques, violences...) visent à attirer l'attention des médias et par là celle des acteurs politiques et de l'opinion. [...]

La deuxième dynamique est celle la médiatisation. Si elle est parfois fortement liée aux mobilisations collectives, elle peut aussi avoir une certaine autonomie et dépendre principalement des logiques du champ médiatique : stratégies professionnelles, stratégies éditoriales, structure de l'actualité (par exemple, le choix d'événements dans un contexte d'actualité peu chargée). [...] Selon ces auteurs, les médias hiérarchisent les problèmes par ordre d'importance pour l'opinion publique. [...]

La mise sur agenda dépend aussi des bénéfices politiques (électoraux, symboliques, stratégiques...) attendus. Un enjeu de politique publique est politisé et mis en avant par un (ou plusieurs) acteur(s) politique(s) afin de renforcer sa (ou leur) position dans la compétition politique. »

■ Patrick Hassenteufel, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, n° 157, janvier 2010.

DÉFINITION

Politique publique :
« l'action menée par une autorité publique (seule ou en partenariat) afin de traiter une situation perçue comme posant un problème. [...] [Cette action] participe à la création d'un ordre social et politique, à la direction de la société, à la régulation de ses tensions, à l'intégration des groupes et à la résolution des conflits. »

■ P. Lascoumes, Patrick Le Galès, *Sociologie de l'action publique*, © Armand Colin, 2010.

1. *Quels sont les acteurs concernés par le processus de mise à l'agenda public ?*
2. *Expliquez le rôle de chaque acteur dans le processus.*
3. *Illustrez le passage souligné.*

EXERCICE Classer des actions publiques selon une typologie de politiques publiques

Politiques distributives	Politiques constitutives ou procédurales
Elles attribuent des prestations ou des autorisations à des individus ; elles agissent sur les dotations des individus et non sur leurs comportements.	Elles redéfinissent des « règles du jeu » et agissent sur le contexte qui détermine le comportement des individus.
Politiques régulatoires (réglementaires)	**Politiques redistributives**
Elles contraignent le comportement individuel de tous.	Elles prélèvent et distribuent des sommes monétaires pour agir sur la structure de la société.

■ Selon Théodore Lowi, 1972.

- Classez les éléments suivants selon le type de politiques publiques auxquelles elles appartiennent et justifiez vos réponses.
  - **a.** La scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans
  - **b.** L'attribution du permis de conduire
  - **c.** Le versement d'allocation-chômage
  - **d.** La loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre hommes et femmes
  - **e.** L'impôt sur le revenu
  - **f.** Le versement de pensions de retraite
  - **g.** La vitesse limitée à 50 km/heure en ville
  - **h.** La loi Neuwirth du 28 décembre 1967 autorisant l'usage de la pilule contraceptive
  - **i.** Les bourses de l'enseignement supérieur
  - **j.** L'attribution d'un permis de construire.

Faire le point

Construisez un schéma qui met en évidence les différentes étapes et acteurs du processus de mise à l'agenda politique ainsi que les différents types de politiques publiques auquel il peut aboutir.

B Le mariage pour tous, un exemple de mise à l'agenda politique

OBJECTIF • *Illustrer le processus de mise à l'agenda politique d'un phénomène social*

Pour commencer

Doc 1 Manifestation en faveur du mariage pour tous

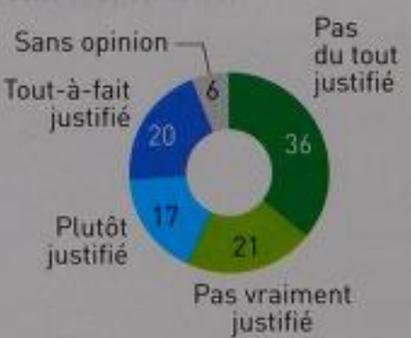
1. *Quels sont les acteurs mis en avant sur la photo et l'affiche ?*
2. *Pourquoi ces acteurs demandent-ils un mariage pour tous ?*

Affiche de la fédération du parti socialiste du Bas-Rhin de défense du mariage pour tous, 2012.

EXERCICE Tirer des informations d'un sondage sur le mariage pour tous

« Participeriez-vous au mariage d'un homosexuel si vous y étiez invité ? » (en %)

« Le refus d'un maire de célébrer le mariage d'un couple de même sexe vous semble... »



« Que pensez-vous des manifestations contre le projet de loi ? »

■ Source : Enquête CSA, avril 2013.

1. Faites une phrase qui donne du sens à la donnée entourée.
2. Quel pourcentage de personnes interrogées approuve les manifestations contre le mariage pour tous ?
3. Montrez que l'opinion publique est majoritairement favorable au mariage pour tous en l'illustrant avec des données chiffrées.

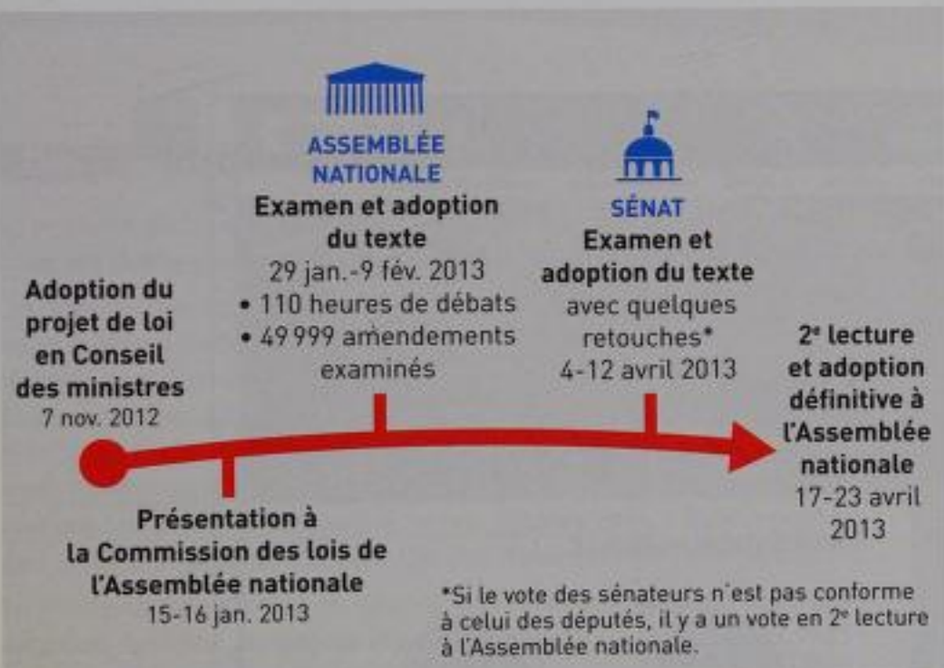
Doc 2 La médiatisation du mariage pour tous

« Le mariage pour tous alimente les débats entre opposants et partisans dans l'actualité à la fois politique et médiatique. Mais la bataille se joue aussi sur le web et les réseaux sociaux avec la publication d'articles, d'argumentaires, de pétitions... Quelles sont les stratégies des différents acteurs pour occuper le terrain du net ? Le 27 janvier, ce sera au tour des partisans du projet de loi de se faire entendre. De chaque côté, la mobilisation s'organise aussi sur le net et les réseaux sociaux. [Par exemple], le site du parti socialiste réserve un dossier spécial au mariage pour tous mais la confrontation va véritablement démarrer avec la manifestation des opposants le 13 janvier, suivie de la contre-manifestation du 27 janvier et surtout avec la discussion du projet de loi à l'Assemblée. C'est à ce moment-là que le parti socialiste prévoit de déployer davantage encore ses forces sur tous les réseaux sociaux et le site Internet, avec des argumentaires pour défendre le projet. Olivier Faure, député de Seine-et-Marne et secrétaire national du PS à la communication, considère que, sur le sujet du mariage pour tous, "le débat n'a pas besoin d'être particulièrement stimulé sur Internet, il est naturel" ».

■ Reportage multimédia pour « Pixel » d'Isabelle Lassalle, dans « Les Matins » de France Culture du 11 janvier 2013.

1. *Quels médias sont utilisés pour débattre sur la loi du mariage pour tous ?*
2. *Pourquoi y a-t-il « bataille » sur Internet sur la question du mariage pour tous ?*
3. *Pourquoi et comment opposants et partisans utilisent-ils en particulier les réseaux sociaux ?*

Doc 3 Procédure législative et vote à l'assemblée de la loi sur le mariage pour tous



Les résultats du vote lors de l'adoption définitive, le 23 avril 2013

■ Source : lemonde.fr et assembleenationale.fr.

1. *À quelles conditions le projet de loi sur le mariage pour tous est-il adopté ?*
2. *Calculez le pourcentage de députés favorables à la loi sur le mariage pour tous. Faites une phrase qui donne sens à votre résultat.*

Prépa Bac

Épreuve composée, partie 3.

Vous montrerez comment le mariage pour tous est devenu un problème public.

TD1 TICE

La lutte contre le décrochage scolaire

✔ **Objectif**

Comprendre pourquoi et comment l'État lutte contre l'échec scolaire.

✔ **Démarche**

Trier des informations en ligne pour traiter un problème.

- Rendez-vous sur la page « Tous mobilisés pour vaincre le décrochage scolaire » du site du ministère de l'Éducation nationale : www.education.gouv.fr

Définir ce qu'est le décrochage scolaire

1. Combien le ministère de l'Éducation nationale dénombre-t-il de jeunes en décrochage scolaire ?

2. Qu'est-ce que le décrochage scolaire ?

Repérer les enjeux et les coûts du décrochage scolaire

3. Expliquez pourquoi le décrochage scolaire est un coût pour le jeune en décrochage et pour la collectivité.

Expliquer les mesures de novembre 2014

4. Repérez les trois grands axes de lutte contre le décrochage scolaire.

5. Pour chaque axe, expliquez comment cela permettra de lutter contre cette situation.

Rédiger une synthèse

6. À partir des informations qui viennent d'être collectées, construisez une synthèse qui mette en évidence la nécessité pour l'État de lutter contre l'échec scolaire.

www.education.gouv.fr/cid84031/tous-mobilises-pour-vaincre-decrochage-scolaire.html

TD2

La discrimination positive : une politique publique pour limiter les inégalités ?

✔ **Objectif**
Comprendre ce que l'on entend par discrimination positive.

✔ **Démarche**
Construire une séquence argumentative.

► Argumenter : voir Méthode Bac p. 162.

Comprendre le texte

1. Qui sont les minorités « visibles » ?

2. Donnez des exemples de discriminations en France.

3. Comment définir la discrimination positive ? Illustrez par des exemples.

4. Expliquez le passage souligné.

5. Relevez le passage où apparaît la problématique du texte.

6. Pourquoi, en France, les dispositifs de discrimination positive basée sur des critères « ethnoculturels » ne sont pas mis en place ?

7. Quelle est la solution alors proposée ?

Argumenter

8. Expliquez comment la mise en place d'un CV anonyme est un moyen de lutter contre les discriminations sans pour autant être une mesure de discrimination positive.

9. Rédigez une séquence argumentative qui justifie l'emploi de discriminations positives.

10. Rédigez une séquence qui relativise l'idée précédente.

Doc Discriminations positives et inégalités

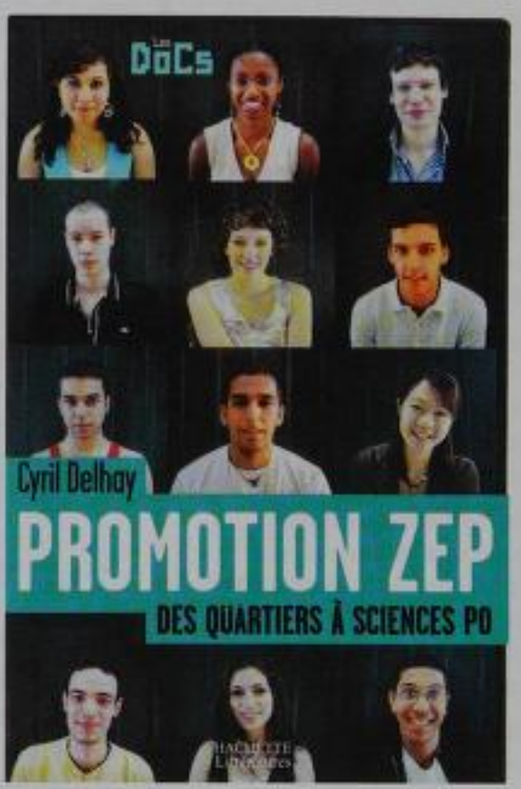
« Le constat de l'ampleur des discriminations qui minent la société française est malheureusement bien documenté [...].

Les opinions divergent beaucoup plus sur la façon de réduire ces discriminations. Faut-il mettre en place des discriminations positives, c'est-à-dire réserver un traitement de faveur aux populations généralement victimes de discriminations, celles-ci étant caractérisées sur une base "ethnoculturelle" ? Les partisans de ces mesures indiquent que l'égalité juridique formelle conduit de fait à favoriser les plus favorisés, et a pour conséquence pratique une reproduction dans le temps des inégalités. L'égalité produisant de facto l'inégalité, il devient légitime d'y déroger partiellement. [...]

En France, de telles politiques existent, mais elles ne s'appliquent pas aux minorités "visibles" au sens où elles ne différencient pas les publics visés selon les origines "ethnoculturelles". Dans l'emploi, par exemple, un certain nombre de dispositifs visent ainsi à favoriser les handicapés. [...] La question posée n'est donc pas tant celle de la discrimination positive en tant que telle, que celle des critères sur lesquels, il est légitime de la fonder. [...]

[Le comité de réflexion sur le préambule de la Constitution] considère que le cadre actuel n'empêche pas de mener des politiques "d'action positive", à condition qu'elles ne soient pas fondées sur des critères "ethniques". Ceci afin d'éviter de favoriser une communautarisation de la société française. [...] Si on refuse de distinguer selon la couleur de peau, la seule façon de faire régresser réellement les discriminations est de combattre beaucoup plus vigoureusement les inégalités sociales, en luttant contre l'échec scolaire, en permettant à toutes les familles d'accéder à un logement décent, etc. [...] »

■ Louis Maurin, « Les discriminations positives sont-elles la solution », *Alternatives économiques*, hors-série n° 80, 2e trimestre 2009.



Un exemple de discrimination positive : Sciences Po Paris recrutent dans des lycées de zone sensible.

Synthèse

Action publique et régulation

1. Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

A. La cohésion sociale, objectif de l'État-providence

pp. 310-311

- La cohésion sociale représente l'intensité des liens qui unissent les membres d'une société. Le développement de la **précarité**, de l'**exclusion** ou encore de la **pauvreté** fragilise ces liens et met à mal la cohésion sociale. Faire vivre la solidarité entre les membres de la société est un moyen de renforcer la cohésion ; c'est un des objectifs de l'**État-providence**. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État s'est efforcé de développer un ensemble de **droits sociaux** basés sur la solidarité nationale, donnant naissance à un véritable **État social**.

- L'État-providence français est avant tout **corporatiste** puisqu'il a très tôt **pris en charge les risques sociaux** (maladie, vieillesse, chômage...) auxquels pouvaient être confrontés les travailleurs, risques les privant de revenus. Néanmoins, il compte aussi des mesures plus **universalistes** comme les allocations familiales mises en place dès 1946. On parle alors d'**État-providence hybride**.

- À côté des prestations sociales, s'est développé un système de **transferts en nature** sous la forme de services publics principalement, entretenant ainsi la vie collective et limitant les dépenses des ménages en matière de santé ou encore d'éducation.

B. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion

pp. 312-313

- Le développement du **chômage de masse** et de la **précarité** (depuis le début des années 1980) maintient une partie de la population dans des situations de pauvreté menant souvent à l'**exclusion** et donc à l'**affaiblissement de la cohésion sociale**. En effet, la pauvreté est souvent source d'un véritable processus de désaffiliation où l'individu s'éloigne des solidarités traditionnelles (familiales par exemple) mais aussi de celles basées sur l'emploi.

- L'État, grâce à la mise en place de divers minima sociaux, tente de limiter le développement de cette pauvreté et de l'exclusion. Si ces prestations évitent le développement important de la pauvreté monétaire, elles sont moins efficaces pour lutter contre l'exclusion et la disqualification sociale puisqu'elles peuvent participer à la **stigmatisation** des personnes qui en bénéficient.

C. La lutte contre les discriminations

pp. 314-315

- En France, les **discriminations** sont nombreuses et touchent de nombreux domaines : l'emploi, l'accès au logement, l'éducation, l'accès aux biens et services. Elles sont le plus souvent basées sur les critères de sexe, d'âge, d'appartenance ethnique ou religieuse... et sont donc à l'origine de nombreuses **inégalités** qui mettent à mal la cohésion sociale.

- **L'État tente de lutter contre ces discriminations**, notamment à travers la mise en place de lois comme celle favorisant l'accès à l'emploi des travailleurs handicapés. Ces lois sont parfois difficiles à mettre en place (comme la loi sur le CV anonyme) car elles peuvent aller à l'encontre du principe d'égalité de traitement des citoyens. C'est une des raisons des réticences face aux dispositifs de discrimination positive.

NOTIONS

Action publique : ensemble des interventions des pouvoirs publics afin de réguler les relations individuelles et collectives. Elles peuvent être d'ordre politique, économique ou social. L'action publique est souvent assimilée aux politiques publiques.

Agenda politique (mise à l') : processus par lequel un phénomène social va être pris en considération par les pouvoirs publics.

Cohésion sociale : intensité des liens culturels, sociaux et économiques qui unissent les individus au sein d'une société.

Désaffiliation sociale : processus d'affaiblissement des liens sociaux pouvant conduire l'individu de l'intégration à l'exclusion sociale.

Disqualification sociale : processus d'affaiblissement ou de rupture des liens sociaux caractérisé par la perte des protections et de la reconnaissance sociales.

Solidarité : dans son sens commun, il s'agit de l'ensemble des liens qui unissent les individus au sein d'une société. On parle également de solidarité nationale pour caractériser les liens indirects qui unissent les citoyens par l'intermédiaire de la protection sociale.

2. Comment un phénomène social devient-il un problème public ?

A. Le processus de mise à l'agenda des politiques publiques

pp. 316-317

- Tous les phénomènes sociaux ne deviennent pas des problèmes publics. Pour beaucoup d'entre eux, il n'y a pas de mise à l'agenda politique. Trois éléments doivent être réunis pour qu'un phénomène social devienne l'objet de l'action publique.

- Tout d'abord, le **phénomène social** doit faire l'objet d'un **litige**, première étape à la prise de conscience qu'il existe un problème qui peut alors être désigné clairement (« *naming* »). Ensuite, ce litige doit être **imputé à un groupe** ou une organisation particulière, clairement identifié comme responsable de la situation de certains individus (« *blaming* »). Enfin, la dernière étape, dite « *claiming* », se produit lorsque les individus victimes de ce litige **demandent aux pouvoirs publics de prendre en charge ce problème**. Ce processus ne peut se mettre en route sans l'existence d'acteurs-clés qui portent les revendications (associations, syndicats...) ou les relaient (les médias par exemple). Inscrit à l'agenda politique, le problème social peut faire l'objet de mesures de la part du pouvoir politique.

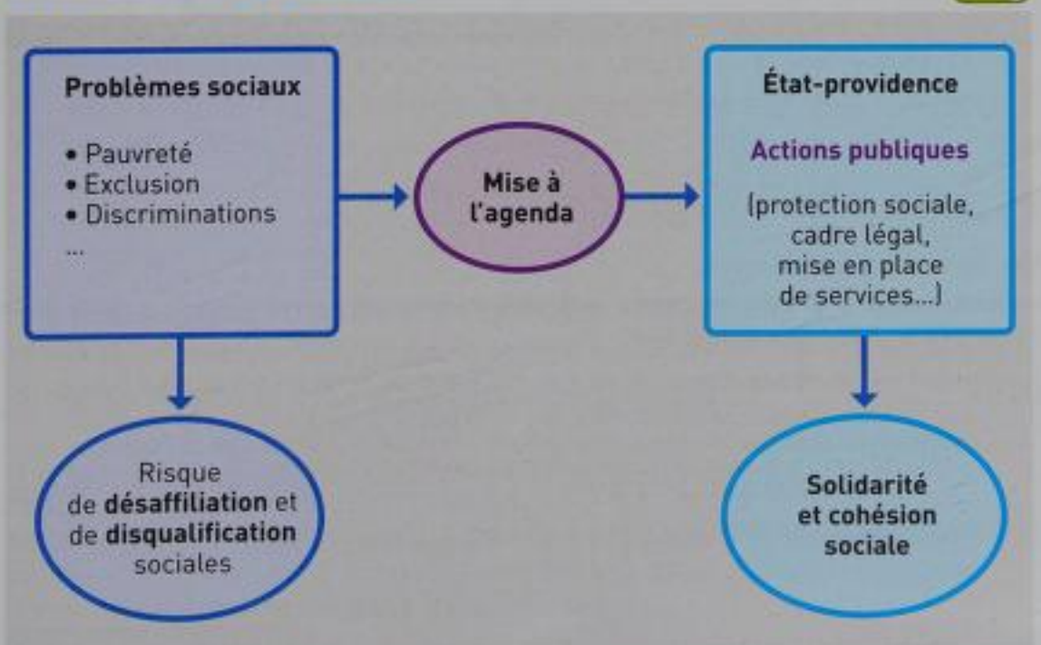
- Il en est ainsi de la **lutte contre l'illettrisme**. En effet, celui-ci engendre des coûts importants pour la collectivité (perte de compétitivité, mal-être...), ce qui pousse l'État à mettre en œuvre diverses mesures pour le limiter : lois, campagnes de presse, formations... L'**accession des couples homosexuels au mariage** est un autre exemple de mise à l'agenda.

B. Le mariage pour tous, un exemple de mise à l'agenda politique

pp. 318-319

- Des associations d'homosexuels (SOS-homophobie, LGBT...) demandaient depuis longtemps que le mariage des couples homosexuels soit reconnu devant la loi au même titre que celui des hétérosexuels au nom de l'égalité des citoyens. Cette revendication a été relayée par des partis politiques (PS, parti de gauche...) mais aussi des associations (Amnesty international, AIDES...), ainsi que diverses personnalités médiatiques. Pour faire entendre leur voix, notamment auprès de l'**opinion publique**, de nombreuses **manifestations** ont été organisées, des pétitions et des pages Facebook créées, faisant des **réseaux sociaux** un moyen d'information privilégié. Avec le projet de loi sur le mariage pour tous, le gouvernement a répondu à ces revendications. Et malgré d'importantes manifestations contre ce mariage, la loi a été votée le 18 mai 2013.

Schéma de synthèse



NOTIONS À RETENIR POUR LA TERMINALE

Les notions de **cohésion sociale**, de **solidarité**, de **désaffiliation** et de **disqualification** seront utilisées dans le thème sur le lien social et l'individualisme. La notion d'**État-providence** est utile pour la question des pouvoirs publics et de la justice sociale.

1. Comment l'État-providence est-il en mesure d'éviter l'exclusion ?
2. Comment la mise à l'agenda d'un problème social influence-t-elle l'action publique ?

Réviser

Maîtrisez-vous les notions et les mécanismes ?

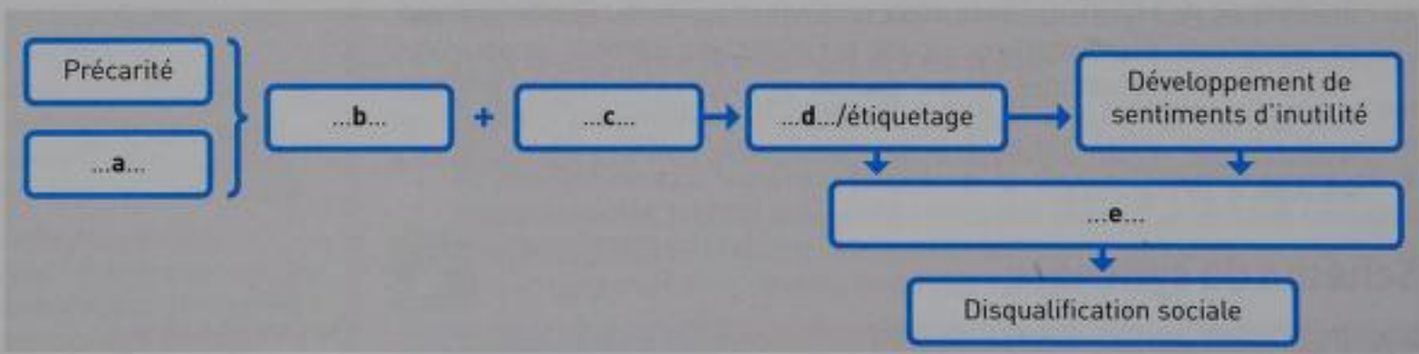
Exercice 1 Vrai ou faux

	Vrai	Faux
1. L'État-providence français combine assurance et assistance.	❑	❑
2. Les aides versées par l'État-providence correspondent aux cotisations sociales.	❑	❑
3. Un individu est considéré comme pauvre lorsque son revenu est inférieur à 60 % du revenu médian.	❑	❑
4. La cohésion sociale correspond à l'ensemble des liens qui unissent les individus dans une société.	❑	❑
5. On peut assimiler les discriminations aux inégalités.	❑	❑
6. Un problème public correspond à l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre par l'État.	❑	❑
7. La couverture du risque de chômage est la plus importante des dépenses de protection sociale.	❑	❑
8. Le CV anonyme est une mesure de discrimination positive.	❑	❑
9. Le RSA a remplacé le RMI.	❑	❑
10. L'exclusion est un processus de perte de lien social.	❑	❑

Exercice 2 Le processus de disqualification

- Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des expressions suivantes :

1. Dépendant des aides sociales • ***2. Chômage*** • ***3. Intériorisation du statut de « pauvre »*** • ***4. Éloignement des solidarités familiales*** • ***5. Stigmatisation***



Exercice 3 Les étapes de la mise à l'agenda

- Complétez le texte ci-dessous avec les expressions suivantes :

1. politiques publiques • ***2. problème public*** • ***3. poser problème*** • ***4. phénomène social*** • ***5. se mobiliser*** • ***6. opinion publique*** • ***7. groupes de pression***

Un .....[a]..... devient un .....[b]..... lorsque les pouvoirs publics s'emparent de ce fait et mettent en place des .....[c]..... On distingue trois grandes étapes conduisant à la mise à l'agenda d'un phénomène public : il doit tout d'abord .....[d]..... à un groupe qui va alors .....[e]..... pour faire pression sur l'État afin qu'il prenne en charge ce problème. Différents acteurs (média, partis politiques, ...[f].....) vont se mobiliser pour interpeller l' .....[g].....

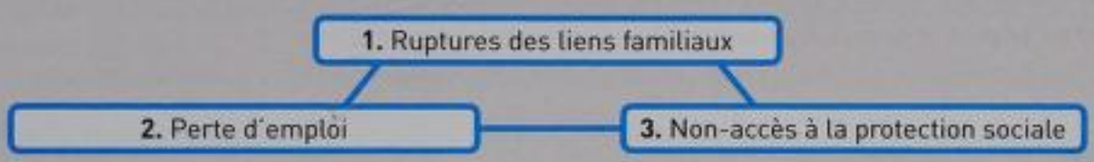
Corrigé des exercices p. 359

Savez-vous expliquer ?

Exercice 4 Décrypter une affiche

1. Quel problème soulève cette campagne ?
2. Qu'est-ce qu'une « grande cause nationale » ?
3. Quels sont les acteurs engagés dans cette « grande cause nationale » ?

Exercice 5 Comprendre la désaffiliation



1. Expliquez qu'un individu connaissant soit la situation 1 soit la situation 2 n'est pas forcément en perte de lien social.
2. À quelle(s) condition(s) un individu peut-il être désaffilié (exclu) ?

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire ★ Marie Loison-Leruste, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté,* L'Harmattan, « Habitat et sociétés », 2014.

Enquête quantitative et qualitative menée auprès des riverains des structures d'accueil et d'hébergement d'urgence en Île-de-France. Entre compassion et rejet, l'auteur tente d'expliquer l'ambivalence des attitudes de ces riverains.

Voir ★ *Louise Wimmer,* réalisé par Cyril Mennegun, 2012.

Ce film raconte le quotidien de galères et de débrouilles de Louise Wimmer quinquagénaire vivant dans sa voiture. Seule lueur d'espoir dans son quotidien : la perspective d'obtenir un logement social pour lequel elle a fait une demande plusieurs mois auparavant...

Surfer ★ www.observatoiredesdiscriminations.fr

L'Observatoire des discriminations développe des recherches et des études autour des phénomènes d'inégalité des chances dans l'emploi et de leur évolution.

★ www.drees.sante.gouv.fr/

De nombreuses études et statistiques autour de la santé et de la protection sociale en France.

Méthode BAC

Rédiger une conclusion

Dissertation

Point Méthode 13

Qu'est-ce que conclure ?

Conclure, c'est avant tout apporter une réponse au sujet. Pour cela, il ne suffit pas de reformuler le sujet mais il faut récapituler les idées présentes dans le développement afin de faire un bilan complet.

Pour construire une conclusion, il est possible de suivre la démarche suivante :

ÉTAPE PRÉALABLE Établir un plan où chaque partie répond au sujet

Il n'est pas obligatoire de faire apparaître le plan sur sa copie lors de la rédaction mais il est important d'avoir une feuille de brouillon où celui-ci est clairement présent.

ÉTAPE 1 Récapituler les idées présentes dans le développement

Le plan servira de base pour construire la conclusion puisque les titres des parties doivent refléter les idées qui sont développées afin de construire sa réponse.

ÉTAPE 2 Proposer une ouverture

L'ouverture à la fin de la conclusion permet d'étendre le débat, de prolonger la réflexion (en proposant un autre ancrage spatial par exemple), mais elle n'est pas obligatoire.

Application

Dissertation ► p. 327

1. *Indiquez les notions du cours et les illustrations issues des documents que vous feriez apparaître dans chaque partie du plan proposé pour le sujet ci-contre.*

Proposition de plan

I. **La pauvreté, une situation de précarité économique à la source de l'exclusion économique...**
   A. Des revenus insuffisants qui rendent difficile la participation à la société de consommation.
   B. La pauvreté rend plus difficile l'insertion professionnelle

II. **... mais aussi sociale**
   A. La pauvreté peut être la source d'un sentiment d'inutilité et de honte qui favorise le repli sur soi...
   B. ... et éloigne des lieux de sociabilité.

2. *À partir de ce plan, rédigez le bilan de votre conclusion.*
3. *Voici quatre thèmes d'ouverture. Choisissez les deux qui vous paraissent les plus pertinents et justifiez votre choix.*

Thème 1 : L'intervention de l'État pour lutter contre l'échec scolaire
Thème 2 : Le rôle de l'État dans la lutte contre la pauvreté
Thème 3 : Lutte contre la pauvreté et cohésion sociale
Thème 4 : Le processus de désaffiliation

4. *Rédigez les deux ouvertures à partir des thèmes que vous avez choisis.*

Dissertation

SUJET Comment la pauvreté peut-elle mener à l'exclusion ?

Doc 1

« Avant, je travaillais comme animatrice pour la Ville de Paris, ça allait. Et puis, il y a deux ans, j'ai été arrêtée à cause d'une hernie. Depuis, je touche une pension d'invalidité catégorie 1, c'est 650 euros chaque mois. Je vis seule avec ma fille de 11 ans. [...]. Heureusement, j'ai la CMU. Si je n'avais pas la petite à charge, je n'y aurais pas droit. Ça tient à pas grand-chose. Il suffit de percevoir 20 euros au-dessus du seuil et vous n'avez droit à rien. C'est pour manger que c'est compliqué. C'est devenu tellement cher. Même dans les magasins hard discount, les produits de base sont hors de prix : 6-8 euros le pack de lait, 85 centimes la baguette... C'est pas possible. Les fruits et légumes, c'est même pas la peine. Je fais la fin du marché, vers 13 heures, on arrive à avoir les restes pour pas très cher. [...] toujours mieux que rien. Je ne reçois jamais des invités, j'ai trop honte. Servir un plat de pâtes ? J'aurais l'air de quoi. Alors j'invente des excuses, je dis que je ne suis jamais chez moi, que je sors beaucoup. En réalité, ça ne m'arrive même jamais. Quand j'amène ma fille au McDo ou au grec, c'est la sortie de l'année. »

■ Marie Piquemal, « Pauvreté : "J'arrive tout juste à manger, alors les médicaments..." », *Libération*, 10 décembre 2012.

Doc 2

Taux d'adhésion par type d'association selon le niveau de vie, en %

	Action sanitaire et sociale, humanitaire ou caritative	Sport	Culture	Loisirs	Défense de droits et d'intérêts communs	Club du 3e âge	Syndicat, groupement professionnel
Les 20 % les plus modestes	2,8	5,7	4,0	2,7	1,2	10,4	3,2
Entre 20 et 40 %	3,0	9,0	3,7	3,7	2,1	12,5	5,0
Entre 40 et 60 %	3,9	13,1	5,0	4,3	2,6	9,8	6,9
Entre 60 et 80 %	3,4	14,8	6,3	5,7	2,5	8,1	9,1
Les 20 % les plus riches	7,1	18,0	9,9	6,9	3,9	7,1	10,8

■ Insee 2008.

Doc 3

■ Source : « En France, un enfant sur six est en situation d'exclusion », leparisien.fr, 19 novembre 2013.

Doc 4

Non-recours au RSA, en milliers

	Nombre estimé d'éligible	Nombre effectif de bénéficiaires	Taux de non-recours (enquête)
RSA socle seul	1825	1168	36 %
RSA socle et activité	307	206	33 %
RSA activité seul	1437	460	68 %
Ensemble	3569	1834	—

■ Enquête quantitative RSA 2011, DARES, exploitation CNAF.

BAC blanc Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Expliquez comment la mise à l'agenda d'un phénomène social est le résultat d'un processus de conflits et de coopération.
2. Montrez que la solidarité est un principe important de l'État-providence.

Partie 2 Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous montrerez que les femmes subissent des discriminations en politique.

Participation des femmes à la vie politique, en %

■ Source : Observatoire de la parité, 2011.

Partie 3 Dossier documentaire (10 points)

SUJET Comment l'État-providence favorise-t-il la cohésion sociale ?

Doc 1

« Les transferts sociaux en nature jouent également un rôle déterminant dans la redistribution. En 2003, leur montant atteint 230 milliards d'euros soit 9 110 euros en moyenne par ménage ou 5 750 euros par unité de consommation (UC[1]). Ce montant représente 23 % du revenu disponible brut.

Les services de santé représentent 43 % de ces transferts en nature et l'enseignement 33 %. Les transferts incluent également des dépenses d'action sociale (6 %), comme l'aide à la garde d'enfants, aux personnes handicapées ou âgées (allocation personnalisée d'autonomie), des aides au logement (4 %), des aides aux activités récréatives, culturelles ou sportives (7 %). [...] Avec 7 400 euros par unité de consommation en 2003, les transferts sociaux en nature des 20 % des ménages les plus pauvres représentent près des trois quarts de leur revenu disponible brut (RDB) et sont quasiment équivalents à leurs revenus primaires. [...] Décroissants avec le revenu, les transferts sociaux en nature ne représentent plus que 10 % du RDB des plus aisés, ou 8 % de leurs revenus primaires. »

■ *Insee Première*, n° 1264, novembre 2009.

1. *Cf.* document 3.

Doc 2

1907 La loi accorde aux femmes mariées la libre disposition de leur salaire.
1909 Institution d'un congé de maternité de 8 semaines sans rupture de contrat mais sans indemnité.
1944 Ordonnance accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes.
1965 Loi de réforme des régimes matrimoniaux qui autorise les femmes à exercer une profession sans autorisation maritale et à gérer leurs biens propres.
1967 Loi Neuwirth qui autorise la contraception.
1975 La loi Veil autorise l'IVG (interruption volontaire de grossesse) pour une période probatoire de 5 ans.
1983 Loi Roudy sur l'égalité professionnelle.
1985 Le congé d'éducation parentale est ouvert à l'un ou l'autre des parents salariés. Loi relative à l'égalité des époux dans la gestion des biens de la famille et des enfants.
2000 Loi de mise en œuvre de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux.
2006 Loi sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
2007 Loi sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives.
2014 Loi pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes concernant toutes les dimensions de lutte contre les inégalités et les violences faites aux femmes.

Doc 3

Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation[1] en 2010 (en euros)

	FRACTILES DE NIVEAU DE VIE[2] AVANT REDISTRIBUTION							
	D1[3]	Q1[4]	Q2	Q3	Q4	Q5	D10	Ensemble
Revenu avant redistribution (a)	4332	7400	15489	21191	28243	53582	69654	25181
Prélèvements	-217	-440	-1258	-2466	-4129	-10621	-15000	-3783
Prestations	5959	4332	1418	1067	819	600	616	1647
Revenu disponible (b)	10073	11293	15649	19792	24933	43561	55270	23045
Taux de redistribution (b-a) x 100/a (en %)	132,5	52,6	1,0	-6,6	-11,7	-18,7	-20,7	-8,5

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

■ *France, portrait social*, Insee, 2011.

1. Le nombre de personnes du ménage est ramené à un nombre d'unités de consommation en donnant un poids différent selon l'âge et le nombre des personnes.
2. Revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans).
3. D1 : 10 % des personnes les plus modestes... D10 : 10 % des personnes les plus aisées.
4. Q1 : 20 % des personnes les plus modestes... Q5 : 20 % des personnes les plus aisées.

Conseils

Pour chaque document, il s'agit de mettre en évidence les informations qui vont permettre de répondre au sujet. En faisant ce travail, il vous apparaîtra parfois des croisements possibles entre les documents ; veillez à ne pas les oublier.

Faire une fiche de révision

La réussite au baccalauréat dépend de la qualité des apprentissages réalisés au cours des deux années du cycle terminal que sont la première et la terminale. Ces apprentissages nécessitent d'être entretenus par un travail de révision régulier. Établir une fiche de révision qui mette en évidence l'essentiel de ce qu'il y a à maîtriser après un chapitre participe de cet objectif.

1. Quels sont les principes d'une fiche de révision ?

- Le travail de révision, afin de préparer l'épreuve au baccalauréat de SES de l'année de terminale, est une tâche qui doit se réaliser **tout au long des deux années du cycle terminal** (les apprentissages de première étant utiles pour la formation en terminale).
- Pour l'exemple, nous présenterons une **fiche synthétique** sur le **chapitre 9** où seront ordonnés les éléments importants du chapitre selon des catégories qui permettent de se préparer à l'épreuve, un peu à l'image d'un « tableau de bord » pour orienter le travail à faire.
- Ce tableau accompagne la « traditionnelle » **fiche de synthèse** (qui souvent reprend le plan et l'essentiel du cours) ou le **répertoire de notions** (dans lequel on relève le vocabulaire du programme et l'ensemble des définitions utiles que l'on reformule pour une meilleure maîtrise).

2. Quelles sont les tâches à réaliser ?

- Le travail commence dès la prise de notes en classe et dépend de la compréhension du cours. Il s'agit de compléter le **tableau de bord** (voir page suivante) à partir des éléments notés en cours et du manuel, des synthèses notamment, voire d'informations issues de vos lectures ou des notes de vos camarades. Les catégories du tableau sont :

a. Les notions essentielles

Sur chaque chapitre, voir les notions au programme (en terminale, il faudra aussi reprendre celles des « acquis de première »).

► Maîtriser ces notions est essentiel pour comprendre les questions posées aux épreuves et même le sens de certains documents fournis lors de celles-ci.

b. Les faits à retenir

Des exemples, des évolutions, des chiffres clés...

► Ils servent pour comprendre un phénomène ou pour illustrer vos réponses, vos séquences argumentatives.

c. Les indicateurs

Les indicateurs statistiques particuliers du thème, leur définition et des ordres de grandeur.

► Cela permet de lire correctement les documents statistiques du dossier documentaire.

d. Les enchaînements et mécanismes

Corrélation et causalité, éléments théoriques, lois...

► Les maîtriser est nécessaire pour pouvoir répondre à certaines questions de la partie 1 de l'épreuve composée, voire de répondre à un sujet de dissertation, si ce n'est complètement au moins de façon partielle dans une séquence argumentative.

e. Problématiques et sujets

Les questionnements liés au thème, les sujets des annales des années précédentes...

► Anticiper les questions possibles sur un chapitre favorise la capacité à répondre à celles-ci.

f. Attention !

Fautes à éviter, remarques à ne pas oublier, conseils de méthode...

► Anticiper les erreurs à ne pas commettre (signalées souvent par le professeur) et ne pas refaire celles commises dans des devoirs antérieurs.

3. Comment utiliser la fiche de révision ?

- Après avoir réalisé cette fiche (et ce pour chaque chapitre du programme par la suite), on peut vérifier si l'on maîtrise l'**essentiel** : Suis-je capable de définir cette notion ? d'expliquer ce mécanisme ? Que signifie cet indicateur ? Quel type de sujet peut-on avoir sur ce thème ?
- **Lors des révisions finales,** la lecture de ces fiches limite le travail de relecture des cours ; on ne reprend que ce pour quoi on a un doute.
- **Lors de l'épreuve,** la mobilisation des connaissances personnelles est facilitée : on connaît les notions essentielles à définir, les mécanismes clés à présenter ; on peut illustrer ses propos par des faits ; on sait lire les indicateurs des documents statistiques...

À partir du chapitre 9 Groupes et réseaux, voici quelques exemples (non exhaustifs) pour illustrer un « tableau de bord ».

Les notions essentielles • Groupes primaire/secondaire • Groupes d'appartenance/de référence, capital social • Sociabilité • Réseaux sociaux • En plus de ces termes, on peut ajouter ceux vus dans le chapitre comme interaction, cohésion sociale, liens forts ou faibles, PCS...	**Les faits à retenir** • Les groupes se différencient en fonction de leur taille, de leur rôle, de leur mode de fonctionnement et de leur degré de cohésion. Entre les membres d'une société, il y a des interactions directes ou indirectes. *Exemples de groupe* : famille, collectifs de travail, associations... *Exemples de réseaux sociaux* : associations d'anciens élèves, réseaux numériques... • Les liens faibles favorisent la recherche d'emploi (*cf.* capital social).
Les enchaînements et mécanismes • Le capital social peut favoriser la recherche d'emploi notamment par la force des liens faibles. • Par la prise de conscience d'un intérêt commun à défendre, un groupe latent peut devenir un groupe réel.	**Problématiques et sujets** La différence entre groupe primaire et groupe secondaire, celle entre groupe de référence et groupe d'appartenance. Le rôle du capital social (des réseaux sociaux) dans la recherche d'emploi. Les différentes formes de la sociabilité (la force des liens).
Les indicateurs Sur ce chapitre, il n'y a pas d'indicateurs statistiques particuliers à retenir (par exemple, si on étudiait la croissance, il faudrait pouvoir définir le PIB et mesurer sa variation), mais il faut savoir lire correctement un tableau statistique ou un graphique.	**⚠ Attention !** • Ne pas confondre socialisation et sociabilité. • Ne pas limiter l'étude des réseaux sociaux aux réseaux sociaux numériques. • Ne pas penser que capital social a un rapport direct avec capital économique. • Ne pas préjuger que les liens forts sont plus favorables que les liens faibles lors de la recherche d'un emploi.

Exercices

Exercice 1 Compléter le tableau sur un chapitre pour réviser

• Pour un chapitre du programme déjà étudié, complétez le tableau de bord ci-dessous en tenant compte des remarques de la fiche méthode.

Les notions essentielles ► Notions du programme utiles pour comprendre les sujets	**Les faits à retenir** ► Faits historiques ou d'actualité qui illustrent les thèmes
Les enchaînements et mécanismes ► Être capable de les expliquer et les illustrer (à relier aux notions et aux faits)	**Problématiques et sujets** ► Sujets à consulter dans les annales du bac (*cf.* http://www.ses.ac-versailles.fr/bac/form_recherche.php)
Les indicateurs ► Les identifier et comprendre ce qu'ils mesurent	**⚠ Attention !** ► Identifier les erreurs à éviter

Exercice 2 Tester une fiche de révision

À partir de la fiche de révision sur le chapitre 9, vérifiez la pertinence de vos révisions lors d'un travail sur un sujet de dissertation, celui de la page 237.

1. ***Les notions essentielles*** *: quelle est la notion centrale du sujet ? À quelles autres notions du chapitre peut-elle être reliée ? Dans quels documents est-elle abordée ?*
2. ***Les enchaînements et mécanismes exploitables pour le sujet*** *: Comment les relations sociales d'un individu peuvent-elles lui procurer des ressources ? Quel lien peut-on établir entre liens faibles et recherche d'emploi ?*
3. ***Les faits utiles pour illustrer le sujet*** *: Par quels moyens un individu peut-il trouver un emploi ? Quel type de liens est plus favorable à la recherche d'un emploi ? Les liens forts ou les liens faibles ?*
4. ***La problématique identifiée*** *: à quelle indication du programme correspond ce sujet ?*

Si le travail de révision et la réalisation de la fiche de synthèse vous ont permis de répondre à ces questions, c'est qu'ils ont été bien faits.

Calculer des proportions et des pourcentages de répartition

Les SES permettent de décrypter le fonctionnement de la société et de l'économie. Mais pour pouvoir analyser la réalité économique et sociale, il faut disposer d'outils statistiques permettant de traiter les données collectées. Le calcul de proportions et de pourcentages fait partie des outils incontournables.

1. À quoi sert le calcul d'une proportion ?

EXEMPLE

Dans la classe de seconde 1, il y a 15 filles et 20 garçons. Dans la classe de seconde 2, il y a 12 filles et 14 garçons.

1. Dans quelle classe dénombre-t-on le plus de filles ?

2. Dans quelle classe les filles sont-elles le mieux représentées ?

► On constate que c'est dans la classe de seconde 1 qu'il y a le plus de filles (15 contre 12 dans la classe de seconde 2). Pourtant, par rapport à l'ensemble de la classe, c'est dans la classe de seconde 2 que les filles sont les mieux représentées.

Comment peut-on justifier notre impression par un calcul ? Il suffit de rapporter le nombre de filles au nombre total d'élèves dans chaque classe :

- Seconde 1 : 15/35 = 0,43
- Seconde 2 : 12/26 = 0,46 (soit presque la moitié, presque 50 %)

► On constate bien que la proportion de filles est plus importante dans la classe de seconde 2.

Une proportion est donc utile pour comparer deux grandeurs entre elles, et savoir quel est le poids de l'une par rapport à l'autre. Par exemple :

- Nombre de chômeurs par rapport au nombre d'actifs
- Nombre de personnes de plus de 60 ans par rapport à la population totale

2. Comment calculer et lire une proportion ?

a. Calculer une proportion

$$\text{Proportion} = \frac{\text{partie (ou sous-ensemble)}}{\text{ensemble total}}$$

Remarque 1

On peut exprimer les proportions en pourcentage. Pour cela, il suffit de multiplier la proportion obtenue par 100. Il est d'usage en SES d'utiliser des pourcentages pour exprimer les proportions. On appelle ces pourcentages « pourcentages de répartition ».

EXEMPLES

1. Une proportion de 0,43 correspond à un pourcentage de 43 %.
2. Une proportion de 0,46 correspond à un pourcentage de 46 %.

Remarque 2

Un pourcentage de répartition ne peut pas dépasser 100 %, car 100 % correspondent à l'ensemble total. La partie ne peut pas être plus importante que l'ensemble total ; autrement dit un pourcentage de répartition a toujours une valeur comprise entre 0 et 100 %.

À savoir On peut trouver la valeur d'un sous-ensemble si l'on a la proportion et le total de l'ensemble :

Sous-ensemble = ensemble total x proportion

EXEMPLE

Nombre de filles en seconde 1 = Total élèves (35) multiplié par la proportion de filles (0,43 ou 43 %)

b. Lire une proportion

Il y a plusieurs manières de lire une proportion :

- La partie représente x % de l'ensemble total.
- x % de l'ensemble total est la partie.

EXEMPLE

1. Les filles représentent 43 % des élèves dans la classe de seconde 1.
2. 46 % des élèves sont des filles dans la classe de seconde 2.

- Pour de grands ensembles, on peut lire la proportion pour 100 : « Sur 100 de l'ensemble total, x est la partie. »

EXEMPLE

Sur 100 Français, 25 sont âgés de moins de 20 ans (il y a environ 1 Français sur 4 qui a moins de 20 ans, soit 25 %).

Remarque importante

Lorsqu'un pourcentage de répartition varie dans le temps, on peut exprimer cette évolution en points de pourcentage.

EXEMPLE

Si une part passe de 50 % à 60 %, on dit que la part a augmenté de 10 points.

Exercices

Exercice 1 Transformer les proportions en pourcentages

1. ½ 2. ¼ 3. 1/100 4. 0,67 5. 1/20

Exercice 2 Lire une évolution des parts

Part des salariés travaillant le dimanche de manière habituelle ou occasionnelle en France, en %

■ Source : Sandrine Foulon, « Un long dimanche de batailles », *Alternatives économiques*, n° 341, décembre 2014.

1. *Présentez le document.*
2. *Faites trois phrases avec la donnée entourée en utilisant les trois manières de lire un pourcentage de répartition.*
3. *Comment peut-on décrire de façon simple l'évolution de la part des salariés travaillant le dimanche ?*

Exercice 3 Calculer des parts

Valeur ajoutée brute par branche d'activité, 1990-2013 (en milliards d'euros courants)

Branches d'activité 2008	1990	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	33,3	32,1
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	195,7	262,1
Construction	59,6	113,9
Services principalement marchands	476,1	1052,6
Services principalement non marchands*	184,2	436,1
Total des branches	**948,9**	**1896,9**

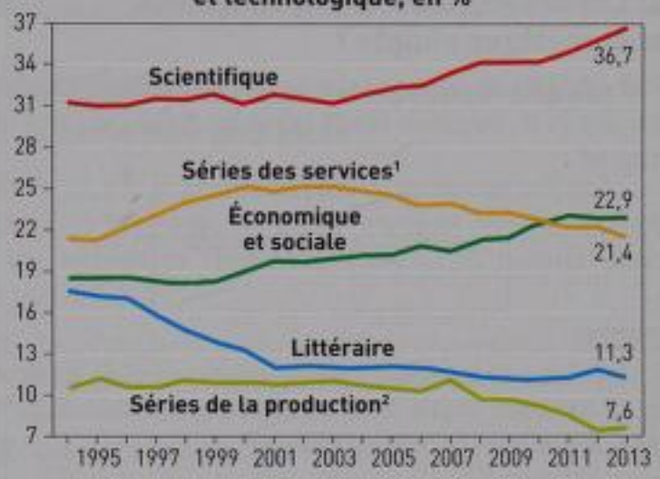
Champ : France. * Le poste « Services principalement non marchands » correspond au regroupement des items « Administration publique », « Enseignement », « Santé humaine et action sociale ».

■ Insee, Comptes nationaux, base 2010.

1. *Définissez la valeur ajoutée (VA).*
2. *Représentez dans un tableau la part de chaque branche d'activité dans la VA totale en 1990 et en 2013.*
3. *Faites une phrase avec les données calculées pour les services marchands.*
4. *Comment a évolué la part de l'industrie dans la VA totale entre 1990 et 2013 ?*
5. *Rédigez un paragraphe synthétisant les évolutions dans la répartition de la VA entre 1990 et 2013.*

Exercice 4 Lire des représentations graphiques de parts

Évolution du poids des séries de terminale générale et technologique, en %



Champ : France métropolitaine + DOM.

Lecture : En 2013, 11,3 % des élèves de terminale GT sont inscrits en terminale littéraire. Cette proportion s'élevait à 17,6 % en 1994.

(1). Séries STT/STG/STMG, SMS/ST2S, STD2DA, TMD, hôtellerie.
(2). Séries STI, STI2D, STL,STAE/STPA/STAV.

■ Source : *Repères et références statistiques*, Ministère de l'Éducation nationale, édition 2014.

1. *Peut-on dire qu'il y a moins d'élèves en terminale littéraire en 2013 qu'en 1994 ? Justifiez.*
2. *Faites la somme des cinq proportions de ce graphique pour 2013. Que constatez-vous ?*
3. *Peut-on représenter les données de 2013 sous la forme d'un graphique circulaire (« camembert ») ? Pourquoi ?*

Exercice 5 Lire des parts et des écarts de parts

Part des femmes parmi les députés (en %)

	Part des femmes candidates	Part des femmes parmi les élus
1958	2,3	1,3
1968	3,3	1,7
1978	16,3	4
1988	11,9	5,6
2002	39,3	12,1
2012	40	26,9

■ Insee.

1. *Que signifient les données pour 1958 ?*
2. *Quelle est la part des hommes députés en 2012 ?*
3. *Calculez l'écart entre la part des femmes députées en 1958 et leur part en 2012. Faites le même calcul pour les femmes candidates.*

Calculer des moyennes et la médiane

Pour faciliter l'analyse d'informations chiffrées en SES, nous avons besoin de manipuler des données. Pour synthétiser une série statistique, les moyennes ou la médiane nous donnent des informations précieuses.

1. Comment calculer une moyenne arithmétique simple ?

Pour calculer une moyenne simple (m), on additionne toutes les valeurs du caractère étudié (X) et on divise par l'effectif total (n).

$$m = \frac{X_1 + X_2 + X_3 + \ldots\ldots + X_n}{n}$$

EXEMPLE

- Un élève a eu 5, 18, 8 et 12 à ses devoirs de SES ; le calcul de sa moyenne (égale à 10,75) permet de constater qu'il peut passer dans la classe supérieure.

La moyenne d'un élève en SES condense l'information sur ces résultats. Mais elle fait perdre de l'information : un autre élève qui a eu 10, 9, 13 et 11 aux mêmes devoirs aura la même moyenne (10,75). Cependant ses résultats sont plus réguliers, l'appréciation du professeur ne sera pas la même.

2. Comment calculer une moyenne arithmétique pondérée ?

- On peut calculer une moyenne pondérée lorsqu'une même valeur apparaît plusieurs fois dans la série ou lorsqu'on veut accorder plus de poids à une valeur.

EXEMPLE

un professeur peut décider de donner plus de poids à un devoir important. Le poids peut être mesuré par un coefficient ou une fréquence...

- D'une manière générale, si chaque valeur X est affectée d'un poids différent C, la moyenne sera égale à la somme des valeurs coefficientées, divisée par la somme des coefficients.

$$m = \frac{X_1C_1 + X_2C_2 + X_3C_3 + \ldots\ldots + X_nC_n}{C_1 + C_2 + C_3 + \ldots\ldots + C_n}$$

EXEMPLE

Le professeur considère que le 3e devoir est plus important, il lui affecte le coefficient 2

Moyenne de l'élève 1 : $\frac{5 + 18 + (8 \times 2) + 12}{5} = 10{,}2$

Moyenne de l'élève 2 : $\frac{10 + 9 + (13 \times 2) + 11}{5} = 11{,}2$

À savoir

L'IPC, une moyenne pondérée

L'Insee mesure l'inflation grâce à l'indice des prix à la consommation (IPC). Pour calculer cet indice, l'Insee calcule une moyenne pondérée des évolutions des prix d'un panier de produits représentatif de la consommation des ménages. Les indices élémentaires de chaque produit sont pondérés par les coefficients budgétaires.

3. Comment calculer une médiane ?

La médiane (Me) est la valeur d'une série statistique qui partage la population en deux classes d'effectifs égaux. 50 % de la population a une valeur inférieure à la médiane, 50 % de la population a une valeur supérieure à la médiane. Elle met en évidence la répartition des valeurs en fonction d'un caractère.

Soit *n* observations dans une série statistique

On range la série dans l'ordre croissant ($x_1, x_2, x_3, \ldots, x_p, \ldots x_n$)

Si *n* est impair la médiane est le nombre x_p où $p = (n+1)/2$

Si *n* est pair, la médiane est le centre de l'intervalle $[x_p, x_p + 1]$

EXEMPLE

Dans un exercice noté sur 5, les élèves ont eu les notes suivantes :

Note	Nombre d'élèves	Effectifs cumulés
1	2	
2	4	6
3	11	17
4	9	26
5	7	33

Effectif total : 33 élèves

Valeur de *n* qui partage la série en deux groupes d'effectifs égaux : $(n + 1)/2 = 34/2 = 17$

La note médiane est 3 puisque 50 % des élèves ont une note inférieure ou égale à 3, et 50 % des élèves ont une note supérieure.

La médiane et la moyenne ne se confondent pas. Ici, la moyenne de la classe est de 3,45. La médiane est à 3.

Pour affiner l'analyse de la répartition, on peut répartir la population, non en deux classes d'effectifs égaux, mais en classe représentant 25 % de la population (analyse en quartile), 10 % de la population (analyse en décile), 1 % de la population (analyse en centile). Cette approche est très importante pour analyser les inégalités.

Exercices

Exercice 1 Calculer une moyenne simple

PIB (en millions de dollars)
et Population (en millions) en 2013

	PIB	Population	PIB/habitant
Chine	9 240 000	1 357,00	
États-Unis	16 770 000	316,100	
France	2 806 000	66,030	

■ banquemondiale.org.

1. *Quel est le PIB par habitant de chaque pays en 2013 ?*
2. *Quel est l'intérêt du calcul du PIB/h par pays ?*
3. *Pouvez-vous dire que le niveau de vie de chaque chinois est de 6 809 $ par an ?*
4. *Que masque la moyenne ?*

Exercice 2 Calculer une moyenne pondérée

Statut d'emploi des personnes en emploi et part des femmes en %

	Ensemble	Part des femmes
Non-salariés	11,2	32,8
Salariés	88,8	49,3
Total	100	

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine.

■ *Insee Première*, n° 1516, septembre 2014.

1. *Que signifient les nombres entourés ?*
2. *Pour calculer la part des femmes dans l'ensemble de la population active occupée, pouvez-vous faire le calcul suivant : $\frac{32,8 + 49,3}{2}$? Pourquoi ?*
3. *Le calcul suivant vous paraît-il plus juste ? Pourquoi ?* $32,8 \times 0,112 + 49,3 \times 0,888$.
4. *Que signifie le résultat de ce calcul ?*

Exercice 3 Calculer l'indice des prix

Supposons que la consommation des ménages se répartisse ainsi :

	Prix en t_1	Prix en t_2	Coefficient budgétaire en t_1
Produits alimentaires	100	150	0,16
Produits industriels	500	520	0,40
Services	400	400	0,44
Total			

Le coefficient budgétaire mesure le poids de chaque produit dans la consommation des ménages [(dépenses pour un produit / dépenses totales) × 100].

1. *Calculez les indices élémentaires de chaque produit (voir fiche outil 5).*
2. *Calculez l'indice des prix en pondérant l'indice élémentaire du prix de chaque produit par son coefficient budgétaire.*
3. *Quel est le taux d'inflation (voir fiche outil 5) ?*

Exercice 4 Comparer la moyenne simple à la moyenne pondérée

En 2014, une entreprise dispose du personnel suivant : Deux cadres dont le salaire mensuel est de 4 000 €, cinq techniciens rémunérés 2 500 €, 10 ouvriers payés 1 800 €.

1. *Pour calculer le salaire moyen dans l'entreprise, faut-il calculer une moyenne simple ou une moyenne pondérée ? Pourquoi ?*
2. *Quel est le salaire moyen en 2014 ?*
3. *En 2015, l'entreprise embauche un cadre et licencie un technicien. Quel le salaire moyen en 2015 ?*
4. *Le calcul du taux de variation des résultats de 2014 et 2015 montre une augmentation de 3,9 % (voir Fiche outil 5). De ces deux propositions, laquelle est vraie ? Justifiez.*
   - **a.** *Le salaire moyen de l'entreprise a augmenté de 3,9 %.*
   - **b.** *le salaire de chaque salarié a augmenté de 3,9 %.*

Exercice 5 Comparer moyenne et médiane

Patrimoine brut global par âge de la personne de référence du ménage en 2010

	Moyen	Médian
Moins de 30 ans	53 900	10 400
De 30 à 39 ans	188 400	105 900
De 40 à 49 ans	292 100	186 100
De 50 à 59 ans	334 600	226 600
De 60 à 69 ans	358 900	219 200
70 ans et plus	261 300	149 200
Ensemble	259 000	150 200

Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris dans les DOM.

■ Insee, Enquête Patrimoine 2009-2010, *Insee Première*, n° 1380, novembre 2011.

1. *Donnez la signification des deux nombres entourés*
2. *Quel est l'intérêt de connaître le patrimoine médian en plus du patrimoine moyen ?*
3. *Pourquoi le patrimoine moyen est-il supérieur au patrimoine médian, quel que soit l'âge ?*
4. *Pourquoi le patrimoine augmente-t-il avec l'âge jusqu'à 60/69 ans et diminue ensuite ?*

Lire des représentations graphiques

Les représentations graphiques et plus largement les statistiques ont une place centrale dans l'enseignement des Sciences Économiques et Sociales, dans les cours eux-mêmes mais aussi dans les sujets de baccalauréat, notamment pour l'Épreuve composée 2. Il est donc important de savoir lire des graphiques.

1. Comment bien lire un graphique ?

- **Identifier le type de graphique proposé** : diagramme de répartition, graphique en courbe, diagramme en bâton...
- **Lire le titre** du graphique qui apporte des informations sur le ou les phénomènes représentés.
- **Repérer les variables** qui font l'objet du graphique (chômeur, population active, investissements des entreprises, PIB...).
- **Identifier l'unité** (millions, milliers, euros, pourcentage de répartition ou pourcentage d'évolution...).

2. Quels sont les principaux types de graphiques ?

a. Les diagrammes de répartition

Ce type de représentation graphique peut prendre plusieurs formes dont les principales sont :

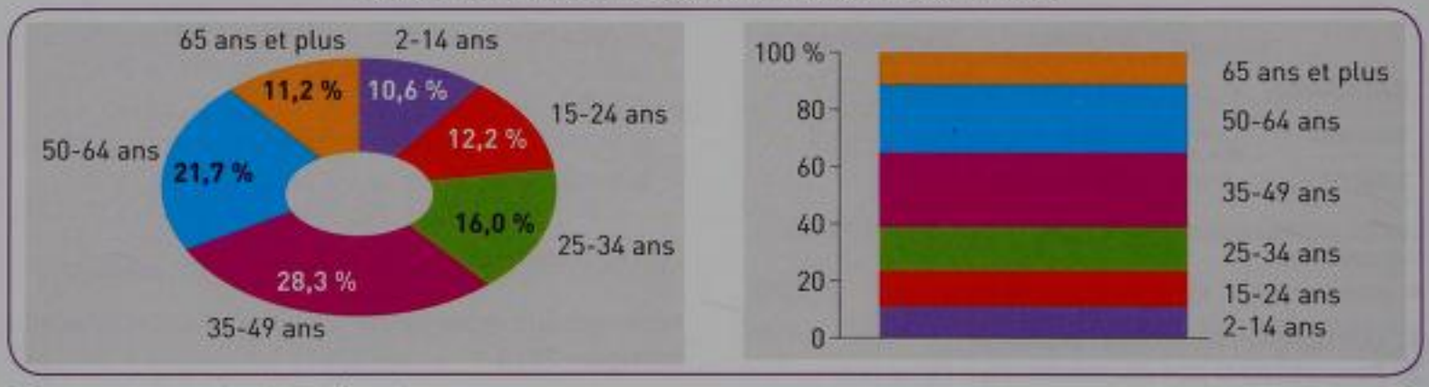
- **Le diagramme circulaire**

La totalité du cercle représente l'effectif ou le pourcentage total alors que les parts de ce cercle représentent les valeurs (effectif ou pourcentage) de la variable étudiée (a). La taille des parts est proportionnelle à ces valeurs.

- **Le diagramme en bandes**

Une bande est composée de sous-ensembles et donc la totalité de la bande représente l'effectif ou le pourcentage total. La bande peut-être verticale ou horizontale.

Répartition des vidéonautes* par tranches d'âge, mai 2012



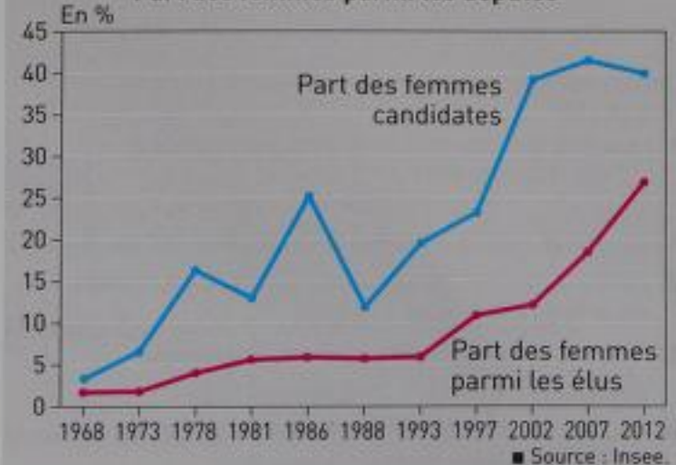
* personnes qui regardent de la vidéo par internet.

■ Mediametrie/NetRatings, Audience de la vidéo sur Internet, Tous lieux de connexion, France, mai 2012.

b. Les graphiques en courbes

Ils représentent des évolutions dans le temps. En abscisse figure le temps, en ordonnée, les valeurs de la variable représentée. Pour étudier un graphique d'évolution, il faut regarder la tendance générale (entre le début et la fin de la période) avant d'identifier des sous-périodes aux évolutions différentes.

Part des femmes parmi les députés

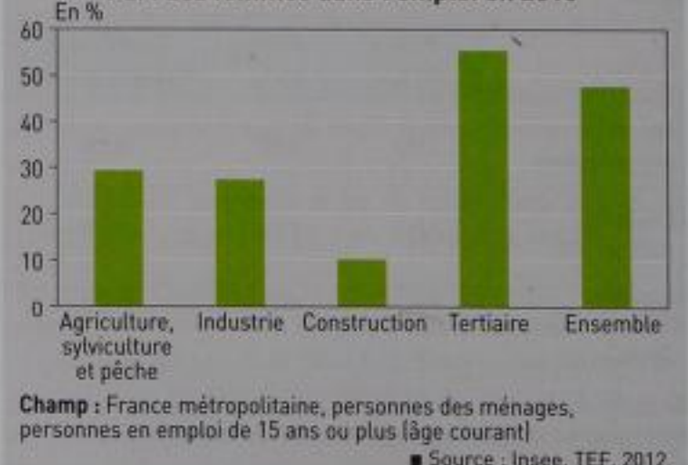


■ Source : Insee.

c. Le diagramme en bâtons

Ce type de diagramme s'utilise pour représenter des variables discontinues, les bâtons ne peuvent donc pas être reliés entre eux. En abscisse, on retrouve le plus souvent le caractère étudié et en ordonnée la valeur de la variable proportionnelle à l'effectif ou au pourcentage.

Part des femmes dans l'emploi en 2010

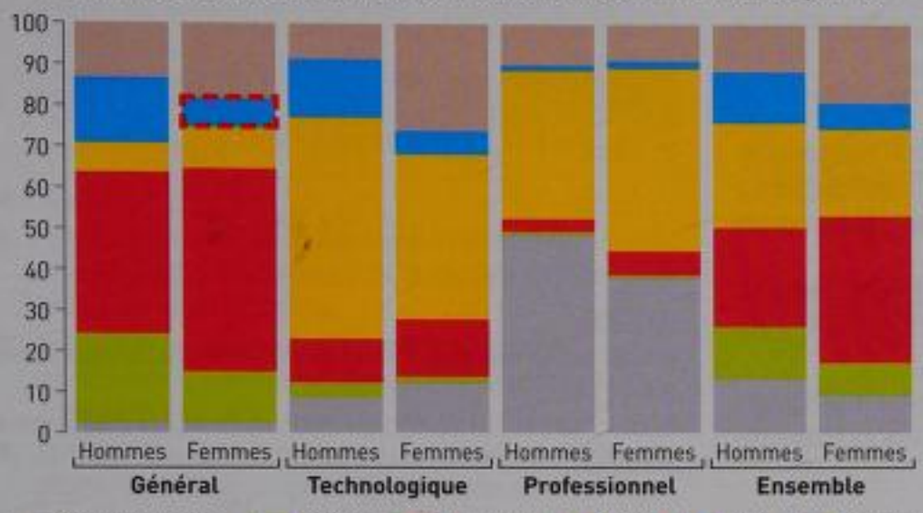


Champ : France métropolitaine, personnes des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus (âge courant)

■ Source : Insee, TEF, 2012.

Exercices

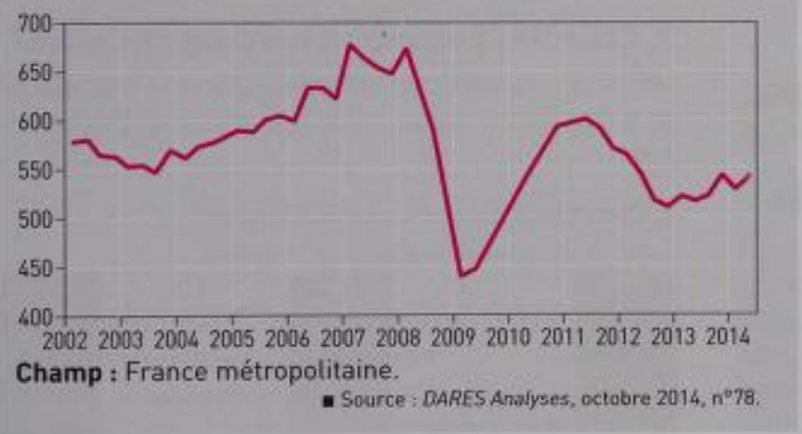
Exercice 1 Comparer des parts dans un graphique



1. *Quel est le type de représentation graphique ?*
2. *Pourquoi avoir présenté ces données avec ce type de graphique ?*
3. *Quelles sont les différentes informations que nous apporte ce graphique ?*
4. *À quoi correspond la bande bleue encadrée ?*
5. *Peut-on affirmer que les filles ayant un bac général sont plus nombreuses que les garçons à être en licence ? Justifiez votre réponse.*
6. *Illustrez par des chiffres trois constats issus de ce graphique ?*

Exercice 2 Éviter les pièges de lecture : trois représentations de l'emploi intérimaire, en milliers

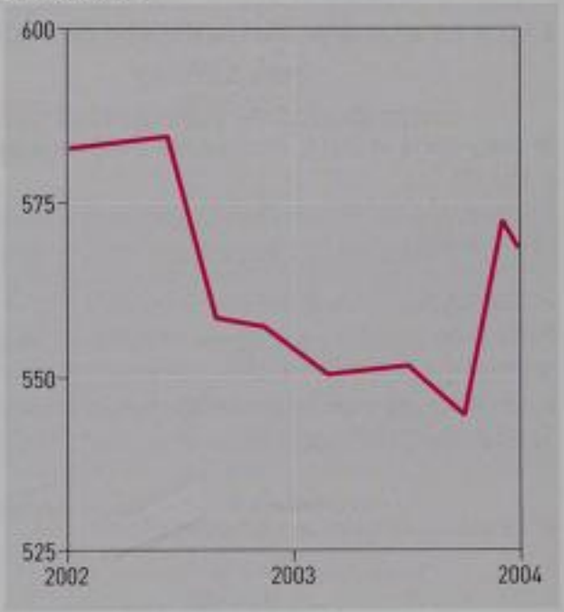
Graphique 1



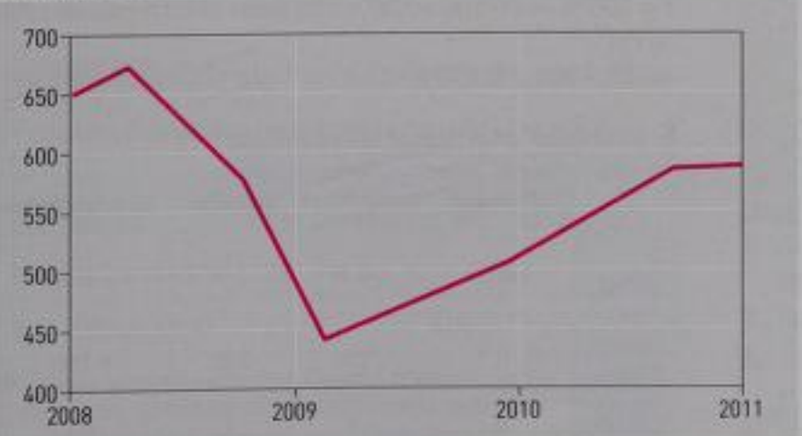
Champ : France métropolitaine.

Source : *DARES Analyses*, octobre 2014, n°78.

Graphique 2



Graphique 3



1. *Faites une phrase qui donne du sens à la donnée de 2009 (graphique 1).*
2. *Repérez et illustrez les différentes périodes dans le graphique 1.*
3. *Comparez les graphiques 2 et 3 au graphique 1 sur les mêmes périodes. Que constatez-vous ?*
4. *Comment expliquez-vous que votre impression sur des données identiques soit différente ?*

Mesurer des variations relatives

1. Pourquoi mesurer des variations relatives ?

Pour **mesurer l'évolution d'une grandeur**, on peut calculer sa variation absolue (valeur finale - valeur de départ). Mais on préfère souvent calculer sa variation relative car elle permet de mieux comprendre l'ampleur de l'évolution.

EXEMPLE

Si la population d'une ville augmente de 5 000 habitants en une année (variation absolue), pour savoir si cette hausse est forte ou faible, il faut la comparer au nombre d'habitants de l'année précédente (valeur de départ).

– Ainsi, si cette ville comptait au départ 10 000 habitants, une hausse de 5 000 en un an correspond à une très forte augmentation (+ 50 %).

– Au contraire, si cette ville comptait au départ 5 000 000 habitants, cette même hausse de 5 000 habitants est relativement négligeable (+ 0,1 %).

2. Comment mesurer des variations relatives ?

a. Le calcul du coefficient multiplicateur (CM)

On notera : Vd pour la valeur de départ, Va pour la valeur d'arrivée.

$$CM = \frac{Va}{Vd}$$

EXEMPLE

En 2005, mon salaire s'élevait à 2000 €, en 2015, il est passé à 4 000 €. Par combien mon salaire a-t-il été multiplié ?

$$CM = \frac{4\,000}{2\,000} = 2$$

► Entre 2005 et 2015, mon salaire a été multiplié par 2 (il a doublé).

Remarque

– Lorsqu'un coefficient multiplicateur est supérieur à 1, cela signifie que la grandeur augmente.
Inversement, elle diminue lorsque le coefficient multiplicateur est inférieur à 1.

– On utilise de préférence les coefficients multiplicateurs lorsque les variations sont importantes.

b. Le calcul du taux de variation (T)

$$T = \frac{Va - Vd}{Vd} \times 100$$

EXEMPLE

En 2005, mon salaire s'élevait à 2000 €, en 2015, il est passé à 4 000 €.

Quel est le pourcentage d'augmentation de mon salaire ?

$$T = \frac{4\,000 - 2\,000}{2\,000} \times 100 = 100 \text{ soit } 100\ \%$$

► Entre 2005 et 2015, mon salaire a augmenté de 100 %.

Remarque

– Un taux de variation positif indique une hausse ; un taux de variation négatif indique une baisse.

– On utilise de préférence les taux de variations pour des petites variations.

c. Le calcul de l'indice de variation (I)

$$I = \frac{Va}{Vd} \times 100$$

EXEMPLE

En 2005, mon salaire s'élevait à 2000 €, en 2015, il est passé à 4 000 €.

Si mon salaire valait 100 en 2005, à combien s'élèverait-il en 2015 ?

$$I = \frac{4\,000}{2\,000} \times 100 = 200$$

► Entre 2005 et 2015, mon salaire est passé de l'indice 100 à l'indice 200.

Remarque

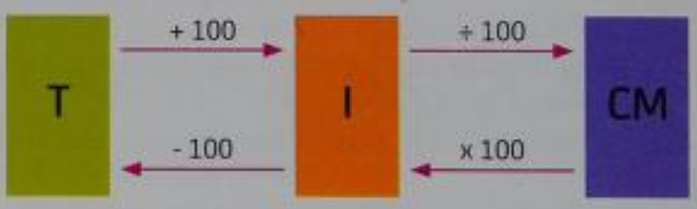
– Un indice supérieur à 100 indique une hausse ; un indice inférieur à 100 indique une baisse.

– On utilise de préférence les indices pour mesurer l'évolution d'une valeur sur un grand nombre de dates (série chronologique).

3. Comment passer d'un indicateur à l'autre ?

Même sans connaître les valeurs de départ et d'arrivée, on peut directement passer d'une mesure de variation à une autre.

a. Comment passer d'un outil à l'autre ?



Dans notre exemple

T = 100 % → I = 100 + 100 = 200 (base 100 l'année de référence)

→ CM = 200 ÷ 100 = 2

b. Comment interpréter les résultats ?

	Minimum	Diminution	Stabilité	Augmentation
T (en %)	-100 %	< 0 %	0 %	> 0 %
I (base 100)	0	< 100	100	> 100
Cm (x)	0	< 1	1	> 1

Exercices

Exercice 1 Calculer des coefficients multiplicateurs

L'évolution du nombre de chômeurs en France, au sens du BIT (en milliers)

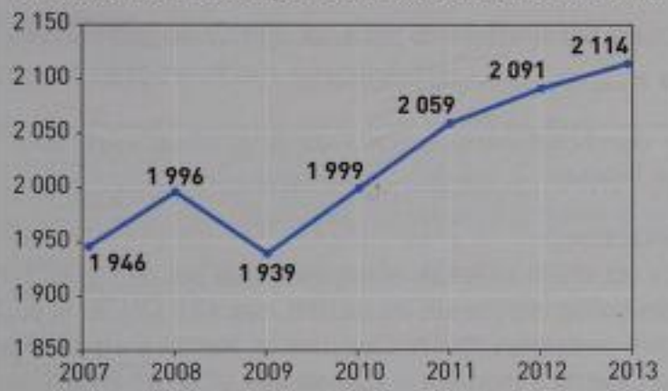
1975	1985	1990	2000	2012
773	2164	1976	2239	2811

■ Insee.

1. *Calculez le coefficient multiplicateur du nombre de chômeurs en France entre 1975 et 2012. Utilisez le résultat dans une phrase.*
2. *Calculez le coefficient multiplicateur du nombre de chômeurs pour chaque période. Que se passe-t-il entre 1985 et 1990 ?*
3. *Comment peut-on retrouver le résultat du calcul effectué pour 1975 à 2012 (question 1) à l'aide des résultats des sous-périodes (question 2) ?*

Exercice 2 Calculer des taux de variation

L'évolution du PIB français, en milliards d'euros courants



■ Source : Insee, Comptes nationaux, base 2010.

1. *Calculez le taux de variation du PIB entre 2009 et 2010 et utilisez le résultat dans une phrase.*
2. *Faites de même entre 2008 et 2009.*
3. *Calculez le taux de variation entre 2008 et 2010. Peut-on retrouver ce résultat à l'aide des calculs effectués aux questions 1 et 2 ?*

Exercice 3 Calculer des indices de variation

L'évolution du nombre de ménages pauvres* (en milliers)

	1970	1980	1990	2000	2012
(en milliers)	3435	2787	2960	3119	3651
Base 100 en 1970	100				
Base 100 en 1990			100		

■ D'après Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux.

* Pour l'Insee, un ménage est considéré comme pauvre si son niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian de la population française.

1. *Recopiez puis complétez le tableau en effectuant les calculs nécessaires.*
2. *En utilisant l'année 1970 comme base, faites une phrase avec le résultat de l'année 1980, puis celui de l'année 2012.*
3. *Faites de même en utilisant l'année 1990 comme base.*

Exercice 4 Passer des taux de variation aux coefficients multiplicateurs

1. *Trouvez les coefficients multiplicateurs (CM) correspondant aux taux de variation en utilisant les formules.*

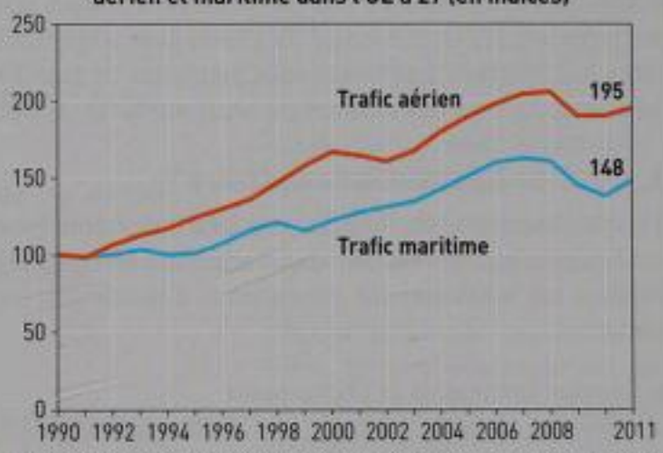
Taux de variation	+ 900 %	+ 30 %	+ 6 %	- 6 %	- 100 %
CM					

2. *Trouvez les taux de variation correspondants aux coefficients multiplicateurs en utilisant les formules.*

CM	0,33	0,8	1,2	4	1,07
Taux de variation					

Exercice 5 Interpréter et transformer des indices

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre du trafic aérien et maritime dans l'UE à 27 (en indices)



■ Source : SOeS, d'après Agence européenne pour l'environnement, Citepa, 2013.

1. *Faites une phrase avec chacune des deux données de l'année 2011.*
2. *Pourquoi les deux courbes se croisent-elles en 1990 ?*
3. *Transformez de tête les deux données de l'année 2011 en coefficients multiplicateurs.*
4. *Transformez-les de la même façon en taux de variation.*

Lire des tableaux à double entrée

En SES, il est essentiel de s'interroger sur la manière dont un phénomène (la réussite scolaire, l'investissement par exemple) évolue par rapport à une autre variable (le milieu d'origine ou la taille de l'entreprise). Un tableau à double entrée (appelé aussi tableau croisé) est un document statistique présentant l'articulation entre ces deux variables.

Interpréter un tableau croisé nécessite de maîtriser différents savoir-faire.

1. Comment donner du sens aux informations chiffrées ?

Il s'agit de répondre aux quatre grands types de question ci-dessous afin d'identifier la manière d'interpréter les chiffres.

Qui ? Quel est le champ, c'est-à-dire la population étudiée (personnes ou entités) ?

Quoi ? Quelle sont les variables présentées ?

Comment ? Quels sont les instruments de mesure ou les indicateurs utilisés ?

Quand et où ? Pour quelle date ou sur quelle période les données du tableau renseignent-elles ? Pour quel ensemble géographique sont-elles valables ?

2. Comment apprécier la source ?

Il s'agit d'identifier le producteur de l'information. Est-ce un organisme ou un individu ? Quel crédit peut-on accorder aux informations ?

Selon la réponse à ces questions, vous serez peut-être obligé de renoncer à utiliser un document même s'il vous séduit ou semble correspondre parfaitement à votre sujet. Ce document pourra être jugé trop ancien pour une réalité que vous étudiez, pas assez fiable ou trop peu représentatif. Dans une recherche (en SES, en ECJS ou en TPE), faites jouer votre esprit critique ! Cette même réflexion vous permettra de prendre des précautions sur des tableaux que vous souhaitez utiliser.

3. Quelles informations extraire ?

Il s'agit d'extraire et de formuler une idée importante (une tendance) ou plusieurs informations articulant les variables étudiées par le tableau. Les deux aspects à réussir sont les suivants :

a. Séparer l'essentiel de l'accessoire

Le risque est souvent de paraphraser le document en citant de nombreuses données sans les articuler. Une tendance générale est une information que vous allez déduire de la comparaison entre les données du document. Elle va souvent atténuer certaines différences pour ne mettre en avant qu'une relation existence entre les données (si cette relation existe). Parfois, vous mettrez en avant plusieurs tendances.

b. Identifier des exemples pertinents et non citer au hasard une donnée

Il vous faudra sélectionner celle(s) qui s'avère(nt) représentative(s) de la tendance générale. Dans certains cas, il est pertinent de citer deux chiffres, notamment si vous mettez en avant une évolution ou une comparaison.

EXEMPLE

Les sociétés innovantes entre 2010 et 2012 (en % du nombre de sociétés)

	Tous types d'innovation*	Innovation en produits nouveaux pour le marché
Ensemble	53	16
De 10 à 49 salariés	49	13
De 50 à 249 salariés	66	24
250 salariés ou plus	81	42

Champ : sociétés actives de 10 salariés ou plus implantées en France.

■ Insee, Enquête Innovation (CIS) 2012.

* Une innovation est un nouveau produit ou un nouveau procédé lancé sur le marché.

● **Lecture**

Ce document parle des entreprises mais pas de l'ensemble des entreprises ; seules les sociétés, ayant 10 salariés et plus sont concernées (**Qui ?**). L'articulation étudiée y est celle de la capacité à innover par rapport à la taille des entreprises (**Quoi ?**). Les données sont valables pour la France en 2010-2012 (**Quand et où ?**). L'Insee est la source des informations (**source**). Cet organisme public réalise des enquêtes de grande ampleur ce qui rend ces données chiffrées exploitables. Interpréter les proportions du tableau (**Comment ?**) revient à identifier dans l'ensemble des entreprises, la part de celles qui innovent.

● **Constat / idée**

Plus les entreprises sont grandes en France, plus elles innovent et plus ces innovations sont fréquemment des nouveaux produits.

● **Illustration**

En France, en 2010-2012, 81 % des sociétés de plus de 250 salariés sont innovantes, contre 49 % des sociétés de 10-49 personnes. Et si 13 % de ces dernières sociétés lancent des nouveaux produits sur le marché, la fréquence est au moins 3 fois supérieure dans les entreprises de 250 salariés ou plus.

Exercices

Exercice 1 Interpréter un tableau croisé

Part des personnes ayant des difficultés graves ou fortes à l'écrit (en %)

	2004	2011
Selon le pays et la langue de scolarisation		
– Scolarisé hors de France dans une langue autre que le français	60	55
– Scolarisé hors de France, en langue française	23	25
– Scolarisé en France	9	7
Selon l'âge		
– 18-29 ans	7	7
– 30-39 ans	10	10
– 40-49 ans	12	11
– 50-59 ans	18	15
– 60-65 ans	22	22
Ensemble	12	11

■ Insee, personnes de 18 à 65 ans – France métropolitaine

- *Interprétez le document ci-dessus en passant par les trois savoir-faire de la méthodologie.*

Exercice 2 Distinguer une tendance du thème d'une information secondaire

Revenu annuel moyen par équivalent adulte en 2012

En €	20 % les plus modestes	20 % suivants	20 % suivants	20 % suivants	20 % les plus aisés
Avant redistribution	7266	15591	21474	28623	55292
Après financement de la protection sociale	6897	14734	20054	26550	50988
Après tous les prélèvements[1]	6933	14580	19408	25123	44584
Revenu disponible (après prestations[2])	**11266**	**15847**	**20145**	**25602**	**44919**

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont la personne de référence n'est pas étudiante.

■ Insee.

1. Prélèvements directs (impôts sur le revenu, taxe d'habitation).
2. Certaines prestations ont comme objectif principal de réduire les écarts de niveaux de vie entre les ménages : il s'agit par exemple des prestations familiales, de l'allocation logement, des minima sociaux qui sont pris en compte dans ce document. En revanche, sont exclues de cette étude les prestations qui ont comme objectif de maintenir le niveau de vie des personnes en cas de chômage, de maladie ou de la retraite.

1. *Ce document vous semble-t-il fiable ?*
2. *Identifiez les deux variables en lien dans le document.*
3. *Voici quatre conclusions ci-contre à propos de l'information importante à tirer du document. Pour chacune d'elles, dites si vous pensez qu'il s'agit d'une tendance ou non. Justifiez.*

En France, en 2012 :

a. Il existe de fortes inégalités de revenus, de revenu primaire et de revenu disponible. Par ailleurs, des différences de prestations existent dans la population française.

b. Le tableau montre l'impact de la redistribution sur les inégalités de revenus, selon le niveau de revenu de la population.

c. Les 20 % des ménages les plus aisés ont un revenu disponible quatre fois supérieur au revenu disponible des ménages les moins aisés. Et les ménages autour de la médiane gagnent 20145 € en moyenne par équivalent adulte en 2012.

d. La redistribution réduit les inégalités de revenus dans la population à la fois par l'impact des prélèvements obligatoires, mais aussi par le versement de prestations.

Mesurer en valeur et en volume

En économie, la plupart des grandeurs étudiées (PIB, revenus, prix des biens...) sont mesurées en **unités monétaires** (euro ou dollar par exemple). Or **cet étalon de mesure n'est pas constant** contrairement aux unités telles que le mètre ou le gramme. Si la distance Paris/Lyon mesurée en kilomètres reste la même au cours du temps, la valeur d'un euro change.

► C'est pour pouvoir comparer des évolutions exprimées dans des unités monétaires dont la valeur change, que les économistes calculent des données en **volume** et non plus en **valeur**.

1. D'où vient la variation de la valeur de la monnaie ?

Elle provient de la variation des prix des biens et des services vendus sur le marché.

La même quantité de monnaie permet d'acquérir plus ou moins de biens et de services selon que leurs prix augmentent ou baissent. Si le niveau général des prix est orienté à la hausse, phénomène mesuré par le taux d'inflation, la monnaie perd de sa valeur.

2. Pourquoi distinguer euros courants et euros constants ?

Dans les magasins, les achats se font en euros courants, c'est-à-dire les euros qui ont cours à ce moment-là. Mais pour comparer la valeur d'un bien à travers le temps, les économistes reconstituent des prix en euros constants, c'est-à-dire qu'ils calculent la valeur d'un bien si la monnaie n'avait pas perdu de sa valeur (en cas d'inflation).

EXEMPLE

- En 2002, la baguette de tradition valait 0,80 €. En 2015, elle vaut 1,10 €. Le prix de la baguette a donc augmenté de 37,5 % entre les deux dates. Pendant le même temps, le niveau général des prix a augmenté de 17 % (le taux d'inflation est de 17 %).
- Pour connaître le prix de la baguette en 2015 si la valeur de l'euro n'avait pas changé, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu d'inflation entre 2002 et 2015, on divise le prix de la baguette en euros courants de 2015 par l'indice d'augmentation des prix : (1,1/117) x 100 = 0,94 €.

$$\left(\frac{\text{Prix en euros courants}}{\text{Indice des prix}}\right) \times 100 = \text{prix en euros constants}$$

► La baguette en 2015 coûte 0,94 euro constant de 2002. En euros constants, le prix de la baguette n'a donc augmenté que de 17,5 %.

3. Comment mesurer en valeur et en volume ?

EXEMPLE

Soit l'évolution du budget cigarettes d'un individu

	Année 1	Année 2
Nombre de paquets	52	?
Prix d'un paquet	5 €	6,90 €
Budget cigarettes	260 €	379,50 €

► Le budget cigarettes a augmenté de
[(379,5/260)-1] x 100 = 46 soit 46 %.
Le prix d'un paquet a augmenté de
[(6,9/5)-1 x 100] = 38 soit 38 %.
L'augmentation du prix n'explique pas à elle seule l'augmentation de mon budget. En plus d'un effet prix, il y a eu un effet quantité ou volume. En effet, si je divise 379,50 € par 6,90 €, je trouve 55 paquets !

EXEMPLE

Pour étudier à travers le temps la croissance d'une grandeur telle que le PIB, les économistes reconstituent les données en euros constants. En effet, pour qu'il y ait réellement croissance économique, il faut que ce soient les quantités produites qui augmentent et non leurs prix !

PIB français et évolution des prix

	2012	2013	Taux de variation en %
PIB en milliards d'euros courants	2 091,1	2 113,7	1 %
Indice des prix, base 100 en 2012	100	100,8	0,8 %
PIB en volume, en milliards d'euros constants de 2012	2 091,1	2 096,9	0,28 %

■ Insee.

► La croissance économique réelle a été de 0,28 % entre 2012 et 2013, c'est-à-dire que la richesse créée a augmenté de 0,28 % et non pas de 1 % comme pouvait le laisser croire les données du PIB exprimées en euros courants.

Récapitulatif

Mesure en valeur	Mesure en volume
Données en euros courants	Données en euros constants
Données nominales	Données réelles

$$\text{Production en volume} = \left(\frac{\text{production en valeur}}{\text{indice des prix}} \times 100\right)$$

ou production en valeur divisée par le coefficient multiplicateur des prix $\left(= \frac{\text{indice des prix}}{100}\right)$

Remarque

En période d'inflation très faible, il y a très peu de différence entre la croissance en valeur et celle en volume.

Exercices

Exercice 1 Mesurer le pouvoir d'achat de l'argent de poche

Marc reçoit 30 € d'argent de poche par mois, qu'il dépense de la façon suivante :

	Année 1	Année 2
Une place de cinéma	10 €	
Une revue	5 €	
Un abonnement de téléchargement	5 €	
Des consommations au café	10 €	
Coût total	30 €	

Entre l'année 1 et l'année 2, tous les prix augmentent de 10 %.

1. *Calculez le nouveau prix de chacun des articles de son panier de consommation.*
2. *Quelle quantité de son panier habituel peut-il obtenir l'année 2 si son argent de poche reste à 30 € ?*
3. *De quel pourcentage l'euro s'est-il déprécié ?*
4. *Quelle somme d'argent doit-il obtenir de ses parents s'il veut maintenir son pouvoir d'achat ?*

Exercice 2 Comparer une évolution en euros courants et constants

Évolution de la consommation finale des ménages, en milliards

	euros courants	euros constants 2010	IPC*
2008	1066,6	1079,5	98,8
2009	1051,5	a	98,9
2010	1082,4	b	100
2011	c	1097	100,9
2012	1117,5	d	102,2
2013	1126,4	1093,6	e

* Indice des prix à la consommation base 100 = 2010.

■ Insee.

1. *Faites une phrase avec chacune des trois données en rouge.*
2. *Complétez le tableau en calculant a, b, c, d et e.*
3. *Calculez l'augmentation en valeur de la consommation finale des ménages de 2008 à 2013.*
4. *Calculez de 2 façons différentes l'augmentation en volume de la consommation finale des ménages de 2008 à 2013.*

Exercice 3 Mesurer l'évolution réelle du SMIC

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Taux de variation de 2007 à 2013
SMIC brut en euros courants	1280	1321	1337	1344	1365	1398	1430	11,7 %
IPC*	96,5	98,8	98,9	100	100,9	102,2	103	6,7 %
Smic brut en euros constants 2007								

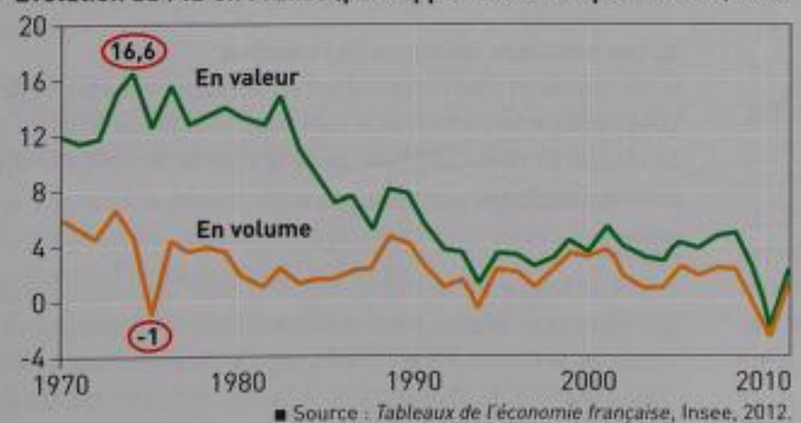
■ Insee.

* Indice des prix à la consommation base 100 = 2010.

1. *Calculez les données de la dernière ligne.*
2. *Pourquoi le SMIC en euros constants de 2010 est-il plus élevé que le SMIC en euros courants pour les trois premières années du tableau ?*
3. *Peut-on dire que le pouvoir d'achat du SMIC a augmenté de presque 12 % sur l'ensemble de la période ?*

Exercice 4 Comparer une évolution du PIB en valeur et en volume (%)

Évolution du PIB en France (par rapport à l'année précédente) en %



■ Source : *Tableaux de l'économie française*, Insee, 2012.

1. *Faites une phrase avec chacune des deux données entourées en rouge.*
2. *Qu'y a-t-il de commun aux trois années 1974, 1993 et 2009 ?*
3. *Quel phénomène est mis en évidence par le rapprochement des deux courbes à partir du milieu des années 1980 ?*

Interpréter les courbes d'offre, de demande et de coûts

1. Comment fonctionnent les représentations graphiques du marché ?

- Les représentations graphiques des différents marchés fonctionnent toutes de la même façon ; par convention, sur l'axe des abscisses figurent les quantités et sur celui des ordonnées, les prix. La demande est fonction décroissante du prix (plus le prix augmente, moins il y a de demande) et l'offre est fonction croissante du prix.
- Le **prix d'équilibre** est celui où **l'offre égale la demande**, c'est-à-dire que tous les vendeurs et tous les acheteurs **à ce prix** sont satisfaits (sur le graphique, c'est le point de rencontre entre la courbe d'offre et celle de demande).

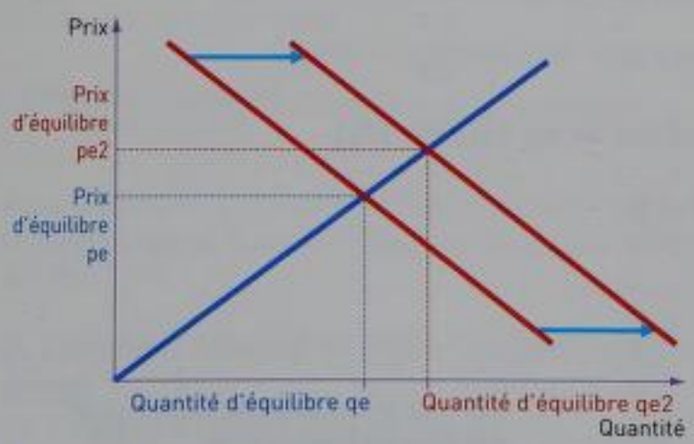
2. Comment distinguer déplacement de la courbe et déplacement sur la courbe ?

- Si sur le marché d'un bien le prix venait à baisser, la demande augmenterait ; il y a là déplacement **sur** la courbe de demande.
- Un événement qui augmente la demande quel que soit le prix (hausse des revenus par ex.) déplace la courbe de demande vers la droite (figure 1) : **pour n'importe quel prix**, les consommateurs augmentent la quantité demandée du bien concerné.

Ne pas confondre

Augmentation de la demande (qui veut dire augmentation de la quantité demandée quel que soit le prix et qui entraîne un déplacement vers la droite de la courbe de demande) et **augmentation de la quantité demandée** si le prix baisse (et qui entraîne un déplacement sur la courbe de demande, vers le bas et la droite). Si la demande augmente, la quantité échangée (qe2) et le prix (pe2) augmentent.

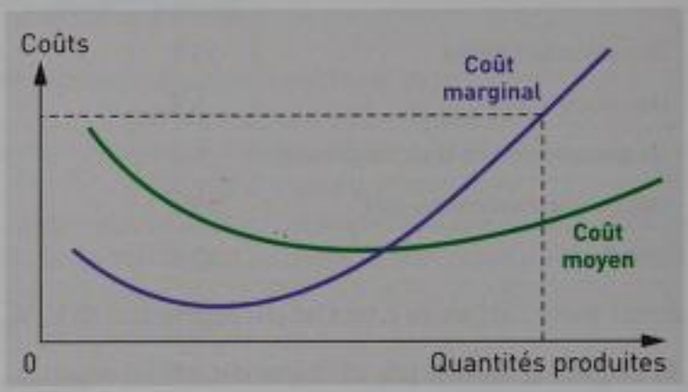
Figure 1



- Il en est de même pour l'offre : quel que soit le marché, lorsqu'un événement extérieur au marché (nouveaux moyens de production par exemple) fait augmenter l'offre quel que soit le prix, la courbe d'offre se déplace vers la droite, ce qui entraîne une augmentation de la quantité échangée mais une baisse du prix d'équilibre.

3. Comment interpréter les formes et positions des courbes de coûts ?

Figure 2



Le coût moyen est le coût d'une unité produite (appelé aussi coût unitaire) ; il se calcule en divisant le coût total par la quantité produite.
Le coût marginal est la variation de coût qui serait occasionnée par la production d'une unité supplémentaire.

a. Les formes en U des courbes

- **La partie initiale descendante** correspond aux **économies d'échelle** ; plus la quantité produite augmente, plus le coût unitaire diminue. Plus l'on produit et plus les coûts fixes (qui ne varient pas selon les quantités produites contrairement au coût variable) se répartissent sur une plus grande quantité de biens ce qui entraine une baisse du coût unitaire.

EXEMPLE

Si dans une entreprise produire une unité coûte 10 euros pour chaque unité (coût variable) et que les coûts fixes s'élèvent à 10 000 euros, le coût moyen sera de 20 euros pour 1 000 unités produites et de 15 euros pour 2000.

- À partir d'un certain point, **les courbes de coûts moyen et marginal remontent**. Ce sont les **rendements décroissants** des facteurs de production (*cf.* chap. 2 p. 53) qui entraînent ensuite avec l'augmentation des quantités produites une augmentation du coût moyen et du coût marginal (du fait d'une baisse d'efficacité des facteurs de production, les coûts variables augmentent de plus en plus).

b. Les positions relatives des courbes

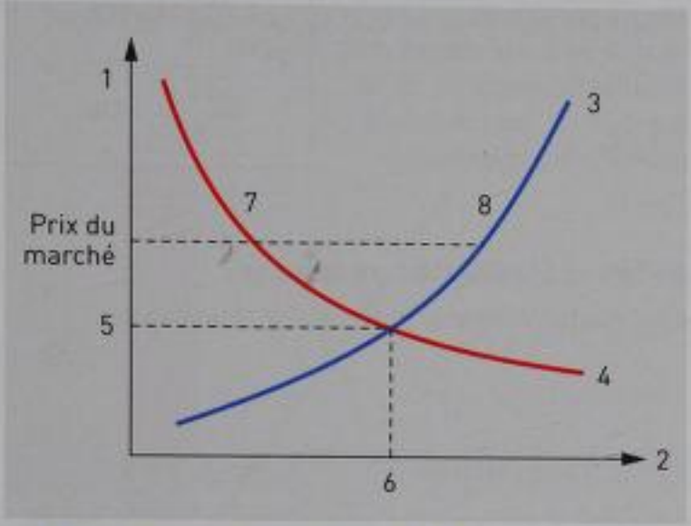
- **La courbe de coût marginal est en dessous de la courbe de coût total moyen** tant que le coût moyen diminue (figure 2). **La courbe de coût marginal coupe la courbe de coût moyen en son minimum.**

EXEMPLE

Cela fonctionne de la même manière pour vos notes : si la dernière note obtenue (note marginale) est inférieure à votre moyenne annuelle (note moyenne), elle fera diminuer votre note moyenne. Et inversement si la note suivante est supérieure à votre moyenne, elle fera augmenter celle-ci.

Exercices

Exercice 1 Lire une représentation du marché du travail



1. *À quoi correspondent les points 1 à 8 ?*
2. *Comment peut-on identifier le chômage sur le graphique ?*
3. *Comment peut-on expliquer ce chômage à partir des données du graphique ?*

Exercice 2 Interpréter la courbe d'offre

1. *Représentez graphiquement ce qui se passe sur le marché d'un bien suite à l'augmentation de l'offre due à un progrès dans les moyens de production.*
2. *Comment évoluent le prix et la quantité échangée sur ce marché ?*

Exercice 3 Distinguer déplacement de la courbe et sur la courbe de demande

- *Pour chaque proposition, identifiez le marché concerné et expliquez si chacun des événements suivants représente un déplacement de la courbe de demande ou un déplacement sur la courbe de demande*

a. Un propriétaire de magasin se rend compte que les clients sont prêts à payer plus cher les glaces les jours de plein soleil.

b. Quand un fournisseur de services téléphoniques longues distances offre des tarifs réduits le week-end, le volume des appels augmente sensiblement.

c. Les gens achètent davantage de roses la semaine de la Saint-Valentin, même si les prix sont plus élevés qu'à n'importe quel autre moment de l'année.

d. La forte augmentation du prix du café amène beaucoup de consommateurs à boire plutôt du thé.

Exercice 4 Distinguer déplacement de la courbe et sur la courbe d'offre

- *Pour chaque proposition, identifiez le marché concerné et expliquez si chacun des événements suivants représente un déplacement de la courbe d'offre ou un déplacement sur la courbe d'offre.*

a. De nombreux cultivateurs de fruits vendent directement aux consommateurs au bord de la route pendant l'été, même si les prix sont habituellement bas à cette période.

b. Après le commencement de l'année universitaire, les chaînes de fast-food doivent augmenter les salaires pour attirer des travailleurs.

c. De nombreux ouvriers de la construction vont dans les zones qui ont subi les dommages d'une inondation, attirés par les salaires plus élevés.

d. Les technologies ont permis de construire des bateaux de croisière plus grands, les sociétés qui organisent celles-ci offrent des cabines à des prix plus faibles qu'auparavant.

Exercice 5 Interpréter des courbes de coûts

On dispose des données suivantes concernant les coûts de production d'une entreprise :

Quantité produite	Coût fixe	Coût variable	Coût variable Moyen	Coût total	Coût total moyen	Coût marginal
1	108	12	12	120	120	–
2		48				
3		108				
4		192				
5		300				
6		432				
7		588				
8		768				

■ D'après Paul Krugman et Robin Wells, *Microéconomie*, De Boeck, 2013.

Cet exercice peut être réalisé à l'aide d'un tableur.

1. *Reproduisez puis complétez le tableau.*
2. *Sur un graphique, tracez les courbes de coût variable moyen, de coût total moyen et de coût marginal (quantité en abscisse, coût en ordonnée).*
3. *Comment évoluent les coûts fixes et variables avec les quantités produites ? Quelles sont les conséquences de ces évolutions sur le coût moyen ?*
4. *Pour quelle quantité produite le coût total moyen est-il minimum ?*

Calculer et interpréter des élasticités

1. Comment calcule-t-on une « élasticité » ?

Une élasticité s'obtient en divisant le taux de variation de la grandeur Y par le taux de variation de la grandeur X, Y étant fonction de X. Ces deux taux s'expriment en % (il s'agit donc de variations non pas absolues mais **relatives**).
Si X (la grandeur déterminante) et Y (la grandeur déterminée) valent respectivement X_1 et Y_1 en T_1 et X_2 et Y_2 en T_2, l'élasticité, notée $\varepsilon_{Y/X}$, est donc égale à :

$$\frac{\frac{Y_2 - Y_1}{Y_1} \times 100}{\frac{X_2 - X_1}{X_1} \times 100}$$

Elle n'a pas d'unité.
Ce type de calcul permet de mesurer la sensibilité de la grandeur Y aux variations relatives de la grandeur X.

2. Comment interpréter les « élasticités-prix » et les « élasticités-revenu » ?

Il s'agit soit d'**élasticités-prix** (celles de la demande et de l'offre), soit d'**élasticités-revenu** (dont celle de la demande).

a. L'élasticité-prix de la demande

Elle peut être **directe** ou **croisée**.

	Principe	Interprétation
Élasticité-prix directe	Mesurer la sensibilité de la demande du bien A aux variations relatives de son prix.	Les variations relatives des quantités et des prix étant de sens opposés, cette élasticité est toujours négative. • Si $-1 < \varepsilon \leq 0$, les demandeurs sont insensibles ou peu sensibles aux variations relatives du prix (**biens indispensables non ou peu substituables**). • Si $\varepsilon < -1$, les demandeurs sont sensibles (voire très sensibles) aux variations relatives du prix (**biens de moindre nécessité ou biens de première nécessité substituables**).
Élasticité-prix croisée	Mesurer la sensibilité de la demande du bien A aux variations relatives du prix du bien B.	Cette élasticité peut être aussi bien négative que positive. • Si ε est négative, A et B sont des **biens complémentaires** : une augmentation du prix de l'un des deux biens provoque une baisse de la demande de l'autre. • Si ε est positive, A et B sont des **biens substituables** : une augmentation du prix de l'un des deux biens induit une hausse de la demande de l'autre. • Si ε est nulle, A et B sont des **biens indépendants**.

b. L'élasticité-prix de l'offre

Seul le cas de l'élasticité-prix directe sera traité ici.

	Principe	Interprétation
Élasticité-prix directe	Mesurer la sensibilité de l'offre du bien A aux variations relatives de son prix.	Les variations relatives des quantités et des prix étant de même sens, cette élasticité est toujours positive. • Si $0 \leq \varepsilon < 1$, les offreurs sont peu ou pas sensibles aux variations relatives du prix. • Si $\varepsilon > 1$, les offreurs sont sensibles (voire très sensibles) aux variations relatives du prix.

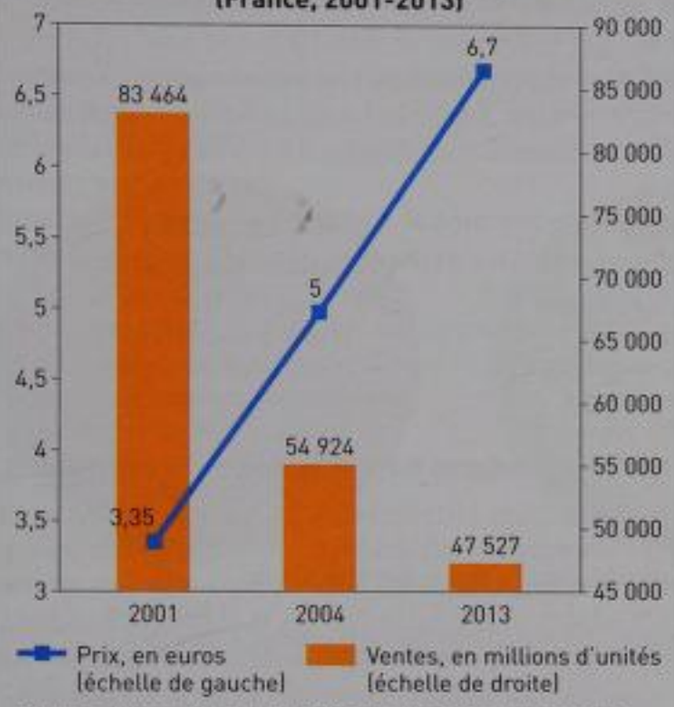
c. L'élasticité-revenu de la demande

	Principe	Interprétation
Élasticité-revenu de la demande	Mesurer la sensibilité de la demande de tel bien à la croissance du Revenu disponible des ménages (RD).	Cette élasticité est généralement positive. • Si $\varepsilon > 1$, il s'agit de **biens supérieurs**. Leur part dans les dépenses des ménages augmente quand le RD s'accroît (cas des produits manufacturés de luxe et de très nombreux services). • Si $0 < \varepsilon \leq 1$, il s'agit de **biens normaux**. Leur part dans la consommation finale est stable ou en baisse quand le RD augmente (cas des produits alimentaires, du logement, etc.). • Si $\varepsilon < 0$, il s'agit de **biens inférieurs**. Leurs achats diminuent lorsque le RD s'accroît (cas du « pain noir », des pommes de terre, etc.).

Exercices

Exercice 1 Calculer une élasticité-prix

Ventes de cigarettes et prix annuel moyen du paquet de cigarettes de la marque la plus vendue (France, 2001-2013)



■ Source : Observatoire français des drogues et des toxicomanies, Bilan de l'année 2013.

1. *Calculez la valeur de l'élasticité-prix de la demande de cigarettes pour les périodes 2001-2004 et 2004-2013.*
2. *Que peut-on conclure de ces calculs ?*

Exercice 2 Distinguer élasticité-prix et élasticité-revenu

● *Recopiez le tableau puis complétez-le.*

Variation du prix du bien X (en %)	Variation de la demande du bien X (en %)	Valeur de l'élasticité-prix	La demande du bien X est...
	30	-3	
20		-0,15	
40	0		totalement inélastique

Variation du revenu disponible (en %)	Variation de la consommation (en %)	Valeur de l'élasticité-revenu	Il s'agit d'un produit...
	15	1,5	
8		0,75	dit « normal »
9	-18		

Exercice 3 Calculer des élasticités croisées

	T1	T2
Demande du produit A	80	72
Prix du produit B	30	32
Demande du produit C	15	17
Prix du produit D	6	7

	De T1 à T2
Taux de variation de la demande du produit A (en %)	
Taux de variation du prix du produit B (en %)	
Taux de variation de la demande du produit C (en %)	
Taux de variation du prix du produit D (en %)	
Élasticités-prix croisées	
– de la demande de A par rapport au prix de B	
– de la demande de C par rapport au prix de D	

1. *Recopiez le tableau puis complétez-le.*
2. *Les produits A et B sont-ils substituables ou complémentaires ? Donnez des exemples de produits de ce type.*
3. *La même réponse convient-elle pour les produits C et D ? Donnez des exemples de produits de ce type.*

Exercice 4 Interpréter des élasticités-revenu

Part de trois postes dans le total des dépenses de consommation finale des ménages (France ; 2011 ; en %)

	Ensemble	Décile 1	Décile 10
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	16,4	17,8	13,5
Loisirs et culture	9,6	7,7	12,6
Restauration et hôtels	6,6	6,0	9,0

Champ : France métropolitaine.

■ Insee, enquête Budget de famille, 2011.

1. *Complétez la phrase suivante :*
« En 2011, en France métropolitaine, les ménages du premier décile de niveau de vie, c'est-à-dire les ..... % des ménages ayant les revenus disponibles par unité de consommation les plus faibles, ont consacré en moyenne 17,8 % de leurs dépenses à des achats de ..... ».
2. *Que constate-t-on en comparant les structures de la consommation finale des déciles 1 et 10 ?*
3. *Trois types de produits sont présents ici. Indiquez s'il s'agit de produits « supérieurs », « inférieurs » ou « normaux » en justifiant vos réponses.*

Préparer les Travaux personnels encadrés (TPE)

- Menés sur la période de **septembre à janvier** en classe de première, les TPE sont un travail de groupe dont le sujet est choisi par les élèves à partir de **thèmes nationaux** et doit croiser **au moins deux disciplines** (SES et Histoire-Géographie, SES et Mathématiques...).
- Ce travail est à réaliser sur une période relativement longue et sur **un support qui peut être varié** (diaporama, exposition, dossier écrit, vidéo, page Internet).
- Les TPE sont évalués au baccalauréat sous forme d'**épreuve anticipée obligatoire**. Cette épreuve est dotée d'un **coefficient 2** portant sur les points supérieurs à la moyenne.

Travaux
En lien avec les programmes, les TPE offrent aux élèves l'occasion de développer des capacités d'autonomie et d'initiative dans la conduite de leur travail en vue d'aboutir à une réalisation concrète.

Personnels
Sur un sujet dont ils ont délimité les contours en accord avec leurs professeurs, les élèves élaborent en groupe, une production individuelle ou collective à partir de ressources documentaires variées.

Encadrés
Au cours des différentes étapes de la recherche et de la production du TPE, les enseignants suivent les élèves dans leur progression, et vérifient la pertinence des informations sélectionnées par rapport au sujet choisi.

■ Pour plus d'information consultez le site éduscol http://www.eduscol.education.fr/cid48136/definition-et-enjeux.html

1. Organisation

C'est l'une des clés de la réussite ; pour un travail à plusieurs qui va se poursuivre pendant plusieurs mois, il faut déterminer et respecter des échéances si l'on veut parvenir à présenter ses TPE dans les délais.

a. La formation du groupe

Comprenant de **deux à quatre élèves**, le groupe doit se former selon :

– les **affinités** ;

– l'intérêt commun pour un **thème** ;

– les **compétences** des uns et des autres : pour la réalisation de pages internet ou d'une vidéo par exemple, il est judicieux d'avoir dans le groupe un ou des élèves maîtrisant le savoir-faire nécessaire.

b. Le choix du sujet

Choisir son sujet offre une liberté, même si le projet doit obéir à plusieurs impératifs :

– permettre une **problématisation** (à quelle question notre travail va-t-il répondre ?) ;

– garder un **caractère réaliste**, ne pas être trop ambitieux en termes de connaissances et de savoir-faire ;

– croiser au moins deux disciplines ;

– être choisi parmi six thèmes, dont **trois sont spécifiques aux ES**. Voici ceux de l'année 2014-2015 :

- Éthique et responsabilité
- Santé et bien-être
- Individuel et collectif
- La consommation
- Crise et progrès
- L'argent

Quelques exemples de sujet de TPE en ES

Quels sont les différents styles vestimentaires au sein d'un lycée ?
Le portable est-il une technologie sans faille ?
L'obésité, phénomène de société ?
La cigarette électronique, un marché en plein essor ou un futur problème de santé ?
L'argent de poche, quelles motivations des parents ?

Avant de poursuivre, faites valider votre choix par les enseignants.

c. La recherche documentaire

La recherche documentaire permet de **vérifier la pertinence de votre sujet** et éventuellement d'**affiner sa problématique**. Cette phase de travail doit être maîtrisée et limitée dans le temps.

- **Les sources : Internet** est une source importante d'informations mais elle ne doit pas être la seule ; pensez aux **autres ressources documentaires du CDI**.

⚠ Les pièges à éviter dans l'utilisation du Web :

– trop d'informations peut représenter une perte de temps pour le classement des idées (une bonne démarche dans la recherche permet d'éviter cela) ;

– la tentation du copier/coller (vos TPE ne peuvent être une simple compilation d'informations ; il faut signaler ses sources pour tout document, y compris les photos) ;

– la crédibilité des informations (privilégiez les sites institutionnels – Insee par exemple).

- **Le principal problème n'est pas de trouver de l'information mais de la classer et de la traiter pour qu'elle soit pertinente pour le traitement de votre sujet.**

d. La production finale

⚠ Anticipez le délai nécessaire à sa réalisation pour ne pas finir dans l'urgence.

- La forme la plus souvent choisie pour cette production reste le **dossier écrit**, dont la structure est bien connue (plan, illustrations, photos, annexes, bibliographie).

- Mais d'autres formes sont possibles et valorisées lors de l'évaluation pour leur originalité et l'inventivité que peut montrer le groupe: **exposition, affiches, pages Web ou autres pages multimédia, enquête, vidéos, diaporama lié à un exposé oral** (classique ou présentation assistée par ordinateur), **saynètes**...

Attention, ces formes nécessitent souvent des **savoir-faire particuliers** (pour une vidéo par exemple) et il faut adapter sa production au support (exemple: un diaporama numérique impose des textes courts – un commentaire associé à chaque diapo – car ce support est avant tout visuel et a pour fonction d'illustrer un exposé oral).

2. Supports et documents à produire

En plus de la **production finale** collective, chaque élève du groupe doit produire une **synthèse dactylographiée**. L'ensemble doit être communiqué aux enseignants avant les séances d'évaluation. Il est très souvent accompagné d'un **carnet de bord** qui sert à la planification du travail et à l'évaluation de la démarche par les professeurs encadrant.

- **Le carnet de bord**, dont la forme peut varier selon les établissements, a pour objectif de **mesurer la progression du travail de chaque élève**. Il doit mettre en évidence l'**implication**, la **méthode** et la **progression** de chaque membre de l'équipe. C'est également **une aide pour l'organisation de votre travail** et il éclaire l'équipe pédagogique dans le suivi et l'aboutissement du TPE.

- La **synthèse écrite**, individuelle, d'une à deux pages maximum (sur un traitement de texte), récapitule les étapes de votre démarche et en explique la cohérence et la finalité: pourquoi ce sujet? ce support? quel fut le parcours suivi? comment l'équipe s'est répartie le travail? quel bilan faites-vous de cette activité? Cette synthèse peut s'appuyer sur le carnet de bord et aide à préparer la **prestation orale**.

Calendrier et phases des TPE

Exemple de progression proposée au lycée Pravaz de Pont de Beauvoisin (38) par les professeurs encadrant les TPE.

Septembre — **Initialisation**

Présentation générale:
- Principes des TPE
- Procédures de recherche au CDI et formation informatique (utilisation du réseau)
- Formation des groupes
- Grilles d'évaluation / Carnets de bord individuels / Fiche de suivi
- Rôle de l'encadrement (aide méthodologique et création de situations problèmes)
- Choix du thème et du sujet

Problématisation
- Choix porté sur la (ou les) problématique(s)
- Validation des problématiques / de la bi-disciplinarité

Octobre — **Procédure de résolution**
- Définition d'une procédure de résolution
- Travail de recherche documentaire
- Choix du ou des supports
- Tenue du carnet de bord individuel

Octobre/ Décembre — **Production finale**
- Mise en forme de la production collective
- Élaboration de la synthèse individuelle

Mi-janvier — **Remise**
- De la production collective
- De la synthèse individuelle
- Du carnet de bord individuel

Février/ Mars — **Évaluations**
- Du travail effectué suivi par l'équipe pédagogique (8 points)
- De l'épreuve orale par un jury (12 points)

L'évaluation

L'évaluation comporte deux temps:

- **l'évaluation du travail effectué, pour 8 points sur 20.** La note est attribuée à chaque élève par les professeurs qui ont suivi les TPE du groupe d'élèves concerné: elle correspond à l'évaluation de la démarche personnelle de l'élève et de son investissement;

- **une épreuve orale, pour 12 points sur 20.** Cette évaluation faite par deux professeurs autres que ceux ayant suivi les TPE prend en compte:

– **pour 6 points**, la **production finale proprement dite** et la **note synthétique individuelle**, qui sert à individualiser l'appréciation;

– **pour 6 points**, une **soutenance orale** (10 minutes pour chaque élève): dans un premier temps, le groupe présente son travail; dans un second temps, chaque élève est interrogé sur sa contribution personnelle.

À savoir!

Contrairement à vos productions habituelles, l'évaluation des TPE ne note pas seulement la production finale mais bien l'ensemble de la démarche et des observations faites par l'élève lors de la présentation orale: d'où l'importance du carnet de bord et de la synthèse.

Sites internet utiles en SES

- **www.insee.fr**

L'Institut national de la statistique et des études économiques : une source importante de données statistiques (voir, par exemple, le dossier sur l'indice des prix et le pouvoir d'achat dans les publications).

- **www.melchior.fr**

Un site de ressources pédagogiques en Sciences économiques et sociales créé à l'initiative de l'Institut de l'entreprise.

Pour les chapitres de science économique

- **www.citedeleconomie.fr**

Le site de la future Cité de l'économie et de la monnaie de Paris, où l'on trouve de nombreuses ressources pour parfaire sa culture économique : filmographie, débats et questions d'actualités, statistiques, jeux, une frise 10 000 ans d'économie, etc.

- **www.entrepriseetdecouverte.fr**

Ce site présente toutes les entreprises que l'on peut visiter en France, par région, par type d'entreprises et d'activité dans le cadre de l'ADEVE (Agence de développement de la visite d'entreprise).

- **www.dessinemoileco.com**

Des animations en « 3 minutes pour comprendre l'actualité économique ». Quelques exemples liés au programme de première ES : les sources de financement des entreprises, l'élaboration du budget de l'État, la financiarisation des entreprises, le rôle de la BCE face à la crise de la dette, la création monétaire : un juste équilibre, la bourse et le financement de l'économie...

- **http://ec.europa.eu**

Le site de la Commission européenne, ses priorités et son actualité.

- **www.lafinancepourtous.com/**

Un site accessible qui explique les questions liées à la monnaie et à la finance.

- **www.economie.gouv.fr/**

Le portail des ministères économiques et financiers avec des entrées thématiques : artisanat, commerce, consommation, économie sociale et solidaire, entreprises, finances et comptes publics, fiscalité, industrie.

- **www.statapprendre.education.fr/insee/**

Des exercices interactifs pour apprendre avec les données de l'Insee autour de divers thèmes du programme dont le chômage et les entreprises.

- **http://statapprendre.education.fr/comptes/**

Lire les comptes, étudier le budget de l'État (ressources, dépenses et soldes).

- **www.economie.gouv.fr/facileco**

Facil éco, le portail de l'Economie et des finances pour « mieux comprendre l'économie » avec des dossiers sur la valeur ajoutée, la BCE, les comptes publics, la finance participative...

Pour les chapitres de sociologie

- **www.inegalites.fr**

L'observatoire des inégalités propose de nombreuses statistiques sur des thèmes variés : éducation, emploi, hommes et femmes, revenus, catégories sociales...

- **www.vie-publique.fr**

Ce site permet de découvrir les institutions politiques françaises et d'avoir un panorama des lois votées en France afin de mieux comprendre le débat public français

- **www.observatoiredesdiscriminations.fr**

L'Observatoire des discriminations développe des recherches et des études autour des phénomènes d'inégalité des chances dans l'emploi et de leur évolution.

- **www.drees.sante.gouv.fr/**

De nombreuses études et statistiques autour de la santé et de la protection sociale en France.

- **www.credoc.fr/**

Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie : des études sur les jeunes, la sociabilité...

- **raconterlavie.fr/**

« Le roman vrai de la société d'aujourd'hui », un site qui partage des récits de vie.

- **www.education.gouv.fr/pid25496/statistiques.html**

Des statistiques officielles de l'Éducation nationale.

Pour préparer le BAC

- **www.actu-ses-hatier.fr/**

Le site de ressources pour se préparer au Bac en suivant l'actualité.

- **www.ses.ac-versailles.fr/bac/form_recherche.php**

Une base de données de tous les sujets de Bac depuis 2012 y compris pour les spécialités.

Lexique

En **orange** : les notions du programme.

A

Action : titre représentant la propriété d'une partie du capital d'une entreprise, dont le détenteur perçoit une fraction des bénéfices de l'entreprise (dividendes). **123**

Action publique : ensemble des interventions des pouvoirs publics afin de réguler les relations individuelles et collectives. Elles peuvent être d'ordre politique, économique ou social. L'action publique est souvent assimilée aux politiques publiques. **322**

Agenda politique (mise à l') : processus par lequel un phénomène social va être pris en considération par les pouvoirs publics. **322**

Allocation (fonction d') : fonction de l'État consistant à lutter contre les effets négatifs du marché et à produire des services qui ne pourraient pas l'être par des producteurs privés. **158, 146**

Allocation des ressources : affectation d'un ensemble de ressources à certains usages de préférence à d'autres. **82**

Anomie : du grec ancien *a-* (« absence de ») et *nómos* (« règle, structure »). C'est une notion sociologique introduite par Émile Durkheim pour caractériser l'état d'une société dans laquelle les règles qui guident les conduites des individus sont affaiblies. **251, 260**

Apprentissage, intériorisation, identification : la socialisation se réalise lors **d'apprentissages** de comportements, d'attitudes, de façons de penser. Cela passe par la répétition, l'**identification** (par exemple, imitation de sa mère par une petite fille pour l'acquisition des rôles féminins), les essais et les erreurs, l'application de récompenses et sanctions. Lorsque l'**intériorisation** des rôles de l'individu est réalisée, celui-ci pense se comporter de façon « naturelle » alors que cela est culturel. **195**

Asymétrie d'information : il y a asymétrie d'information sur un marché lorsqu'un ou plusieurs agents détiennent une information que les autres agents ne possèdent pas. **98, 106**

Autofinancement : financement de l'investissement d'une entreprise par sa propre épargne. **136**

B-C

Balance des transactions courantes : document comptable qui récapitule l'ensemble des exportations (X) et des importations (M) de biens (balance commerciale) et de services (balance des services) entre un pays et le reste du monde. Elle peut être équilibrée (M = X), déficitaire (M > X) ou excédentaire (M < X). **35**

Biens collectifs : ce sont des biens non-rivaux (plusieurs personnes peuvent les consommer en même temps) et non-excluables (il n'est pas possible d'empêcher une personne de consommer ce bien). Exemple, l'éclairage public. **106**

Capital social : ensemble des relations personnelles qu'un individu peut mobiliser dans son intérêt (ou celui de son groupe) ; les relations sociales sont ainsi considérées comme des ressources mobilisables en fonction du réseau social de l'individu. **223, 232**

Chiffre noir de la délinquance : écart entre la délinquance observée (mesurée par les statistiques officielles) et la délinquance réelle. **260**

Chômage : au sens du BIT : personnes en âge de travailler, qui n'ont pas d'emploi, sont disponibles pour exercer un emploi dans les 15 jours et ont cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en ont trouvé un commençant dans moins de 3 mois. **37, 180**

Cohésion sociale : intensité des liens culturels, sociaux et économiques qui unissent les individus au sein d'une société. **322**

Comptabilité nationale : ensemble de comptes et d'agrégats qui permet de comprendre, de façon chiffrée, comment fonctionne un système économique. En France, c'est l'Insee qui en a la charge. **29**

Concurrence monopolistique : situation où les producteurs s'efforcent de différencier leurs produits de ceux de la concurrence pour obtenir une sorte de monopole en proposant un bien ou un service ayant certaines caractéristiques propres (SAV, innovation technique, image de marque...). **94**

Conflit : l'expression, sous des formes diverses (manifestation, pétition, voire grève...), de désaccords entre

des individus ou des groupes dont les intérêts s'opposent. **296**

Contrainte budgétaire : limite de dépense qui s'impose à tout acteur économique en fonction de différents paramètres : ses ressources propres, ses possibilités d'emprunt, les prix relatifs des différents produits. **40**

Contrôle social : ensemble des moyens dont dispose une société pour faire appliquer ses règles et obtenir la conformité du comportement de ses membres. **260**

Contrôle social formel : contrôle social exercé de manière explicite par les institutions spécialisées (école, police, justice, médecine, etc.). **260**

Contrôle social informel : contrôle social exercé de manière diffuse et continue par les groupes primaires. **260**

Coopération : la participation active et volontaire à un projet commun, projet dont la réussite suppose de dépasser les intérêts de court terme de chacun. **300**

Coûts : **Coût total** = coûts fixes + coûts variables (ou coût unitaire x quantités).
Coût moyen = coût total/quantités produites.
Coût marginal : coût de la dernière unité produite = coût total de n +1 unités – coût total de n unités. **58**

D

Déficit public : lorsque les dépenses excèdent les recettes, les organismes publics ont un solde négatif appelé déficit. Ce déficit public concerne la somme des déficits de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales. **158**

Déflation : un processus de baisse des prix qui s'accompagne d'une réduction de l'activité et d'une augmentation du chômage. **172**

Délinquance : ensemble des comportements qui enfreignent les normes juridiques d'une société et qui sont à ce titre sanctionnés pénalement. **260**

Demande : description de la relation qui existe entre le prix du marché et la quantité demandée. **82**

Demande globale : ensemble des achats de biens et services effectués dans une économie dans une année donnée. Elle est composée de la consommation, de l'investissement, des dépenses publiques et des exportations. **180**

Démocratie participative : elle consiste à impliquer les citoyens dans la prise de décision publique. **278, 282**

Démocratie représentative : un système politique dans lequel le peuple délègue temporairement une partie de son pouvoir à des représentants élus. **278, 282**

Dépenses publiques : dépenses de l'État, des organismes de sécurité sociale et des collectivités locales. Ces sommes permettent la production de services non marchands et le versement de revenus de transfert. **158**

Désaffiliation : cette notion est proposée par le sociologue Robert Castel (1933-2013) pour expliquer le processus par lequel il peut y avoir rupture du lien social : si l'on ne dispose plus des garanties d'un travail permanent et qu'en plus l'on connaît un isolement social, on entre dans une zone de vulnérabilité, de dissociation du lien sociétal, qui peut conduire l'individu de l'intégration à l'exclusion sociale. **313, 322**

Déséquilibre extérieur : déficit ou excédent du compte des transactions courantes (échanges de biens, de services et de revenus entre un pays et l'extérieur), du compte financier ou de la position monétaire d'un pays. **180**

Désinflation : le ralentissement de la hausse des prix. **172**

Dette publique : ensemble des emprunts effectués par les administrations publiques pour financer l'excédent des dépenses sur les recettes. **158**

Déviance : un comportement est qualifié de déviant s'il s'écarte des normes ou valeurs du groupe ou de la société. **260**

Disqualification sociale : processus d'affaiblissement ou de rupture des liens sociaux caractérisé par la perte des protections et de la reconnaissance sociales. **322**

Droits de propriété : possibilité reconnue et garantie de consommer, d'obtenir un revenu et de céder un bien ou un actif. **82**

E

Égalité : principe selon lequel les individus, au sein d'une société, doivent être traités de la même façon. Les régimes démocratiques chercheraient à atteindre

une triple égalité : **égalité des droits civiques et politiques** s'appliquant à tous les membres de la société ; **égalité des situations** qui peut être assimilée à l'égalité des conditions de vie. Elle est fortement liée à l'égalité des chances ; **égalité des chances** : tous les individus ont, au départ, les mêmes chances et les mêmes possibilités d'accéder aux positions sociales qu'ils souhaitent. **314**

Enquêtes de victimation : enquête menée sur un échantillon représentatif de la population pour comptabiliser le nombre de victimes d'infractions. **260**

Entreprise : une unité économique, juridiquement autonome, dont le but est de produire des biens ou des services à destination de clients ou d'usagers. **49**

Équilibre emplois-ressources : égalité entre les ressources en biens et en services dont les résidents d'un pays ont disposé au cours d'une année (qu'ils les aient produites, importées ou déstockées) et leurs utilisations (pour la consommation intermédiaire, la consommation finale, l'investissement, l'exportation et la constitution de stocks). **34**

État de droit : un système dans lequel la puissance publique est soumise au droit. **282**

État fédéral : un État composé de plusieurs entités qui disposent de leur propre gouvernement mais qui reconnaissent une autorité supérieure commune. **274, 282**

État : un mode d'organisation politique et juridique sur un territoire donné. Il est caractérisé par la détention du monopole de l'édiction de la règle de droit ainsi que par l'emploi de la force publique. **269, 282**

État-nation : un État qui coïncide avec une nation sur un territoire donné. **272, 282**

État-providence : au sens large, c'est l'ensemble des interventions économiques et sociales de l'État. Au sens strict, il représente l'intervention de l'État dans le domaine social, particulièrement à travers le système de protection sociale. **271, 310**

État unitaire : un État dont tous les citoyens sont soumis à la même constitution, aux mêmes lois. **274, 282**

Excluabilité : il y a excluabilité lorsqu'il est possible d'exclure un agent économique de l'utilisation d'un bien. **102**

Externalité : il y a externalités lorsque l'activité économique d'un agent a des effets favorables (externalités positives) ou défavorables (externalités négatives) sur le bien-être d'un ou de plusieurs autres agents, sans qu'il y ait de contrepartie monétaire. **100, 106**

F

Facteurs de production : éléments constitutifs du processus de production qui sont combinés en vue de produire des biens et des services. On distingue le facteur travail (les individus) du facteur capital (locaux, équipements, machines, outils...). Ces facteurs sont hétérogènes. **58**

Financement direct (ou désintermédié) : financement par émission de produits financiers sur le marché des capitaux qui met directement en relation les emprunteurs et les prêteurs. Les banques sont elles-mêmes acheteuses de titres sur ces marchés. **124, 136**

Financement indirect (ou intermédié) : financement par crédit bancaire. La banque s'interpose entre les agents à capacité de financement dont elle collecte l'épargne et les agents à besoin de financement auxquels elle accorde des crédits. **124, 136**

Fonctions de la monnaie : elle sert d'intermédiaire des échanges (achats et ventes de biens), d'étalon de valeur (mesure la valeur des biens échangés) et d'instrument de réserve de valeur (l'épargne). Elle a aussi des fonctions politiques et sociales. **136**

Fonctions régaliennes : fonctions politiques et administratives du ressort exclusif de l'État, attachées à sa souveraineté. **270**

Formes de la monnaie : on distingue la monnaie fiduciaire (billets et pièces), la monnaie scripturale et enfin la monnaie électronique. **136**

G

Groupe d'appartenance : groupe auquel l'individu appartient selon ses différents rôles et dont il partage, suite à la socialisation, les éléments de la culture (langage, valeurs, normes, etc.). **218, 232**

Groupe de référence : groupe dont un individu vise à acquérir les normes, les valeurs et éventuellement le statut qui leur est associé en vue de construire son identité sociale. **232**

Groupe primaire (restreint) : groupe de taille limitée (la famille par exemple) dont tous les membres se connaissent et ont entre eux des rapports directs (« de face à face »). **232**

Groupe secondaire : de taille généralement plus importante qu'un groupe restreint, il participe à des buts et des actions communes (partis politiques, associations, entreprises, etc.). **232**

Groupe social : ensemble des individus entretenant des relations directes ou indirectes et ayant conscience d'appartenir au même collectif, d'en être membre. **232**

H-I

Hiérarchie : le mode d'organisation d'une collectivité d'individus selon des échelons subordonnés les uns aux autres, à chaque échelon correspond un niveau de pouvoir. **300**

Identité sociale : l'ensemble des caractéristiques et des attributs qui font qu'un individu ou un groupe se perçoivent comme une entité spécifique et qu'ils sont perçus comme telle par les autres. Dit autrement, c'est à la fois la manière dont un individu se perçoit et comment il est perçu par les autres membres de la société. **201**

Individualisme : au **sens sociologique**, il consiste en une affirmation de l'autonomie de l'individu par rapport aux règles collectives ; l'individu s'affranchit des normes et valeurs imposées par les groupes d'appartenance traditionnels (famille, voisinage, religion, etc.). **245**

Inflation : l'augmentation générale et durable des prix qui diminue le pouvoir d'achat de la monnaie. **172, 180**

Infraction : une transgression des normes juridiques passible de sanctions pénales. Il existe trois catégories d'infractions, classées selon leur gravité et la sévérité des peines encourues : la **contravention** (infraction la moins grave, punie par exemple par une amende), le **délit** (atteinte à la propriété et actes de violence plus ou moins volontaires) et le **crime** (infraction la plus grave, le plus souvent passible d'emprisonnement). **254**

Institutions marchandes : ensemble de règles qui s'imposent aux individus et définissent le cadre des transactions marchandes. **82**

L-M

Loi des rendements décroissants : à niveau de technologie donnée, augmenter la quantité d'un facteur de production, l'autre restant fixe, réduit, à partir d'un certain seuil, l'efficacité marginale de ce facteur. **58**

Marché monétaire : segment du marché des capitaux sur lequel les institutions financières (Trésor national, banque centrale, banques commerciales, gestionnaires de fonds, assureurs et les grandes entreprises) s'échangent des titres monétaires à court terme. **136**

Masse monétaire : quantité de monnaie détenue par les agents non financiers d'une zone économique. **136**

Mobilité sociale : déplacement dans l'espace social qui peut se mesurer de diverses manières. La mobilité sociale intergénérationnelle est celle qui est mesurée par l'Insee. Elle correspond au fait qu'un individu appartienne, à l'âge adulte, à une catégorie sociale différente de celle de son père. **201**

Monopole : un marché sur lequel il y a un seul producteur et un grand nombre de demandeurs. Le monopole est alors en capacité de fixer lui-même le prix des produits qu'il vend. **93, 106**

Moyens de paiement : la monnaie est un moyen de paiement ; tous les moyens de paiement ne sont pas de la monnaie mais ils permettent d'utiliser la monnaie qu'on détient en compte de dépôt pour régler ses dépenses et dettes. **120**

N-O

Nation : une communauté d'individus ayant conscience d'être unis par une identité commune (historique, culturelle, linguistique, religieuse). **272**

Normes : des règles de conduite en société (écrites ou non) auxquelles les individus sont censés se conformer (normes liées à des sanctions positives ou négatives). Elles s'appuient sur des valeurs. Par exemple, les règles de politesse sont des normes, comme le fait de céder sa place à une personne âgée dans les transports en commun. **192, 204**

Obligation : titre représentant la créance à long terme sur une entreprise ou un État, dont le détenteur perçoit des intérêts. **123**

Offre : description de la relation qui existe entre le prix du marché et la quantité offerte. **82**

Oligopole : un marché sur lequel il y a un grand nombre de demandeurs et très peu de producteurs. C'est une structure de marché très fréquente dans laquelle les producteurs peuvent fixer plus librement leurs prix de vente. **93, 106**

Ordre politique : ensemble des relations définissant la manière dont le pouvoir est exercé sur un territoire. **268, 282**

P

***Policy Mix* ou politique mixte :** « La politique mixte est une politique économique qui combine les instruments de la politique monétaire et de la politique budgétaire : par exemple, une politique budgétaire expansive lutte contre l'inflation par une politique monétaire restrictive. » *Dictionnaire de Science économique*, Armand Colin, 2012. **178**

Politique budgétaire : utilisation du budget de l'État (dépenses publiques et impôts) pour relancer ou freiner l'activité économique. L'État utilise son budget (ses recettes et ses dépenses) pour agir sur la demande globale afin d'augmenter la croissance, d'atteindre le plein-emploi ou de réduire l'inflation. L'État mène une **politique de relance** lorsqu'il cherche à obtenir le plein-emploi : il augmente alors ses dépenses (construction d'équipement, achat de biens et services, revenus de transfert) ou réduit les impôts. Pour réduire l'inflation, il mène une **politique de rigueur ou d'austérité** : il diminue ses dépenses ou augmente ses recettes. Il peut agir à travers des politiques discrétionnaires ou laisser jouer les stabilisateurs automatiques. **174, 180**

Politique conjoncturelle : action de l'État visant à agir, à court terme, sur des déséquilibres économiques. L'État utilise principalement deux instruments : la politique budgétaire et la politique économique. **180**

Politique monétaire : utilisation de la masse monétaire et/ou des taux d'intérêt pour freiner ou relancer l'activité économique. Elle est mise en œuvre par la banque centrale. **180**

Pouvoir de marché : il correspond à la capacité d'une entreprise à dominer un marché et donc à imposer son prix de vente aux consommateurs. **94, 106**

Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts directs, taxes et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques. Ils sont versés par les agents économiques comme les ménages ou les entreprises. **154, 158**

Preneur de prix : agent économique (ménage ou entreprise) qui est dans l'impossibilité d'exercer par ses seules décisions une influence sur le prix du marché. **82**

Prix et quantité d'équilibres : situation où, pour un prix donné, la quantité offerte est égale à la quantité demandée. **82**

Prix relatif : soit deux produits, A et B, substituables ou non, et dont les prix sont respectivement égaux à 60 et 20 euros. On appelle « prix relatif de A par rapport à B » le rapport

$$\frac{\text{Prix de A}}{\text{Prix de B}}$$

(soit ici 3 : il faut débourser l'équivalent de trois unités de B pour obtenir une unité de A). **23**

Production marchande et non marchande : pour l'Insee, une production est marchande si elle est destinée à être vendue sur un marché et si son prix de vente couvre plus de 50 % de son coût de production. Dans les autres cas de figure (gratuité ou prix ne couvrant qu'une faible partie du coût de production), les productions sont dites non marchandes. **26**

Productivité : mesure de l'efficacité d'un facteur de production (quantités produites/quantités de facteurs mises en œuvre). On mesure généralement la productivité du travail, par tête (quantités produites/effectif) ou horaire (quantités produites/nombre total d'heures travaillées). **58**

Profit : revenu d'une entreprise, qui permet à la fois de rémunérer son (ou ses) propriétaire(s) et de financer tout ou partie de ses investissements. Au sens comptable, il correspond au bénéfice net de l'entreprise et se calcule selon la formule recette totale - coût total. Une entreprise réalise un profit si ses recettes sont supérieures à ses coûts. Tous les profits des entreprises sont des revenus du capital mais la réciproque n'est pas vraie. Les comptables nationaux mesurent les profits des sociétés et des entreprises individuelles en se référant respectivement aux notions d'« excédent brut d'exploitation » et de « revenu mixte brut ». **31, 40**

Protection sociale : « Institutions et mécanismes, fondés sur le principe d'une solidarité nationale, qui

garantissent des ressources aux individus placés dans des circonstances particulières (maladie, vieillesse, pauvreté...). » J.-Y. Capul, O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2013. **310**

Puissance publique : ensemble d'acteurs publics chargés d'organiser des activités pour la collectivité : organismes supranationaux (comme la BCE), nationaux (ministères, direction de la répression des fraudes, caisse d'assurance maladie...) ou locaux (conseils généraux, régionaux, mairie). **145**

R

Raisonnement à la marge : il s'intéresse à la valeur engendrée par la dernière unité considérée. **52**

Rationnement : situation où, au prix affiché, les agents ne trouvent pas à acheter (ou à vendre) autant de biens ou de services qu'ils le souhaitent. **82**

Recettes : **Recette totale** = prix x quantités vendues, également nommée, chiffre d'affaires.
Recette marginale : recette de la dernière unité vendue = recette totale de n + 1 produits vendus - recette totale de n produits vendus.
Recette moyenne = recette totale/nombre de produits vendus. **58**

Répartition (fonction de) : fonction économique de l'État consistant à redistribuer des revenus à travers des prélèvements et des prestations sociales. Cette action vise à corriger la répartition spontanée des revenus et des richesses en vue d'instaurer ce que la société considère comme une juste répartition. **147, 158**

Revenus de transfert : transferts de ressources dont les ménages bénéficient grâce aux administrations publiques et aux ISBLSM et qui n'ont pas pour contrepartie directe l'apport de facteurs de production : « prestations sociales en espèces » (pensions de retraite, allocations-chômage, allocations familiales, etc.) ou « transferts sociaux en nature » (remboursement des soins médicaux par les organismes de protection sociale, repas fournis gratuitement par les associations caritatives, dépenses d'éducation individualisables, aides au logement individualisables, etc.). **33**

Risque de crédit : le risque que l'emprunteur (un particulier ou une entreprise) ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. **136**

Rivalité : il y a rivalité lorsque l'usage d'un bien par un agent en empêche l'usage par les autres. **102**

Rôle social : l'ensemble des comportements que les membres d'une société attendent d'un individu en fonction de son statut, c'est-à-dire de la place qu'il occupe dans la société. **196, 204**

S

Salaire : revenu perçu par ceux qui vendent du facteur travail à une unité productive. **40**

Sociabilité : en sociologie, la sociabilité est l'ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres, compte tenu de la forme que prennent ces relations. **224, 232**

Socialisation : processus par lequel les individus font l'apprentissage et intègrent les valeurs, les normes et les rôles qui régissent le fonctionnement de la vie en société. **204**

Socialisation anticipatrice : le processus par lequel un individu cherche à intégrer, non pas les valeurs et les normes sociales de son groupe d'origine, mais celles du groupe auquel il veut appartenir. **199, 204**

Socialisation différentielle : processus par lequel les normes, valeurs, pratiques, rôles proposés, transmis aux individus diffèrent selon leur milieu social et/ou leur sexe. **204**

Socialisation primaire : socialisation qui se déroule pendant l'enfance et qui permet à l'individu de se construire. Elle se caractérise par ses dimensions affectives, par sa force, et l'influence durable qu'elle exerce sur l'individu. **204**

Socialisation secondaire : socialisation qui se déroule à l'âge adulte et qui permet une reconstruction des identités. **204**

Solidarité : dans son sens commun, il s'agit de l'ensemble des liens qui unissent les individus au sein d'une société. On parle également de solidarité nationale pour caractériser les liens indirects qui unissent les citoyens par l'intermédiaire de la protection sociale. **322**

Souveraineté : le droit exclusif d'exercer une autorité politique sur un territoire donné. **270, 282**

Stabilisation (fonction de) : fonction de l'état visant à agir sur les économies selon la conjoncture (lutte contre le chômage ou contre l'inflation). **158**

Stigmatisation : Erving Gofman, dans son livre *Stigmate* (1963), définit le stigmate comme une caractéristique propre à un individu et qui peut le discréditer aux yeux des autres ou le faire passer pour une personne d'un statut inférieur. Ceci conduit alors à un processus de stigmatisation, c'est-à-dire au fait que la personne ou le groupe ainsi désigné est rejeté, mis à l'écart. **253, 260**

Structure de marché : la structure d'un marché est déterminée par le nombre d'offreurs et de demandeurs ainsi que par le degré de concurrence existant sur ce marché. **92**

Surplus : somme des différences, pour chacune des unités achetées et vendues, entre le prix que les agents économiques étaient disposés à payer (ou à recevoir) et le prix du marché. Le surplus mesure les gains à l'échange, c'est-à-dire le bénéfice que chaque coéchangiste retire de sa participation au marché. **82**

Syndicat : regroupe sous forme associative des personnes ayant pour but de défendre des intérêts professionnels communs. Il existe des syndicats d'employeurs et des syndicats de salariés. **296**

T

Taux d'intérêt : prix du capital, versé par l'emprunteur au prêteur. **136**

Trésor Public : banquier de l'État, il collecte les impôts et exécute les dépenses de l'État. Si les dépenses sont supérieures aux recettes, il peut émettre des titres (bons du Trésor) souscrits par les banques ou les agents non financiers pour couvrir son besoin de financement. **128**

Troc : échange direct de biens ou de services ; on oppose le troc à l'opération d'achat-vente médiatisée par une monnaie. **117**

U

Utilité : niveau de satisfaction induit par la consommation finale de tel produit ou de tel ensemble de produits. **40**

Utilité marginale : la satisfaction individuelle procurée par la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien ou d'un service. **24**

V

Valeur ajoutée : mesure de la création nette de richesse réalisée par un acteur productif. On l'obtient en soustrayant la valeur de ses consommations intermédiaires à celle de la production. **40**

Valeurs : des idéaux auxquels les membres d'une société adhèrent et qui se manifestent concrètement dans leurs manières de penser, de sentir, d'agir. Par exemple, la liberté ou la tolérance sont des valeurs. **192, 204**

Corrigés

Exercices « Maitrisez-vous les notions et les mécanismes ? »

Chapitre 1 p. 42

Exercice 1

a: 10 ● **b**: 9 ● **c**: 7 ● **d**: 11 ● **e**: 15 ● **f**: 1 ● **g**: 17 ● **h**: 13 ● **i**: 1 ● **j**: 8 ● **k**: 4 ● **l**: 14 ● **m**: 2 ● **n**: 5 ● **o**: 12 ● **p**: 16 ● **q**: 6 ● **r**: 3 ● **s**: 14

Exercice 2

1: F **3**: F **5**: F
2: V **4**: V

Exercice 3

A: 10 ● **B**: 2 ● **C**: 6 ● **D**: 8 ● **E**: 3 ● **F**: 5 ● **G**: 1 ● **H**: 6 ● **I**: 7 ● **J**: 9 ● **K**: 4 ● **L**: 5

Chapitre 2 p. 60

Exercice 1

a: 6 ● **b**: 9 ● **c**: 6 ● **d**: 3 ● **e**: 6 ● **f**: 8 ● **g**: 2 ● **h**: 6 ● **i**: 12 ● **j**: 7 ● **k**: 1 ● **l**: 7 ● **m**: 1 ● **n**: 11 ● **o**: 4 ● **p**: 2 ● **q**: 5 ● **r**: 3 ● **s**: 2 ● **t**: 3 ● **u**: 2 ● **v**: 10 ● **w**: 2

Exercice 2

1: F **3**: V **5**: V **7**: V **9**: F
2: F **4**: V **6**: F **8**: V

Exercice 3

1: b **4**: a **7**: b
2: b **5**: b **8**: a
3: b **6**: a **9**: a

Chapitre 3 p. 84

Exercice 1

1: d **3**: a **5**: c
2: e **4**: f **6**: b

Exercice 2

1: b **2**: a **3**: c

Exercice 3

1: V **2**: V **3**: F **4**: V **5**: F

Exercice 4

Demande > offre → ↗ prix → ↘ demande + ↗ offre → Demande = Offre (quantité d'équilibre)

Chapitre 4 p. 108

Exercice 1

a: 3 **b**: 1 **c**: 2

Exercice 2

a: 4 **b**: 3 **c**: 1 **d**: 5 **e**: 2

Exercice 3

a: Externalité négative ● **b**: Asymétrie d'information ● **c**: Sélection adverse ● **d**: Biens collectifs ● **e**: État ● **f**: Impôt

Chapitre 5 p. 138

Exercice 1

a: 9 ● **b**: 3 ● **c**: 4 ● **d**: 7 ● **e**: 1 ● **f**: 5 ● **g**: 6 ● **h**: 2 ● **i**: 8

Exercice 2

a: 2 **c**: 6 **e**: 4
b: 5 **d**: 3 **f**: 1

Exercice 3

1: F **3**: V **5**: F **7**: V
2: F **4**: V **6**: V

Chapitre 6 p. 160

Exercice 1

a: 3 **d**: 5 **g**: 6 **j**: 9
b: 2 **e**: 10 **h**: 1
c: 8 **f**: 7 **i**: 4

Exercice 2

1: b **2**: c **3**: b **4**: d

Exercice 3

1: b **2**: b **3**: a

Exercice 4

Cas d'une absence d'intervention de l'état : b ● d ● f
Cas d'une intervention de l'État (taxation des pollueurs par exemple) : a ● c ● e

Chapitre 7 p. 182

Exercice 1 a et d

Exercice 2

Importations ↘ ● Exportations = ● Solde des transactions courantes ↗

Exercice 3

1: F **3**: V **5**: V
2: V **4**: F **6**: V

Exercice 4

a: 1 **c**: 2 **e**: 5
b: 3 **d**: 3 **f**: 4

Exercice 5

a: 1 ● **b**: 5 ● **c**: 3 ● **d**: 7 ● **e**: 4 ● **f**: 6 ● **g**: 2 ● **h**: 4 ● **i**: 2 ● **j**: 6

Chapitre 8 p. 206

Exercice 1

1Cb ● 2Ba ● 3Ac

Exercice 2

a: 2 ● **b**: 4 ● **c**: 5 ● **d**: 3 ● **e**: 1 ● **f**: 6 ● **g**: 7

Exercice 3

ABC : 2, 5, 6 ● D : 3 ● EF : 1, 4

Chapitre 9 p. 234

Exercice 1

a: 2 ● **b**: 4 ● **c**: 3 ● **d**: 1 ● **e**: 6 ● **f**: 5

Exercice 2

a: 4 ● **b**: 1 ● **c**: 5 ● **d**: 3 ● **e**: 6 ● **f**: 2

Exercice 3

1: V **3**: V **5**: F **7**: V
2: F **4**: F **6**: F **8**: F

Chapitre 10 p. 262

Exercice 1

1: c **3**: d **5**: a **7**: f
2: g **4**: e **6**: b

Exercice 2

1: F **3**: F **5**: V **7**: F
2: V **4**: F **6**: V

Exercice 3

a: 4 ● **b**: 5 ● **c**: 2 ● **d**: 1 ● **e**: 3

Exercice 4

1: c ● **2**: a ● **3**: d ● **4**: b

Chapitre 11 p. 284

Exercice 1

1: b ● **2**: c ● **3**: e ● **4**: a ● **5**: d

Exercice 2

b ● e ● g

Exercice 3

1: F **3**: F **5**: V
2: V **4**: F **6**: F

Exercice 4

a: 2 ● **b**: 4 ● **c**: 5 ● **d**: 3 ● **e**: 1

Chapitre 12 p. 302

Exercice 1

1: V **2**: V **3**: F **4**: F

Exercice 2

1: a **2**: a **3**: b **4**: a **5**: b

Exercice 3

1: c **2**: a **3**: b

Chapitre 13 p. 324

Exercice 1

1: V **3**: V **5**: F **7**: F **9**: V
2: F **4**: F **6**: F **8**: F **10**: V

Exercice 2

a: 2 ● **b**: 4 ● **c**: 1 ● **d**: 5 ● **e**: 3

Exercice 3

a: 4 ● **b**: 2 ● **c**: 1 ● **d**: 3 ● **e**: 5 ● **f**: 7 ● **g**: 6

TABLE DES ILLUSTRATIONS

17 h © Plantu
17 b ph © Le Parisien
18 ph © Roberta Valerio
19 ph © Petras Malukas / AFP
21 h © Xavier Gorce / indegivrables.com
22 ph © Pascal Sittler / Réa
24 ph © Clarisse Rouget Célérier
26 ph © Delphine Goldsztejn / Le Parisien / PHOTOPQR / Maxppp
27 g ph © Pascal Sittler / Réa
27 d ph © Nicolas Tavernier / Réa
28 ph © Ludovic / Réa
29 ph © Robert Harding / hemis.fr
30 © Foissy
32 Coll. Perrin / Kharbine-Tapabor
39 © Le Honzec
43 h ph © 10-18, Littérature étrangère n° 4720
43 b © Collection Christophel / europacorp / rectangle film / DR
47 h ph © Oli Scarff / Getty-Images / AFP
48 a ph © Jean-Daniel Sudres / hemis.fr / AFP
48 b ph © Frédéric Maigrot / Réa
48 c ph © Ouest-France / Maxppp
50 a ph © Frank Perry / AFP
50 b ph © Frédéric Le Lan / Réa
51 ph © Jean-Pierre Muller / AFP
56 © biocoop
61 h ph © Le Livre de poche, Classiques de poche n° 228
61 b © Collection Christophel
67 h ph © Jean-Paul Pelissier / Reuters
68 g © www.asterix.com © 2015 LES EDITIONS ALBERT RENE
69 g ph © Guillaume Duris / Fotolia
69 d ph © Jacques Loic / Photononstop / AFP
70 ph © Association Tous Pour La Musique
71 © Xavier Gorce / indegivrables.com
72 © P. Deré / A. Bommenel Eva / LS / AFP
73 © Emma Verdet pour Fondation Centaure / www.comillus.com
74 ph © Richard Damoret / Réa
77 © Denis
78 © Grady Klein (Illustration) Yoram Bauman (Texte), 2010, L'économie en BD ! La microéconomie, traduction et adaptation de Christophe Bontemps © Eyrolles, 2014
85 h ph © LAPI / Roger-Viollet
85 m ph © Lalo de Almeida / Contrasto-Réa
85 bg © Seuil
85 bd © Collection Christophel / Paramount Pictures / Red granite Pictures / DR
87 ph © Christian Stavel
91 h ph © Mike Hewitt / Getty-Images / AFP
94 h ph © Renault
94 bg ph © Apple
94 bm ph © Samsung
94 bd ph © Sony
96 ph © Jean-Pierre Clatot / AFP
98 © Martin Vidberg © Cniid
99 ph © 60 millions de consommateurs
100 h ph © Peter Parks / AFP
100 b ph © Darren Baker / Shutterstock
102 h ph © Carlos Castilla / Shutterstock
102 b ph © Brad Pict / Fotolia
105 h ph © Pixel et Création / Fotolia
109 g © Pton
109 d © Collection Christophel
115 hd ph © Michel Gile / Sipa Press
116 ph © SEL du Bredenarde Système d'échange local du Bredenarde
117 ph © Glow Images / Photononstop
118 ph © Bettmann / Corbis
119 hd ph © Bloomberg / Getty-Images
119 b ph © Le Nouveau Marianne
120 a ph © Mrtolc / Fotolia
120 b ph © Pixelmania / Fotolia
120 c ph © T Fine Tea Trading Company SA
120 e ph © tempus_fugit1980 / Fotolia
120 f ph © Maksim Kostenko / Fotolia
120 g ph © Frog 974 / Fotolia
124 ph © Spencer Platt / Getty-Images / AFP
129 ph © Alain Le Bot / Photononstop
132 ph © Laif-Réa
139 h ph © Le Livre de poche n° 33304
139 b © Collection Christophel / ARP Selection
144 © Comité Colbert / Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique
145 © Cannella
148 ph © Fred Tanneau / AFP
149 ph © Pierre Jacques / hemis.fr / AFP
152 ph © Etablissement Français du Sang
155 © D.R.
161 hg © Chappatte dans « International Herald Tribune » / www.globecartoon.com
161 hm © Lécroart / Iconovox
161 hd © Samson / Iconovox
167 h © Kroll
171 © Lasserpe / Iconovox
183 h ph © Points, Essais n° 718
183 b © Collection Christophel / Les Films du Fleuve / Archipel 35 / DR
188 h © Jy / Iconovox
188 b ph © Thierry Bordas
189 h ph © Agence Bulloz / RMN-Grand Palais
189 m ph © Jean-Marie Marcel / La Documentation française
189 bg ph © Erich Lessing / Akg-Images
189 bd ph © Natalia Barsukova / Shutterstock
191 h ph © Renault
192 g ph © Louis Rey
192 d ph © José Luis Pelaez / Getty-Images
193 h ph © Kipsta / D.R.
193 b ph © Jean-Paul Pelissier / Reuters
194 ph © Kirill Kallinikov / RIA Novosti / AFP
196 © D.R.
197 ph © Ruth Jenkinson / Mood Board / Rex Features / Sipa Press
198 ph © Jean-François Monier / AFP
199 ph © BSIP
200 ph © Mehdi Fedouach / AFP
203 ph © Stéphane Mahé / Reuters
207 h ph © Nicolas Tavernier / Réa
207 bg © La Découverte poche, Essais n° 211
207 bd © Collection Christophel / Eurozoom
213 h © Collection Christophel / Hold up Films / Lilies Films / Arte France Cinéma / DR
214 ph © Sandra Raccanello / Sime / Photononstop
218 ph © Franck Fife / AFP
220 g © Site Internet de la Ville de Saint-Flour : www.saint-flour.net
220 d ph © Joel Damase / Photononstop
221 ph © Jules Motte / Wostok Press / Maxppp
224 © Courrier international
235 h © Pocket, un département d'Univers Poche, 2012
241 h © 2015, OLI VERLAG N.V.
242 © Plantu
243-1 ph © Stéphane de Sakutin / AFP
243-2 ph © Ian Hanning / Réa
243-3 ph © Patrick Kovarik / AFP
244 h © Martin Untersinger et Thibaut Soulcié © La Revue Dessinée, été 2014
244 b ph © Fred Marvaux / Réa
245 ph © François Henry / Réa
246 © Micaël / Iconovox
249 © Chaunu
250 g ph © Le Figaro
250 d ph © Libération
251 ph © Arnaud Houllé
252 ph © Maison de la Justice et du Droit / Ministère de la Justice / Val Maubuée Agglomération de Marne-la-Vallée
255 © Soulcié / Iconovox
256 © Mykaia
257 ph © L' Express
258 g © Chappatte dans « NZZ am Sonntag », Zurich / www.globecartoon.com
263 h ph © PUF, Partage du savoir
263 b © Collection Christophel / Why not Productions / DR
267 h ph © Lionel Bonaventure / AFP
268 hg ph © D.R.
268 hm ph © Eric Risberg / AP / Sipa Press
268 hd ph © GSI / abacapress.com
268 b ph © Steve Granitz / Wirelmage / Getty-Images
269 ph © Robert Pratta / Reuters
273 © Plantu
276 ph © Akg-Images
277 ph © Conseil Constitutionnel
279 © Mairie de Paris
281 ph © Christian Hartmann / Reuters
285 h © Folio, Essais n° 427
285 b © Collection Christophel / Moise Courilleau et Morgan Zahnd / DR
288 h ph © Screen Prod / Photononstop
288 bg © Collection Christophel
288 bd ph © Erik Dreyer / Getty-Images
289 h ph © René Mattes / hemis.fr
289 b ph © Gérard Blot / RMN-Grand Palais (Château de Versailles)
291 h ph © Jean-Louis Wertz / Reporters-Réa
292 ph © Régis Duvignau / Reuters
295 ph © D.R.
296 ph © Photonews / Gamma-Rapho
297 © Laurent Galandon, Damien Vidal, Lip des héros ordinaires © Dargaud Bénélux, 2014
303 h ph © La Découverte, Cahiers libres
309 h ph © François Guillot / AFP
312 ph © Ministère des Affaires sociales et de la Santé, gouvernement Ayrault
314 © Chéreau
316 g ph © AFP
316 d ph © Pierre Andrieu / AFP
318 g ph © D.R.
318 d © Parti Socialiste
321 ph © Hachette Littératures
325 h ph © Campagne réalisée par DDB Paris pour l'ANLCI "Agir ensemble contre l'illettrisme" - grande cause nationale 2013
325 bg ph © L' Harmattan, Habitat et Sociétés
325 bd © Collection Christophel / Zadig Productions / DR

D.R.. Malgré nos efforts, il nous a été impossible de joindre certains photographes ou leurs ayants droits, ainsi que les éditeurs ou leurs ayants droit pour certains documents, afin de solliciter l'autorisation de reproduction, mais nous avons naturellement réservé en notre comptabilité des droits usuels.

Édition : Agnès Thiercé
Mise en pages : Joëlle Casse
Maquette : Joëlle Casse / Philippe Sabin
Infographie : Hugues Piolet
Iconographie : Brigitte Célérier/Hatier illustration

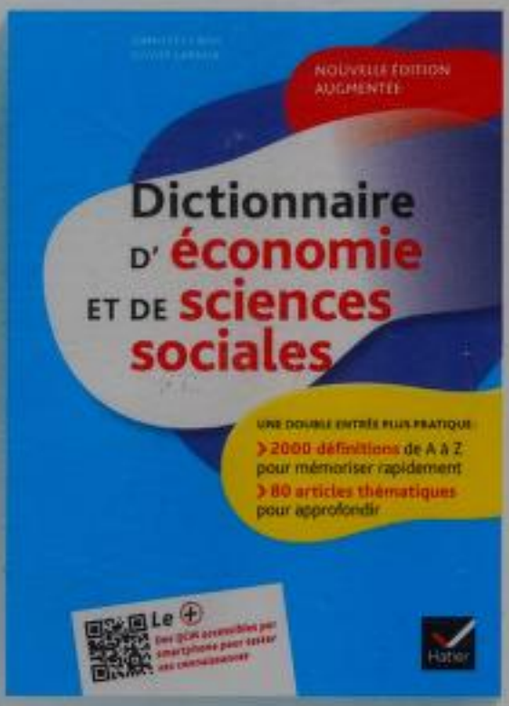
Achevé d'imprimer par L.E.G.O. S.p.A. Lavis (TN) - Italie
Dépôt légal: 98952-0/02 - août 2015

LYCÉE JACQUES MONOD 92140 CLAMART		
Année Scolaire	**Classe**	**Nom Prénom**
2016 - 2017	1ère ES3	Aben-Nahia Hélène
2017 - 2018	1ère ES3	ESCAIG Thomas
2018 - 2019	1ère ES4	GRAILHE Lisa
20 - 20		

OFFRE FAMILLE

Manuel également disponible
en version numérique

Infos & démos sur :
www.editions-hatier.fr



Nouvelle édition actualisée et augmentée
Pratique ! *Deux entrées possibles :*

- **2 000 définitions des notions et mots-clés du programme**
- **plus de 80 articles thématiques**

Pour comprendre l'actualité et maîtriser
les raisonnements économiques et sociaux actuels.

Avec également, tous les outils et repères statistiques,
les lois et mécanismes économiques expliqués,
un lexique des termes économiques anglais...

2366704
ISBN 978-2-218-98952-0

Danger, le photocopillage tue le livre !

Le photocopillage, c'est d'abord l'usage abusif et collectif de la photocopie sans l'autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite.

Rayonnages, photo © Roberta Valerio
Chercheuse, photo © Shutterstock
Schéma réseaux, © Fotolia / Julien Eichinger
Fabrication de prêt-à-porter, photo © Rea / Ludovic
Match de rugby, photo © Jean-Pierre Clatot
Étudiants de Sciences Po, photo © Mehdi Fedouach

Illustration et mise en page de couverture :
Philippe Sabin